

École doctorale de l'EHESS

Géographies-Cités UMR 8504

Territoires, Migrations et Développement

Discipline : Histoire et civilisations

ALEJANDRO BONILLA CASTRO

San José, ville globale : Assistance technique, circulation des savoirs et planification urbaine au Costa Rica, 1927-1986.

Thèse dirigée par : Dr. Alain Musset

Date de soutenance : le 20 septembre 2021.

Rapporteurs 1 Lucile Medina, Université de Montpellier 3
2 Daniela Navarrete, Escuela Agrícola Panamericana Zamorano

Jury 1 Laurent Faret, Université de Paris Diderot
2 Bernard Vincent, EHESS
3 Ana Patricia Montoya, Universidad Nacional de Colombia

À mes deux Étoiles.

REMERCIEMENTS

Cette recherche est le résultat de nombreux soutiens, tant personnels qu'institutionnels. Je tiens tout d'abord à remercier ma famille qui, dans les bons et les mauvais moments du processus, était toujours là pour me soutenir : mon épouse, Clara, mes parents Lorena et Enrique, mes frères Tatiana et Bryan, mes beaux-parents Montse et Juanjo, mes ami.e.s Julio, Angie, Ana Lucía, Rosa, Juan, Mio, Xavier et Eduard.

Un merci spécial mérite mon tuteur, Alain Musset, avec qui j'ai tenu des réunions avant de venir en France et qui a toujours été là pour non seulement me guider dans le travail académique, mais aussi pour partager de nombreuses conversations sur nos passions communes. Merci beaucoup Alain !

Aux professeurs de l'École d'histoire et du Centre de recherches historiques d'Amérique centrale de l'Université du Costa Rica, Ana María Botey, Víctor Hugo Acuña, Iván Molina, Claudio Vargas, David Díaz et Carlos Cascante, mes sincères remerciements pour leur grand soutien.

Mon passage dans les terres colombiennes, au cours de mes recherches à l'UNAL, m'a laissé de grands collègues et amis. Aux professeurs Ana Patricia Montoya et Jorge Ramirez, je suis profondément reconnaissant pour leurs conseils académiques au cours de mon stage et pour leur grande amitié, ainsi que pour la direction et tout le personnel de l'Institut d'études urbaines et des archives générales de l'UNAL.

Enfin, je voudrais remercier vivement le Bureau des affaires internationales et de la coopération extérieure de l'Université du Costa Rica pour le soutien financier et logistique qui a rendu cette recherche possible, ainsi que les fonctionnaires Yamileth Damazzio et Wajiha Sasa. Enfin, à l'EHESS qui m'a attribué une bourse de mobilité pour réaliser mes recherches en Colombie et à tous mes professeurs de séminaires qui, par leurs connaissances, ont renforcé ma formation académique et professionnelle.

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Résumé

Après 1945, l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des États américains (OEA) et le Point IV furent trois des promoteurs les plus importants des programmes d'assistance technique au niveau mondial et régional. Ces programmes, qui ont été influencés par le modèle du Service créé par l'Institut des affaires interaméricaines (IAIA) dans les années 1940, ont favorisé la circulation des savoirs de la planification urbaine en utilisant diverses stratégies : les missions d'experts, la distribution de matériel pédagogique, les programmes de bourses d'études, la création de normes et la tenue de conférences internationales. Ces programmes reflétaient une « mondialisation solidaire » dont la principale caractéristique était de promouvoir le développement économique et social dans les pays « sous-développés » par le biais de principes universels qui pourraient être reproduits à l'échelle mondiale. Au niveau de l'Amérique latine, l'OEA, l'ONU et le Point IV, future Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), étaient chargés de mettre en œuvre ces pratiques. Le Costa Rica s'est bénéficié de ces programmes qui devaient lui permettre de résoudre, par des moyens institutionnels, les problèmes du logement populaire et de l'urbanisme dans sa région métropolitaine. Depuis sa fondation en 1954, l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU) s'est engagé dans cette « mondialisation solidaire » en envoyant ses fonctionnaires à l'étranger afin de se former, de participer aux séminaires et congrès internationaux et, en même temps, afin qu'ils demandent l'aide d'experts pour renforcer leur appareil institutionnel et leurs instruments de planification. A partir de sources diverses dans des archives institutionnelles du Costa Rica, la CEPALC, l'UNESCO, les Nations Unies et le programme CINVA de l'OEA conservé à Bogotá, cette thèse propose d'analyser dans le cadre des programmes internationaux d'assistance technique le processus de circulation des savoirs de la planification urbaine au Costa Rica et les mécanismes d'appropriation, d'hybridation et de rejet d'instruments de planification, de modèles urbains et de la fonction sociale de propriété foncière utilisées par l'INVU pour construire les politiques publiques de logement et d'urbanisme

entre 1954 et 1986. À cet égard la thèse analyse le parcours historique des programmes d'assistance technique dans diverses gouvernances mondiales, tels que l'internationalisme et la mondialisation solidaire; le processus d'institutionnalisation des programmes d'assistance technique dans la politique étrangère du Costa Rica; l'internationalisation naissante du Costa Rica dans le cadre des congrès panaméricains d'architecture réalisés avant 1950; la création de réseaux professionnels d'urbanistes et la participation de l'INVU en diverses espaces de liaison par le biais de programmes d'assistance technique; la mutation des savoirs et la conception d'un agenda spécifique pour l'Amérique centrale; et l'appropriation, hybridation et rejet de cet agenda au sein de l'INVU.

Mots clés

Histoire croisée, Assistance technique, Circulation des savoirs, Planification urbaine, Costa Rica

ABSTRACT AND KEYWORDS

Abstract

After 1945, the United Nations (UN), the Organization of American States (OAS) and Point IV were three of the most important promoters of technical assistance programs at the global and regional levels. These programs, which were influenced by the Service model created by the Institute of Inter-American Affairs (IAIA) in the 1940s, promoted the circulation of urban planning knowledge using various strategies : expert missions, distribution of educational materials, scholarship programs, creation of standards and holding of international conferences. These programs reflected a "global solidarity" whose main feature was to promote economic and social development in "underdeveloped" countries through universal principles that could be replicated on a global scale. In Latin America, the OAS, the UN and Point IV, the future United States Agency for International Development (USAID), were responsible for implementing these practices. Costa Rica was benefited from these programs which were intended to enable it to resolve, through institutional means, the problems of popular housing and town planning in its metropolitan region. Since its foundation in 1954, the National Institute of Housing and Urbanism (INVU) has been committed to this "global solidarity" by sending its officials abroad to train, to participate in seminars and international congresses and, at the same time, ask for the help of experts to strengthen their institutional apparatus and their planning instruments. From various sources in institutional archives of Costa Rica, ECLAC, UNESCO, the United Nations and the OAS CINVA program kept in Bogotá, this thesis proposes to analyze within the framework of international technical assistance programs the process of circulation of knowledge of urban planning in Costa Rica and the mechanisms of appropriation, hybridization and rejection of planning instruments, urban models and the social function of land ownership used by INVU to build public housing and town planning policies between 1954 and 1986. In this regard, the thesis analyzes the historical trajectory of technical assistance programs in various global governances, such as internationalism and the global

solidarity; the process of institutionalizing technical assistance programs in Costa Rica's foreign policy; the nascent internationalization of Costa Rica through the Pan-American Architectural Congresses held before 1950; the creation of professional networks of town planners and the participation of INVU in various liaison spaces through technical assistance programs; the transformation of knowledge and the design of a specific agenda for Central America; and the appropriation, hybridization and rejection of this agenda within the INVU.

Keywords

Entangled history, Technical Assistance, Circulation of knowledge, Urban planning, Costa Rica

TABLE DE METIÈRES

<i>REMERCIEMENTS</i>	- 2 -
<i>RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS</i>	- 3 -
<i>ABSTRACT AND KEYWORDS</i>	- 5 -
<i>TABLE DE METIÈRES</i>	- 7 -
<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	- 10 -
<i>INTRODUCTION</i>	- 16 -
1. Une histoire urbaine globale et connectée.	- 20 -
2. Une opportunité propice.	- 23 -
3. Les sources d'information.....	- 26 -
<i>PREMIÈRE PARTIE. L'ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE ET LA MONDIALISATION SOLIDAIRE.</i>	- 29 -
<i>I. L'ASISTANCE TECHNIQUE : PORTAIL DE LA MONDIALISATION SOLIDAIRE.</i>	- 30 -
1. Internationalisme et panaméricanisme.....	- 33 -
a) Le rôle technique et social de la Société des Nations.	- 34 -
b) Empire et coopération hémisphérique.....	- 36 -
2. Les visages de la gouvernance mondiale.....	- 41 -
a) Le « développementisme » et la solidarité mondiale.	- 42 -
b) L'épuisement de la solidarité.	- 46 -
3. « Maintenant, vos jambes sont libres ».	- 48 -
a) Le modèle du « Servicio ».	- 49 -
b) Les programmes d'assistance technique contemporains.	- 51 -
c) Comment les programmes d'assistance technique ont-ils fonctionné ?.....	- 56 -
4. Une unité régionale d'assistance technique ?	- 59 -
5. L'État costaricain. Son contexte politique et socio-économique.	- 64 -
a) Quelques antécédents (1850-1948).	- 64 -
b) L'État providence au Costa Rica. Apogée et crise.....	- 67 -
6. Conclusion du chapitre.....	- 78 -
<i>II. LE COSTA RICA DANS UN SYSTÈME DE COEXISTENCE MONDIAL.</i> - 81 -	
1. L'institutionnalisation de l'assistance technique.	- 83 -
a) Le fonctionnement et la structure de la politique étrangère costaricaine.	- 83 -
b) La loi et les normes de l'assistance technique.	- 86 -
c) Les trajectoires de l'assistance technique internationale au Costa Rica.	- 94 -
2. Du discours à la définition officielle de l'assistance technique.	- 112 -
a) Les discours officiels.	- 113 -

b) Les discours communistes.....	- 125 -
d) Vers une définition officielle.....	- 137 -
3. Conclusion du chapitre.....	- 142 -
III. COSTA RICA, L'URBANISME ET LA FIN DE L'INTERNATIONAL	
URBAINE.....	- 148 -
1. Les congrès panaméricains d'architecture (1927, 1939 et 1947).....	- 152 -
a) La « science », ses instruments et ses modèles.....	- 153 -
b) La question sociale urbaine et le rôle de l'État.....	- 157 -
c) Des professions et des savoirs en circulation.....	- 160 -
2. L'UNESCO et l'« internationale urbaine » (1947-1949).....	- 163 -
a) L'épuisement de l'« internationale urbaine ».....	- 165 -
b) Urbanisme, éducation et niveau de vie.....	- 169 -
3. Une internationalisation naissante.....	- 175 -
a) La métamorphose de San José.....	- 175 -
b) « Les congrès n'ont jamais résolu aucun problème ».....	- 186 -
4. Conclusion du chapitre.....	- 193 -
DEUXIÈME PARTIE. LA CIRCULATION DES SAVOIRS DE LA	
PLANIFICATION URBAINE.....	- 197 -
IV. Entourages et acteurs en circulation . Les matrices de connaissances.....	- 198 -
1. Le réseau d'affiliation.....	- 203 -
2. Les espaces de liaison.....	- 210 -
a) L'univers d'événements.....	- 210 -
b) Entrelacements d'espaces et de ressources.....	- 214 -
3. La co-affiliation des acteurs.....	- 221 -
a) A propos des délégations costaricaines.....	- 222 -
b) A propos des experts internationaux.....	- 224 -
c) L'adhésion des acteurs.....	- 227 -
4. De l'interaction au rapport durable.....	- 234 -
a) Les réseaux personnels des acteurs costaricains.....	- 234 -
b) La coordination entre les programmes d'assistance technique.....	- 253 -
5. Conclusion du chapitre.....	- 265 -
V. UN AGENDA DE PLANIFICATION URBAINE.....	- 269 -
1. L'orientation de l'assistance technique.....	- 276 -
2. La relation entre le logement et l'industrie.....	- 283 -
3. Le rôle de l'État et l'initiative privée.....	- 288 -
4. Les instruments de planification urbaine.....	- 299 -
a) Le modèle de l'unité de voisinage.....	- 299 -
b) La rénovation urbaine et les centres civiques.....	- 307 -
5. Conclusion du chapitre.....	- 315 -
VI. UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE.....	- 316 -
1. Un entourage spécialisé.....	- 318 -
2. Coordination régionale, formation et assistance technique.....	- 330 -
3. Qu'en est-il de la planification intégrale ?.....	- 335 -

4. Les obstacles de la circulation des savoirs.....	- 349 -
5. Conclusion du chapitre.....	- 352 -
TROISIÈME PARTIE. LA PLANIFICATION URBAINE AU COSTA RICA...	- 359 -
VII. EXPERIENCES CROISÉES. LE DEPARTAMENT D'URBANISME ET LE CENTRE CIVIQUE NATIONAL.	- 360 -
1. Deux architectes pour la « ville moderne ».....	- 365 -
a) La mission technique d'Anatole Solow (1948).	- 365 -
b) La mission technique de César Garcés (1949-1953).	- 370 -
2. « La chose la plus importante pour le moment est de faire des maisons. ».....	- 374 -
a) L'INVU et le Grand San José.	- 379 -
b) « Pour cinquante autres maisons par an... »	- 385 -
3. Un Centre civique national....	- 393 -
a) Le premier projet.....	- 399 -
b) Un cœur nomade.	- 404 -
c) Un problème du passé.....	- 409 -
4. ... et un Anneau de rénovation urbaine.....	- 421 -
a) De la métropole à la région.	- 421 -
b) Le Centre civique et son environnement.	- 426 -
5. Conclusion du chapitre.....	- 434 -
VIII. L'(im)possible régime de providence de la planification urbaine costaricaine....	- 439 -
1. La planification urbaine et les intérêts privés.....	- 441 -
2. Les <i>Josefinos</i> contre le Plan Garcés.	- 443 -
3. Réserves de terrains, plus-value et résistance politique	- 449 -
a) « Noyade à 3, 7 ou 11 pieds. »	- 449 -
b) Le coût de (ne pas) planifier.....	- 457 -
c) Une nouvelle arène, une nouvelle loi.	- 463 -
d) Une petite note sur l'assistance technique financière.	- 469 -
3. Les facilités communales et la fonction sociale de la propriété.	- 474 -
a) L'unité de voisinage au Costa Rica.	- 477 -
b) « Mínimum minomórum »	- 488 -
4. Conclusion du chapitre.....	- 501 -
IX. CONCLUSION.....	- 505 -
BIBLIOGRAPHIE	- 514 -
ANNEXES.....	- 567 -

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Image I.1. Travailleur social qui supervise les enfants pendant leurs activités agricoles.....	49
Image I.2. Logo officiel de l'Exposition panaméricaine de Raphael Beck. (1899)	61
Image I.3. Timbre commémoratif du 50e anniversaire de l'Union panaméricaine (1940)	62
Image I.4. Carte postale commémorant le 50e anniversaire de l'Union panaméricaine. (1940)	63
Image II.1. Procédure de planification et de développement du programme d'assistance technique des Nations Unies. 1955.....	96
Image II.2. « Le singe et les étrangères ». 1963.	129
Image II.3. « À la morgue ». 1963.....	132
Image II.4. « La semaine sérieuse. »	135
Image II.5. « La semaine sérieuse. »	136
Image III.1. Costa Rica. Plan du village de San José. 1776.	178
Image III.2. Costa Rica. Plan du village de San José et terrains du père Chapuí. 1776.....	179
Image III.3. Costa Rica. Plan de la Ville de San José. 1851.....	180
Image III.4. Costa Rica. Jardins de l'Hôpital psychiatrique Chapuí, San José. 1921.....	181
Image III.5. Costa Rica. « Paseo de las Damas » (Avenue 3), San José. 1921.....	182
Image III.6. Costa Rica. Rue N° 1 vers le Sud, San José. 1921.....	185
Image III.7. Portrait de l'architecte Arturo Prins, délégué du Costa Rica au CPA27. (1926).....	189

Image III.8. José Francisco Salazar et Luis Paulino Jiménez, délégués du Costa Rica au CPA47. (1947).	189
Image III.9. Costa Rica. Plan du centre-ville de San José. 1941.....	193
Image IV.1. Amérique latine. Réseau d'affiliation de planification urbaine de l'INVU. (1953-1979)	206
Image IV.2. Amérique latine. Entourages et intermédiaires du réseau d'affiliation (1953-1979).....	207
Image IV.3. Scores de cohésion du réseau d'affiliation.....	208
Image IV.4. Entourages et nombre d'acteurs en relation avec le réseau d'entrelacement.	215
Image IV.5. Centre et périphérie du réseau de entrelacements.	220
Image IV.6. Entourages et acteurs centraux du réseau d'adhésion.	228
Image IV.7. Centre et périphérie du réseau d'adhésion	233
Image IV.8. Rodrigo Carazo Odio. 1958.	235
Image IV.9. Réseau égocentrique de Rodrigo Carazo Odio. 1955-1958.	236
Image IV.10. Rodrigo Carazo au CINVA. 1958.	238
Image IV.11. Luis Antonio Marcial Philipón. 1955.....	239
Image IV.12. Conseil d'administration d l'INVU. 1958.	242
Image IV.13. Réseau égocentrique de Rodrigo Vargas Salas. 1956-1962.	243
Image IV.14. Leonard James Currie, directeur du CINVA. Date inconnue.....	245
Image IV.15. Walter Harris, directeur du CINVA. Date inconnue.	246
Image IV.16. Gastón Bartorelli Falugi. 1949.	248
Image IV.17. Réseau égocentrique de la Commission <i>ad-hoc</i> de 1953.	249
Image IV.18. Réseaux égocentriques de Eladio Jara et Adolfo Becerril. 1954-1976.....	251
Image IV.19. Eduardo Jenkins Dobles. Date inconnue.	252
Image IV.20. Anatole Abraham Solow. 1950.	253
Image IV.21. Francis Violich. Date inconnue.....	255
Image IV.22. Réseau égocentrique d'Anatole Solow. 1953-1959.....	256
Image IV.23. Carl Eric Carlson. Date inconnue.....	258
Image IV.24. Annapolis, Maryland. Leonard J. Currie et Jacob Crane. 1954.....	259

Image IV.25. Ernest Weissmann. Date inconnue.....	261
Image IV.26. Costa Rica. Ernest Weissmann réunit avec les membres du Département du logement, CCSS. 1953.....	263
Image V.1. Bogotá. Anatole Solow devant le CINVA. Novembre 1951.....	278
Image V.2. Bogotá. Laboratoire des matériaux de construction du CINVA. 1952.....	280
Image V.3. Clarence Arthur Perry. 1935.....	300
Image V.4. Josep Lluís Sert. 1952.....	301
Image V.5. Dessin des principes de l'unité de voisinage d'après Clarence Perry. 1929.....	305
Image V.6. Couverture du manuel <i>Planning the Neighborhood</i> . 1960.....	306
Image VI.1. Costa Rica. Rodrigo Carazo, Víctor Urquidi et Anatole Solow lors de la session inaugurale de la Réunion sur les problèmes du logement en Amérique centrale et au Panama. 1957.....	320
Image VI.2. Annonce sur la démonstration publique de la machine CINVA-RAM. 1957.....	321
Image VI.3. « Pourquoi la coordination modulaire ? » 1961.....	324
Image VI.4. Module de base de 1 décimètre pour l'Amérique centrale. 1961.....	325
Image VI.5. Maison type « Istmo » fondée sur le module de base pour l'Amérique centrale. 1961.....	326
Image VI.6. Page du glossaire des termes utilisés dans l'architecture et la construction centraméricaines. 1961.....	327
Image VI.7. Costa Rica. Le Sous-comité du logement lors de sa première réunion à l'INVU. 1958.....	332
Image VI.8. Nicaragua. Projet Bolonia et plan d'aménagement du Grand Managua. 1955.....	336
Image VI.9. Mexique. Membres du Club de jeunesse rural de San Gregorio Atapulco en élaborant des blocs de terre stabilisé avec le CINVA-RAM. 1958.....	345

Image VII.1. Costa Rica. Grand San José, d'après Anatole Solow. 1948.....	368
Image VII.2. César Garcés Vernaza. 1960.....	371
Image VII.3. Maurice Rotival. Date inconnue.....	373
Image VII.4. Costa Rica. Structure du Département d'urbanisme de l'INVU. 1957.....	382
Image VII.5. Costa Rica. Parc Central de San José. 1922.....	394
Image VII.6. Costa Rica. Palais National (1955) et Place de l'Artillerie (1930).....	396
Image VII.7. Costa Rica. Parc et Monument Nationaux, San José. 1922.....	397
Image VII.8. Costa Rica. Plan de l'avant-projet du Centre civique pour San José. 1956.....	402
Image VII.9. Costa Rica. Perspective de l'avant-projet du Centre civique pour San José. 1956.....	403
Image VII.10. Costa Rica. Anatole Solow et Eduardo Jenkins. 1956.....	405
Image VII.11. Costa Rica. Plan de l'avant-projet du Centre bancaire de San José. 1955.....	406
Image VII.12. Costa Rica. Perspective du projet du Centre bancaire de San José. 1956.....	408
Image VII.13. Costa Rica. Démolition de l'ancien Palais National de San José. 1958.....	410
Image VII.14. Costa Rica. Caserne Bellavista ou Musée national du Costa Rica. 2019.....	412
Image VII.15. Costa Rica. Bibliothèque nationale, San José. 2015.....	413
Image VII.16. Costa Rica. Plan du Centre civique gouvernemental. 1964.....	414
Image VII.17. Costa Rica. Plan de la zone administrative du Centre civique gouvernemental. 1964.....	415
Image VII.18. Costa Rica. Perspective du Centre civique gouvernemental. 1964.....	416

Image VII.19. Costa Rica. Délimitation de la région métropolitaine de San Jose. 1969.....	423
Image VII.20. Costa Rica. Plan de l'Anneau de rénovation urbaine et Centre civique national de San José. 1978.....	428
Image VIII.1. Costa Rica. Eduardo Jenkins et César Garcés. 1958.....	440
Image VIII.2. « Là-bas à Corralillos ».....	447
Image VIII.3. « Le peuple parlera le 1er mai dans les rues de San José. ».....	448
Image VIII.4. Rendez-vous dans l'école de l'Unité de voisinage N°1 d'Hatillo. 1957.....	453
Image VIII.5. San José. Réserves de terrains de l'INVU. 1962.....	455
Image VIII.6. Système de nucléation progressive de la ville satellite d'Hatillo. 1958.....	481
Image VIII.7. Costa Rica. Avant-projet de la ville satellite d'Hatillo. 1956.....	482
Image VIII.8. Modèle de l'unité de voisinage et le secteur résidentiel proposé par le CINVA et adopté par l'INVU. 1968.....	485
Image VIII.9. Costa Rica. Ville satellite d'Hatillo, San José. 1979.....	486

Costa Rica



Source : https://www.worldometers.info/img/maps/costa_rica_physical_map.gif

INTRODUCTION

The city has become a terribly overextended monstrosity. The means of communication and contact and connection are so difficult that the people, because of the physical difficulties, get together less. This dispersion is dangerous, and it can result in the destruction of the city, not only the destruction of the spiritual values of the city, but also the destruction of the city as an economic unit.
Josep Lluís Sert, 1951.

Un carrer és tot, cruïlla de camins, el banc del vell, la cursa dels infants, la posada que acull els pelegrins u el recer de tendresa dels amants. Un carrer és tot, indicis de jardins enforma de parterres ciutadans, el sol besant la pell dels llambordins i la lluna als geranis rutilants. I botigues arreu: preuats botins del pa les flors, les nines o els coixins per a omplir-nos les hores i les mans. Un carrer és tot si hi neix de molt endins la guspira d'amor desl seus veïns que encén el goig al cor dels vianants.
Miquel-Lluís Muntané, 1997.

Il est 17 heures, un vendredi payant. C'est l'hiver et il pleut torrentiellement à San José. Les gens s'entassent dans les bus ou les trains, pour rentrer chez eux. Ils ne regardent pas la ville; leurs yeux sont cloués sur les pavés des boulevards de l'Avenida Central ou de l'Avenida Cuatro. Un cycliste pédale sur la piste cyclable, sans d'autre protection que son casque. Ses vêtements sont détrempés. Sur la Avenida Segunda: le chaos. Le transport en commun des autobus, des voitures, des motocyclettes forme un bouchon sur la voie, l'empêchant d'avancer malgré le feu vert. Un mendiant regarde le chaos, protégé de la pluie grâce aux Arcades, un couloir urbain du XIXe siècle situé en face du Théâtre National. La ville expulse ses habitants; les gens veulent y échapper.

Cette image est celle que beaucoup d'habitants de San José, la capitale du Costa Rica, vivent durant l'époque pluvieuse qui s'étend de mai à novembre. Au fil des ans, la capitale et ses environs sont devenus des jungles d'acier et de béton qui ont largement démantelé leur fonction sociale, de coexistence. Cependant, certaines oasis comme les quelques parcs et places de la ville, dont beaucoup ont été créés au crépuscule du XIXe siècle, permettent encore de la maintenir dans une certaine mesure.

La phrase de l'urbaniste Josep Lluís Sert, écrite en 1951, décrit parfaitement les problèmes auxquels est actuellement confrontée non seulement la capitale, mais aussi de nombreuses autres villes costaricaines, voire latino-américaines. Qu'ont dit les derniers diagnostics à ce sujet? Que, malgré des volontés collectives, des cadres juridiques, des investissements, des assistances techniques internationales et un appareil d'État

relativement fort et centralisé, cela n'a pas suffi à endiguer la marée - ou le tsunami selon l'opinion de chacun - de cette croissance urbaine désordonnée.

Il suffit de regarder les rapports annuels du programme « État de la nation », en particulier celui de l'année 2015, pour vérifier cette réalité. C'est précisément ce rapport qui a mis en garde contre le fait que la problématique urbaine était due, entre autres, au déséquilibre entre la gérance de l'État et l'activité du secteur immobilier qui a aggravé les inégalités sociales et de place dans la Grande Aire métropolitaine.¹ Face à ce diagnostic, la question se pose : quand l'État a-t-il commencé à s'inquiéter de l'urbanisme ? L'a-t-il vraiment fait ? A cet égard, il existe un consensus sur la localisation du premier contact du Costa Rica avec cette discipline en 1948, année où l'architecte Anatole Solow s'est rendu dans le pays dans le cadre d'une mission technique de l'Union panaméricaine, entamant ce que Vladimir Klotchkov a appelé un « urbanisme mondialisé ».²

A quoi a-t-il fait référence Klotchkov par « urbanisme mondialisé » ? L'auteur suggère que Solow a fait « atterrir » les idées urbaines internationales au Costa Rica. Ont-elles été « implantées » dans l'institutionnalisation costaricaine ? Étaient-elles une copie ? Ou s'agissait-il plutôt d'un processus de construction sociale plus complexe, impliquant beaucoup plus d'acteurs que les urbanistes ou les architectes internationaux ? Sur la base de ces questions, la prémisse suivante se pose : la planification urbaine costaricaine doit être considéré comme le résultat d'un processus global et connecté.

Qu'est-ce que le « global » ? Connecté à quoi ou à qui ? Un premier indice pour répondre à ces questions se trouve dans les conditions dans lesquelles Solow est arrivé au Costa Rica : il faisait partie d'une mission d'assistance technique de l'Union panaméricaine (UnP). Considérant les programmes d'assistance technique internationale comme catalyseurs d'un processus de circulation des savoirs, cette recherche portera sur la contribution de ces programmes à l'institutionnalisation de la planification urbaine au Costa Rica, à travers les réseaux professionnels d'urbanisme, l'établissement de priorités,

¹ Programa Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible (PEN). *Vigésimo primer informe del Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible* (San José, Costa Rica: PEN, 2015), pp. 273-324.

² Ileana Vives Luque. *Pioneros de la Arquitectura Moderna en Costa Rica: trilogía de Arquitectura*. Vol. II. (San José, Costa Rica: Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2018), p. 68; Guillermo Carvajal Alvarado. *La organización del espacio urbano de la ciudad de San José: Temas y problemas a inicios del tercer milenio*. (San José, Costa Rica: Alma Máter, 2005), p. 44; Vladimir Klotchkov. « Brevisima historia de la planificación urbana de San José. » *Ambientico, Revista mensual sobre actualidad ambiental*. N° 99 (diciembre 2001), p. 5.

la création d'agendas de travail et la promotion de modèles et d'instruments pour concrétiser ces agendas, entre 1927 et 1986.

L'assistance technique internationale est de longue date et fondée sur des principes de solidarité universelle qui tendaient à démocratiser la connaissance, à la normaliser et à améliorer les échanges économiques. Cette dynamique a été nommée internationalisme, et son expression américaine était le panaméricanisme. Ces deux tendances ont évolué au cours des premières décennies du XXe siècle, en particulier pendant la crise économique des années 30, et ont incorporé de nouveaux objectifs, tels que la promotion du développement économique et l'élévation du niveau de vie. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette expérience internationaliste a donné naissance à une gouvernance globale fondée sur la solidarité et le développement, qui a transformé les programmes d'assistance technique en vecteurs de ces principes, processus qui a également coïncidé avec le développement des États-providence dans diverses parties du monde. Le chapitre 1 s'efforcera d'analyser en détail ce processus.

Ce type de programme était-il nouveau pour le Costa Rica ? Comment les institutions costaricaines ont-elles été préparées pour pouvoir les gérer correctement ? Le chapitre 2 aura précisément pour but d'approfondir ces questions, en partant du principe que le Costa Rica appartenait déjà au mouvement internationaliste depuis la fin du XIXe siècle, ceci lui permettant d'être bénéficiaire des premiers programmes d'assistance technique soutenus par la Société des Nations (SdN), l'UnP et des fondations privées comme la Rockefeller. Cependant, la reconfiguration de la gouvernance mondiale menée par les Nations Unies (ONU) à partir de 1945 a obligé le gouvernement costaricain à ajuster ses institutions pour ce contexte, à créer des lois et à mettre fin à des dynamiques administratives qui n'étaient plus compatibles. Il sera intéressant de déterminer quels ont été les discours qui ont légitimé ou résisté à l'utilisation de ces programmes.

Si le Costa Rica participait depuis le XIXe siècle au panaméricanisme, quels ont été les facteurs qui expliquent que le pays n'ait eu son premier contact avec l'urbanisme qu'en 1948? Le chapitre 3 proposera une réponse à cette question, à travers la trajectoire costaricaine des congrès panaméricains d'architecture qui se sont tenus entre 1927 et 1947 et de déterminer les raisons pour lesquelles, malgré leur participation à ces événements, l'urbanisme n'a pas réussi à s'institutionnaliser au Costa Rica. La question se pose également de savoir si l'ordre du jour de ces congrès était particulier ou s'il s'agissait de l'expression régionale d'une tendance mondiale d'urbanisme.

A partir de 1950, les programmes d'assistance de l'ONU, l'UnP de l'Organisation des États américains (OEA) et l'initiative appelée Point IV des États-Unis ont commencé à approfondir leurs opérations en Amérique latine. L'une de ces expressions était les congrès, séminaires ou réunions techniques organisés dans le cadre de ces programmes et réunissant régulièrement des spécialistes qui, par un travail coordonné et régulier, constituaient un programme de priorités pour la planification urbaine et un réseau professionnel chargé de le faire circuler, ainsi que les instruments et modèles nécessaires pour y parvenir. Il est donc très important d'identifier les événements et les acteurs qui ont été essentiels dans le processus de circulation des savoirs auquel ont participé les fonctionnaires de l'Institut national du logement et de l'urbanisme du Costa Rica (INVU). Tel sera l'objectif du chapitre 4.

Si nous parlons d'un agenda, d'instruments et de modèles, en quoi ont-ils consistait ? A partir du croisement des experts internationaux et locaux, une série de priorités ont été constituées qui ont répondu, d'une part, à ce que les programmes d'assistance technique ont considéré comme développement et, d'autre part, aux spécificités des pays d'Amérique latine qui ont été apportées par les experts locaux. Les priorités sont alors le fruit du croisement des intérêts des programmes d'assistance technique et des trajectoires historiques des pays d'Amérique latine. Dans ce cas, il est intéressant de déterminer si l'Amérique centrale a mis en place un programme spécifique de planification urbaine et quelles priorités a-t-elle cherché à défendre. Pour répondre à ces questions, il a fallu le faire en deux temps : l'Amérique latine, qui sera analysée au chapitre 5 ; et l'Amérique centrale, qui sera traitée au chapitre 6.

Comment cet agenda a-t-il circulé au Costa Rica ? Comment a-t-il été approprié, modifié ou résisté au niveau local ? Les chapitres 7 et 8 s'efforceront de répondre à ces questions. Pour cela, il faut attirer l'attention sur le comportement du Conseil d'administration de l'INVU vis-à-vis des experts d'assistance technique qui se sont rendus dans le pays, des experts locaux, des acteurs politiques des pouvoirs suprêmes, des institutions et des communautés. En tant qu'hypothèse, le programme d'urbanisme, soutenu par les programmes d'assistance technique, n'a été ni adopté ni imposé. Dans le cadre d'un processus de circulation des savoirs, le Conseil d'administration a joué un rôle actif dans l'examen critique de l'agenda d'urbanisme, de ses instruments et modèles, qui a ensuite profilé la structure, l'approche de travail, la réglementation et les projets d'urbanisme réalisés par le département d'urbanisme. Il est intéressant de suivre le

parcours historique de ce département et la façon dont celui-ci s'est reflété dans la conception du Centre civique national, de la ville satellite d'Hatillo et dans la réglementation urbaine costaricaine.

1. Une histoire urbaine globale et connectée.

Cette recherche tente de répondre à l'appel fait par l'historien costaricain Víctor Hugo Acuña Ortega, qui a souligné la nécessité d'analyser l'histoire centraméricaine (et donc costaricaine) à travers ses interactions avec d'autres régions, pays et acteurs, à travers le temps, tout en considérant sa précieuse position stratégique.³ Sa proposition est étroitement liée à ce que Lewis Mumford comme Charles Tilly a appelé « histoire urbaine ». Selon ces auteurs, l'objectif qui doit guider le chercheur est d'analyser le lien entre les processus sociaux et les processus mondiaux, c'est-à-dire comment la circulation des idées et des personnes, le commerce, les institutions et la vie quotidienne façonnent la ville. L'histoire urbaine ne se limite pas à la description de sa forme ou de son architecture, mais tient compte des changements démographiques, de l'économie, de la politique publique, de la culture et de l'action collective, qui agissent dans la transformation des villes à long terme.⁴ Il faut maintenant la considérer comme un processus global et connecté. Qu'est-ce que cela implique ?

Premièrement, elle nous place dans ce que signifie la « mondialisation » et comment la délimiter. Des auteurs comme Sebastian Conrad ou Diego Olstein ont proposé des délimitations temporelles pour le phénomène de la mondialisation, mais cela n'a fait que prouver la difficulté de la ramener à une période spécifique, car plus on remonte dans le temps, plus on parvient à identifier d'autres formes de connexion mondialisée entre les cultures et les sociétés. Alessandro Stanziani, face à cette difficulté, a souligné que l'histoire mondiale doit plutôt se concentrer sur les interactions entre différentes valeurs et systèmes de pensée, de manière dense et soutenue dans le temps;

³ Víctor Hugo Acuña Ortega. « Centroamérica en las globalizaciones (siglos XVI-XXI). » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, Universidad de Costa Rica, 41 (2015): p. 13-27.

⁴ Charles Tilly. « What is good urban history? » *Journal of Urban History*, Vol. 22, N° 6 (September 1996): pp. 704, 707, 715; Lewis Mumford. « What is a city? » *Architectural Record* (1937), p. 8; Françoise Choay. *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*. (Paris: Editions du Seuil, 1996): pp 70-80; Stéphane Van Damme. « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville: les enjeux d'une archéologie des savoirs urbaines (XVIIe-XIXe siècles) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, N° 12-1 (2005): pp. 5-6.

c'est cesser d'interpréter l'histoire sur la base de la suprématie de l'Europe, des États-Unis, de la Chine, de la Russie, etc. comme les grands créateurs de la connaissance et les bienfaiteurs de la civilisation.⁵ L'histoire mondiale tend donc à « provincialiser » ou à « décentraliser » ces soi-disant pôles de pouvoir politique, économique et de connaissance.⁶

La variable locale est donc essentielle pour comprendre l'histoire mondiale. Il existe actuellement un consensus relatif sur le fait que les échelles locales, régionales et globales sont étroitement liées.⁷ L'échelle locale est considérée comme plus dynamique, en introduisant des modifications stratégiques dans les savoir-faire qui circulent à travers des processus globaux (et vice versa), mettant en cause les positions de diffusion et de modernisation.⁸

Cela contextualise le titre de cette recherche : « San José, ville globale. » Les contributions de Saskia Sassen, John Friedmann et Goetz Wolff et leurs critiques ultérieures ont suscité un courant analytique qui a souligné les processus d'exclusion territoriale, la perte du rôle de l'État ou des municipalités en tant que gestionnaires de la croissance urbaine, les limites de la soi-disant modernité et l'action sociale.⁹ Même si on

⁵ Alessandro Stanziani. *Eurocentrism and the Politics of Global History*. (Switzerland: Springer - Palgrave MacMillan, 2018), pp. 6-9.

⁶ Natalie Zemon Davis. « Decentering History: Local Stories and Cultural Crossings in a Global World. » *History and Theory*, Vol. 50, N° 2 (May 2011): pp. 188-202; Antonella Romano. « Ce que l'histoire globale fait à la "révolution scientifique", ou la fin d'un grand récit et ses multiples conséquences », p. 13; Wong R. Bin. « Entre monde et nation: les régions braudéliennes en Asie ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001): p. 18.

⁷ Jacques Revel (ed.) *Jeux d'échelles: Le micro analyse à l'expérience*. (Paris: Seuil-Gallimard, 1996). Citado por: Sebastian Conrad. *Una historia global. Una nueva visión para el mundo actual*. Trad. Gonzalo García, 2017. (Barcelona: Crítica-iBooks, 2017), p. 143. Roger Chartier. « La conscience de la globalité (commentaire) ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001): pp. 120-123 ; Serge Gruzinski. « Les mondes mêlés de la Monarchie catholique et autres «connected histories» ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, 2001. pp. 85-117; Sanjay Subrahmanyam. « Du Tage au Gange au XVI^e siècle: une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique. » *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001): p. 56.

⁸ Conrad, *Una historia global*, pp. 59-60. Zemon Davis, « Decentering History », pp. 190-191; Chloé Maurel, « La World/Global History » *Vingtième siècle- Revue d'histoire* (4) (2009), p. 160; Richard Drayton y David Motadel, « Discussion: the futures of global history. » *Journal of Global History*, 13 (2018), p. 10.

⁹ Saskia Sassen. *The Global City. New York, London, Tokyo*. (New Jersey: Princeton University Press, 1991); Ashley Dawson y Brent H. Edwards. « Global Cities of the South ». *Social Text* 81, Vol. 22, N° 4, (Winter 2004): 1-8; Bryan R. Roberts. « Globalization and Latin American Cities » *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 29.1(March 2015): pp. 110-123; Jordi Borja. « Revolución y contrarrevolución en la ciudad global: las expectativas frustradas por la globalización de nuestras ciudades. » *Revista Eure*, Vol. XXXIII, N° 100 (diciembre 2007): pp. 35-50; Jordi Borja, et.al. *Local y global: la gestión de las ciudades en la era de la información*. (Madrid, España: Taurus, 1998), pp. 1-11; Alfonso Valenzuela. « Dispositivos de la globalización: la construcción de grandes proyectos urbanos en Ciudad de México. » *Eure*, Vol. 39, N° 116 (Enero 2013): pp. 101-118; Alain Musset. « El mito de la ciudad justa. Una estafa neoliberal. » *Bitácora urbano territorial*, N° 25 (enero-junio 2015), pp. 11-20; Teresa de

parle de San José en tant que capitale, un centre de commandement et un nœud d'échanges, globalement, elle ne sera pas comprise comme la transformation de la ville, en l'occurrence San José, en un pôle d'innovation technologique ou d'investissement, mais comme un processus de croisement entre acteurs, modèles et instruments, rendu possible par les programmes d'assistance technique internationale. C'est là que la connectivité entre en jeu.

L'histoire croisée suppose que l'interaction ou l'intersection est multidimensionnelle, réciproque et que ses effets sont soumis à de nouvelles résistances, inerties, modifications ou combinaisons. Par conséquent, les acteurs, les objets ou les pratiques qui se croisent ne restent pas statiques, mais changent (quoiqu'asymétriquement). On analyse ainsi non seulement la nouveauté produite par l'interaction, mais aussi le processus de changement dans l'interaction.¹⁰ Si nous transférons cette réflexion aux programmes d'assistance technique, où situons-nous cet espace d'interaction ? Comment voir à l'intérieur de cette « boîte noire » où le changement historique se produit ?

L'une des modalités d'assistance technique était les congrès internationaux. Des chercheurs comme Beatriz Fernández, Javier Ruiz, Claudio Secci, Alicia Novick, entre autres, ont clairement élucidé le rôle de ces espaces en tant que catalyseurs de la circulation des savoirs et représentent donc une occasion clé pour observer comment les acteurs interagissent, comment ils coordonnent leurs actions, comment ils construisent mutuellement l'agenda de travail et définissent les instruments et les modèles pour le concrétiser.¹¹ Ma proposition, pour observer ce processus, sera de recourir à la

Jesús Peixoto Faria y Alain Musset. « Justicia, conflictos socioespaciales, resistencia, rescate histórico y construcción de las identidades en las ciudades latinoamericanas. » *Geografares, Revista do Programa de Pós Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia de la UFES*, Vol. I, N° 22, (Julho-Dezembro 2016), pp. 1-5.

¹⁰ Michael Werner y Bénédicte Zimmermann. « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1 (58e année), pp. 15-17 ; Bénédicte Zimmermann, Claude Didry y Peter Wagner (eds), *Le travail et la nation. Histoire croisée de la France et de l'Allemagne*. (Paris, Ed. MSH, 1999) ; Michael Werner. « Apports et limites de la triangulation. Le Maghreb dans les relations scientifiques franco-allemandes au XIXe siècle. » *Savoirs d'Allemagne en Afrique du Nord. XVIIIe - XIXe siècle*, Ahcène Abdelfettah, Alain Messaoudi, Daniel Nordmann (eds), (Paris : Bouchène, 2012), pp. 275-276.

¹¹ Beatriz Fernández Águeda, Javier Ruiz Sánchez « Circulations et ancrage du survey geddesien dans l'urbanisme espagnol ». *Espaces et sociétés* 2016/4 (n° 167), pp. 81-98; Claudio Secci, « Réceptions et appropriations des sciences humaines par les architectes. Le cas des CIAM et du Team Ten (1928-1962) », *Espaces et sociétés* 2010/2 (n° 142), pp. 17-31; María Cristina García y Salvador Guerrero. « The National Federation of Town Planning and Housing 1939-1954: A Network for Town Planners and Architect's in Franco's Spain. » *Journal of Urban History*, Vol. 40(60) (2014): pp. 1099-1122; Alicia Novick. « La ciudad, el urbanismo y los intercambios internacionales. Notas para la discusión. » *Revista Iberoamericana*

méthodologie de l'analyse des réseaux sociaux. Les congrès ou événements internationaux ont la qualité d'être des *espaces de liaison* tant d'acteurs que d'objets, de sorte que le réseau fonctionne à partir de deux dimensions : les objets se rapportent à travers les acteurs et vice versa. Et cette interaction ou relation soutenue donne lieu à des *matrices de connaissances*, catégorie d'analyses qui donne son nom à la synthèse de l'agenda de l'urbanisme et de sa circulation.¹²

Les graphs et sociomatrices produits par l'analyse des réseaux sociaux sont les représentations de la structure relationnelle entre acteurs et objets et, à travers leurs indicateurs, on pourra identifier les événements et les acteurs qui ont été essentiels pour le Costa Rica dans l'institutionnalisation de la planification urbaine. Il convient de noter que ces représentations sont loin de représenter la totalité du processus historique. Les réseaux sociaux ne sont qu'un guide pour déterminer la complexité de la circulation des savoirs et en repérer leur limites. Les rapports entre les acteurs et les objets doivent continuer à être explorées, à travers d'autres espaces hors réseau, pour tester leur durée et leur durabilité, variables qui déterminent la force du lien et la trajectoire des savoirs.

Les programmes d'assistance technique seront considérés comme des instruments ou des mécanismes d'apprentissage d'un programme territorialisé d'urbanisme, dont le succès dépend de la manière dont les acteurs sociaux s'opposent ou favorisent l'appropriation ou leur transformation, en tenant compte à tout moment des spécificités locales et de la manière dont leur résultat circule à nouveau aux niveaux régional et mondial.¹³

2. Une opportunité propice.

En 1958, la Revue de l'Université du Costa Rica a publié plusieurs articles écrits par des fonctionnaires de l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU), qui

de Urbanismo, Vol. 1, N° 1 (2009): pp. 4-13; Guillermo Jajamovich. « América Latina y las asimetrías de poder en abordajes sobre producción y circulación de políticas y teorías urbanas. » *Quid* 16 N°7 (Oct.2017-Nov.2017): pp. 160-173.

¹² Claire Bidart, Alain Degenne y Michel Grossetti. *La vie en réseau. Dynamique des relations sociales*. (Paris: Presses Universitaires de France - Kindle, 2015); Stanley Wassermann y Katherine Faust. *Social Network Analysis: methods and applications*. (New York: Cambridge University Press, 1994); Laurent Beauguitte. « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire: vocabulaire, principes et limites. » *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales*, Rosemonde Letricot, et.al. (Presses Universitaires de Louvain, 2016), pp. 9-24.

¹³ Marcel Roncayolo. « Territoire » *Territoires* N°1-1983 - Laboratoire de sciences sociales. École Normale Supérieure, pp. 1- 34, 54.

ont exploré plusieurs axes : l'urbanisation en tant que politique d'intérêt national, les principes théoriques qui la régissent, et deux études de cas illustrant son application : la ville satellite d'Hatillo et la ville universitaire Rodrigo Facio. De l'utilisation d'un langage prophylactique (qui prend l'urbanisme comme le remède d'une maladie), à considérer ces deux projets comme des références des théories des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM), ces travaux et d'autres, constituent des antécédents significatifs pour l'histoire urbaine costaricaine.¹⁴

Or, il attire puissamment l'attention que, dans les sciences sociales, l'historiographie costaricaine soit la moins présente dans l'analyse de la problématique urbaine. En effet, entre 1990 et 2010, l'histoire urbaine n'a pas été considérée comme une tendance particulière de la recherche et ses problèmes ont été inclus dans l'histoire culturelle et/ou sociale.¹⁵ Malgré cela, la production historique costaricaine a apporté des contributions notables à l'histoire urbaine en explorant des problèmes tels que les processus de métropolisation¹⁶, l'utilisation des sols et leur spéculation¹⁷, la diversification des modèles d'établissement¹⁸ et de consommation¹⁹, la culture des élites²⁰ ou la question sociale.²¹

¹⁴ Eduardo Jenkins Dobles. « Vivienda popular en Costa Rica. » (Tesis de incorporación, 1953); Rodrigo Carazo. « Breves consideraciones sobre el problema del Urbanismo » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18 (1958), pp. 9-18; Édgar Vargas Vargas. « Principios teóricos sobre urbanismo. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18 (1958), pp. 19-42; Eduardo Jenkins Dobles y Jorge Crespo Villavicencio. « Ciudad satélite de Hatillo y Unidad Vecinal N°2. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18 (1958), pp. 43-88; Eugenio Gordienko. « Mercados centrales para provincias de Costa Rica ». (Tesis de Licenciatura en Ingeniería Civil, Universidad de Costa Rica, 1955); Hernán Arguedas Salas. « Sugestiones urbanísticas y terminal de autobuses. » (Tesis para grado de Ingeniero - Arquitecto, Universidad de Costa Rica, 1960).

¹⁵ Iván Molina Jiménez, et. al. (ed). *Entre dos siglos: la investigación histórica costarricense (1992-2002)*. 1ª ed. (Alajuela, Costa Rica: Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 2003); David Díaz, Iván Molina y Ronny Viales. *La historiografía costarricense en la primera década del siglo XXI: Tendencias, avances e innovaciones*. 1ª ed. (San José, Costa Rica: EUCR, 2014).

¹⁶ Mario Luis Chaverri, et. al. *Proceso de metropolización: caso San José-Costa Rica*. (Heredia y San José: UNA - UCR, 1994).

¹⁷ Enrique Jiménez Acuña. « Proceso de urbanización y transacciones inmobiliarias en el Cantón Central de San José: 1950-1974. » (Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad de Costa Rica, 1980).

¹⁸ Steven Palmer. « Prolegómenos para toda historia futura de San José, Costa Rica. » *Mesoamérica*, Vol. 17, N° 31 (1996): pp. 181-213.

¹⁹ Patricia Vega Jiménez. « De la banca al sofá. La diversificación de los patrones de consumo en Costa Rica (1857-1861) » en *Héroes al gusto y libros de moda, sociedad y cambio cultural en Costa Rica (1750-1900)*, Iván Molina y Steven Palmer, eds. (San José, Costa Rica: EUNED, 2004), pp. 163-208; Patricia Fumero. *Teatro público y estado en San José 1880-1914: una aproximación desde la historia social*. 1ª ed. (San José, Costa Rica: EUCR, 1996).

²⁰ Florencia Quesada Avendaño. *En el Barrio Amón: arquitectura, familia y sociabilidad del primer residencial de la élite urbana de San José, 1900-1935*. 1ª ed. (San José, Costa Rica: EUCR, 2004).

²¹ William Elizondo Calderón. « El problema de la vivienda: Segregación y pobreza urbana en la primera mitad del siglo XX en Costa Rica » *Pobreza e historia en Costa Rica: determinantes estructurales y representaciones sociales del siglo XVII a 1950*, Ronny Viales Hurtado (ed.) 1ª ed, 1ª reimp. (San José,

Cependant, des travaux tels que ceux de Florence Quesada et Ileana Vives se sont montrés plus proches de la problématique de cette recherche puisqu'ils ont porté sur les missions d'assistance technique, le mouvement des boursiers, l'utilisation de nomenclatures « modernes » pour l'élargissement de la ville, la diffusion de règlements d'hygiène, de police et de styles architecturaux et la tenue de congrès. Dans cette tendance s'insère également un travaux que j'ai publié récemment.²² D'autres études qui ont apporté des contributions précieuses pour identifier certains courants d'internationalisation de l'architecture costaricaine ont été ceux de Carlos Altezor, Ofelia Sanou et Natalia Solano.²³

Au Costa Rica, récemment, des efforts ont été faits pour intégrer l'approche globale et de la circulation des savoirs dans la discipline historiographique. Cela a été fait dans la perspective CTS (Science, Technologie, Société) dans laquelle se trouvent les travaux de David Chavarría, qui analyse la construction historique de l'informatique en tant que profession et discipline scientifique entre 1963 et 1994. Ronny Viales et Patricia Clare ont proposé le concept de « régime de scientificité » pour désigner les différents acteurs et instances qui ont encouragé le développement de la science et de la technologie au Costa Rica. Ce travail est lié à la thèse de Clare, où elle analyse la formation de communautés scientifiques dans le contexte de la production du palmier à huile. Récemment, Viales a réfléchi à la construction de réseaux sociotechniques impliquant non seulement les acteurs humains et non humains, mais aussi la nature et les objets dans la co-construction des faits scientifiques, des contributions auxquelles se rapproche l'orientation cette recherche.²⁴

Costa Rica: EUCR, 2009), pp. 155-169; Ana María Botey Sobrado. « Los actores sociales y la construcción de las políticas de salud del Estado Liberal en Costa Rica (1850-1940). » (Tesis de Doctorado en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013); Rosa Malavassi Aguilar. « La vivienda de madera de los barrios Luján-El Cerrito y Barrio Keith (1910-1955). Un análisis histórico de la imagen urbana y la arquitectura habitacional. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2014); Carlos Izquierdo Vázquez. « Pobreza, condiciones de vida y subjetividad en el casco central de San José. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2016).

²² Florencia Quesada Avendaño. *La modernización entre cafetales: San José, Costa Rica, 1890-1930*. (San José, Costa Rica: EUCR, 2011); Ileana Vives Luque. *Pioneros de la Arquitectura Moderna en Costa Rica: Trilogía de arquitectura*, vol. II. (San José, Costa Rica: Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2018).

²³ Carlos Altezor F. *Arquitectura urbana en Costa Rica: exploración histórica 1900-1950*. (Cartago, Costa Rica: Editorial Tecnológica de Costa Rica, 1986); Ofelia Sanou Alfaro. « La arquitectura ». *Costa Rica en el siglo XX*, Eugenio Rodríguez Vega, ed. Tomo II. (San José, Costa Rica: EUNED, 2004): pp. 258-317; Natalia Solano Meza. « Pensar, romper, hacer. La Escuela de Arquitectura de la Universidad de Costa Rica, 1962-1974. » (Tesis de doctorado en Arquitectura, Universidad de Porto-Portugal, 2017).

²⁴ Ronny Viales y Patricia Clare. « El Estado, lo transnacional y la construcción de comunidades científicas en la Costa Rica liberal (1870-1930). La construcción de un “régimen de científicidad”. » *Diálogos. Revista*

Plus récemment, le Centre de recherche historique d'Amérique centrale (CIHAC) a publié un volume sur l'histoire mondiale et la circulation des savoirs, où elles ont été explorées depuis l'invention de l'Amérique à partir de ses concepts et de ses relations avec l'Empire espagnol; les propositions théoriques de l'histoire mondiale et leurs implications pour l'analyse historique de l'Amérique centrale et de ses problématiques, la transformation des identités politiques et citoyennes des femmes en Amérique centrale dans le cadre de la guerre froide, ou la géopolitique de la Seconde Guerre mondiale qui a motivé la fondation de l'Institut interaméricain des sciences agricoles au Costa Rica , entre autres thématiques.²⁵ La présente recherche est donc influencée et insérée dans ces efforts académiques au Costa Rica pour comprendre l'histoire du pays, à travers le prisme du mondial et de ses liens avec d'autres acteurs, institutions, pays et régions du monde.

3. Les sources d'information.

Si l'un des objectifs de l'histoire mondiale et de la circulation des savoirs est d'analyser le changement historique sans se limiter aux frontières de l'État-nation, on s'est efforcé, dans la mesure du possible, d'adapter le corpus de sources pour obtenir le plus grand nombre de voix et de regards du processus de circulation des connaissances de la planification.

Tout d'abord, les Archives nationales du Costa Rica ont été l'un des dépôts les plus importants pour cette enquête. La section documentaire des comptes rendus du Conseil d'administration de l'INVU a été consultée, où les accords de cet organe institutionnel en matière d'urbanisme et de logement ont été transcrits. Étant donné qu'ils sont pour la plupart constitués de transcriptions quasi fidèles de ce qui a été prononcé par les membres du Conseil et d'autres acteurs, tels que les urbanistes costaricains, les experts en mission d'assistance technique, les membres des pouvoirs suprêmes, les guildes, les

Electrónica de Historia, Vol. 7, N° 1 (Setiembre 2006 - Febrero 2007): pp. 145-168; Ronny Viales Hurtado. « Entre el constructivismo social, las redes sociotécnicas y los estilos de conocimiento. Bases para el estudio de la historicidad del vínculo entre Ciencia, Tecnología y Sociedad. » *La intersección entre ambiente, ciencia, tecnología y sociedad. Aproximaciones teóricas para su estudio desde la perspectiva CTS*, Ronny Viales Hurtado (comp.). Serie Cuadernos del Bicentenario, N° 2 (San José, Costa Rica: CIHAC-UCR, 2017): pp. 39-54.

²⁵ Ronny Viales y David Díaz (ed). *Historia global y circulación de saberes en Iberoamérica, siglos XVI-XXI*. (San José, Costa Rica: CIHAC-VINV – UCR, 2018).

communautés et la presse, ils ont été constitués à la source la plus importante pour suivre la piste des interactions et des relations des fonctionnaires de cette institution avec d'autres de la région et avec les programmes d'assistance technique.

Malgré le volume de données impliquant la révision de ce fond documentaire, les fonds de la présidence de la République, du ministère des Affaires étrangères, du Congrès et de la municipalité ont été consultés en complément. Il a également fallu recourir à d'autres archives institutionnelles, notamment celles de l'Assemblée législative, d'où ont été extraits les dossiers des lois les plus importantes liées à l'urbanisme costaricain. De même, bien que cela n'ait pas été fait de manière exhaustive, des journaux de l'époque, tels que le *Diario de Costa Rica*, *La República*, *La prensa libre*, *Adelante*, *Libertad*, ont également été consultés pour récupérer certaines des discussions qui ont eu lieu dans l'opinion publique sur des sujets d'urbanisme. Par son volume et en raison de mon absence au Costa Rica pendant la majeure partie de ce doctorat, la révision a été rendue possible grâce à l'excellent travail et à l'exhaustivité de mes assistants de recherche Josué Jiménez Álvarez, Amanda Varela Valle et Daniel Ribas Villalobos, que je remercie profondément pour leur collaboration.

Lors de l'examen des sources, il a été possible d'identifier un lien d'une importance capitale entre l'INVU et le Centre interaméricain de logement et de planification (CINVA), fondé en 1951 dans la ville de Bogota. Grâce à une bourse de recherche, fournie par l'EHESS, il a été possible de se rendre à l'Université nationale de Colombie, siège original du CINVA pour consulter son fonds documentaire, qui est conservé dans les Archives générales de cette institution. Au cours de la révision, il a été possible de récupérer à partir de la correspondance, des publications du CINVA, des photographies de son personnel, des rapports finaux de congrès et de réunions techniques, des travaux finaux de graduation des boursiers costaricains dans ce centre, des manuels, entre autres, qui reflètent le niveau d'interaction internationale de l'INVU et qui était jusqu'ici inconnu. Tant l'aide du personnel des Archives générales que celle des professeurs Ana Patricia Montoya et Jorge Ramírez ont été essentielles à la localisation de ces documents et à l'obtention d'autres documents de leurs propres archives personnelles, par exemple les comptes rendus des Congrès panaméricains d'architecture auxquels le Costa Rica a participé entre 1927 et 1947, des rapports de l'UnP et des photographies.

Parmi les autres dépôts documentaires consultés figurent les archives de l'UNESCO, obtenues dans son siège central à Paris. La révision documentaire de l'UNESCO a permis d'identifier d'autres programmes d'assistance technique liés à la problématique urbaine, tels que l'École supérieure d'administration publique d'Amérique centrale (ESAPAC). Il a également été possible de mettre en garde, à travers les dossiers de la Fédération internationale du logement et de l'urbanisme (IFHTP) et des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM), une série de préoccupations mondiales concernant l'architecture et l'urbanisme, ainsi que la position initiale des Nations Unies à leur égard.

La numérisation de plusieurs fonds documentaires de la bibliothèque Dag Hammarskjöld des Nations Unies, de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPALC) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a permis de récupérer de nombreux rapports des bureaux chargés de gérer les programmes d'assistance technique, de reconstituer leurs tendances de financement tout au long de la période étudiée et d'être en mesure d'obtenir les dossiers des congrès internationaux qui ont permis de reconstruire une partie du réseau professionnel qui a été stimulé par les programmes d'assistance technique.

Cette recherche a été menée dans le contexte de la crise mondiale provoquée par la pandémie du SRAS-CoV-2. Malgré les restrictions provoquées par la pandémie, en particulier lors de sa première vague, dans la révision documentaire réalisée en Colombie, elle a motivé davantage l'analyse des organismes internationaux et comment, encore aujourd'hui, de nombreux mécanismes de circulation des savoirs tels que les congrès, les missions d'assistance technique, l'appel à la coopération entre les pays, persistent et façonnent la dynamique mondiale. Certes, notre expérience personnelle et la gérance de la pandémie qui a été menée depuis l'État-nation, les organismes régionaux de coopération comme l'Union européenne, ou les organismes mondiaux comme l'Organisation mondiale de la santé ont démontré non seulement la force des principes de solidarité qui font bouger une bonne partie de notre monde globalisé, mais aussi ses propres limites.

Ce texte a reçu de nombreuses observations et recommandations. Cependant, toute erreur ou omission qu'il puisse y avoir sont de mon entière responsabilité.

**PREMIÈRE PARTIE. L'ASSISTANCE
TECHNIQUE INTERNATIONALE ET LA
MONDIALISATION SOLIDAIRE.**

I. L'ASISTANCE TECHNIQUE : PORTAIL DE LA MONDIALISATION SOLIDAIRE.

Selon un document confidentiel, le 19 septembre de 1953 le futur président de la République du Costa Rica, José Figueres Ferrer, a tenu une réunion avec le Directeur général de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPALC) de l'époque, Raúl Prebisch. Cette réunion a réuni plusieurs collaborateurs de confiance pour Figueres comme Francisco Orlich Bolmarcich, alors chef du Parti de la libération nationale (PLN) et futur président du Costa Rica (1962-1966), Bruce Masís Dibiasi, William Reuben et Alberto Sepúlveda, conseiller politique du Ministère Chilien des Affaires Étrangères. Le célèbre économiste Paul Rosenstein-Rodan²⁶, qui travaillait à l'époque avec la CEPALC, ainsi que d'autres fonctionnaires des Nations Unies (ONU) était également présent à cette réunion.

Après le dîner, ces participants et d'autres se sont retirés dans une salle où Figueres a donné une exposition sur le modèle économique qui s'appliquerait au Costa Rica en assumant la présidence. Il soulignait que l'économie costaricienne était en bonne santé dans le secteur des exportations, mais qu'elle restait son talon d'Achille, la corde qui liait encore le pays au sous-développement causé, entre autres facteurs, par la relation inéquitable entre les prix des matières premières et des produits manufacturés. Il a ensuite blâmé l'investissement américain - incarné par la United Fruit Company (UFCO) - pour envenimer des inégalités entre les États-Unis (bénéficiaires des revenus de l'entreprise), et les pays « sous-développées » où elle a maintenu ses opérations.

« Convient-il à nos pays les investissements de capital américain ? Ces investissements sont-ils d'intérêt pour les États-Unis ? », étaient des questions que Figueres a posées au reste des participants. Et il a poursuivi en disant,

²⁶ Paul Rosenstein-Rodan (1902-1985), économiste polonais, fut l'auteur de la théorie intitulée « Big Push ». Cette théorie ou modèle soutient que, si plusieurs secteurs de l'économie modifient leurs modèles d'investissement et de profit, ils peuvent générer un revenu à leur disposition pour accroître la demande de biens et de services, élargissant ainsi le marché et créant un système industriel rentable. Cette théorie exige que l'économie maintienne son secteur primaire en place, sans exiger de sources de revenus externes, seulement la richesse produite au niveau national et en utilisant la technologie disponible. Kevin Murphy, Andrei Schlifer et Robert Vishny. « Industrialization and big push ». *Journal of Political Economy* [en ligne], Vol. 97, N° 5 (1989) : 1003-1026. Consulté le 15 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1086/261641>

« Ce que nous pourrions demander aux États-Unis, c'est de fournir une aide technique aussi longtemps que nécessaire et de transférer progressivement la propriété et les responsabilités. Une politique visant à développer les pays sous-développés et à ne pas les prendre en charge... Dans ces pays, le véritable besoin est l'instruction. Ils devraient être instruits dans les techniques de production, mais ils doivent également être instruits dans les méthodes de gérance de la richesse produite afin qu'ils capitalisent une partie et se développent. Pas toujours, a-t-il dit, on tient compte du fait que l'éducation est aussi une richesse ».²⁷

Après le discours de Figueres, le Dr. Prebisch a noté ce qui suit :

« Sinon, les États-Unis peuvent aussi aider les pays d'Amérique latine, et Don José Figueres l'a mentionné au bon moment. Je parle de l'aide technique, en particulier de ce qui peut se traduire par une meilleure formation technologique de nos hommes pour développer la richesse de nos pays. La formation des techniciens est aussi essentielle au développement économique qu'au capital. »²⁸

La rencontre entre ces deux personnages éclaire le contexte international du Costa Rica au cours de la seconde période d'après-guerre : l'une, marquée par l'émergence d'organisations transnationales qui favoriseront un agenda économique et technique fondé sur le « développementisme ». Dans le même temps, le Costa Rica n'était pas le même : après la guerre civile de 1948, la soi-disant « Junta Fundadora de la Segunda República »²⁹ dirigée par Figueres, puis l'Assemblée Constituante de 1949 ont renforcé le rôle de l'État et la réforme sociale qui avait lieu dans la première moitié des années 1940 ; néanmoins à un coût social, humain et politique qui, encore aujourd'hui, garde certaines blessures ouvertes.

Nous notons, à l'avance, que cette aide technique eut un caractère modernisant et civilisant, vu que les paroles de Figueres et Prebisch suggèrent que le Costa Rica – ou un

²⁷ “Lo que podríamos pedirles a los Estados Unidos es que facilitaran ayuda técnica durante el tiempo necesario y que transfirieran gradualmente la propiedad y las responsabilidades... Una política dirigida a desarrollar a los países subdesarrollados y no a adueñarse de ellos... En esos países la verdadera necesidad es la instrucción. Debe instruírseles en las técnicas de la producción, pero es indudablemente necesario instruirlos también en los métodos de administrar la riqueza producida para que capitalicen una parte y crezcan. No siempre - dijo - se tiene en cuenta que la educación es también riqueza.” Dépôt numérique de la CEPALC (DNCEPALC), Dossier confidentiel, septembre 1953. « Exposición del Excmo. Señor José Figueres, Presidente electo de Costa Rica y comentarios sobre la misma por el Dr. Raúl Prebisch Director Principal de la CEPAL. », pp. 5-6. Consulté le 5 octobre 2018. URL : <https://goo.gl/Zns52z>. Je souligne. Traduction libre.

²⁸ “De otra forma puede también ayudar los Estados Unidos a los países de América Latina, y oportunamente lo ha mencionado don José Figueres... Me refiero a la ayuda técnica, en particular a cuanto puede traducirse en una mejor capacitación tecnológica de nuestros hombres para desarrollar la riqueza de nuestros países. La formación de técnicos es tan esencial para el desarrollo económico como el capital.” Traduction libre. “Exposición del Excmo”, p. 10. Je souligne. Traduction libre.

²⁹ Conseil fondateur de la Seconde République.

autre pays d'Amérique Latine - n'avait pas l'expérience nécessaire pour gérer ses ressources, ignorant à bien des égards les expériences acquises à long terme pour former un régime de providence, une économie diversifiée et un mécanisme bureaucratique qui s'est développé tout au long de la première moitié du XXe siècle. Pour les politiciens de l'époque, dont Figueres, l'État nécessitait autant d'aide que possible pour consolider ses institutions et l'économie planifiée, laquelle viendrait de la gouvernance mondiale promouvait par divers organismes internationaux.

Le but de ce chapitre est précisément d'analyser la structure des programmes d'assistance technique promus par l'ONU, l'Organisation des États américains (OEA) et le Point IV des États-Unis au XXe siècle, mais également d'étudier quels mécanismes ont-ils utilisés pour encourager la circulation des savoirs en tant que *portails de la mondialisation*.³⁰ Les programmes d'assistance technique, de manière générale, ont été constitués dans les premières décennies du XXe siècle à partir des expériences de certains groupes académiques, scientifiques, entre autres, qui ont pour but la normalisation de la connaissance humaine, d'encourager son échange et de promouvoir la professionnalisation des sciences. Cette tendance a ensuite été modifiée pour répondre aux objectifs du développement des pays et mobilisée par les organismes internationaux renouvelés qui ont émergé après la Seconde Guerre mondiale.

Tout d'abord, le contexte des programmes d'assistance technique sera exploré, à travers les cas de la Société des Nations et des Conférences panaméricaines. La deuxième partie abordera comment le « développementisme » a imprégné les discours et les modalités de l'assistance technique et quels changements ont été apportés au modèle économique mondial. La troisième partie examinera comment les programmes d'assistance technique de l'ONU, de l'OEA et du Point IV ont été établis en suivant le modèle du « Service ». La quatrième partie introduira quelles idées, quels discours et quels symbolismes ont mobilisé les organismes internationaux pour constituer une « région » latino-américaine et quels obstacles ont empêché leur consolidation. La dernière partie analysera les changements institutionnels subis par le Costa Rica du milieu du XIXe siècle au début des années 2000, qui s'inscrivent dans le cadre des gouvernances mondiales qui ont mobilisé les programmes d'assistance technique.

³⁰ La catégorie d'analyse « portail de la mondialisation » était proposé premièrement par Michel Espagne, laquelle explique les lieux où se rencontrent plusieurs « espaces » pendant les dynamiques de transferts culturels. Michel Espagne, « La notion de transfert culturel », *Revue Sciences/Lettres* [en ligne], 1 (2013) : 1-9. Consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rsl/219>.

1. Internationalisme et panaméricanisme.

Ces dernières années, des historiens comme Amy Sayward, Michel Marbeau et Akira Iriye ont remis en question le travail technique des agences internationales et les mécanismes qui ont permis un soutien mutuel entre les nations et la démocratisation du savoir. Tant la Société des Nations (SdN) que l'ONU ont été analysées sous le prisme des relations internationales et ont souligné le succès ou l'échec de leur recherche incessante de la paix mondiale, qui a sous-estimé les contributions de ces organisations à la circulation des savoirs. C'est l'idée de base de ce qu'on appelle l'*internationalisme* qui cherche à créer et à diffuser des connaissances partagées par la coopération entre les nations.³¹

Plusieurs facteurs furent responsables de l'émergence de l'*internationalisme* : l'augmentation de la scolarisation, le développement des technologies de communication et de transport et l'insertion de scientifiques et d'intellectuels dans divers secteurs bureaucratiques, économiques et sociaux qui ont collaboré à la consolidation progressive d'une classe moyenne dans les premières décennies du XXe siècle. N'oublions pas que l'introduction progressive d'un système international d'unités, d'artefacts nouveaux qui se sont faufilés dans la vie quotidienne des riches et des plus humbles (comme le cinéma ou la radio) ont créé le besoin de plus de connaissances, de meilleure qualité et d'espaces pertinents où de telles connaissances seraient formulées, discutées et diffusées.³²

³¹ Amy L. Sayward. *The United Nations in International History*. (London : Bloomsbury - Kindle, 2017), pos. 402. Voir aussi la partie IV de l'œuvre de Michel Marbeau. *La Société des Nations : Vers un monde multilatéral, 1919-1946*. (Tours, France : Presses universitaires François-Rabelais – Kindle, 2018) et l'Introduction de l'œuvre d'Akira Iriye. *Global Community. The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*. (Berkely, Los Angeles, London : University of California Press - Kindle, 2002). Tout au long de ce travail, je citerai des œuvres qui se trouvent sous le format « iBooks » ou « Kindle » et qui, souvent, ne disposent pas d'une pagination conventionnelle, mais offrent des « positions » qui peuvent changer avec le format de lettre du dispositif de lecture. Pour cette raison, les positions à inclure dans les références seront toujours approximatives et indiquées par l'indicateur « pos ». Les œuvres qui ont une pagination seront utilisées de la manière conventionnelle.

³² Sayward, *The United Nations*, pos. 594-606 ; Marbeau, *La Société des Nations*, pos. 3941 ; Jorge Rhenan Segura. *La Sociedad de las Naciones y la política centroamericana*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Euroamericana de Ediciones, 1993), pp. 27-28 ; Iriye, *Global Community*, pos. 127. D'après Christopher Bayly, l'internationalisme a été défini comme une sorte de dialogue ou de concert dans lequel les entités politiques pourraient utiliser un certain nombre de droits, en échange de l'accomplissement de certaines fonctions. L'internationalisme a été alimenté par des réseaux transnationaux qui ont progressivement été mis en place entre diverses associations publiques et privées et qui ont abouti à une « société civile internationale embryonnaire ». Cette société, par le biais de traités internationaux, a cherché à réglementer le commerce, les déplacements humains, la santé, la guerre, entre autres domaines, en normalisant souvent les connaissances afin qu'elles puissent être utilisées pour divers pays. Christopher A. Bayly. *La naissance du monde moderne*. Trad. Michel Cordillot (Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvriers - iBooks, 2007), pp. 446-457. Il ne faut pas oublier qu'il y avait un autre internationalisme, le marxiste, basé sur la

Ces espaces ont commencé à être informels et limités à peu de spécialistes, mais progressivement se sont consolidés sous les formes de forums spécialisés et d'institutions. L'impulsion de cette pratique était énorme : entre la fin du XIXe siècle et 1914, environ 500 organisations internationales opèrent déjà, effectuant des travaux techniques et politiques.³³ Une autre caractéristique de l'*internationalisme* est qu'avec le soutien de la SdN, plusieurs de ces organisations ont réussi à établir des normes mondiales pour des secteurs tels que l'agriculture, la télégraphie, le service postal, la santé et l'hygiène, le syndicalisme et le droit international conçus pour faciliter sa diffusion et s'adoption.³⁴ Mon but dans ce segment est de souligner certaines des contributions de cet *internationalisme* en tant que sponsor de la circulation des savoirs, en utilisant comme tremplin le cas de la SdN et aussi l'une de ses expressions américaines, le *panaméricanisme*.

a) Le rôle technique et social de la Société des Nations.

Michel Marbeau soutient que la SdN visait deux types de politique : celle qu'il appelle la « grande politique » qui englobe la diplomatie de la paix entre les nations et la prévention de la guerre ; et une politique « accessoire » qui inclut toutes les activités qui se trouvent à la périphérie de cette diplomatie, telles que la coopération économique, technique et intellectuelle entre les nations. Bien que cette « grande politique » ait été jugée un échec, Marbeau défend que ce constat n'ait pas empêché d'atteindre les efforts de la SdN pour établir un cadre de coopération technique entre ses pays membres et faire un pas de plus vers l'universalité de la « nouvelle diplomatie » découlant du Traité de Versailles.

Plusieurs intellectuels liés à la SdN, comme León Bourgeois³⁵ et Jan Christiaan Smuts, ont clairement indiqué que cette organisation devait dépasser ses objectifs

conscience de classe du prolétariat mondial. Eric Hobsbawm. *La era del imperio : 1875-1914*. (Buenos Aires : Crítica, 2009), pp. 122-151.

³³ Jean-Jacques Renoliet. *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*. (Paris : Publications de la Sorbonne, Série Internationale 59, 1999), p. 11.

³⁴ Sayward, *The United Nations*, pos. 545, 606, 819-831.

³⁵ L'idée centrale de la « solidarité » chez Bourgeois était que les êtres humains vivant au sein d'une société y sont débiteurs. « L'obéissance à ce devoir social n'est pas l'acceptation d'un fardeau en échange d'un gain. C'est la reconnaissance d'une dette. Plus tard, il a été assimilé à la « solidarité » comme une exigence de « justice sociale » et « éducation » comme le dépôt que la société fait dans l'individu de sorte que, au fil du temps, il collaborera non seulement pour l'améliorer, mais aussi pour transmettre ce qu'elle a appris. La

diplomatiques et que, par conséquent, ses orientations économiques et sociales étaient nécessaires. Une telle mission serait définie aux articles 23, 24 et 25 du Traité et, afin d'atteindre ses objectifs, le Secrétariat a demandé l'avis et recommandations de plusieurs institutions et comités spécialisés qui assureraient la communication et le transit, l'hygiène, les questions sociales, l'économie et le financement, la coopération intellectuelle et, surtout, un bureau de liaison pour l'Amérique Latine.³⁶ Ceux-ci ont été chargés de la normalisation de certains problèmes techniques et administratifs, de la coordination de l'échange d'informations et des professionnels, de l'établissement de protocoles d'aide humanitaire et de l'assistance aux pays membres. Malgré ces efforts, la tendance des pays membres à agir individuellement ont limité l'impact des efforts du SdN ; toutefois, il a créé un précédent essentiel pour les futurs projets de coopération internationale qui émergeront après la Seconde Guerre mondiale.³⁷

Avant le déclenchement de ce conflit armé, l'Australien Stanley Melbourne Bruce a soumis un rapport à l'Assemblée du SdN recommandant de séparer les fonctions diplomatiques des celles de nature technique et économique. Ce rapport proposa qu'il y ait deux catégories de membres : les membres officiels, signataires du Traité, et les partenaires qui, bien qu'ils ne soient pas signataires, collaborent avec les activités d'assistance technique et économique. Bien que les propositions du rapport Bruce, qui date de 1939, n'aient pas donné de résultats immédiats en raison de la guerre, ce document a été identifié comme l'un des piliers du futur Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU.³⁸

« solidarité » est donc un produit politique de la société et devrait être parrainée par l'État. Ce n'est pas un hasard si Bourgeois était l'un des parents intellectuels de la Société des Nations (SdN) et son premier président, ni que ses idées ont par la suite inspiré le travail technique de cette agence pendant la première période d'après-guerre. Jacques Mièvre. « Le solidarisme de León Bourgeois. Naissance et métamorphose d'un concept. » *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 63 (2001), pp. 141-155. Consulté le 01 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/17>; Segura, *La Sociedad de las Naciones*, pp. 28-32.

³⁶ Marbeau a souligné que la formulation de ces articles fut le produit du contexte d'après-guerre, où l'intervention de la SdN était nécessaire dans les secteurs économique et social des États dévastés par la Grande Guerre ou d'autres crises humanitaires, comme l'Autriche ou la Grèce. Cependant, c'est essentiel de remarquer que ces opérations ont dû tenir compte à tout moment des particularités de chaque cas, une idée qui, comme on le verra ci-dessous, a survécu dans la structure de l'assistance technique du second après-guerre. Marbeau, *La Société des Nations*, pos. 3642, 3655, 3719-3750 ; Iriye, *Global Community*, pos. 256-266 ; Segura, *La Sociedad de las Naciones*, pp. 37, 40, 41 y 42.

³⁷ Sayward, *Les Nations Unies*, pos. 2490 ; Marbeau, *La Société des Nations*, pos. 3554-3583, 3642-3686. Hedley Bull contextualise ces pratiques dans ce qu'il appelle la « société internationale ». Hedley Bull. *The Anarchist Society : A Study of Order in World Politics*. 2e. Ed. (New York, 1995), p. 13. Cité dans Iriye, *Global Community*, pos. 135.

³⁸ Marbeau, *La Société des Nations*, pos. 4026-4089 ; Sayward, *The United Nations*, pos. 819-831 y 2490.

b) Empire et coopération hémisphérique.

Parallèlement à l'expérience SdN, le continent américain a été le théâtre d'une autre expression très particulière de l'*internationalisme*. Dès leur création, les États-Unis utilisèrent certaines valeurs des Lumières, telles que le développement scientifique, la création d'un ensemble politique de lois universelles et la promotion des arts³⁹ pour légitimer son expansion territoriale vers l'Occident, où un discours racial a été utilisé vis-à-vis des populations amérindiennes, puis à l'encontre des Mexicains. Entre 1817 et 1845, l'ancien président américain James Monroe (1817-1825) et le journaliste John L. O'Sullivan forgèrent l'idée d'un « destin manifeste » qui a encore consolidé la soi-disant « mission » des États-Unis de contrôler et d'apporter le progrès aux sociétés « stagnantes » du continent.⁴⁰

Bien qu'une certaine partie des élites latino-américaines ait favorisé « l'américanisation » de leurs sociétés et la propagation du progrès « américain », les manifestations impériales croissantes des États-Unis ont conduit à l'émergence de l'Amérique latine comme un courant de rejet des politiques expansionnistes et impériales de ce pays et de certaines puissances européennes cherchant à extraire des matières premières, d'annexer les territoires et de s'enrichir à travers de ces pratiques.⁴¹

Le *panaméricanisme*⁴² est apparu dans ce contexte et a cherché à intensifier les liens entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine en s'appuyant sur l'idée d'une

³⁹ Naoko Shibusawa. « Chapter 3. Ideology, culture and the Cold War. » *The Oxford Handbook of The Cold War*, Richard H. Immerman and Petra Goedde (eds.). (Oxford : Oxford University Press, 2013), p. 35.

⁴⁰ David Slater. *Geopolitics and the Post-colonial. Rethinking North-South Relations*. (UK : Blackwell Publishing - Edición Kindle, 2004). pos. 453, 518.

⁴¹ Victor Hugo Acuña dans un ouvrage inédit sauve le terme « américanisme » d'Yves Cohen et Carolina Mora comme l'expression de « l'admiration, du respect et de la volonté d'imiter que suscite la nation américaine. » Victor Hugo Acuña Ortega. « Costa Rica y la llegada del Imperio estadounidense (1890-1917). » *Centroamérica frente a la llegada del imperio estadounidense*, Víctor H. Acuña y Héctor Lindo (eds.) (San Salvador : EDUCA, en cours d'impression). Je suis très reconnaissant au professeur Acuña de m'avoir partagé ce texte ; Greg Grandin. *Empire's Workshop : Latin America, the United States, and the rise of the new imperialism*. (New York : Metropolitan Books, 2006), pp. 12-14, 18 ; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 596 y 606 ; Michel Gobat « The Invention of Latin America : A Transnational History of Anti-Imperialism, Democracy and Race. » *American Historical Review* [en ligne], 118, 5, (December 2013) : pp. 1345-1375. Consulté le 17 juin 2020. URL : <https://academic.oup.com/ahr/article-abstract/118/5/1345/17516> ; César Sepúlveda. *El Sistema Interamericano: génesis, integración, decadencia*. (México: Editorial Porrúa, 1974), pp. 18-21; Teresa Maya Sotomayor. « Estados Unidos y el panamericanismo: el caso de la I Conferencia Internacional Americana (1889-1890). » *Historia Mexicana* [en ligne], Vol. 45, N° 4, Una mirada hacia afuera: México y América Latina, siglos XIX y XX (Abril-Junio 1996): p. 768. Consulté le 15 juin 2020. URL : <https://www.jstor.org/stable/25139019>

⁴² Arturo Ardao explique que l'origine du panaméricanisme vient du courant du XIXe siècle du « panisme » qui faisait référence aux mouvements politiques qui cherchaient à rassembler des pays ou des communautés ayant une parenté ou un tronc culturel commun. Dans le cas de l'Amérique, Ardao prévient

identité commune. De toute évidence, les intellectuels latino-américains ont tourné le dos à cette pensée et ont revendiqué leur différence face au colosse du Nord.⁴³ Une telle divergence causa que plusieurs accords de la Première Conférence internationale américaine (octobre 1888 – avril 1889) tels que le développement de nomenclatures communes ou la normalisation des poids furent un échec. Seulement la fondation du Bureau commercial des Républiques américaines⁴⁴ échappa à ce destin, et 20 ans après changea son nom en Union panaméricaine (UnP).⁴⁵

Le panaméricanisme est un cas particulier d'*internationalisme*, car il a été désigné comme un instrument de l'hégémonie impériale américaine sur les pays d'Amérique latine et encore comme un instrument du Corollaire Roosevelt.⁴⁶ Pour ces raisons, certains historiens ont argumenté que les États-Unis ont manipulé l'ordre du jour des Conférences panaméricaines de sorte que le contenu économique et commercial soit la priorité et que le *panaméricanisme* soit l'expression d'un « empire international » fondé sur l'exploitation du prestige des États-Unis en tant que puissance économique, politique, culturelle et technologique.⁴⁷ Certes, ce processus a été rendu possible par le travail de

que c'était le premier « panisme » basé sur une géographie d'échelle continentale, en raison de la réalité hétérogène qui caractérisait la région. Arturo Ardao. « Panamericanismo y latinoamericanismo. » *Antología del pensamiento crítico uruguayo contemporáneo*, Karina Batthyány y Gerardo Caetano (coord). (Buenos Aires : CLACSO, 2018), pp. 181-182 ; Sotomayor, « Estados Unidos y el panamericanismo », p. 766.

⁴³ Juan Pablo Scarfi. « La emergencia de un imaginario latinoamericanista y antiestadounidense del orden hemisférico: de la Unión Panamericana a la Unión Latinoamericana. (1880-1913). » *Revista Complutense de Historia de América* [en ligne], Vol. 39 (2013) : pp. 81-104. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://core.ac.uk/download/pdf/38840184.pdf> ; Sotomayor, « Estados Unidos y el panamericanismo », pp. 773-778.

⁴⁴ Le Bureau a commencé à fonctionner avec un budget de 36 000 dollars par an et a eu pour fonction de produire et de diffuser des rapports et des données statistiques qui serviraient à l'expansion des activités industrielles et commerciales. Il a reçu des critiques sévères des pays d'Amérique latine en accusant le Bureau d'être porte-parole des intérêts étasuniens et de n'avoir pas le bon financement pour garantir sa bonne performance. Instituto Interamericano de Ciencias Agrícolas y Asociación Latinoamericana de Fitotecnia. *Las Ciencias Agrícolas en América Latina. Progreso y futuro*. (San José, Costa Rica : Imprenta Trejos Hnos., 1967), p. 467.

⁴⁵ Héctor Vera. « Medición y vida económica. Medidas panamericanas y la lucha por un “lenguaje universal” para el comercio. » *Estudios sociológicos* [en ligne], Vol. 32, N° 95 (mayo-agosto 2014) : pp. 231-260. Consulté le 19 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/24368100> ; Sotomayor, « Estados Unidos y el panamericanismo », p. 772 ; María Rodríguez Díaz. « La Cuarta Conferencia Panamericana de 1910 y la doctrina Monroe en la prensa y diplomacia mexicana. » *Ciencia Nicolatina* [en ligne], N° 71 (Octubre 2017) : p. 47. Consulté le 19 octobre 2019. URL : <https://www.cic.cn.umich.mx/cn/article/view/381> ; Acuña, « Costa Rica y la llegada del Imperio », pp. 17-18.

⁴⁶ Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 606-627 ; Grandin, *Empire's Workshop*, pp. 22-23.

⁴⁷ Éricka Gólcher. « La Segunda Guerra Mundial: Participación costarricense en la Organización Panamericana (1936-1944). » *Anuario de Estudios Centroamericanos* [en ligne], Vol. 22(2), (1996) : p. 92. Consulté le 17 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/25661284> ; Acuña, « Costa Rica y la llegada del Imperio », pp. 7-8. Acuña justifie cet argument d'après Paul Krammer, qui caractérise « l'impérial » comme une manifestation à la fois de domination et de consensus et appelle la capacité de contrôler la relation des États-nations, leurs connexions et leur flux. Paul A. Krammer. « Power and

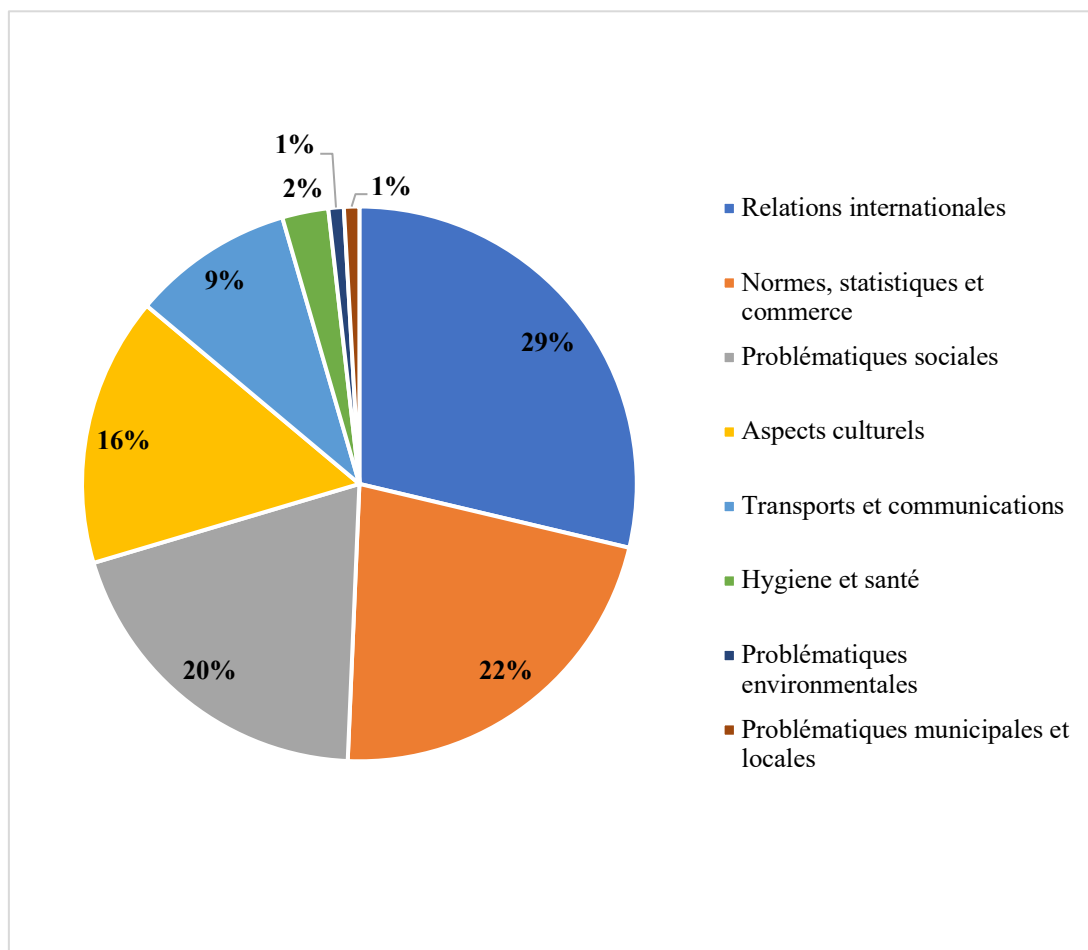
fondations privées, telles que la Carnegie, la Ford et la Rockefeller, qui ont réalisé des projets en Amérique latine visant à créer une main-d'œuvre disciplinée, pour promouvoir le droit international en tant qu'instrument de stabilité régionale ou d'aider à l'amélioration des conditions de vie de la population, parfois sans tenir compte de l'avis des experts locaux.⁴⁸

Je considère le panaméricanisme à la fois comme un instrument géopolitique et en même temps comme de l'*internationalisme*. Le Graphique I.1 révèle qu'en effet, les questions les plus discutées qui pourraient avoir été liées aux projets expansionnistes des États-Unis furent celles des relations internationales et des normes, des statistiques et du commerce, qui représentent 49 % de l'ordre du jour. Si l'on considère également que le domaine des transports et des communications comprenait la discussion de projets tels que le canal de Panama ou la route panaméricaine, comme cela s'est produit lors des conférences II, IV et VIII, nous voyons le poids géopolitique et l'intérêt des États-Unis pour ces questions.

Connection : Imperial Histories of the United States in the World. » *The American Historical Review* [en ligne], Vol. 116, N°5 (December 2011) : pp. 1351, 1366. Consulté le 16 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1086/ahr.116.5.1348>

⁴⁸ Grandin, *Empire's Workshop*, pp. 12-14, 18 ; Voir aussi le chapitre 1 d'Inderjeet Parmar *Foundations of the American Century. The Ford, Carnegie, & Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*. (New York : Columbia University Press, 2012), pp. 1-30. Pour approfondir le travail de la Fondation Rockefeller au Costa Rica, voir aussi Steven Palmer. « Adiós laissez-faire : la política social en Costa Rica (1880-1940). » *Revista de Historia de América* [en ligne], N° 124 (enero-junio 1999) : 99-117. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/23800947> ; Ana Paulina Malavassi A. « El encuentro de la Fundación Rockefeller con América Central, 1914-1921. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 7, N° 1 (Febrero - Agosto 2006) : pp. 115-149. Consulté le 21 octobre 2019. URL DOI : [10.15517/DRE.V7I1.6186](https://doi.org/10.15517/DRE.V7I1.6186) ; Ana María Botey Sobrado. « Salud, higiene y comunistas (1933). » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 9, N° 2 (Agosto 2008 - Febrero 2009) : 2-22. Consulté le 21 octobre 2019. URL : DOI [10.15517/DRE.V9I2.6149](https://doi.org/10.15517/DRE.V9I2.6149)

Graphique I.1. Représentativité des sujets traités dans les Conférences panaméricaines, en pourcentages (1889-1948).



Source : Ricardo Jinesta. *La Operación Panamericana*. (San José, Costa Rica, Imprenta Trejos Hnos., 1960), pp. 8-16.

Cependant, il y a un grand segment (40 %) de l'ordre du jour qui se concentre sur les problèmes sociaux, culturels et même environnementaux des pays panaméricains et qui sont liés précisément à ceux promus par l'*internationalisme* tels que les droits des femmes et des enfants, le trafic de stupéfiants, les conditions de vie et de travail des travailleurs, des paysans et des peuples autochtones, la promotion de la coopération, les modalités de logement populaire, les conditions de logement populaire, l'échange culturel, les réformes de l'éducation et l'organisation de congrès autour de ces sujets. La présence de ces sujets est essentielle pour réfuter la thèse de la manipulation de l'ordre du jour par les États-Unis. En plus, cela signifierait supposer que les pays d'Amérique latine eurent une position très passive au cours des Conférences (thèse qui a été contredit)

et évitent la complexité de leurs relations, leurs points communs, leurs divergences et les mécanismes de coopération mis à disposition pour résoudre leurs problèmes communs.⁴⁹

Nous ne pouvons pas non plus avancer, du moins pour ce cas particulier, que l'impérialisme n'a pas créé l'*internationalisme*. Il est clair que les Conférences panaméricaines ont fonctionné comme des espaces de liaison entre nombreux acteurs latino-américains et étasuniens par la convocation de congrès de géographie, de journalisme, de pédagogie, d'autorités universitaires, d'architecture, de questions criminelles, de femmes et même de questions municipales ; les activités académiques et les échanges entre ces pays ont été encouragés et certaines bases d'assistance technique ont été établies. Pour ces raisons, le *panaméricanisme* a fonctionné comme une « communauté mondiale » suivant la définition donnée par Iriye.⁵⁰

Si l'analyse des espaces et des stratégies de la coopération internationale qui ont créé le *panaméricanisme* est privilégiée, il est possible de nuancer la thèse impérialiste parce que de nombreux aspects qui composent ce projet hémisphérique ne peuvent pas être expliqués avec cette perspective qui empêche de voir la pluralité des interactions et relations entre les pays d'Amérique latine et les États-Unis. Avec cela, je cherche à évoquer le même constat que celui qui a été mis pour la Guerre froide, parce que bon nombre des processus historiques qui ont eu lieu dans ce contexte ne peuvent pas être expliqués avec la relation Est-Ouest⁵¹ et il devient nécessaire de réfléchir aux différentes formes d'assimilation, d'adaptation ou de rejet du projet impérial en l'Amérique latine.⁵²

⁴⁹ Rodríguez Díaz, « La Cuarta Conferencia », pp. 48-56; Leandro Morgenfeld. « La oposición argentina a la organización panamericana impulsada por Estados Unidos (Segunda Conferencia, México, 1901-1902). » *Temas de historia argentina y americana* [en ligne], N° 15 (Julio-Diciembre 2009) : pp. 159-193. Consulté le 21 octobre 2019. URL : <https://repositorio.uca.edu.ar/handle/123456789/7611>

⁵⁰ Iriye, *Global Community*, pos. 218-229.

⁵¹ Akira Iriye. « Historicizing the Cold War ». *The Oxford Handbook of the Cold War*, Richard Immerman y Petra Goedde (eds) (Oxford : Oxford University Press, 2013-Kindle), pp. 16-17, 21-22 ; Iriye, *Global Community*, pos. 624-647.

⁵² Acuña, « Costa Rica y la llegada del Imperio », pp. 8-9.

2. Les visages de la gouvernance mondiale.

La période de 1890 à 1929 a laissé comme héritage une gouvernance mondiale⁵³ basée sur l'*internationalisme*. Ce phénomène a intensifié l'émergence d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales (ONG) qui ont contribué à stimuler l'esprit de collaboration des nations en faveur de la paix mondiale. Il est vrai, cependant, qu'à ce stade son caractère universaliste était naissant et des initiatives telles que le SdN ont dû coexister avec des internationalismes alternatifs tels que la Troisième Internationale de l'Union soviétique (URSS) et avec les empires qui ont limité le développement et bouts de ce projet.⁵⁴

À cela s'ajoute le contenu économique serré de l'*internationalisme*. Même si une partie des travaux du SdN et de ses institutions spécialisées visaient à améliorer les conditions de vie de la société avec un discours progressiste connoté, ces besoins avaient une portée modérée.⁵⁵ Cela changera considérablement en raison de la crise des années 1930 et de ses effets désastreux sur les économies mondiales, qui ont forcé la refonte de la nature de la coopération entre les pays. Le *panaméricanisme* en est l'un de ces cas parce qu'il a suscité la coopération commerciale, dans le cadre du « Bon voisinage ».⁵⁶ Le moule ou l'archétype de cette nouvelle perspective a été l'expérience de la « Tennessee Valley Authority » (TVA) qui a promu des projets pour « élever le niveau

⁵³ Selon Pascal Lemy, la gouvernance mondiale est « l'ensemble des transactions par lesquelles des règles collectives sont élaborées, décidées, légitimées, mises en oeuvre et contrôlées » Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana. « Gouvernance mondiale: les institutions économiques de la mondialisation » dans Gouvernance mondiale, Vol. 37 (Paris: La Documentation française, 2002), p. 13.

⁵⁴ Iriye, *Global Community*, pos. 341.

⁵⁵ Pour les pays touchés par la Grande Guerre ou d'autres situations extrêmes en Europe, le SdN a affecté des prêts internationaux, est intervenu dans l'économie avec des politiques restrictives pour les dépenses et a soutenu la stabilisation des monnaies. Au fil du temps, il a étendu ces tâches à d'autres parties du monde, comme en Amérique centrale où le Guatemala, El Salvador et le Nicaragua se sont bénéficié de ce type d'assistance technique. Marbeau, *La Société des Nations*, pos. 3676-3748 ; Segura, *La Sociedad de las Naciones*, p. 247.

⁵⁶ Le « Bon voisinage » devrait être considéré comme une mise à jour du projet hégémonique des États-Unis, utilisant le discours de l'amitié et de la responsabilité mutuelle pour maintenir son leadership dans la région. Ironiquement, « le Bon voisinage » a toléré les gouvernements dictatoriaux en Amérique latine, ce qui a désavoué les objectifs de stabilité politique dans la région. Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 690-701 ; Grandin, *Empire's Workshop*, pp 28-37 ; Stephen Macekura. « The Point Four Program and U.S. International Development Policy ». *Political Science Quarterly* [en ligne], Vol. 128, N° 1 (2013) : p. 134. Consulté le 10 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/23563372>

de vie » des habitants, à travers trois piliers fondamentaux : le travail expert, l'investissement privé⁵⁷ et la collaboration à long terme.⁵⁸

L'atmosphère de guerre a répandu ces idées, en commençant par les Alliés qui, soit par la Déclaration interalliés ou soit par la Charte atlantique de 1941, reconnaissaient que les hommes libres devaient jouir de la sécurité économique et sociale et que, grâce à eux, la paix pouvait être atteinte. Dès lors, l'idée que l'objectif de la coopération entre les nations était d'atteindre des niveaux de vie élevés, c'est-à-dire leur « développement », a été renforcée plus intensément. D'après Nick Cullather, l'une des caractéristiques de ce « développement » a été la création de modèles qui, à travers une série de « principes universels », un pays pourrait améliorer son statut économique et social basé sur la reproductibilité de ces principes. Son caractère universel fut le moteur de la croissance et c'est pourquoi elle a favorisé un mépris généralisé de la tradition et une mise à jour des conceptions civilisatrices ou colonialistes.⁵⁹ Certes, cette perspective s'est si profondément implantée dans l'état d'esprit collectif des sociétés occidentales que personne ne l'a remise en question ou essayé de définir correctement sa nature et ses objectifs.⁶⁰

a) Le « développementisme » et la solidarité mondiale.

En plus de ce que j'ai analysé antérieurement, une étape importante dans tout ce processus a été le discours inaugural de l'ancien président américain Harry S. Truman (1945-1953), prononcé le 20 janvier 1949, qui a popularisé le « développement » et le « sous-développement ».⁶¹ Truman recourut aux représentations sociales de la pauvreté

⁵⁷ La croyance que l'entreprise privée avait une « responsabilité social » envers la société qui a servi d'hôte était une mise à jour de cette philanthropie entrepreneuriale qui a émergé au début du XXe siècle et professait la propagation de la connaissance, de la science et du progrès basés sur les principes chrétiens. Grandin, *Empire's Workshop*, pp. 29-30 ; Claude Erb. « Prelude to Point Four : The Institute of Inter-American Affairs. » *Diplomatic History* [en ligne], Vol. 9, N° 3 (1985) : p. 253. Consulté le 18 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.1985.tb00535.x>

⁵⁸ Macekura, « The Point Four », pp. 131-132.

⁵⁹ Nick Cullather. « Research Note : Development ? It's History. » *Diplomatic History* [en ligne], Vol. 24, N° 4 (Fall 2000) : pp. 645-646. Consulté le 18 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1111/0145-2096.00242> ; Sayward, *The United Nations*, pos. 2514-252.

⁶⁰ Gilbert Rist. « Development as a Buzzword. » *Development in Practice* [en ligne], Vol. 17, N° 4/5 (Aug. 2007) : pp. 485-491. Consulté le 17 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1080/09614520701469328>

⁶¹ Alain Musset a noté que le terme sous-développé avait été utilisé de nombreuses années plus tôt par Vladimir Lénine dans son ouvrage « L'impérialisme, l'État suprême du capitalisme ». Alain Musset. « De Lénine à Lacoste. Os Arquétipos espaciais de subdesenvolvimento », en *Compreendo a complexidade socioespacial contemporânea. O território como categoria de diálogo interdisciplinar*, Maria Teresa

comme handicap moral, le progrès scientifique et industriel comme remède de ce mal, et la responsabilité des pays riches d'aider ceux qui sont moins chanceux.⁶² Le produit intérieur brut (PIB) a été utilisé comme indicateur principal pour mesurer ce développement, et le système démocratique a été considéré comme la base politique de tout programme économique visant à réussir. Bien sûr, pour les idéologues du « développementisme », la pauvreté était un *handicap* et une menace parce que le communisme pouvait se fortifier à cause d'elle.⁶³

Malgré l'inexactitude du terme « développement », cela n'a pas empêché la coopération internationale de rétablir progressivement ses objectifs en vue d'élever le niveau de vie et d'établir ainsi un certain nombre de droits et de responsabilités des pays riches et des pays pauvres. Ce fut le début d'une nouvelle classe de gouvernance mondiale fondée sur une « solidarité pragmatique », comme l'appelle Sayward, qui a relancé les principes économiques de John Maynard Keynes, à savoir ceux du rôle actif de l'État dans l'économie et l'importance d'accroître l'investissement public. D'après Walt Withman Rostow le modèle s'est procuré du postulat qui a défendu l'augmentation du niveau de vie des masses appauvries visait à les transformer en consommateurs potentiels et donc favoriser l'industrie, comme un suivi des étapes de la croissance économique.⁶⁴

Cette « solidarité pragmatique » que j'appellerai *mondialisation solidaire*, s'exprima à l'article 55 de la Charte des Nations Unies qui délinéa la mission de promouvoir la stabilité et le bien-être des pays, par la coopération internationale et le

Franco Ribeiro y Carlos Sanchez Milani (coord.) (Salvador, Brasil : EDUFBA, 2009) : p. 101. L'inexactitude du terme développement était également due à son utilisation comme un « truc de relations publiques » pour le rendre plus original et attrayant et pas vraiment comme instrument consolidé de la politique économique. Rist. « Development as a Buzzword. », p. 485.

⁶² William Gibbons. « The Point Four Program and our responsibilities to underdeveloped areas. » *Review of Social Economy* [en ligne], Vol. 11, N° 1 (March, 1953) : p. 33. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1080/00346765300000003> ; Sayward, *The United Nations*, pos. 2514-2525 ; Cullather, « Research Note : Development? », pp. 650-651.

⁶³ Dans le contexte de la Guerre froide, le facteur démocratique a été utilisé comme condition *sine qua non* pour fournir de l'aide, même si les États-Unis n'ont pas été en mesure de cacher leurs propres contradictions dans ce domaine. Macekura, « The Point Four », pp. 145-147 ; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 1076 y 1095.

⁶⁴ Rist et Slater mettent en garde contre la violence intrinsèque de ce modèle, car il intègre une modification substantielle des modes de vie traditionnels et les convertit modèles de consommation. Rist, « Development as a Buzzword », p. 486 ; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 937-948. Yves Lacoste a sévèrement critiqué Rostow parce que il considérait le sous-développement comme une situation comparable à celle vécue par les pays européens avant la révolution industrielle et parce qu'il utilisait le développement comme un instrument idéologique pour promouvoir le capitalisme et le « mode de vie américain ». Musset. « De Lénin a Lacoste », p. 96.

respect des droits fondamentaux de l'homme⁶⁵, et désigné le ECOSOC comme l'organe chargé de fournir l'assistance technique et financière que les États membres ont demandé pour promouvoir leur développement économique.⁶⁶ Ce cadre juridique a servi de base aux résolutions qui façonneront le futur programme d'assistance technique.⁶⁷

Une caractéristique importante de cette *mondialisation solidaire* a été sa tendance à se régionaliser. L'ONU divisa l'ECOSOC en commissions régionales chargées de s'occuper des spécificités économiques, politiques, culturelles et sociales des États membres. Au cours de ce processus, les pays « sous-développés » ont collaboré les uns avec les autres pour façonner ces commissions, les cas des pays d'Asie et d'Amérique latine avec la création de la ECAFE (Commission économique et sociale pour l'Asie et l'Extrême-Orient) en 1946 et de la CEPALC en 1948 en étant des bons exemples.

Un autre facteur contribuant à cette régionalisation a été l'incorporation de nouveaux États, le produit des processus d'indépendance et de décolonisation qui ont eu lieu au cours des années 1950 et 1960. Ce contexte a mis en évidence les limites du modèle universel de l'ONU⁶⁸, car au fur et à mesure que ces nouveaux États ont été intégrés, il est devenu incontestable qu'il y avait plusieurs visages de « sous-développement » et, par conséquent, qu'il y avait plusieurs voies vers la prospérité économique tant désirée. L'une des commissions régionales les plus critiques à cet égard a été la CEPALC, comme je l'expliquerai plus loin.⁶⁹

Les années soixante sont couvertes par le soi-disant « Décennie des Nations Unies pour le développement ». En cet encadrement, l'ancien président John F. Kennedy (1961-1963) a inauguré une nouvelle phase de l'hégémonie américaine en particulier en

⁶⁵ Il convient de souligner que les pays d'Amérique latine ont promu avec enthousiasme les droits à la protection sociale, à la nourriture, aux loisirs, aux vêtements, au logement, à l'éducation et à l'égalité pour les femmes, qui ont fini par faire partie de la Charte des Nations Unies. Grandin, *Empire's Workshop*, pp. 37-38.

⁶⁶ La nature économique de la mondialisation solidaire a été abordée par Guy Roustang, la considérant comme un outil pour renforcer le capital social et lutter contre les inégalités économiques produites par la « mondialisation libérale ». Au-delà de la mise en valeur sur les « biens de consommation », l'accent était mis sur la démocratisation de l'accès aux « biens communs de l'humanité », c'est-à-dire l'alimentation, la santé, le logement et le respect de la diversité culturelle. Guy Roustang. « Mondialisation et économie solidaire. » *Hermès* [en ligne], 36, 2003, pp. 175-182. Consulté le 20 juin 2020. URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2003-2-page-175.htm>

⁶⁷ Charte des Nations Unies. Consulté le 26 octobre 2019. URL : <https://www.un.org/es/sections/un-charter/chapter-ix/index.html>

⁶⁸ Jimmy Linn Caylor. « The United Nations Regional Economic Commissions : Regionalization and Decentralization in the Third World. » (Mémoire de master de Relations internationales, University of Southern California, 1974), pp. 9-10 ; Sayward, *The United Nations*, pos. 2669 ; Sunkel y Paz, *El subdesarrollo*, pp. 20-21.

⁶⁹ Caylor, « The United Nations Regional », pp. 91-92.

Amérique latine avec le Programme de l'Alliance pour le progrès (ALPRO) que Kennedy a appelé une révolution contre le projet cubain ; en outre, l'incorporation de l'Union soviétique (URSS) dans le Programme élargi d'assistance technique (EPTA) de l'ONU cherchait « conquérir » les pays décolonisés avec leur offre d'assistance technique.⁷⁰ Dans ce contexte, l'URSS et les États-Unis se sont évertués à contrôler, conformément à leurs intérêts, les plates-formes d'aide internationale en même temps que les organisations internationales tendraient à résister à cette pratique.⁷¹

Au cours de ces décennies, les contraintes du modèle de développement économique ont été plus évidentes et de nouveaux forums de discussion ont été proposés pour la proposition d'alternatives, auxquelles les pays « développés » ont rapidement résisté. Deux d'entre eux, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ont réuni le Groupe des 77 (G-77) dont les membres ont souligné leur droit de s'industrialiser et de corriger les distorsions commerciales causées par l'écart économique et social croissant entre eux et les pays riches. Entre 1970 et 1980, le G-77 a proposé la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, la création d'instruments juridiques pour réglementer l'activité des sociétés transnationales, la transmission et l'utilisation des principales avancées scientifiques et technologiques, entre autres demandes, comme base d'un « nouvel ordre économique mondial ».⁷²

⁷⁰ L'ALPRO est considéré comme une manifestation de ce que Kennedy, dans son discours inaugural, a appelé « Nouvelle Frontière ». Héritière de la « Nouvelle Liberté » de Woodrow Wilson, du « New Deal » de Roosevelt et du « Point IV » de Truman, la « Nouvelle Frontière » a été définie comme une série de défis, y compris le développement économique et social de l'Amérique latine. Les « nouveaux hommes de la frontière » seraient chargés de délimiter les objectifs d'ALPRO dans le but de consolider la démocratie dans la région et d'éliminer la possibilité d'un « deuxième Cuba ». John F. Kennedy. « Excerpt, 1960 Democratic National Convention, 15 July 1960. » John F. Kennedy Presidential Library and Museum. Consulté le 27 décembre 2020. URL : <https://www.jfklibrary.org/learn/about-jfk/historic-speeches/acceptance-of-democratic-nomination-for-president>; Michael Dunne. « Kennedy's Alliance for Progress : countering revolution in Latin America : Part I: From the White House to the Charter of Punta del Este. » *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs) [en ligne], Vol. 89, No. 6 (November 2013), pp. 1389-1409. Consulté le 7 juin 2020. URL : <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12080> ; Rafael Domínguez. « La Alianza para el Progreso. Aportes para una teoría crítica de la cooperación », *Historia de la Cooperación Internacional desde una perspectiva crítica*, Rafael Domínguez y Gustavo Rodríguez (coord.). (Barranquilla, Colombia : Editorial Uniautónoma, 2017), p. 124.

⁷¹ Grandin, *Empire's Workshop*, p. 47-50 ; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 959-980 ; Sayward, *The United Nations*, pos. 2779, 2791, 2878 ; Iriye, *Global Community*, pos. 752. Il convient de souligner que l'ALPRO a été fondée sur l'Opération panaméricaine de l'ancien président brésilien Juscelino Kubitschek proclamée en 1958. Il a insisté sur la nécessité d'un plan Marshall, qui servirait de « cri de guerre » contre le communisme et contribuerait à la durabilité démocratique de la région, grâce à la coopération technique et économique des États membres de l'Organisation des États américains. Jinesta, *La Operación Panamericana*, pp. 16-38 ; Sepúlveda, *El Sistema Interamericano*, pp. 66-67.

⁷² Sayward, *The United Nations*, pos. 2820-2878, 2918, 3099.

Ces décennies ont également vu l'émergence de nouvelles dimensions qui ont été incorporées dans la notion de développement. L'une d'elles était l'intégration économique des femmes et des minorités, une proposition qui a gagné prépondérance après les mouvements sociaux des années 1960. En plus, un autre facteur tout aussi important a été l'émergence du discours de conservation environnementale, qui a popularisé l'idée que le « sous-développement » était l'un des facteurs à l'origine de la dégradation des écosystèmes.⁷³ En conséquence, plusieurs conférences mondiales ont été organisées, telles que la conférence de Stockholm de 1972, et de nouvelles agences affiliées à l'ONU telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) basé à Nairobi, au Kenya, et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) ont été créés. Ces nouvelles agences et l'émergence de nouveaux forums mondiaux ont encouragé la non-marchandisation de la nature et la promotion du futur « développement durable ».⁷⁴

b) L'épuisement de la solidarité.

Les multiples efforts visant à donner plus d'intégralité à l'idée de « développement » des décennies précédentes n'ont pas empêché le modèle de s'éroder.⁷⁵ À partir des années 1980, de nouveaux facteurs ont ajouté à la perte d'élan de la mondialisation solidaire due au décollage du néolibéralisme.⁷⁶ Amy Sayward considéra à la Réunion de

⁷³ Joan Martínez-Alier et Ramachandra Guha ont contredit cette perspective, indiquant que dans les pays pauvres, il y avait une prise de conscience de la protection de leur environnement, car sa dégradation compromettrait la survie leur peuples et sociétés. Joan Martínez-Alier. *El ecologismo de los pobres. Conflictos ambientales y lenguajes de valoración*. (Barcelona : Icaria Editorial – FLACSO, 2006). Pour un examen critique de l'écologie des pauvres, voir Mauricio Folchi. « Environmentalism of the poor: environmental conflicts and environmental justice. » *Social-ecological Systems of Latin America : Complexities and Challenges*, L.E. Delgado y V.H. Marín (eds.) (Switzerland: Springer Nature, 2019): pp. 95-115 et Anthony Goebel. « Ecologismo de los pobres y marginalidad social : vehiculos de complementariedad y puentes dialógicos. » *Reflexiones* [en ligne], Vol. 89, N° 1 (2010) : pp. 127-142. Consulté le 22 octobre 2019. URL : DOI [10.15517/RR.V89I1.11580](https://doi.org/10.15517/RR.V89I1.11580)

⁷⁴ Sayward, *The United Nations*, pos. 3018-3061.

⁷⁵ Rist a fait valoir que l'élargissement continu de l'écart socio-économique entre les pays riches et les pays pauvres a motivé les idéologues du développement à incorporer de nouveaux attributs dans ce mot pour renouveler son sens (tels que « développement humain » ou « développement durable »). Toutefois, cette pratique n'a fait que révéler les contradictions d'un modèle économique qui continuait à produire beaucoup d'inégalités. Rist, « Development as a Buzzword », pp. 486-487.

⁷⁶ Le néolibéralisme est une théorie de l'économie politique qui considère le bien-être humain comme le produit de la libéralisation des capacités entrepreneuriales individuels dans un cadre institutionnel qui protège la propriété privée, le libre marché et le commerce. L'État n'est qu'un garant de ce processus, par la réglementation, et il doit encourager la création de marchés lorsqu'ils n'existent pas, par exemple dans

1981 sur le commerce international et le développement et le Consensus de Washington⁷⁷ comme responsables de la promotion du modèle de la libre concurrence et le commerce avec des entreprises privées, la Banque mondiale (BIRF-BM) et le Fonds monétaire international (FMI) comme les chefs d'orchestre de ce changement.⁷⁸

La CNUCED et le G-77 ont soulevé de sérieuses critiques quant à l'ingérence croissante des entreprises privées dans les affaires intérieures des pays et aux programmes d'ajustement structurel promus par la BIRF-BM et le FMI qui, pendant la crise de 1980, ont étranglé les institutions de l'État providence des pays « sous-développés ». Ainsi, l'ONU a été également touchée par ce mouvement, car parmi les directives du PNUD il y en avait certaines qui ont promu l'absorption des fonctions du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour réduire le nombre d'agences spécialisés de l'organisation internationale. Or, tout en essayant de limiter les fonctions de solidarité de l'ONU, celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de ses pratiques néolibérales ont été encouragées et renforcées.⁷⁹

Malgré l'assaut du néolibéralisme, les institutions spécialisées de l'ONU ont cherché à garder l'esprit de solidarité et de responsabilité mutuelle entre les nations, en maintenant (quoique dans une moindre mesure) des programmes de coopération technique aux pays qui en avaient besoin, en proposant de nouvelles méthodologies pour mesurer non plus le développement, mais le bien-être humain à travers l'Indice de développement humain qu'elle a commencé à publier depuis 1991, à financer la transformation institutionnelle de plusieurs pays qui se remettent de périodes autoritaires et promouvoir la convocation de sommets environnementaux qui, quelques années plus tard, ont abouti au Protocole de Kyoto de 1997. En ce sens, le travail de solidarité des

des domaines tels que l'éducation, la sécurité sociale, la pollution ou le logement. David Harvey. *A Brief History of Neoliberalism*. (Oxford: Oxford University Press, 2005), p. 2.

⁷⁷ Pour approfondir les effets du Consensus de Washington, voir le chapitre 5 de Sarah Babb. *Behind Development Banks. Washington Politics, World Poverty, and the Wealth of Nations*. (Chicago and London : The University of Chicago Press – Kindle, 2009). Babb scrutait la manière dont le Consensus de Washington affectait le fonctionnement des « banques multilatérales de développement », en particulier le Banque Interaméricain de Développement (BID), qui, à partir de 1985, a vu son indépendance réduite en raison des pressions du Département du Trésor qui ont forcé l'institution à mettre en place des réformes dans son fonctionnement et à allouer des ressources aux politiques d'ajustement structurel.

⁷⁸ Sayward, *The United Nations*, pos. 3239.

⁷⁹ Sayward, *The United Nations*, pos. 2999, 3319, 3299.

organisations internationales reste en place et demeure un vecteur de premier plan pour la connaissance mondiale de l'humanité.⁸⁰

3. « Maintenant, vos jambes sont libres ».

Lors du 20e gala des Oscars qui s'est tenu dans la nuit du samedi 20 mars 1948, l'Académie a décerné le prix du meilleur court métrage documentaire à Leo Seltzer, réalisateur de la capsule intitulée « Premiers pas », qui s'est tenue sous les auspices du Département des affaires sociales des Nations Unies. Le documentaire décrivait que grâce à des exercices et des stimuli, des enfants avec des problèmes moteurs ont réussi à surmonter leurs difficultés et devenir, donc, indépendants. Les activités mises à disposition par les travailleurs sociaux comprenaient des exercices moteurs fins, des étirements, des jeux de billard, du bricolage, de la physiothérapie et même des travaux agricoles (Image I.1).

Une lecture superficielle de son contenu ne nous amène qu'à l'histoire de l'amélioration personnelle d'un enfant qui entre dans la clinique incapable de se déplacer et qui, avec l'aide de ses parents et des travailleurs sociaux, marche enfin de son propre chef. Toutefois, le documentaire peut être lu comme une métaphore des programmes d'assistance technique destinés aux pays « sous-développés ». Mais avant de regarder ce documentaire, nous devons explorer certains aspects : quels étaient les antécédents des programmes d'assistance technique ? Quels étaient les organismes les plus importants de l'époque ? Quelles activités ont-ils promues ? Comment ont-ils été institutionnalisés ? Comment ont-ils obtenu leur financement ? Les réponses seront explorées ci-dessous.

⁸⁰ Sayward, *The United Nations*, pos. 3339-3359.

Image I.1. Travailleur social qui supervise les enfants pendant leurs activités agricoles.



Source : Leo Seltzer. « Premiers pas. » (New York : A Department of Social Affairs, 1947). Consulté le 23 octobre 2019. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=J1jnvblnBA>

a) Le modèle du « Servicio ».

Au début de ce chapitre, j'ai évoqué la manière dont la SdN étendait sa sphère d'action diplomatique, pour couvrir la question économique et sociale de ses États membres. De l'intervention économique dans plusieurs pays touchés par la Grande Guerre, à la convocation de congrès mondiaux pour effectuer des travaux de normalisation dans différents domaines, ou l'envoi de missions techniques dans les pays qui en avaient besoin, le SdN est devenu un précédent capital pour les programmes d'assistance technique au cours des années 1940. Dans le cas de l'Amérique latine, le SdN créa un bureau de liaison pour minimiser les problèmes logistiques, recueillir des informations statistiques, diffuser ses publications, traiter l'assistance technique à ces

pays et stimuler la circulation des connaissances scientifiques et techniques par le biais de ses accords avec les universités de la région.⁸¹

Le Comité de coopération intellectuelle a été responsable de ce dernier travail et son successeur, l'Organisation internationale de coopération intellectuelle (OICI) - basée à Paris - a encouragé l'organisation des congrès, le développement scientifique, la perfection de l'enseignement primaire supérieur et la diffusion de publications scientifiques et culturelles. D'après Fabian Herrera, l'OICI a également contribué à protéger les droits d'auteur, l'adoption de mesures internationales pour promouvoir l'activité éditoriale, l'avancement de mesures visant à accroître la circulation des enseignants et des étudiants et d'assurer l'équivalence des titres universitaires, des accords de réglementation des fouilles archéologiques et la promotion cinématographique.⁸²

Telles activités ont caractérisé l'*internationalisme* de l'entre-deux-guerres. Cependant, ce modèle, sans disparaître complètement, a été repensé pendant la crise économique des années 1930 pour accroître le développement économique basé sur l'idée de « l'entraide » utilisée par la TVA (Tennessee Valley Authority). Pendant la Seconde Guerre mondiale, Nelson Aldrich Rockefeller et Beardsley Ruml, avec le soutien du gouvernement de Franklin D. Roosevelt, fondèrent le Bureau des affaires interaméricaines (BAIA) en 1942 qui a pour but la reconnexion des marchés latino-américains et de rétablir les activités stratégiques de guerre en les combinant avec de plans d'hygiène et d'amélioration productive. Le BAIA, après deux ans, a été transformé en Institut des affaires interaméricaines (IAIA).⁸³

⁸¹ En Amérique latine, le SdN a mené un certain nombre d'activités d'assistance technique, y compris la recherche en santé à Rio de Janeiro, l'étude des médicaments et des opiacés dans la population, et même des campagnes de prévention des maladies en Amérique centrale, où plusieurs scientifiques costaricains tels que Solón Núñez Frutos et Clodomiro Picado Twilight ont été répertoriés comme experts du SdN. Un autre travail important du SdN a été sa collaboration dans la création d'instituts pour les enfants, qui a également favorisé le Costa Rica. Segura, *La Sociedad de las Naciones*, pp. 139-140, 242-243, 247-248.

⁸² Fabián Herrera León. « México y el Instituto Internacional de Cooperación Intelectual. » *Tzintzun Revista de Estudios Históricos* [en ligne], N° 49 (Enero-Junio 2009) : pp. 173-176. Consulté le 24 octobre 2019. URL : <http://tzintzun.umich.mx/index.php/TZN/article/view/226>

⁸³ Macekura, « The Point Four », p. 133-134 ; Erb, « Prelude to Point Four », pp. 251- 253; Rollin Atwood. « The United States Point Four Program- A Bilateral approach. » *The Annals of the American Academy of Political Science* [en ligne], Vol. 323, Partnership for Progress : International Technical Co-operation (May 1959) : p. 34. Consulté le 22 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1177/000271625932300106> William Gibbons fixe à tort la date de sa fondation en 1947. William Gibbons. « The Point Four... », p. 32.

L'IAIA a incorporé une grande nouveauté. Le Dr. George Dunham, un collaborateur renommé de Nelson Rockefeller, créa le modèle du « Servicio » (le Service) qui a promu la méthodologie de « l'apprentissage par faire ». Principalement le personnel américain du « Servicio » a encouragé dans son travail « l'entraide » par le biais d'activités démonstratives et l'envoi aux États-Unis de personnel local, qui serait responsable de la poursuite des projets sans avoir besoin d'être surveillé par l'IAIA.⁸⁴

Avec la signature d'un accord entre l'IAIA et le gouvernement concerné, le « Servicio » s'établissait au sein d'une institution nationale et a fonctionné en tant que programme d'échange d'informations, de techniques et de personnel dans des domaines tels que l'agriculture, la santé et l'éducation. Malgré les pressions politiques exercées par l'IAIA pour qu'elle ne réponde qu'à la géopolitique américaine, Dunham, Rockefeller et leur personnel ont réussi à nuancer cette approche dans une certaine mesure et ont trouvé un équilibre relatif avec les activités techniques et sociales de l'institut, plus souples et adaptées aux réalités particulières de chaque pays.⁸⁵

Les activités telles que la recherche pour l'agriculture, la santé publique, l'éducation, les programmes d'échanges d'enseignants, d'étudiants et de techniques, la traduction et la distribution de manuels et l'élaboration de normes techniques sont restées sans grande variation dans les programmes de l'IAIA. Ses experts étaient considérés comme des « missionnaires » qui répandaient leurs « vastes connaissances et expériences » aux pays en développement afin d'élever « la dignité et la place de l'individu. C'est pourquoi les programmes éducatifs ont fait partie de l'épine dorsale de « l'entraide » au sein du pays bénéficiaire. Ces caractéristiques ont été héritées des programmes d'assistance technique qui ont été créés après la Seconde Guerre mondiale, comme nous le verrons ci-dessous.⁸⁶

b) Les programmes d'assistance technique contemporains.

Tout au long de la période étudiée, le Costa Rica a obtenu l'aide de divers programmes d'assistance technique soient bilatéraux ou multilatéraux. Toutefois, aux fins de cette recherche, je me concentrerai sur trois d'entre eux, en raison de leur caractère pionnier pour le contexte costaricain : le Point IV étasunien, l'EPTA et son successeur le

⁸⁴ Macekura, «The Point Four», p. 135-136 ; Erb. «Prelude to Point Four», pp. 254-255.

⁸⁵ Erb, « Prelude to Point Four », pp. 265-266.

⁸⁶ Macekura, « The Point Four », pp. 141-142.

PNUD, et le programme de l'OEA. Comme nous le verrons plus loin, ce sont les organismes auxquels le pays s'est tourné pour demander de l'aide pour ses programmes de logement et d'urbanisme et qui ont eu la caractéristique commune d'avoir été inspirés par le modèle du « Servicio ».

Pour commencer, le Point IV est nommé d'après le paragraphe numéro quatre du discours de Truman et avec sa fondation, en 1950, il a été utilisé comme un instrument pour lutter contre le communisme. En élargissant son travail sur trois continents (Asie, Afrique et Amérique), le Point IV a cherché à être un catalyseur de « la démocratie et la liberté » par l'utilisation du Service en renforçant des institutions libérales, économiques et culturelles des pays « sous-développés ». Ce programme était sous la coordination de la Coopération d'assistance technique (TCA) qui, en 1953, a changé son nom en Administration des opérations étrangères (FOA) et finalement en 1955 a adopté son nom définitif, l'Administration de coopération internationale (ICA). Dans les années 1960, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a été créée pour superviser, parmi d'autres tâches, la mise en œuvre de l'ALPRO.⁸⁷

Toutefois, comme je l'ai mentionné précédemment, de nombreux pays « sous-développés » se méfiaient des conditions qui pouvaient violer leur souveraineté économique ou politique. C'est pourquoi les programmes multilatéraux d'assistance technique ont été préférés par leur relative indépendance. À cet égard, le programme des Nations Unies a été coordonné, au niveau général, par le Conseil économique et social (ECOSOC), qui, par l'intermédiaire de la résolution 222 (IX), a créé l'organe du Conseil d'assistance technique (CAT) chargé du traitement et de la gérance de l'assistance technique. Cette résolution a également donné naissance à l'EPTA, qui couvrait les projets d'assistance technique de l'ONU, de ses institutions spécialisées et d'autres sources bilatérales, comme la soviétique ou l'étasunienne. En 1965, l'EPTA a été réorganisée dans le PNUD.⁸⁸

⁸⁷ Aux fins de cette recherche, les noms de Point IV ou d'USAID seront traités comme équivalents. L'ICA a encouragé l'échange universitaire par le biais de bourses d'études et l'invitation de professeurs américains selon les conditions des accords de coopération. Iriye, *Global Community*, pos. 546. D'autre côté de l'Atlantique, la présidence de Truman mis en pratique une distincte modalité de l'assistance technique : le Plan Marshall. Nommé par Winston Churchill comme « l'acte le plus magnanime de l'histoire », la reconstruction de l'Europe s'était mobilisée avec similaires discours de la solidarité où l'aide économique était l'expression d'une impérative morale des nations. Daniel Lemus Delgado. « Regímenes de verdad : el Comité de Ayuda al Desarrollo y la narrativa histórica de la cooperación internacional para el desarrollo. » *Historia de la Cooperación Internacional*, pp. 37-39.

⁸⁸ Organización de las Naciones Unidas. *Servicios de la Administración de Asistencia Técnica de las Naciones Unidas y la manera de obtenerlos*. (New York : Administración de Asistencia Técnica ONU,

L'ONU a défini l'assistance technique comme « les activités fournies par elle ou par ses institutions spécialisées qui ont l'objectif d'aider les pays membres dans la mise en œuvre de leurs programmes de promotion économique afin d'élever leur niveau de vie », ce qui rend compte de l'assimilation des idées de solidarité et de développement économique qui ont façonné la gouvernance mondiale du second après-guerre. De façon équivalente au Point IV, l'ONU a exigé aux gouvernements la signature d'un accord d'assistance technique, établissant les paramètres de base de la collaboration et définissant les contreparties. Une fois l'accord signé, d'autres pourraient en tirer en concordance du type de projet et de l'organisme spécialisé qui le mettrait en œuvre.⁸⁹

Le programme d'assistance technique de l'OEA a partagé ses origines avec le Point IV, car le discours de Truman inspira le Conseil économique et social interaméricain (CIES) à s'entendre sur sa création et sa mise en œuvre le 10 avril 1950. Elle a suivi le modèle établi par l'ONU, mais en mettant particulièrement l'accent sur « l'éducation technique » avec le but de soutenir la formation du personnel qualifié pour ses institutions ou ses secteurs économiques.⁹⁰

Si, pour l'ONU, le CAT était l'unité chargée de gérer les programmes d'assistance technique, dans le cas de l'OEA, cette tâche revenait à l'Union panaméricaine (UnP) et à son Conseil de coopération technique (CCT). Le CCT devait se réunir au moins une fois par an et informer au CIES des projets annuels d'assistance technique et de leur budget. En outre, c'est l'unité qui a évalué les propositions des États membres et a remis son discernement au CIES, sur lequel reposait la décision finale de les approuver ou de les rejeter. Les programmes d'assistance technique de l'OEA ont également été inspirés par le « Servicio », de sorte qu'il y a eu des activités axées sur l'éducation, la sécurité sociale,

1951), pp. 23-28. Cette tâche n'a pas toujours été facile, compte tenu de l'indépendance des institutions spécialisées et parfois de la concurrence entre elles dans leurs domaines d'action. En outre, ses administrateurs ont assisté irrégulièrement aux réunions convoquées par le TAB. Lori Green. « The Changing Patterns of United Nations Technical Assistance : 1941-1983. » (Ph.D. Thesis, New York University, 1984), pp. 48-49.

⁸⁹ Organización de las Naciones Unidas. *Asistencia técnica para el desarrollo económico disponible por intermedio de las Naciones Unidas y sus Organismos Especializados*. (Nueva York : Departamento de Asuntos Económicos ONU, 1948), p. iii; ONU, *Servicios de la Administración*, p. iii; International Cooperation Administration. *Point Four in Costa Rica* (Washington D.C. : United States Operations Mission to Costa Rica, 1957), p. 6.

⁹⁰ Archives nationales du Costa Rica (ANCR). Fonds du ministère des Affaires étrangères, référence (signatura) N° 8702, « Datos y hechos del programa de cooperación técnica OEA », p. 1 ; José A. Mora. *La Organización de los Estados Americanos. Informe presentado por la Unión Panamericana a la Undécima Conferencia Interamericana*. (Washington D.C. : Unión Panamericana, 1959), p. 42.

la promotion de l'industrialisation, l'amélioration des modes d'alimentation des habitants et, surtout, l'impulsion pour l'urbanisme et le logement social.⁹¹

Au niveau opérationnel, chacun de ces organismes examina les conditions structurelles socio-économiques et proposa les mesures techniques et financières qui favoriseraient leur décollage économique, par exemple :

1. *Missions d'experts techniques classées en deux types : celles qui appuient la formation technique professionnelle et celles qui ont mené des activités de démonstration ou organisé des conférences dans diverses branches.*
2. *La prestation de fourniture et la distribution de matériel technique.*
3. *La formation technique internationale, par le biais de programmes de bourses et d'échange de personnel de recherche technique.*
4. *La création de mesures de production uniformes.*⁹²

Financièrement, il y a des différences entre ces organismes. En tant que programme d'aide bilatérale, le Point IV a obtenu son financement de la société privée, la Banque d'import-export (EXIMBANK), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRF-BM) ou le Fonds d'aide au développement. Comme leurs projets avaient une durée limitée, le financement était aussi étroit (à l'exception des plus importants qui étaient financés par des prêts) lesquels, finalement, passait entièrement au gouvernement concerné.⁹³

En ce qui concerne l'OEA, les programmes d'assistance technique ont été financés par les contributions des États membres. Celles-ci pourraient également collaborer en « espèces », telles que des biens et des services à utiliser lors de la mise en œuvre des activités. Toutefois, il convient de souligner que le pays qui a le plus contribué à ce financement est les États-Unis qui représentaient le 70 % du budget de l'OEA dans les années 1950. Certes, cela a rendu l'OEA dépendante des fluctuations géopolitiques de la puissance américaine, en particulier lors de l'ALPRO et de la création du programme de la Banque interaméricaine de développement (BID) en 1959. Une autre source de

⁹¹ Mora, *La Organización de los Estados*, p. 28-29, 91, 130, 135.

⁹² ONU, *Asistencia técnica para el desarrollo*, pp. 3-11 ; Mora, *La Organización de los Estados*, pp. 26-27 ; ICA, *Point Four in Costa Rica*, pp. 37-38.

⁹³ Macekura, « The Point Four », pp. 142, 145-147 ; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 838 y 849 ; Atwood, « The United States Point Four », p. 34-37.

financement a été les contributions volontaires au Fonds d'aide au développement, axées sur la divulgation et la formation éducatives.⁹⁴

Le cas de l'ONU est beaucoup plus complexe. La première source de financement de l'EPTA est venue des États membres, qui ont contribué au programme sur leur plan économique. En 1950, le fonds reçut une aide de 50 pays, pour un total de \$20 035 000 dollars ; en 1958, il est passé à 31 307 000 dollars. L'influence des États-Unis est aussi évidente, en raison de son apport très haut (environ le 45% du budget total).⁹⁵ Toutefois, depuis 1954, le CAT a également demandé l'aide d'autres sources telles que des entreprises et des syndicats, des politiciens de haut rang, des églises, des universités et des organisations culturelles, des écrivains et des journalistes et d'organisations de femmes. Un document restreint du CAT invitait ses membres à tirer le meilleur parti de leur position,

« [...] pour inciter leurs amis influents à soutenir le programme. Des lettres personnelles sur l'importance de l'assistance technique pourraient alors être envoyées aux personnes sélectionnées qui régissent que l'assistance technique est, dans de nombreux cas, une condition préalable à d'autres formes d'action nationale et internationale visant à accroître la productivité et à améliorer le niveau de vie. »⁹⁶

Le dernier c'est très important car cela nous donne un aperçu de l'utilisation du « lobby » ou même, d'un éventuel trafic d'influences, pour obtenir le financement de programmes au sein de l'ONU.⁹⁷ En outre, il y a un autre élément d'urgence souligné dans la missive : le danger posé à l'indépendance du programme en raison que les États-Unis ont apporté des contributions économiques près de 60% du total. Bien que le TAB n'ait pas l'intention de réduire soudainement cette contribution, afin de maintenir un

⁹⁴ ANCR. Fonds du Ministère des affaires étrangères, N° 8702, « Datos y hechos del programa de cooperación técnica OEA », pp. 9-10.

⁹⁵ A.G. Mezerik. « Technical Assistance for Economic Development. » *International Review Service*, Vol. V, N° 50 (February 1950) : pp. 5-6.

⁹⁶ « [...] to induce their influential friends to support the program. Personal letters on the importance of technical assistance might then be sent to the *selected individuals* emphasizing that technical assistance is, in many cases, a prerequisite to other forms of national and international action to increase productivity and to rise the standards of living. » Archives historiques de l'UNESCO (AHUNESCO). Technical Assistance Board. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. « Measures for increasing governments' contributions to technical assistance. » TAB/ Working Paper/20 (28), 22 March 1954, p. 1-3. Traduction libre.

⁹⁷ Comme hypothèse, cette chaîne de faveurs et son potentiel de parrainage de carrières dans cet organisme pourraient être considérés comme faisant partie des jeux de pouvoir qui se cachent derrière le visage bienveillant de la coopération internationale.

équilibre, il était jugé prudent de la réduire à 50 % et d'obtenir le reste d'autres sources.⁹⁸ Un autre problème lié au financement des programmes d'assistance technique était la capacité de certains États à conditionner l'utilisation des fonds et ainsi favoriser leurs propres entreprises, étudiants ou experts impliqués dans les activités.⁹⁹

De cette façon, le financement des programmes d'assistance technique a été vulnérable par l'intervention de certains pays qui ont refusé ou conditionné l'aide financière, et dans le cas des États-Unis, en raison de la pression des coupures budgétaires de son Congrès.¹⁰⁰ Cela explique pourquoi il était essentiel pour le TAB de « séduire » les membres du Congrès et les politiciens pour soutenir le programme et pourquoi ceux-ci ont influencé le devenir tant de l'EPTA que du PNUD.¹⁰¹ La concurrence entre les institutions spécialisées pour obtenir le financement et la duplication des fonctions ont été d'autres inconvénients qui ont caractérisé l'assistance technique fournie par l'ONU au cours de la période.¹⁰²

c) Comment les programmes d'assistance technique ont-ils fonctionné ?

Avec clarté sur la façon dont les programmes d'assistance technique ont été structurés, je peux maintenant approfondir sur leur fonctionnement. Pour cela, je vais recourir au documentaire de Seltzer « Premiers pas » car il sert de base interprétative pour le travail de ces programmes et les discours qui ont accompagné ceux qui ont servi d'experts dans leurs activités et projets.

Il ne faut pas oublier que le documentaire, à première vue, raconte l'histoire d'un enfant qui parvient à retrouver la mobilité de ses jambes, grâce aux travailleurs sociaux qui ont stimulé ses membres afin qu'il puisse être moins dépendant de ses parents. Auparavant, j'ai mentionné que le quatrième point du discours de Truman décrivait la pauvreté comme un handicap ; d'autre part, il convient de noter que l'assistance technique était également l'héritière des pratiques philanthropiques du début du XXe siècle, et

⁹⁸ AHUNESCO, TAB, « Measures for increasing », p. 5.

⁹⁹ AHUNESCO. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. David Owen. "Utilization of Argentine Contribution to the Expanded Programme." TAB/CM/597, 15 August 1955, p. 1.

¹⁰⁰ AHUNESCO. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. David Owen. "Communication from the United States Secretary of State to all American Diplomatic and Consular Offices." Restricted TAB/CM/604, 2 September 1955, p. 3.

¹⁰¹ Green. "The Changing Patterns", p. 27.

¹⁰² Green, "The Changing Patterns", pp. 39, 49-53, 72.

même ceux qui l'ont administrée étaient considérés comme une sorte de « missionnaires » adaptés aux temps modernes.¹⁰³

L'assistance technique a été considérée en tant que partie d'un processus universel, bienveillant et progressif, qui peut déjà être vu dans les premières lignes de l'introduction du documentaire :

« Ces enfants qui éclaboussent et jouent comme n'importe quel autre enfant sont tous paralysés. D'autres ne seront peut-être jamais guéris, mais tous deviendront des adultes utiles, après avoir reçu une formation appropriée acquise par des travailleurs compétents concernant les connaissances techniques du corps et du cerveau et des émotions et dont les connaissances professionnelles sont renforcées par l'amour et le dévouement nécessaires à la formation des enfants handicapés. »¹⁰⁴

Dans cette section, le narrateur concentre son attention sur le travailleur social qui œuvre à partir de l'archétype de l'expert en assistance technique, possesseur des connaissances techniques et professionnelles qui est capable de faire face à divers problèmes.¹⁰⁵ Dans le documentaire, l'obstacle à surmonter était la contrainte physique de l'enfant ; pour notre cas, une telle entrave était la pauvre performance économique des pays. « *Le premier objectif de la thérapie est l'auto-assistance* », annonce le narrateur du documentaire un peu plus tard, et puis ajoute : « *Lentement, le jeu change : le bloc devient un morceau de pain et l'enfant peut se nourrir* ». ¹⁰⁶

« L'entraide » s'est manifestée par des activités éducatives et démonstratives. À la fin de la mission d'assistance technique, il appartenait au gouvernement de poursuivre le projet sans aucune surveillance, ce que j'ai noté dans la section précédente. Dans le documentaire, cela est montré, allégoriquement, dans le guide du travailleur social et les

¹⁰³ Une brochure sur les projets d'assistance technique indiquait que le travail des experts s'inspirait de celui des missionnaires, qui fournissaient souvent des services scolaires et hospitaliers. Mezerik, « assistance technique » p. 2.

¹⁰⁴ “These children splashing and playing like any other children are all crippled. Some other may never be cured, yet all of them will become useful adults, given proper training by skill workers who have acquired technical knowledge of the body and brain and the emotions and whose professional knowledge is reinforced by the love and devotion necessary for training handicapped children.” Traduction libre. Seltzer, « First Steps. »

¹⁰⁵ L'expert en assistance technique, quel que soit son domaine, a été conçu comme un possesseur de connaissances vastes et supérieures capables de transformer non seulement la société, mais élève la « dignité de l'individu ». Comme le souligne Macekura, en se concentrant sur l'individu était une condition préalable pour atteindre la croissance économique souhaitée. Les contemporains de Truman, comme Samuel P. Hayes, sont clairs sur ce point. Macekura, « The Point Four », pp.141-142 ; Samuel P. Hayes, “The United States “Point Four” Program. » *The Millbank Memorial Fund Quarterly* [en ligne], Vol. 28, N° 3 (Jul. 1950) : p. 265. Consulté le 24 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/3348136>

¹⁰⁶ « The first goal of therapy is self-help. Slowly the game change : the block becomes a piece of bread and the child can feed herself ». Traduction libre. Seltzer, « First Steps. »

exercices continus qui permettent à l'enfant de surmonter ses limites et d'acquérir une indépendance croissante.

« *L'équipement simple l'aide à se préparer à la marche* ». ¹⁰⁷ L'assistance technique a également nécessité des investissements dans des équipements technologiques qui ont contribué à accroître les capacités de production d'un pays ou à améliorer les conditions de santé d'une population. En conjonction avec les activités démonstratives – qui exigeaient essentiellement peu de budget – et les programmes éducatifs contribuaient à entraîner le remplacement de l'expert étranger par cet expert local formé dans le cadre du plan. « *Étape après étape, mois après mois, la formation se poursuit et à chaque étape, chaque mois, la reprise est un peu plus proche* », ¹⁰⁸ une expression qui fait référence non seulement à la constance d'un programme d'assistance technique, mais à son temps limité et à l'engagement du gouvernement qui a bénéficié de sa poursuite à long terme. ¹⁰⁹ Le documentaire se termine par cette phrase, tout en voyant l'enfant protagoniste s'éloigner de la caméra avec un grand sourire :

« Maintenant, ses jambes sont libres, parce que l'enfant a été développé ainsi que ses jambes ; marchant est un début pas une fin. Ceux qui l'ont aidé, le travailleur social, ses parents, l'aideront toujours. Maintenant, ils peuvent commencer à partager ses triomphes comme avec ses premiers pas, il cherche une direction : le chemin de l'utilité et la dignité parmi les gens. » ¹¹⁰

Poursuivant l'idée ci-dessus, le travailleur social (l'expert en mission technique) et ses parents (les experts locaux, formés par l'assistance technique) ne laisseront pas l'enfant (le pays) sans abri même après la fin de l'objectif d'assistance technique, mais le travail continuera d'être supervisé par l'expert local. La dignité était aux fins du documentaire l'indépendance de l'enfant qui peut maintenant marcher, mais pour nous, c'est le pays qui voit son niveau de vie augmenter.

¹⁰⁷ « Simple equipment helps him prepare for walking ». Traduction libre. Seltzer, « First Steps. »

¹⁰⁸ « Step after step, month after month the training continues and with each step, each month, recovery is a little closer ». Traduction libre. Seltzer, « First Steps. »

¹⁰⁹ Hayes, "The United States", p. 270.

¹¹⁰ « Now his legs are free, because the child has been developed as well as his legs; walking is a beginning not an end. Those who have helped him, the social worker, his parents, will still help him. Now they can begin to share his triumphs as with his first steps he seeks a direction: the way to usefulness and dignity among people. » Traduction libre. Seltzer, « First Steps. »

4. Une unité régionale d'assistance technique ?

Les programmes d'assistance technique ont été une des portes utilisées par les pays pour entrer dans la mondialisation solidaire. Cependant, le modèle universel qui l'avait façonné a trouvé de sérieuses limitations en raison des innombrables causes qui étaient coupables de « sous-développement ». Puis sont venues les critiques de l'intérieur : l'une d'elles est venue de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPALC), qui a précisé l'importance de la trajectoire historique des pays de la région et les causes qui, à long terme, ont conditionné leurs performances économiques. Le *panaméricanisme*, d'autre part, a cherché à caractériser le « développement économique » comme un produit de la diplomatie et de la coopération entre les pays du continent américain, mais en utilisant des facteurs plus symboliques tels que l'idée d'une « Amérique unique » qui n'a pas été entièrement acceptée par les pays d'Amérique latine.¹¹¹

Les intellectuels de la CEPALC¹¹² se sont consacrés à promouvoir l'industrialisation de la substitution des importations comme moyen de surmonter la pauvreté et de rendre ces pays moins vulnérables aux crises cycliques du capitalisme et à la détérioration du commerce. Cela serait complété par des stratégies de diversification des exportations, qui continuent de jouer un rôle important dans la structure économique de la région. Pour ces raisons et pour d'autres, la CEPALC est reconnue comme une école de pensée et non pas seulement comme une annexe à l'ECOSOC.¹¹³ La CEPALC a caractérisé les pays d'Amérique latine comme suit :

1. *Ils ont une croissance accélérée de leur population.*
2. *La population économiquement active (PEA) était concentrée dans le secteur primaire.*
3. *Ce secteur primaire était très vulnérable à la variation des prix à l'étranger.*
4. *Ils ont un faible niveau de consommation.*
5. *Ils présentent de grandes lacunes dans leur secteur de l'éducation et un manque de professionnels et de techniciens bien préparés.*
6. *Ils ne sont pas attrayants pour les investissements en capital.*

¹¹¹ Sunkel y Paz, *El subdesarrollo*, pp. 15, 19-22, 26; Slater, *Geopolitics and the Post-colonial*, pos. 1585.

¹¹² En plus de Raul Prebisch, d'autres intellectuels affiliés à l'ECLAC étaient Osvaldo Sunkel, Celso Furtado, Regino Botti, Jorge Ahumada, Aníbal Pinto, entre autres. Ricardo Bielschowsky. « Evolución de las ideas de la CEPAL ». *Revista de la CEPAL*, Número extraordinario (octubre 1998) : p. 25.

¹¹³ Bielschowsky, «Evolución de las ideas», p. 25-27.

7. *Ils ont besoin d'investissements importants dans le capital social pour soutenir les services essentiels ou les étendre à l'avenir.*¹¹⁴

La CEPALC a encouragé, en tant que politique générale, le travail conjoint entre l'État (comme le grand gestionnaire de l'économie) et l'entreprise privée qui, avec l'aide du premier, élargirait les possibilités d'industrialisation, de diversification économique et de recrutement de personnel nouvellement formé. La CEPALC a conçu l'*unité régionale* comme un produit de l'intégration économique de ses pays, qui visait à réduire les distorsions causées par la concentration des avantages économiques, l'absence de capital ou de technologie, ou l'influence extérieure des États-Unis. Toutefois, ce programme n'a pas eu les résultats attendus en raison de l'absence d'un programme social régional qui accompagnerait les réformes économiques, de la carence de une réforme agraire qui réduirait les inégalités de place établies à long terme et pour la dépendance à l'égard des capitaux et de la technologie étrangers, aspects exacerbés par la crise des années 1980 et l'avènement du néolibéralisme.¹¹⁵

Le *panaméricanisme*, plutôt que recourir à la caractérisation économique des pays qui l'ont intégrée, a défini son *unité régionale* en fonction de son rôle géopolitique qui n'a fait que fragmenter davantage ses membres, comme ce fut le cas pour Cuba, la République dominicaine, le Chili, le Guatemala et le Canada. Cependant, à travers le discours et l'allégorie, l'UnP témoigna sur l'existence d'une union hémisphérique.

L'Image I.2 en est un bon exemple. Le logo conçu par l'artiste américain Raphael Beck en 1899 pour l'Exposition panaméricaine de Buffalo, New York, montre deux allégories féminines prises par la main, dont les profils sont encadrés par le contour géographique du continent américain.¹¹⁶ Même si cette représentation artistique concentre la vision du spectateur sur les mains qui s'entremêlent à la hauteur de

¹¹⁴ Raúl Prebisch. *La cooperación internacional en la política de desarrollo latinoamericana*. (New York : Naciones Unidas-CEPAL, 1954): pp. 100-101.

¹¹⁵ L'ECLAC s'est autocritiqué avec son propre modèle, déterminant que l'industrialisation n'était qu'un aspect de plus des relations « centre-périphérie », ce qui a donné lieu à sa théorie de la dépendance. Maria da Conceição Tavares y Gerson Gomes. « La CEPAL y la integración económica de América Latina. » *Revista de la CEPAL*, Número extraordinario (octubre 1998): pp. 213-227; Osvaldo Sunkel. « Desarrollo e integración regional : ¿otra oportunidad para una promesa incumplida? » *Revista de la CEPAL*, Número extraordinario (octubre 1998) : pp. 229-241.

¹¹⁶ En tant que produit culturel des Lumières et de la Révolution Française, l'utilisation d'allégories pour représenter les attributs, les valeurs ou les défauts de l'être humain a été popularisée dans l'art public à la manière d'un diffuseur des idées modernes de la nation et du libéralisme économique. Juan F. Esteban Lorente. *Tratado de iconografía*. (Madrid : Ediciones ISTMO, 2002).

l'Amérique centrale, la composante ethnique des allégories et des symboles qui les accompagnent n'est pas une mince affaire : l'Amérique du Nord personnalise la composante caucasienne et blonde de « l'identité » étasunienne, contrairement au métissage caractéristique de l'Amérique du Sud. En outre, seule l'Amérique du Nord porte le bonnet rouge (avec un attachement clair à la Marianne), comme symbole de la Liberté, tandis qu'avec son sa main gauche, elle déploie un manteau doré, dont l'éclat se mêle à la couleur de ses cheveux donnant l'apparence du Soleil.¹¹⁷

**Image I.2. Logo officiel de l'Exposition panaméricaine de Raphael Beck.
(1899).**



Source : « Exposition panaméricaine ». *Bibliothèque de l'Université Cornell*. Collections numériques. Consulté le 13 novembre 2019. URL: <https://digital.library.cornell.edu/catalog/ss:19343638>

¹¹⁷ Apollon, dieu du Soleil au sein du panthéon grec, était lié à l'esprit rationnel et civilisé de l'homme. James Hall. *Dictionary of Subjects and Symbols in Art*. (New York : Harper & Row, 1974), pp. 25, 192.

Les représentations officielles ultérieures du panaméricanisme ont continué à mettre en évidence l'unité de l'hémisphère, mais toujours faire la distinction entre ses parties. Le timbre commémorant le cinquantième anniversaire du panaméricanisme (Image I.3) ne montre pas deux Amériques mais trois prises à la main. Ce geste faisait allusion à la politique du « bon voisin » en vigueur à l'époque et présente dans l'expression « Un hémisphère de bons voisins ». ¹¹⁸ En raison de son format et de sa palette de couleurs, il n'est pas possible de déterminer une différence ethnique dans les allégories. Toutefois, l'hypothèse pourrait être suggérée que cela a été fait comme un effort pour correspondre à l'état des parties. Le timbre est accompagné d'une carte postale (Image I.4) qui a une carte de l'hémisphère américain, deux petites photos du siège de l'UnP et le Hall des Amériques, et une phrase de Woodrow Wilson : « Les Amériques. Unies dans l'esprit et le but, elles ne peuvent pas être déçues de leur destin pacifique. » ¹¹⁹

Image I.3. Timbre commémoratif du 50e anniversaire de l'Union panaméricaine (1940).



Source: Wikicommons. Consulté le 13 novembre 2019. URL : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/a/a4/Pan_American_Union_3c_1940_issue_U.S._stamp.jpg

¹¹⁸ « A Hemisphere of Good Neighbors ».

¹¹⁹ « The Americas. United in Spirit and Purpose They Cannot Be Disappointed Of Their Peaceful Destiny. »

Image I.4. Carte postale commémorant le 50e anniversaire de l'Union panaméricaine. (1940)



Source: *Mystic Stamp Company*. Consulté le 13 novembre 2019. URL : <https://www.mysticstamp.com/Products/United-States/895/USA/>

Les images ci-dessus résument l'expression de F.D. Roosevelt, « Leur américanisme et le mien », une expression que Grandin a interprétée comme la reconnaissance américaine de divers chemins vers le progrès, tandis qu'elle reflète la faillite du projet hémisphérique. Cela permet d'expliquer comment, à partir de 1928, lors de la sixième conférence à La Havane, les conférenciers ont abandonné le terme « panaméricains » en optant pour « interaméricain », qui appelle à la collaboration « entre les Amériques » et encadrée par le début de la politique du « Bon voisin ». ¹²⁰

Basée sur la définition du territoire chez Roncayolo, *l'unité régionale de solidarité* constituée en Amérique latine est née en réponse à deux réalités historiques : le désir d'une plus grande intégration économique et le dynamisme industriel et le jeu géopolitique mené par les États-Unis. Sa *territorialité* sera assurée par des programmes

¹²⁰ Grandin, *Empire's Workshop*, p. 38 ; Sepúlveda, *El Sistema Interamericano*, p. 27.

d'assistance technique, qui ont traduit un ensemble de dispositions universelles (telles que « l'entraide » et « l'augmentation du niveau de vie ») et les amèneront en dialogue avec les différentes manifestations du « sous-développement ». De toute évidence, l'un des scénarios d'assistance technique était de promouvoir l'intégration régionale comme solution à des problèmes communs, comme on le verra avec le cas de la planification urbaine en Amérique centrale et au Costa Rica. Ce processus je l'analyserai avec plus de détail aux chapitres 5 et 6.

Parallèlement au développement de ces gouvernances mondiales, les pays d'Isthme d'Amérique centrale ont constitué leurs États-nations, partiellement ou avec succès. Le degré de maturité atteint au cours de ce processus est essentiel pour comprendre le rôle de l'assistance technique bilatérale ou multilatérale et ses contributions à la transformation des sociétés d'Amérique centrale. La section suivante abordera les principaux changements politiques, économiques et sociaux au Costa Rica au cours de la période à l'étude.

5. L'État costaricain. Son contexte politique et socio-économique.

a) Quelques antécédents (1850-1948).

Le XIXe siècle était le scénario de vastes transformations institutionnelles pour l'État costaricain. Du trésor public à l'armée, du système électoral au modèle économique, en ce contexte l'élite politique attribua de plus en plus de responsabilités et de fonctions à l'État qui a besoin non seulement de gérer les aspects internes du pays, mais aussi de mener une politique étrangère timide mais croissante. À partir de 1870, ces réformes sont devenues plus vigoureuses, s'étendant aux domaines éducatifs, à la vie privée et même aux relations avec l'Église catholique au crépuscule du XIXe siècle et au début du nouveau.¹²¹

¹²¹ Ileana D'Alolio Sánchez. « El estanco de aguardiente en Costa Rica : Formación del Estado y política fiscal (1821-1837). » *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N°69 (Enero-junio 2014) : pp. 75-98. Consulté le 19 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/6515> ; Carmen Fallas Santana. *Élite, política y negocios en Costa Rica, 1849-1859*. 1^{re}ed. (Alajuela, Costa Rica : Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 2004) ; Iván Molina Jiménez. *Costa Rica (1800-1850) : el legado colonial y la génesis del capitalismo*. (San José, Costa Rica : EUCCR, 2007); Claudio Vargas Arias. *El liberalismo, la Iglesia y el Estado de Costa Rica* (San José, Costa Rica : Ediciones Guayacán / Alma

Ces réformes ont été rendues possibles en partie par l'accumulation de capitaux issus du modèle agro-exportateur du café, qui favorisait un changement des coutumes et des goûts de l'élite costaricaine qui absorbait une partie de la mode culturelle européenne et étasunienne. Couplée à ce changement, c'était aussi l'époque où l'identité nationale costaricaine se consolidait, recourant principalement à la commémoration de la « Campagne nationale » (Campaña Nacional) de 1856-1857 et à l'exaltation de ses héros, la création de plusieurs fêtes nationales, tels que l'indépendance de l'Empire espagnol le 15 de septembre de chaque année, et la promotion de l'imagerie civique et des traditions à travers les arts.¹²²

Alors que les libéraux costaricains ont réussi à établir, avec plus de succès, un État fort et centralisé par rapport à ses voisins d'Amérique centrale, les premières décennies du XXe siècle ont démontré l'épuisement du modèle agro-exportateur et la croissance des inégalités sociales dans les zones rurales et urbaines. A cette époque, plusieurs groupes d'intellectuels radicaux et les premiers syndicats qui dénonçaient ces disparités sociales sont apparus, tant dans la presse écrite que dans la rue, et ont exigé de l'État qu'il intervienne directement sur cette question sociale par le biais de lois ou de la création d'institutions.¹²³

À la suite de ce panorama, plusieurs historiens ont réfuté la thèse selon laquelle l'État libéral du Costa Rica suivait fidèlement le dogme du « laissez-faire, laissez-passer » et ont conclu qu'avant les années 1940, l'État avait réussi à établir, entre autres avancées, une vaste réforme de l'éducation, un lien fort avec les organisations philanthropiques qui aidaient les plus pauvres, d'établir mécanismes de contrôle social visant à surveiller la moralité et, finalement, un système d'hygiène qui est devenu plus

Máter, 1991) ; Orlando Salazar Mora. *El apogeo de la república liberal en Costa Rica 1870-1914*. (San José, Costa Rica : EUCR, 1990).

¹²² Il est appelé la Campagne nationale à la guerre entre les armées d'Amérique centrale et les mercenaires ("filibusteros") dirigés par l'américain William Walker, qui s'est installé au Nicaragua avec l'intention de transformer l'Amérique centrale en un protectorat des États-Unis. L'armée costaricaine – la mieux préparée de la région à l'époque – mena l'attaque contre les "filibusteros", prolongeant la lutte pendant deux ans (1856-1857). Trois ans après sa défaite, Walker tenta d'envahir à nouveau l'Amérique centrale, mais il était arrêté au Honduras et abattu dans le port de Trujillo en 1860. David Díaz Arias. *Historia del 11 de abril. Juan Santamaría entre el pasado y el presente (1915-2006)*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2006); Victor Hugo Acuña. « Costa Rica : la fabrication de Juan Rafael Mora. (XIXe-XXe siècles) » Caravelle [En ligne], 104 (2015). Consulté le 14 août 2020. URL : <http://journals.openedition.org/caravelle/1545>.

¹²³ Víctor Hugo Acuña. *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica : Las huelgas de 1920 por la jornada de ocho horas*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : CENAP-CEPAS, 1986) ; Virginia Carvajal Mora. « Mujer e historia : La obrera urbana en Costa Rica (1892-1930) ». (Mémoire de Master 1 en Histoire, Universidad de Costa Rica, 1992) ; Victoria Ramírez Avendaño. *Jorge Volio y la revolución viviente*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Ediciones Guayacán, 1989)

robuste au cours des deux premières décennies du XXe siècle. L'affaiblissement de l'armée en tant que ministère a favorisé le transfert d'une partie de ses ressources vers les parties sociales du budget de la République, renforçant ainsi l'interventionnisme de l'État et l'émergence d'un « régime de providence libéral ». ¹²⁴

Ce régime s'est étendu à d'autres domaines sociaux, tels que le droit du travail, le bien-être des enfants, la participation politique et économique des femmes, le logement, etc. Et bien qu'il ait été momentanément éclipsé par la dictature de Federico Tinoco Granados (1917-1919), après ce moment convulsif, a de nouveau gagné en vigueur. La politique économique, qui est restée plus ou moins prudente jusqu'au « crack » de Wall Street ¹²⁵, a forcé l'État à intervenir de plus en plus dans l'économie par le biais de politiques de création d'emplois, de contrôle de la politique monétaire, de construction d'infrastructures physiques et de promotion de nouvelles techniques agricoles. ¹²⁶

Le gouvernement de Rafael Angel Calderón Guardia (1940-1944) a fondé son projet de réforme de l'État sur les progrès politiques, sociaux et économiques réalisés au cours des décennies précédentes. Cependant, il a réussi à consolider des réformes nouvelles et pertinentes telles que l'Université du Costa Rica (UCR) fondée en 1941, le chapitre sur les garanties sociales ajouté, en 1942, à la Constitution de 1871 et, surtout, l'adoption du Code du travail en 1943. Entre 1942 et 1943, Calderón a réussi à former une alliance politique avec l'Église catholique et le Parti « Vanguardia Popular » ou PVP (nouveau nom du Parti communiste) qui, a permis de poursuivre le projet calderoniste à travers le gouvernement de Teodoro Picado Michalsky (1944-1948). ¹²⁷ Parallèlement au

¹²⁴ Steven Palmer. « Adiós laissez-faire... » pp. 99-117 ; Ronny Viales Hurtado. « El régimen liberal de bienestar y la institucionalización de la pobreza en Costa Rica 1870-1930 » en *Pobreza e historia e Costa Rica. Determinantes estructurales y representaciones sociales del siglo XVII a 1950*. Ronny Viales H. (ed.) (San José, Costa Rica : EUCR, 2009) : pp. 71-100 ; Juan José Marín Hernández. « La miseria como causa atenuante de la delictividad : el caso de la delincuencia de menores y la cuestión social : 1907-1949 » en *Pobreza e historia...*, pp. 297-323.

¹²⁵ La seule exception à cette tendance a été le gouvernement d'Alfredo González Flores qui a promu un modèle économique et fiscal progressiste, fondé sur le principe de justice et de social-démocratie. Ses détracteurs politiques, dont Federico Tinoco, ont empêché la mise en œuvre réussie de ses mesures, qui sont aujourd'hui encore débattues et combattues par les groupes économiques les plus conservateurs du Costa Rica. Sur la politique sociale d'Alfredo González Flores, voir : « Política social y económica. Una carta del Presidente de la República de Costa Rica ». *Alfredo González Flores : su pensamiento*. Alberto Cañas (comp). 1er ed. (San José, Costa Rica : Editorial Costa Rica, 1980), pp. 309-329 ; Bernardo Villalobos. *Alfredo González Flores. Políticas de seguros y de banca (1910-1917)*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Editorial Costa Rica, 1981).

¹²⁶ Jorge León, et.al. *Historia económica de Costa Rica en el siglo XX*. Tomo 1. Crecimiento y las políticas económicas. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2018), pp. 79-100 ; Jorge Rovira Mas. *Estado y política económica en Costa Rica. 1948-1970*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Editorial Porvenir, 1982), pp. 31-32.

¹²⁷ David Díaz Arias « Social Crises and Struggling Memories : Populism, popular mobilization, violence and memories of Civil War in Costa Rica, 1940-1948 » (PhD. Thesis, Indiana University, 2009), pp. 57-

processus de réforme sociale, la violence politique entre calderonistes et opposants s'est accrue, ce qui, associé à une dénonciation de la fraude électorale aux élections de 1948, incita plusieurs dirigeants politiques à prendre les armes contre le gouvernement de Picado en déclenchant, la Guerre civile de cette année-là.¹²⁸

b) L'État providence au Costa Rica. Apogée et crise.

Un de ces dirigeants était José Figueres Ferrer, populairement connu comme *don Pepe*.¹²⁹ Avec ses partisans, et soutenu par la « Légion du Caraïbe »¹³⁰, Figueres profita des allégations de fraude qui se sont produites lors de l'élection de 1948 pour déclarer la guerre contre le gouvernement costaricain. Le conflit, bien que de courte durée, laissa un pays très divisé émotionnellement et politiquement.¹³¹ La période de 1948 à 1959 a été l'une des plus convulsives de l'histoire du Costa Rica, au cours de laquelle la violence armée et symbolique a persisté. L'image internationale du Costa Rica, fondée sur le prétendu respect de l'institutionnalisation et du pacifisme¹³², a été remise en question car ses dirigeants politiques étaient loin de parvenir à un consensus pour soutenir la démocratie. Alors que le Conseil fondateur de la Seconde République mis en pratique ses projets de réforme de l'État, poursuivait ses ennemis politiques, spécialement les communistes, en les forçant à s'exiler ou à se cacher¹³³; ceux-ci, d'autre part, ont répondu avec une rhétorique incendiaire dans la presse pour attaquer à Figueres et ont même opté

88, 120-138 ; David Díaz Arias. *Reforma sin alianza, discursos transformados, interés electoral, triunfos dudosos. La nueva interpretación histórica de la década de 1940*. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 7. 1^a ed, 3^a reimp. (San José, Costa Rica : EUCR. 2014), pp. 23-26

¹²⁸ Manuel Solís Avendaño. *La institucionalidad ajena: los años cuarenta y el fin de siglo*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2006), pp. 339-378 ; Díaz Arias « Social Crises... », pp. 181-246.

¹²⁹ A partir de maintenant, je vais utiliser « Don Pepe » ou « Figueres » pour me référer à José Figueres Ferrer. La distinction sera faite avec son fils, José María Figueres Olsen, en utilisant son deuxième nom de famille.

¹³⁰ L'armée de libération du Caraïbe et l'Amérique centrale, a été créé à partir d'un pacte établi entre Figueres et plusieurs révolutionnaires de la région, qui se sont fixé l'objectif de la libérer de ses gouvernements dictatoriaux, y compris Somoza au Nicaragua, Rafael Leónidas Trujillo en République dominicaine et celui de Teodoro Picado, que Figueres considérait de cette nature. Díaz Arias « Social Crises... », p. 239-241.

¹³¹ Voir chapitre 6 de Díaz Arias, « Crises sociales... », pp. 298-350.

¹³² Víctor Hugo Acuña. « La invención de la diferencia costarricense, 1810-1870. » *Revista de Historia (UNA- Heredia)* [en ligne], N° 45 (enero-junio 2002) : pp. 191-228. Consulté le 15 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/12397>.

¹³³ Silvia Elena Molina Vargas. «La violencia política contra los comunistas tras la guerra civil en Costa Rica (1948-1949).» *Cuadernos Intec·ambio sobre Centroamérica y el Caribe* [en ligne], Vol. 15, N° 1 (abril-setiembre 2018), pp. 133-158. Consulté le 20 juillet 2020. URL: DOI [10.15517/C.A..V15I1.32944](https://doi.org/10.15517/C.A..V15I1.32944)

pour deux invasions militaires avec l'aide de Nicaragua. L'absence de l'armée en tant qu'institution permanente depuis le 1er décembre 1949 a contribué à la non-rupture de l'ordre constitutionnel, mais elle n'a pas éclipsé les diverses manifestations d'intolérance politique qui ont persisté dans les années suivantes, du moins jusqu'en 1970 puisque, à cette année, le Parti communiste a été réinséré dans le système des partis politiques.¹³⁴

Celui-ci était le contexte dans lequel l'État costaricain renforça ses capacités, non seulement au niveau de la politique économique, mais aussi en tant qu'État providence et « État entrepreneur ». Bien que ce soit la poursuite d'un processus historique qui a commencé principalement depuis le milieu du XIXe siècle, les développements dans l'administration de la chose publique étaient multiples et nécessitaient, en même temps, la coopération internationale pour les consolider. À continuation, je vais présenter quelques remarques sur la politique économique et, ensuite, le rôle des secteurs populaires et les mouvements sociaux qui ont contribué au procès d'institutionnalisation d'un État providence.

La politique économique.

L'historien canadien Steven Palmer a souligné que les dirigeants du Parti de libération nationale (PLN)¹³⁵ ont déclaré qu'avant la guerre civile, l'État n'avait pas joué un rôle de premier plan dans la politique économique et sociale et qu'il avait simplement réglé certains problèmes sans plan d'action concret. Ils ont ainsi amplifié le caractère « nouveau » des réformes promues par le Conseil fondateur de la Seconde République, omettant également l'expérience latino-américaine précédente et ses progrès en matière économique et sociale.¹³⁶

Sur ce dernier point, Victor Bulmer-Thomas a noté que les crises vécues dans les années 1920 et 1930 forcèrent à plusieurs États d'Amérique latine à établir des stratégies

¹³⁴ Kirk S. Bowman. « ¿Fue el compromiso y consenso de las élites lo que llevó a la consolidación democrática en Costa Rica ? Evidencia de la década de 1950. » *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N° 41 (enero-junio 2000) : pp. 91-127. Consulté le 23 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/articulo/view/1868> ; Mercedes Muñoz Guillén. « La Asamblea Nacional Constituyente de 1949 : el discurso anticomunista y la inconstitucionalización del Partido Vanguardia Popular. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 9, N°1 (Febrero – Agosto 2008) : 93-111. Consulté el 22 août 2020. URL : DOI [10.15517/DRE.V9I1.6139](https://doi.org/10.15517/DRE.V9I1.6139)

¹³⁵ En ce qui concerne le Parti de libération nationale (PLN), il a été fondé le 12 octobre 1951 sur une base idéologique sociale-démocrate. Son principal dirigeant était *don Pepe*. Eduardo Oconitrillo García. *Cien años de política costarricense, 1902-2002. De Ascención Esquivel a Abel Pacheco*. 1^{re} ed. (San José, Costa Rica : EUNED, 2004) : pp. 138-139.

¹³⁶ Palmer, « Adiós laissez-faire... », p. 102.

d'intervention économique, qui comprenaient les domaines de la politique budgétaire, de la politique monétaire et de la diversification productive par l'agriculture et l'industrie de substitution des importations. Les premiers efforts de nationalisation des biens étrangers et un vaste programme de construction d'infrastructures physiques ont également été mis en œuvre. Cela s'est poursuivi dans une certaine mesure pendant la Seconde Guerre mondiale et, après ce conflit, un tel processus s'est généralisé, cette fois sous les auspices de l'ONU et de la CEPALC, qui ont encouragé le développement économique et les programmes d'intégration régionale.

Bien que les années 1950 aient été globalement une période de prospérité pour l'Amérique latine, celles de 1960 et 1970 ont encadré leur déclin commercial en l'absence d'accès à de meilleures conditions d'échange et de commerce pour leurs produits et d'une réforme juste de leurs systèmes fiscaux, l'importation continue de biens d'équipement, l'endettement interne et extérieur et des systèmes de protection sociale assez limités. Sans oublier les effets néfastes des droits de l'homme et des droits politiques causés par les dictatures militaires qui ont été enracinées sur le continent pendant la période à l'étude.¹³⁷

Le cas du Costa Rica faisait suite à un développement parallèle à celui du reste de la région. Comme je l'ai mentionné plus tôt, l'État costaricain avait élargi ses capacités économiques et sociales, développant un état-providence naissant, avant 1948. Toutefois, pour certains groupes, cela n'a pas suffi. L'un d'eux, le Centre d'Études pour les Problèmes Nationaux (CEPN)¹³⁸, a regroupé certains jeunes intellectuels qui, à eux seuls, ont diffusé leur projet politique fondé sur la diversification productive, le coopérativisme, l'industrie et l'introduction de la technique dans l'administration publique.¹³⁹

¹³⁷ Bulmer-Thomas. *La historia económica...*, pp. 255-365.

¹³⁸ Centro de Estudios para los Problemas Nacionales.

¹³⁹ Le CEPN, comme d'autres intellectuels costaricains comme Mario Sancho et Yolanda Oreamuno, critiquait la vieille politique libérale et soutenait que le Costa Rica avait besoin d'une réédation générationnelle et d'une transformation institutionnelle renouvelée. Bien qu'ils n'aient d'abord pas été considérés comme des ennemis politiques du calderonisme, au cours de 1943 et 1944, leur position a changé à mesure que des alliances politiques avec les communistes ont été établies et que le gouvernement, le Parti républicain national et le PVP ont été accusés d'être responsables de la ruine démocratique du pays. Parmi les intellectuels liés ou influencés par le CEPN se trouvaient Alberto « Beto » Cañas Escalante, Rodrigo Facio Brenes, Carlos Monge Alfaro, Isaac Felipe Azofeifa et Roberto Brenes Mesén. Díaz Arias, « Social Crises... », p. 141-163. Ces idées, au milieu des années 1940, ont été à la base du Parti social-démocrate (ancêtre du PLN) et plusieurs de ses membres les ont mises en œuvre pendant la période du Conseil et de l'Assemblée nationale constituante de 1949. Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 42-45. Sur Yolanda Oreamuno, voir : Iván Molina Jiménez. *Yolanda Oreamuno: del mundo elegante costarricense a la república internacional de las letras (1916-1956)*. (San José, Costa Rica : EUNED, 2020).

Plusieurs de ses membres, en tant que députés à l'Assemblée constituante de 1949, ont dû nager à contre-courant pour que leurs propositions soient acceptées par leurs collègues conservateurs. Beaucoup d'entre eux n'ont pas prospéré. Toutefois, ils ont pu reconnaître à l'article 50 de la nouvelle Magna Carta la responsabilité de l'État pour le bien-être de la population et la répartition équitable des richesses. Pour atteindre cet objectif, une nationalisation bancaire¹⁴⁰ inédite a été mise en œuvre accompagnée de la création d'une banque centrale et, surtout, d'un certain nombre d'institutions autonomes qui, par la science et la technologie, visaient à renouveler l'administration publique et à fournir plusieurs services clés à la société tels que l'électricité ou le logement.¹⁴¹

Dans l'ensemble, entre 1949 et 2004, l'économie costaricaine a connu une croissance soutenue de son PIB, à l'exception de la période comprise entre 1979 et 1983 où elle s'est contractée à la suite de la crise économique. Entre 1950 et 1997, la valeur du PIB a décuplé, tandis qu'entre l'année dernière et 2004, elle a doublé.¹⁴² Ce dynamisme a répondu à la croissance des trois secteurs productifs de l'économie, bien que cela ait été plus important dans l'industrie et les services qui sont devenus les moteurs économiques du pays, remplaçant jusque-là le rôle prédominant de l'agriculture. Également, un autre facteur contribuant à l'augmentation du PIB a été l'investissement public, qui pour la période 1983 et 1984 représentait 35 pour cent du PIB. Cette tendance, quelle que soit la position idéologique des gouvernements en service, est demeurée à la hausse, bien que le PLN ait été caractérisé comme le plus susceptible d'être à l'égard de cette pratique.¹⁴³

¹⁴⁰ La nationalisation bancaire avait également un objectif politique, qui était d'affaiblir les secteurs dominants de l'époque et donc de former de nouveaux groupes de pouvoir émergents au sein de la classe moyenne et surtout, dans le futur secteur industriel que le PLN renforcera dans les années à venir. Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 49-54.

¹⁴¹ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 130-131. Au cours des années 1950, plusieurs institutions autonomes ont été créées ou renforcées : l'Institut costaricain d'électricité (ICE) en 1949, l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU) en 1954, l'Institut autonome du chemin de fer électrique vers le Pacifique dans la même année, l'Institut costaricain du tourisme (ICT) en 1955 et le Conseil national de la production (CNP), qui a pris ce rang en 1956. Dans les années 1960, ils se sont joints au Service national de l'aqueduc et des égouts (SNAA) en 1961, l'Institut des terres et de la colonisation (ITCO) en 1962, le Bureau de la planification nationale (OFIPLAN) en 1963, le Conseil d'administration portuaire et de développement économique du versant atlantique (JAPDEVA) en 1965, l'Institut national d'apprentissage (INA) et l'Institut conjoint d'aide sociale (IMAS) en 1971, la Caisse de développement social et d'allocations familiales (FODESAF) en 1974, entre autres. Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 74-77, 106-111, 135,163; León, et. al. *Historia económica...*, pp. 282-283.

¹⁴² D'après l'économiste costaricain Luis Paulino Vargas, malgré ses déficiences structurelles, cette croissance économique s'est traduite par des politiques socio-économiques véritablement inclusives, suivant des bases et des « aspirations minimales à la justice et à l'équité ». Luis Paulino Vargas Salas. *Costa Rica, 1985-1997 : liberalización y ajuste estructural o la autodestrucción del neoliberalismo*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUNED, 2002), p. 132. La période de croissance est due à l'évolution de l'année de base pour calculer le PIB, selon León, et. al. *Historia económica...*, pp. 128-129.

¹⁴³ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 132, 193-194.

Le secteur industriel a été l'un des plus bénéfiques au cours de la période grâce à plusieurs avantages fournis par l'État, notamment l'accès préférentiel au crédit, la mise en place de mesures protectionnistes, des exonérations fiscales pour l'importation de matières premières et de biens d'équipement, l'accès à des sources d'énergie bon marché et la promotion de l'investissement étranger direct. Bien sûr, l'entrée du Costa Rica sur le Marché commun centraméricain (MCCA) en 1963 a élargi l'échange de produits industriels costaricains avec les pays voisins. Avec la création de la Société de développement¹⁴⁴ (CODESA), un nouvel épisode d'industrialisation a été ouvert alors que le même État commençait à participer à l'économie avec ses propres entreprises dans des domaines tels que la raffinerie de pétrole, le transport, l'extraction de l'aluminium, la production d'engrais, entre autres. Cette orientation est restée jusqu'à la crise des années 1980, lorsque le CODESA a été démantelé dans le cadre des programmes d'ajustement structurel lancés au cours de cette décennie.¹⁴⁵

En plus du développement industriel, le gouvernement a stimulé diverses transformations dans l'administration publique. L'une d'entre elles était la création des institutions autonomes, déjà mentionnées.¹⁴⁶ Deuxièmement, l'ALPRO a conduit à la création du Bureau national de la planification (OFIPLAN) en 1963, qui avait pour fonction d'élaborer des plans nationaux de développement qui guideraient le travail et la politique économique du gouvernement. En 1974, et dans le but de lui fournir de plus grands instruments, l'OFIPLAN était chargé d'assurer l'audit des budgets des institutions autonomes qui a conduit à une confrontation ouverte avec eux. Dans d'autres travaux, il a également proposé la division du pays en six régions socio-économiques qui sont encore une référence pour l'élaboration des politiques publiques et ont contribué à établir une série de sous-secrétaires à la planification dans les ministères, qui développeraient les statistiques et les études de base nécessaires à leur mise en œuvre.¹⁴⁷

Cependant, la planification nationale a été victime de plusieurs réformes qui ont nui à son efficacité. Au cours de la décennie 1968-1978, les institutions autonomes perdaient leur indépendance au nom du gouvernement central, qui a obtenu le pouvoir de nommer la plupart de ses conseils d'administration (suivant le modèle 4:3) et de ses

¹⁴⁴ Corporación para el Desarrollo.

¹⁴⁵ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 173-176, 189 ; 221-226.

¹⁴⁶ Il faut souligner que pour le PLN, ils étaient un mécanisme pour assurer une part du pouvoir pendant les gouvernements de leurs adversaires politiques. Rovira Mas, *Estado y política...*, p. 135.

¹⁴⁷ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 211, 214-215.

présidents exécutifs, ce qui a conduit à sa politisation.¹⁴⁸ Dans le contexte de la crise économique de 1980, même si l'OFIPLAN a été transformé en ministère de la Planification et de la politique économique (MIDEPLAN) en 1982, il a perdu toute son autorité au nom du portefeuille du Trésor et de la Banque centrale qui a repris la gérance de la politique économique.¹⁴⁹

Avec l'augmentation des investissements publics, le domaine de la couverture des services essentiels pour la population tels que la santé, l'électricité et l'éducation a augmenté; bien sûr, cela n'a pas été possible sans recourir à des emprunts extérieurs et internes qui, bien qu'avant la crise favorisaient la croissance de ces infrastructures.¹⁵⁰ Depuis lors, les politiques de restriction des dépenses (et donc la baisse de la capacité des consommateurs) ont été la pierre angulaire des programmes d'ajustement structurel. Ce processus, mené entre 1982 et 1990, a impliqué l'intervention de diverses agences telles que l'USAID, le FMI, la Banque mondiale, la banque privée et le « Club de Paris »¹⁵¹, qui ont négocié une série de réformes de l'État en échange de financements extérieurs nécessaires à la relance de l'économie. Même si cette contribution a eu un impact positif à court terme, elle a creusé à moyen et long terme les inégalités sociales, en raison de la persistance d'un système fiscal dépassé, de l'endettement élevé et de l'inflexibilité du budget de la République.¹⁵²

La réforme de l'État a été influencée par les changements dans le paradigme économique de la fin des années 1970. Les économistes dits « néolibéraux »¹⁵³ ont

¹⁴⁸ Sous la période présidentielle de Mario Echandi (1958-1962), les institutions autonomes ont été sévèrement critiquées en raison de leur soi-disant « pouvoir sans restriction ». Pour résoudre cette distorsion, le gouvernement considéra qu'ils devraient être transformés en organes subordonnés au Pouvoir exécutif de façon que certains groupes opposants et enracinés dans les Conseils administratifs puissent perdre leur pouvoir. Fait intéressant, c'est dans le gouvernement de José Figueres (1970-1974) que ces réformes ont eu lieu, contredisant la politique sociale-démocrate du début des années 1950. Rovira Mas, *Estado y política...*, p. 136.

¹⁴⁹ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 214, 220.

¹⁵⁰ Vargas Salas. *Costa Rica, 1985-1997...*, p. 87.

¹⁵¹ Entité qui regroupait les pays avec lesquels le Costa Rica a contracté des dettes extérieures.

¹⁵² León, et. al. *Historia económica...*, pp. 258-261, 287, 303, 309-312.

¹⁵³ Dans des travaux récents, David Diaz a noté que le néolibéralisme avait sa place dans la politique costaricaine depuis les années 1950. Des organisations telles que l'Association nationale de développement économique (ANFE) fondée en 1958, des économistes comme Alberto Di Mare Fuscaldó, Miguel Angel Rodríguez Echeverría (ancien président du Costa Rica entre 1998 et 2002), des journalistes comme Cecilia Valverde et des partis politiques tels que l'Unificación Nacional y Unidad, ont promu des politiques de libre marché et se sont prononcés contre la « bureaucratie excessive », le « gaspillage » et la « corruption » créés par le PLN. Lors de la course électorale de 1978, le candidat du Parti Unidad, Rodrigo Carazo Odio, a eu recours à critiquer le degré d'interventionnisme de l'État, y voyant un frein au développement ; en revanche, il favorisait les bons services de l'entreprise privée qui étaient synonymes d'« efficacité ». Bien que Diaz n'ait pas proposé une définition du néolibéralisme en soi, il a soutenu que ce concept illustre la colère de certains groupes politiques et universitaires sur la continuité et le projet social-démocrate du PLN. David

énergiquement poussé les politiques conservatrices conçues dans le Consensus de Washington, qui visaient à réduire le rôle intermédiaire de l'État dans l'économie, renforçant ainsi les secteurs productifs liés aux exportations.¹⁵⁴ La politique de crédit et les incitations fiscales ont été affectées à ces activités, bien que dans la pratique le secteur tertiaire, spécialement le tourisme, ait été le plus favorisé. D'autre part, divers mécanismes ont renforcé le modèle tels que l'Initiative du bassin de Caraïbe (qui a commencé à être mise en œuvre depuis 1983), l'adhésion du Costa Rica à OMC et la signature d'accords de libre-échange, en particulier celui de l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis (DR-CAFTA) qui a été approuvé par référendum en 2007.¹⁵⁵ Cela s'est accompagné d'une série de lois qui ont éliminé les anciens protectionnismes et ouvert la voie à une économie plus ouverte¹⁵⁶, mais qui ont repoussé le Costa Rica dans les indicateurs sociaux qu'il avait obtenus au cours des décennies précédentes.¹⁵⁷

L'État providence, les secteurs populaires et les mouvements sociaux.

Même avec les problèmes structurels décrits ci-dessus, l'État costaricain a assuré une mobilité sociale minimale pour la société qui a abouti à des niveaux plus élevés de bien-être. Cela était le résultat d'investissements substantiels de l'État dans les domaines

Diaz Arias. *Historia del neoliberalismo en Costa Rica : la aparición en la contienda electoral 1977-1978*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Vicerrectoría de Investigación: Centro de Investigaciones Históricas de América Central, 2019). En ce qui concerne la politique économique, Rovira avait déjà donné des indications précoces de ces stratégies. Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 166-176.

¹⁵⁴ Luis Paulino Vargas a averti que cette stratégie était fondée, dans ce que Hinkelammert appelait le « chantage de l'alternative unique ». Cette option, qui révèle la nature autoritaire de la thèse néolibérale, est basée sur l'idée du changement libre comme source de prospérité infinie, oubliant d'autres facteurs impliqués dans le bien-être (social et culturel). Pour qu'une telle prospérité atteigne son plus haut degré, l'État doit être réduit au minimum afin de ne pas fausser les forces du marché. Ces distorsions sont causées par des groupes d'intérêts qui « prennent l'institutionnalisation pour voies de fait » et qui sont en pratique des fonctionnaires et des syndicats. De cette façon, le programme d'ajustement structurel est légitimé comme le seul moyen plausible pour l'État de sortir de sa capacité inopérante et de permettre maintenant le développement économique attendu. Vargas Salas. *Costa Rica, 1985-1997...*, p. 39, 63-70.

¹⁵⁵ Pour approfondir sur ce processus politique et social, voir : Mercedes Álvarez Rudín. « Movimientos sociales y participación política : el movimiento contra el TLC en la campaña el referéndum 2007 en Costa Rica. » *Anuario de Estudios Centroamericanos* [en ligne], N° 37 (2011) : pp. 201-230. Consulté le 25 août 2020. URL : <https://www.jstor.org/stable/41306439> ; Ciska Raventós Vorst. *Mi corazón dice No : el movimiento de oposición al TLC en Costa Rica*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUOCR, 2018).

¹⁵⁶ Toutefois, cette « ouverture économique » s'est de nouveau fondée sur une nouvelle stratégie protectionniste : l'exonération fiscale des activités économiques destinées au marché extérieur. Parce qu'ils ne paient pas d'impôts, leur croissance ne se reflète pas dans les finances publiques qui, couplées à d'autres facteurs, obligent l'État à recourir à des emprunts intérieurs et extérieurs pour s'acquitter de ses obligations. De cette façon, un cricle vicieux est créé qui ne peut être rompu qu'avec une réforme fiscale progressive. Vargas Salas, *Costa Rica, 1985-1997...*, pp. 118, 124.

¹⁵⁷ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 283, 308-310.

de l'éducation, de la santé, de la culture et des services essentiels (eau, électricité, logement, etc.), mais en plus d'une importante participation citoyenne qui a contribué à exiger, critiquer ou légitimer les institutions qui ont formé l'État-providence costaricain. Pour des raisons d'extension, je ne m'arrêterai pas ici pour analyser la croissance de chacun de ces indicateurs, dont certains seront mentionnés dans des chapitres ultérieurs. Toutefois, je vais me référer ci-dessous à certaines tendances générales qui nous permettent de contextualiser les changements dans le niveau de vie des Costaricains au cours de la période d'étude.

Tout d'abord, je voudrais souligner que l'institutionnalisation de l'État providence costaricain a dépend non seulement de l'activité des secteurs politiques et du modèle économique, mais aussi d'une large participation citoyenne. Les formes traditionnelles d'organisation sociale, telles que les syndicats, ont été rejointes par d'autres où l'organisation collective des citoyens, tels que les coopératives, les Associations de solidarité et les conseils progressistes¹⁵⁸, a été canalisée.¹⁵⁹ Entre 1963 et 2000, le coopérativisme a considérablement augmenté, de 67 coopératives la première année à environ 318 la dernière, soit environ 445652 membres. La plupart de ces coopératives étaient situées dans la province de San José et sur les 318 signalées en 2000, 13 correspondaient à la question du logement.¹⁶⁰

Les associations de solidarité ont été fondées par l'avocat et économiste Alberto Martén Chavarría, sur la base du « solidarisme » de Léon Bourgeois.¹⁶¹ Le modèle proposé par Martén consistait en la mise en place de plans d'épargne pour les travailleurs au sein des entreprises ou des institutions publiques de telle sorte qu'il s'agissait d'une alternative au syndicalisme, considéré comme une niche communiste. À la fin des années 1950, 27 associations de ce genre avaient déjà été créées et trente ans plus tard, le mouvement s'était consolidé dans les régions en dehors de la Vallée centrale. Actuellement, le plus grand nombre d'associations de solidarité sont concentrées dans

¹⁵⁸ Juntas Progresistas.

¹⁵⁹ León, et. al. *Historia económica...*, pp. 178-180.

¹⁶⁰ Juan A. Huaylupo. *Las cooperativas en Costa Rica*. (San José, Costa Rica : Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Costa Rica – Red Universitaria de las América en estudios cooperativos y asociativos, 2003), pp. 54-56. Consulté le 26 août 2020. URL : <https://base.socioeco.org/docs/unpan033284.pdf>

¹⁶¹ Mièvre, « Le solidarisme de Léon Bourgeois ; Marie-Claude Blais. « Aux origines de la solidarité publique, l'œuvre de Léon Bourgeois. » *Revue française des affaires sociales*, 2014/1. Consulté le 16 septembre 2020. URL: <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2014-1-page-12.htm>

l'entreprise privée, ce qui dénote leur nature démobilisant de la main-d'œuvre dans ce secteur productif.

Les conseils progressistes sont des groupes locaux qui jouissaient de l'indépendance organisationnelle et, bien que certains de leurs membres se déclaraient publiquement communistes, existait une pluralité idéologique au sein de leur composition. Sa contribution a été mise en évidence dans la construction de travaux essentiels pour les quartiers, assumant souvent les responsabilités des municipalités. En revanche, en ce qui respecte les grands travaux d'infrastructure, les conseils ont travaillé ensemble pour faire pression sur les municipalités ou pour atteindre leur collaboration afin d'atteindre leurs objectifs. Son indépendance est le résultat de son financement interne, qui a été maintenu par l'aide logistique et monétaire des voisins. Toutefois, cela a été modifié avec la création de la Direction nationale du développement communautaire (DINADECO) en 1967, qui a promu le modèle des Associations de développement pour déplacer les conseils de leur travail local et ainsi nuire à leur pouvoir de convocation, qu'ils ont atteint en partie.¹⁶²

Entre 1950 et 2000, un nombre important de mobilisations citoyennes ont été créés au sein des collectivités et ont servi de plate-forme à des conseils d'administration. Sur ce point, l'historienne Patricia Alvarenga souligne que l'État providence costaricain, loin d'être considéré comme le résultat d'un processus dans lequel la citoyenneté est restée passive, a plutôt été mobilisé pour ou contre la nationalisation de certains services stratégiques, tels que l'électricité, l'eau et le transport payant de personnes.¹⁶³ Dans cette « tradition de protestation sociale », d'autres acteurs sociaux ont eu une participation importante dans la période. Organisés contre la signature de la loi sur les contrats entre l'État costaricain et l'Aluminum Company of America (ALCOA) en 1970, les étudiants se sont consolidés en tant qu'acteur majeur, une tradition qui a également été démontrée

¹⁶² Patricia Alvarenga Venutolo. *De vecinos a ciudadanos: Movimientos comunales y luchas cívicas en la historia contemporánea de Costa Rica*. 1 ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2005), pp. 10-36.

¹⁶³ En ce qui concerne les services électriques, les acteurs sociaux – où les femmes ont joué un rôle de premier plan – ont exigé de l'État la nationalisation de la Electric Bond & Share qui était responsable de la distribution électrique dans la capitale. Fait intéressant, face au service de l'eau, les citoyens se sont opposés à l'administration nationale de la ressource par SNAA établi en 1962, notant qu'il enlèverait à la collectivité (et à la municipalité) le pouvoir de gérer une ressource qu'ils croyaient la leur. Enfin, en ce qui concerne les services de transport, les citoyens ont proposé plusieurs solutions, de leur nationalisation à la promotion des coopératives de quartier ou à la municipalisation, à condition qu'ils baissent les tarifs et améliorent la qualité du service. Alvarenga, *De vecinos a ciudadanos*, pp. 51-166.

lors de manifestations sociales contre la privatisation des services de télécommunications d'ICE en 2000 et lors de la négociation de l'accord DR-CAFTA entre le 2002 et 2005.¹⁶⁴

Dans l'ensemble, tant l'État-providence du Costa Rica que la participation des citoyens ont permis au pays d'améliorer substantiellement ses indicateurs socio-économiques au cours de la période d'étude. Le programme État de la nation (PEN) a souligné, dans son premier rapport, que le pourcentage de ménages pauvres a diminué d'environ 31 % entre 1960 et 1990. L'espérance de vie à la naissance, qui dans les années 1940 était de 46,9 ans, en 1990, avait atteint 75,6 ans. En termes de mortalité infantile, il est passé de 123 enfants en 1940 à seulement 15 pour mille en 1990. Enfin, le pourcentage d'enfants analphabètes dans le pays est passé de 27 % en 1940 à 7 % au début des années 1990. L'indice de développement humain (IDH) du Costa Rica s'élevait à 0,55 dans les années 1960 et, au début des années 1990, il était de 0,85 considéré comme élevé par les normes du PNUD. En 1995, le Costa Rica occupait le 28e rang de l'IDH.¹⁶⁵

Certes, malgré les contraintes structurelles du modèle de développement et de bien-être décrites ci-dessus, les politiques sociales de l'État ont atteint la majorité de la population costaricien qui a réussi, à la fin du XXe siècle, à avoir une qualité de vie même similaire à celle des pays riches.¹⁶⁶ Cependant, le PEN a constaté dans ses rapports des années de 2005 et 2010 un comportement erratique dans les indicateurs du développement humain qui révèlent l'incapacité de l'État à maintenir le niveau de progrès social et que son comportement dépend principalement du facteur « inertiel » de l'investissement social effectué dans les décennies passées. L'IDH montre également ces fluctuations : entre 1995 et 2010, le Costa Rica est passé de la 28e à la 54e place.¹⁶⁷ En outre, au cours

¹⁶⁴ José Manuel Cerdas Albertazzi. "Las luchas contra la empresa ALCOA. Un intento de síntesis interpretativa (1969-1970)". *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N° 75 (Enero-Junio 2017), pp. 77-122. Consulté le 15 septembre 2020. URL : <https://doi.org/10.15359/rh.75.3> ; Randall Chavez Zamora. "Una leyenda heroica. Historia y memoria pública del movimiento estudiantil costarricense, 1970-2020". *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], 21(1) (Enero-junio 2020) : pp. 1-36. Consulté le 15 septembre 2020. URL : DOI [10.15517/DRE.V21I1.37676](https://doi.org/10.15517/DRE.V21I1.37676)

¹⁶⁵ Proyecto Estado de la Nación (PEN). *Estado de la nación en desarrollo humano sostenible*. (San José, Costa Rica : Estado de la Nación, 1995), p. 4. L'Indice de développement humain (IDH), introduit par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1990, est une mesure qui vise à mesurer le bien-être humain en tenant compte de l'espérance de vie à la naissance, des possibilités d'alphabétisation et d'un revenu qui lui permet d'avoir un niveau de vie décent. Cet indice a une échelle de 0 à 1 : plus on est proche de 0, plus un pays a d'inégalités et plus il est proche de 1, c'est l'inverse. PNUD. *Índices e indicadores de desarrollo humano. Actualización estadística de 2018*. (New York : Naciones Unidas, 2018), p. 1.

¹⁶⁶ PEN, *Estado de la nación 1995*, p. 13.

¹⁶⁷ PEN, *Estado de la nación 1995*, p. 2 ; Ibid. *Decimosexto informe Estado de la nación en desarrollo humano sostenible*. (San José, Costa Rica : PEN, 2010), p. 303.

de la même période, le coefficient de Gini est passé de 0,377 à 0,437 à la fin de cette période, ce qui indique une plus grande inégalité sociale à l'intérieur du pays.¹⁶⁸

Cette augmentation des inégalités sociales a eu un autre effet : la méfiance croissante du public à l'égard de la démocratie et du système des partis politiques. C'est ce qui est le plus visible depuis l'élection de 1982, lorsque l'abstentionnisme représentait 21,4 % des listes électorales. Lors des trois élections suivantes (1986, 1990 et 1994), l'abstentionnisme était en moyenne de 18,4 %, mais dès 1998, il est passé à 30 %. Depuis lors et jusqu'en 2010, le comportement de cet indicateur n'a pas baissé par rapport à cette valeur et s'est plutôt tendu vers le haut.¹⁶⁹ Contribue à cette tendance ce que le PEN appelle la « promesse démocratique », un phénomène qui découle de l'augmentation des obligations de l'État par la législation sans lui fournir les ressources nécessaires pour être en mesure de s'y conformer. C'est aussi le résultat du long processus dont une législation importante a besoin pour que le développement du pays soit adopté au Congrès, une dynamique qui s'est accrue au fil des ans.¹⁷⁰

À la fin de la période à l'étude, il est noté que si la capacité de l'État a diminué pour répondre aux besoins et aux défis de la société costaricienne d'aujourd'hui, elle a réussi à maintenir un minimum de garanties qui lui a permis de maintenir la plupart de ses indicateurs de bien-être social à long terme. Toutefois, le manque de concertation entre les secteurs politiques et les secteurs sociaux a évité de modifier les problèmes structurels du pays, ce qui a entraîné une augmentation des inégalités sociales. Tout au long de ce processus, on peut se demander : quelle a été la contribution de l'assistance technique internationale à la construction de l'État providence costaricain ? Combien cette coopération a-t-elle signifié, en termes monétaires, pour le pays ? Comment l'utilisation d'une telle aide a-t-elle été légitimée par rapport à l'opinion publique ? Le but du prochain chapitre sera de répondre à ces questions.

¹⁶⁸ PEN, *Decimosexto informe...*, p. 98.

¹⁶⁹ Ciska Raventós Vorst, et. al. *Respuestas ciudadanas ante el malestar en la política: salida, voz y lealtad*. (San José, Costa Rica : Universidad de Costa Rica y Tribunal Supremo de Elecciones, 2011), p. 64.

¹⁷⁰ PEN. *Decimoséptimo Informe estado de la nación en desarrollo humano sostenible*. (San José, Costa Rica : El Programa, 2011), pp. 238-240.

6. Conclusion du chapitre

À partir du XIXe siècle, l'*internationalisme* a été la base de la coopération entre les pays du monde et a défini l'objectif de diffuser les progrès scientifiques et technologiques encadré dans un effort de normalisation des connaissances. À l'approche du XIXe siècle, la coopération intellectuelle est devenue de plus en plus comprise comme un outil essentiel pour stimuler les échanges économiques et culturels entre les nations. Tant la Société des Nations que les Conférences panaméricaines ont poursuivi leur désir de normaliser les connaissances afin d'améliorer les échanges économiques, de renforcer les communications régionales et les transports terrestres et maritimes, et de promouvoir le bien-être social par le biais de programmes d'hygiène.

Cet internationalisme a partagé la scène avec le travail philanthropique de plusieurs entrepreneurs ou associations civiles qui ont combiné leurs intérêts d'ouvrir de nouveaux marchés à leurs produits ou d'obtenir des matières premières, avec leur désir « d'améliorer » les conditions de vie de la population locale et ont contribué à créer une image de l'expert comme un missionnaire qui proclama le bien-être social. L'*internationalisme* et la philanthropie ont été épuisés dans le contexte de la crise économique des années 1930 et se sont transformés en vecteurs de développement économique fondés sur la responsabilité mutuelle et la solidarité entre les pays riches et les pays pauvres.

Cette « culture de la solidarité mondiale » a été capitale pour la seconde période d'après-guerre. Le rapport Bruce a jeté les bases du futur ECOSOC des Nations Unies ; l'OEA a fondé sa réforme de 1948 sur la base de cette logique ; et les expériences positives de TVA, de l'IAIA et de l'ICA dans le domaine de « l'entraide », ont convaincu le gouvernement des États-Unis d'approfondir son champ d'action et d'influence. Les activités de démonstration et d'entraide ont été intégrées aux méthodes d'assistance technique et ont établi de nouveaux *espaces de liaison* grâce auxquels les savoirs ont circulé. La boisson amère de Wall Street en 1929, la crise subséquente et la Seconde Guerre mondiale étaient essentielles pour que les pays considèrent le développement économique et la coopération technique comme l'un des piliers de la paix mondiale.

Le résultat de cette dynamique a été l'émergence d'une *mondialisation solidaire* en tant que gouvernance mondiale. Sa principale caractéristique était la recherche d'un développement économique et social par l'application de principes universels qui

pourraient être reproduits dans le monde entier, c'est-à-dire, de modèles. Leur caractère universel, il faut le dire, a créé des biais au niveau méthodologique parce que leurs promoteurs ont encouragé des formules qui ont rejeté les savoirs traditionnels des pays membres et révèlent une autre dimension de ces organismes internationaux comme des espaces de confrontation et d'institutions inachevées, si la contribution de Marc Abélès est prise comme point de référence.

Les *portails de la mondialisation solidaire* furent les programmes d'assistance technique de l'ONU, de l'OEA et des agences américaines telles que le Point IV. Le « Servicio » a légitimé « l'entraide » en tant que méthodologie coopérative pour populariser un modèle de développement économique universel, mais adapté aux conditions particulières de chaque région. Les commissions régionales de l'ONU, telles que la CEPALC, ont choisi de proposer des alternatives au « développement économique » qui corrigeraient les distorsions historiques à l'origine des inégalités. La CNUCED et le G-77 ont poursuivi cette lutte, faisant également écho au modèle intégrationniste d'expansion des réseaux commerciaux de leurs membres, afin d'accroître l'influence des pays « sous-développés » et par conséquent, obtenir le muscle nécessaire pour renégocier les termes de l'échange avec les pays « développés ».

À cet égard, les programmes d'assistance technique reflétaient ces stratégies de développement dans leurs discours et concentraient leurs activités sur les secteurs clés de l'économie qui permettraient le « décollage » économique tant désiré. Cependant, leur territoire d'action était fragmenté. Cela était principalement dû à la trajectoire historique des pays d'Amérique latine, qui conditionnaient leur identité économique et leur modèle, vis-à-vis des États-Unis dont le rôle aussi bien comme empire que comme « bon voisin » limitait les avantages que les programmes d'assistance technique avaient pu avoir.

D'autre part, l'État costaricain a fait l'objet d'une série de réformes qui ont contribué à lui donner un profil plus social, dont le moteur économique était basé sur le « développementisme » et la substitution des importations. Bien qu'il y ait eu des contradictions politiques qui remettent en question le degré de démocratisation de la société après la guerre civile de 1948, il existe un consensus général selon lequel l'État providence a réussi à améliorer le niveau de vie de la population en se fondant sur les principes de justice sociale. L'épuisement de ce modèle dû aux crises externes et internes est intervenu dans les années 1980 et a ouvert la porte à un nouveau paradigme institutionnel fondé sur la libéralisation économique, qui subsiste aujourd'hui. Bien que

ce virage ait entraîné le déclin de divers indicateurs de bien-être social, l'État costaricain a réussi à maintenir des niveaux relativement élevés de développement humain. Le rôle de l'assistance technique internationale dans cette dynamique a été peu exploré, de sorte que le prochain chapitre vise à fournir certaines contributions pour son analyse et sa trajectoire historique.

II. LE COSTA RICA DANS UN SYSTÈME DE COEXISTENCE MONDIAL.

Le 16 janvier 1949, devant l'Assemblée nationale constituante, José Figueres Ferrer caractérisa la nouvelle phase politique comme une étape reposant sur quatre piliers : le rétablissement de la morale¹⁷¹ ; l'introduction de la technique dans l'administration publique ; le progrès économique sans communisme ; et la promotion de la solidarité internationale, notamment avec l'hémisphère américain.¹⁷² Pour *don Pepe*, l'établissement de règles équitables, le soutien aux mouvements politiques mondiaux de libération et de décolonisation, l'abonnement à l'ONU et la coopération entre les nations étaient essentiels à la construction d'un « système de coexistence mondiale », dans lequel le Costa Rica devait s'insérer pour sortir de son « sous-développement ». Mais pour cela, le pays avait besoin d'un appareil diplomatique robuste et préparé.¹⁷³

L'ancien président Otilio Ulate Blanco (1949-1953), qui avait reçu de Figueres la bande présidentielle le 10 novembre 1949¹⁷⁴, a déclaré vouloir poursuivre la politique d'intégration avec les organismes internationaux¹⁷⁵ parce que, en coïncidant avec l'esprit

¹⁷¹ Parmi les discours qui ont légitimé la guerre civile de 1948, l'un des plus importants a été celui de la défense du système démocratique. Les divergences apparues dans le décompte des voix et les soupçons de fraude dans l'élection présidentielle et du Congrès, bien qu'ils aient incité à l'insurrection militaire, n'ont pas réussi à expliquer les raisons qui ont conduit à Figueres à recourir à la voie armée. Des recherches ultérieures ont révélé que l'élection à la violence était le seul moyen pour le figuerisme d'arriver au pouvoir, car il ne disposait pas d'une base électorale très forte par rapport au « Partido Republicano Nacional » et au « Partido Vanguardia Popular » (communiste) qui représentaient l'officialité. Iván Molina Jiménez. *Demoperfectocracia: la democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*. 1^a ed. (Heredia, Costa Rica : EUNA, 2005), pp. 365-420 ; Díaz Arias. « Social Crises... » pp. 243-244, 277-278.

¹⁷² José Figueres F. « Mensaje presidencial presentado a la Asamblea Nacional Constituyente de la Segunda República de Costa Rica por el Presidente de la Junta Fundadora de la Segunda República, 16 janvier de 1949, » *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 3. Consulté le 27 de juillet 2020. URL : <https://drive.google.com/file/d/1ArPyufxCEXgOJkR1PEWJX7DXsge8DMZ3/view>. Le Conseil fondateur de la Seconde République a été créé le 8 mai 1948 et a gouverné le pays en tant qu'institution législative et exécutive, pour une période de 18 mois. Elle était composée par José Figueres, Fernando Valverde Vega, Benjamín Odio, Bruce Masís, le prêtre Benjamín Nunez, Gonzalo Facio, Alberto Martén, Francisco J. Orlich, Raul Blanco, Uladislao Gámez, Daniel Oduber et Édgar Cardona. Díaz, « Social Crises... » p. 272.

¹⁷³ José Figueres Ferrer. *El Espíritu del 48*, (San José, Costa Rica. EDEL, s.f.), p. 259. Consulté le 9 août 2020. URL : <https://cldup.com/FRSBD23nff.pdf>

¹⁷⁴ Le Pacte Figueres – Ulate, signé le 1er mai 1948, a permis au Conseil fondateur de gouverner pendant 18 mois. A la fin de la période, le pouvoir devait être retourné à Ulate qui avait été élu président aux élections de cette année-là. Díaz, « Social Crises... », pp. 301-302.

¹⁷⁵ Otilio Ulate Blanco. « Mensaje del Presidente Constitucional de la República de Costa Rica. 10 de noviembre de 1949 », en *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 1.

de son prédécesseur, le Costa Rica avait besoin de la coopération internationale pour développer son système économique. Et, bien que le Costa Rica ait fait partie de la Société des Nations (SdN) et de l'Union panaméricaine (UnP) depuis le début du XXe siècle, les nouveaux organismes internationaux ont demandé au pays de modifier et d'étendre le fonctionnement de sa politique des affaires étrangères afin qu'ils puissent mieux gérer les programmes d'assistance technique.

C'est pourquoi mon objectif, dans ce chapitre, sera d'analyser comment les programmes d'assistance et de coopération technique internationale au Costa Rica ont été institutionnalisés à long terme. Cette analyse consistera, tout d'abord, à déterminer quel a été le changement institutionnel expérimenté par le ministère des Affaires étrangères et du culte (MRREE), le Bureau national de planification (OFIPLAN) et son successeur, le ministère de la Planification et de la politique économique (MIDEPLAN). Ensuite, j'identifierai les domaines prioritaires desservis par les programmes d'assistance technique et les tendances de financement, et, finalement, déterminer quels ont été les discours et définitions officiels produits par les anciens présidents de la République du Costa Rica, les fonctionnaires et diplomates du MRREE et les communistes qui ont contribué à légitimer ces programmes ou à les remettre en question. Par l'analyse de ces facettes, une périodisation de l'assistance technique sera proposée, qui permettra de contextualiser l'utilisation de ce type de programmes dans l'urbanisme costaricain.

Les sources documentaires utilisées dans ce chapitre sont variées. En ce qui concerne l'institutionnalisation de l'assistance technique, les mémoires annuels du MRREE et le Registre des lois et décrets disponibles sur le site web du Bureau du procureur général de la République du Costa Rica ont été utilisés.¹⁷⁶ Pour l'analyse de la trajectoire des programmes d'assistance technique au Costa Rica, j'ai créé la « Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica 1950-1995 » en utilisant, entre autres sources, les rapports de gérance du Conseil d'assistance technique des Nations Unies (1953-1964), des rapports de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (1972-2003), des brochures d'information de l'OEA (1950-1965),

Consulté le 27 juillet 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1-lcd04RW_ivLrNAU9UEYdqp3aDP9oT3b/view.

¹⁷⁶ « Sistema Costarricense de Información Jurídica ». Consulté le 1 septembre 2020. URL: <http://www.pgrweb.go.cr/scij/>

du Point IV (1952-1956) et de l'explorateur de l'aide étrangère de l'USAID.¹⁷⁷ Pour le cas américain, il a été possible d'obtenir des données plus spécifiques pour la période 1952-1956, mais pas pour les autres, dont seules les tendances générales de financement sont disponibles. Pour ces raisons, l'approche du cas de l'ONU sera privilégiée tout au long de ce chapitre et les programmes seront comparés lorsque les sources le permettront.

Pour l'analyse des discours de l'assistance technique, j'ai recouru au « Corpus numérique des messages présidentiels du Costa Rica » de l'Institut de recherches linguistiques de l'Université du Costa Rica, et aussi les discours prononcés par les diplomates costaricains et publiés dans les mémoires annuels du MRREE.¹⁷⁸ En plus, j'ai tenu compte, mais pas de manière exhaustive, des articles publiés par les hebdomadaires *Adelante* et *Libertad*, tous deux d'orientation communiste.

Cette partie est organisée en deux sections. La première sera consacrée à l'examen du processus d'institutionnalisation de l'assistance technique et de son parcours au Costa Rica. La deuxième partie abordera les discours, tant officiels que communistes, sur l'assistance technique et sera finalisée par une analyse des définitions officielles. Enfin, une périodisation de l'assistance et de la coopération technique sera proposée dans les conclusions.¹⁷⁹

1. L'institutionnalisation de l'assistance technique.

a) Le fonctionnement et la structure de la politique étrangère costaricaine.

Parallèlement à la croissance de l'État décrite dans le chapitre précédent, le secrétariat des Affaires étrangères (SRREE) a expérimenté aussi des changements fondamentaux. Instaurée au milieu du XIXe siècle, il avait pour mission de définir les limites du territoire national, d'établir des relations diplomatiques et commerciales avec les puissances économiques, de promouvoir l'image extérieure du pays et, d'une certaine

¹⁷⁷ « Foreign Aid Explorer ». Consulté le 3 janvier 2021. URL: <https://explorer.usaid.gov/cd>. Je remercie Carlos Cascante de m'avoir recommandé cette référence.

¹⁷⁸ « Rendición de cuentas. Memorias de las instituciones públicas. » Consulté le 30 juillet 2020. URL: <http://www.asamblea.go.cr/sd/memoriasgobierno/forms/allitems.aspx>

¹⁷⁹ Il convient de noter que je n'ai pas l'intention de réaliser ici une analyse exhaustive de la trajectoire de ces programmes d'assistance technique au Costa Rica, mais seulement de constituer un cadre de référence qui permettra de contextualiser correctement les programmes destinés à l'urbanisme. Toutefois, étant donné qu'il n'existe pas de bibliographie abondante dans ce domaine des relations internationales au Costa Rica, j'espère que cette petite contribution encouragera de nouveaux chercheurs à approfondir en détail l'historicité de ces programmes et leur participation à la conception de l'institutionnalisation costaricaine.

manière, de s'opposer à tout projet d'intégration régionale émergeant de ses voisins de l'Amérique centrale. D'après le point de vue libéral, la diplomatie costaricaine devait obtenir des marchés plus nombreux pour le café, faciliter l'accès aux crédits internationaux et encourager la migration européenne vers le pays.

L'historien costaricain Carlos Cascante a démontré que les relations internationales dans la politique costaricaine a pris de l'importance entre 1936 et 1947 en raison de la Seconde Guerre mondiale et de l'émergence de l'ONU, ce qui a suscité l'intérêt du gouvernement pour la réforme de la SRREE. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement de Teodoro Picado a promu la loi sur la carrière consulaire qui est entrée en vigueur le 4 janvier 1946 et a constitué un pas important vers la professionnalisation du service extérieur. Cependant, sous le gouvernement du Conseil fondateur de la Seconde République, le nouveau ministère des Affaires étrangères et du culte (MRREE) s'est réorganisé sans tenir compte de ces progrès. Parmi les raisons internes figurait la volonté du nouveau gouvernement de nommer des personnes de confiance aux postes diplomatiques et, fortement liée à celui-ci, la possibilité d'obtenir un soutien financier et électoral. Quant aux raisons extérieures, peut-être la plus importante, a été de consolider l'image extérieure du Costa Rica vis-à-vis des États-Unis et d'obtenir ainsi son soutien politique et financier.¹⁸⁰

En ce sens, la Seconde République a hérité d'un service extérieur branlant. Et bien que la loi organique du MRREE ait été adoptée en 1962 pour combler les lacunes jusqu'alors présentes dans le fonctionnement de ce portefeuille, elle n'a pas empêché la poursuite du clientélisme dans les nominations diplomatiques ou les fonctions non coordonnées, où la confiance ou la loyauté envers un parti politique ou le président, était plus importante que la qualité professionnelle ou l'expérience des fonctionnaires et des diplomates. Toutefois, le service extérieur a fait plusieurs pas importants vers sa professionnalisation et son fonctionnement tout au long de la période étudiée.¹⁸¹

Entre 1948 et 1970, le nombre de fonctionnaires rémunérés au MRREE est passé de 29 la première année à 78 la dernière ; quant aux missions diplomatiques avec des

¹⁸⁰ Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, pp.49-50, 60-63; Jorge Sáenz Carbonell. « Creación de la carrera Consular (1946). » *Relaciones Internacionales* (Heredia) 56.2 (1997): pp. 149-154.

¹⁸¹ Dans la Constitution politique de 1949 et la réglementation inférieure restent des ambiguïtés quant au directeur de la politique étrangère, qui conserve un caractère fragmentaire. Carlos Cascante, Marco Méndez, Sergio Moya y Karen Chacón. *Costa Rica y su política exterior. (2013)*. (Heredia, Costa Rica: Escuela de Relaciones Internacionales Universidad Nacional, 2015), p. 59 ; Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, pp. 74-78.

fonctionnaires rémunérés, celles-ci sont passées de 21 à 38. C'est sous les gouvernements libérateurs que ce nombre a eu tendance à augmenter pour plusieurs raisons, dont les engagements pris par Figueres, le renforcement des relations avec les États-Unis, les pays d'Amérique latine et la participation du Costa Rica aux organismes internationaux. Tout cela s'est appuyé sur une idéologie fondée sur la solidarité internationale, l'anti-impérialisme et « l'interaméricanisme ». Cette maturité relative a favorisé pour que le Costa Rica puisse avoir encore plus d'impact sur la réalité internationale.¹⁸²

Entre 1970 et 1978, le Costa Rica est passé d'avoir des relations diplomatiques avec 45 pays à 180, ce qui a répondu à trois lignes prioritaires : l'ONU, les pays asiatiques et le bloc socialiste. Avec ce nord, le Costa Rica ouvra davantage de missions diplomatiques et de bureaux consulaires : d'avoir eu 30 en 1966, ils sont passés à 76 en 1990. Pendant cette période, 1979 et 1980 furent les années où le pays a eu le plus de représentations diplomatiques (78 et 80 respectivement), tombant à 69 en 1981 et à 48 un an plus tard, produit de la crise économique. Quant aux fonctionnaires rémunérés, ceux-ci ont augmenté de 172 entre 1970 et 1990. Cela étant, la prétendue « maturité » du ministère contrastait avec l'instabilité des missions diplomatiques parce que, comme l'a souligné Cascante, seuls trois ans à savoir, 1974, 1976 et 1990 le nombre d'ambassades de l'année précédente est resté.¹⁸³

Au début des années 1970, le ministère comptait 39 fonctionnaires administratifs et 6 unités. En 1990, le nombre de places est passé à 139 répartis dans 23 dépendances. Malgré cette croissance, une partie de ces nominations était le résultat du clientélisme politique et a suscité des critiques dans l'opinion publique, notamment pendant la crise économique des années 1980. La création de l'Institut du service extérieur Manuel María de Peralta en 1988 fut motivée, parmi d'autres raisons, pour éliminer le clientélisme, mais celui-ci persiste et est responsable, entre autres, de l'immaturité de la politique étrangère costaricaine.¹⁸⁴

Les instances qui ont eu la responsabilité de gérer les programmes s'assistance et coopération technique ont reflété à la fois les progrès et les reculs de la politique étrangère costaricaine au cours de la période étudiée. Afin d'approfondir le processus d'institutionnalisation, la réglementation relative à l'assistance technique sera d'abord

¹⁸² Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, pp. 67-69.

¹⁸³ Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, pp. 86, 89-96, 101-103.

¹⁸⁴ Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, pp. 99, 111, 113, 127-129.

révisée afin d'identifier les principaux changements dans la gérance de ces programmes, ce qui sera complété, dans une autre section, par les principales tendances en matière de domaines prioritaires et de financement pour terminer par une analyse de leurs principaux discours et définitions officielles.

b) La loi et les normes de l'assistance technique.¹⁸⁵

Le paysage international dont lequel le Costa Rica a participé après la Seconde Guerre mondiale lui a demandé de réaliser une série de changements institutionnels pour renforcer ses liens non seulement avec les pays du monde, mais aussi avec les organismes qui ont été les bannières de la *mondialisation solidaire*. La période précédant 1950 a été caractérisée, selon les données disponibles, par son informalité et son improvisation parce que, sauf pour certains aspects tels que les traités diplomatiques, les liens avec la SdN et UnP étaient relativement limités. La participation aux événements internationaux manquait d'instruments formels de suivi¹⁸⁶, il n'existait pas de procédure claire pour demander l'assistance technique¹⁸⁷ et la réglementation sur les bourses était peu ou très générale.¹⁸⁸

Cela a commencé à varier dans les années 1950 avec la création du Conseil national de coordination de l'assistance technique et, bien qu'il puisse être considéré comme le premier signe d'institutionnalisation¹⁸⁹, il n'a pas signifié une rupture

¹⁸⁵ Le Tableau A.1 inclut dans les Annexes contient toutes les lois et les normes qui ont été identifiées pour la période entre 1950 et le 2010.

¹⁸⁶ SRREE. *Memoria de Relaciones Exteriores, Justicia, Gracia, Culto y Beneficencia presentada al Congreso Constitucional por J.R. Argüello de Vars Secretario de Estado en el despacho de esas carteras*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1926), p. VI; SRREE. *Memoria correspondiente al año 1930 presentada al Congreso Constitucional por el Lic. Octavio Beeche Secretario de Estado en los despachos de Relaciones Exteriores, Gracia, Justicia y Culto*. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1931), p. VI; SRREE. *Memoria de la Secretaría de Relaciones Exteriores, Gracia, Justicia y Culto presentada al Congreso Constitucional por el Licenciado Manuel F. Jiménez Secretario de Estado en el despacho de esas carteras*. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1937), pp. VII-VIII.

¹⁸⁷ Steven Palmer. « Salud imperial y educación popular. La Fundación Rockefeller desde una perspectiva centroamericana (1914-1921). » *Educando a Costa Rica. Alfabetización popular, formación docente y género (1880-1950)*. Iván Molina y Steven Palmer (eds.). (San José, Costa Rica: EUNED, 2003), pp. 212-213; Malavassi, « El encuentro de la Fundación... », p. 126.

¹⁸⁸ « Ley N° 27, 22 de noviembre de 1945. Obliga a becarios del Estado o de entes extranjeros a prestar servicios ». *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 30 août 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=33814&nValor3=35658¶m2=1&strTipM=TC&lResultado=1&strSim=simp.

¹⁸⁹ Je suis d'accord avec Wilda Quiñones et Walter Ramírez pour considérer la création du Conseil national de coordination de l'assistance technique en 1950 comme le premier pas dans l'institutionnalisation de l'assistance technique. D'autres auteurs ont marqué le début de ce processus en 1962 ou 1963, soit par la

substantielle avec la période précédente puisque ses fonctions se limitaient à rédiger les accords d'assistance technique, laissant le processus de négociation aux ministères, les institutions autonomes et les municipalités. En outre, un facteur qui a maintenu ses fonctions limitées a été le manque de personnel, problème qui a été signalé de façon récurrente.¹⁹⁰

Dans les années 1960, deux changements importants ont contribué à consolider la gérance des programmes d'assistance technique. Le premier a été la création de la direction générale de la politique étrangère en 1962 par le biais de la loi organique du MRREE, qui a reçu le pouvoir de traiter les demandes d'assistance technique du gouvernement, de rendre compte de l'offre de bourses et de tenir un registre des missions, ce qui a mis fin à l'autonomie des entités gouvernementales et des municipalités dans ce domaine.¹⁹¹ Cependant, un an plus tard, ces responsabilités ont été transférées à la section de l'assistance technique du département de la productivité et de l'efficacité administrative de l'OFIPLAN récemment créée, dont la création a été faite pour respecter les engagements pris avec l'ALPRO.¹⁹²

Ces modifications ont été justifiées, entre autres raisons, par la nécessité du gouvernement costaricain d'obtenir toute l'aide technique et financière possible pour mener à bien ses programmes de développement, qui ont connu plusieurs épisodes de crise : d'abord avec la baisse des prix internationaux du café en 1958, puis avec l'éruption du volcan Irazú en 1963 et avec les problèmes fiscaux constants. A ces mesures s'est ajoutée l'ouverture d'un bureau financier à l'ambassade du Costa Rica à Washington D.C.

publication de la loi organique du MRREE soit par la loi de planification nationale de cette dernière année, en coïncidant avec la version officielle du MIDEPLAN. Walter Ramírez Fonseca. « El sistema de coordinación de la cooperación internacional en Costa Rica. » *Revista de Relaciones Internacionales* (Heredia), Vol., 40 (1992): p. 94; Wilda Quiñones Corrales. « Aspectos sociológicos de la asistencia técnica internacional en Costa Rica. » (Tesis de Licenciatura en Sociología, Université du Costa Rica, 1975), p. 12; Jimena Araya Villegas. « Propuesta de mecanismo de seguimiento a los planes de acción para la implementación de la política de cooperación internacional de Costa Rica en el eje prioritario social. » (Tesis de Maestría en Diplomacia, Universidad de Costa Rica – Instituto de Servicio Exterior Manuel María de Peralta, 2019), pp. 45-46; Ministerio de Planificación y Política Económica. *Política de cooperación internacional. Costa Rica 2014-2022*. (San José, Costa Rica: MIDEPLAN, 2014), p. 13.

¹⁹⁰ MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1954-1955*. Volume 1. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1955), p. XII; MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1957-1958*. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1958), p. 51.

¹⁹¹ MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1962-1963*. Volume I. (San José, Costa Rica: Le ministère, 1963), s.n.p.

¹⁹² Quiñones Corrales, « Aspectos sociológicos... », p. 13.

qui pourrait coordonner les demandes de soutien financier faites par l'État et les présenter aux organismes internationaux ayant leur siège dans la capitale étasunienne.¹⁹³

La période 1962-1970 a été caractérisée par la vulnérabilité de l'OFIPLAN et du MRREE aux changements de politique présidentielle. Le transfert des compétences mentionné ci-dessus a perdu du terrain en 1969 par la loi de finances de cette année-là et a essentiellement obéi à la position défavorable de l'ancien président José Joaquín Trejos Fernández (1966-1970) à continuer à renforcer l'OFIPLAN, qui a émergé sous le gouvernement du PLN de Francisco Orlich Bolmarcich (1962-1966). Le MRREE a toutefois bénéficié de ce changement puisqu'il a centralisé les responsabilités de coordination, de formulation, d'évaluation et de traitement des programmes d'assistance technique. En revanche, l'OFIPLAN se concentrait uniquement sur l'élaboration des plans nationaux de développement et sur le conseil au département des affaires économiques et de l'assistance technique du MRREE.¹⁹⁴

À cela s'ajoutent d'autres inconvénients. Le Bureau financier de Washington était le symptôme d'une concurrence déloyale entre les entités costaricaines pour obtenir des crédits internationaux qui, selon le ministre Daniel Oduber Quirós, restait crédibilité et du prestige au pays auprès des institutions financières. L'information disponible a montré aussi une décoordination entre les institutions costaricaines et les organismes internationaux par différents motifs, entre eux, la difficulté de coïncider leurs temps administratifs¹⁹⁵ et la persistance de certains ministères à traiter les demandes d'assistance technique, sans respecter la procédure administrative auprès le MRREE.¹⁹⁶ À cet égard, le ministre Gonzalo Facio Segreda a adressé la plainte suivante à Douglas Oviden, qui était alors le représentant résident du PNUD:

¹⁹³ León, et. al. *Historia económica...*, p. 211-212; Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 93-94, 108; MRREE. *Memoria 1962-1963*, s.n.p.

¹⁹⁴ Quiñones Corrales, « Aspectos sociológicos... », p. 14; ANCR, Fonds du ministère des Affaires étrangères, N° 8542, 24 avril 1969, « Reestructuración del Departamento de Asuntos Económicos y Asistencia Técnica », p. 1; Jorge Guardia. « Informe para la Memoria Anual. » 27 mars 1969. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1968-1969*. (San José, Costa Rica: Le ministère, 1969), s.n.p.

¹⁹⁵ ANCR, Fonds du ministère des Affaires étrangères, signature 8448, 25 mai 1967, Jaime Renart. « Carta del Representante Regional del PNUD al Lic. Alberto Di Mare, Ministro de Planificación. » R/3-1376, s.n.p.

¹⁹⁶ Quelques années plus tard, Gonzalo Facio s'inquiéta pour les changements dans la politique étrangère costaricaine et de la manière dont la coopération technique était gérée. Gonzalo Facio. *La política internacional en el cuarto año de la Administración Oduber. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 1° de mayo de 1978*. Volume 1. (San José, Costa Rica: Le Ministère, 1978), p. 11.

« Hier, nous avons reçu un radiogramme de son bureau indiquant la remise d'une bourse pour un séminaire sur la réforme agraire et la colonisation à un candidat présenté directement par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, dont ce Bureau n'avait pas connaissance. En revanche, les candidats de l'Institut des terres et de la colonisation, dont le traitement a été fait par notre intermédiaire, n'ont pas été pris en compte.

Comme vous le comprendrez, il est très difficile de faire une bonne coordination si les agences spécialisées traitent les demandes présentées par différents canaux. L'une des raisons pour lesquelles l'assistance technique a été centralisée au ministère des Affaires étrangères est que le titulaire du portefeuille est autorisé à conclure les contrats avec l'extérieur et doit logiquement être au courant de leur traitement. »¹⁹⁷

Il est possible que cette situation soit le résultat d'une indépendance mal comprise du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAG), du fait que, pendant 19 ans, le Comité des normes et de l'assistance technique industrielles a appartenu à ce portefeuille et que l'une de ses fonctions a été de traiter devant les organismes internationaux l'assistance technique destinée à l'industrie.¹⁹⁸ Cela peut avoir aidé à légitimer la demande du MAG auprès l'ONU pour obtenir la bourse sans avoir à respecter la procédure devant le Département des affaires économiques et de l'assistance technique.

¹⁹⁷ « Ayer recibimos un radiograma de su Oficina informando la concesión de una beca para un Seminario sobre Reforma Agraria y Colonización a un candidato presentado directamente por el Ministerio de Agricultura y Ganadería, de lo que esta Dependencia no tenía conocimiento. En cambio, no se tomó en cuenta a los candidatos del Instituto de Tierras y Colonización, cuyo trámite sí se hizo a través nuestro. Como usted comprenderá, es muy difícil realizar una buena coordinación, si las Agencias Especializadas tramitan solicitudes presentadas por canales distintos. Una de las razones para que la Asistencia Técnica se haya centralizado en el Ministerio de Relaciones Exteriores es que el titular de la cartera es el autorizado para suscribir los contratos con el exterior y lógicamente debe estar al tanto de su tramitación.» ANCR, Fonds du ministère des Affaires étrangères, signatura 8328, 5 novembre 1971. Gonzalo Facio. « Carta a Douglas Oliden, Representante Regional PNUD », N° 1771-AT, pp.1-2. Traduction libre.

¹⁹⁸ La création de ce comité était une condition préalable à l'établissement d'une nouvelle convention avec le Point IV, comme l'a signalé le président Ulate en 1952. Otilio Ulate Blanco. « Mensaje del señor Presidente de la República don Otilio Ulate presentado al Congreso Constitucional. 1° de mayo de 1952 », p. 15. *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*. Consulté le 27 juillet 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1IZoXCgILBqs2IAoWNLhY3NvdI56A0im/view>; « Decreto N° 6, 21 setiembre de 1951. Creación del Comité de Normas y Asistencia Técnica Industriales ». *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 1 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=60889&nValor3=68965¶m2=1&strTipM=TC&lResultado=5&strSim=simp; « Decreto N° 8, 9 de octubre de 1951, Reglamento del Comité de Normas y Asistencia Técnica Industriales. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 1 septembre 2020. URL : http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=60891&nValor3=0&strTipM=TC. Ce comité a été l'un des organismes de soutien industriel créés dans les années 1950, en collaboration avec la Commission technique tarifaire, créée en 1954, et le Centre de coopération technique industrielle créé en 1956. Cependant, par rapport aux autres pays d'Amérique latine, le nombre de normes adoptées était très faible puisque seulement 51 normes avaient été conçues en 1982 contre 2000 pour la moyenne régionale. Jorge León, Nelson Arroyo y Andrea Montero. *Historia económica de Costa Rica en el siglo XXI*. Tomo III: La industria en Costa Rica en el siglo XX. 1^a ed. (San José, Costa Rica: EUCR, 2018), pp. 180, 220.

Bien que cette période de centralisation naissante n'ait pas éliminé tous les problèmes et les chevauchements des tâches, elle favorisait la délimitation d'une « gérance coresponsable » entre le MRREE et l'OFIPLAN lesquels, avec la création de la direction générale de l'assistance technique en 1973, ont reçu des responsabilités spécifiques: tandis que l'OFIPLAN s'occupa de formuler, canaliser, coordonner et évaluer les programmes d'assistance technique, le MRREE vigila la gérance et le traitement des demandes auprès les organismes internationaux. Aussi, les deux entités négociaient, au nom du gouvernement central, les institutions autonomes et les municipalités, tous les programmes d'assistance technique, malgré les protestations qui existaient face à cette politique.¹⁹⁹

Entre 1978 et 1999, la gérance a eu tendance à se politiser. Le premier pas fut la création du Comité de coordination technique internationale en 1978 qui s'occupé d'évaluer les rapports et demandes des programmes de coopération, en arrachant ces fonctions aux organes techniques. Deux ans plus tard, la création de la Commission nationale des négociations internationales bilatérales en 1980 a pris les fonctions de contrepartie costaricaine au sein des commissions mixtes et a recommandé au pouvoir exécutif d'accepter les traités et conventions. Les réunions étaient convoquées par le président de la République et, pour la première fois, des représentants du secteur privé ont été admis en qualité de consultants.²⁰⁰

Il est possible que la création de ces deux comités ait répondu à la nécessité pour le pouvoir exécutif de coordonner, au plus haut niveau, la négociation de prêts et les programmes d'ajustement structurel avec l'USAID, le FMI et le BIRF-BM, qui, selon lui, ne pouvaient pas incomber aux organes techniques du MRREE et de l'OFIPLAN. D'autre

¹⁹⁹ « Decreto N° 3370, 14 de noviembre de 1973. Creación de la Dirección General de Asistencia Técnica ». *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 1 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=14102&nValor3=15140&strTipM=TC; León, et. al. *Historia económica...*, p. 214; « Ley N° 5525, Ley de Planificación Nacional. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=34439&nValor3=109848&strTipM=TC.

²⁰⁰ «Decreto N° 9287, Creación del Comité de Coordinación de la Cooperación Técnica Internacional, 2 de Agosto de 1978.» *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=22074&nValor3=23417&strTipM=TC ; «Decreto N° 11741, 2 de agosto de 1980, Crea la Comisión de Negociaciones Internacionales Bilaterales.» *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=16329&nValor3=17471&strTipM=TC.

part, il a également pu influencer que, depuis le milieu des années 1975, les montants de coopération technique destinés au Costa Rica ont commencé à diminuer, tendance qui s'approfondissait dans les années 80 (l'exception de quelques années) et 90. L'une des causes de ce comportement était que les organismes internationaux ont considéré le Costa Rica un pays plus développé et, en conséquence, moins digne de l'aide internationale. Comme résultat, le gouvernement reformula sa politique intérieure et extérieure pour l'attirer à nouveau.²⁰¹

Il convient de souligner qu'au cours de cette période de crise, une avancée fondamentale a été atteinte dans la gérance de la coopération technique: la « coopération Sud-Sud » ou coopération technique entre pays en développement (CTPD) a été officiellement introduite dans le cadre normatif costaricain en 1995, avec l'élaboration du premier catalogue d'assistance technique costaricaine et l'envoi de missions d'experts dans des États comme la Palestine, la République dominicaine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay, le Pérou, entre autres.²⁰²

En 1999, le Conseil consultatif de coopération internationale a supprimé les instances décrites ci-dessus, mais il est resté un organe politisé par la présence des ministres du RRREE et du MIDEPLAN.²⁰³ Dix ans plus tard, avec la publication du règlement à l'article 11 de la loi de Planification nationale, il a rétabli la gérance coresponsable par l'intermédiaire du Conseil technique de coopération internationale, qui a rendu au MIDEPLAN et au MRREE ses anciennes fonctions au niveau interne et externe dans le domaine de la coopération internationale.²⁰⁴

²⁰¹ Fernando Naranjo Villalobos. *Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. Memoria Anual 1995-1996. Administración Figueres Olsen.* (San José, Costa Rica: El ministerio, 1996), pp. 155-156.

²⁰² MRREE. *Memoria 1996-1997.* (San José, Costa Rica: El ministerio, 1997), pp. 53-54.

²⁰³ Il faut rappeler que l'OFIPLAN a été transformée en ministère en 1982. Par ailleurs, en 2006, le Domaine de la coopération internationale a été créé au sein de ce ministère, ce qui a ajouté plus de complexité à la gestion de l'assistance technique. Decreto N° 28177, Creación del Consejo Consultivo de Cooperación Internacional." *Sistema Costarricense de Información Jurídica.* Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=54633&nValor3=75573&strTipM=TC; Cascante, Méndez, Moya y Chacón. *Costa Rica y su política exterior*, p. 61.

²⁰⁴ « Decreto N° 35056-PLAN-RE, Reglamento del Artículo 11 de la Ley de Planificación Nacional N° 5525 del 2 de mayo de 1974. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica.* Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=64904&nValor3=79744&strTipM=TC.

La gérance de l'offre de bourses internationales s'est concrétisée avec les processus de centralisation et de décentralisation décrits avant. Les données disponibles montrent que jusqu'en 1954, les institutions autonomes, les municipalités et les ministères ont traité directement les bourses avec les organismes internationaux.²⁰⁵ Toutefois, à partir de cette dernière année, cette fonction a été transférée à la section des organismes internationaux du MRREE, qu'elle a maintenue jusqu'en 1969, date à laquelle elle a été remplacée par la section culturelle du Département des affaires économiques et de l'assistance technique. À moyen terme, les fonctionnaires espéraient que la section culturelle pourrait stimuler la création de centres d'études et de formation, auxquels collaboreraient à la fois des techniciens étrangers et des fonctionnaires nationaux, plan qui reflétait l'importance de l'assistance mutuelle en tant que pilier de l'assistance technique.²⁰⁶ Bien que des progrès aient eu lieu entre 1980 et 1995 dans le processus de sélection des boursiers et dans la diffusion de l'offre de bourses²⁰⁷, celui-ci a également été politisé en raison de la présence du directeur des bourses de la Maison présidentielle et d'un représentant du président de la République²⁰⁸, pratique qui a persisté jusqu'en 2009 lorsque le règlement est entré en vigueur à l'article 11 de la loi de Planification nationale.²⁰⁹

²⁰⁵ « Ley N° 1302. Gobierno regula las becas dadas por organismos internacionales. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 28 août 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=1087&nValor3=1168&strTipM=TC. « Ley N° 1810. Licencias para adiestramiento de servidores públicos. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 28 août 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=31732&nValor3=33474&strTipM=TC. En 1962, par la loi N° 3009 du 18 juillet, les mêmes dispositions ont été étendues aux autres pouvoirs de gouvernement.

²⁰⁶ ANCR, « Reestructuración del Departamento... », pp. 2-3.

²⁰⁷ « Decreto N° 13264-RE, 11 de enero de 1982, Reglamento Candidatos de Becas de Gobiernos y Organismos Internacionales. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=19939&nValor3=69337&strTipM=TC; « Decreto N° 19561, 9 de marzo de 1990, Reglamento de Tareas y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=5840&nValor3=6195&strTipM=TC.

²⁰⁸ « Decreto N° 25487-RE, 5 de agosto de 1996, Reglamento de la Comisión Nacional del Programa de Becas al Exterior. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=61179&nValor3=76775&strTipM=TC.

²⁰⁹ « Decreto N° 35294-RE, 18 de mayo del 2009, Deroga el Decreto Ejecutivo N° 25487 Reglamento de la Comisión Nacional del Programa de Becas al Exterior. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=65625&nValor3=76762&strTipM=TC.

En ce qui concerne la participation à des congrès, des conférences et des activités internationaux, l'organe directeur a toujours été le MRREE, qui, depuis 1953, étudiait, traitait et préparait ces événements en collaboration avec les institutions concernées ou intéressées. En 1962, la direction générale de la politique étrangère a maintenu ces fonctions et s'est vu confier, en outre, le suivi des recommandations et conclusions, l'élaboration d'un ordre du jour et la préparation des créances des délégués nommés par le pouvoir exécutif, fonctions qui ont persisté jusqu'à la fin de la période à l'étude.

L'institutionnalisation de l'assistance technique a été un processus inachevé et instable, qui fut le résultat des enjeux de pouvoir et des improvisations des entités qui avaient la responsabilité de la gérer.²¹⁰ Cela ouvre le débat sur le poids des groupes d'intérêt privés qui se sont insérés dans cette dynamique, tels que les entreprises et/ou les associations, et qui ont commencé à participer plus activement depuis les années 1980²¹¹ et, d'autre part, à la manière dont le caractère inachevé de cette institution a permis de maintenir le clientélisme par exemple dans des secteurs tels que les bourses, ou de garder secrets plusieurs projets d'assistance et de coopération techniques malgré leur impact sur divers secteurs de la société costaricaine et le modèle d'État.²¹²

Pour compléter ce parcours par l'institutionnalisation de l'assistance et de la coopération technique au Costa Rica, il faut jeter un coup d'œil à son comportement pendant la période étudiée. À cette fin, les domaines prioritaires desservis principalement par les programmes d'assistance et de coopération technique, les tendances de financement, la dotation en bourses seront identifiés et la question de la dépendance vis-à-vis de l'assistance technique pour le développement économique sera aussi abordée.

²¹⁰ Marc Abélès. « Pour une anthropologie des institutions. » *L'Homme*, tome 35, n° 135. La formule canonique des mythes. (1995): pp. 65-85.

²¹¹ Le décret N° 78 de 1970 qui régleme le comité des normes reste en vigueur et il y a donc d'autres acteurs impliqués dans le processus de gestion de la coopération technique, tels que les collègues professionnels, qui doivent être préalablement consultés avec la Chambre des industries, les consommateurs et d'autres « organismes techniques officiels et privés », avant de mettre en vigueur une règle. Une telle pratique doit être prise en compte, car la même législation costaricaine et sa dispersion ont ouvert des portes et légitimé des groupes de pression qui se sont opposés aux résultats de programmes d'assistance technique au Costa Rica, y compris celui visant le logement et l'urbanisme. Quiñones Corrales, « Aspectos sociológicos... », pp. 65-66.

²¹² Selon Quiñones, les programmes de coopération technique peuvent faire l'objet de critiques ou de résistances de la part de nombreux groupes sociaux et politiques dès que leurs projets sont rendus publics. Cela peut expliquer pourquoi le gouvernement costaricain a gardé secrète à plusieurs reprises la planification et le lancement de projets financés ou soutenus par la coopération internationale. Cette attitude malheureuse, qui peut également être considérée comme peu démocratique, a également été responsable du fait que plusieurs projets d'aménagement urbain et territorial n'ont pas été approuvés en contradiction souvent avec le mandat de publicité que plusieurs organismes internationaux exigent des gouvernements pour leurs ressources de coopération internationale.

Pour cette analyse, les cas de l'ONU, du Point IV et de l'OEA seront pris en considération, mais l'accent sera mis sur le premier organisme, car il existe une série de données beaucoup plus complète, comme expliqué précédemment. Lorsque les sources le pourront, des comparaisons seront effectuées avec les autres pays d'Amérique centrale afin de déterminer, dans quelle mesure, le Costa Rica s'est différencié ou non de ses voisins dans ces domaines.

c) Les trajectoires de l'assistance technique internationale au Costa Rica.

Les domaines prioritaires.

« L'objectif principal de l'assistance technique est de contribuer à élever le niveau de vie », disait dans une de ses premières pages un diagnostic réalisé par la CEPALC en 1949. Atteindre cet objectif était cependant extrêmement complexe car, comme l'a souligné le même organisme, « dans presque tous les pays d'Amérique latine, on trouve à la fois tous les stades du développement économique et social ». ²¹³ Avec leurs différences, les programmes d'assistance technique du Point IV et de l'OEA partageaient ces objectifs et préoccupations, de sorte que l'offre de projets à cette fin a été faite en fonction des domaines identifiés comme prioritaires par ces agences internationales. ²¹⁴

Cette offre permet de se rapprocher à une notion de sous-développement fondée sur l'absence de certaines capacités, techniques ou connaissances. Il faut rappeler que plusieurs critiques du « développement » comme Rist et Lacoste ²¹⁵ ont souligné que ce modèle impliquait la transformation des modes de vie traditionnels en autres basés sur la production et la consommation de masse, attitude qui se reflète clairement dans le rapport de la CEPALC décrit ci-dessus :

« Toutefois, il convient de souligner que tout effort sérieux pour résoudre ce problème ne peut ignorer l'importance de ces facteurs. Les coutumes et traditions sociales, l'éducation générale et les attitudes culturelles déterminent, dans une large mesure, le désir et la capacité d'un peuple à assimiler et à développer de nouvelles techniques. C'est-à-dire, il ne s'agit pas simplement d'obtenir une aide

²¹³ Bibliothèque numérique des Nations Unies (BNNU), E/CN.12 /84, 5 mai 1949, ECOSOC. « Estudio preliminar de las necesidades de ayuda técnica en América Latina. » p. 3. Consulté le 10 octobre 2020. URL : <https://digitallibrary.un.org/record/807721?ln=es>.

²¹⁴ ICA, *Point Four in Costa Rica*, p. 8; OEA, « Datos y hechos del programa... », p. 1.

²¹⁵ Rist, « Development as a Buzzword », pp. 485-491; Musset, « De Lénin a Lacoste... », p. 96.

extérieure ou de former technicien(sic) et enseignants, mais aussi d'imprégner, dans toutes les campagnes sociales, de nouvelles attitudes psychologiques... »²¹⁶

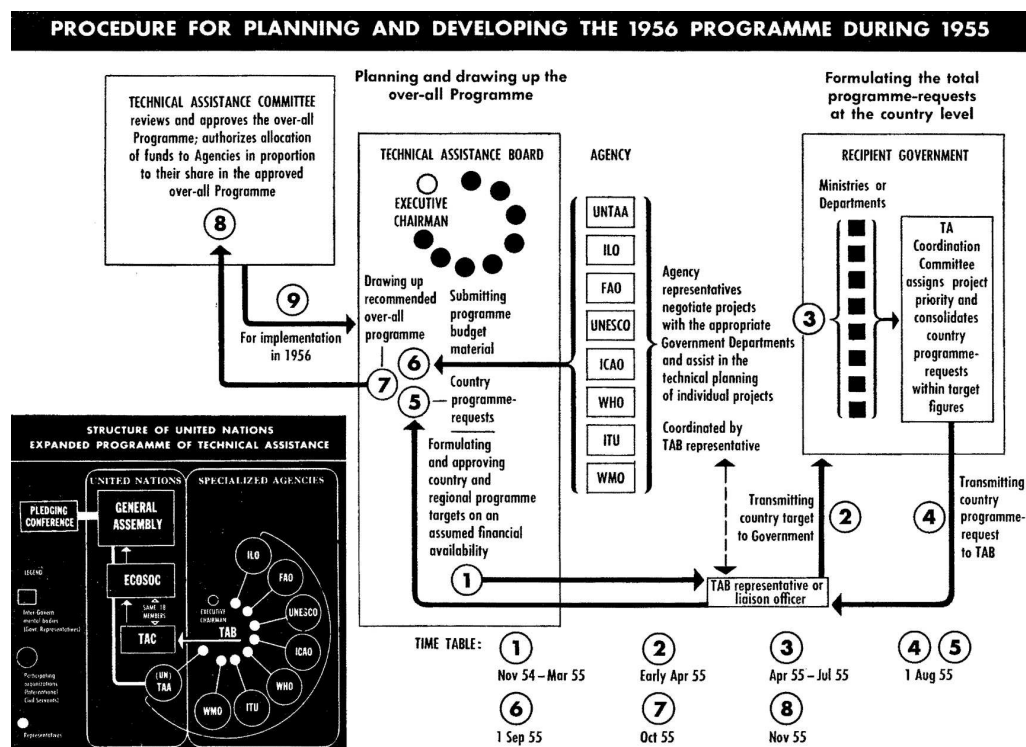
De toute évidence, ces nouvelles attitudes étaient liées à la société de consommation qui était fortement motivée par le *développementisme*. Parallèlement à cette réflexion, la CEPALC a estimé que l'une des premières priorités d'assistance technique pour la région était de « déterminer l'assistance technique dont l'Amérique latine a besoin ». Il est ainsi confirmé que les organismes internationaux ont d'abord maintenu une position « civilisatrice » qui a cohabité avec le discours de solidarité internationale, qui s'est exprimé, entre autres, dans la définition a priori d'une offre d'assistance technique basée sur les domaines sensibles que ces organismes considéraient comme prioritaires pour les pays « sous-développés ». ²¹⁷ Pour l'ONU, les pays devaient alors se conformer à cette offre, au sein de laquelle ils élaboraient leurs demandes en collaboration avec les représentants résidents du Conseil d'assistance technique (CAT) et les agences spécialisées. Ce plan a ensuite été approuvé par le Comité d'assistance technique des Nations Unies qui l'a transmis au CAT pour mise en œuvre (Image II.1).

Dans ce contexte, qui s'est étendu jusqu'à la fin des années 1960, quels secteurs socio-économiques ont été considérés comme prioritaires pour l'Amérique centrale ? Le Graphique II.1 montre que ceux-ci se sont concentrés sur les domaines d'action de l'UNESCO (26,2%), de la FAO (25,9%) et l'OMS (24,5%). Pour l'UNESCO seulement, le Costa Rica a dépassé la moyenne centraméricaine (19,5%) étant le domaine qui plus s'est démarqué pour la période 1952-1964 et qui s'est concentré sur des projets d'amélioration technique de l'éducation. Cependant, le Costa Rica est resté proche des autres pays d'Amérique centrale dans les programmes de l'OMS pour la lutte contre les maladies et les progrès de la santé publique (29,4%) ainsi que dans le perfectionnement des techniques agricoles et des plans nutritionnels de la FAO (24,7%).

²¹⁶ « Sin embargo, está de más subrayar que todo esfuerzo serio para resolver este problema no puede ignorar la trascendencia de estos factores. Las costumbres y tradiciones sociales, la educación general y las actitudes culturales determinan, en grado considerable, el deseo y la habilidad de un pueblo para asimilar y desarrollar nuevas técnicas. En otras palabras, no se trata simplemente de conseguir ayuda exterior o de adiestrar técnico(sic) y maestros, sino también de imbuir(sic), en todas las campas sociales, nuevas actitudes psicológicas... ». BNNU, « Estudio preliminar de las necesidades... », p. 4. Je souligne. Traduction libre.

²¹⁷ Comme j'ai l'expliqué au première partie, les experts d'assistance technique ont souvent été considérés comme des « missionnaires » qui aidaient les secteurs les plus démunis du monde, persistant dans certains d'entre eux des positions « civilisatrices ».

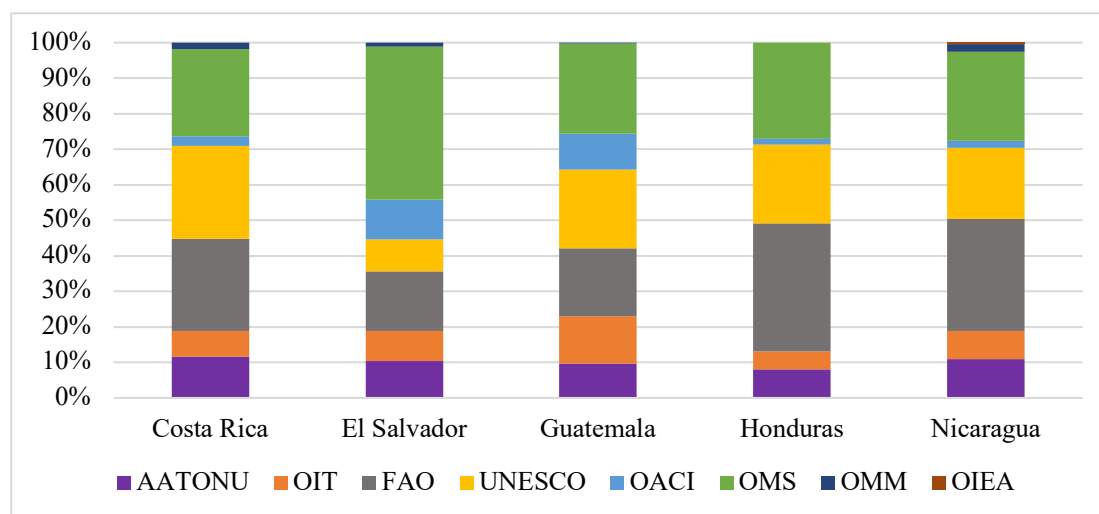
Image II.1. Procédure de planification et de développement du programme d'assistance technique des Nations Unies. 1955.



Source : UN-Technical Assistance Committee. *Annual Report of the Technical Assistance Board*. Official Records : Twentieth Session, Supplement N° 4. (New York, USA : UN-ECOSOC, 1955), p. 42.

Cet accent mis sur les domaines de la santé et de l'agriculture a également été trouvé au Point IV. Bien qu'il n'ait pas été possible, dans ce cas, d'obtenir les dépenses par secteur socio-économique effectuées par ce programme, on dispose de la répartition en pourcentage des bourses attribuées au cours de la période 1952-1956 (Graphique II.2). On peut y constater que les secteurs socio-économiques dominants étaient celui de l'agriculture et des ressources naturelles, ainsi que celui de la santé et de l'hygiène. Tous deux représentaient 26,4 %, suivis de ceux qui s'adressaient au domaine de l'administration publique (17 %). Le programme de coopération technique de l'OEA a également coïncidé avec ces tendances en indiquant que c'est le domaine de l'agriculture et de l'amélioration rurale qui a reçu le plus de boursiers entre 1951 et 1965, avec plus de neuf mille dans toute l'Amérique latine. Le secteur de la santé, contrairement à l'ONU et au Point IV, s'est classé quatrième, après l'économie et les sciences sociales.

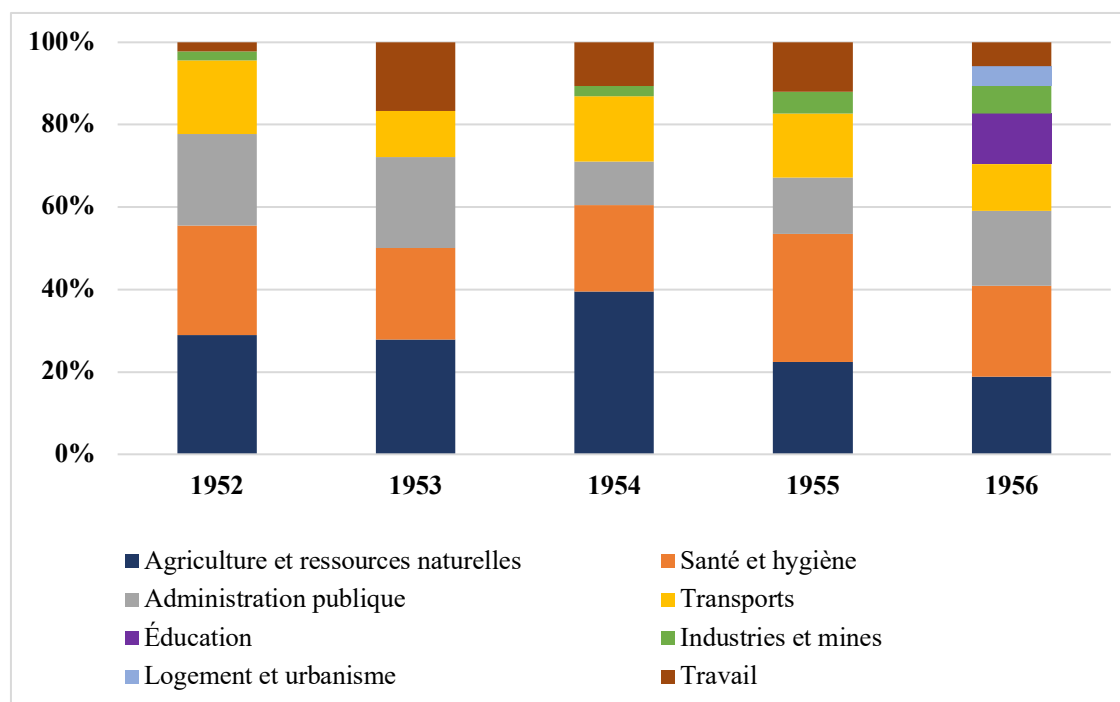
Graphique II.1. Amérique centrale. Répartition en pourcentage des dépenses effectuées par l'EPTA, par agence spécialisée et par pays. (1952-1964).^a



^a Non compris les années 1955, 1959, 1961 et 1962.

Source : Alejandro Bonilla Castro. *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*. (2020).

Graphique II.2. Costa Rica. Répartition en pourcentage des bourses attribuées par le Point IV par secteur socio-économique. (1952-1956).

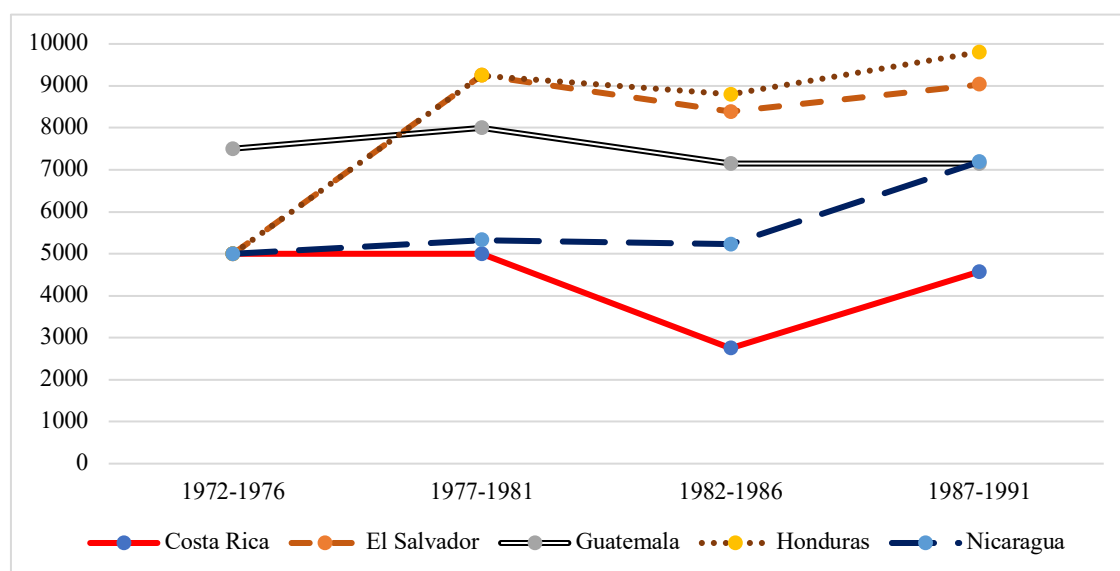


Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

La prédominance du secteur agricole au Costa Rica est due, selon Héctor Pérez Brignoli, au fait que, dans les années 1950 et 1960, la part de ce secteur dans le PIB est restée supérieure à 30%. Cette proportion a été modifiée à partir de 1970 en raison, entre autres, de la consolidation du Marché commun centraméricain (MCCA), qui a provoqué une réduction à 25% pour le Costa Rica. Dans les autres pays de la région, une part plus élevée de 30% du PIB a persisté.²¹⁸

En ce qui concerne la santé, à l'exception du Costa Rica, les autres pays d'Amérique centrale avaient de faibles indicateurs en termes d'espérance de vie, de mortalité infantile, d'accès à l'eau potable et de consommation de protéines. Cela a justifié la présence de l'OMS qui a aidé à mettre en œuvre des projets d'assistance technique visant à renforcer la santé publique, y ayant également inclus un programme de lutte contre le paludisme en 1958 (auquel le Costa Rica était présent) et des programmes de nutrition en collaboration avec la FAO. La présence de l'UNESCO a également été significative pour l'isthme, les taux d'alphabétisation et d'infrastructures scolaires étant très faibles, toujours à l'exception du Costa Rica.²¹⁹

Graphique II.3. Amérique centrale. Chiffres indicatifs de planification du PNUD par pays en milliers de dollars américains courants. 1972-1991.



Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

²¹⁸ Héctor Pérez Brignoli. *El laberinto centroamericano: los hilos de la historia*. 1^a ed. (San José, Costa Rica: Vicerrectoría de Investigación – Centro de Investigaciones Históricas de América Central, 2017), p. 107.

²¹⁹ Edelberto Torres Rivas. *La piel de Centroamérica: una visión epidérmica de setenta y cinco años de su historia*. 1^a ed. (San José, Costa Rica: FLACSO, 2007), p. 78.

Les priorités de la période 1982-1989 ont considérablement varié et une nouvelle procédure a été ajoutée à ce que les pays devaient suivre pour obtenir des ressources de coopération technique. Contrairement à la phase précédente, le PNUD a demandé aux États membres d'identifier, par le biais de leurs plans nationaux de développement, leurs priorités et d'élaborer leurs demandes de coopération technique sur cette phase. Le PNUD analyserait la demande à l'aide des chiffres indicatifs de planification (CIP), indicateur négocié entre l'agence et les pays dans le but de rendre l'allocation des ressources plus souple. Cependant, le CIP a commencé à avoir un effet inverse dans les pays qui étaient moins « sous-développés ». ²²⁰ Le Graphique II.3 démontre comment, pour le Costa Rica, la réduction du CIP à partir de la troisième période (1982-1986) explique les regrets et les efforts de ses dirigeants politiques pour dénoncer cette politique et ses appels à la communauté internationale pour qu'elle augmente la portée de ses programmes de coopération, qui seront analysés plus loin.

Au cours de cette période, la région a connu une série de problèmes tels que la contraction du MCCA, la fuite des capitaux et des « cerveaux », la diminution des investissements, l'augmentation des dépenses militaires au détriment de secteurs socio-économiques clés, l'augmentation des réfugiés politiques et économiques, la détérioration des indicateurs d'emploi et de revenu par habitant, qui a fait reculer la région dans son développement socio-économique. ²²¹ En premier lieu, le cas costaricain représente la plus grande variation en ce qui concerne les destinations de la coopération technique, celle-ci étant davantage concentrée dans les domaines des politiques de planification et de développement général et surtout dans la promotion commerciale, l'aide humanitaire, le logement populaire et la création de politiques culturelles, scientifiques et technologiques (Graphique II.4).

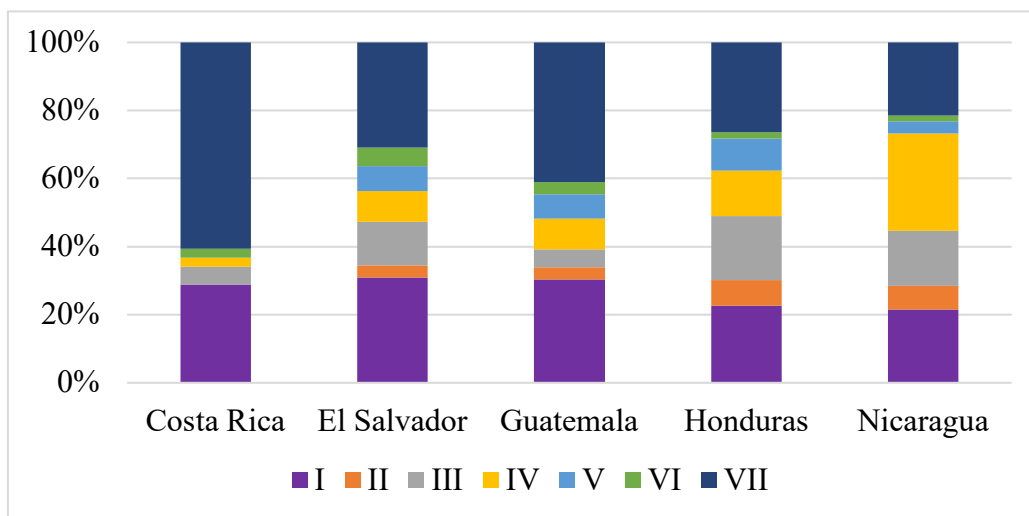
Il convient de noter que le domaine de l'Agriculture, du développement forestier et de la pêche était le troisième en importance pour le Costa Rica, peut-être en raison des politiques de diversification agricole et productive promues à partir de 1982. L'autre

²²⁰ BNUU. Assemblée générale, A/8028 – 1971, « La capacidad del sistema de las Naciones Unidas para el desarrollo » en *Resoluciones aprobadas sobre la base de los informes de la Segunda Comisión*. 25^o sesión, 15 setiembre -17 diciembre 1970. Consulté le 10 octobre 2020. URL : <https://digitallibrary.un.org/record/201873?ln=es>.

²²¹ Archive de documents officiels du Programme de Nations Unies pour le développement (APNUD). Session documents, Thirty-fifth session, N°A/42/949, 26 April 1988 “The situation in Central America : Threats to International Peace and Security and Peace Initiatives. Special Programmes of Economic Assistance. Note by the Secretary-General”, pp. 7-9. Consulté le 2 mars 2019. URL: <http://web.undp.org/excebrd/archives/sessions/gc/35th-1988/A-42-949.pdf>.

extrême régional est représenté par le Honduras et le Nicaragua, où la plupart des dépenses de la coopération technique fut destinée à l'agriculture, avec respectivement 19% et 16% ; de même, la coopération destinée à l'industrie a été tout aussi importante, avec 13,2% et 28,6%, le Nicaragua ayant reçu le plus d'attention. Au niveau régional, la tendance la plus stable a été celle du champ des « Politiques de planification et stratégies pour le développement général », puisqu'elle a localisé les programmes d'ajustement structural (PAE) qu'ils ont appliqués dans ces pays au cours de cette période. Les résultats de cette analyse montrent que les domaines du logement et de l'urbanisme, contrairement à ce que l'on pourrait penser, n'ont pas été trouvés dans les priorités pour l'Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica pour la période 1982-1989. Pourquoi est-ce arrivé ? Pour répondre à cette question, il convient maintenant, avec les données disponibles, d'analyser les tendances de financement de ces programmes en Amérique centrale, ce qui sera fait, notamment dans les cas de l'ONU et du Point IV.

Graphique II.4. Amérique centrale. Répartition en pourcentage des dépenses du PNUD, par domaine socio-économique et par pays. (1982-1989).



- I : Politiques de planification et stratégies pour le développement général.
- II : Ressources naturelles.
- III : Agriculture, développement forestier et pêche.
- IV : Industrie.
- V : Transports et communications.
- VI : Éducation.
- VII : Affaires politiques, commerce international et développement des finances, population, établissements humains, santé, emploi, aide humanitaire, équité et conditions sociales, culture, science et technologie.

Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

L'investissement des programmes d'assistance technique internationale.

En termes réels, le Graphique II.5 montre en dollars constants les investissements destinés à la coopération technique en Amérique centrale pour l'EPTA et le PNUD. En 1975, le Costa Rica a atteint un niveau record en recevant 1 061 000 dollars, tout comme le Guatemala, El Salvador et le Nicaragua avec respectivement 1 880 600 dollars, 2 087 000 et 1 393 000 dollars. Le Honduras a atteint son maximum en 1983, lorsqu'il a reçu 2 086 000 dollars. Le Costa Rica a été le seul pays à connaître une diminution de ses montants d'assistance technique pour le reste de la période, tandis que les autres pays d'Amérique centrale ont connu des tendances à la baisse entre 1975 et 1979, avec des périodes de reprise relative entre 1979 et 1982, pour commencer à baisser de manière significative à l'exception du Honduras. En 1987, 1989 et 1990, les montants destinés au Nicaragua ont été pratiquement nuls, mais ils se sont rétablis de manière significative un an plus tard, fruit de la victoire électorale de Violeta Chamorro. De toute évidence, cette situation contraste avec le comportement croissant des investissements de l'EPTA et du PNUD dans l'assistance technique à l'Amérique centrale, qui a connu une hausse à partir de 1964, comme le montre le Graphique II.6.

Les domaines du logement et de l'urbanisme ont-ils été importants pour le programme d'assistance technique de l'ONU ? À partir des rapports du TAB entre 1955 et 1964, il a été possible de reconstituer une série de données qui ont permis de se rapprocher de son comportement indiqué au Tableau II.1. Ces domaines faisaient partie de la catégorie « Autres services sociaux » qui, au cours de cette période, ne représentait pas plus de 6,3% du budget global de l'EPTA. Dans ce domaine, les domaines de logement et d'urbanisme représentaient entre 0,7% et 1,7% du budget, ce qui confirme effectivement leur caractère relativement marginal dans le cadre du programme d'assistance technique de l'ONU.

Par ailleurs, comment l'investissement du Point IV (USAID) s'est-il comporté ? Par rapport au PNUD, dont le montant d'investissement le plus élevé reçu par le Costa Rica était de 1 061 000 dollars en 1975, l'USAID contribua avec 20 700 000 dollars en 1970, ce qui est son record. Selon le Graphique II.7, le comportement de l'investissement de l'USAID dans l'isthme d'Amérique centrale a été irrégulier entre 1960 et 1978, à l'exception du Salvador, du Honduras et du Costa Rica qui ont commencé à diminuer, bien que ce dernier l'ait fait brusquement à partir de 1970. Un cas très particulier a été

celui du Guatemala, qui s'est échappé sur la trajectoire du reste de ses voisins à partir de 1954. Andrea Renner a démontré que le président Carlos Castillo Armas, afin d'influencer directement la base électorale de la « révolution d'Octobre », a cherché à financer un grand programme d'infrastructure dans lequel le logement avait un rôle central, ce qui a conduit à la création du futur Institut coopératif interaméricain du logement (ICIV) en 1956, aspect qui permet de contextualiser la forte augmentation du financement dans ce pays au cours de ces années.²²²

La crise des années 1980 montre clairement la géopolitique américaine dans l'isthme : alors que les montants de l'assistance technique ont augmenté de façon exponentielle dans le cas du Honduras, El Salvador et dans une moindre proportion au Guatemala et au Costa Rica, les investissements destinés au Nicaragua ont pratiquement chuté à partir de 1982 et se sont poursuivis jusqu'à la défaite du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) aux élections démocratiques de 1990. Dans ce contexte, la diminution de l'investissement de l'USAID au Costa Rica a été momentanément inversée, avec une augmentation de 17 562 300 dollars et 13 266 300 dollars respectivement en 1983 et 1985. (Graphique II.8).

Les pays d'Amérique centrale, à l'exception du Nicaragua qui a atteint un niveau record en 1991 grâce à un investissement de 148 621 700 dollars, ont connu des baisses de montants d'assistance technique. Cela s'explique en partie par la fin du conflit centraméricain et de la guerre froide et peut-être par l'entrée de nouvelles sources d'assistance technique telles que la Communauté européenne et l'Asie. Cependant, bien que le reste de la région conserve un flux d'investissement important de la part de l'USAID, le Costa Rica n'est plus un pays d'intérêt en raison de l'amélioration de ses indicateurs de développement.

²²² Renner, « Housing Diplomacy... », pp. 106-110, 123, 128-129.

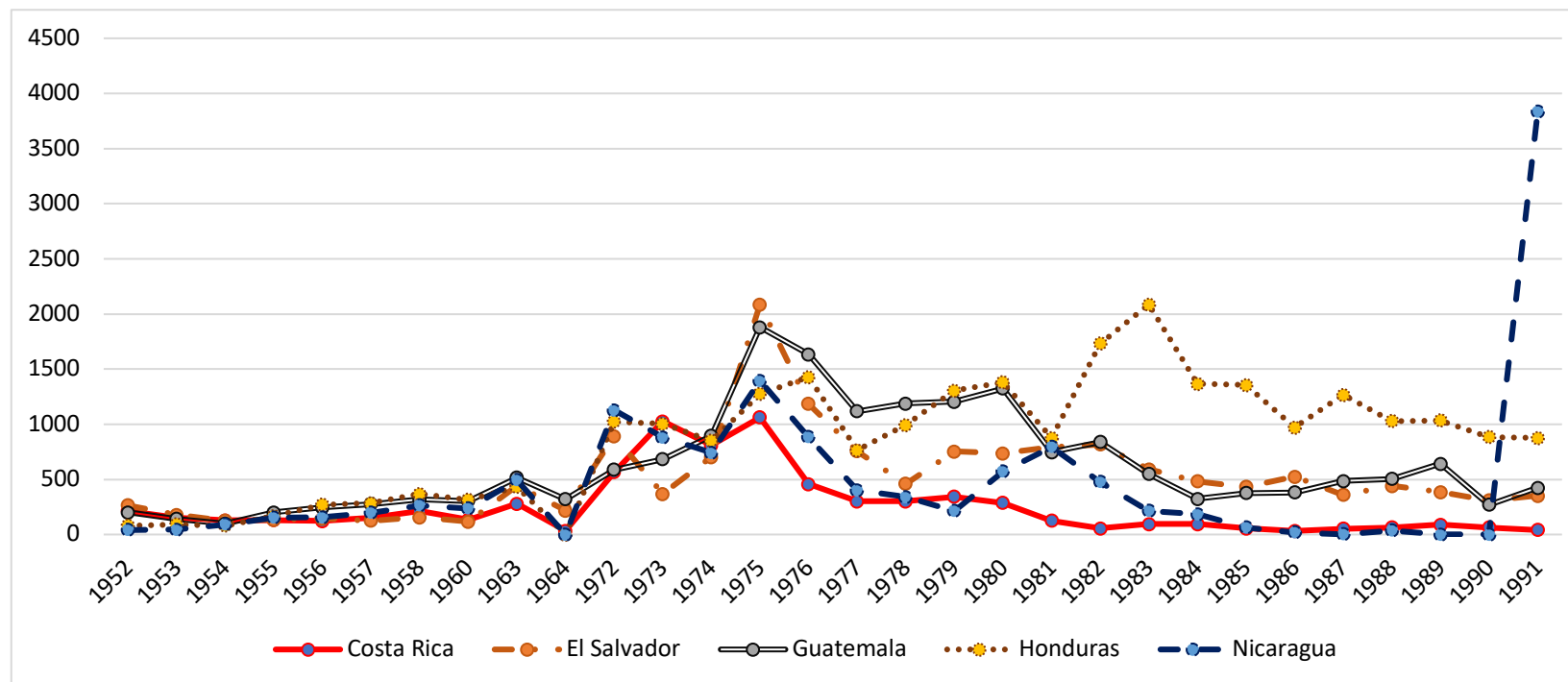
Tableau II.1. Dépenses annuelles de l'EPTA par année et par domaine d'activité, en milliers de dollars américains courants et en pourcentages. 1955-1964.

Champ d'activité	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Assistance aux gouvernements dans leurs plans de développement	2552	12,3	3511	14	3601	14	3985	13,3	3704	12,9	4076	14,6	4243	13,6	6763	15,2	7224	18,3	8229	16
2. Développement des services publics	1625	7,8	1944	7,7	2269	8,8	2450	8,2	2460	8,6	2381	8,5	2441	7,8	3542	8	3169	8	4472	8,7
3. Production industrielle	1846	8,8	2659	10,5	2399	9,3	2359	7,9	2437	8,4	2381	8,6	2018	6,5	2597	5,8	2183	5,5	2924	5,7
4. Production agricole	5349	25,9	6177	24,5	6185	23,9	6843	2,8	6424	22,3	6235	22,4	7082	22,7	9364	21	8336	21,2	9643	18,8
5. Services auxiliaires pour l'industrie et l'agriculture	1691	8,2	2215	8,8	2234	8,7	2481	8,3	2489	8,6	1809	6,5	2284	7,3	3060	6,8	2693	6,9	3781	7,3
6. Services de santé	3530	17	4388	17,3	4368	16,9	5077	17	4697	16,4	4762	17,1	5458	17,5	7058	15,9	6900	17,5	8161	15,9
7. Éducation	1657	8,1	1873	7,4	2031	7,8	3700	12,4	3436	12,2	3484	12,5	4394	14,1	6673	15	4183	10,6	7638	14,8
8. Développement communautaire	1554	7,5	1725	6,8	1791	7	2073	6,9	2045	7	1860	6,7	1837	5,9	2612	5,8	2001	5,1	2130	4,1
9. Autres services sociaux	895	4,4	738	2,9	914	3,6	959	3,2	978	3,6	856	3,1	999	3,2	1731	3,9	2025	5,2	3217	6,3
a) Logement et urbanisme. ^a	218	1,1	166	0,7	207	0,8	311	1,1	362	1,4	352	1,3	399	1,2	539	1,2	495	1,3	858	1,7

^a Comprend les secteurs initialement appelés « Logement et construction » et « Planification de la ville et de la campagne ».

Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995.*

Graphique II.5. Amérique centrale. Dépenses de l'EPTA et du PNUD par pays en milliers de dollars américains constants, 1952-1991. (1970=100).



Notes :

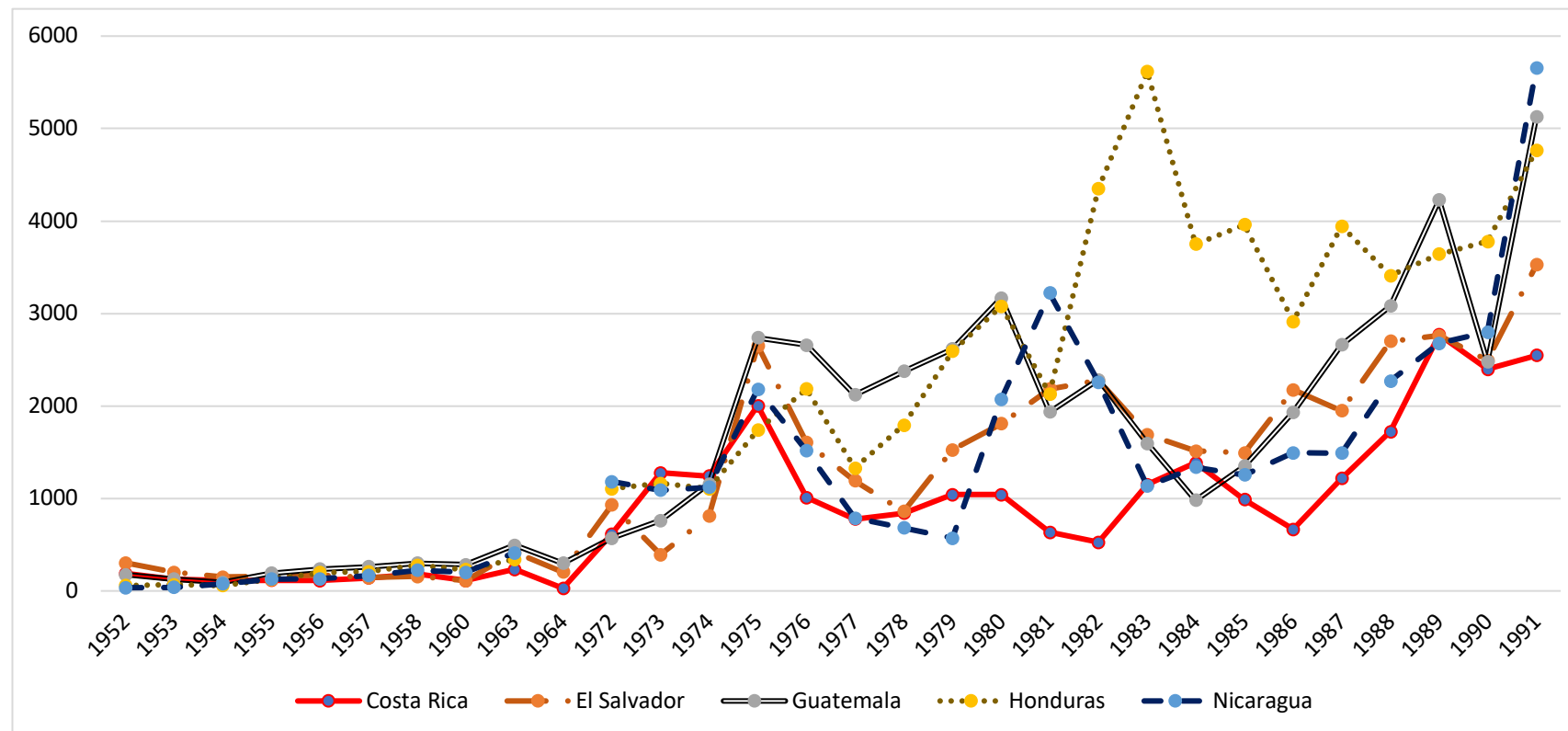
Les chiffres de 1952 à 1964 excluent ceux investis dans des programmes régionaux ou provenant d'autres fonds d'assistance technique gérés par l'EPTA.

Les chiffres postérieurs à 1972 sont basés sur les CIP, les réserves du programme, les services spéciaux pour l'industrie et le Fonds spécial de mesures pour les pays en développement.

Les chiffres nicaraguayens pour les années 1952 à 1960 ont été calculés à partir de l'IPC de cette dernière année.

Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

Graphique II.6. Amérique centrale. Dépenses de l'EPTA et du PNUD par pays en milliers de dollars courants, 1952-1991.



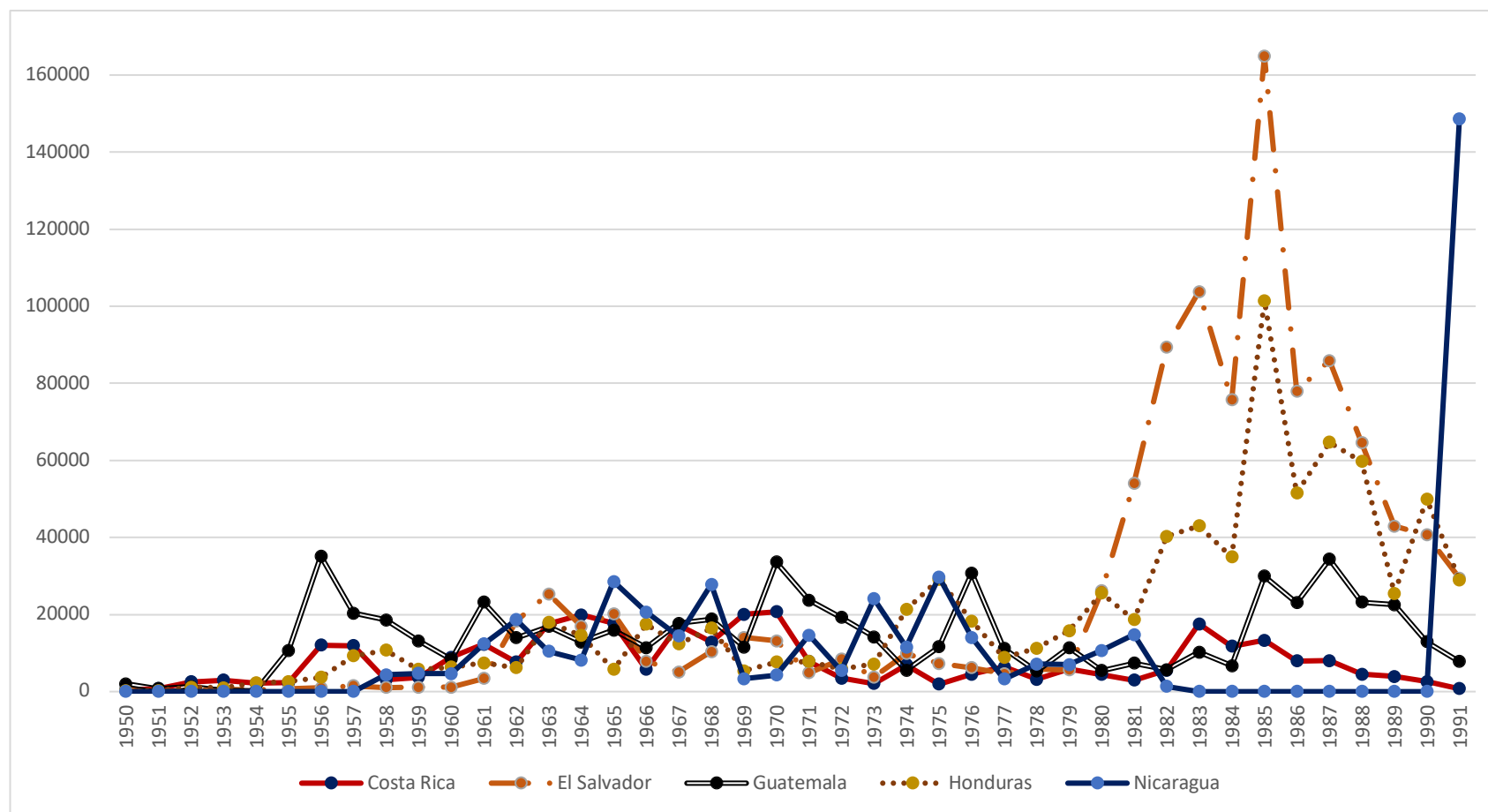
Notes:

Les chiffres de 1952 à 1964 excluent ceux investis dans des programmes régionaux ou provenant d'autres fonds d'assistance technique gérés par l'EPTA.

Les chiffres postérieurs à 1972 sont basés sur les CIP, les réserves du programme, les services spéciaux pour l'industrie et le Fonds spécial de mesures pour les pays en développement.

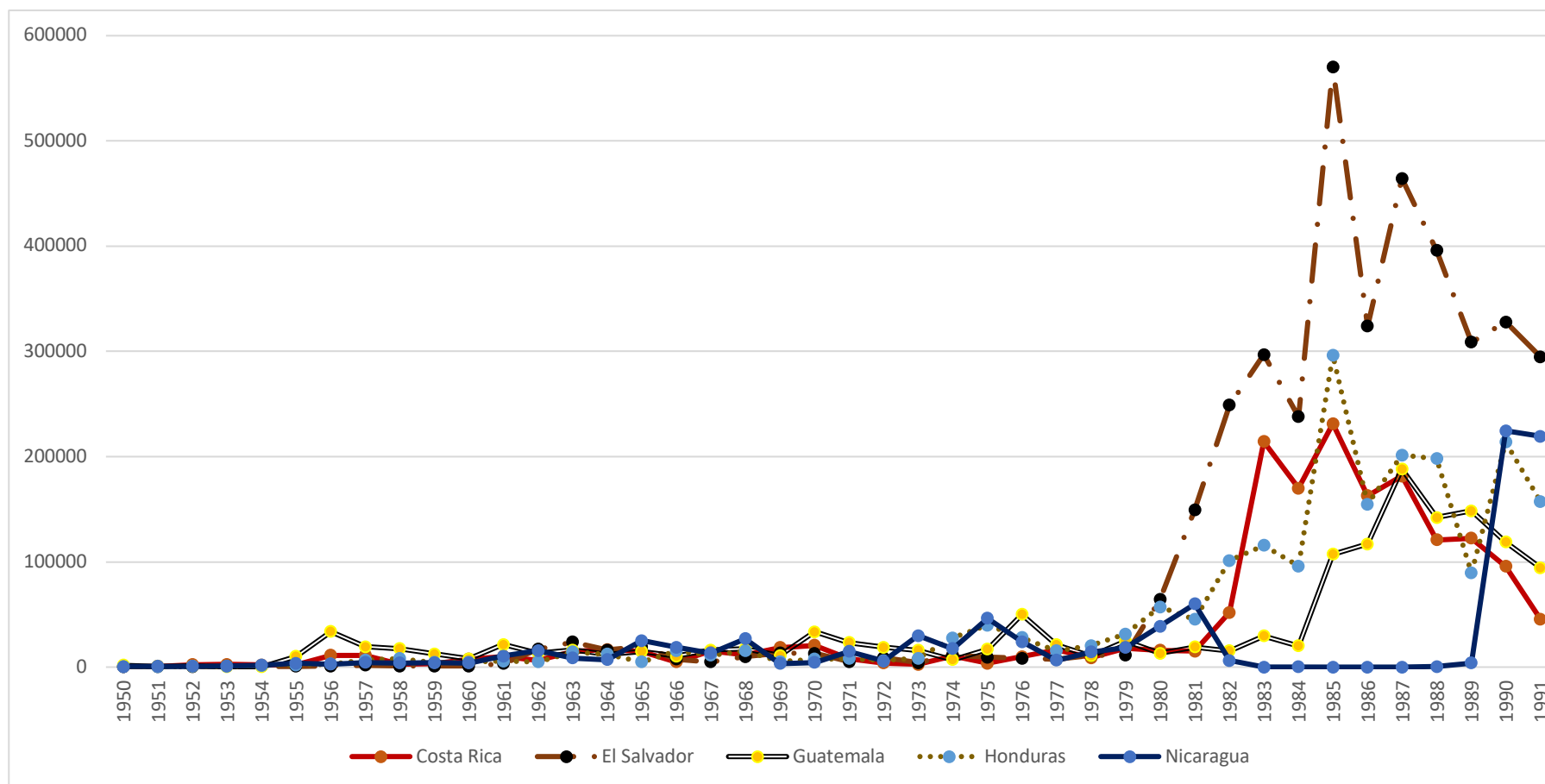
Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

Graphique II.7. Amérique centrale. Dépenses des programmes d'assistance technique de l'USAID par pays en milliers de dollars constants. 1950-1991. (1970=100).



Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

Graphique II.8. Amérique centrale. Dépenses des programmes d'assistance technique de l'USAID par pays en milliers de dollars courants. 1950-1991.



Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

Les problèmes de la dépendance et du rôle des femmes

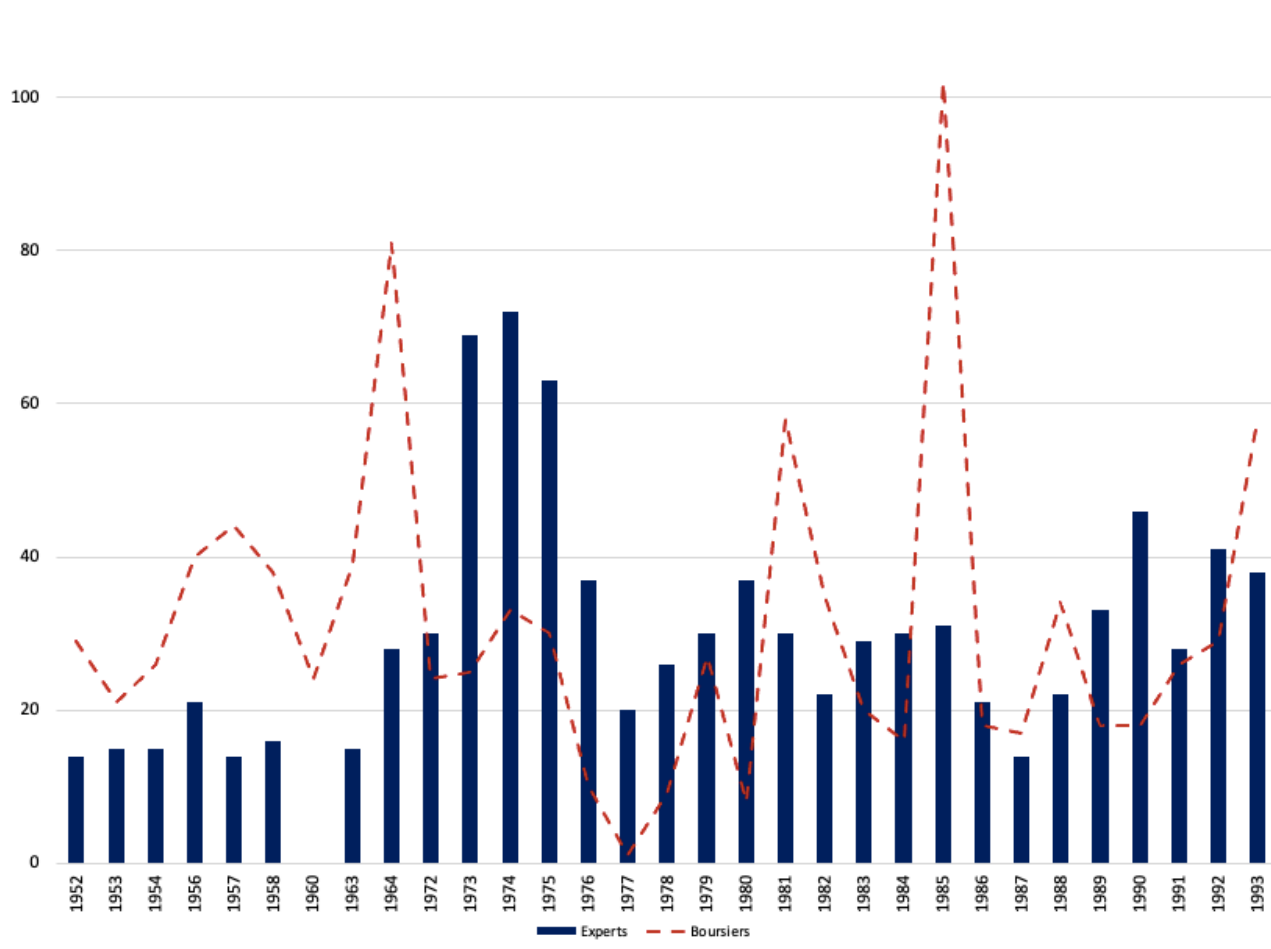
Il y a deux derniers éléments auxquels je voudrais faire référence et c'est le degré de dépendance du Costa Rica vis-à-vis de l'assistance technique et du rôle des femmes. En ce qui concerne le problème de la dépendance, la CEPALC a reconnu en 1949 que,

« La technique, sous forme de spécialistes et de connaissances, est devenue de plus en plus importante, généralement accompagnée de machines, dont l'emploi nécessite de nouvelles connaissances. Bien que cette aide ait été et restera sans aucun doute un élément important du développement économique latino-américain, il s'agit néanmoins d'une aide partielle qui n'est pas étroitement intégrée aux autres secteurs de l'industrie et de l'agriculture. »²²³

L'une des façons dont l'ONU a mis les pays à la disposition des pays pour briser le cercle vicieux de la dépendance vis-à-vis des techniciens étrangers a été de renforcer les projets de formation et de bourses à l'étranger dont le comportement est présenté au Graphique II.9. On peut affirmer à sa lecture que le programme de coopération technique de l'ONU s'est efforcé, au moins au Costa Rica, de maintenir un solde favorable de bourses accordées à des professionnels costaricains, par rapport aux experts internationaux qui se sont rendus dans le pays dans le cadre des projets de cet organisme international. La dépendance du pays vis-à-vis des experts étrangers de ce programme spécifique a été considérablement faible entre 1952 et 1972, l'année la plus représentative étant celle de 1964 où la proportion d'experts internationaux et de boursiers costaricains était de 28 : 81. Le record a été atteint en 1985, où le PNUD a accordé 102 bourses tout en fournissant au pays seulement 31 experts internationaux, suivi de 1981 où 58 bourses ont été accordées contre 28 experts. Cette tendance s'est inversée entre 1973 et 1979, le Costa Rica ayant le plus dépendu des services de techniciens étrangers, atteignant le record de 72 professionnels affectés au pays en 1974. Un comportement similaire, mais de moindre durée, est constaté entre 1983, 1984, 1989 et 1992.

²²³ « La técnica, en forma de especialistas y de conocimientos, se ha venido importando más y más, generalmente acompañada de maquinaria, cuyo empleo necesita conocimientos nuevos. Aunque esta ayuda ha sido y seguirá siendo sin duda, elemento importante en el desarrollo económico latinoamericano, se trata, sin embargo, de una ayuda parcial que no está estrechamente integrada con los demás sectores de la industria y la agricultura. » BNUU, « Estudio preliminar de las necesidades... », p. 7. Traduction libre.

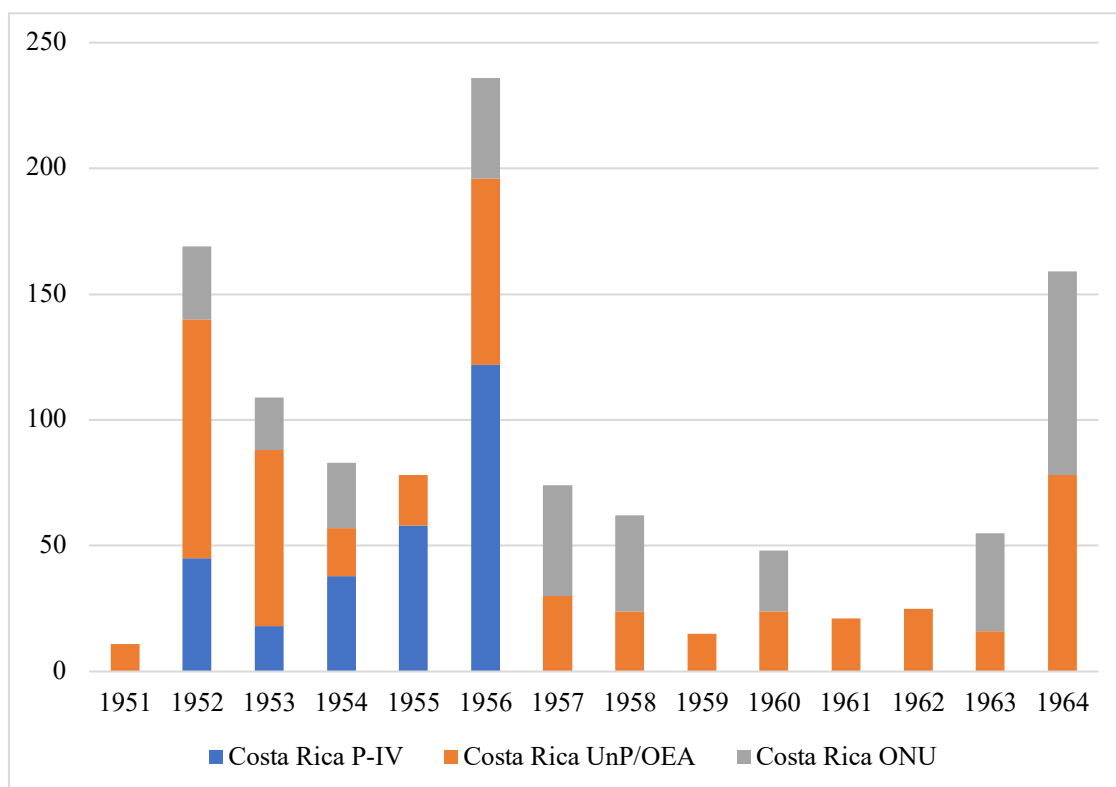
Graphique II.9. Costa Rica. Techniciens étrangers affectés à des projets d'assistance technique et bourses attribuées par l'EPTA et le PNUD, 1952-1993.



Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

Bien qu'il n'existe pas suffisamment de données pour les cas de l'OEA et du Point IV/USAID, le Graphique II.10 permet de constater qu'entre 1952 et 1964, le Point IV et l'OEA ont dépassé l'ONU en matière de bourses au cours de ce même laps de temps. En effet, pour ces seuls avantages, le Point IV a alloué 122 des 236 bourses que ces sources d'assistance technique ont apportées au pays en 1956. Malheureusement, l'absence de données supplémentaires n'a pas permis d'effectuer une analyse plus complète de ces trajectoires qui ont peut-être reflété une plus grande dépendance vis-à-vis des services des techniciens étrangers vis-à-vis de ces programmes, hypothèses qu'il faudra vérifier dans les recherches futures.

Graphique II.10. Costa Rica. Bourses accordées par les programmes d'assistance technique des Nations Unies, de l'OEA et du Point IV. 1951-1964.



Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995*.

L'autre aspect qui mérite une attention particulière, également pour les débats futurs, est la participation des femmes tantôt boursiers, tantôt qu'expertes aux programmes d'assistance technique. Les séries de données consultées ont montré qu'avant 1990, l'ONU avait omis de tenir un registre spécifique des femmes qui faisaient partie des équipes internationales d'experts et de boursiers. Le Tableau II.4, qui montre le cas costaricain, dénote que la coopération technique internationale avait un visage masculin puisque les femmes avaient un taux de participation inférieur à 20%. Les chiffres des experts sont les plus inégaux en matière de genre, puisque sur les 153 experts internationaux qui se sont rendus dans le pays entre 1990 et 1993, seulement 12 étaient des femmes. En ce qui concerne les bourses, sur les 131 allouées pour cet intervalle, 26 étaient destinées aux femmes costaricaines.

Tableau II.2. Costa Rica. Personnel féminin de projets internationaux affecté au pays et bourses accordées à des femmes costaricaines. 1990-1993.				
	Experts		Boursiers	
Années	Total	Femmes	Total	Femmes
1990	46	1	18	1
1991	28	5	26	0
1992	41	2	29	9
1993	38	4	58	16

Source : Bonilla C., *Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995.*

Entre 1952 et 1964, les domaines d'action prioritaires des programmes d'assistance technique étaient l'agriculture, l'éducation et la santé. Le Costa Rica n'a pas eu de grandes différences avec ses voisins d'Amérique centrale, à l'exception du cas particulier de l'UNESCO, en raison de la prédominance du secteur agricole dans le PIB de ces pays et des problèmes de santé qui persistaient. La situation a varié après 1965, avec la transformation de l'EPTA en PNUD et la mise en œuvre des CIP qui, tout en accordant aux pays une plus grande souplesse dans l'identification de leurs priorités et en définissant leurs demandes d'assistance technique basées sur celles-ci, se sont heurtés au « plafond » fixé par les CIP qui limitait le financement aux pays qui présentaient les meilleurs indicateurs de développement. Le cas du Costa Rica est à souligner car, bien qu'en 1970 il y ait eu des CIP similaires aux autres voisins, au cours des décennies suivantes, les montants investis dans les programmes d'assistance et de coopération technique ont considérablement diminué en raison de la baisse des CIP.

Dans ce contexte, on a pu constater que les domaines prioritaires variaient par rapport à ceux liés à la réforme structurelle et à la planification du développement, à la prise en charge de la crise humanitaire, à la promotion commerciale, à la conception et à la mise en œuvre de politiques du logement, de la santé, entre autres. L'agriculture, auparavant considérée comme un domaine prioritaire, a cessé de l'être pour le Costa Rica, bien qu'elle ait une présence importante mais rien de comparable au reste de l'Amérique centrale, notamment au Honduras et au Nicaragua.

Dans le cas de l'ONU, le Costa Rica a pu avoir un solde favorable de bourses, par rapport aux experts internationaux, obtenant ainsi un certain degré d' « indépendance » vis-à-vis des services de ces derniers acteurs. Ce n'est qu'à quelques années des décennies de 1970 et 1990 que cette tendance s'est inversée. Toutefois, il restera à approfondir les recherches futures à ce sujet, car les sources disponibles n'ont pas permis de combler les lacunes des programmes du Point IV et de l'OEA. De même, la perspective de genre dans l'analyse des programmes d'assistance et de coopération technique reste en suspens, ce qui promet d'être une tendance intéressante pour comprendre le rôle des femmes dans ces programmes.

Ayant fait ce tour de l'institutionnalisation de l'assistance et de la coopération technique au Costa Rica, il me reste à dire quels discours et images ont été mobilisés par les anciens présidents costaricains, les fonctionnaires et les diplomates du ministère des Affaires étrangères (MRREE) pour légitimer leur utilisation dans le pays. Cependant, ces images n'étaient pas les seules, car les communistes costaricains avaient quelque chose à dire sur ces programmes qui ont également été conçus comme un instrument anticommuniste au sein du système de mondialisation solidaire, processus que j'analyserai ensuite.

2. Du discours à la définition officielle de l'assistance technique.

Après avoir annoncé son « programme audacieux et nouveau », le discours de Truman ainsi que ses images et symbolismes ont été diffusés au grand public par la radio, le cinéma et des brochures d'information, dont beaucoup ont été produits par les organismes internationaux et leurs programmes d'assistance technique. Il n'est donc pas étonnant que les diplomates et les fonctionnaires du MRREE se soient tournés vers eux, non seulement pour populariser les vertus de ces « nouvelles » plates-formes d'aide internationale, mais aussi pour construire un cadre juridique qui faciliterait leur mise en œuvre dans le pays. Dans cette dynamique, la participation des présidents de la République a également été fondamentale. Par la méthode de l'analyse de discours²²⁴ et

²²⁴ L'analyse de discours sera comprise sous les contributions de Teun A. van Dijk pour qui le discours « reflète toutes les manifestations de la société, d'où l'englobement de la culture, de la société, de l'interaction et de la connaissance. En ce sens, l'analyse critique du discours conçoit le langage comme une pratique sociale, en mettant l'accent sur la façon dont la domination est reproduite et résistée dans les

le logiciel Wordsmith 8.0²²⁵, l'identification de trois tendances principales a pu être possible dans les discours des hommes politiques costaricains : 1. la sécurité, la démocratie et la paix de l'hémisphère américain; 2. La solidarité, le niveau de vie et la justice économique; 3. La qualité de vie et le bien-être humain, qui témoignent du degré d'assimilation des discours sur le « développement » et le « sous-développement », la pauvreté comme « handicap moral », « le progrès scientifique et technologique » comme remède à la pauvreté et l'appel à une coopération internationale soutenue , que nous verrons ci-après à partir des paroles de ses protagonistes.

a) Les discours officiels.

Un vecteur de la sécurité, de la démocratie et de la paix.

Les informations disponibles indiquent que la plupart des présidents costaricains n'ont pas souvent eu recours aux discours de solidarité hémisphérique, de démocratie et de paix. Les seuls à l'avoir fait, Otilio Ulate, Luis Alberto Monge Alvarez (1982-1986) et Óscar Arias Sánchez (1986-1990) l'ont réalisé dans des contextes très spécifiques, à savoir la guerre froide, la promotion de la démocratie au sein de l'OEA et pendant la crise politique vécue en Amérique centrale entre 1977 et 1990. Cependant, ces discours sont apparus le plus souvent parmi les diplomates costaricains qui ont participé en tant que délégués à l'ONU et à l'OEA.

Dans le contexte de la guerre froide, Otilio Ulate a souligné l'« avantage comparatif » du Costa Rica avec le reste de l'Amérique latine en raison d'avoir interdit le Parti communiste, ce qu'il considérait comme une condition essentielle de la transformation économique du pays et où l'assistance technique devait être introduite d'urgence pour améliorer les conditions de vie de la société. Bien qu'Ulate se soit réjoui de la liberté d'expression dont jouissait le pays, l'État a créé et conservé une institution

discours, ce qui permet à son tour de clarifier le lien qui est établi entre les pratiques discursives - conçues comme des pratiques sociales - et la structure sociale. » Ana Paulina Malavassi Aguilar. « Análisis del discurso: teoría y metodología. » *Teoría y métodos de los estudios regionales y locales*, Ana Paulina Malavassi, Ronny Viales y Susan Chen (eds.). (San José, Costa Rica : Sección de Impresión del SIEDIN, 2008), pp. 93-117.

²²⁵ Le logiciel d'analyse des schémas linguistiques Wordsmith est développé par la société Lexically Analysis Software en collaboration avec Oxford University Press. Pour plus d'informations, voir : <https://www.lexically.net/wordsmith/>. Cette méthodologie a été appliquée exclusivement pour les discours présidentiels, car ils étaient disponibles en format « .pdf » et qui ont ensuite été convertis en « .txt » pour localiser les mots clés et leur contexte. Toutefois, l'analyse statistique a été omise car elle échappe aux objectifs de ce chapitre.

répressive envers les communistes costaricains, forçant beaucoup d'entre eux à s'exiler.²²⁶

Cependant, les diplomates costaricains et les fonctionnaires du MRREE ont commencé à lier l'assistance technique comme vecteur de la paix et de la stabilité démocratique dans l'hémisphère. Selon les données disponibles, la première référence en ce sens a été faite par Lily M. Rudin qui, en 1953, a estimé que l'assistance technique au développement était primordiale pour parvenir à la paix mondiale²²⁷ idée reprise par le vice-ministre des Affaires étrangères Fernando Fournier pour qui la démocratie et « l'ordre social » étaient le résultat d'une politique qui résoudrait les injustices économiques, la misère, la guerre et les tensions entre pays.²²⁸ Deux ans plus tard, le prêtre Benjamín Núñez Vargas qualifia cette paix de « justice sociale », produit de « l'effort audacieux » des peuples qui cherchaient à réviser l'ordre économique existant et à parvenir ainsi à sa « pleine réalisation spirituelle » et, selon lui, les programmes d'assistance technique étaient l'une des meilleures expressions de la « solidarité des responsabilités » entre pays riches et pays pauvres.²²⁹

Les diplomates costaricains, dont Gonzalo Facio, ont exhorté la communauté internationale à orienter sa lutte contre le communisme par des alternatives pacifiques. La démocratie était la manifestation d'une politique commerciale juste et non un produit de la répression idéologique.²³⁰ Dans les années 1970, il a été possible pour plusieurs

²²⁶ Otilio Ulate Blanco. « Mensaje del Presidente Constitucional de la República de Costa Rica a la honorable Asamblea Legislativa. 1º de mayo de 1951 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica*, INIL-UCR, pp. 11, 17. Consulté le 28 juillet 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1Gh2_JW6Jwz8ldYerhdFOcp6_A-38yn69/view; « Mensaje del señor Presidente de la República don Otilio Ulate presentado al Congreso Constitucional », 1º de mayo de 1952. *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica*, INIL-UCR, p. 17. Consulté le 28 juillet 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1IZoXCgILBqs2IAoWNLhY3NvdI56A0im/view>; OEA. « Acta final de la Cuarta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores, Washington, 26 de marzo – 7 de abril de 1951. » MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores, 1951*. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1951), pp. 25-27.

²²⁷ Lily M. Rudin. « Informe del Departamento de Organismos Internacionales. » MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1953-1954*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1954), p. 67.

²²⁸ Fernando Fournier. « Discurso del Viceministro de Relaciones Exteriores, Jefe de la Delegación de Costa Rica, ante la Asamblea de las Naciones Unidas, 24 de setiembre de 1954. » MRREE, *Memoria 1954-1955*, p. 54.

²²⁹ Reverendo Benjamín Núñez. « Delegación de Costa Rica a la X Asamblea General de las Naciones Unidas, 20 de setiembre de 1956. » MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1955-1956*. Tomo 1. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1956), p. 68.

²³⁰ Gonzalo Facio. « Embajador Facio, Electo Vicepresidente del Consejo de la OEA, 20 de noviembre de 1957 ». MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea*

pays, dont le Costa Rica, de mener une politique étrangère plus amicale avec le bloc socialiste sur la prémisse du « respect mutuel », commençant ainsi l'« ère de la négociation » saluée par le président Richard Nixon et exprimée lors de l'envoi de délégations et de l'ouverture d'ambassades dans les pays socialistes, comme cela a été noté au début de ce chapitre.²³¹

Toutefois, les données ont démontré que c'est le discours du vice-ministre Bernd Niehaus devant la Conférence des Nations Unies entre pays en développement qui a considéré la paix comme un produit direct de la coopération technique, qui a ainsi exprimé :

« Si vous voulez la paix, préparez la paix. La formule que cautionne l'instauration de la paix dans le monde et le bannissement de la violence et la guerre réside dans l'élimination de la misère et de l'ignorance, dans l'élimination des déséquilibres et des inégalités entre le Nord et le Sud, caractéristiques de notre monde contemporain. La coopération technique horizontale vient représenter l'élément clé pour y parvenir, servant de moyen d'atteindre une fin. »²³²

Cependant, cette coopération technique n'était pas la même que celle évoquée par le père Nuñez. Niehaus, conformément à la définition de la « coopération technique horizontale » qui était fournie par les pays « sous-développés », a estimé que la compréhension mutuelle de leurs problèmes économiques et sociaux pourrait éradiquer la pauvreté et les inégalités entre le « nord et le sud ». Pour ce diplomate, c'était aussi la façon dont les pays pauvres surmonteraient leur « enfance dépendante » pour atteindre leur « adolescence technico-économique ». Ces derniers mots rappellent les discours de

*Legislativa por el Licenciado Mario Gómez Calvo Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1957-1958. Tomo 1. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1958), p. 77; Gonzalo Facio. « Exposición del Canciller de Costa Rica, Dr. Gonzalo J. Facio, sobre temas comprendidos en la agenda del Quinto Periodo de Sesiones de la Asamblea de la OEA, 1º de mayo de 1975 ». Gonzalo Facio. *La política internacional de la Administración Oduber. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 12 de mayo de 1975.* Tomo 2. (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1975), p. 274.*

²³¹ José Figueres Ferrer. « Mensaje pronunciado ante la Asamblea Legislativa, 1º de mayo de 1973 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 6. Consultado el 28 de julio del 2020. URL : <https://drive.google.com/file/d/18CfVMv1ruiKZvjNrgD2yqEzc68iDAv9B/view>.

²³² « Si quieres paz, prepara la paz. La fórmula de afianzar la paz en el mundo y de desterrar la violencia y la guerra, reside en la eliminación de la miseria y la ignorancia, en la eliminación de los desequilibrios y desigualdades entre norte y sur, características de nuestro mundo contemporáneo. La cooperación técnica horizontal viene a representar el elemento clave para lograr lo anterior, sirviendo como medio para la obtención de un fin. » Bernd Niehaus. « Discurso pronunciado por el Viceministro de Relaciones Exteriores, en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Cooperación Técnica entre países en Desarrollo. » Rafael Ángel Calderón Fournier. *Política internacional de Costa Rica en el Primer Año de la Administración Carazo. Tomo II. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 1º de mayo de 1979.* (San José, Costa Rica: El Ministerio, 1979), pp. 544-545. Je souligne. Traduction libre.

l'assistance technique observés au chapitre 1 avec le documentaire « First Steps » où l'enfant, personnifiant les pays « sous-développés », avait besoin des conseils du travailleur social et de ses parents pour surmonter sa dépendance. En outre, Niehaus a anticipé le type de relation qui existerait dans les années suivantes entre les organismes internationaux et les pays « sous-développés », fruit des changements suscités par le Consensus de Washington.

Dans les années 1980, le Costa Rica a été un acteur prépondérant dans la crise politique d'Amérique centrale.²³³ Pendant cette période, le discours de paix a été utilisé pour légitimer la politique étrangère costaricaine et, en même temps, pour attirer davantage d'aide technique dans le pays qui a été comprise comme une reconnaissance de la communauté internationale envers le pays comme un « modèle démocratique ». Cette aspiration s'est concrétisée de deux façons : l'ancien président Luis Alberto Monge (1982-1986) a interprété la politique de neutralité²³⁴ comme un mécanisme de lutte indépendant pour la justice économique et pour perfectionner le système démocratique.²³⁵

En revanche, pour l'ancien président Óscar Arias, l'intervention diplomatique costaricaine pour endiguer les conflits rendait le pays méritoire de l'aide internationale.

²³³ Grandin, *Empire's Workshop...*, pp. 87-119. Héctor Pérez Brignoli. « Otra vez la crisis centroamericana » *¿Cuándo pasará el temblor ? Crisis, violencia y paz en la América Latina Contemporánea*, David Díaz y Christina Hatzky (ed). 1^{er} ed. (San José, Costa Rica : Vicerrectoría de Investigación – Centro de Investigaciones Históricas de América Central, Universidad de Costa Rica, 2019), pp. 133-148 ; Torres Rivas. *La piel de Centroamérica*, pp. 99-129.

²³⁴ En 1982, l'administration de Luis Alberto Monge a mis en place des négociations avec l'administration de Ronald Reagan qui ont permis l'utilisation du territoire costaricain comme point d'avancement de la contre-révolution nicaraguayenne. En échange, les États-Unis ont augmenté l'aide monétaire au Costa Rica, par l'intermédiaire de l'USAID, et ont soutenu la demande du Costa Rica de renégocier la dette avec le FMI et la BIRF-BM. Une telle politique a eu un coût politique majeur dans le gouvernement Monge en démissionnant d'une partie de son cabinet, y compris le ministre des Affaires étrangères Fernando Volio. A partir de 1983, dans le but de démobiler les protestations sociales découlant des premières réformes structurelles et de s'opposer aux secteurs politiques en faveur d'une position plus belliqueuse du Costa Rica à l'égard du conflit centraméricain, Monge a déclaré la « neutralité perpétuelle » fondée sur le discours de l'exceptionnalisme costaricain où se démarquaient les images de la paix par opposition à la guerre symbolisée par l'Amérique centrale. Ce discours sera renforcé par Arias, pendant le plan de paix. Voir à cet égard : Francisco Rojas Aravena. « Interés nacional y toma de decisiones. El caso de la neutralidad costarricense. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 11(1) (1985): pp. 79-97; Carlos Cascante. « Entre la política exterior y la política interna. De la proclama de la neutralidad al Plan de Paz. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, Vol. 13, N° 1 (Febrero-Agosto 2012) : pp. 3-31; David Díaz Arias. « Hegemonía imperial, diplomacia y Guerra Fría : los intelectuales costarricenses y la neutralidad perpetua. » *Diálogos*, Vol. 23, N° 1 (2019): pp. 151-179.

²³⁵ Luis Alberto Monge Álvarez. « Mensaje de toma de posesión, 8 de mayo de 1982 », pp. 3-4, *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica*, INIL-UCR. Consulté le 28 juillet 2020. URL : <https://drive.google.com/file/d/14GFP1ajjWD0RhEzIYA9FvtCh253LJssy/view>; « Señor Luis Alberto Monge Álvarez. Mensaje pronunciado ante la Asamblea Legislativa, 1^{er} de mayo de 1983 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica*, INIL-UCR, p. 5. Consulté le 28 juillet 2020. URL : https://drive.google.com/file/d/1a4C1gimObsKC8wL_8IBDoV66gXU3ceA/view.

Le prix Nobel remporté par Arias à la suite de sa participation au processus de paix a été utilisé comme un « aimant » ou une propagande pour encourager les organismes internationaux à accroître leur aide au pays, qui avait commencé à diminuer considérablement ces dernières années.²³⁶

Les discours de l'assistance technique en matière de sécurité, de démocratie et de paix présents dans les diplomates et anciens présidents costaricains se sont encadrés entre deux crises politiques : la lutte hémisphérique contre le communisme et la guerre en Amérique centrale. Dans les deux cas, les acteurs costaricains ont souligné que la misère et le faible niveau de vie des Latino-Américains les rendaient plus susceptibles de pencher vers le communisme. Cependant, le « danger rouge » n'était pas le seul problème à résoudre car un grand nombre de totalitarismes de droite persistaient sur le continent, apportant avec eux la misère, les inégalités et une répression politique implacable.

Dans les années 1980, le Costa Rica a su capitaliser sur le discours de paix et en faire une stratégie diplomatique pour obtenir une aide internationale. Monge et Arias s'efforcèrent de positionner le pays comme un « modèle démocratique » dans la région, qui devait être soutenu par le reste de la communauté internationale pour rétablir la démocratie représentative en Amérique centrale et la stabilité politique. En cela, tant la politique de neutralité que le prix Nobel remporté par Arias en 1987 ont servi d'« invitations » aux organismes internationaux à soutenir plus vigoureusement le pays, qui s'est encadré dans le processus de réforme structurelle parrainé par le FMI, le BIRF-BM et l'USAID.

Solidarité internationale et justice économique.

Parmi les discours précédemment analysés, celui du père Nuñez a donné un bref aperçu du rôle prépondérant de la solidarité internationale dans les discours d'assistance technique. *Don Pepe* fut l'un des plus véhéments à cet égard : « Nous ne voyons pas l'objet de l'unité hémisphérique, sans solidité économique », avait-il déclaré dans son message d'investiture le 8 novembre 1953, réaffirmant ainsi sa conviction envers les idées

²³⁶ Óscar Arias Sánchez. « Estoy orgulloso de mi pueblo. Mensaje del Presidente de la República, 1 de mayo de 1989 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 7. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/147v0NOWHXO364uiXVM3hBiqkxnRRzoHF/view>

promues par Prebisch, Keynes et Rostow qui préconisaient d'augmenter « les revenus des faibles, dans le but d'améliorer les affaires des forts. »²³⁷

Une autre voix qui s'est jointe à celle de *don Pepe* était celle d'Alvar Antillón qui, dans une lettre envoyée à O.H. Salzman Jr. de l'UnP, a souligné que l'assistance technique des organismes internationaux « doit être orientée précisément pour réduire la dépendance vis-à-vis des zones sous-développées en matière d'aide extérieure. »²³⁸ Pour *don Pepe*, atteindre ces objectifs conduirait à la consolidation de ce qu'il a appelé un « capitalisme social. »²³⁹ Le contraste qu'Antillón a fait entre « assistance technique » et « aide internationale » est fondamental car il révèle une prise de conscience précoce parmi les secteurs diplomatiques des instruments de coopération qui contribuaient véritablement au « développement » économique et il est apparu que « l'aide », comprise sous forme de prêts, était en quelque sorte préjudiciable au pays. Les communistes et l'ancien président Carazo approfondiront cette différence, comme on le verra plus loin.

Bien qu'avec les discours de l'ancien président du PLN Francisco J. Orlich (1962-1966) il y ait eu le retour du discours anticommuniste à cause de l'entrée en vigueur de l'ALPRO, qui a été comprise comme une coopération hémisphérique visant à éradiquer la « misère et la peur » du continent, les diplomates costaricains ont continué à alimenter les discours d'assistance technique comme un instrument servant à la juste répartition des richesses mondiales. Daniel Oduber Quirós, dans son rôle de chancelier de la République, a exhorté l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1963, à accorder « plus d'attention à ce que l'on pourrait appeler la « justice sociale internationale », c'est-à-dire à faire disparaître, progressivement mais sans interruption, le gouffre qui sépare les peuples

²³⁷ José Figueres Ferrer. « Mensaje del señor Presidente Constitucional de la República de Costa Rica don José Figueres. 8 de noviembre de 1953 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 7. Consultado el 27 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1cQMfl3D3NsaSTRC7ymKcimYaeuqz0WWS/view>; « Mensaje del señor Presidente de la República José Figueres, 1 de mayo de 1954. » *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 3. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1rKr2elGscYpKySvllwhk6e_8JLwxQGTw/view; Figueres, *El Espíritu del 48*, pp. 259-260.

²³⁸ Fournier, « Discurso del Viceministro... »; Alvar Antillón. « Necesidades de Cooperación Técnica de Costa Rica ». MRREE. *Memoria del Ministerio 1957-1958*, p. 90. El subrayado es mío.

²³⁹ José Figueres Ferrer. « Señor José Figueres Ferrer. Mensaje de toma de posesión, 8 de mayo de 1970 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 5. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1rKr2elGscYpKySvllwhk6e_8JLwxQGTw/view.

riches des peuples pauvres ». Cela n'était possible que si les « grandes puissances » augmentaient leur « esprit de solidarité » avec les pays pauvres.²⁴⁰

Oduber a rejeté ce qu'il a appelé le « froid lexical » des experts qui considéraient le « sous-développement » comme une réalité éminemment économique, ignorant que le chemin vers l'autodétermination et le progrès dépend également d'aspects culturels et géopolitiques. Par ses paroles, il a donc exhorté à comprendre le développement d'une manière plus globale et les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie à resserrer leurs liens de collaboration.²⁴¹ Ces visions de la coopération technique sont une petite indication que, dans l'esprit de certains hommes politiques costaricains, les notions traditionnelles de « développement » ne suffisaient pas à couvrir le kaléidoscope des problèmes subis par les pays pauvres.

Malgré ces réflexions, ce processus a été partiellement inversé au cours des années 80. Le plan de gouvernement de Luis Alberto Monge, « Retournons à la terre » et les politiques de diversification agricole menées par son gouvernement et celui d'Óscar Arias à partir de 1986, ont conduit à revendiquer l'agro par le biais des discours officiels de la coopération technique. C'est-à-dire à retrouver la notion originale du concept en tant que programmes de formation pour les agriculteurs et, dans une certaine mesure, pour les industriels.²⁴²

Les anciens présidents opposants au PLN ont introduit de nouveaux discours de coopération technique, bien qu'ils aient également poursuivi leur processus de promotion agricole. En ce qui concerne ce dernier, Rafael Angel Calderón Fournier (1990-1994) du Parti de l'unité chrétienne-sociale (PUSC) a estimé que l'« assistance technique » moderniserait l'économie et « revendiquerait l'agro.»²⁴³ En ces termes, il a été considéré que la prospérité de ce secteur contribuerait davantage à l'exercice démocratique

²⁴⁰ Daniel Oduber Quirós. « Discurso pronunciado por el señor Licenciado Daniel Oduber Quirós, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto de Costa Rica, en la Sesión Plenaria de la 18ava. Asamblea General de las Naciones Unidas, en Nueva York, Estados Unidos de América. 24 de setiembre de 1963 ». *Memoria Anual del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1963-1964*. (San José, Costa Rica: El Ministerio, 1964), pp. 16-17.

²⁴¹ Oduber Quirós, « Discurso pronunciado, 1963 », pp. 15, 17.

²⁴² Monge, « Mensaje pronunciado, 1983 », p. 4; Óscar Arias Sánchez. « Sin armas y sin hambre. Mensaje del Presidente de la República Dr. Óscar Arias Sánchez, 1º de mayo de 1988 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, pp. 6-7. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/17ZF7XyXRvDfekJ1sHEm0uKGEmqPryekh/view>.

²⁴³ Rafael Ángel Calderón Fournier. « Una era de prosperidad. Mensaje de toma de posesión, 8 de mayo de 1990 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 3. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1hScIEOIMXPP1Ph3fgXBMWQ5F4N2wdc5v/view>.

costaricain, se référant au mythe de la « démocratie rurale » promu par une série d'intellectuels au cours du XXe siècle.²⁴⁴

D'autre part, selon l'ancien président José Joaquín Trejos (1966-1970), le coopératisme et l'effort mutuel étaient les clés du progrès pour les citoyens, de sorte que les programmes de coopération technique devaient contribuer à encourager l'esprit d'entreprise et à réduire ainsi le paternalisme d'État promu par la PLN.²⁴⁵ À la fin de la période, Calderón a également repris cette même notion, en liant le concept d'« assistance technique » à l'éducation et aux « petites et moyennes entreprises » du secteur informel urbain et de l'économie paysanne et à la lutte contre le trafic de drogue, qui était pour le chancelier Niehaus le nouveau fléau de la démocratie dans la région.²⁴⁶

Parmi les présidents opposants au PLN, c'est Rodrigo Carazo Odio (1978-1982) qui a transgressé les tendances discursives précédentes et a opté pour une position beaucoup plus critique à l'égard de ce qu'il considérait comme « l'aide étrangère ». Dans son dernier rapport à l'Assemblée législative, il a déclaré que

²⁴⁴ Le mythe de la démocratie rurale était un discours popularisé par Rodrigo Facio, Eugenio Rodríguez Vega et Carlos Monge Alfaro qui affirmait que la société costaricaine était composée d'une série de paysans autosuffisants, sans aucune division sociale ni professionnelle, créant ainsi une image égalitaire du Costa Rica colonial. L'utilisation politique de ce discours a permis aux intellectuels de dénoncer les inégalités produites par le capitalisme agricole et de faire du paysan un personnage fondamental de l'identité costaricaine. Lowell Gudmundson, a critiqué ce discours, arguant que la société coloniale était beaucoup plus complexe et dont le système économique était basé sur l'accumulation de capitaux par l'échange inégal et un accès, également inégalé, de la terre. Lowell Gudmundson. « Costa Rica antes del café: la distribución de oficios, la desigualdad en la riqueza y la élite en la economía aldeana de la década de 1840. » *Mesoamérica* 6.10 (1985): pp. 211-241; Molina, *Del legado colonial*, pp. 4-10.

²⁴⁵ Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 166-167; José Joaquín Trejos F. « Mensaje del señor Presidente Constitucional de la República de Costa Rica, 1 de mayo de 1967 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, pp. 1, 6, 13. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1lutX6Nawyxr--v7ej6lD9vBhyle6dsiG/view>; José Joaquín Trejos F. « Mensaje del señor Presidente Constitucional de la República de Costa Rica, 1 de mayo de 1968 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, pp. 13. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1kABluLJzL9DelmIFEvLM8q2qiK9bD1DB/view>; José Joaquín Trejos F. « Mensaje del Presidente de la República de Costa Rica, 1 de mayo de 1970 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 26. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1VgGlvaYwu_9V0VTa02fh5kC-jpE7JEru/view.

²⁴⁶ Rafael Ángel Calderón F. « ¡Costa Rica está en marcha! Mensaje del señor Presidente de la República ante la Honorable Asamblea Legislativa, San José, Costa Rica, 1º de mayo de 1992 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 6. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: https://drive.google.com/file/d/1O_uj_lhcDSrl2Q8wUGTCdTake4dKq4Ct/view; Calderón Fournier. « Una era de prosperidad », p. 4; Bernd Niehaus. « Discurso del señor Ministro de Relaciones Exteriores y Culto de Costa Rica Bernd H. Niehaus. XXI Periodo Ordinario de Sesiones de la Asamblea General de la Organización de Estados Americanos Santiago de Chile Junio, 1991. » MRREE. *Memoria anual Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto 1991-1992 presentada a la Asamblea Legislativa el 1º de mayo de 1992 por el Dr. Bernd H. Niehaus Q., Ministro de Relaciones Exteriores y Culto*. Tomo 2. (San José, Costa Rica: El Ministerio, 1992), p. 8.

« De nombreux dirigeants s'en prennent aux offres d'aide extérieure et s'engagent fréquemment avec eux afin d'obtenir un soulagement passager et la vaine prétention de sortir de la détresse de façon transitoire. L'histoire enseigne cependant que ce type de solutions, outre une abdication, sont trompeuses, car elles ne résolvent aucun problème structurel. Seul le travail et les solutions de fond, même si le succès n'est pas immédiatement récolté, résolvent les problèmes d'un pays. De ce point de vue, la justice internationale est plus utile que les prêts et les cadeaux, même s'ils sont utiles. »²⁴⁷

Ce discours est fondamental car, dans le corpus de sources, il a été le seul à s'exprimer négativement à l'égard de l'aide internationale. Ses paroles rappellent celles d'Alvaro Antillón vues précédemment et sont en outre un témoin, d'abord de son expérience personnelle à l'INVU comme on le verra plus loin, et deuxièmement, des difficultés de son gouvernement à résoudre la crise économique et à parvenir à un accord avec le FMI.²⁴⁸ Luis Alberto Monge, quelques jours plus tard, a considéré que ce type de position était un rejet de « l'interdépendance des nations et des peuples » et la démonstration d'une « peur d'être citoyens du monde », corrigeant ainsi le « glissement » de son prédécesseur et rétablissant la confiance vers l'aide internationale.²⁴⁹

En résumé, pour le PLN, le lien entre la solidarité internationale et l'assistance et la coopération technique reposait sur des discours qui penchaient vers l'importance des conditions commerciales plus équitables pour les pays d'Amérique latine, la promotion de la démocratie représentative en tant que modèle politique et, surtout, la recherche de la paix. Dans les années 80, cette recherche d'un accord équitable a été écartée pour être liée aux programmes d'ajustement structurel (PAE) et à la diversification productive agricole initiés dans les gouvernements de Monge et d'Arias. Dans ce contexte, le terme original « assistance technique » lié aux programmes agricoles et industriels a été repris. Par ailleurs, les notions formulées par les anciens présidents opposés au PLN n'ont pas, en termes généraux, éloigné celles de la social-démocratie. Ils ont ainsi eu tendance à être

²⁴⁷ « Muchos gobernantes corren tras los ofrecimientos de ayuda externa y se comprometen frecuentemente con ellos con el fin de obtener un pasajero alivio y la vana pretensión de salir de apuros transitoriamente. La historia enseña, sin embargo, que este tipo de soluciones, además de una abdicación, son engañosas, pues no resuelven ningún problema estructural. Solo el trabajo y las soluciones de fondo, aunque el éxito no se coseche de inmediato, soluciona los problemas de un país. Desde este punto de vista, más ayuda la justicia internacional que los préstamos y los regalos, aunque estos sean útiles.» Rodrigo Carazo Odio. « Discurso del señor Presidente de la República a la Asamblea Legislativa. 1º de mayo de 1982. » *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 18. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1HPoIT2ydOLw9dy-8nT5r4sNsw4Z8HosS/view>. Traducción libre.

²⁴⁸ Vargas Salas, *Costa Rica, 1985-1997...*, p. 54; Jorge Rovira Mas. *Costa Rica en los años '80*. 1ª ed. Digital. (San José, Costa Rica: EUCR, 2020), pp. 42-55.

²⁴⁹ Monge, « Mensaje de toma de posesión », p. 3.

davantage liés à des projets d'amélioration interne des secteurs productifs, au moyen des méthodologies d'effort propre et d'assistance mutuelle, de la diversification agricole, du soutien aux micro, petites et moyennes entreprises et au développement technologique des exportations. Seul Carazo, face au contexte si fort du début des années 80, a fait un tour de 180° qui a momentanément rompu avec cette confiance du pays envers les organismes internationaux.

La qualité de vie et le bien-être humain.

Bien que les programmes d'assistance technique aient eu pour but de promouvoir le « développement économique », des efforts ont été déployés depuis le début des années 1950 pour leur donner un sens plus holistique. Figueres a été le premier à exprimer une idée de cette nature dans son message de prise de possession en soulignant que,

« L'investissement culturel dans les pays sous-développés doit être plus large, plus général, que la simple « assistance technique ». Cette phrase se limite, dans l'esprit de beaucoup de gens, à l'instruction dans les méthodes agricoles ou industrielles modernes. Nous devons nous rendre compte que la culture de notre époque comprend des connaissances en sciences administratives, économiques, politiques et sociales, en matière d'éducation, de santé et autres, qui sont aussi indispensables à notre développement que les techniques manufacturières ou industrielles. »²⁵⁰

Ces paroles de *don Pepe* illustrent la tendance de certains anciens présidents et diplomates costaricains à penser le développement d'une manière moins économique. Oduber en est un exemple, comme on l'a vu il y a quelques pages. Des années plus tard, le ministre des Affaires étrangères Fernando Lara a déclaré que si le monde était témoin des progrès technologiques de la course à l'espace, ceux-ci ne contribueraient pas à diminuer l'analphabétisme mondial, l'une des expressions de la misère. La coopération technique, selon lui, était le moyen d'éteindre les « étincelles » qui persistaient encore et

²⁵⁰ « La inversión cultural en los países subdesarrollados debe ser más amplia, más general, que la simple "asistencia técnica". Esta frase se circunscribe, en la mente de muchas personas, a la instrucción en los modernos métodos agrícolas o industriales. Debemos darnos cuenta de que la cultura de nuestra época incluye conocimiento en ciencias administrativas, económicas, políticas y sociales, en materias educacionales, sanitarias y otras, que son tan indispensables para nuestro desarrollo, como las técnicas fabriles o industriales» Figueres, « Mensaje del señor Presidente, 1953 », p. 7. Traduction libre.

qui pouvaient se transformer en « flammes », c'est-à-dire en une nouvelle conflagration mondiale.²⁵¹

L'ancien président Trejos, en partie influencé par sa carrière d'éducateur, a mis l'accent sur les méthodologies de l'effort personnel et de l'entraide pendant son gouvernement. Bien que celles-ci aient toujours été interprétées sur la base du « développement », Trejos a cherché à lui imprimer une notion d'indépendance non seulement pour le travailleur, mais aussi pour l'État qui devait abandonner son rôle paternaliste et donc encourager l'initiative privée.²⁵² La création de DINADECO visait à aider à « réhabiliter » les individus, discours qui devrait nous rappeler le cas de l'enfant du documentaire « First Steps ».²⁵³

Au cours de son troisième mandat, *don Pepe* a estimé que ce n'était pas suffisant. La culture devait être au cœur de tout programme de développement économique²⁵⁴ et a souligné à cet égard ce qui suit :

« La science et la productivité du travail se développent rapidement. Ce qui ne se développe pas aussi vite, c'est la sagesse. Nous risquons de devenir un peuple riche et vulgaire... Un effort culturel supérieur aux possibilités économiques d'aujourd'hui est nécessaire. Il faut penser non seulement au niveau de vie, mais aussi à la qualité de la vie. »²⁵⁵

« Qualité de vie » impliquait d'approfondir l'universalisation de l'accès à la connaissance sous toutes ses facettes, idée qui a incité la création du ministère de la Culture, de la jeunesse et des sports (MCJD) qui a mis en œuvre une politique culturelle destinée à la jeunesse et aux communautés, le tout avec le soutien de l'UNESCO. C'était aussi pour *don Pepe*, la matérialisation d'une de ses phrases célèbres « pourquoi des

²⁵¹ MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y de Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Licenciado Fernando Lara Bustamante, Ministro de Relaciones Exteriores y de Culto. 1966-1967.* (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1967), p. 49.

²⁵² José Joaquín Trejos. *Por esfuerzo propio. Memorias*, p. 353. Consulté le 14 août 2020. URL: http://www.josejoaquintrejos.com/Libros/Por_Esfuerzo_Propio.epub.

²⁵³ José Joaquín Trejos. « Mensaje del Señor Presidente Constitucional de la República de Costa Rica », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 10. Consulté le 28 juillet 2020. URL:

<https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=sites&srcid=ZGVmYXVsdGRvbWFpbntZW5zYWplcHJlc2lkZW5jaWFsY3J8Z3g6YjRmZDJhNjNjZTBmNTc3>.

²⁵⁴ United Nations. *Technical Assistance...*, pp. 220-222.

²⁵⁵ « La ciencia y la productividad del trabajo están creciendo con rapidez. Lo que no está creciendo con igual rapidez es la sabiduría. Corremos el peligro de llegar a ser un pueblo rico y vulgar... Es necesario hacer un esfuerzo cultural superior a las posibilidades económicas de hoy. Es necesario pensar no solo en el nivel de vida, sino también en la calidad de la vida. » Figueres F. « Mensaje pronunciado, 1º de mayo de 1973 », p. 2. Je souligne. Traduction libre.

tracteurs, sans des violons ? »²⁵⁶ Des années plus tard, le chancelier Niehaus a proposé l'une des définitions les plus complètes du « développement » dans le corpus de sources analysé :

« En ce qui concerne le « développement », il ne faut pas le confondre avec la simple croissance... mais il est conçu dans le cadre du développement social, culturel spirituel et politique de chaque peuple. Uniquement vaut la peine un développement qui implique un enrichissement simultané de toutes les potentialités de l'homme et qui s'associe également à une répartition équitable. »²⁵⁷

Il convient de noter que cette notion de développement n'a pas été reprise par les chanceliers ou les présidents des décennies suivantes qui, comme indiqué précédemment, sont retournés à de vieilles conceptions de l'assistance technique ou les ont imprégnées de nouveaux objectifs, tels que la lutte contre le trafic de drogue ou la promotion technologique. Cependant, il faut reconnaître que le discours de Niehaus précède la notion de « bien-être humain » utilisée par le PNUD pour proposer son IDH.²⁵⁸ De cette façon, il y a eu ce que l'on pourrait appeler des discours alternatifs de l'assistance technique qui ont incorporé les notions de justice économique et sociale, associée au renforcement culturel et spirituel des individus.

²⁵⁶ Mario Salazar Montes. « Los espectáculos de representación escénico-popular en Costa Rica: Culturas populares y políticas culturales, durante 1960-1990. » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013), pp. 69-84, 114-125, 142-154.

²⁵⁷ « En cuanto a “desarrollo” no debe confundirse con el simple crecimiento... sino se concibe dentro del desarrollo social, cultural espiritual y político de cada pueblo. Sólo vale la pena un desarrollo que implique un enriquecimiento simultáneo de todas las potencialidades del hombre y que corra asimismo parejo con una distribución equitativa.» Bernd Niehaus. *La política exterior de Costa Rica. 1980-1981*. (San José, Costa Rica: El Ministerio, 1981), p. 84. Le soulignement est de l'original. Traduction libre.

²⁵⁸ Ces points de vue coïncident avec le débat que les chercheurs de diverses disciplines ont encouragé ces dernières années pour une révision du modèle économique en vigueur. L'une des idées fondamentales est que les mesures de la croissance économique, par exemple le PIB, excluent bon nombre des dimensions qui font partie de ce processus, telles que les dimensions écologiques, démographiques, culturelles ou publiques qui ne font souvent pas l'objet de transactions monétaires. Il en résulte la nécessité de remettre en question les objectifs de croissance économique, la population bénéficiaire de cette croissance, les coûts d'opportunité à prendre en compte pour atteindre les objectifs, y compris leur coût énergétique et la manière dont les différents groupes qui composent les sociétés actuelles peuvent participer à ce processus. Bien qu'il soit reconnu que plusieurs alternatives de mesure du progrès social sont basées sur le PIB, celles-ci proposent d'intégrer d'autres indicateurs tels que l'IDH, l'IDSP (indicateur sexospécifique du développement humain), l'IPF (indice de participation des femmes), l'IPH (indice de pauvreté humaine) pour compléter l'analyse de la croissance économique, son reflet dans le progrès social et déplacer l'économie qui régit les politiques de développement depuis la seconde moitié du XXe siècle. Christian Comeliau. *La croissance ou le progrès? Croissance, décroissance, développement durable*. (Paris: Éditions du Seuil – Kindle, 2006); Alain Massiera. *De la croissance économique au développement durable*. (Paris: L'Harmattan, Série Cours Principaux, Collection L'esprit économique, 2010); Jean-Marc Huart. *Croissance et développement*. (Paris: Éditions Bréal, 2003).

b) Les discours communistes.

Dans les paragraphes précédents, les programmes d'assistance technique ont été mentionnés comme instruments de lutte contre le communisme, discours qui était partagé non seulement par les responsables politiques costaricains, mais aussi par les organismes internationaux qui ont soutenu la mondialisation solidaire. Cela a rendu nécessaire d'analyser comment les communistes costaricains se sont positionnés face à ces programmes car, bien qu'ils n'aient pas été les seuls acteurs à critiquer leurs méthodes et leurs objectifs, l'interdiction de leur parti après la guerre civile de 1948, l'exil de plusieurs de leurs dirigeants et la répression politique que leurs militants ont subie, dont certains ont perdu la vie ne les a pas empêchés de faire connaître leur opinion devant une assistance technique essentiellement utilisée pour les neutraliser socialement et politiquement. En outre, il est également intéressant de déterminer si les communistes se sont approprié l'outil discursif ou des images du développement ou de la solidarité, au profit des programmes de coopération soviétiques qui ont été diffusés dans leurs hebdomadaires *Adelante et Libertad*.

En ce qui concerne l'assistance technique américaine, il convient de noter qu'au niveau général, l'opinion publique costaricaine a été favorable à l'assistance technique, notamment au Point IV, bien que ses activités aient été peu couvertes entre 1951 et 1953.²⁵⁹ Au cours de la dernière année, plusieurs publications ont couvert la visite de Jonathan Bingham, l'administrateur exécutif, qui a salué le travail du Point IV au Costa Rica comme un « modèle pour le monde ».²⁶⁰ Selon lui, le programme était la concrétisation de la vision d'Arnold Toynbee, dans laquelle la pauvreté mondiale disparaîtrait enfin au XXe siècle.²⁶¹

Figueres et Ulate²⁶² ont exprimé des opinions positives sur le Point IV à plusieurs reprises, mais c'est ce dernier qui a mis au défi les communistes de clarifier leur contribution au développement au Costa Rica, car ceux-ci dénonçaient que l'assistance

²⁵⁹ « Desde hoy disfrutará nuestro país de los beneficios del Punto IV del programa de Truman. » *Diario de Costa Rica*, 12 de enero de 1951, pp. 1-6; « Firmado acuerdo sobre el Punto IV. Su fundamento es la cooperación técnica entre los Estados Unidos y Costa Rica. » *La República*, 12 de enero de 1951, pp. 1-5; « La ayuda técnica en Costa Rica. » *Diario de Costa Rica*, 2 de marzo de 1951, p. 3.

²⁶⁰ « El programa del Punto 4 en Costa Rica puede servir de modelo en el mundo entero. » *La República*, 1 de marzo de 1953, p. 4.

²⁶¹ Daniel C.S. Wilson. « Arnold Toynbee and the Industrial Revolution: The Science of History, Political Economy and the Machine Past. » *History and Memory*, Vol. 26, N° 2 (Fall/Winter 2014), pp. 133-161.

²⁶² Figueres « Mensaje del señor Presidente, 1953... », p. 7; ICA, *Point Four in Costa Rica*, p. 3.

technique américaine était une « pénétration impérialiste ».²⁶³ Le communisme costaricain, à travers les hebdomadaires *Adelante* et *Libertad*, a exprimé un rejet véhément de l'utilisation de l'assistance technique étasunienne, à laquelle ils ont tenu responsable le sous-développement latino-américain, comme on le verra ci-après.

« « Mettre d'accord » le loup et les moutons. »

La presse communiste a, à plusieurs reprises, considéré Figueres comme un « naïf » envers l'assistance technique américaine. *Don Pepe* s'est efforcé d'établir une différence entre un « investissement étranger » dommageable et un investissement positif, en plaçant dans cette dernière le travail du Point IV par son caractère « temporaire ». Quant à la première, *don Pepe* l'a qualifiée de « bombe d'aspiration » qui a pris toutes les richesses et les dividendes des pays pauvres, ne laissant que de bas salaires et de la misère. Dans ce type de discours, les communistes ont coïncidé avec lui, car ils étaient de nature « anti-impérialiste ». Mais ils n'étaient pas d'accord sur le fait que le Point IV échappait à cette logique, car ses programmes ne fonctionnaient que pour « stimuler les investissements de capital monopolistique yankee dans nos pays. »²⁶⁴

Prenant comme exemple le cas de la construction de la route panaméricaine, les communistes ont qualifié l'« aide » américaine de « pillage » (*rapiña*), car bon nombre de leurs projets engageaient les pays pauvres à financer leurs homologues en empruntant auprès des banques privées américaines. L'hebdomadaire *Adelante* considérait ce type de projets comme de grandes « escroqueries » qui plongeaient de plus en plus dans les économies des pays pauvres.²⁶⁵ L'hebdomadaire n'avait pas tort de souligner que le Point IV servait à stimuler l'investissement américain et à rechercher des marchés pour ses

²⁶³ Otilio Ulate Blanco. « Mensaje del señor Presidente constitucional de la República de Costa Rica don Otilio Ulate presentado a la Asamblea Legislativa, 1º de mayo de 1953 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica*, INIL-UCR, p. 5. Consultado el 28 de julio del 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1P6-ID7f7z6s31tda5hr02QJFXupDBuGP/view>. En ce qui concerne la critique d'Ulate à l'égard des communistes, l'historienne Ana Maria Botey a procédé à une analyse approfondie des contributions de ces acteurs politiques à la recherche d'un programme institutionnalisé de santé publique, depuis sa fondation en 1931 jusqu'en 1948. Ana María Botey Sobrado. « Los actores sociales y la construcción de las políticas de salud del Estado Liberal en Costa Rica. » (Tesis de Doctorado en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013), pp. 633-692.

²⁶⁴ « Contra las inversiones imperialistas en el país se pronunció Figueres. » *Adelante*, 6 de setiembre de 1953, p. 5.

²⁶⁵ « Ayuda o saqueo descarado. » *Adelante*, 4 de agosto de 1957, p. 7; « El Ministro de Obras Públicas se enfrenta a la Public Roads. » *Adelante*, 30 de marzo de 1958; « Sigue la estafa de la Carretera Panamericana contra los sagrados intereses de los costarricenses. » *Adelante*, 15 de junio de 1958, p. 3.

produits, Nelson Rockefeller lui-même ayant également souligné cet objectif depuis 1951.²⁶⁶

La position si ambiguë de Figueres à l'égard de « l'aide » américaine a été interprétée par la presse communiste comme sa façon de vouloir transformer le « mal impérialisme » en quelque-chose de « bon ».²⁶⁷ Toutefois, à cet égard, il a considéré que:

« En théorie, le développement économique des pays en retard de l'Amérique latine et l'équilibre qui en résulte entre le nord et le sud de l'hémisphère ne doivent être que le produit de la lutte des peuples contre la domination et l'exploitation des compagnies étrangères. L'inverse est de prétendre mettre le loup et le mouton d'accord. M. Figueres dit qu'il ne croit pas au colonialisme et à l'impérialisme comme une politique délibérée, mais qu'il croit qu'il s'agit de la « persistance de certains concepts [illisibles] et anachroniques dans certains pays ». Affirmer cela, commentons-nous, c'est la même chose que de dire, en présence d'un incendie qui consume la maison dans laquelle on vit, qu'« il n'y a pas de tel incendie », mais qu'il s'agit d'une « erreur » d'où le feu s'est produit »²⁶⁸

Selon Manuel Solís et Jorge Barrientos, l'ambiguïté de Figueres a pris racine dans la guerre civile de 1948 et dans l'installation du Conseil fondateur de la Seconde République. N'ayant pas été un gouvernement populairement élu, le *figuerisme* a cherché un moyen non seulement de légitimer les fonctions du Conseil, mais aussi d'obtenir toute l'aide possible des États-Unis, tant militaires qu'économiques. Pourtant, *don Pepe* a été considéré par plusieurs de ses adversaires comme un communiste pour ses attaques contre les investissements étrangers, attitude qu'il a pu maintenir jusqu'en 1955 lorsque le Costa Rica a fait face à une invasion militaire promue par les calderonistes et soutenue par le régime d'Anastasio Somoza. Ayant recours à l'aide bilatérale et multilatérale, Figueres a adouci sa position en se montrant donc plus tolérante à l'égard d'entreprises étrangères telles que l'UFCO.²⁶⁹

²⁶⁶ Nelson Rockefeller. « The meaning of Point Four. » *Popular Economics*, Vol. 2, N° 3 (November 1951), pp. 13-14; Erb, « Prelude to Point Four », pp. 250, 253.

²⁶⁷ « Las inversiones extranjeras no son el camino hacia el desarrollo mundial y hacia la paz. » *Adelante*, 11 de octubre de 1953, p. 2.

²⁶⁸ « Poner “acuerdo” al lobo y a las ovejas propone el Sr. Figueres como solución a los problemas internacionales en su Mensaje Inaugural. » *Adelante*, 22 de noviembre de 1953, p. 4,6.

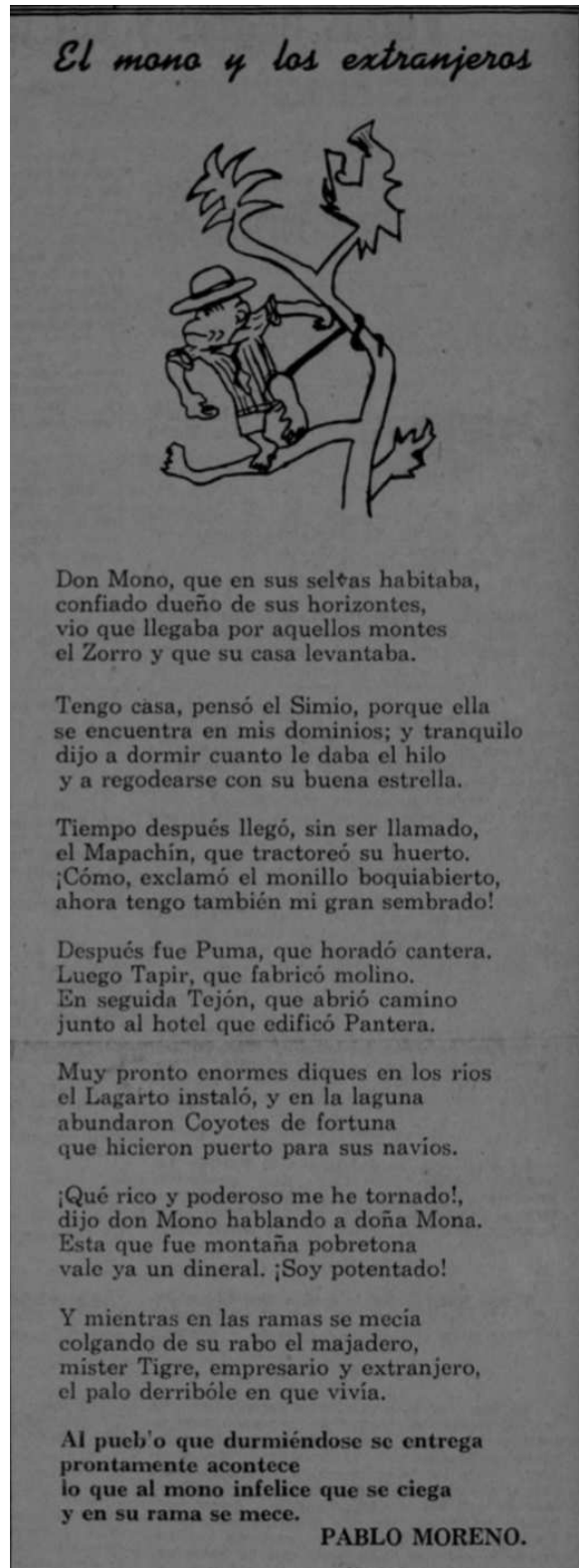
²⁶⁹ Solís, *La institucionalidad ajena*, pp. 494-496; Jorge Barrientos Valverde. « La ideología anti-comunista en Costa Rica: Guerra Fría, discursos hegemónicos e identidades políticas 1948-1962. » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013), pp. 116-117.

Adelante a en outre utilisé l'humour pour transmettre son message, ce qui était récurrent. L'Image II.2 montre l'histoire d'un singe, qui a vu d'autres animaux améliorer leur « maison » par l'agriculture, le tourisme et les travaux d'infrastructure. Cependant, il n'a pas compté sur le Tigre, représentation de l'investisseur américain, abattre son arbre pour finalement garder ses terres. Pour ajouter davantage à son symbolisme, le singe partage certains traits du visage avec le président Orlich de l'époque, qui devient seul responsable de « vendre » le Costa Rica à des intérêts privés américains en utilisant le discours de « l'aide ».

La publication de cette caricature a également contribué à renforcer d'autres discours de l'« aide » américaine récupérés sur les impressions de l'ancien président Alfredo Gonzalez Flores (1914-1917) en décembre 1962, qui la considérait comme un « mal » qui « dénationalisait la production ». Selon Alberto Venegas, rédacteur en chef de *Adelante*, Gonzalez Flores dans sa quête pour améliorer la structure économique du Costa Rica, a payé le prix fort après avoir été évincé par son secrétaire de la Guerre, Federico Tinoco Granados en 1917, avec l'accord de « l'aide étrangère ».²⁷⁰

²⁷⁰ « Habla don Alfredo González Flores. Niego rotundamente que las inversiones extranjeras sean una bendición. » *Libertad*, 5 de enero de 1963, pp. 3 y 4; Alberto Venegas. « La economía esta semana. » *Libertad*, 5 de enero de 1963, p. 4. Le coup d'État de Federico Tinoco, le 27 janvier 1917, a déclenché la seule dictature militaire du Costa Rica au XXe siècle, qui s'étend jusqu'au 12 août 1919. Au cours de cette dernière année, fruit d'une mobilisation populaire, le régime a pris fin. Alejandro Bonilla Castro. « El retrato del recuerdo y el olvido: políticas de conciliación, olvido y memorias emblemáticas de la dictadura de Federico Tinoco Granados (1917-1963). » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013).

Image II.2. « Le singe et les étrangères. » 1963.



Source : *Libertad*, 9 de febrero de 1963, p. 3.

Anti-impérialisme, dépendance et trahison.

Le deuxième contexte qui a alimenté les discours contre les programmes d'assistance technique des États-Unis a été encadré par la visite de John F. Kennedy au Costa Rica en 1963. Pour les communistes, l'ALPRO n'était rien d'autre qu'un nouveau visage de l'impérialisme yankee que les politiciens costaricains, cette « légion sans principes » comme ils l'appelaient, voulaient condamner le pays.²⁷¹

Trois des plus grands dirigeants communistes du pays, l'écrivain Carlos Luis Fallas « Calufa », l'avocat et fondateur du Parti communiste Manuel Mora Valverde et l'éducateur Arnoldo Ferreto Segura, ont dénoncé l'ALPRO et son expression régionale, le MCCA, comme la poursuite du projet d'obstruction de William Walker auquel les Costaricains avaient mis fin pendant la Campagne nationale de 1856-1857. Faisant un contraste entre Juan Rafael Mora Porras, ancien président costaricain (1849-1859) et chef d'état-major dans ce conflit, ils considéraient le gouvernement Orlich et Gonzalo Facio comme des « lamebotas » de l'impérialisme qui, en échange du soutien au blocus de Cuba, espéraient continuer à avoir accès à « l'aide » américaine.²⁷²

La « kenedytis aigüe », comme l'appelait Calufa, était la coupable de mettre le Costa Rica dans une situation de vulnérabilité, car il ne s'attaquait pas correctement à l'injustice économique dont le pays faisait l'objet et le reste de la région latino-américaine continuait de recevoir des prix bas pour ses produits. Le projet d'intégration économique centraméricaine²⁷³ a accru l'inquiétude des communistes concernant le gouvernement d'Orlich qui, en 1962, s'est montré enclin à financer les programmes de l'État par des

²⁷¹ « ¿Qué le van a decir al pueblo después del engaño? » *Libertad*, 23 de marzo de 1963, p. 2.

²⁷² Carlos Luis Fallas. « El prestigio de Costa Rica. » *Libertad*, 23 de marzo de 1963, p. 2; Manuel Mora V., Carlos Luis Fallas y Arnoldo Ferreto. « La reunión de Presidentes y la Declaración de Centroamérica. » *Libertad*, 6 de abril de 1963, p. 3.

²⁷³ L'intégration économique centraméricaine a fait l'objet de plusieurs analyses dans la presse communiste depuis le début des années 1960. Les principales réprimandes des communistes à l'effet de ce projet étaient la capacité industrielle inégale qui était présente dans la région, qui positionnait le Guatemala et El Salvador comme les mieux placés, ce qui désavantage nettement les autres pays qui ne pourraient pas être compétitifs. L'autre critique était que le projet d'intégration était éminemment économique, laissant de côté des aspects de la législation sociale, tels que la santé, l'éducation et les salaires, que les communistes considéraient comme indispensables à la réussite de l'unification. Et, enfin, que ce projet a été fait sur mesure pour que les investissements américains pénètrent facilement dans la région et transforment leurs États en simples vassaux. « ¿Qué hay detrás de la integración económica de C.A.? » *Adelante*, 28 de enero de 1956, p. 2; « Centro yanqui sobre Centroamérica. Eso persiguen las Conferencias Centroamericanas. » *Adelante*, 28 de enero de 1956, p. 3; « Hondas contradicciones dificultan integración económica en Centroamérica. » *Adelante*, 21 de febrero de 1960, pp. 1 y 7; « Entraña grave peligro para Costa Rica la llamada integración económica Centroamericana. » *Adelante*, 28 de febrero de 1960, p. 7; « Vanguardia Popular denuncia peligros de la Integración Económica Centroamericana. » *Adelante*, 29 de julio de 1962, pp. 14 y 15.

prêts étrangers, en raison de la crise économique que connaissait le pays depuis 1957. M. Ferreto a souligné que des institutions telles que l'ICE, l'INVU et le SNAA nouvellement créés dépendraient de crédits « usuriers » et seraient liées à l'achat de leurs biens d'équipement exclusivement aux États-Unis, payant davantage qu'avec d'autres options. La situation serait encore aggravée par la création de l'OFIPLAN, car

« [...] ce qu'il est prévu de créer avec le nouveau projet de loi est une AGENCE D'INVESTISSEMENT DE CAPITAL MONOPOLISTE ÉTRANGER. Nous nous dirigeons ainsi vers une livraison « planifiée » de l'économie nationale. Nous sommes en présence d'un plan néocolonialiste secret sous le nom de « Plan d'Alliance pour le progrès ». »²⁷⁴

La planification a ainsi été considérée comme un outil de plus de l'impérialisme yankee et, pour expliquer à ses lecteurs les implications de ces politiques, le journaliste de la *Libertad*, Alberto Venegas, a consacré plusieurs articles à l'examen des causes du « sous-développement » et de la raison pour laquelle l'établissement de règles équitables d'échanges commerciaux et l'ouverture des relations avec le bloc socialiste étaient les véritables faces de la coopération internationale.²⁷⁵ Pour cela et en accord avec les thèses de Raul Prebisch et Alberto Lleras Camargo, il fallait que les élites « égocentriques » se retirent pour renforcer la démocratie et, surtout, contribuent à l'économie comme il se doit.²⁷⁶ En l'absence de ces conditions, l'ALPRO n'était qu'un cadavre (Image II.3).²⁷⁷

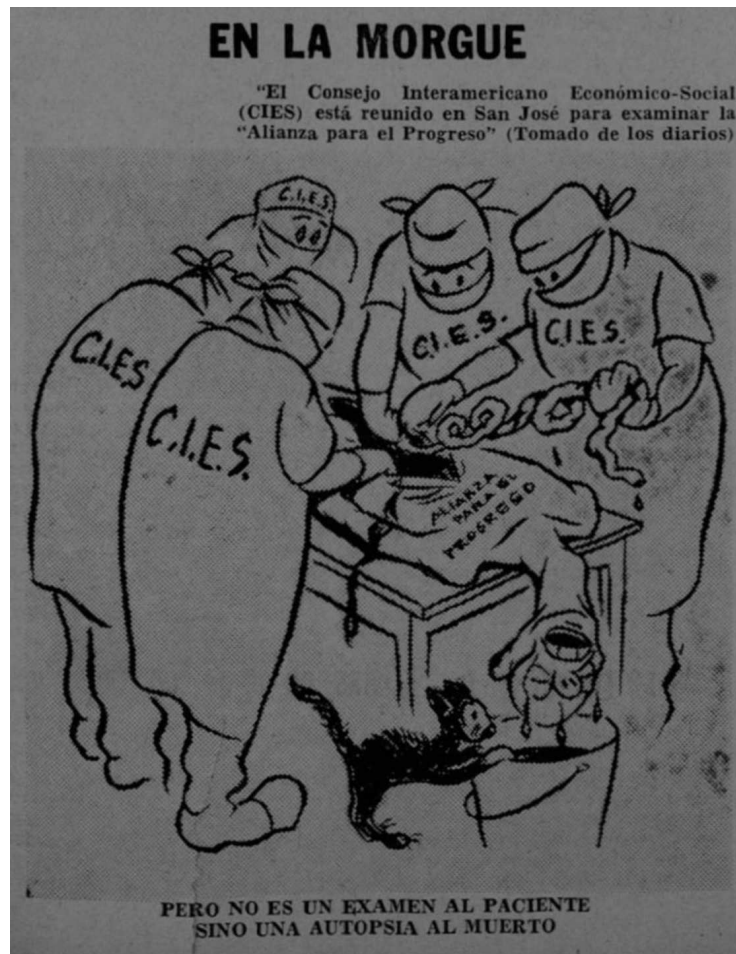
²⁷⁴ « ... lo que se proyecta crear con el nuevo proyecto de ley es una AGENCIA DE INVERSIONES DE CAPITAL MONOPOLISTA EXTRANJERO. Vamos, así, hacia una entrega “planificada” de la economía nacional. Estamos en presencia de un plan neo-colonialista encubierto bajo la denominación de “Plan de Alianza para el Progreso. » Arnoldo Ferreto S. « Proyecto de Ley de Planificación. Agencia de inversiones de capital extranjero para la entrega “planificada” de la economía nacional. » *Adelante*, 16 de junio de 1962, pp. 6 y 13. Ferreto a ainsi dénoncé la soi-disant « politique d'additionnalité », qui obligeait les soumissionnaires d'un prêt à acheter les matériaux dont ils avaient besoin pour leurs projets aux États-Unis, ce qui limitait l'accès à d'autres options plus accessibles. Domínguez, « La Alianza para el Progreso », p. 142. Les majuscules sont de l'original.

²⁷⁵ Alberto Venegas. « La economía esta semana. » *Libertad*, 8 de junio de 1963, p. 6; Alberto Venegas. « La economía esta semana. » *Libertad*, 20 de julio de 1963, p. 8.

²⁷⁶ « El famoso informe de Prebisch. » *Libertad*, 13 de julio de 1963, p. 6.

²⁷⁷ « La Alianza para el Progreso ha fracasado. » *Libertad*, 7 de setiembre de 1963, p. 6; Domínguez, « La Alianza para el Progreso », pp. 136-138.

Image II.3. « À la morgue ». 1963.



Source : *Libertad*, 20 de julio de 1963.

Lier la politique des « aides » américaines à la « mort » était la réponse de l'Amérique latine, en l'occurrence du Costa Rica, à ce discours prophylactique de Truman qui appelait à guérir la pauvreté par le « progrès scientifique et technologique ». Certes, pour les communistes, les prêts étaient les outils de retenue les plus redoutables dont disposait « l'impérialisme yankee », coïncidant finalement avec les paroles de *don Pepe* selon lesquelles ce dont la région avait vraiment besoin, c'était d'une « aide technique et financière permettant au bénéficiaire de lever une structure industrielle... s'éloignant de la soumission à un groupe fermé de pays hautement industrialisés ».²⁷⁸ Bien entendu, la formation technique des futurs professionnels a été fortement encouragée par les communistes, qui ont également annoncé la disponibilité de bourses pour étudier en

²⁷⁸ “La Alianza para el Progreso ha fracasado.” *Libertad*, 7 de setiembre de 1963, p. 6.

Union soviétique²⁷⁹, ce qui montre que le système d'assistance technique n'était pas le problème, mais d'où il venait et comment il était donné.²⁸⁰

Les critiques au multilatéralisme.

En prenant cette dernière idée, on peut se demander : comment le communisme costaricain va-t-il recevoir l'assistance fournie par les organismes multilatéraux, comme l'ONU ? Bien que les informations disponibles suggèrent que ces programmes n'ont pas été systématiquement critiqués par les communistes, il y a en revanche des références à la crainte que ceux-ci renforcent politiquement le *figuerisme* ou que, grâce aux prêts du FMI et du BIRF-BM, le « sous-développement » du Costa Rica s'approfondisse davantage. Il convient de souligner que la première de ces craintes a été contextualisée lors de la campagne électorale de 1952-1953 au cours de laquelle Figueres a été la cible de critiques et d'attaques de ses opposants, y compris des communistes. A cet égard, on ne dispose que d'un article où l'on reproche au *figuerisme* de bénéficier personnellement du programme de l'UNESCO qui était en cours d'exécution à l'époque, par l'arrivée d'experts prétendument adeptes au *figuerisme*, comme Luis Beltrán Prieto²⁸¹ et à travers les travaux qui seraient faits sur son domaine personnel de « La Lucha ». Selon lui, il s'agissait d'une insulte au peuple du Costa Rica qui, par ses cotisations à cet organisme, finançait ses projets.²⁸²

²⁷⁹ « Campo pagado. Becas para estudiantes pobres. » *Libertad*, 30 de marzo de 1963, p. 2.

²⁸⁰ Francisco Rojas Aravena a démontré que la coopération technique soviétique reçue par le Costa Rica était le produit de la dissidence qui a eu lieu à partir des années 1970. Cependant, à la fin des années 1950, les contacts entre le Costa Rica et l'URSS se sont accrus, ce qui a conduit à l'envoi des premiers boursiers costaricains dans l'Union. Des années plus tard, l'Institut costaricain soviétique a été créé et la Convention de coopération culturelle et scientifique a été signée en 1974. Les relations culturelles et l'assistance technique avec les Soviétiques ont été rendues possibles par d'autres voies, à savoir l'ONU, l'UNESCO et le même parti d'avant-garde populaire qui avait le pouvoir de sélectionner plusieurs boursiers. En 1983, environ 20 % des boursiers latino-américains étaient de nationalité costaricaine. Francisco Rojas A. « Las vinculaciones diplomáticas, económicas y culturales entre Costa Rica y la Unión Soviética: Un bajo perfil. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 12(1) (1986): pp. 53-68.

²⁸¹ Elsa Fuenmayor, et. al. « Descripción de las ideas pedagógicas de Luis Beltrán Prieto Figueroa. » *Orbis: revista de Ciencias Humanas*, Año 5, Nº 13 (2009): pp. 73-85; Josué Pascual Mora. « La filosofía educativa de Luis Beltrán Prieto Figueroa y su aporte a la historia de la educación actual: Análisis de los indicadores de las políticas de inclusión en educación 1998-2006. » *Educere*, Año 12, Nº 42 (Julio-Agosto-Setiembre 2008): pp. 615-624.

²⁸² « El proyecto piloto de la UNESCO es una maniobra figuerista. » *Adelante*, 6 de julio de 1952, pp. 1 y 3.

Mais les critiques les plus évidentes ont été à l'égard des politiques interventionnistes du FMI et du BIRF-BM. Eduardo Mora Valverde, économiste et frère de Manuel Mora, a dénoncé, à travers plusieurs articles, les conditions des prêts par ces organismes, qui obligeaient les pays pauvres à mener des réformes structurelles, notamment en réduisant l'inflation, en gelant les salaires, en réduisant les dépenses du secteur public et toute forme de subvention, en promouvant la vente d'entreprises publiques au secteur privé et en favorisant la libre circulation des capitaux.²⁸³ Mora a ainsi décrit un autre type d'assistance technique « impérialiste » menée par des experts internationaux qui ne s'efforçaient pas de résoudre des problèmes de formation technique, l'amélioration de secteurs productifs clés ou le transfert technologique, mais pour préparer le pays « sous-développé » à gérer les ressources qu'il obtiendrait du prêt et qui serait capable de faire face à ses obligations. Le grand coupable, pour Mora, étaient les États-Unis qui imposait son programme financier à ces organismes pour favoriser les banquiers des « Rockefeller, Morgan et Boston. »²⁸⁴

Les années 1960 ont été, dans une certaine mesure, un prélude de ce qui se passerait dans les années 80, période au cours de laquelle le Costa Rica a négocié avec l'USAID, le FMI et le BM une série de prêts qui mettraient en œuvre les PAE. Au cours de ces années, *Adelante* a récupéré une partie des discours élaborés au cours des dernières décennies sur le FMI ou les « banques internationales », comme on le voit dans les caricatures des Images II.4 et II.5, où ces institutions étaient représentées comme des « usuriers » ou des « requins ».

²⁸³ Eduardo Mora Valverde. « Problemas de la América Latina. Banco Mundial y Fondo Monetario Internacional. » *Adelante*, 29 de mayo de 1960, p. 3; Ídem. « Problemas de la América Latina. Las condiciones del Fondo Monetario. » *Adelante*, 5 de junio de 1960, p. 3; Sarah Baab a souligné que les prêts accordés aux pays « sous-développés » par les « banques multilatérales de développement » dépendaient de leur engagement à mener des réformes structurelles, telles que la vente d'actifs publics ou des réformes de l'éducation. Les décaissements étaient effectués par parties, étant entendu qu'il y avait des progrès dans ces domaines. Bien qu'il existait avant 1980 des exemples de prêts de ce type, ceux-ci étaient plus fréquents à partir des années 80, influencés par le Consensus de Washington et qui seront ensuite liés aux politiques économiques néolibérales. Babb, *Behind Development Banks...*, pos. 188.

²⁸⁴ Bien que les États-Unis aient pu, par le biais de la soi-disant « politique de levier », procéder à des nominations clés au sein des conseils d'administration des banques multilatérales, ils ont souvent dû faire face aux autres actionnaires qui ont entravé leurs intérêts. Pour cette raison, les États-Unis ont été contraints de favoriser davantage leurs programmes bilatéraux. Baab, *Behind Development Banks...*, pos. 614-670.

Image II.4. « La semaine sérieuse. »



Source : *Adelante*, 4 de febrero de 1988, p. 11.

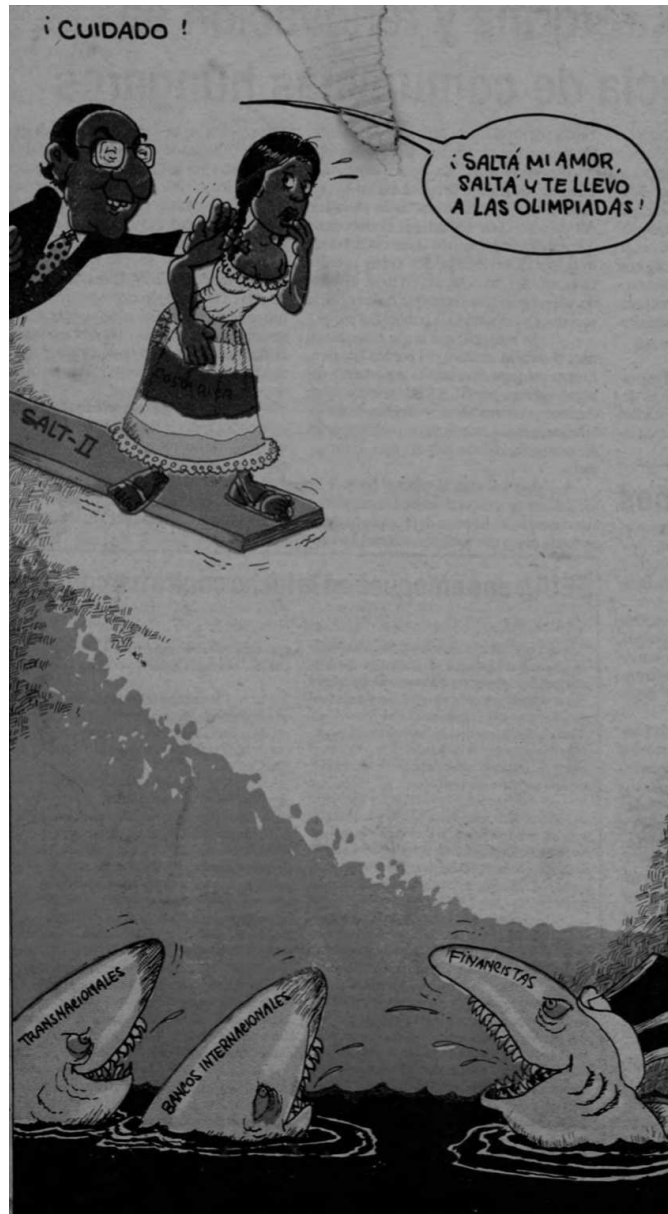
Dans les deux illustrations, les politiciens et technocrates costaricains représentés par Óscar Arias et Eduardo Lizano Fait²⁸⁵ sont responsables de mettre le Costa Rica sur le bord, soit en tirant sa queue²⁸⁶, ou en essayant de la pousser du tremplin du Programme d'ajustement structurel II (PAE-II). Le FMI, les banques internationales et les financiers apparaissent comme des idiots ou des « prédateurs » qui apportent la calamité aux peuples d'Amérique latine. La deuxième caricature est plus radicale à ce sujet, car on a recours à nouveau au discours de la « mort », que le Costa Rica trouverait s'il sautait du tremplin, comme il l'a fait avec l'ALPRO dans les années 1960. Les communistes ont cependant continué à recourir aux notions anti-impérialistes car ils considéraient que le seul salut pour le Costa Rica était « une redistribution démocratique des richesses, qui offre des terres et des incitations aux producteurs agricoles, élève le niveau de vie des masses pour améliorer la demande intérieure et favorise la production de petite et moyenne dimension. »²⁸⁷

²⁸⁵ Lizano a été président de la Banque centrale du Costa Rica pendant la période 1984-1990.

²⁸⁶ L'expression populaire costaricaine « Jalarle el rabo a la ternera » signifie « faire perdre patience ».

²⁸⁷ « Nuestra posición. Frente común contra la política neoliberal. » *Adelante*, 29 enero – 4 febrero de 1988, p. 4.

Image II.5. « La semaine sérieuse. »



Fuente: *Adelante*, 27 de mayo – 2 de junio, 1988, p. 12.

Les discours communistes sur l'assistance technique ont coïncidé avec un secteur du PLN qui considérait le développement comme la concrétisation d'une solidarité internationale consacrée à l'élimination des distorsions économiques et sociales du commerce mondial. Les communistes ont utilisé le même outil conceptuel, même les notions de niveau de vie, de progrès, de consommation que les politiciens costaricains ont utilisées comme porte-parole des organismes internationaux, dont Keynes, Rostow, Prebisch et Camargo. Cela explique pourquoi les communistes n'ont pas eu un rejet

catégorique de l'assistance ou de la coopération technique multilatérale, à l'exception du cas décrit par l'UNESCO, qui s'est inscrit dans un contexte électoral très particulier.

Là où les discours contre l'assistance et la coopération technique multilatérales ont prédominé, c'est avec les cas du FMI et du BIRF-BM, qui ont été considérés dans les années 1960 comme des instruments de « l'impérialisme yankee » et, dans les années 80, du « néolibéralisme ». Les discours dépeignaient ces organismes financiers comme des « prédateurs », des « escrocs », des « requins » et des « usurpateurs », des appellations qui ont également été utilisées contre le Point IV et l'USAID. Loin d'être le « remède » de la pauvreté comme Truman les avait qualifiés, les programmes étasuniens et ceux du FMI et de la BM étaient, pour les communistes, les images vivantes du « sous-développement », de la « dépendance » et de la « mort ».

d) Vers une définition officielle.

L'univers des discours qui a été identifié était l'expression des aspirations et des craintes des acteurs politiques et sociaux à l'égard de l'assistance et de la coopération technique. À quelques exceptions près, elles n'ont pas toujours coïncidé avec les définitions officielles qui ont marqué les institutions costaricaines, que ce soit dans les mémoires du MRREE ou dans la réglementation de ce ministère et de l'OFIPLAN/MIDEPLAN. Je tiens à souligner que celles-ci sont aussi l'expression de l'inachèvement et immaturité de cette institution, condition qui persiste aujourd'hui.

Les informations disponibles ont permis d'identifier deux périodes au cours desquelles se sont concentrées la plupart des tentatives, tant formelles qu'informelles, de définir l'assistance et la coopération technique internationales, à savoir : 1954-1958, 1970-1979. La première période, qui coïncide également avec le deuxième gouvernement de Figueres, peut être considérée comme une période d'expérimentation puisque les définitions fournies par les acteurs politiques n'ont pas été incluses dans une réglementation institutionnelle. Pourtant, ils ont apporté une approche des aspirations des acteurs à l'assistance technique, car ils avaient tendance à se concentrer sur deux domaines : l'éducation comme un « investissement culturel » et la « justice économique internationale ». Avant de continuer, une clarification est nécessaire : une définition formelle est celle qui est incorporée dans une réglementation ou une législation de la

république. En revanche, l'informelle sera celle qui, bien qu'elle figure dans un document officiel, n'a pas atteint une hiérarchie supérieure au sein de l'institutionnalisation costaricaine.

Tableau II.3. Attributs de la définition de l'assistance technique au Costa Rica. 1954-1958, 1970-1979.		
Période	Attributs	Principaux porte-paroles
1954-1958	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conseils des fonctionnaires sur le terrain et leur formation à l'extérieur. 2. Aide fournie par des organismes internationaux à des pays « sous-développés » dans différents domaines du progrès. 3. Collaboration entre peuples visant à supprimer ou à limiter les inadéquations économiques provenant de causes extérieures. 4. Elle est de nature passagère et ne portant donc pas atteinte à la souveraineté ou à l'indépendance administrative d'un pays. 	Lily M. Rudin. Alvar Antillón. Gonzalo Facio. Christian Tattenbach.
1970-1979	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'assistance technique est un préinvestissement 2. La coopération est l'échange de ressources et de talents dans le domaine de l'économie, de la culture et des idéaux démocratiques. 3. Transfert de capitaux en provenance des pays riches pour promouvoir les ressources naturelles. 4. Il renforce la capacité des institutions à développer leur rôle. Il ne les remplace pas. 5. C'est l'adolescence technico-économique des peuples. 	José de J. Conejo. Daniel Oduber Q. Gonzalo Facio. Bernd Niehaus.
Source : Bonilla C., <i>Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995.</i>		

Cela dit, en examinant les attributs des définitions résumées au Tableau II.3, seuls deux d'entre eux évoquaient le caractère éducatif de l'assistance technique. Le premier a été fourni par Lily M. Rudin en 1954, qui considérait ce type de programmes comme des plateformes de conseil pour les fonctionnaires costaricains, par le biais de techniciens étrangers ou de bourses à l'étranger.²⁸⁸ En 1958, Christian Tattenbach Iglesias, délégué du Costa Rica auprès de l'ECOSOC, récapitula le caractère éducatif de l'assistance technique, mais y ajoute le titre de « temporaire ». Il a ainsi cherché dans une certaine mesure à exprimer sa confiance au système en le considérant tout sauf une « intervention » politique.²⁸⁹ Ces deux positions visaient clairement à mettre en évidence

²⁸⁸ Rudin. « Informe del Departamento... », p. 68.

²⁸⁹ Christian Tattenbach Iglesias. « XXVI Periodo de sesiones del Consejo Económico y Social ». MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y de Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Licenciado Alfredo Vargas Fernández Ministro de Relaciones Exteriores y de Culto. 1958-1959.* (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1959), pp. 153-154.

le caractère « désintéressé » de l'assistance technique internationale, contrairement aux discours communistes qui ont mis en garde contre le contraire. Par ailleurs, Alvar Antillón et Gonzalo Facio ont convenu de lui attribuer des fonctions de développement économique, mais avec des perspectives différentes. Antillón se pencha vers une attribution verticale, la qualifiant d'« aide » aux « pays sous-développés », tandis que Facio la considérait comme une collaboration horizontale entre des peuples frères.²⁹⁰

Au cours des années 1960, les informations disponibles n'ont permis de trouver aucune définition officielle de l'assistance technique. Il convient toutefois de noter qu'au cours de la XIVe Assemblée générale des Nations Unies, le Président exécutif du Conseil d'assistance technique (TAB), David Owen, a déclaré que, compte tenu du nombre de pays participant à l'EPTA, il ne fallait plus parler d'« assistance » mais de « coopération technique ». Par la suite, la délégation grecque a proposé que l'Assemblée reconnaisse officiellement cette dernière dénomination pour refléter plus fidèlement les objectifs des programmes de l'ONU²⁹¹, bien que cela n'ait pas eu d'impact perceptible sur la réglementation costaricaine.

En 1973, la première définition formelle de l'assistance technique a été fournie, qui comprenait « à la fois les services de conseil par l'intermédiaire de consultants et d'experts et les facilités de formation du personnel par le biais de bourses d'études à l'étranger ou la fourniture d'équipements de travail. »²⁹² Cette définition représente une continuité avec la période précédente, puisqu'elle a mis l'accent sur le rôle éducatif de ces programmes, mais n'a pas incorporé la dimension économique, du moins explicitement, aspects qui dans le discours, étaient déjà évidents comme il a été démontré précédemment. En 1978, un autre décret précisait que « la coopération technique internationale est un élément important et complémentaire à l'effort national visant à

²⁹⁰ Alvar Antillón H. « Informe anual del Departamento de Organismos Internacionales. » MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1954-1955.* (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1955), p. 119; Facio, « Embajador Facio, Electo... », p. 76.

²⁹¹ « XIV Asamblea General de las Naciones Unidas. » MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y de Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Licenciado Alfredo Vargas Fernández Ministro de Relaciones Exteriores y de Culto. 1959-1960.* (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1960), pp. 149, 155-156.

²⁹² « Decreto N° 3370, 14 de noviembre de 1973. Creación de la Dirección General de Asistencia Técnica ». *Sistema Costarricense de Información Jurídica.* Consulté le 1 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=14102&nValor3=15140&strTipM=TC.

accélérer le développement économique et social du pays », le terme « assistance » ayant été officiellement remplacé par « coopération ».²⁹³

Toutefois, ces définitions formelles n'ont pas tenu compte des attributions que d'autres fonctionnaires ont données à l'assistance technique au cours des années 70. En 1971, José de J. Conejo, alors chef des affaires économiques et de l'assistance technique du MRREE, considérait ce type de programmes comme un « préinvestissement » car, lorsqu'il s'agissait d'améliorer à la fois l'infrastructure et les ressources humaines, il était essentiel de les renforcer avant d'attirer des « capitaux étrangers ».²⁹⁴ De même, le président de l'époque, Daniel Oduber Quirós (1974-1978), l'a considéré comme un « transfert permanent de capitaux » indispensable pour rechercher et exploiter les ressources naturelles.²⁹⁵

L'impression de Conejo doit être interprétée à la lumière du transfert de la section de l'assistance technique du département de la productivité et de l'efficacité administrative de l'OFIPLAN vers le MRREE. Toutefois, elle confirme également les craintes des communistes à l'égard de ces programmes, en particulier ceux de nature remboursable. Il n'est pas étonnant qu'Oduber ait souligné que le Costa Rica devait trouver des formules de coopération qui assureraient le flux de ces ressources vers le pays.

Associés à ces attributs, Oduber et Gonzalo Facio ont considéré la coopération internationale comme un échange de connaissances et de talents, tant économiques, culturels que démocratiques, essentiels au renforcement institutionnel et au bien-être intégral du pays. Les attributs mentionnés ci-dessus montrent une continuité avec cette définition de la « qualité de vie » que *don Pepe* avait fournie des années auparavant et qui était un signal d'alarme pour surmonter la conception « développée » de l'assistance technique.

²⁹³ « Decreto N° 9287, Creación del Comité de Coordinación de la Cooperación Técnica Internacional, 2 de Agosto de 1978. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=22074&nValor3=23417&strTipM=TC. Comme on l'a vu, j'ai jusqu'à présent évité de faire une distinction entre assistance et coopération technique et j'ai utilisé simultanément les deux concepts. Toutefois, à partir de ce moment, le premier ne sera utilisé que pour la période 1951-1977 et la seconde, de 1978 à 1995. Cependant, la conceptualisation fournie par les sources sera respectée à tout moment pour maintenir la rigueur historique.

²⁹⁴ José de J. Conejo. « Memoria anual Departamento de Asuntos Económicos y Asistencia Técnica. » Gonzalo Facio Segreda. *Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto Costa Rica. Memoria. 1971*. (San José, Costa Rica: El Ministerio, 1971).

²⁹⁵ Daniel Oduber Quirós. « Mensaje pronunciado ante la Asamblea Legislativa, 1° de mayo de 1975 », *Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR*, p. 11. Consulté le 28 juillet 2020. URL: <https://drive.google.com/file/d/1U8EKbSNdl55rVLK4JVsrRiyzYj1FRDdiz/view>.

Dans les années 80, la réglementation costaricaine n'a fourni aucune autre définition de la coopération technique, de sorte que celle de 1978 était en vigueur depuis 21 ans. De toute évidence, cela a négligé les changements institutionnels qui ont été réalisés à partir de ce moment-là dans ce domaine de la politique étrangère et les régressions conceptuelles qu'elle a vécues de la part des présidents costaricains qui ont encouragé la diversification productive de l'agro et de l'industrie dans les années 1980 et 1990.

Le crépuscule du XXe siècle a apporté avec lui une nouvelle définition formelle de la coopération technique. Celle-ci a été considérée comme « un instrument complétant les efforts nationaux pour relever les différents défis du développement » et comme « tous les projets et programmes réalisés en collaboration avec d'autres gouvernements et organismes internationaux ou régionaux, institutions privées internationales ayant cette vocation et ceux mis en œuvre sur les fonds que le budget national attribue à cette fin, que ce soit le Costa Rica le pays qui reçoit ou qui accorde la coopération internationale. »²⁹⁶ Essentiellement, la nouveauté qu'a apporté cette nouvelle sens était que le Costa Rica est apparu comme un acteur qui pouvait également la fournir, conformément à la définition de « coopération technique horizontale », qui a commencé à être utilisée dès le milieu des années 1990. Toutefois, en raison de sa généralité, elle ne permet pas d'observer quelles étaient les priorités de cette collaboration ni dans quelle mesure elles complétaient les « efforts nationaux ». ²⁹⁷

²⁹⁶ Decreto N° 28177, « Creación del Consejo Consultivo de Cooperación Internacional. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consulté le 2 septembre 2020. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=54633&nValor3=75573&strTipM=TC.

²⁹⁷ Bien qu'en dehors de la période considérée, il a été possible d'identifier qu'en 2008 le règlement à l'article 11 de la loi nationale de Planification a incorporé une nouvelle définition de la coopération internationale, qu'il a divisée en deux types: ceux de type *remboursable* comprenant des prêts à faible taux d'intérêt et à long terme, et celui *non remboursable* qui se rapproche le plus du profil historique de la coopération internationale. En ce qui concerne la coopération à caractère technique, le règlement l'a définie comme « l'adaptation et l'adoption de connaissances, de capacités, de compétences, d'expériences, de ressources et de techniques et technologies nouvelles ou meilleures que le pays ne possède pas ou ne peut pas mobiliser; fournis par les agences et organismes de coopération sous une forme non remboursable pour entreprendre des activités de développement. » Ce nouveau sens était la reconnaissance officielle du fait que la coopération technique n'était pas des formules ou des modèles transplantés d'un endroit à l'autre, donnant le sentiment que le pays était un acteur passif dans l'ensemble du processus, mais qu'il jouait un rôle très important dans la réflexion et l'adaptation des connaissances reçues de sources internationales. Nous verrons que cette notion a été très présente dans plusieurs fonctionnaires de l'État costaricain pendant la période étudiée, mais ce n'est qu'en 2008 qu'on lui donne un sens normatif. De même, la coopération technique horizontale, qui était fournie par les pays en « voies de développement » à leurs pays similaires, est formellement définie. « Decreto N° 35056-PLAN-RE, Reglamento del Artículo 11 de la Ley de Planificación Nacional N° 5525 del 2 de mayo de 1974. » *Sistema Costarricense de Información*. Consulté le 2 septembre 2020. URL:

Ce qui ressort de ce parcours des définitions formelles de la coopération technique internationale, c'est que celles-ci ont toujours été à l'origine des attributions ou des aspirations des acteurs politiques et sociaux à son sujet. D'une certaine manière, cela était le symptôme de l'instabilité institutionnelle que le MRREE et l'OFIPLAN/MIDEPLAN ont connu et les organismes chargés de gérer ces programmes. En outre, on comprend pourquoi l'assistance technique a été blâmée ou symbolisée comme un instrument « impérialiste » puisque ce concept englobe à la fois celui de caractère remboursable et non remboursable, bien qu'il y ait une certaine conscience parmi certains acteurs politiques de leurs différences et de leurs portées.

3. Conclusion du chapitre.

Ce chapitre visait à analyser, à partir des discours, de la réglementation nationale, des domaines prioritaires et de leur trajectoire financière, l'institutionnalisation des programmes d'assistance et de coopération technique au Costa Rica. Les résultats obtenus au cours de l'analyse de ces variables me permettent maintenant de proposer une périodisation de l'assistance et de la coopération technique pour le Costa Rica qui harmonise les discours, les définitions officielles, la réglementation, les domaines prioritaires et la dynamique des organismes internationaux. A partir de la synthèse de ces composantes, il a été possible de discerner trois périodes et leur délimitation temporelle :

1. *L'expérimentale (1950-1969)*
2. *La gérance conjointe (1970-1980)*
3. *La crise et de la cacophonie institutionnelle (1981-1998).*

La première période, appelée Expérimentale, est caractérisée parce qu'elle est composée de deux sous-périodes : de l'aspiration normative et la planificatrice concurrentielle. Le sous-période de l'aspiration normative couvre un délai relativement court, qui s'étend de 1950 à 1954, dans lequel se situent les premières réglementations relatives à l'assistance technique internationale visant à réglementer l'octroi de bourses,

http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=64904&nValor3=79744&strTipM=TC

à élaborer des normes techniques et à définir les tâches des premiers organes de gérance au sein du MRREE qui apparaît pour la première fois comme un acteur institutionnel clé. Toutefois, leur rôle est encore limité par l'autonomie des institutions autonomes, des municipalités et des ministères pour traiter leurs demandes d'assistance technique. Ces transformations institutionnelles ont cherché à se justifier par des discours soulignant l'urgence de remédier aux injustices économiques de l'hémisphère et d'encourager la formation de professionnels qui réaliseraient l'expansion de l'État-providence. Bien entendu, cette assistance technique serait de nature temporaire et ne porterait préjudice à la souveraineté des pays « sous-développés ».

La sous-période Planificatrice concurrentielle s'étend de 1955 à 1969 et se caractérise essentiellement par la lutte de pouvoir entre le MRREE et l'OFIPLAN en tant qu'organe directeur de l'assistance technique internationale au Costa Rica. Le comportement des institutions était essentiellement le transfert de compétences d'une entité à une autre, en obéissant essentiellement la politique du gouvernement en poste. Dans cette sous-période, les discours qui aspiraient à faire de l'assistance technique un instrument de justice économique internationale et de démocratie pour la région latino-américaine continuent de prévaloir, notamment en raison de l'importance acquise par la lutte anticommuniste dans le cadre de l'ALPRO. En outre, un intérêt gouvernemental a été noté pour la promotion des programmes d'entraide, inspirés par la structure de l'assistance technique internationale.

La période expérimentale s'est également différenciée de celles qui l'ont succédée par son instabilité, qui s'est matérialisée dans le nombre de dépendances et de réglementations créées entre 1950 et 1969 qui a atteint un maximum de 12. D'autre part, elle a également été encadrée au cours de l'exercice de la TAB et des premières années du PNUD, ce qui a conditionné le pays à suivre une offre prévue par ces agences des Nations Unies et dont l'assistance technique s'est concentrée principalement sur la lutte contre les problèmes de santé, d'alimentation, d'agriculture et de productivité et, notamment, d'éducation.

Ensuite, la période de gérance conjointe (1970-1980) a été caractérisée par deux changements substantiels : la nouvelle politique du PNUD consignait aux pays la planification et la fixation des objectifs et priorités à atteindre par les programmes de coopération technique. Cela explique la décision du gouvernement de Figueres de créer la direction générale de l'assistance technique, entité centralisée pour la gérance et la

coordination de ces programmes. Il convient de souligner que la direction générale s'est appuyée sur un système de coopération, l'OFIPLAN devant se charger de la gérance interne et le MRREE de la gestion face aux organismes internationaux. Ce système de coresponsabilité a également bénéficié de la réforme de l'OFIPLAN et de la diversification des sources de coopération technique grâce à la politique des « portes ouvertes » avec le bloc socialiste et les pays asiatiques.

Un autre aspect qui ressort de cette période est que la création de la direction générale en 1973 a élaboré la première définition formelle officielle de l'assistance technique. Outre le fait que cette définition n'a pas pris le terme de « coopération », elle a maintenu l'accent mis sur la nature formatrice et démonstrative de ces programmes, le sens économique étant exclu. Au contraire, cette aspiration persistait dans les aspirations des politiciens costaricains qui lui accordaient des fonctions de préinvestissement, de transfert de capitaux et, dans une certaine mesure, la considéraient comme un « éveil » de la maturité économique, laissant derrière elle l'enfance du « sous-développement ». Ce type de désir a davantage contribué à lier l'assistance technique aux prêts internationaux et, partant, à renforcer les discours communistes sur la dépendance et la pénétration impérialiste yankees.

Il convient toutefois de souligner qu'au niveau du discours, l'assistance technique a continué d'être considérée pendant cette période comme un instrument de paix et, surtout, que celle-ci devait surmonter son déterminisme économique et prendre en considération d'autres aspects, tels que la culture et la spiritualité. Cela a introduit, à cette époque, une réflexion accrue sur ce qu'était la « qualité de vie » et le « bien-être », qui dépassait les objectifs initiaux d'augmentation du « niveau de vie » de la population. Un indicateur qui témoigne de la sensibilité des responsables politiques costaricains à l'égard d'une assistance technique plus holistique a été l'intégration d'un plus grand nombre d'acteurs dans la prise de décision sur ces programmes, avec le CONICIT et le MCJD. A la fin de cette période apparaît une nouvelle définition formelle dans la réglementation costaricaine, remplaçant pour la première fois le terme « assistance » par celui de « coopération » mais qui n'a pas réussi à intégrer cette intégralité qui avait réussi à influencer le discours des acteurs politiques.

La période suivante, appelée Crise et cacophonie institutionnelle (1982-1998), est contextualisée pendant la crise centraméricaine et le processus d'ajustement structurel qui s'est déroulé dans le pays, promu par des organismes de coopération technique tels que

l'USAID, le FMI et la BIRF-BM. La crise s'est également concrétisée par le type de discours sur l'assistance technique, qui ont de nouveau penché vers l'aspect formateur dans l'agriculture et l'industrie, perdant l'esprit globaliste qu'elle avait au cours de la dernière période. En outre, l'influence du néolibéralisme sur le concept est perceptible, car il a incorporé les discours du développement des secteurs de haute technologie et la poussée à la micro et petite entreprise ciblant le secteur exportateur. Les images liées à la justice économique internationale sont donc affaiblies, tandis que celles du renforcement de la démocratie, localisées pendant la crise centraméricaine, restent présentes. Quant à l'institutionnalisation, la période se caractérise par la prolifération des commissions, dont beaucoup sont politisées par la présence de représentants du président de la République, des ministres, des vice-ministres, les acteurs techniques ayant moins d'influence. Il convient de souligner que, dans le domaine de la gérance des bourses, de nouveaux acteurs pertinents tels que le MEP, le CONARE, le MICIT et l'INA ont été intégrés, mais probablement avec un rôle technique assez limité.

Pendant cette période, les priorités de la coopération technique ont varié vers la réforme de l'appareil d'État, la planification du développement, l'incitation au commerce international, les politiques du logement, le traitement de la crise humanitaire due à la guerre en Amérique centrale, l'emploi et, dans une moindre mesure, la culture, la santé, la science et la technologie. Il faut rappeler qu'au niveau du financement, cette période a également été caractérisée par une diminution substantielle de la coopération technique à l'égard du Costa Rica, ce qui a contraint le gouvernement à promouvoir le pays et à rechercher d'autres sources de coopération internationale.

La périodicité de l'assistance et de la coopération technique au Costa Rica était un effort pour comprendre la construction de ses institutions au-delà de la réglementation, ce qui n'était pas suffisant pour déterminer le rôle des discours, les acteurs impliqués et l'influence du contexte international. J'ai ainsi cherché à situer les indices qui permettaient de lire ces institutions comme des constructions sociales et un jeu de pouvoir où la culture et les intérêts des acteurs sociaux étaient en relation. En ce sens, même si la dernière période s'appelle consolidation, cela ne veut pas dire que les institutions costaricaines responsables des programmes de coopération internationale soient consolidés, tout le contraire. Au-delà de la période étudiée, de nouvelles réformes et problèmes ont pu être localisés et continuent d'alimenter ce processus historique, qui est loin d'être fini.

Le dernier aspect auquel je voudrais faire référence concerne les problèmes de la dépendance des pays vis-à-vis des programmes d'assistance technique et la manière dont une territorialité de ces programmes a été socialement construite. Je dois tout d'abord signaler que d'autres recherches seront nécessaires pour avoir une vue d'ensemble plus complète du degré de dépendance du Costa Rica et des pays d'Amérique centrale vis-à-vis des programmes d'assistance technique. Dans cette recherche, la seule série de données couvertes par la plupart des périodes étudiées était celle de l'ONU et de l'USAID, mais ce dernier uniquement pour les montants globaux. Cela pose également plusieurs problèmes méthodologiques, liés à la disponibilité des sources, car parfois les pays fournisseurs de coopération technique cachaient leurs chiffres ou fournissaient des données très générales au pays bénéficiaire. Elle oblige également de se rendre dans d'autres pays pour obtenir la documentation nécessaire, car l'OEA ne dispose pas d'une base numérique semblable à celle de l'ONU ou de l'USAID, celles-ci étant néanmoins loin d'être complètes.

Cependant, les données disponibles ont permis de constater que le programme de coopération technique de l'ONU visait à promouvoir davantage l'octroi de bourses que l'envoi de professionnels de l'extérieur, conscients que les politiques de développement devaient être créées et gérées par les fonctionnaires du pays bénéficiaire. Ainsi, au moins le Costa Rica a réussi à maintenir une position plus ou moins « indépendante » en ce qui concerne les experts internationaux. Cependant, la demande continue de boursiers soulève une autre réflexion sur la dépendance, car c'est aussi un indicateur de l'impossibilité du pays de créer les carrières universitaires ou les facultés nécessaires pour s'approvisionner localement de fonctionnaires formés, pour une raison ou une autre. Cela signifie que, loin de former ses professionnels par des méthodes et des théories adaptées au contexte national, il a continué à dépendre de connaissances souvent étrangères à la réalité costaricaine et qu'elles devaient, d'une certaine manière, être adaptées en générant des conflits entre ces experts nationaux lors de la construction des savoirs.

D'emblée, bien que légitimés sur la base de discours liés à la solidarité et à la responsabilité mutuelle, l'assistance et la coopération technique sont, dans une certaine mesure, des instruments de transformation sociale et culturelle, souvent violente, avec une inclinaison éminemment économique. Les organismes internationaux, au moins pendant les 20 premières années de vie de ce type de programmes, ont établi des lignes directrices et une offre de projets consacrés principalement à l'amélioration des

conditions de santé, d'éducation, de productivité agricole et industrielle qui ont été identifiés comme les besoins prioritaires de l'Amérique latine.

En Amérique centrale, il a été possible de constater, à travers les données de l'ONU, que l'offre de projets et leur demande ont répondu au comportement des secteurs productifs par rapport au PIB, en laissant de côté d'autres domaines qui pourraient être importants pour le pays, comme le développement technologique ou le renforcement de ses systèmes éducatifs. Dans les années 70, avec les nouvelles dispositions établies par le PNUD, les pays ont eu plus de liberté pour déterminer leurs priorités mais, avec la restriction que représentaient leurs CIP. Dans les années 80 et 90, le Costa Rica a été contraint à de nouvelles sources de coopération, en réponse à la réduction de son CIP, car il a commencé à être considéré comme un pays à revenu intermédiaire et donc plus développé.

En outre, à la suite de l'influence du Consensus de Washington à partir de 1980, on peut observer que les programmes de coopération ont été tournés vers la compétitivité des secteurs technologiques, l'agriculture d'exportation, l'attention ciblée de la pauvreté, laissant de côté des domaines qui restent encore aujourd'hui prioritaires pour les pays pauvres, comme l'accès à une meilleure éducation, à un système de santé universel, à la disponibilité d'eau pour la consommation humaine ou à un meilleur environnement de vie. Certainement, les programmes de coopération technique demeurent un outil important pour accroître le bien-être humain, sans perdre de vue que leur contribution au bien-être est médiatisée par une série d'intérêts tant sociaux que politiques qui peuvent limiter leur impact et, partant, provoquer la persistance de la pauvreté des pays dans certains domaines.

III. COSTA RICA, L'URBANISME ET LA FIN DE L'INTERNATIONAL URBAINE.

Les chapitres précédents visaient à analyser les principales caractéristiques des programmes internationaux d'assistance et de coopération technique en tant que vecteurs de la mondialisation solidaire. À titre de récapitulatif, l'assistance technique est la fille de l'internationalisme qui s'est structuré, du moins dans l'objet de cette recherche, comme un système de circulation et de normalisation du savoir dans différents domaines. Il a également encouragé les échanges économiques, essentiellement selon des principes capitalistes, et le changement culturel des sociétés. À côté de cet internationalisme, d'autres de nature philanthropique ont vécu ou se sont structurés sous une conscience de classe.

Les organismes internationaux ont offert une assistance technique, à partir de divers domaines, à leurs pays membres qui a progressivement incorporé le principe de solidarité internationale qui est devenu prépondérant à partir de 1945. La mondialisation solidaire a combiné les méthodologies d'entraide avec le développement pour améliorer le niveau de vie des pays les plus pauvres ou les plus « sous-développés ». En effet, l'approche variait dans chacun des programmes d'assistance technique en fonction de l'organisme ou le pays qui l'avait fourni ; cependant, il a été possible de discerner une structure commune constituée par l'enseignement technique, à travers les programmes de bourses, les missions d'experts, l'organisation de congrès, la normalisation et la diffusion des connaissances et, surtout, le transfert technologique.

La problématique sous-jacente qui guide ce chapitre repose sur les contributions d'Arturo Almandoz et de l'historienne costaricaine Florencia Quesada Avendaño, qui ont souligné qu'au cours du XIXe siècle et des premières décennies du XXe siècle, l'« importation » de modèles urbains en Amérique latine s'explique en partie par le désir des élites latino-américaines de resserrer leurs liens économiques et culturels avec les métropoles urbaines européennes, Paris et Londres en particulier²⁹⁸. La municipalité de

²⁹⁸ Arturo Almandoz. *Modernización urbana en América Latina. De las grandes aldeas a las metrópolis masificadas*. (Santiago de Chile : Instituto de Estudios Urbanos y Territoriales, Pontificia Universidad

San José (MSJ) a incorporé pendant cette période des concepts modernes d'urbanisme tels que l'*ensanche* pour organiser la croissance urbaine de la capitale de « manière scientifique ». Même si la municipalité a demandé, à la mairie de Paris ses règlements quant aux services d'eau, d'éclairage et d'organisation de la police au cours du XIXe siècle, elle n'a pas appliqué à la lettre ces recommandations ni appliqué un modèle d'urbanisme dans la capitale costaricaine dont la croissance a été contrôlée, pour la plupart, par l'initiative privée²⁹⁹. Toutefois, les cas d'assistance technique internationale étudiés par Quesada dans son enquête dont l'importation de technologie, le conseil de techniciens étrangers pour les travaux d'assainissement de San José et même la dotation en bourses de la Fondation Rockefeller, montrent des signes d'une internationalisation naissante du Costa Rica dans le domaine urbain qui mérite d'être explorée en profondeur³⁰⁰.

L'une des variantes d'assistance technique qui est absente du travail de Quesada est le rôle des événements internationaux dans la circulation des connaissances de l'urbanisme au Costa Rica. Des chercheuses et des chercheurs tels que Beatriz Fernández, Javier Ruiz, Claudio Secci, Maria Cristina García, Salvador Guerrero et Alicia Novick ont apporté leur contribution concernant le rôle fondamental de ces événements dans la circulation des savoirs et dans les processus d'adaptation et d'appropriation de modèles et d'instruments d'urbanisme modernes³⁰¹. Il est donc légitime de se demander si le Costa Rica, en quelque sorte, a participé à certains d'entre eux et s'il lui a été possible d'assimiler ces connaissances et méthodologies afin de les introduire dans son cadre institutionnel.

Les informations disponibles suggèrent que le Costa Rica, avant 1948, n'avait pas de législation systématique régissant la croissance urbaine, malgré les progrès

Católica de Chile, 2013), pp. 25-26 ; Arturo Almandoz. *Modernization, Urbanization and Development in Latin America, 1900s-2000s* (London : Routledge - iBooks, 2015), pp. 23-24, 35.

²⁹⁹ Florencia Quesada. *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*. (Helsinki : Instituto Renvall, 2007), pp. 77, 88-90, 101, 106 ; Almandoz. *Modernización urbana...*, pp. 75-89, 128-136.

³⁰⁰ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 125, 130, 138, 141.

³⁰¹ Beatriz Fernández Águeda, Javier Ruiz Sánchez « Circulations et ancrage du survey geddesien dans l'urbanisme espagnol », *Espaces et sociétés* 2016/4 (n° 167), pp. 81-98 ; Claudio Secci, « Réceptions et appropriations des sciences humaines par les architectes. Le cas des CIAM et du Team Ten (1928-1962) », *Espaces et sociétés* 2010/2 (n° 142), pp. 17-31 ; María Cristina García y Salvador Guerrero. « The National Federation of Town Planning and Housing 1939-1954 : A Network for Town Planners and Architect's in Franco's Spain. » *Journal of Urban History*, Vol. 40(60) (2014) : pp. 1099-1122 ; Alicia Novick. « La ciudad, el urbanismo y los intercambios internacionales. Notas para la discusión » *Revista Iberoamericana de Urbanismo*, Vol. 1, N° 1 (2009) : pp. 4-13.

significatifs réalisés jusqu'alors par la réglementation relative au logement d'intérêt social. Anatole A. Solow, dans son rapport de mission technique, a constaté que,

« À l'heure actuelle, ni la municipalité de San José ni le gouvernement national ne disposent des outils administratifs ou juridiques nécessaires pour les tâches spécifiques de planification - des outils actuellement mis à l'œuvre dans la plupart des villes et des pays du monde entier. Il n'y a pas de plan pour le développement de San José, pas plus qu'il n'y a d'agence chargée de la planification. Aucune loi ne permet ou n'oblige la ville à planifier et à se conformer à un plan une fois qu'il est établi. Et il n'y a pas de lois contrôlant l'utilisation ou le lotissement des terres, si essentielles au développement ordonné de la ville. »³⁰²

D'après ce rapport de Solow, on pourrait penser que le Costa Rica était totalement en marge des discussions internationales concernant le logement social et l'urbanisme. Cependant, tout au long de l'enquête, il a été possible de constater que le pays, du moins entre 1927 et 1947, a participé aux congrès panaméricains d'architecture, ses délégations s'étant exposées aux connaissances les plus récentes en matière de logement et d'urbanisme pour la région. Cette constatation est fondamentale, car elle révèle que la participation à ces événements s'est inscrite à long terme et n'a pas été limitée aux opportunités créées dans le cadre de la mondialisation solidaire. Si c'était le cas, pourquoi Solow a-t-il été catégorique en marquant l'absence de progrès sur ces questions ? Qu'a-t-il pu se passer pour que le processus de circulation des connaissances n'affecte pas la réglementation costaricaine ?

Le but de ce chapitre sera donc d'analyser la participation du Costa Rica aux congrès panaméricains d'architecture de 1927, 1939 et 1947 afin de déterminer les facteurs qui ont empêché le cadre institutionnel costaricain à mettre en pratique les savoirs sur l'urbanisme discutés dans ces espaces avant 1948. Pour ce faire, nous aborderons les discussions relatives à la construction de l'urbanisme en tant que discipline, aux instruments de réglementation de l'utilisation de sol urbain, au rôle de l'État dans la question du logement, les mécanismes proposés pour améliorer l'éducation des architectes et des urbanistes et la coopération des pays d'Amérique latine. Je me

³⁰² « At present, neither the Municipality of San José nor the National Government have the administrative or legal tools for the specific tasks of planning – tools now being put to work in most cities and countries the world over. There is no plan for the development of San José, neither is there any agency entrusted with the task of planning. There is no legislation either permitting or making it mandatory to plan the city, and to conform to a plan, once it is established. And there are no laws controlling the use or subdivision of land, so essential to orderly development of the city. » Anatole A. Solow. *A planning program for the capital of Costa Rica*. (Washington D.C. : Division of Labor and Social Informations, Pan-american Union, 1948), p. 2. Traduction libre.

concentrerai ensuite sur le comportement des délégations costaricaines et leur participation aux congrès, afin de déterminer si celles-ci ont facilité la circulation des savoirs ou si, au contraire, elles l'ont entravée. Pour cette analyse, nous utiliserons principalement les comptes rendus des congrès panaméricains d'architecture de 1927, 1939 et 1947 où ont été présentes les délégations costaricaines et les articles de presse qui ont été publiés pour rendre compte de leur participation.

Ce chapitre part en outre de la prémisse que l'analyse de la question urbaine dans les congrès panaméricains d'architecture a été l'expression d'un phénomène qui s'est produit simultanément dans d'autres parties du monde et qui a connu, entre 1945 et 1950, une transformation importante. Pour en savoir davantage sur ce processus, nous utiliserons les cas de l'UNESCO, de la Fédération internationale du logement et de l'urbanisme (IFHTP) et des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) qui illustrent comment les associations internationales ont tenté de s'introduire dans le processus de mondialisation solidaire lancé par l'ONU en constatant que leurs efforts pour mondialiser leurs idées, leurs concepts et instruments avaient été insuffisants.

L'élection de l'UNESCO est justifiée par le fait que son prédécesseur, l'Organisation internationale de coopération internationale (OICI) fit des efforts en ce qui concerne la circulation des savoirs par le biais de l'organisation de congrès, un modèle qui a été maintenu dans les programmes d'assistance technique. Par ailleurs, j'ai exploré la disponibilité de sources qui ont lié l'UNESCO à la problématique urbaine avant 1950, dont les dossiers de l'IFHTP et des CIAM, situés dans ses archives à Paris.

Ce chapitre se termine précisément en 1950, date à laquelle commence une décennie fondamentale pour les programmes d'assistance technique internationale, et il constitue un « avant-propos » des chapitres 4, 5 et 6 qui auront pour objectif d'analyser l'interaction du Costa Rica, en particulier de l'Institut national de logement et urbanisme (INVU), dans les événements internationaux de logement social et d'urbanisme pour déterminer comment ces *espaces de liaison* ont permis la mise en réseau des acteurs et instruments et comment celles-ci ont contribué à la circulation des savoirs de la planification urbaine.

1. Les congrès panaméricains d'architecture (1927, 1939 et 1947)

Au Chapitre 1, j'ai défini les Congrès panaméricains comme des événements de double nature qui basculaient entre géopolitique et internationalisme. Les conférences n'étaient pas seulement un vecteur du Destin Manifeste étasunien, mais elles ont servi de plate-forme pour exposer et proposer des solutions communes aux problèmes qui touchaient l'hémisphère, notamment les droits des femmes et des enfants, les conditions de travail, l'éducation, la santé, le journalisme, la géographie, etc. En tant qu'espaces, ils ont réussi à articuler une sorte de « communauté mondiale » d'acteurs institutionnels et d'experts, fondés sur le principe de la solidarité internationale.

Almandoz a noté que, dans ces espaces, les pays ont réussi à mettre en place une dynamique de circulation et de validation des connaissances sur le logement et l'urbanisme qui a été exploitée par les pays de la région.³⁰³ L'un de ces forums était les congrès panaméricains d'architecture (CPA). Selon Ramón Gutiérrez, Jorge Tartarini et Rubens Stagno, les CPA ont été créés dans les années 1920 dans un contexte où le modèle de l'École des beaux-arts, tout en conservant une position prédominante dans la pratique de l'architecture, commençait à donner des signes d'épuisement à cause de la Première Guerre mondiale et des mouvements intellectuels américains qui invitaient à réfléchir à l'identité de leur propre architecture.³⁰⁴

Le premier Congrès panaméricain d'architecture qui s'est tenu à Montevideo en 1920 a lancé un appel urgent en vue d'intégrer dans les programmes d'études des écoles d'architecture américaines des cours sur l'histoire de l'Amérique latine, sur les cultures et matériaux de construction indigènes et, surtout, d'inviter à la réflexion sur les programmes de « maisons bon marché » et sur la protection des monuments historiques. Tous ces aspects étaient le fruit d'une sensibilité à l'égard des questions sociales, politiques, économiques et culturelles propres à la région.³⁰⁵

³⁰³ Almandoz, *Modernización urbana*, pp. 151, 233 ; Sociedad Central de Arquitectos (SCA). *III Congreso Panamericano de Arquitectos. Libro de Actas y Trabajos*. (Buenos Aires, Argentina : La Sociedad, 1927), p. 7.

³⁰⁴ Ramón Gutiérrez, Jorge Tartarini y Rubens Stagno. *Congresos Panamericanos de Arquitectos 1920-2000. Aportes para su historia*. 1^ª ed. (Buenos Aires : CEDODAL, 2007), p. 9. Je remercie à Ana Patricia Montoya pour me faciliter ce texte.

³⁰⁵ Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos...*, pp. 9-12.

La participation du Costa Rica à ces congrès a été précoce, mais intermittente. La première d'entre elles a eu lieu lors du troisième Congrès panaméricain d'architecture (CPA27) de 1927 qui s'est tenu à Buenos Aires. Une délégation costaricaine participa à nouveau dans ce forum lors du sixième Congrès panaméricain d'architecture (CPA47) de Lima en 1947 et, après une longue absence, elle y assiste en 1975, 1980, 1984 et 1992.³⁰⁶ Bien qu'aucun CPA n'ait été convoqué dans les années 1930, d'autres forums alternatifs ont été ouverts, dont le 1er Congrès panaméricain du logement populaire de Buenos Aires (CPV39) en 1939, où le Costa Rica a envoyé une délégation.³⁰⁷ Compte tenu de cette situation, certaines des discussions et conclusions de ces événements seront abordées afin de déterminer le type d'agenda urbain et de logement auquel le Costa Rica a été exposé, qui servira de point de départ pour l'analyse de la dernière partie de ce chapitre.

a) La « science », ses instruments et ses modèles.

L'approche de l'urbanisme en tant que science a été l'un des thèmes les plus importants du CPA27. Les participants ont estimé que la croissance désordonnée des villes latino-américaines s'explique par l'absence d'une discipline capable de systématiser ce travail par l'utilisation de certains instruments et modèles. Ils ont tenu l'initiative privée responsable de ce désordre et, en contre-proposition, ont placé l'État et les communes au centre de toute démarche urbanistique.³⁰⁸

La discussion sur la nature scientifique de l'urbanisme remonte au milieu du XIXe siècle. Françoise Choay et Laurent Coudroy de Lille ont souligné que l'un des pionniers

³⁰⁶ Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos*, pp. 55, 67, 107, 111, 119. Ces auteurs n'incluaient pas la participation du Costa Rica au CPA-15, qui comprenait une délégation de l'INVU. ANCR, Comptes rendus du Conseil d'administration de l'INVU (Actas INVU), signatura 89, Acta N° 2700 y 2701, 17 y 18 de noviembre de 1975, fs. 277 y 280.

³⁰⁷ Je remercie à nouveau à Ana Patricia Montoya, qui m'a très gentiment facilité l'accès aux rapports de ces congrès qui se trouvaient dans ses archives personnelles. Les documents originaux peuvent être consultés au CEDODAL.

³⁰⁸ Il est important de souligner que cela se produit dans un contexte où plusieurs pays d'Amérique latine ont pu, dans une moindre ou plus grande mesure, affaiblir leurs structures oligarchiques et constituer des États « modernes ». Ce processus, encadré entre la crise de 1929 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, a entraîné la création de nouvelles et meilleures politiques de contrôle territorial, l'expansion de son appareil administratif et de ses cadres de réglementation économique et politique, ainsi que la création de lois institutionnalisant la question sociale mobilisée par les secteurs populaires qui ont contribué à renforcer les mécanismes de éléction démocratique et les droits et devoirs des citoyens. Laurence Whitehead. « State organization in Latin America since 1930. » *The Cambridge History of Latin America. Volume VI : Latin America since 1930. Economy, Society and Politics. Part 2. Politics and Society*, Leslie Bethell (ed.) (Cambridge : Cambridge University Press, 1994), pp. 3-95.

était l'ingénieur catalan Ildefons Cerdà i Sunyer qui proposait le néologisme « urbanisation » pour désigner un groupe de constructions mises en relation afin de faciliter les activités humaines mais, également, une série de connaissances immuables et de règles fixes. Pour cela, la nouvelle discipline devait recourir à l'utilisation de la statistique pour donner un esprit scientifique à l'« urbanisation » et, d'autre part, à l'histoire pour comprendre le contexte qui façonnait la vie urbaine et conditionnait sa forme matérielle. Sa pensée était une autre expression du positivisme et de l'esprit de progrès bourgeois.³⁰⁹ Cette tendance a été renforcée au début du XXe siècle : Patrick Geddes a proposé son « enquête régionale » comme modèle de recherche, d'analyse et de planification urbaine ; d'autre part, Le Corbusier, dans l'un de ses célèbres travaux, a salué l'approche scientifique pour planifier les villes et effacer toute empreinte de ce qu'il a appelé « le chemin des ânes », c'est-à-dire les tracés organiques³¹⁰.

Au sein des CPA, les architectes et urbanistes latino-américains se sont activement intégrés au débat sur l'identité de ce nouveau savoir-faire. Dans le CPA27, deux exposés, celui d'Alfredo E. Coppola et celui de Rafael Terra Arocena, Antonio C. Bonnacarrere, Alberto D. Aguerre et Eugenio Baroffio, se sont concentrés afin de définir au mieux « l'urbanisme latino-américain ». Les deux communications ont convenu d'appeler l'urbanisme « science-art », dont les fondements scientifiques reposaient sur son interdisciplinarité intrinsèque, qui se nourrissait des sciences sociales (géographie, sociologie, histoire et philosophie) et des sciences physiques ; quant à sa relation avec l'art, c'était le résultat de sa communion avec l'architecture.³¹¹

Les pierres angulaires de l'urbanisme latino-américain, selon les rapporteurs, étaient l'hygiène, la voirie et l'esthétique. On fondait ainsi une division du travail entre architectes, ingénieurs, sociologues, géographes, hommes d'État et urbanistes, ce dernier étant le grand chef d'orchestre de la symphonie urbaine.³¹² Les sciences sociales, en

³⁰⁹ Françoise Choay. *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*. (Paris : Éditions du Seuil, 1996), pp. 292, 297-298 ; Laurent Coudroy de Lille. « Ildefonso Cerdà. Connaissance et reconnaissance d'un urbaniste. » *Histoire urbaine*, 1, N°1 (2000) : 169-185.

³¹⁰ Peter Hall. *Cities of Tomorrow : an intellectual history of urban planning and design since 1880*. (UK : Wiley Blackwell, 2014), p. 155 ; Carlos García Velázquez. *Teorías e historia de la ciudad contemporánea*. (Barcelona : Gustavo Gili - iBooks, 2016), pp. 32-36, 55 ; Françoise Choay. « L'histoire et la méthode en urbanisme ». *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. 25^e année, N. 4, (1970), p. 1145 ; Fernández y Ruiz, « Circulations et ancrage du survey », pp. 81-98 ; Le Corbusier. *Urbanisme*. (Paris : Flammarion, 1994), pp. 9-11.

³¹¹ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 223-227.

³¹² Toutefois, comme l'indiquent les conclusions du CPA27, il est recommandé que ce soit un architecte-urbaniste qui soit à tête des projets urbanistiques. De toute évidence, dans ce contexte, les deux professions sont inhérentes l'une à l'autre, leurs limites et leur identité n'étant pas bien établies. John Galen Howard a

particulier la sociologie, ont contribué à prendre conscience du fait que la ville est avant tout un scénario d'activité humaine et que, en raison de la croissance démographique, l'*ensanche* doit répondre à l'objectif de donner plus d'espace aux activités humaines. Pour les rapporteurs, la ville était une construction sociale, une idée qu'ils ont synthétisée à partir des contributions aussi bien de Camilo Sitte que de Le Corbusier, idée qui aurait certainement scandalisé ce dernier³¹³.

L'instrument par excellence de l'urbanisme latino-américain était le plan d'aménagement. Fruit de l'interdisciplinarité, il a été conçu pour éliminer l'individualisme qui avait guidé la création et la croissance des villes. Les participants des congrès ont accusé le « latifundisme » d'avoir tiré profit de la construction des villes et à l'architecte dit « individualiste » d'avoir synthétisé une image urbaine dissonante. Le plan d'aménagement viendrait corriger cette tendance et coordonnerait la croissance urbaine à partir d'une vision collective motivée, non plus à partir du « latifundio » ou de l'atelier de l'architecte isolé, mais par la municipalité et par l'État. Le modèle de ville dont les participants rêvaient était éminemment social, empruntant quelques traits du modèle des « centres civiques » étatsuniens.³¹⁴

La commission IV « L'urbanisme et le logement populaire » du CPV39 de 1939 a débattu la proposition de Benito J. Carrasco qui a donné continuité au plan d'aménagement. Carrasco a qualifié d'« urbanisme intégral » celui qui intègre l'utilisation du « zonización » (zonage), le terrain rationnel, la distribution des espaces verts, la voirie, les conditions d'hygiène et l'environnement.³¹⁵ Encore une fois, cela n'était possible que par le plan d'aménagement, qui a été défini comme :

« ... plans de prévoyance, qui prévoient le développement général d'une ville dans un délai de 30 ou 40 ans, de sorte que... ces besoins d'expansion soient assurés, exécutant alors toutes ces mesures, pour empêcher non seulement la division inadéquate des terrains, mais aussi pour empêcher la spéculation. »³¹⁶

défendu la thèse selon laquelle l'architecte devait être le grand coordinateur des travaux d'urbanisme, même si ce sont souvent les ingénieurs qui ont élaboré les plans urbains les plus reconnus au niveau mondial, comme celui de Washington D.C. ou de Paris. SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 230, 239-240.

³¹³ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 224, 226 ; Le Corbusier, *Urbanisme*, pp. III, 9 y 10.

³¹⁴ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 226, 228-229.

³¹⁵ Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de Argentina (MRREE-A). *Primer Congreso Panamericano de la Vivienda Popular. Actas y trabajos*. Tomo 1. 2 al 7 de octubre de 1939. (Buenos Aires : Talleres Gráficos del Ministerio de Obras Públicas, 1940), p. 487.

³¹⁶ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 489.

Le plan d'aménagement devait être accompagné d'une législation ou de règlements, qu'ils appelaient le « dossier urbain » qui, ensemble, empêcheraient l'utilisation irrationnelle du sol urbain.³¹⁷ Bien qu'il y ait eu un consensus au cours des discussions du comité sur l'importance et l'obligation du plan d'aménagement, il y a eu de vives discussions sur les limites de l'initiative privée en faveur du « bien commun ». Le plan d'aménagement devait être déclaré « d'utilité publique », car, sans lui, les villes s'étendraient sans aucun contrôle ni commodité et, pour atteindre ce but, il était essentiel d'« éduquer » l'opinion publique sur ses objectifs. D'autre part, pour Carrasco, l'utilisation des recensements et des statistiques pour planifier les villes, considérées comme les pierres angulaires de « l'urbanisme moderne », était essentielle. En outre, Angel Guido a rappelé l'importance pour l'urbaniste d'être conscient des particularités de la société pour laquelle il travaille, ce qui témoigne du lien étroit entre l'urbanisme et les sciences sociales.³¹⁸ Ces thèmes sont également abordés dans les CPA-4 et CPA-5.³¹⁹

Dans le CPA47, le rôle central de l'architecte dans l'ensemble du travail de planification des villes est à nouveau reconnu, car l'urbanisme est « l'expression la plus large de l'architecture ».³²⁰ Cela posait des défis dans la formation professionnelle, à laquelle je ferai référence plus loin. Par ailleurs, le rôle du plan d'aménagement a été renforcé : une dimension sociale y a été ajoutée en établissant au centre de tout travail de planification l'unité de voisinage, modèle de logement urbain et communautaire synthétisé depuis les années 1920. Le plan d'aménagement a été pensé à partir de l'utilité publique et toute action urbanistique, publique ou privée, devait être soumise à ses lignes directrices.³²¹

En résumé, les CPA et le CPV ont conçu l'urbanisme comme une science-art interdisciplinaire qui a fait appel aux sciences sociales et physiques pour donner un sens d'organisation, d'harmonie et d'ordre à l'activité humaine.³²² Toutefois, dans le souci de

³¹⁷ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 489.

³¹⁸ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, pp. 73, 490-491, 500, 502.

³¹⁹ Ana Patricia Montoya Pino. « Las unidades vecinales en América Latina - 1930-1970. Política, bienestar y vivienda como proyecto moderno. » (Tesis de doctorado en Arte y Arquitectura - Universidad Nacional de Colombia, 2014), p. 139.

³²⁰ Ana Patricia Montoya souligne que l'architecte a obtenu une double fonction : être le médiateur entre les idées internationales, ses idées et le savoir-faire local. Et, d'autre part, il devait l'être aussi entre sa profession et les institutions publiques. Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 17.

³²¹ Oficial. *Actas del VIº Congreso Panamericano de Arquitectos. Lima 15 de octubre de 1947. Cuzco 25 de octubre de 1947.* (Lima, Perú: Imprenta Santa María, 1953), pp. 185-187; Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 26, 137.

³²² Dans d'autres domaines, la discussion sur la nature et les fonctions de l'urbanisme a également eu lieu. L'un des cas les plus emblématiques fut la publication, en 1940, du Manuel d'urbanisme de Karl Brunner,

limiter ou de réglementer l'initiative privée, qui est à l'origine de la mauvaise organisation des villes jusqu'alors, le plan d'aménagement s'est vu confier une mission d'utilité publique et sociale basée sur deux modèles urbains: les centres civiques et les unités de voisinage. Les CPA et le CPV, à travers de multiples débats, ont ainsi conclu que l'État était tenu d'avoir une plus grande importance dans la planification des villes latino-américaines.

b) La question sociale urbaine et le rôle de l'État.

Au cours du CPA27, les délégués ont réfléchi à plusieurs reprises au rôle des municipalités et de l'État dans le développement urbain. En ce qui concerne les premières, celles-ci devaient élaborer et gérer leurs plans d'aménagements, tandis que l'État devait émettre les lois et règlements nécessaires pour coordonner ce travail au niveau national. Cela a été justifié par le fait que l'intérêt social devait primer sur l'individu, ce dernier étant responsable de la croissance désordonnée des villes et du renchérissement des services publics tels que l'éclairage, l'hygiène, le pavage, les égouts et la police.³²³

Ce congrès a également fait les premiers pas vers la reconnaissance du bien-être social comme l'un des principes directeurs de l'urbanisme. Coppola, dans son exposé précité, a reconnu ce qui suit :

« Pour le deuxième principe [l'élargissement urbain], l'éminent [Léon] Jaussely nous assure que pour un bien-être social abordable pour tous et le désir de rapprochement entre la vie naturelle et la vie urbaine, ce sont les plantations urbaines et privées. Non seulement il souhaite que l'ouvrier ait son petit jardin-verger, mais également que les promenades publiques et les parcs soient nombreux et se multiplient chaque jour. »³²⁴

où il s'est efforcé de hiérarchiser les objectifs de cette « science », la première étant l'amélioration culturelle et l'hygiène, suivie de ses problèmes techniques et enfin de l'aspect artistique-esthétique. Almandoz, *Modernización urbana*, p. 238.

³²³ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 229-230, 236-237.

³²⁴ « Para el segundo principio [el ensanchamiento urbano], el eminente [León] Jaussely nos asegura que para el bienestar social asequible a todos y el anhelo de la aproximación entre la vida natural y la urbana, son las plantaciones urbanas y privadas. No solamente desea que el obrero tenga su pequeño jardín-huerto, sino que los paseos públicos y parques sean numerosos y se multipliquen cada día. » SCA, *III Congreso Panamericano*, p. 226. Traduction libre. Sur Leon Jaussely, voir : Beatriz Fernández Águeda. « León Jaussely et le plan de liaisons de Barcelone. Vers un urbanisme scientifique. » *Inventer le Grand Paris. Relectures des travaux de la Commission d'extension de Paris. Rapport et concours 1911-1919*. Actes du colloque des 5 et 6 décembre 2013, Corinne Jacquand, Florence Bourillon, Frédéric Bertrand (eds) (Paris : Cité de l'Architecture et du Patrimoine Paris, Bordeaux, éditions Bière, 2016), pp. 333-354.

De toute évidence, cette notion de bien-être social a pris racine dans les principes d'hygiène, tout en reconnaissant l'importance de l'environnement par rapport au logement,³²⁵ qui affectait invariablement la manière dont l'État et les municipalités devaient aborder le problème du logement social.³²⁶ L'événement où l'un des débats les plus importants en la matière a eu lieu, c'est au CPV39. Le discours de Luciano Kulczewky est révélateur à cet égard car :

« L'intérêt social est un point fondamental. L'État, la société entière, doit apporter ses contributions, accorder dans ses budgets une somme annuelle pour la solution du problème [du logement], soit en construisant directement, soit en finançant les investissements d'entités particulières, de communes, de la Caisse [d'assurance de l'ouvrier], etc. »³²⁷

En ce qui concerne le rôle de l'État, rappelons que dans le CPA27, l'initiative individuelle ou les « intérêts latifundistes » avaient été désignés comme les coupables du désordre urbain. Au CPV39, lors de la discussion du plan d'aménagement en tant que politique d'intérêt public, plusieurs conférenciers, dont Pío H. Braem, Teófilo Herrán, José M. Ahumada, Eugenio P. Baroffio et Teodoro Sánchez de Bustamante, ont participé à un vif débat sur la capacité de l'État à imposer des règlements avant l'approbation du plan d'aménagement. Pour Braem, des lois antérieures comme le Code civil évitaient cette possibilité. En revanche, pour d'autres comme Ahumada et Sánchez de Bustamante, l'État pouvait et devait réglementer l'utilisation des sols de manière prévoyante. Sánchez de Bustamante, s'appuyant sur son expérience, justifia sa thèse de la manière suivante :

« Je suis médecin, mais je fais partie de la commission de tourisme de la ville de Jujuy. Il s'agissait d'empêcher la formation de bidonvilles et de cabanes à côté de la ville : il y avait une ordonnance municipale l'interdisant, mais c'était de ces ordonnances qui ne sont pas respectées ... Puis, je suis allé au pouvoir exécutif et j'ai dit qu'il semblait que dans la municipalité, à cause d'intérêts particuliers, d'amitiés ou à cause d'intérêts familiaux propres aux petites villes, les ordonnances n'étaient pas respectées... Nous avons convenu avec le gouverneur de faire une loi... et qui dit strictement : dans la zone d'un tel point, il est

³²⁵ En 1932, Wladimiro Acosta réfléchit à la relation biologique entre le logement et l'environnement comme suit : « le problème biologique est défini par la réponse à l'hygiène, au climat et aux influences sur l'homme, l'environnement dans lequel vit les conditions de vie et l'activité humaine contemporaine, où les facteurs économiques, malgré leur importance, doivent être subordonnés aux facteurs biologiques et sociaux qui définissent le logement à caractère civil. » Montoya Pino, « Las unidades vecinales... », p. 20. Au CPV39, les propositions visant à établir des vergers individuels dans les logements ont été débattues. Bien que cette thèse ait été la gagnante, Wladimiro Acosta a souligné que les modèles coopératifs devaient plutôt être poussés car ceux-ci fournissaient les moyens les plus réalistes de doter les pays de « la richesse et le progrès ». MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, pp. 507-511.

³²⁶ Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos*, pp. 47-50, 59-66.

³²⁷ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 69 ; SCA, *III Congreso Panamericano*, p. 223.

strictement interdit de faire toute sorte de construction. La zone d'un tel autre, déjà construite, se déclare, pour des raisons d'utilité publique, susceptible d'exproprier... C'est une preuve que lorsqu'il y a une autorité sanitaire soutenue par un gouvernement qui est prêt à le faire, des sanctions comme celle-ci peuvent être obtenues. »³²⁸

Ce débat permet d'aller plus loin dans les problèmes structurels de l'administration publique des villes latino-américaines, où les municipalités ont à plusieurs reprises négligé, pour des raisons clientélares, le respect dû aux lois. Le Costa Rica n'a pas non plus échappé à cette dynamique comme on le verra plus loin. En ce sens, les rapporteurs ont proposé un système de contrepoids dans lequel l'État servait de garant de la réglementation et du principe selon lequel « la propriété avait une fonction sociale... ».³²⁹

Par conséquent, le logement a également rempli ce rôle et l'une des recommandations du CPV39 était que chaque pays crée son propre institut national du logement et des bureaux techniques composés de professionnels de différentes disciplines qui, en plus d'élaborer les études statistiques et la recherche, proposeraient les solutions de logement les plus appropriées pour les secteurs populaires. Ce type d'intervention de l'État avait déjà été proposé dans les premiers CPA sous des noms différents: banques nationales constructrices de maisons bon marché (Panama), institutions de sécurité habitation, commissions officielles de maisons bon marché (Colombie) ou caisses de crédit hypothécaire (Bolivie), mais ce n'est qu'au CPV39 qu'il a été présenté sous la forme d'un institut national.³³⁰ Quant aux logements d'intérêt social, ceux-ci étaient fondés sur le principe du « logement minimal » (*vivienda mínima*) proposé par Vladimir Konstantinowski, connu en Amérique latine sous le nom de Wladimiro Acosta. Le

³²⁸« Soy médico, pero formo parte de la comisión de turismo de la ciudad de Jujuy. Se trataba de evitar que se hicieran barriadas de ranchos al lado de la ciudad: había una ordenanza municipal que lo prohibía, pero era de esas ordenanzas que no se cumplen... Entonces, fui al Poder Ejecutivo y dije que parecía que en la municipalidad, por intereses creados, por amistades o por intereses de familia propios de las ciudades chicas, no se cumplían las ordenanzas... Convinimos con el gobernador en hacer una ley... y que dice terminantemente: en la zona de tal a tal punto, está terminantemente prohibido hacer toda clase de edificación. La zona de tal a tal otro, que ya está edificada, se declara, por razones de utilidad pública, expropiable... Esta es una prueba que cuando hay una autoridad sanitaria respaldada por un gobierno dispuesto a hacer, se pueden conseguir sanciones como ésta. » MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 493. Traduction libre.

³²⁹ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 505.

³³⁰ Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos*, pp. 49, 53, 58, 61 ; MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 476-477 ; Archive General de l'Université nationale de Colombie (ci-après AGUNAL). Fond CINVA, Boîte 53, Eric Carlson. *Monografías básicas de documentación sobre la vivienda en América Latina. A. Resúmenes cronológicos de legislación sobre vivienda*. (Bogotá, Colombia: Servicio de Intercambio Científico y Documentación – CINVA, 1959).

concept de « logement minimal » impliquait « un rendement maximal avec un coût minimal, une plus grande ampleur dans un espace plus réduit ».³³¹

Pour y parvenir les délégués au CPV39 proposèrent, entre autres facteurs, l'utilisation de la construction standardisée et industrialisée, dotant ce type de logement d'une superficie minimale à la portée des travailleurs.³³² Bien qu'il ne s'agisse pas d'un rejet des typologies multifamiliales, la construction horizontale, entourée de jardins et de vergers, a été principalement recommandée parce qu'elle répondait davantage aux particularités latino-américaines. En ce qui concerne l'accès aux terres, les gouvernements ont été invités à mettre en place des politiques de réserves foncières pour se protéger de la spéculation.³³³ Au CPA47, ces préoccupations sont à nouveau discutées, mais cette fois-ci en recommandant le modèle d'unité de voisinage comme réponse au problème du logement et comme vecteur du bien-être social.³³⁴

L'intervention de l'État et le renforcement des communes ont ainsi été justifiés sur la prémisse de l'« intérêt social » du logement et de l'urbanisme. De toute évidence, les relations entre les municipalités et les États devaient être fondées sur un système de contrepoids et de travail en commun, de sorte que la législation et les réglementations urbaines soient respectées tant au niveau local que national. Le plan d'aménagement pourrait s'accompagner d'autres réglementations renforçant le bien-être social et, sur cette base, le modèle d'unité de voisinage a été proposé en raison de son approche communautaire et coopérative, caractéristiques qui seront analysées ultérieurement.

c) Des professions et des savoirs en circulation.

L'inquiétude persistait quant à la manière d'assurer une circulation effective des savoirs et la formation des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme au niveau latino-américain. Les CPA se sont également inspirés du principe de solidarité internationale³³⁵ et, depuis 1920, ont commencé à concevoir l'idée de créer un centre

³³¹ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 500 ; Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América », p. 21.

³³² MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, pp. 70-71.

³³³ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, pp. 506, 631, 720-723.

³³⁴ Oficial. *Actas del VIº Congreso*, pp. 187-189.

³³⁵ Cela était plausible dans l'article 2º du règlement du CPA27 qui a déclaré, dans son quatrième point « Promouvoir les échanges intellectuels en vue de créer et de maintenir des liens de solidarité entre les architectes, les associations professionnelles et les établissements d'enseignement des nations d'Amérique. SCA, *III Congreso Panamericano*, p. 17. Je souligne.

d'enseignement régional qui encouragerait l'exercice pratique et critique des architectes, considéré, à ce moment-là, comme très académique et étranger à la réalité latino-américaine.³³⁶

Bien que cette thématique n'ait pas été reprise dans le CPA27, plusieurs délégués ont proposé, au CPV39, quelques orientations qu'ils ont appelées « Institut panaméricain du logement », réinterprétant leurs travaux en fonction de l'« intérêt social » du logement. Teófilo Herrán a souligné que cette entité devrait être :

« ...un complément à ce travail [des instituts nationaux], pour éviter que l'expérience d'un pays ne soit exploitée (sic) par un seul. Une commission est donc créée et elle servira à échanger des idées, des résultats, de l'expérience. Il s'agirait simplement d'une commission qui centraliserait l'expérience de tous ces instituts nationaux du logement. »³³⁷

Dans le CPA47, enfin, les fonctions de l'« Institut panaméricain du logement » ont été consolidées, et il aurait les fonctions suivantes: 1. la compilation de toute étude relative à la problématique du logement social; 2. mettre constamment à jour les connaissances sur cette problématique; 3. maintenir des relations durables avec des institutions de nature similaire; 4. mettre en place un système d'information et de consultation documentaire sur le logement social; 5. encourager la mise en place de laboratoires pour l'essai de matériaux et de systèmes de construction; 6. mener ses propres recherches et les diffuser au moyen d'un bulletin propre; 7. répondre aux consultations que d'autres pays auraient à ce sujet; 8. encourager les instituts nationaux à mener leurs propres recherches; 9. Diffuser auprès du grand public les connaissances en matière de logement, des bénéfices de disposer d'un jardin et des manières de vivre.³³⁸

Contrairement à la proposition initiale de 1920 d'établir ce centre à Paris, les délégués au CPA47 ont convenu que l'institut devrait être en Amérique et serait maintenu par la contribution des 22 pays du continent, car ceux-ci en seraient les principaux bénéficiaires³³⁹. Ces propositions, comme nous le verrons plus loin dans cette recherche, sont devenues la colonne vertébrale du futur Centre interaméricain du logement (CINVA).

³³⁶ Curieusement, le siège proposé pour le Centre panaméricain de perfectionnement des architectes était le quartier Saint-Germain de Paris. Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos*, p. 9.

³³⁷ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, p. 479 ; Montoya Pino, « Las unidades vecinales », p. 139.

³³⁸ Oficial. *Actas del VIº Congreso*, pp. 189-190.

³³⁹ Oficial. *Actas del VIº Congreso*, p. 190.

Par ailleurs, les CPA et les CPV ont convenu que l'architecte devait être le protagoniste du changement urbain. Cela partait du principe que la composition d'un plan urbain était une tâche éminemment esthétique et que l'architecte, étant un esthète, était chargé de diriger les équipes de travail interdisciplinaires. Il a été envisagé que, tout comme l'architecte ne pouvait pas envahir les tâches d'un autre domaine professionnel, les villes ne devaient pas non plus être confiées à des personnes mal préparées à ce sujet. On a ainsi reconnu la prépondérance de cette profession sur les autres et le caractère subordonné de l'urbaniste.³⁴⁰

Que devait contenir la formation de l'architecte pour remplir cette commission ? Au cours du CPA27, la priorité fut que les programmes d'études réduisent la théorie de l'architecture au minimum indispensable et qu'ils intègrent davantage d'exercices pratiques qui rapprocheraient les étudiants de la réalité latino-américaine, s'éloignant donc de la tradition érudite qui régnait jusqu'alors. Pour ouvrir la porte à cette méthodologie, les matières devaient être enseignées par des architectes. En outre, la priorité devait être donnée à l'arpentage, à la géométrie, aux installations sanitaires, électriques, au chauffage, à l'urbanisme et à l'introduction de l'anglais et de l'allemand. Toutes ces propositions avaient pour but, en partie, de déplacer progressivement le modèle des beaux-arts comme grande référence de l'architecture latino-américaine et d'ouvrir la porte à de nouvelles techniques, styles et méthodologies provenant des États-Unis, d'Angleterre et d'Allemagne.³⁴¹

La réforme de l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme passait d'abord par l'établissement de facultés et de cours dans les pays d'Amérique latine, un avis qui avait été donné lors des éditions précédentes des CPA. Le CPA47 a recommandé que les écoles d'architecture américaines intensifient l'enseignement pratique, la sensibilité au contexte local et l'utilisation de matériaux et de systèmes de construction propres à la région. Le renouvellement académique proviendrait de l'encouragement à la recherche, de la proposition de nouvelles méthodes et, surtout, du partage de ces informations avec les institutions d'urbanisme et de logement afin de trouver les « solutions scientifiques » les plus appropriées à la réalité de chaque pays.³⁴²

³⁴⁰ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 222, 226, 229-230, 232, 243 ; Oficial. *Actas del VIº Congreso*, pp. 187-188.

³⁴¹ SCA, *III Congreso Panamericano de Arquitectos*, p. 222.

³⁴² Oficial. *Actas del VIº Congreso*, pp. 187-188.

Les CPA et le CPV analysés se sont focalisés dans la délimitation des rôles de l'architecte dans l'organisation des villes. Pour cela, ils se sont interrogés sur la structure des programmes d'études en vigueur en concluant que leur caractère académique influençait la sensibilité des étudiants et des futurs professionnels quant aux aspects socioculturels des sociétés latino-américaines, qui devaient non seulement guider la conception des bâtiments, mais également leur manière de dialoguer comme un ensemble. L'enseignement pratique a donc été fortement invité à rompre avec l'héritage du modèle des beaux-arts. La réforme de ces programmes d'études, la création de nouvelles facultés ou écoles d'architecture et la création des instituts nationaux et interaméricains de logement et d'urbanisme visaient, selon les délégués, à moderniser les villes et à mettre à jour les savoirs qui seraient utilisés par les pays américains.

L'analyse préalable amène à la question suivante : ces préoccupations étaient-elles exclusives au panaméricanisme ? Les données disponibles indiquent que l'ordre du jour de ces événements a répondu à des questions d'envergure mondiale et qu'ils ont été discutés en parallèle dans d'autres forums internationaux. La section suivante examinera, à partir des cas de la Fédération internationale du logement et de l'urbanisme (IFHTP), des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) et de l'UNESCO, comment ces problèmes ont été abordés et comment ils ont été mis à jour par la coopération entre ces trois entités selon les principes de la mondialisation solidaire.

2. L'UNESCO et l'« internationale urbaine » (1947-1949).

Comme on a pu le constater avec les congrès panaméricains d'architecture, l'urbanisme a fait l'objet de révisions épistémologiques constantes. Premièrement, en ayant recours à l'hygiène, puis au développement économique et au bien-être social. Jusqu'à présent, l'Amérique latine a qualifié l'urbanisme de « science-art » dû à ses imbrications avec l'architecture *beaux-arts* et avec la *town planning* anglo-saxonne. Cependant, progressivement, le « bien-être social » a été introduit comme l'un des principes directeurs, renforçant ainsi les modèles favorisant la coopération et la vie communautaire. Deux modèles urbains, à savoir les centres civiques et l'unité de voisinage, sont entrés en scène ; les deux, en particulier le dernier, ont été transformés en

politiques publiques par divers gouvernements populistes dans le cadre de leurs programmes politiques afin d'obtenir le soutien de leurs électeurs.³⁴³

Ce qui a été exploré lors d'événements panaméricains a été l'expression régionale d'une discussion mondiale qui se déroulait dans des espaces multiples. L'un d'eux était l'UNESCO. Héritière de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle (OICI), cette agence spécialisée des Nations Unies a été créée en 1945 dans le but de promouvoir la coopération internationale dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la science.³⁴⁴ Très rapidement, certaines associations liées au problème de l'urbanisme et du logement frappent à la porte de l'UNESCO pour qu'elle devienne leur porte-parole. Deux d'entre elles étaient la Fédération internationale du logement et de l'urbanisme (IFHTP) et les Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM).³⁴⁵

La sélection de ces cas n'est pas due au hasard: bien qu'il s'agisse d'associations aux approches différentes et concurrentes, les deux ont affiché, à travers leurs congrès et leurs acteurs, des préoccupations semblables à celles abordées dans les CPA et les CPV au cours de la même période, mais appliquées à une échelle différente: l'échelle globale.³⁴⁶ D'autre part, ces associations nous permettent de nous rapprocher des stratégies qu'elles ont utilisées, tout comme celles employées par l'UNESCO, afin d'établir une coopération durable dans le temps et définir leurs responsabilités mutuelles à un moment où les partenariats internationaux ont subi un affaiblissement de leurs structures internes. Ceci nous permet également d'analyser comment l'UNESCO a constitué sa position face au problème du logement et de l'urbanisme dans le cadre de la mondialisation solidaire.

³⁴³ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 99.

³⁴⁴ ONU, *Asistencia técnica para el desarrollo económico*, p. 26.

³⁴⁵ Chloé Maurel. « L'Unesco : une plateforme pour les circulations transnationales de savoirs et idées (1945-1980) », *Histoire Politique* 2011/3 (n° 15), p. 42-59. Consulté le 10 juillet 2018. DOI : 10.3917/hp.015.0042

³⁴⁶ L'une des différences les plus importantes entre l'IFHTP et les CIAM a été l'ampleur spatiale de l'urbanisme. Alors que la première s'inclina vers les techniques d'urbanisme et d'aménagement du territoire, les CIAM ont davantage poussé l'urbanisme comme expression locale. En Amérique latine, comme le souligne Almandoz, l'élection entre ces deux perspectives façonnera la transition de l'urbanisme à la planification urbaine à partir des années 1950. Almandoz, *Modernization, Urbanization and Development*, p. 108.

a) L'épuisement de l'« internationale urbaine ».

La rencontre entre l'UNESCO, l'IFHTP et les CIAM s'explique, entre autres, par les difficultés rencontrées par ces associations pour convaincre les gouvernements d'utiliser leurs modèles et recommandations. Phillip Wagner a noté dans un article récent que c'était l'un des indicateurs de l'épuisement de ce qu'il a appelé l'« internationale urbaine », dynamique qui avait pour but la circulation mondiale des normes de cartographie, des termes et des symboles destinées à faciliter le travail des urbanistes. Ces obstacles étaient, selon Wagner, l'eurocentrisme marqué, la difficulté d'adapter des modèles et des instruments à des réalités et sociétés diverses, l'idéologie « trop libérale » qui a provoqué de sérieuses controverses parmi les membres proches du communisme, du socialisme et de l'anarchisme et, enfin, la barrière de la langue.³⁴⁷

L'IFHTP était l'une des plus anciennes associations internationales liées à l'urbanisme. Fondée par Ebenezer Howard en 1899, elle s'est d'abord concentrée sur la diffusion et la popularisation du modèle de la ville-jardin. Dix ans plus tard, après avoir consolidé la banlieue-jardin au détriment du modèle original d'Howard, la direction a adopté un nouveau nom, Garden Cities and Town Planning Association, et, par conséquent, elle a promu ce modèle alternatif, qui divisa ses membres. En 1926, elle adopte le nom d'IFHTP et promeut fortement son propre mouvement transnational d'idées pendant l'entre-deux-guerres.³⁴⁸

Quant aux CIAM, ils ont vu le jour en 1928 ; parmi eux, celui d'Athènes constituait l'un de leurs piliers fondamentaux. La Charte dite d'Athènes, rédigée en 1933 mais publiée dix ans plus tard, a rassemblé en 95 principes ce qu'ils considéraient « la gérance de la ville rationnelle ». Elle a placé au centre de tout plan urbanistique le logement social, qui devait être garanti par un État fort qui puisse empêcher les bureaux privés, dont certains étaient proches du marché de l'immobilier, d'élaborer les plans d'aménagements. Ces instruments appliqueraient un zonage strict, basé sur les quatre activités primaires de l'être humain : habiter, travailler, reposer et circuler, celles-ci étant liées à l'instar d'une machine ou organisme vivant. Les CIAM ont misé sur l'universalisation de leur modèle de ville, la Ville Radieuse, basée sur la verticalité, l'industrialisation et la circulation des

³⁴⁷ Phillip Wagner. « Facilitating planning communication across borders : The International Federation for Housing and Town Planning in the interwar period. » *Planning Perspectives*, 31 :2 (2016) : pp. 299-311.

³⁴⁸ Hall, *Cities of Tomorrow*, pp. 112-115.

voitures. Cependant, leur proposition favorisait la ségrégation sociale et, tout en niant la composante culturelle des sociétés, elle devenait extrêmement inflexible.³⁴⁹

Ces deux associations avaient atteint leurs conquêtes et subi leurs échecs pendant l'entre-deux-guerres, mais l'un de leurs talons d'Achille était leur difficulté à convaincre les gouvernements internationaux d'adopter leurs modèles de ville. C'est ce qu'a dit E. Rolfsen, délégué de Norvège à la réunion d'experts convoquée par l'IFHTP le 8 juin 1947 à la Maison de l'UNESCO :

« M. ROLFSEN fait remarquer que l'une des grandes difficultés auxquelles se heurtent les organisations privées est de faire accepter leurs recommandations par les gouvernements, et il demande si l'Unesco dispose de moyens afin de donner du poids à leurs recommandations, d'exercer en quelque sorte une pression auprès des organismes gouvernementaux. »³⁵⁰

Ce qui précède montre que, malgré l'influence de ces associations et le prestige de nombre de leurs membres, celles-ci n'avaient pas abouti l'objectif de faire de leurs idées la pierre angulaire de toutes les politiques publiques en matière de logement et d'urbanisme au niveau mondial. Deux voies semblaient alors viables pour atteindre ce but : tout d'abord, établir des alliances entre les associations, puis devenir un organe consultatif de l'UNESCO.³⁵¹

Lors de la réunion d'experts précitée³⁵², plusieurs de ses assistants ont évoqué la possibilité de coopérer directement avec cet organisme et de fonder une alliance basée sur les axes suivants : l'échange de personnes, au niveau technique; la conservation de la nature; l'échange d'informations, afin que celles-ci soient accessibles à ceux qui n'ont pas de facilités techniques et l'éducation fondamentale. George Pepler, président de l'IFHTP, a déclaré que, dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO pouvait collaborer en convoquant des réunions internationales, en réformant les programmes universitaires et en favorisant l'intégration entre l'urbanisme et la culture à travers des espaces adaptés à la vie culturelle et artistique de la communauté.³⁵³

³⁴⁹ García, *Teorías e historia de la ciudad*, pp. 53-54, 81, 93-94 ; Hall, *Cities of Tomorrow*, p. 244.

³⁵⁰ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part » 8 juin 1947, p. 6.

³⁵¹ AHUNESCO, 71 A OI ICMA Intl. Congresses for Modern Architecture, Charles S. Ascher, « Architecture and Town Planning », X.R. 6495, 1 April, 1948.

³⁵² AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Lettre de H. Fraser-Campbell à Arvid Brodersen », 29 avril 1947, s.n.p.; « Mémoire de Arvid Brodersen au Directeur General », 20 mai 1947, s.n.f.; « Invitation », 21 mai 1947, s.n.p.

³⁵³ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Conference of Experts on Home and Community Planning », First part, 8 de junio de 1947, p. 3.

Comme on peut le constater, ces préoccupations n'étaient pas différentes de celles débattues lors des congrès panaméricains d'architecture. Les sources disponibles suggèrent qu'au sein de l'UNESCO il y a eu un mouvement visant l'intégration de l'urbanisme et de l'architecture dans son programme. À cet égard, Charles S. Ascher

« ... tient à préciser une fois de plus que l'Unesco s'intéresse aux arts, aux lettres et aux humanités car ils sont susceptibles d'élever le niveau de compréhension international ; que l'urbanisme et l'architecture trouvent une place légitime parmi ses agents éducateurs est une idée chère au Directeur général depuis longtemps... »³⁵⁴

Cette citation suggère que l'UNESCO a encore perçu l'architecture et l'urbanisme comme faisant partie des arts, ce qui ne l'a pas entièrement éloignée de la position des événements panaméricains. Toutefois, cela n'a pas été sans révision interne de l'IFHTP et des CIAM qui ont reconnu l'importance des aspects économiques, sociaux et culturels dans la formation professionnelle des architectes et des urbanistes.³⁵⁵ Lors de la réunion de l'IFHTP, ce sont Ascher et le délégué américain B.P. Jenks qui ont souligné la nécessité de ne pas négliger ces facteurs car, selon ce dernier, les étudiants, face à un problème, ne se souciaient que des aspects formels et techniques³⁵⁶. Deux ans plus tard, à Bergame, le Groupe de recherche en architecture moderne (MARS)³⁵⁷, James Maude Richards, directeur de « The Architectural Review », et Helena Syrkus, architecte communiste d'origine polonaise, ont averti que pour stopper la croissance urbaine chaotique il était essentiel de mettre en place des mécanismes légaux pour contrôler l'utilisation des terres, des sous-sols et la disponibilité des logements, tout comme la promotion de l'étude des mouvements démographiques. Pour cela, il fallait créer de

³⁵⁴ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part » 8 de junio de 1947, p. 7.

³⁵⁵ Cependant, également au congrès de Bergame, Berto Lardera a indiqué que la Troisième Commission avait eu des débats extrêmement violents sur la synthèse entre architecture et arts plastiques. Selon Lardera, il s'agissait du « problème le plus grave de l'architecture de notre temps », suggérant ainsi que l'intégration des thèmes sociaux et économiques dans le métier de l'architecture avait un tableau difficile au sein du CIAM et même, au sein même de l'UNESCO. AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera "RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M." 30 Août 1949, pp. 2-3. Eric Mumford a démontré que le CIAM 7 était l'événement où la crise de ce groupement a pris conscience, en raison de sa difficulté à s'approprier des tendances plus sociales et intégrées dans l'architecture moderne. Eric Mumford. *The CIAM discourse on urbanism, 1928-1960*. (Cambridge, Massachussets: MIT Press, 2000)

³⁵⁶ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part" 8 de junio de 1947, pp. 1-2.

³⁵⁷ Le groupe MARS a été fondé par Samuel Giedion en 1938. Après la Seconde Guerre mondiale, il est devenu l'un des vecteurs du modèle « New Towns ». Hall, *Cities of Tomorrow*, pp. 253-255.

nouvelles lois et, bien sûr, assurer un engagement plus conséquent de la part de l'État. Ce dernier point a également été recommandé par l'IFHTP deux ans auparavant.³⁵⁸

Par ailleurs, l'IFHTP et les CIAM ont convenu que l'éducation transcendait la formation professionnelle des architectes et des urbanistes et devait atteindre les gouvernements et le grand public. Jaqueline Tyrwitt a démontré que le travail des associations privées, même de la taille du CIAM, était insuffisant pour parvenir à diffuser l'importance de l'urbanisme et du logement social à l'ensemble de la société, du fait que ces associations représentaient des intérêts limités et n'avaient aucune autorité internationale. Le travail devait se faire à plusieurs niveaux : au niveau national, qui était la responsabilité de l'État ; au niveau international, par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux et de leurs organes consultatifs qui apporteraient leur soutien.³⁵⁹

En 1949, la Sixième Commission du CIAM à Bergame a fait écho à une préoccupation similaire à celle exprimée par Rolfsen en 1947 et s'est engagée à :

« ... stimuler “une campagne d'information, d'enseignement, d'instruction, et d'éducation à l'échelle internationale et dans le cadre d'un organisme apte à entreprendre cette campagne”, l'Unesco par exemple, afin de toucher “l'autorité mal e insuffisamment informée, et pour réaliser des formes d'urbanisme dans lesquelles l'homme retrouve les raisons et les possibilités de son existence. »³⁶⁰

Les idées avancées par le recteur de l'Université d'Harvard, connues lors de la réunion d'experts de l'IFHTP de 1947, ont incité plusieurs participants à suggérer la création par l'UNESCO d'une série de normes pour renouveler les programmes d'études en architecture et en urbanisme et où les facteurs économiques, sociaux et même émotionnels soient pris en compte. Dans le même sens, Tyrwitt a déclaré que les programmes d'échange d'étudiants étaient importants pour consolider la pratique professionnelle, mais que souvent des problèmes financiers empêchaient la réalisation de cette politique. Pour éviter cela, il a estimé que l'UNESCO pouvait venir en appui à ce projet.

³⁵⁸ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera “RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M.” 30 Août 1949, pp. 3-4; AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, “Conference of Experts on Home and Community Planning, First part, 8 juin 1947, p. 8.

³⁵⁹ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, “Conference of Experts on Home and Community Planning, First part, 8 juin 1947, p. 7; AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, “Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part” 8 juin 1947, pp. 2-3.

³⁶⁰ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera “RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M.” 30 Août 1949, p. 3.

Cependant, dans les CIAM, le nord n'était pas tout à fait clair. Si plusieurs commissions du congrès de Bergame avaient reconnu la valeur des aspects sociaux, économiques et politiques dans la formation des architectes et des urbanistes, sa Troisième Commission a conclu que les programmes d'enseignement devaient renforcer « la culture humaniste » par les liens entre l'art et le progrès technique.³⁶¹ D'autres domaines d'action susceptibles d'être renforcés par l'UNESCO ont été l'organisation d'expositions itinérantes, l'utilisation des médias pour diffuser les principes de l'urbanisme, la création et/ou le renforcement de bibliothèques et le maintien d'un service d'information.³⁶²

En résumé, bien que l'on puisse observer certaines divergences quant à l'approche de l'éducation pour les architectes et les urbanistes, les préoccupations exprimées par l'IFHTP et les CIAM ont pour la plupart coïncidé avec les thèmes qui ont été discutés, à peu près au même moment, dans le cadre du panaméricanisme. En outre, l'établissement d'alliances entre les associations ou solliciter l'UNESCO pour qu'elle serve de plateforme pour renouveler et renforcer leur travail sont des indicateurs de la transition de l'internationalisme vers la mondialisation solidaire. La nouvelle gouvernance mondiale visait à atteindre un public plus large par l'éducation, mais qu'en pensait l'UNESCO ?

b) Urbanisme, éducation et niveau de vie.

Pour Charles Ascher, le travail de l'organisation qu'il représentait transcendait les intérêts particuliers de ces associations. L'urbanisme et le logement n'étaient que deux thèmes parmi bien d'autres qui devaient être largement diffusés non seulement auprès des professionnels qui exerçaient dans ces domaines, mais également du grand public. L'UNESCO devait prendre les choses en main, mais avec un autre nord, en raison du :

« ... rôle de l'Unesco dans l'éducation populaire, au service de laquelle tous les moyens plus modernes d'éducation des masses doivent être mis en action, pour arriver à une meilleure compréhension internationale et élever le niveau des conditions de vie dans tous les pays... Il est bien entendu que cette action de

³⁶¹ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part" 8 juin 1947, p. 3; AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera "RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M." 30 Août 1949, p. 4.

³⁶² AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning, First part, 8 juin 1947, p. 4; AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part" 8 juin 1947, pp 6-7.

l'Unesco ne diminuerait en rien l'importance du rôle de la Fédération, car l'Unesco ne saurait épuiser tous les aspects du problème. »³⁶³

Encore une fois, le discours de l'élévation du niveau de vie de la population reconfigurait les demandes de ces associations et lui donnait un sens dans la mondialisation solidaire promue par l'ONU. L'assistance technique de l'UNESCO a cherché à doter les pays « sous-développés » des capacités nécessaires pour réaliser leur progrès économique, en l'occurrence les capacités éducatives, notamment techniques et élémentaires. Toutefois, c'est dans le second cas que l'UNESCO avait compétence exclusive par rapport aux autres agences des Nations Unies.³⁶⁴ Cela permet de contextualiser les paroles d'Ascher, car l'urbanisme et le logement pouvaient être mieux compris si l'éducation élémentaire faisait référence à ses objectifs et à ses réalisations. Bien sûr, il devait y avoir la volonté du public de vouloir apprendre, comme l'a averti M. Huist, représentant du ministre français de la Reconstruction Jean Létourneau, en 1947 :

« Le souhait qui a dominé la présente réunion est celui d'une meilleure éducation du public en matière d'urbanisme – question dans laquelle l'Unesco peut fort utilement intervenir. La façon dont le public réagit à ce problème a une grande influence sur sa solution. Si le public a besoin d'être éduqué, il faut d'abord qu'il ait "la volonté" de l'être... »³⁶⁵

La position de l'UNESCO devenait essentiellement éducative et a été considérée comme une « croisade » qui aiderait les sociétés à comprendre les problèmes fondamentaux de l'urbanisme, qui n'était qu'une expression de l'art et de la culture de l'être humain :

« Si l'on ne peut cesser d'admirer les créations lentes qui ont, peu à peu, au cours des siècles, réussi à faire d'une ville une œuvre d'art accomplie, on ne peut que rougir, parfois, quand on l'approche, en voyant la laideur des faubourgs où sont contraints de vivre tant d'êtres humains dont les problèmes sociaux ne peuvent être compris que si l'on a pénétré dans l'un de ces taudis ; ces problèmes sociaux ne seront jamais résolus si on ne réussit pas à assurer à l'homme un cadre décent. C'est là l'objet de l'Urbanisme. Or, l'urbanisme est en même temps, peut-être, la forme d'art la plus achevée, car elle requiert les qualités du savoir humain les plus variées pour atteindre sa perfection, depuis les mathématiques les plus ardues,

³⁶³ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part" 8 juin 1947, p. 5. Je souligne.

³⁶⁴ United Nations. *Technical Assistance for Economic Development. Plan for an expanded co-operative programme through the United Nations and the specialized agencies.* (Lake Success, New York: United Nations, 1949), p. 212.

³⁶⁵ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part" 8 juin 1947, p. 10.

jusqu'aux proportions des volumes les plus menacées ; l'Unesco se doit de veiller à son enseignement comme à sa diffusion par le monde. »³⁶⁶

Pour atteindre cet objectif, l'UNESCO a structuré son plan de travail comme suit :

1. *Devenir un centre de regroupement des associations internationales d'urbanisme afin que, avec leur soutien, les portées de l'urbanisme puissent être popularisées, ce qui élève non seulement le niveau culturel, mais aussi le niveau de vie des sociétés.*
2. *Devenir un centre de liaison entre les associations internationales d'urbanisme et le reste de l'ONU, car si l'UNESCO s'occupait de l'aspect culturel, d'autres comme l'ECOSOC pouvaient apporter des contributions statistiques ou législatives. L'UNESCO deviendrait en outre le référent spécialisé de la documentation relative à l'urbanisme, de sorte qu'elle serait accessible à tous ceux qui en auraient besoin.*
3. *Bien que l'UNESCO ne puisse contraindre les gouvernements à suivre les recommandations données par les associations internationales, elle pourrait les exhorter à les suivre par l'intermédiaire de commissions nationales.*
4. *En matière d'éducation, l'UNESCO contribuerait à renforcer les programmes de formation des architectes et des urbanistes, y compris dans les aspects économiques et sociaux, tout en renforçant les programmes d'échange pour les étudiants.*³⁶⁷

Il est important de souligner certains éléments de ce programme. Tout d'abord, l'intention de l'UNESCO de devenir un « centre de liaison », semblable à celui que les congrès panaméricains d'architecture ont cherché pendant de nombreuses années à créer, et avec les mêmes rôles notamment dans la diffusion de documents spécialisés, la promotion des échanges d'étudiants et le regroupement des associations et des acteurs spécialisés dans l'urbanisme. Bien qu'il y ait certainement eu des différences notables avec la proposition latino-américaine, les deux cas ont convenu de souligner un besoin mondial de tels espaces, de faciliter et de renforcer la circulation des savoirs dans ces

³⁶⁶ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "L'UNESCO ET L'URBANISME", pp. 3-4.

³⁶⁷ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, "L'UNESCO ET L'URBANISME", pp. 1-3.

domaines et de constituer un réseau transnational de professionnels instruits et à jour qui travailleraient selon les lignes de la mondialisation solidaire.

Le 6 novembre 1947, l'UNESCO a tenu sa deuxième conférence générale au Mexique, où elle proposerait ce plan. Pour cet événement, l'IFHTP a désigné Paul de Vissher comme son premier représentant.³⁶⁸ Toutefois, les informations disponibles révèlent qu'une telle proposition n'a pas abouti puisque, selon la Conférence du Mexique :

« ... estimant que ces problèmes n'entraient pas directement dans la compétence de l'Unesco, n'a pas approuvé les résolutions qui lui ont été présentées, et depuis lors l'urbanisme a complètement disparu de notre programme. Je ne sais pas dans quelle mesure le département des Sciences Sociales pourrait dans l'avenir réintroduire dans ces plans la question de l'urbanisme. »³⁶⁹

Le rejet de ce plan de travail par la Conférence générale de l'UNESCO pourrait être lié au processus de création du programme d'assistance technique administrés par le Conseil d'assistance technique (TAB), future EPTA. Par ailleurs, la création de la CEPALC a eu lieu en 1948, et elle a également structuré ses programmes de coopération à la lumière des résolutions de l'ECOSOC. Le problème de la formation des architectes et des urbanistes serait résolu par les programmes de bourses, les missions techniques et la convocation de congrès spécialisés des programmes d'assistance technique et non par le plan d'action proposé par l'UNESCO.

Malgré cela, cette agence n'a pas abandonné la tâche d'intégrer l'urbanisme dans ses propres programmes. C'est pourquoi cet organisme est entré en contact avec les CIAM en 1948, d'autant plus que, selon Samuel Giedion et d'autres membres du groupement, l'éducation des urbanistes et des architectes devait être un « sujet incontestablement approprié pour l'UNESCO, mais pas pour l'ONU, l'ECOSOC et d'autres ». Ascher et Edward J. Carter, de la section des bibliothèques, ont recommandé que l'UNESCO intègre les CIAM dans ses organes consultatifs.³⁷⁰ Pour faciliter ce

³⁶⁸ AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, André de Blonay « Lettres aux M. Lesoir et M. Vinck », XR/I4 953, 16 septembre 1947; A. Gabriellson, « Lettre à André de Blonay » 28 octobre 1947.

³⁶⁹ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Jean Thomas, « Congrès Internationaux d'Architecture Moderne » 2646/ADGO/JT.FA, 17 mars 1949, p. 2.

³⁷⁰ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Charles S. Ascher, « Architecture and Town Planning », X.R. 6495, 1 April, 1948 ; AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, André de Blonay, « International Non-Governmental and Semi-Governmental Organisations proposed for consultations arrangements », XR/Note/03087, 20 avril 1948 ;

rapprochement, Le Corbusier, Giedion et Syrkus ont invité l'UNESCO à participer au Congrès de Bergame de 1949, en qualité d'observateur.³⁷¹ Cette pratique doit être considérée comme l'une des stratégies utilisées aussi bien par les associations que par les organismes internationaux pour établir une éventuelle relation à long terme, comme cela a été clairement indiqué lors de la planification du Congrès de l'IFHTP de 1947.³⁷²

Lors du Congrès de Bergame, les CIAM ont proposé un plan préliminaire de collaboration en partenariat avec l'UNESCO, qui conservait son rôle d'espace de prédilection pour la circulation des savoirs de l'urbanisme entre techniciens et institutions du monde entier et de promoteur d'expositions publiques présentant la relation entre art et architecture. Ce plan, bien sûr, a obéi aux intérêts propres des CIAM puisqu'il a donné la priorité à la circulation de la Charte d'Athènes, en écartant d'autres modèles ou propositions alternatives qui avaient été envisagés dans la proposition de l'UNESCO de 1947. Il révèle en outre que la priorité pour les CIAM restait la « synthèse entre art et architecture », comme en témoignent les discussions des Deuxième et Troisième Commissions.³⁷³

Entre 1949 et 1950, les CIAM ont obtenu le statut d'organe consultatif de l'UNESCO, ce qui a entraîné la réintégration de l'urbanisme dans le programme de cette agence de l'ONU.³⁷⁴ Cet aspect a notamment décrit un programme alternatif à celui proposé par l'ECOSOC dans le cadre de ses programmes d'assistance technique et qui s'est concrétisé, à son tour, dans la manière dont les séminaires internationaux d'urbanisme organisés à Bangkok en 1956 et au Chili en 1959 ont été organisés. Ce dernier, pour le domaine latino-américain, a renforcé les thèses de développement de la CEPALC qui ont ensuite été critiquées par des académiques comme Jorge Hardoy.³⁷⁵

AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Edward J. Carter, « Presence of CIAM in the list of NGOs recognized by Unesco », LBA Memo 130, 26 avril 1948.

³⁷¹ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Le Corbusier, Giedion y Syrkus, "Invitation au VII CIAM", 9 mars 1949.

³⁷² AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « CONGRESS OF THE "UNION DES VILLES" », p. 2.

³⁷³ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera « RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M. » 30 Août 1949, p. 4.

³⁷⁴ AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, André de Blonay "Association internationale : « Les Congrès internationaux d'Architecture moderne », XR/NGO/134183, 12 décembre 1949 ; AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Le Corbusier, « Lettre au Directeur General Torres Bodet », 5 mai 1950 ; AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Jaime Torres Bodet, « Association internationale : "Les Congrès internationaux d'Architecture moderne" », XR/NGO/185.254, 26 septembre 1950.

³⁷⁵ Almandoz, *Modernization, Urbanization and Development*, p. 6.

La période 1945-1950 a encadré un réaménagement des forces entre les organismes de l'ONU et les associations internationales qui s'efforçaient depuis plusieurs décennies de mobiliser leurs connaissances et leurs propositions dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme. D'après Phillip Wagner, l'entre-deux-guerres a rendu plus plausibles les difficultés rencontrées par des groupements tels que l'IFHTP pour faire circuler les connaissances de l'urbanisme et permettre aux gouvernements et aux institutions de suivre à la lettre leurs recommandations. Ces faiblesses ont également été partagées par les CIAM. La création de l'ONU et l'inauguration de la mondialisation solidaire ont attiré ces associations vers les organismes multilatéraux pour qu'ils renforcent le processus de circulation des savoirs, mais aussi pour légitimer les modèles et techniques qu'ils cherchaient à promouvoir.

Cependant, au sein de l'ONU, le problème de l'urbanisme ne s'est pas limité à un problème d'éducation, mais a concerné de nombreux aspects sociaux, économiques, politiques et culturels qui ont fini par faire pencher la balance en faveur des thèses de développement et, partant, des programmes d'assistance technique. Elle n'était pas seule non plus, car dans la région latino-américaine, elle partageait ce même objectif avec le Point IV et l'OEA, ainsi que d'autres sources d'assistance technique qui ont été intégrées au fil du temps. C'est dans ce cadre que seront analysés les congrès et réunions latino-américains et leur contribution à la mise en réseau et à un programme régional d'urbanisme dans les trois chapitres suivants.

Dans ce paysage de transition, le rôle du Costa Rica n'est pas tout à fait clair. S'il a été constaté au début de ce chapitre que le pays avait participé à trois reprises aux congrès panaméricains d'architecture, ces connaissances ont-elles pu arriver au Costa Rica et provoquer un changement dans les politiques de logement social et urbain ? Comment les délégations qui ont représenté le pays à ces événements ont-elles été organisées ? Quelle relation les acteurs avaient-ils avec les institutions costaricaines ? Éventuellement, quels ont été les obstacles qui empêchaient la circulation de savoirs au Costa Rica ? Ces questions sont essentielles pour comprendre comment, à long terme, l'État costaricain a interagi dans ces forums spécialisés et quels changements ou continuités ont été apportés lors de la transition de l'internationalisme à la mondialisation solidaire.

3. Une internationalisation naissante.

a) La métamorphose de San José.

La transformation urbaine de San José qui s'est produite entre la fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle n'a pas été un processus isolé des tendances latino-américaines. La visite de techniciens de sociétés étrangères, la circulation de publications et de règlements, l'envoi de boursiers à l'étranger et la participation d'ingénieurs et d'architectes costaricains formés à l'étranger à des projets nationaux ou municipaux sont des indicateurs d'une internationalisation peu explorée.³⁷⁶ Bien sûr, l'ampleur et la complexité de ce processus étaient beaucoup plus faibles par rapport aux cas de Mexico, Buenos Aires, Río de Janeiro ou Bogotá, pour ne citer que quelques cas.

Néanmoins, cela ne doit pas sous-estimer les progrès faits par le Costa Rica afin d'accorder le changement urbain de sa capitale aux pratiques urbaines modernes dont les décideurs politiques ont eu connaissance. Florence Quesada, dans ce qui est à mon avis l'une de ses plus grandes contributions dans ce domaine, a retrouvé les efforts des ingénieurs Alberto González, Leónidas Carranza, Faustino Montes de Oca et Salomón Escalante pour doter l'*ensanche* de la capitale d'un sens « scientifique ». En 1895, pour atteindre cet objectif, ils ont déclaré ce qui suit :

« La ville de San José, à l'occasion de l'augmentation de sa population, doit s'élargir dans toutes les directions. Jusqu'à présent, l'*ensanche* qui a été fait n'a pas obéi à un plan scientifique et, par conséquent, ses rues et avenues ont des défauts notables qui enlaidissent son aspect général. Il est donc nécessaire de prévoir une étude conforme à un plan déterminé qui harmonise les conditions topographiques avec les exigences de la culture en matière d'hygiène, d'ordre et de confort. »³⁷⁷

³⁷⁶ Depuis l'histoire de l'architecture costaricaine, des efforts ont été déployés pour analyser ce processus. L'un des premiers a été Carlos Altezor qui a suivi la carrière de plusieurs architectes nationaux et internationaux, tels que José Maria Barrantes, José Francisco Salazar et Paul Ehrenberg et leur contribution au changement urbain de la capitale et de ses villes environnantes. Un autre travail, plus exhaustif, a été celui de Luis Gonzalez, qui s'est concentré sur le cas de l'architecte d'origine catalane Luis Llach Llagostera et son parcours dans plusieurs pays d'Amérique latine. Carlos Altezor F. *Arquitectura urbana en Costa Rica : exploración histórica 1900-1950*. (Cartago, Costa Rica : Editorial Tecnológica de Costa Rica, 1986), pp. 157-249 ; Luis Fernando González Escobar. *Luis Llach : en busca de las ciudades y la arquitectura en América*. (San José, Costa Rica : EUCR, 2004).

³⁷⁷ « La ciudad de San José con motivo del aumento que se nota en su población, necesita ensancharse en todas sus direcciones. Hasta la fecha el ensanche que se ha ido haciendo de ella no ha obedecido a un plan científico y de ahí que sus calles y avenidas tengan defectos notables que afean su aspecto general. Es pues una necesidad que se disponga hacer un estudio que obedezca a determinado plan en el cual se armonicen las condiciones topográficas con las exigencias de la cultura en cuanto higiene, ornato y comodidad. » ANCR, Comptes rendus du Conseil municipal de la ville de San José (Municipal), signature 11332, 2 de octobre de 1895, fs. 97-97v. Cité par Quesada, *La modernización entre cafetales*, p. 90. Traduction libre.

L'utilisation du concept d'*ensanche*, le désir de donner une valeur scientifique à l'aménagement urbain, de faire référence à un « plan » et de recourir à l'hygiène comme guide de ce processus, sont des indices clairs de la présence d'un circuit de connaissances mondiales de l'urbanisme qui arrivait au Costa Rica. Ce flux n'a cependant pas été assez fort pour se concrétiser dans une politique publique puisque, comme Quesada l'a également souligné, le manque de ressources économiques était un argument récurrent de l'élite politique pour ne pas le faire. A cela doit s'ajouter la décision de la municipalité de laisser au secteur privé le développement de l'*ensanche* de la capitale³⁷⁸ et de déléguer la responsabilité des travaux techniques urbains à des personnes mal préparées.³⁷⁹ Si l'on considère que l'attitude du « laisser faire » peut être considérée une politique publique, il faut se questionner sur le rôle des réseaux de clientélisme locaux qui ont donné plus de priorité à l'initiative privée et qui ont empêché un plan d'aménagement urbain dirigé par l'Etat de prendre forme. Cela devra être exploré dans des futures recherches. Le résultat de cette trajectoire s'est matérialisé dans un développement urbain très inégal de San José.³⁸⁰

À la fin du XIXe siècle et dans les premières décennies du XXe siècle, le moteur du changement urbain était l'hygiène, considérée comme l'une des meilleures représentations du « progrès et de la civilisation » émanant des capitales industrielles et culturelles de l'époque : Londres et Paris.³⁸¹ L'État costaricain a joué un rôle essentiel dans la professionnalisation et l'institutionnalisation des domaines de l'hygiène et de la santé publique à travers une série de lois, de règlements et d'entités visant à moderniser l'enseignement et les pratiques médicales, le traitement des malades et la transformation des pratiques funéraires.³⁸² Bien entendu, la participation des secteurs populaires a été essentielle, car la dénonciation, la protestation sociale et la création de leurs partis politiques ont permis d'assurer le renforcement et l'ampleur de ces changements.³⁸³

³⁷⁸ Florencia Quesada Avendaño. *En el Barrio Amón: arquitectura, familia y sociabilidad del primer residencial de la élite urbana de San José, 1900-1935*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2004).

³⁷⁹ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 99-101.

³⁸⁰ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 64, 85.

³⁸¹ Quesada, *La modernización entre cafetales*, p. 81 ; Almandoz. *Modernización urbana*, pp. 46-52.

³⁸² Botey Sobrado. « Los actores sociales y la construcción... », pp. 217-501.

³⁸³ Botey, « Los actores sociales... », pp. 611-683.

Il convient de souligner que l'hygiène était aussi un mécanisme de contrôle social³⁸⁴, utilisé par l'État pour surveiller et forcer le changement des coutumes des secteurs populaires. L'éclairage public, le renforcement de la police, des inspecteurs d'hygiène et l'expulsion progressive mais constante des indigents, des pauvres et des prostituées vers les périphéries de la ville sont le résultat de ce processus de contrôle social.³⁸⁵ En outre, comme l'a précisé l'architecte et historienne Rosa Malavassi Aguilar, les communistes se sont également appropriés le discours d'hygiène pour dénoncer les mauvaises conditions de vie des secteurs populaires en insistant à plusieurs reprises sur le manque d'eau potable, sujet qui a été abordé à de nombreuses reprises par la presse costaricaine, communiste et non communiste.³⁸⁶ Mais comment était la ville de San José dans la première moitié du XXe siècle?

Ce qui est aujourd'hui connu sous le nom de ville de San José a été fondé au crépuscule de l'époque coloniale. En 1737, les premiers regroupements de population ont eu lieu et, en 1767, la première paroisse consacrée à San José a été fondée (Image III.1). La création de cet établissement s'est insérée dans le processus des réformes bourbonniennes qui cherchaient à améliorer, entre autres, le contrôle de la population, à affaiblir les élites locales et à perfectionner la collecte d'impôts.³⁸⁷ Au fil du temps, San José s'est différenciée de ses voisines Villa Vieja (Heredia), Villa Nueva (Alajuela) et

³⁸⁴ L'historien Juan José Marín Hernández, citant Eduardo Zimmermann, a défini le contrôle social comme le processus dans lequel les intellectuels et les secteurs populaires prennent conscience des distorsions ou contradictions du modèle de développement et le matérialisent dans la création de nouvelles institutions ou dans la protestation sociale. Juan José Marín. « La miseria como causa atenuante de la delictividad: el caso de la delincuencia de menores y la cuestión social: 1907-1949. » *Pobreza e historia en Costa Rica : determinantes estructurales y representaciones sociales de la pobreza del siglo XVII a 1950*. Colección Nueva Historia. Ronny Viales H. (ed.) (San José, Costa Rica : EUCR, Posgrado centroamericano en Historia - CIHAC, 2005), pp. 298-299.

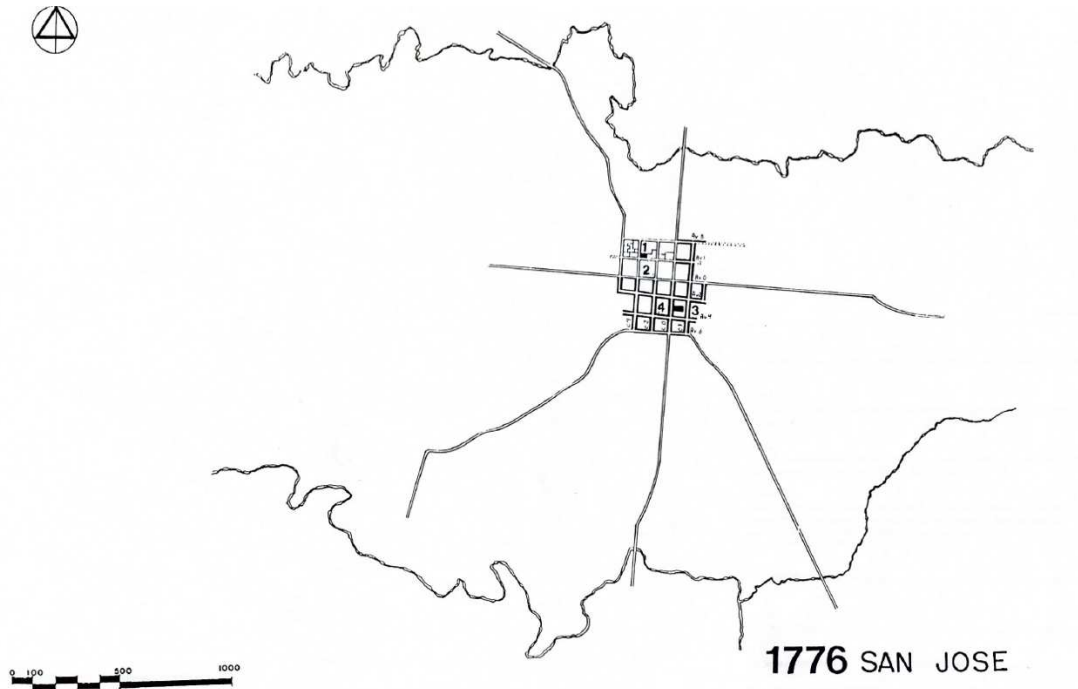
³⁸⁵ Quesada, *La modernización entre cafetales*, p. 85. Au Costa Rica, Juan José Marín et José Daniel Gil ont grandement contribué à la compréhension des mécanismes de contrôle social de l'État et qui ont affecté, surtout, les secteurs populaires des villes costaricaines. Juan José Marín Hernández. *Prostitución, honor y cambio cultural en San José de Costa Rica : 1860-1949*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2007); Juan José Marín y José Daniel Gil (comp.). *Delito, poder y control en Costa Rica. 1821-2000*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Sociedad Editora Alquimia, 2000).

³⁸⁶ Rosa Malavassi Aguilar. « La vivienda de madera de los barrios Luján- El Cerrito y Barrio Keith (1910-1955). Un análisis histórico de la imagen urbana y la arquitectura habitacional. » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2014), pp. 205-210.

³⁸⁷ Christophe Belaubre. « Bourbon Reforms and Enlightenment in Chiapas, 1758-1808. » *Independence in Central America and Chiapas, 1770-1823*, Aaron Pollack (ed.) Nancy T. Hancock (trad.) (University of Oklahoma Press, 2019), pp. 103-130 ; Adrian J. Pearce. *The Origins of Bourbon Reform in Spanish South America 1700-1763*. (New York : Palgrave Macmillan, 2014).

Cartago, la capitale coloniale, grâce à la stimulation économique apportée par la production du tabac.³⁸⁸

Image III.1. Costa Rica. Plan du village de San José. 1776.



Source: Róger Abarca Zamora, et.al. « San José – Ensanches 1900-1941. Un análisis evolutivo de la ciudad. » (Seminario de Graduación en Historia Urbana, Escuela de Arquitectura - Universidad de Costa Rica, 1990), p. 40.

À la fin du XVIIIe siècle, San José disposait d'un plan officiel et de terres disponibles pour l'installation de nouvelles familles, grâce au don de Josefa Torres dont les terrains seront populairement connus sous le nom de « terrains du père Chapuí » (Image III.2)³⁸⁹ En outre, la culture du tabac a donné naissance à une élite urbaine qui a commencé à s'installer dans le secteur nord du village; parallèlement, au sud, les secteurs populaires se trouvaient sur le site connu sous le nom de « La Puebla ». Dès le début, les schémas d'établissement ont révélé une ségrégation socio-spatiale de la localité, tout comme d'autres villes espagnoles à l'époque, qui s'est poursuivie même après l'indépendance de l'Empire espagnol, le 15 septembre 1821. Dans ce nouveau contexte politique, plusieurs changements d'une grande importance se sont produits dans le village

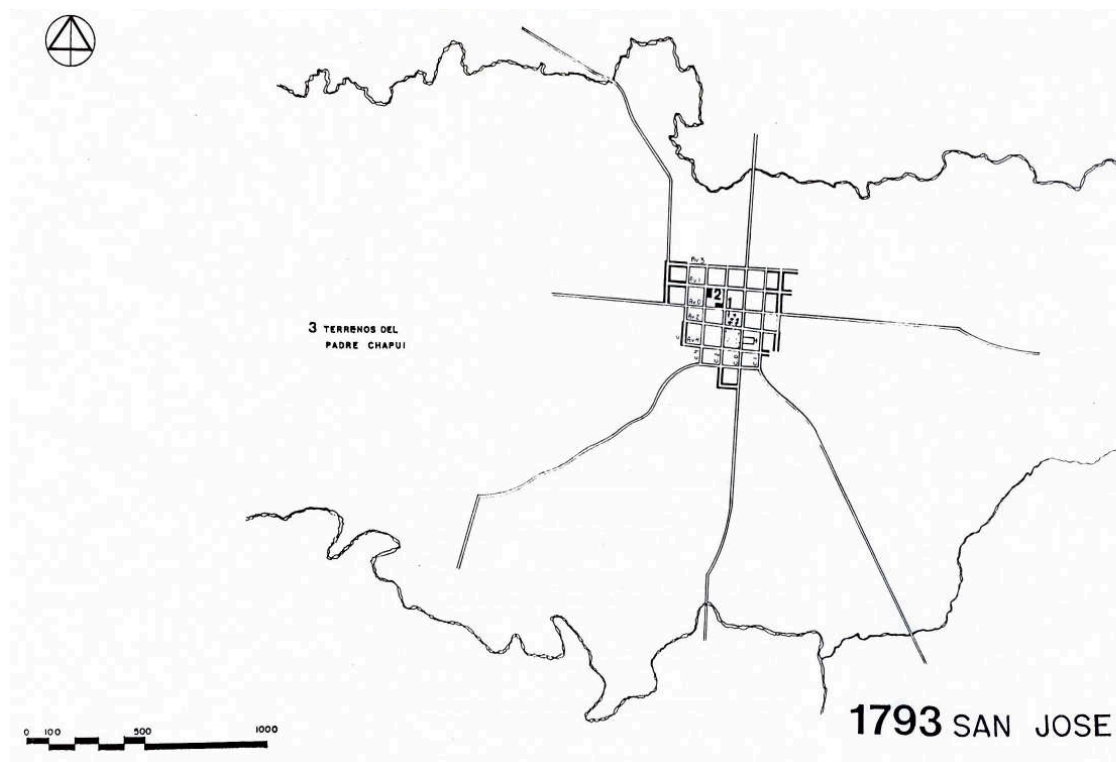
³⁸⁸ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 27-28 ; Víctor Hugo Acuña e Iván Molina. *Historia económica y social de Costa Rica : de la colonia a la guerra civil de 1948*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : Editorial Porvenir, 1991), p. 72.

³⁸⁹ Carlos Zamora Hernández. *La Sabana : Un parque con historia*. (San José, Costa Rica : Ministerio de Cultura y Juventud. Centro de Investigación y Conservación del Patrimonio Cultural, 2009), p. 16.

de San José, notamment lorsqu'elle s'est transformée en capitale du nouvel État du Costa Rica, remplaçant ainsi Cartago après une période de guerres civiles intermittentes qui ont culminé en 1838.³⁹⁰

Image III.2. Costa Rica. Plan du village de San José et terrains du père Chapuí.

1776.



Source: Abarca Zamora, et.al. « San José – Ensanches... », p. 42.

Selon Quesada, entre 1840 et 1860 sont apparus les premiers règlements qui cherchaient à organiser la croissance, l'ordre et la vie urbaine de la capitale basée sur l'hygiène. De même, les gouvernements de Juan Rafael Mora Porras (1849-1859) ont poussé une série d'œuvres architecturales, essentiellement de style néoclassique, qui ont imprimé un air cosmopolite à la petite ville (Image III.3).

³⁹⁰ Malavassi, « La vivienda de madera... », p. 92 ; Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 21-28.

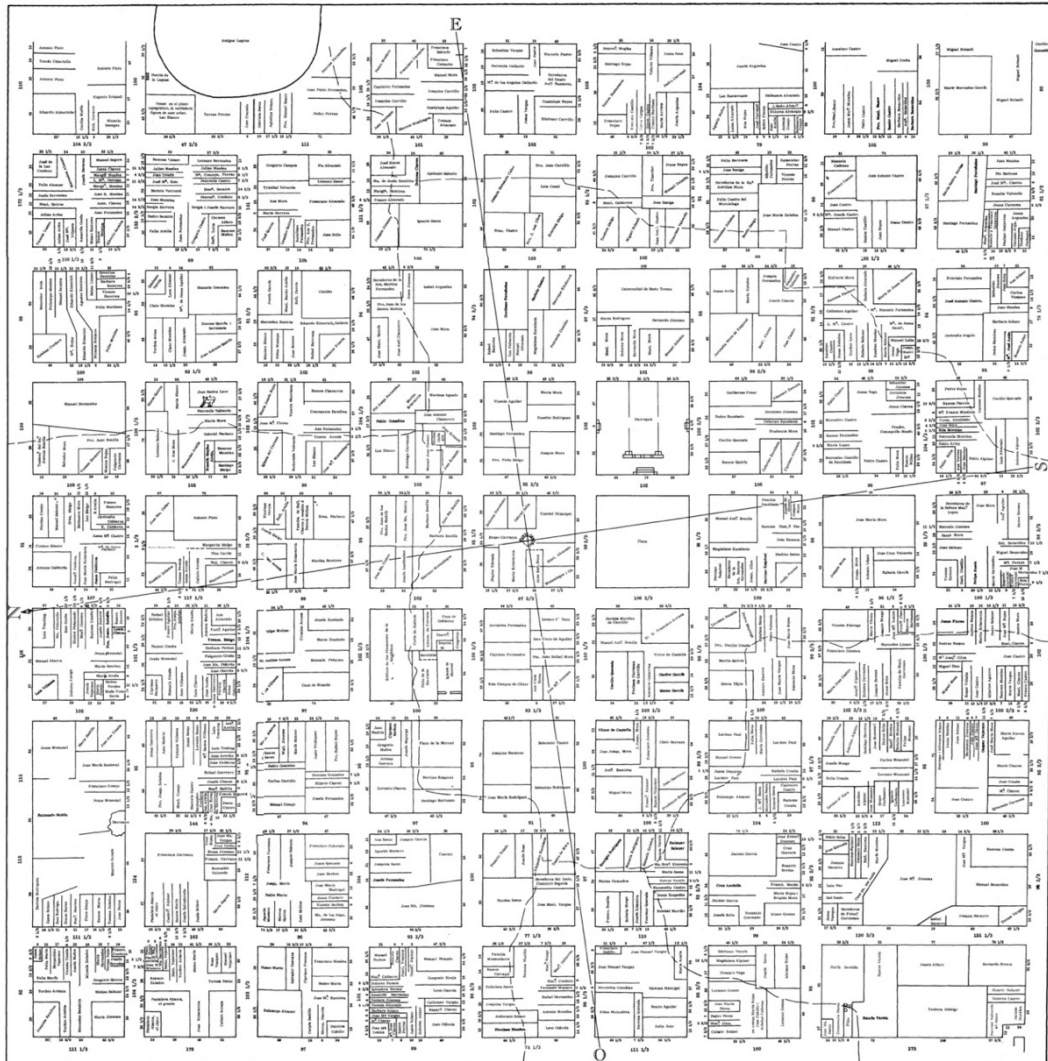
Image III.3. Costa Rica. Plan de la Ville de San José. 1851.

PLANO

que representa el interior de la ciudad de San José, Capital de la República de Costa Rica

AÑO DE 1851

ADVERTENCIA.—Todos los cuadros en este plano son exactamente iguales; i aunque las manzanas de la ciudad tienen diferente extensión, la numeración escrita sobre las líneas que representan el frente que cada propietario tiene, corrige esta diferencia; i de consiguiente, la escala de varas no es la misma en todas las cuadras, pues algunas tienen hasta 188 varas, i otras solamente 47 2/3. Ha sido preciso dar à las calles una misma latitud, y proporcionalmente mayor que la que tienen las de la ciudad, para dar lugar à la numeración de uno i otro lado. Los números que se ven al traves en medio de las cuadras, indican solamente las varas que hay de una à otra esquina, es decir, la longitud de la cuadra, sin la media calle que en uno y otro extremo le corresponde. Por último, en algunos de los espacios que representan las propiedades, no se advierte una exacta proporción con los números escritos al frente, porque no quedaría lugar ni para poner el nombre en iniciales, i la diferencia sera mas palpable si se hace la comparación de una cuadra con otra de otro punto, en que el espacio 8 v. g. equivale à otro que indica 12. S. José Marzo 24 de 1851. NICOLAS GALLERON.



Source: Bibliothèque nationale du Costa Rica. Consulté le 3 mai 2021. URL: <http://www.sinabi.go.cr/biblioteca%20digital/mapas/Mapas%20y%20planos%20de%20San%20Jose.aspx#.YKVP3S80lpR>

Parmi les toits austères des logements, des bâtiments tels que le Palais National, le Séminaire, le Théâtre Mora (Municipal), l'Usine nationale des liqueurs et l'Université de Santo Tomás ont commencé à se distinguer. Le changement urbain a pris un plus grand élan à la fin du XIXe siècle, avec la construction de nouveaux monuments architecturaux tels que le Théâtre National, le Théâtre Variedades, la Cathédrale métropolitaine, les temples de La Soledad, El Carmen, La Merced et La Dolorosa, l'Hôpital psychiatrique Chapuí, l'Hôpital San Juan de Dios, l'École métallique, le Lycée supérieur des demoiselles, le Lycée de Sion, le Lycée du Costa Rica et une série de parcs et d'avenues inspirés de l'esthétique du Second Empire français (Images III.4 et III.5)³⁹¹.

**Image III.4. Costa Rica. Jardins de l'Hôpital psychiatrique Chapuí, San José.
1921.**



Source : Manuel Gómez Miralles. *Costa Rica, América Central*, 1922.

³⁹¹ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 31-70.

Image III.5. Costa Rica. « Paseo de las Damas » (Avenue 3), San José. 1921.



Source : Manuel Gómez Miralles. *Costa Rica, América Central*, 1922.

Les transformations de la capitale costaricaine s’inscrivaient dans la même tendance suivie par ses sœurs latino-américaines où l’ordre, l’hygiène et la culture cosmopolite ont été utilisés par les élites politiques et intellectuelles pour « surmonter » le passé colonial des villes et embrasser, avec fermeté, la soi-disant modernité que l’Europe non hispanique possédait.³⁹² Les *ensanches* ont créé des nouvelles centralités qui ont déplacé la Plaza Mayor comme le noyau social des villes et le changement urbain est ainsi devenu l’une des expressions les plus tangibles du progrès et de la civilisation.³⁹³

Le Costa Rica, comme beaucoup d’autres pays d’Amérique latine, s’est efforcé d’apporter un soutien institutionnel aux professionnels des travaux d’infrastructure. Au sein du gouvernement, la Direction des travaux publics du secrétariat pour le

³⁹² Javiera Azocar a démontré que pendant la Colonie, le *cabildo* de Santiago du Chili promut des initiatives et réglementations visant à l’approvisionnement d’eau de la ville et le traitement des ordures, où le discours de l’hygiène était présent. Javiera Azocar. « El teatro de lo urbano en Santiago : espacio público a fines de la Colonia. » *Revista de Arquitectura* [en ligne], 16 (21) (2010) : pp. 26-33. Consulté le 15 juin 2021. DOI : [10.5354/0719-5427.2013.27887](https://doi.org/10.5354/0719-5427.2013.27887)

³⁹³ Almandoz, *Modernización urbana*, pp. 69, 128-154.

Développement a renforcé son organisation au cours de la dernière décennie du XIXe siècle, en intégrant des techniciens nationaux et étrangers. En 1903, la Faculté technique de la République a été constituée, regroupant tous les ingénieurs et arpenteurs et, au cours des premières décennies du XXe siècle, de nombreuses entreprises de construction ont engagé des architectes et des ingénieurs de renom, dont beaucoup avaient des contacts internationaux. Ces acteurs publics et privés ont joué un rôle essentiel dans le changement technique de l'architecture et de l'ingénierie, motivé en partie par les tremblements de terre qui ont détruit des bâtiments et même des villes entières, comme cela s'est produit à Cartago en 1910.³⁹⁴

Curieusement, les informations disponibles indiquent que ce cercle professionnel a rencontré certaines limitations au moment de diffuser des avatars de la pratique architecturale et urbanistique au Costa Rica, ce qui constitue une différence substantielle par rapport à d'autres pays d'Amérique latine comme le Mexique, l'Argentine, le Venezuela, le Brésil ou la Colombie.³⁹⁵ Ceux-ci, au cours de la même période, ont réussi à constituer non seulement un cercle académique et professionnel plus consolidé d'architectes et d'urbanistes, mais également à créer diverses facultés ou bureaux techniques, à établir des revues spécialisées qui ont diffusé les projets architecturaux et urbains et à s'imprégner du passage des « génies étrangers » qui ont fourni leurs services ou contribué à légitimer ces plans. Parmi ces « génies », comme les appelait Almandoz, se trouvaient Joseph Antoine Bouvard, Barry Parker, Claude Nicholas Forestier, Léon Jaussely, Donat-Alfred Agache, Jacques Lambert, Karl Brunner ou Le Corbusier. Aucun

³⁹⁴ Clotilde Obregón Quesada. *Historia de la ingeniería en Costa Rica*. (San José, Costa Rica : Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2005) ; Ofelia Sanou « La arquitectura » en *Costa Rica en el siglo XX*, Eugenio Rodríguez Vega, (comp). Volumen 2. (San José, Costa Rica : EUNED,2004), pp. 263-265, 273 ; González Escobar, *Luis Llach : en busca de ...*, pp. 138, 162-163, cité par Malavassi, « La vivienda de madera... », p. 144.

³⁹⁵ L'un de ces obstacles a été la diffusion des principes de l'architecture et de l'urbanisme au Costa Rica, en raison de l'absence de publications spécialisées. Malgré cela, certains magazines tels que « Pandemonium » ou « Repertorio Americano » ont parfois publié des articles relatifs à ces thèmes, où l'adoption d'une « architecture autochtone » pour le Costa Rica a été promue. En l'absence de publications spécialisées, les recherches futures doivent aborder cette source primaire riche et diversifiée pour analyser la circulation des savoirs architecturaux et urbanistiques au Costa Rica. Ricardo Fernández Guardia. « Hacia la arquitectura propia. » *Repertorio Americano*, 10 (9-1925) : p. 137, cité par Altezor F. *Arquitectura urbana en Costa Rica : exploración histórica 1900-1950*. (Cartago, Costa Rica : Editorial Tecnológica de Costa Rica, 1986), pp. 146-147.

d'entre eux ne s'est rendu au Costa Rica et, du moins dans cet aspect, le pays a été exclu des discussions urbaines promues par ces acteurs.³⁹⁶

Pourtant, dans la première moitié du XXe siècle, San José avait réussi à « surmonter » en partie cet héritage colonial que ses élites politiques et intellectuelles méprisaient par diverses voies. La première a été l'entreprise privée, qui a joué un rôle de premier plan dans le processus d'*ensanche* de la capitale et dans l'introduction de services clés tels que l'électricité et le tramway ou de nouveaux systèmes et matériaux de construction tels que le ciment, le fer, le marbre et les mosaïques, qui ont cohabité avec les briques d'argile et le bois déjà traditionnels.³⁹⁷ Le second a été par l'intermédiaire des municipalités et de l'État qui ont parrainé la construction d'infrastructures urbaines telles que les canalisations, l'ordre des voies publiques, la création de parcs urbains, de marchés d'approvisionnement, d'abattoirs, de cimetières et la réglementation des systèmes et matériaux de construction.³⁹⁸

Pourtant, l'absence d'un « urbanisme intégral » a laissé sa marque sur un San José dont la modernisation a été sélective, ce qui a donc renforcé la ségrégation sociale. Quesada a défendu qu'une telle discrimination a été identifiable dans le regard des étrangers qui ont visité le Costa Rica entre le XIXème et le XXème siècles. Ces étrangers ont été témoins du changement culturel qui s'est produit parmi les *josefinos*³⁹⁹ de l'époque, en particulier chez l'élite, qui ont modifié leurs habitudes de consommation et établi des espaces de sociabilité en accord avec la mode européenne.⁴⁰⁰ S'agissant des espaces qu'ils utilisaient eux-mêmes dans leurs voyages, les voyageurs ont reproduit une image fictive de la capitale qui était censée être prospère, heureuse, égalitaire et cosmopolite ignorant, consciemment ou inconsciemment, qu'il existait un secteur populaire de la ville qui n'avait pas les services les plus essentiels. La marginalité n'avait

³⁹⁶ Arturo Almandoz. « Modernización urbanística en América Latina. Luminarias extranjeras y cambios disciplinares, 1900-1960. » *Iberoamericana*, Nueva Época, Año 7, Nº 27 (Setiembre de 2007), pp. 59-78 ; Almandoz, *Modernización urbana*, pp. 242-245.

³⁹⁷ Altezor, *Arquitectura urbana en Costa Rica*, pp. 101-132 ; Isabel Avendaño Flores. « El tranvía de San José : un fantasma de la memoria histórica urbana y del patrimonio de Costa Rica. » *PatryTer*, (1), 1(2018) : pp. 44-56.

³⁹⁸ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 149-197.

³⁹⁹ *Josefino* est le gentilé des habitats de la ville de San José.

⁴⁰⁰ Patricia Fumero. *Teatro público y estado en San José 1880-1914 : una aproximación desde la historia social*. 1^a ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 1996) ; Patricia Fumero. « La ciudad en la aldea : actividades y diversiones urbanas en San José a mediados del siglo XIX. » *Héroes al gusto y libros de moda, sociedad y cambio cultural en Costa Rica (1750-1900)*, Iván Molina y Steven Palmer, eds. (San José, Costa Rica : EUNED, 2004), pp. 113-162 ; Patricia Vega Jiménez. « De la banca al sofá. La diversificación de los patrones de consumo en Costa Rica (1857-1861). » *Héroes al gusto y libros...*, pp. 163-208.

pas de public et était donc absente des témoignages de ces voyageurs, à quelques exceptions près. Les albums photographiques *grand style*, produits par les photographes étrangers et locaux, ont renforcé cette image de progrès à travers les techniques photographiques, qui ont accru le caractère monumental des bâtiments commerciaux et institutionnels, mis en évidence l'exubérance des parcs publics et des paysages des alentours, l'élégance et le dynamisme de la vie quotidienne de l'élite *josefina* allant jusqu'à montrer l'opulence de ses espaces privés (Image III.6)⁴⁰¹

Image III.6. Costa Rica. Rue N° 1 vers le Sud, San José. 1921.



Source: Manuel Gómez Miralles. *Costa Rica, América Central*, 1922.

Pour cette raison, on pourrait suggérer qu'entre 1850 et 1947, l'aménagement urbain costaricain a connu une internationalisation naissante, spécialement liée aux problématiques de l'hygiène et l'ordre de la ville, en suivant le spirit libéral de progrès des élites. Quel a été le rôle des congrès panaméricains d'architecture dans cette internationalisation ? Qui étaient les délégués costaricains dans ces espaces ? Ces savoirs

⁴⁰¹ Quesada, *La modernización entre cafetales*, pp. 214-225, 227-280.

ont-ils pu entrer au Costa Rica et influencer ses politiques urbaines et de logement ? Je tâcherai ci-dessous de répondre à ces questions.

b) « Les congrès n'ont jamais résolu aucun problème ».

Un mois après le début de la Seconde Guerre mondiale, le journal costaricain *La Tribuna* a publié une interview fait à M. Elías Jiménez Rojas. Jiménez était un anarchiste costaricain renommé et formé en France.⁴⁰² A cause de son parcours, le journal lui avait demandé son avis concernant la conférence de consultation des ministres des Affaires étrangères des Nations américaines, convoquée au Panama à cette époque et qui débattait de la position de l'hémisphère face à la nouvelle guerre européenne. Le journaliste anonyme et Jiménez ont eu une conversation portant sur les propriétés du soleil dans la vie humaine. En lisant entre les lignes, Jiménez a soutenu qu'une connaissance, venue de l'extérieur, ne doit pas être appliquée telle quelle sans tenir compte des réalités du contexte local. Enfin, l'intervieweur a pu poser la question suivante :

- « Les conférences du Panama ?...
- N'en parlons pas parce qu'il suffit de dire une seule phrase, à savoir que les congrès de quelque nature qu'ils soient n'ont jamais résolu aucun problème, ni au niveau national, ni au niveau international. »⁴⁰³

L'expression de Jiménez a clairement du sens par son orientation intellectuelle, mais était-ce une radiographie précise de la position des milieux techniques, universitaires et politiques qui assistaient à ces événements ? Répondre en détail à cette question dépasse les objectifs de cette recherche et ce questionnement devra donc être repris par

⁴⁰² Jimenez étudia la chimie à l'université de La Sorbonne et a appartenu, peu de temps après, à la Société Chimique de Paris. Pendant son passage dans la capitale parisienne, il fréquenta les cercles anarchistes où il assista à plusieurs conférences de Jean Jaurès. Ángel J. Cappalletti. « El anarquismo en Costa Rica. » *Repertorio Americano*, Segunda Nueva Época, N° 25 (Enero-diciembre del 2015) : pp. 85-86 ; Marta Castenagro. « El día histórico. Elías Jiménez Rojas. » *La Nación*, 27 de setiembre de 1981, p. 2B. Consulté le 4 janvier 2021. URL : <http://repositorio.sibdi.ucr.ac.cr:8080/jspui/bitstream/123456789/14810/1/JRE001.pdf>. Jimenez était également célèbre pour avoir eu des contacts avec Peter Kropotkine, qui proposait l'idée du « communisme des libres ». Sa philosophie a en outre inspiré Ebenezer Howard et Patrick Geddes, notamment dans les aspects de la vie communautaire et de l'initiative libre et propre, qui seront à la base des méthodologies d'effort propre et d'entraide. Hall, *Cities of Tomorrow*, pp. 157-158.

⁴⁰³ « - Las conferencias de Panamá ?...

- No hablemos de eso porque solamente hay que decir una sola frase, y es que los congresos de cualquier clase que sean, jamás han resuelto problema alguno, ni nacional, ni internacionalmente. » « Los CONGRESOS de cualquier clase que sean, jamás han resuelto problema alguno, ni nacional, ni internacionalmente. » *La Tribuna*, 1 de octubre de 1939, pp. 1, 5. Traduction libre.

des futurs chercheurs. Cependant, les informations disponibles donnent certaines traces pour comprendre pourquoi les connaissances sur le logement social et l'urbanisme discutées dans les CPA et les CPV analysés ont eu du mal à se frayer un chemin dans le contexte costaricain par l'intermédiaire des délégations envoyées à ces événements.

Le 24 juin, *La Tribuna* a rendu compte de la célébration du CPA27 auquel le Costa Rica avait été invité. En réponse à cet appel, le gouvernement de Ricardo Jiménez Oreamuno (1924-1928) a désigné comme « délégué ad-honorem l'éminent architecte argentin Arturo Prins (Image III.7), qui sera également chargé de la délégation spéciale de la Faculté d'Ingénierie du Costa Rica »⁴⁰⁴.

Image III.7. Portrait de l'architecte Arturo Prins, délégué du Costa Rica au CPA27. (1926).



Source : Daniela Natalia Fernández. « Arturo Prins. » *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones estéticas "Mario J. Buschiazio"* [en ligne]. Vol. 49, N° 2 (2019). Consulté le 19 novembre 2020. URL: <http://www.iaa.fadu.uba.ar/ojs/index.php/anales/article/view/322/559>

⁴⁰⁴ « Congresos panamericanos de arquitectura y de la tuberculosis en la República Argentina. » *La Tribuna*, 24 de julio de 1927, p. 2.

Né à Montevideo mais naturalisé argentin en 1929, Prins a obtenu son diplôme d'ingénieur civil de l'Université de Buenos Aires (UBA) en 1900, poursuivant sa formation à l'École des beaux-arts de Paris sous la direction de Pierre Leprince-Ringuet. En tant que professionnel, il a encouragé l'envoi d'étudiants en Europe, a effectué des recherches sur le style gothique et musulman et a proposé des règlements sur la construction et l'esthétique urbaine. La faculté de droit et de sciences sociales de l'UBA et le Palais Vera figurent parmi ses œuvres les plus reconnues.⁴⁰⁵ Il convient de souligner que Prins a été délégué aussi bien du gouvernement costaricain que du gouvernement argentin, comme il est indiqué dans les comptes rendus du CPA27.⁴⁰⁶

En 1939, le gouvernement du Costa Rica nomma le consul à Buenos Aires, Pablo Wedel Quirós, en réponse à l'invitation au CPV39 reçue en mai. La note publiée dans le *Diario de Costa Rica* détaillait en outre que le gouvernement devait présenter un travail relatif à la problématique du logement et que le secrétaire des Affaires étrangères, Tobías Zúñiga Montúfar, avait demandé au Conseil national du logement de préparer les rapports nécessaires pour répondre à cette demande.⁴⁰⁷ Concernant ce document, les sources disponibles suggèrent qu'il n'a pas été envoyé aux organisateurs du forum, car aucun travail du Costa Rica n'a été discuté au congrès et n'apparaît dans la liste des exposés du CPV39.⁴⁰⁸

Encore une fois, à l'occasion du CPA47, *La Tribuna* a informé ses lecteurs de la nomination de la délégation costaricaine, composée des ingénieurs José Francisco Salazar Quesada et Luis Paulino Jiménez Montealegre (Image III.8).⁴⁰⁹ Salazar, contrairement à ce que l'article a souligné, était un architecte et l'un des plus réputés dans le milieu costaricain. Formé à l'Université de Santa Clara, en Californie, il a obtenu son diplôme en 1912 et après trois ans d'exercice de sa profession aux États-Unis, il est retourné au Costa Rica où il a eu une activité prolifique. Parmi ses œuvres les plus reconnues figurent le Temple de la Musique du Parc Morazán de San José, le Temple de San Ramon Nonato

⁴⁰⁵ Fernández, « Arturo Prins. »

⁴⁰⁶ SCA, *III Congreso Panamericano*, p. 29, 31.

⁴⁰⁷ « La Junta de la Habitación prepara los trabajos que nuestro delegado presentará al Congreso Panamericano de la Vivienda. » *El Diario de Costa Rica*, 12 de mayo de 1939, pp. 1 y 5.

⁴⁰⁸ MRREE-A, *Primer Congreso Panamericano*, pp. 737-781.

⁴⁰⁹ « Delegación de Costa Rica al Congreso Interamericano de Arquitectura. » *La Tribuna*, 14 de octubre de 1947, p. 3.

à Alajuela et la Faculté de Médecine de San José, où il a laissé l’empreinte du néoclassique, de l’éclectisme et de l’art déco.⁴¹⁰

Image III.8. José Francisco Salazar et Luis Paulino Jiménez, délégués du Costa Rica au CPA47. (1947).



Sources: Altezor, *Arquitectura urbana en Costa Rica*; « El Gran Hotel Costa Rica. » Consulté le 4 janvier 2021. URL: [http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_\[4\]_Anexo4.CronologiaFotografica.pdf](http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_[4]_Anexo4.CronologiaFotografica.pdf)

Quant à Luis Paulino Jiménez Montealegre, il a suivi une formation d’ingénieur au Tri-State College of Engineers dans l’Indiana, aux États-Unis. Fils du Dr. Luis Paulino Jiménez Ortiz, ancien médecin de l’UFCO, il a été associé en 1934 à la construction du Gran Hotel Costa Rica, l’un des plus importants de San José, œuvre de l’ingénieur Victor Sargent Lorenz. En 1938, il collabore avec l’architecte costaricain José Maria Barrantes dans la construction de l’aéroport international La Sabana, situé à l’ouest de San José, qui est devenu le Musée d’art costaricain (MAC).⁴¹¹

⁴¹⁰ Altezor, *Arquitectura urbana en Costa Rica*, pp. 193-222.

⁴¹¹ « Gran Hotel Costa Rica, San José : levantamiento general de información. » Consulté 4 janvier 2021. URL : [http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_\[3\]_Anexo3.TablaCronologicaNarrativa.pdf](http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_[3]_Anexo3.TablaCronologicaNarrativa.pdf); « Antiguo Aeropuerto. » Consulté le 4 janvier 2021. URL: <http://www.mac.go.cr/instalaciones.php>.

La nomination de ces acteurs comme délégués du Costa Rica aux congrès panaméricains d'architecture a généré plusieurs difficultés en ce qui concerne la circulation des savoirs. L'une d'entre elles concernait le fonctionnement de la politique étrangère costaricaine. La nomination de Pablo Wedel répond à l'habitude de la SRREE de se faire représenter aux congrès internationaux par son personnel consulaire. La raison en était essentiellement économique, car le gouvernement n'encourait aucune dépense. Mais, comme il a été souligné au Chapitre 2, la carrière consulaire manquait de certaines garanties économiques qui affectaient structurellement sa performance et s'ajoutait au personnel diplomatique réduit qui empêchait de s'acquitter efficacement de ses obligations.⁴¹² Par ailleurs, le manque de savoir-faire en la matière a pu affecter la participation de Wedel pendant le congrès ou la restreindre complètement.

La désignation d'Arturo Prins, bien qu'architecte de profession et étroitement lié aux thèmes discutés, est également le résultat d'une autre habitude de la SRREE qui est celle d'assister à « des si importantes réunions quand il peut utiliser les services désintéressés de personnes qui s'intéressent patriotiquement à de telles activités. »⁴¹³ Prins était délégué ad-honorem, de sorte qu'étant sa représentation purement symbolique, il est probable qu'il n'ait pas eu une obligation directe de transmettre les informations acquises lors du congrès au gouvernement costaricain.

Outre ces facteurs, deux autres doivent s'y ajouter. Le premier concerne la résidence de Prins et Wedel qui se trouvait à Buenos Aires et, ne vivant pas au Costa Rica, ils ne pourraient pas faire circuler les recommandations des congrès avec une connaissance exacte de la réalité des villes costaricaines ou les besoins des institutions et municipalités. Deuxièmement, il y a l'absence de ses rapports. Les sources disponibles n'ont pas permis de vérifier si ces documents ont été rédigés par Prins et Wedel. Tous ces obstacles, parmi d'autres, ont pu empêcher que les recommandations des congrès panaméricains d'architecture parviennent au Costa Rica et soient discutées par les institutions responsables du logement et de l'urbanisme.

Il reste enfin le cas de Salazar et Jiménez, tous deux professionnels ayant des liens étroits avec le gouvernement et le milieu universitaire. Plusieurs raisons peuvent permettre de comprendre les difficultés rencontrées par ces personnes pour faire circuler

⁴¹² Argüello, *Memoria de Relaciones Exteriores*, p. V ; Beeche. *Memoria correspondiente al año 1930*, p. VI ; Cascante S., *Clientelismo, partidos políticos*, p. 14.

⁴¹³ Jiménez, *Memoria de la Secretaría de Relaciones Exteriores*, pp. VII y VIII.

les connaissances acquises dans le CPA47. En premier lieu, le climat politique de cette année-là a été extrêmement défavorable. Des événements tels que la grève des « Brazos Caídos », déclenchée par des secteurs opposés au gouvernement Picado et au *caldero-communisme*⁴¹⁴, tout comme les marches syndicales qui ont eu lieu le 12 octobre 1947, ont laissé le pays au bord de la guerre civile, qui se déclencherait des mois plus tard.⁴¹⁵

En outre, ce climat a atteint l'université du Costa Rica, institution pour laquelle Salazar travaillait à l'époque. Patricia Fumero a souligné que l'enceinte universitaire qui se trouvait à l'époque dans le quartier central de González Lahmann à San José a été le théâtre d'affrontements entre étudiants et professeurs en raison de leurs orientations politiques. Pendant la guerre civile, le bâtiment de la Faculté d'ingénierie a été pris par des étudiants et, à la fin du concours, le Conseil étudiant universitaire a exigé la démission de plusieurs professeurs pour des raisons partisans. Bien qu'il n'ait pas figuré sur la liste « noire », Salazar démissionne du corps enseignant le 11 mai 1948.⁴¹⁶

La municipalité de San José, également à la suite de la guerre civile, a connu des changements dans son gouvernement à partir du 4 mai de la même année, lorsque le gouverneur Alfonso Goicoechea a pris ses fonctions, qui a blâmé le *caldero-communisme* des « corrompus » et des « vices bureaucratiques » au sein de la municipalité *Josefina*.⁴¹⁷ Pour cette raison, si la société avait pris connaissance des recommandations du CPA47, le nouveau gouvernement local aurait pu freiner son éventuelle mise en œuvre. Cependant, certaines de ces connaissances sont arrivées des mois plus tard avec l'assistance technique fournie par l'architecte Anatole Solow. Quant à Jiménez Montealegre, les informations disponibles n'ont pas permis de déterminer où il se trouvait à l'époque.

Pour retourner à la phrase d'Elías Jiménez, le fait que les congrès internationaux ne « résolvaient les problèmes » d'aucun pays a obéi, du moins dans le cas du Costa Rica et des événements analysés, aux défaillances structurelles de la politique étrangère du pays et au contexte politique. A ces deux éléments s'est ajoutée, entre autres facteurs, la

⁴¹⁴ Nom qui a reçu la tendance partisane résultant de l'alliance politique entre le Partido Republicano Nacional et Vanguardia Popular (communiste).

⁴¹⁵ Díaz, « Social Crises... », pp. 228-238.

⁴¹⁶ Patricia Fumero. « “Se trata de una dictadura *sui generis*”. La Universidad de Costa Rica y la Guerra Civil de 1948. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 23 (1-2) (1997) : pp. 125-127.

⁴¹⁷ « El martes tomará posesión el nuevo Gobernador de San José. » *Diario de Costa Rica*, 1 de mayo de 1948, p. 5 ; « He aceptado la gobernación con el propósito de colaborar a la obra de bien público que se proyecta. » *Diario de Costa Rica*, 5 de mayo de 1948, pp. 1 y 8.

couverture médiatique pauvre ou nulle des congrès panaméricains d'architecture puisque dans le mois qui a suivi l'achèvement de ces congrès, il n'a pas été possible de trouver un seul article traitant ces thèmes. Il convient toutefois de souligner qu'au cours de la même période, le Costa Rica a pu institutionnaliser le problème du logement social (pas celui de l'urbanisme), ce qui suggère la présence de voies alternatives qui ont permis l'arrivée de ces savoirs dans le pays, mais qui n'ont pas été entièrement explorées. Cet aspect devra être développé à l'occasion de futures recherches.

C'est la situation que Solow rencontrera quelques mois plus tard lors de sa mission technique en 1948. A cette occasion, le journal *La prensa libre* a consulté l'architecte arrivé à San José pour planifier sa « ville moderne », qui a dit au journaliste ce qui suit :

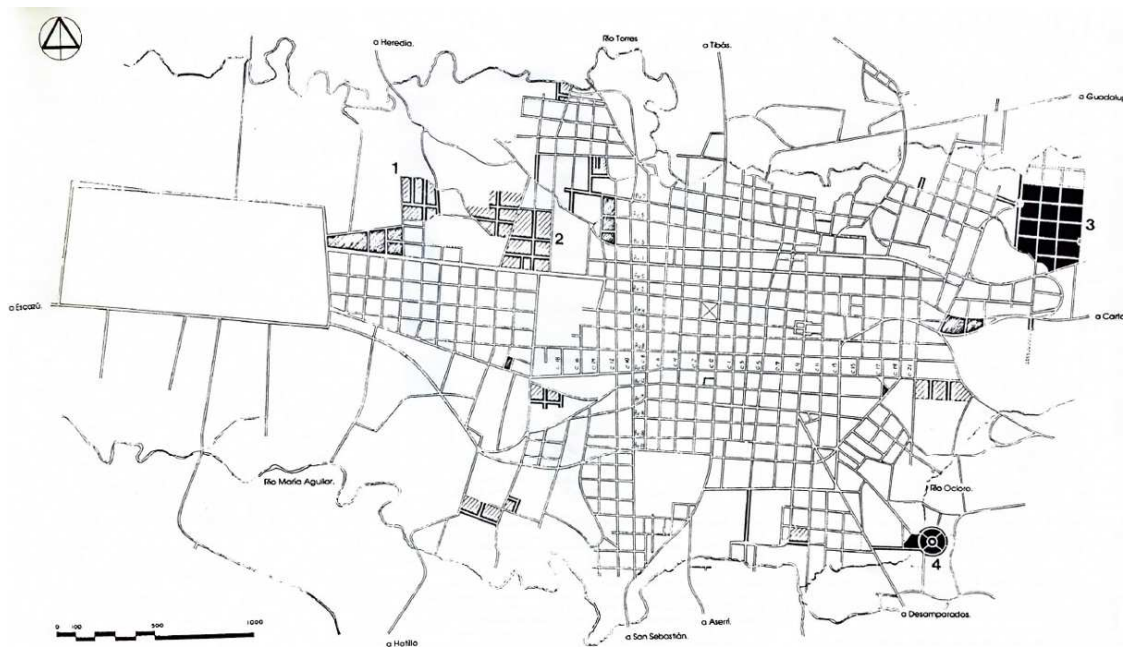
« Je suis tombé sur l'inconvénient qu'il n'y a pas ici d'institution spéciale des affaires urbaines... Dans la planification des villes pour l'avenir, un travail de coordination avec d'autres départements est encouragé, et la première étape est une analyse détaillée sur l'aspect physique, économique, social et démographique de l'environnement... Il n'y a pas beaucoup de villes dans le monde qui ont des sites d'une beauté naturelle aussi grande que San José... Certaines personnes m'ont dit que les cafés situés au nord et à l'ouest de l'aéroport empêchent la ville de s'étendre sur ce flanc. Mais je considère que les plantations de café, étant une richesse nationale, ne doivent pas être rasés, mais constitueront même un élément esthétique inestimable pour la ville. Le principe de modernisation soutient plutôt le point de vue selon lequel il faut encourager la présence de ces parties de terres ou de forêts agricoles au milieu du regroupement de constructions solides, car l'idéal est entièrement une combinaison de différents centres urbains reliés par de larges routes, chacun étant doté de toutes les commodités imaginables. »⁴¹⁸

La presse aura vent de ces lignes directrices, mais surtout des institutions costaricaines qui participeront aux événements internationaux organisés par l'ONU et l'OEA à partir de 1950. San José, dont la physionomie avait considérablement changé depuis sa fondation au XVIIIe siècle : de nouveaux quartiers, aussi bien populaires que

⁴¹⁸ « He tropezado con el inconveniente de que no existe aquí una institución especial de asuntos urbanos... En la planificación de las ciudades para el futuro se suscita un trabajo de coordinación con otros Departamentos, y el primer paso es un análisis detallado sobre el aspecto físico, económico, social y demográfico del medio... No hay muchas ciudades en el mundo que cuenten con sitios de tanta hermosura natural como San José... Algunas personas me han dicho que los cafetales que están situados al Norte y al Oeste del aeropuerto impiden que la ciudad se extienda hacia ese flanco. Pero yo considero que los cafetales, siendo una riqueza nacional, no deben arrasarse sino más bien hasta constituirán un elemento estético inapreciable para la ciudad. El principio de modernización sostiene más bien el punto de vista de que hay que fomentar la presencia de esas porciones de tierra labrantía o bosques en medio de la aglutinación de construcciones macizas, pues el ideal es cabalmente una combinación de distintos núcleos urbanos conexiónados por carreteras amplias y dotado cada uno de ellos de todas las comodidades imaginables. » «La ciudad moderna debe preservar sus parajes verdes.» *La prensa libre*, 21 de agosto de 1948, pp. 1 y 8. Traduction libre.

pour l'élite sont apparus dès les années 20 et ont élargi la ville dans tous ses extrêmes, spécialement à l'ouest de la capitale où le quartier Pitalaya a vu le jour tout en profitant des travaux d'embellissement de la dite Calle de la Sabana ou Paseo Colón. A l'est, d'autres quartiers comme celui d'Escalante se sont transformés en espaces urbains élitistes et, au sud de la capitale, la colonie Calderón Muñoz s'éloigna de la forme orthogonale définissant les îlots des nouvelles maisons ouvrières (Image III.9). La capitale connaîtra encore nombre d'autres variations dues à l'interaction des acteurs et à la circulation des instruments et des modèles, processus dont je parlerai aux chapitres 4, 5 et 6.

Image III.9. Costa Rica. Plan du centre-ville de San José. 1941.



Source: Abarca Zamora, et.al. « San José – Ensanches... », p. 278.

4. Conclusion du chapitre.

La transformation urbaine de San José, selon les études historiques les plus récentes, a été le reflet local d'un processus complexe qui s'est développé en Amérique latine à partir de 1850. Celui-ci a eu recours à l'hygiène comme principe directeur des politiques urbaines, qui s'est manifesté par la construction de bâtiments, de parcs publics, par l'amélioration de certains services de base clés tels que l'électricité, l'eau, les égouts

et l'état des voies de communication. Ces transformations ont été saluées dans les récits de voyageurs et dans les albums photographiques qui, à cette époque, ont été imprimés pour attirer les investissements privés au Costa Rica.

Dans cette dynamique, l'acteur le plus important était l'entreprise privée. L'État ou les municipalités ont refusé leur responsabilité de gérer la croissance urbaine de la capitale, faisant allusion au manque de ressources économiques. La plupart des politiques urbaines ont été mises en œuvre dans les zones les plus utilisées par l'élite *josefina*, créant très rapidement dans la capitale une ségrégation territoriale. Le modèle d'hygiène s'est également manifesté par des règlements et des travaux d'inspection et de contrôle social destinés aux secteurs populaires qui ne disposaient pas de la plupart des infrastructures et de la qualité de l'espace public.

Ces asymétries socio-économiques ont incité divers secteurs populaires et intellectuels à se mobiliser pour obtenir davantage de garanties et de bonnes conditions de logement, tout comme pour avoir accès aux services de base et de santé. Ces secteurs, en plus de la protestation sociale, se sont organisés en partis politiques et ont publiquement dénoncé leurs problèmes par le biais de la presse, ce qui a incité l'État à intervenir dans divers secteurs clés tels que la santé, l'éducation et le logement. Les premières législations sociales ont vu le jour à partir des années 1920, parmi lesquelles la question du logement social a commencé à être traitée aussi bien par des associations caritatives que par la Croix-Rouge, puis par l'État même.

Du côté urbain, bien que l'entreprise privée ait continué à avoir l'initiative dans l'élargissement de la capitale, l'État a cherché à réglementer le bâtiment et les matériaux de construction en raison des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, qui touchaient le pays avec une certaine périodicité. Les municipalités, comme celle de San José, ont également établi une série de contacts avec des municipalités d'autres pays pour obtenir des exemplaires de leurs réglementations leur permettant d'organiser la leur, tâche qui a succombé au manque de volonté politique de la société. C'est l'un des indices les plus pertinents trouvés par la recherche historique actuelle qui suggère que la transformation urbaine de San José n'a pas été déconnectée de son contexte mondial et a montré une internationalisation naissante. Parmi les autres signes, on remarque l'arrivée d'experts étrangers travaillant sur divers projets d'infrastructure, l'octroi de bourses par des organismes internationaux tels la Fondation Rockefeller et l'arrivée, dans le milieu professionnel local, d'étudiants costaricains qui ont étudié à l'étranger.

Les résultats obtenus au cours de ce chapitre ont révélé que le Costa Rica avant 1949 a été représenté, au moins à trois reprises, dans des congrès panaméricains liés à la problématique de l'urbanisme et du logement social. Dans ces forums, les délégations costaricaines ont eu accès aux discussions les plus récentes sur ces problèmes, parmi lesquelles la définition de l'urbanisme comme discipline, l'éducation des architectes et des urbanistes, le rôle des municipalités et de l'État, l'importance du bien-être social en tant que principe directeur des politiques urbaines, l'utilisation du plan d'aménagement comme instrument de planification et la nécessité d'instituts régionaux pour avoir les connaissances à jour et pour les faire circuler dans toute l'Amérique latine.

Le cas du Costa Rica lors des congrès panaméricains d'architecture et de logement a permis d'explorer certains facteurs qui ont empêché une circulation fluide des savoirs et la discussion d'instruments et de modèles urbains à l'intérieur des pays qui ont pu affecter ces associations internationales. Le premier facteur était la désignation de délégués qui n'étaient pas des spécialistes de ces sujets. Pour des raisons économiques, le SRREE a délégué sur son personnel diplomatique la représentation du Costa Rica à ces événements, ce qui a permis non seulement d'éviter une participation active du pays, mais aussi de faire connaître les progrès réalisés par le Costa Rica aux autres délégations. Le deuxième facteur était de nommer des spécialistes en la matière, mais comme délégués ad-honorem. Ceux-ci ne vivant pas dans le pays qu'ils représentaient, ne pouvaient pas transmettre les connaissances acquises aux institutions intéressées, auxquels s'ajoutait également le fait de ne pas être obligés de transmettre un rapport sur l'événement.

Le troisième facteur concerne le contexte historique, en particulier les périodes qui présentent une grande instabilité politique et socio-économique, qui évitait la discussion opportune des connaissances acquises dans les forums internationaux. Il est extrêmement important d'en tenir compte pour l'Amérique latine, notamment en raison de sa longue histoire de chocs politiques et de crises économiques. Le quatrième facteur est celui de la couverture médiatique donnée à ces événements dans les médias locaux, car il n'y avait pas la possibilité de faire de la publicité pour les projets urbains et l'opinion publique n'a pas pu être impliquée dans le débat sur d'autres modèles d'urbanisme et de logement social.

Ces inconvénients reflétaient, entre autres, un caractère institutionnel étatique limité et un accomplissement de leur politique étrangère qui, conjuguée aux contradictions rencontrées par les associations internationales dans la promotion de leurs

modèles qui pouvaient ne pas être adaptés à certaines régions de la planète, a pu contribuer à l'épuisement de ce qu'on appelle l'« internationale urbaine ». Cependant, la fondation de l'ONU en 1945 selon des principes de solidarité internationale a donné une impulsion à ces partenariats qui ont approché les nouveaux organismes pour promouvoir leurs modèles respectifs. Elle a également obligé les États à reconfigurer leur politique étrangère et à la préparer en vue d'une action diplomatique dans les forums établis par l'ONU et d'autres organismes régionaux.

Les discussions qui ont eu lieu lors des congrès panaméricains d'architecture et de logement ont été les expressions régionales d'un processus qui s'est produit à échelle mondiale. Au cours de la même période, des associations internationales telles que la Fédération internationale du logement et de l'urbanisme et les Congrès internationaux d'architecture moderne ont fait circuler leurs modèles urbains et leurs principes directeurs grâce à leurs membres qui ont élaboré des projets dans diverses parties du monde. Toutefois, ces associations ont connu de nombreuses difficultés pour convaincre les gouvernements de suivre leurs recommandations, dont certaines ne pouvaient être facilement adaptées qu'en Europe.

Le cas de l'UNESCO a été révélateur pour la compréhension de cette situation. Soutenue par ses organes consultatifs, l'UNESCO a élaboré un plan axé sur la démocratisation des savoirs sur l'urbanisme et l'amélioration des conditions éducatives tant des urbanistes que des architectes, qui reflète fidèlement l'objectif d'élever le niveau de vie des populations par l'éducation. Cette initiative a fini par succomber à l'intention de l'ECOSOC d'établir un programme d'assistance technique internationale. Le modèle de l'UNESCO, dont uniquement l'organisation de congrès, l'échange d'étudiants, d'enseignants et de spécialistes et la diffusion de l'information ont été retenus, a été subordonné à la perspective « développementiste » de l'ECOSOC et de ses commissions régionales, qui a ensuite été soutenue par d'autres organismes tels que l'OEA et des pays comme les États-Unis, par le biais du Point IV.

**DEUXIÈME PARTIE. LA CIRCULATION
DES SAVOIRS DE LA PLANIFICATION
URBAINE.**

IV. ENTOURAGES ET ACTEURS EN CIRCULATION . LES MATRICES DE CONNAISSANCES.⁴¹⁹

Durant près d'un siècle, le moteur du changement urbain en Amérique latine a été l'hygiène. Mais, à partir de 1945, elle et l'internationalisme ont été remplacés par le développement et la mondialisation solidaire. Cette nouvelle étape n'a pas constitué une rupture radicale avec la perspective hygiéniste, car celle-ci a continué de cohabiter avec d'autres telles que l'industrialisation, le bien-être économique et la planification à long terme. L'entre-deux-guerres a permis le mûrissement de ces principes tout en accordant à l'État et aux municipalités de plus grandes responsabilités autour de l'aménagement urbain.

Dans cette phase, les réseaux de l'urbanisme ont joué un rôle essentiel. Sans avoir approfondi l'analyse structurelle de ces liens pour la période précédant 1949, il est indéniable que l'internationalisme a contribué à façonner cette discipline grâce à divers mécanismes, dont les missions d'experts, les programmes de bourses, les activités techniques et les réunions internationales. La participation du Costa Rica aux congrès panaméricains d'architecture et de logement lui a donné la possibilité d'accéder aux savoirs les plus récentes, de participer à leur conception et de les faire circuler au niveau national ou local. Bien que le climat de guerre civile et l'absence de canaux institutionnels appropriés aient empêché les délégués costaricains de transmettre correctement l'ampleur de ces événements, la création d'entités dédiées au problème du logement depuis les années 1930 suggère l'existence de voies alternatives par lesquelles ces connaissances sont arrivées au Costa Rica.

Les informations disponibles permettent d'inférer, pour la période 1949-1986, une dynamique de croisement entre acteurs, instruments et espaces qui n'avait pas été mise en valeur auparavant. La participation du Département du logement de la Caisse

⁴¹⁹ L'analyse de réseaux sociaux de ce chapitre, a été bénéficié par les commentaires et observations des professeurs Pascal Cristofoli et Michel Grossetti dans le cadre des séminaires « Dynamiques des réseaux et collectifs » et « l'Atelier Analyse des données relationnelles ». Je voudrais sincèrement remercier messieurs Cristofoli et Grossetti pour leur aide et attention.

costaricaine de sécurité sociale (CSSS) et, peu de temps après, de l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU) à divers réseaux de planification urbaine, loin d'être une nouveauté, a été la poursuite de cette tendance qui est devenue plus viable au fur et à mesure que les institutions costaricaines et le contexte historique le permettaient. Selon cette logique, *l'urbanisme costaricain faisait partie d'un processus mondial et connecté*.

Sur cette base, l'objectif de ce chapitre sera d'analyser, dans le cadre des programmes d'assistance et de coopération technique de l'ONU et de l'OEA, l'interaction de l'INVU dans les activités internationales convoquées par ces organisations pour déterminer quels événements et acteurs ont joué un rôle déterminant dans la construction d'un programme et d'un réseau régional d'urbanisme entre 1949 et 1986. Cette analyse se poursuivra au chapitre 5 et 6, où les techniques et modèles d'urbanisme qui ont circulé dans le cadre de ces activités techniques grâce aux principaux acteurs du réseau seront abordés.

Pour cela, l'approche de l'Histoire croisée sera combinée avec la méthodologie de l'analyse des réseaux sociaux (ARS).⁴²⁰ La sélection de l'ARS n'est pas un hasard : Werner et Zimmermann ont fait quelques clins d'œil à ce sujet. Le premier d'entre eux a été de souligner que les « interactions » et les « relations » entre acteurs et objets sont essentielles à l'analyse des croisements. Un événement international, à cause de sa courte durée, sera considéré comme une « interaction » mais il permet néanmoins la création ou le renforcement de relations, qui sont définies comme l'existence d'un lien entre deux ou plusieurs acteurs qui est soutenu au fil du temps.⁴²¹ Deux acteurs ou plus qui se trouvent périodiquement dans des congrès sont plus susceptibles de créer un rapport plus forte, mais d'autres conditions sont nécessaires afin de doter cette interaction primaire de plus de densité et de durabilité.⁴²²

Werner et Zimmermann ont également noté que des croisements peuvent se produire entre des objets. Considérons-les, momentanément, comme des événements. Conformément à l'ARS, les réseaux dits d'affiliation analysent comment les acteurs

⁴²⁰ Michael Werner y Bénédicte Zimmermann. « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1 (58e année), pp. 15-23.

⁴²¹ Claire Bidart, Alain Degenne y Michel Grossetti. *La vie en réseau. Dynamique des relations sociales*. (Paris : Presses Universitaires de France - Kindle, 2015), pp. 5-7, 23 ; Conrad, *Una historia global*, pp. 122-123.

⁴²² Stanley Wassermann y Katherine Faust. *Social Network Analysis : methods and applications*. (New York : Cambridge University Press, 1994), pp. 293, 297 ; Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, p. 83.

interagissent les uns avec les autres par leur adhésion aux événements et vice versa. Un réseau d'affiliation est donc composé de deux sous-réseaux : un réseau d'adhésion, qui est constitué par les acteurs, et un réseau d'entrelacements, composé d'événements.

Cependant, je définis les événements internationaux comme des *espaces de liaison*. Ce sont des domaines à caractère multi-échelle et c'est là que non seulement les acteurs et les objets sont associés, mais aussi les processus de création, de résistance, d'inertie, de modification et/ou de rejet des savoirs. Ce processus est appelé *matrice de connaissances*.⁴²³ Cette catégorie d'analyse utilise la métaphore de la « gestation » pour désigner la production des savoirs et la notion de « sociomatrice » de l'ARS, qui servira pour notre cas, comme l'une des représentations du réseau social qui lui donne forme et soutien.⁴²⁴ Je ne considère pas la sociomatrice, ainsi que les graphes, comme une radiographie parfaite et totale du réseau social qui soutient le processus de circulation des connaissances, mais seulement comme des représentations abstraites et partielles de celui-ci.⁴²⁵

Mais si nous étendons la notion d'objets aux instruments et aux modèles urbains et de logement social discutés dans l'*espace de liaison*, cela nous rapproche de ce que Claire Bidart, Michel Grossetti et Alain Degenne appelaient les « ressources sociales ». Une « ressource sociale » est celle qui est accessible par le biais d'un réseau ou d'un groupe spécifique. L'interaction des acteurs au sein de ce réseau les expose également à une autre ressource sociale qui est celle de l'entourage, qui influence la façon dont ceux-ci agissent et se mobilisent, mais qui peut aussi limiter la circulation des savoirs.⁴²⁶ Cette adhésion constitue un stimulant pour la création de liens entre ces acteurs à partir de l'accès à ces ressources sociales, qui peuvent définir leur identité par rapport à leur extérieur et qui s'accompagne à la fois de droits et de devoirs. Ces « ressources sociales », prennent la forme de « dispositifs de médiation ».⁴²⁷

⁴²³ Les catégories proposées d'espace de liaison et les *matrices de connaissances* découlent du concept de « zones de contact » de Werner et Zimmermann. Cependant, alors que les matrices de connaissances se réfèrent au processus intellectuel de (de)construction du savoir, les *espaces de liaison* pointent vers le processus de territorialisation des savoirs. Choay, dans un autre emploi, avait proposé une catégorie similaire, les « espaces de contact ». Werner y Zimmermann, « Penser l'histoire croisée », p. 12 ; Choay, « L'histoire et la méthode... », p. 1151.

⁴²⁴ Wassermann y Faust, *Social Network Analysis*, pp. 150-152.

⁴²⁵ Laurent Beauguitte. « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire : vocabulaire, principes et limites. » *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales*, Rosemonde Letricot, et.al. (Presses Universitaires de Louvain, 2016), p. 21.

⁴²⁶ Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, pp. 10-11, 257.

⁴²⁷ Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, p. 37.

Michel Grossetti, sans proposer d'adapter forcément l'ARS à l'analyse des réseaux sociotechniques proposée par plusieurs chercheurs dont Bruno Latour et Michel Callon, a utilisé la notion de « dispositifs de médiation » pour établir un dialogue entre les deux perspectives.⁴²⁸ Si, dans l'ARS, les liens sont une qualité privative de l'acteur humain, dans les réseaux sociotechniques, il est possible d'étendre le principe relationnel aux non-humains. Grossetti a ainsi mis au point une dynamique de groupe ou de réseau, dans laquelle ses membres se définissent mutuellement et fixent leurs frontières, à partir de la création de leurs « dispositifs de médiation » comprenant des règles, des procédures, des instruments, des institutions, des congrès ou des médias et où les acteurs peuvent également servir de médiateurs.⁴²⁹

Le réseau d'urbanistes dans lequel l'INVU a été inséré à partir de 1954 doit également être compris à travers les notions de « cercle social » et de « cercle utilitaire » dans lesquelles les acteurs ont une conscience de groupe, partagent des ressources qui délimitent leur champ d'action et ont un intérêt commun qu'ils défendent et promeuvent.⁴³⁰ Les membres du cercle mobilisent leurs instruments pour résoudre leurs problèmes mutuels mais, loin d'être considéré comme un ensemble homogène, il existe une concurrence entre eux pendant la production du savoir qui est légitimée ou non par les structures de pouvoir dominantes.⁴³¹ Ces structures, aux niveaux mondial et régional, se manifestent dans les organismes et gouvernements internationaux qui gèrent les programmes d'assistance technique, tandis qu'au niveau local, c'est l'État et les

⁴²⁸ Paul Marc Collin, Yves-Frédéric Livian, Eric Thivant. « VIII. Michel Callon et Bruno Latour. La théorie de l'acteur réseau. » *Les Grands Auteurs en Management de l'innovation et de la créativité*, Thierry Burger-Helmchen et al. (Paris : EMS Éditions, 2016), pp. 57-178. Consulté le 14 décembre 2020. URL : <https://www.cairn.info/les-grands-auteurs-en-management-de-linnovation---page-157.htm>; Michel Callon. « Éléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. » *L'Année sociologique*, Vol. 36, (1986) : pp. 169-208.

⁴²⁹ Michel Grossetti. « Reflexiones en torno a la noción de red. » *Redes - Revista hispana para el análisis de redes sociales*, Vol. 12, N° 25 (Julio 2017) : pp. 85-108. Ronny Viales et Patricia Clare ont réfléchi à la construction de réseaux socio-techniques impliquant non seulement les agents humains et non humains, mais aussi la nature et les objets dans la co-construction des faits scientifiques. Viales y Clare. « El Estado, lo transnacional... », pp. 145-168 ; Viales, « Entre el constructivismo social... », pp. 39-54.

⁴³⁰ Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, pp. 9, 37-38 ; Wassermann y Faust, *Social Network Analysis*, p. 239.

⁴³¹ Pierre Bourdieu. *Science of Science and Reflexivity*. Trad. Richard Nice. (UK, Polity Press, 2004), pp. 45-46 ; Sandrine Kott, « Une « communauté épistémique » du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2008/2 (n° 71) : pp. 26-46 ; Dany Lapostolle, « Les enjeux de la professionnalisation des agents de développement. L'ingénierie territoriale prise en étau entre les conceptions organique et mécaniste du développement territorial », *Géographie, économie, société*, 2011/4 (Vol. 13) : pp. 339-362 ; Hélène Charton, « Gouvernement de l'école et communautés épistémiques au Sénégal. Trajectoires d'acteurs et circulation des normes et des modèles d'éducation en contexte international », *Revue Tiers Monde*, 2015/3 (N° 223) : pp. 49-66.

municipalités qui, par leurs projets politiques, consolident publiquement les connaissances.⁴³² Avec d'autres facteurs, cette dynamique contribue à créer une territorialisation de l'assistance technique de l'urbanisme au niveau latino-américain, dont les piliers fondamentaux étaient le développement, l'intégration régionale et la géopolitique américaine, dont il a été question au premier chapitre.

J'ai déjà souligné que les congrès et réunions internationaux ne facilitent que l'interaction des acteurs et de leurs dispositifs de médiation. Mais quand pouvons-nous parler d'une relation soutenue ? Dans le cadre de ce travail, il faudra tenir en compte le suivant :

1. *Que les acteurs ou objets aient interagi deux fois ou plus au sein du réseau.*
2. *Que les acteurs aient pu transcender ce rapport minimal et le consolider par d'autres modalités de l'assistance technique, telles que les missions d'experts, les échanges professionnels ou les programmes de bourses.*⁴³³

Je cherche ainsi à me rapprocher de la définition de « motif du lien » qui est définie comme ce qui « maintient » ensemble deux acteurs ou plus et celle de « confiance » qui a des effets structurels sur les interrelations. Les missions d'assistance technique et l'attribution de bourses aux fonctionnaires et aux étudiants sont fondées sur des relations de confiance qui peuvent être motivées, au départ, par l'interaction au sein des congrès et réunions internationaux.⁴³⁴ Le chapitre explorera donc d'abord les caractéristiques des acteurs et les événements qui composent le réseau d'affiliation. Sa structure sera ensuite analysée afin de déterminer laquelle d'entre elles a été au cœur de l'INVU dans le processus de circulation des savoirs et, enfin, sa relation sera explorée dans d'autres domaines en dehors du réseau.

⁴³² Harry M. Collins y Robert Evans. « The Third Wave of Science Studies : Studies of Expertise and Experience. » *Social Studies of Science*, 32/2 (April 2002) : pp. 240-241.

⁴³³ Cela n'exclut pas du tout d'autres dynamiques dans lesquelles les acteurs ont pu renforcer leur lien, comme leur rencontre dans des espaces de sociabilité communs, les relations familiales ou commerciales ou leur amitié.

⁴³⁴ Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, pp. 26, 44 ; Claire Bidart. « En busca del contenido de las redes sociales : los "motivos" de las relaciones. » *Redes - Revista hispana para el análisis de redes sociales*, Vol. 6, N° 7 (Junio 2009) : pp. 178-202.

1. Le réseau d'affiliation.

Le réseau d'affiliation est une sociomatrice rectangulaire binaire composée de 467 acteurs et de 17 événements.⁴³⁵ Les sources utilisées pour la construire furent les listes de participation des activités techniques qui, parfois, ont été composées de plus de 500 participants. Pour pouvoir filtrer ce grand nombre d'acteurs, les opérations suivantes ont été effectuées :

- 1. Tout d'abord, seules les délégations des pays d'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et Costa Rica), ainsi que le Panama et les États-Unis, ont été prises en considération.*
- 2. Habituellement, de nombreux organismes internationaux et organismes non gouvernementaux sont présents aux activités techniques. Pour le réseau d'affiliation, seuls ceux avec lesquels, historiquement, le Costa Rica, par l'intermédiaire de l'INVU, avait le plus de relations, à savoir l'ONU, l'OEA et le Point IV, ont été considérés.*
- 3. Les participants peuvent également être des délégués et des observateurs. On a pu constater que la présence de ces derniers était moins constante et, par conséquent, uniquement les délégations ont été incluses.*

Sur l'Image IV.1 nous pouvons observer l'ensemble du réseau d'affiliation auquel l'INVU a participé où la taille des événements (en vert) est proportionnelle au nombre d'acteurs (en rouge) qui s'y sont trouvés affiliés. Cette opération a été réalisée grâce au calcul de son demi-degré intérieur (« In-degree centralization »)⁴³⁶ qui a été interprétée comme une mesure de support, acquérant l'événement une qualité de « vecteur » de messages, d'informations et d'idées. Une vue rapide permet d'identifier certains « centres de gravité » qui ont articulé le processus de circulation des savoirs.

⁴³⁵ Ce modèle de réseau a été introduit par A. Davis, B.B. Gardner et M.R. Gardner qui, en 1941, ont analysé l'interaction de plusieurs femmes lors de divers événements pour déterminer leur structure sociale. Comme dans une sociomatrice à mode unique (1-mode) où l'existence d'un lien entre acteurs est codée avec un « 1 », dans un réseau d'affiliation (2-mode) le « 1 » représente le lien entre un acteur et un objet particulier (dans notre cas, des événements), tandis qu'un « 0 » détermine qu'il n'existe pas. Stephen P. Borgatti y Martin G. Everett. « Network analysis of 2-mode data. » *Social Networks*, 19 (1997) : p. 245.

⁴³⁶ Pascal Cristofoli et Arnaud Bringé. « Analyser la structure d'un réseau. Partie – Trouver les sommets "importants" d'un réseau. » *Atelier des données relationnelles*, 2 décembre 2020. EHESS.

Certains entourages peuvent être déduits dans le graph et ont été configurés de façon chronologique. Le premier d'entre eux, situé dans le coin supérieur droit, a concentré tous les *espaces de liaison* organisés dans les années 1950, parmi lesquels ont été soulignées la Conférence *ad hoc* pour l'étude des problèmes du logement de 1953 (« re1953 »), la Conférence interaméricaine d'investissement de 1955 (« re1955 »), les deux réunions techniques interaméricaines de logement et de planification de 1956 et 1958 (« re1956 » et « re1958b »), le Séminaire latino-américain sur le logement et les services publics en Amérique latine de 1959 (« re1959 ») et deux événements exclusifs à la région d'Amérique centrale, la Réunion sur les problèmes du logement, des industries du bâtiment et des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama de 1957 (« re1957 ») et, enfin, la Première réunion du sous-comité du logement, de la construction et de la planification de l'isthme centraméricain de 1958 (« re1958a »).

Le deuxième entourage, situé en bas du premier, se compose de trois événements développés en dehors de l'Amérique latine: la Première réunion du Comité du logement, de la construction et de la planification de l'ECOSOC de 1963 (« re1963a »), le Séminaire latino-américain sur les statistiques et les programmes de logement (« re1962b ») et la Tournée d'études et le Séminaire sur l'organisation et les fonctions des organismes nationaux chargés de la mise en œuvre des programmes de logement de 1964 (« re1964 »). Ces deux derniers *espaces de liaison* partageaient la qualité d'avoir été organisés par trois pays scandinaves, à savoir le Danemark, la Norvège et la Suède, en collaboration avec l'ONU.

Le troisième entourage, situé en haut à gauche du graph, a essentiellement concentré les événements prévus pour l'isthme centraméricain, à savoir la Réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire du logement en Amérique centrale (« re1962a »), les Réunions du sous-comité du logement des années 1963 (« re1963b ») et 1965 (« re1965 ») et le Séminaire sur la programmation du logement organisé au Mexique en 1963 (« re1963c »).

Le quatrième entourage aurait pu être constitué par trois activités techniques qui partageaient la même thématique : la politique des Nations Unies en matière d'établissements humains. Deux d'entre elles, la Conférence régionale préparatoire pour l'Amérique latine dans les établissements humains de 1975 (« re1975 ») et la première Conférence des Nations Unies pour les établissements humains – HABITAT I de 1976 (« re1976 »), sont liées par plusieurs de leurs acteurs communs, mais la Conférence

d'Amérique latine sur les établissements humains de 1979 (« re1979 ») est considérée comme une île à l'extrême gauche du réseau d'affiliation. Cette séparation suggère l'avènement d'un relais générationnel.⁴³⁷

Le problème qui se pose, à ce stade, avec la lecture du réseau d'affiliation est qu'il ne permet pas de discerner lequel de ces acteurs avait le plus de chances d'établir des relations soutenues dans le temps.⁴³⁸ Pour résoudre ce problème, le réseau d'affiliation a été dichotomisé en fonction d'une condition, à savoir que les acteurs et les événements aient interagi au moins deux fois.⁴³⁹ Cette opération a abouti à un nouveau graphique composé de 91 acteurs qui ont eu l'occasion non seulement de travailler ensemble à plusieurs reprises sur le réseau, mais aussi d'établir des relations à long terme et, peut-être, de les entretenir en dehors de leur domaine (Image IV.2).

Ce graph permet déjà d'identifier les Costaricains qui ont pu jouer des rôles importants au sein du réseau, tels qu'Eduardo Zúñiga (« zunige »), Rodrigo Carazo (« carazo »), Eduardo Jenkins (« jenkins »), Rodrigo Vargas Salas (« vargasr »), Eladio Jara Jiménez (« eladioj ») et Alvaro Hernández Carvajal (« carvahe »). Quant aux acteurs internationaux, Eric Carlson (« carlson »), Ernest Weissmann (« weissma »), Anatole Solow (« solowa »), Einer Engberg (« engberg ») ou Pedro Abelardo Delgado (« padel ») sont visibles également, pour n'en nommer que quelques-uns. Cette nouvelle structure du réseau d'affiliation a été soumise à l'analyse du logiciel spécialisé, afin d'obtenir leurs scores de cohésion.⁴⁴⁰

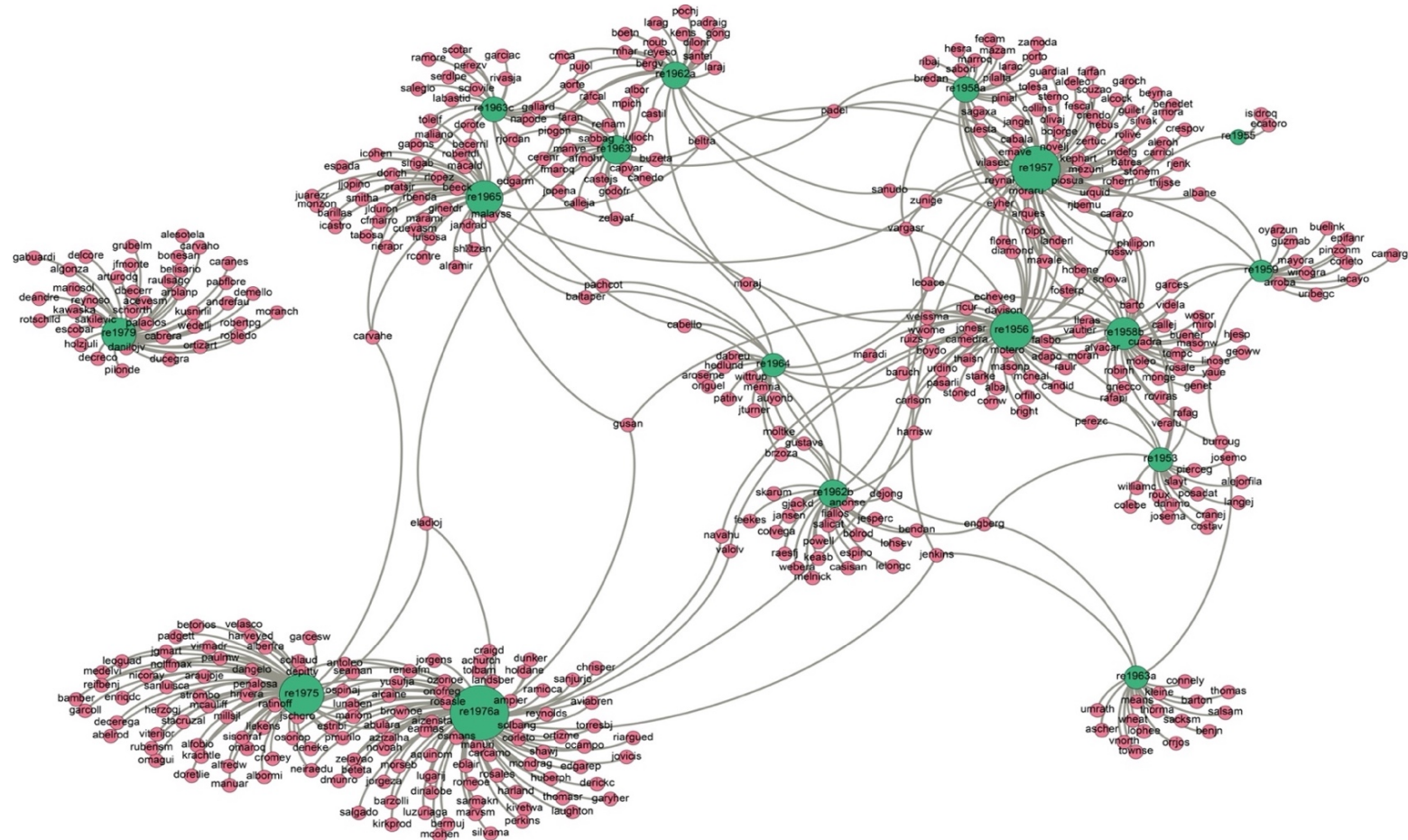
⁴³⁷ Les informations disponibles montrent qu'après 1979, les fonctionnaires de l'INVU ont été progressivement remplacés par d'autres acteurs affiliés à la Banque nationale hypothécaire du logement (BANHVI) et au ministère du Logement et des établissements humains (MIVAH).

⁴³⁸ Cela crée également des problèmes d'ordre méthodologique. Dans l'ARS, Françoise Bahoken, Laurent Beauguitte et Serge Lhomme ont recommandé de normaliser ou de dichotomiser les réseaux pour faciliter l'identification des sommets les plus importants. Cette opération aide à la lisibilité des graphs, en suivant aux recommandations d'Edward Tufte et Jacques Bertin. Françoise Bahoken, Laurent Beauguitte y Serge Lhomme. «La visualisation des réseaux. Principes, enjeux et perspectives. 2013. halshs-00839905, pp. 2-3. Consulté le 1 mai 2021. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00839905>; Laurent Beauguitte. « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire : Vocabulaire, principes et limites. » *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales* (France : Presses Universitaires de Louvain, 2016), pp. 15-16 978-2-87558-500-4. halshs-01476090. Consulte le 2 mai 2021. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01476090>

⁴³⁹ Cette fonction se trouve dans le Menu UCINET « Transform », « Dichotomize ».

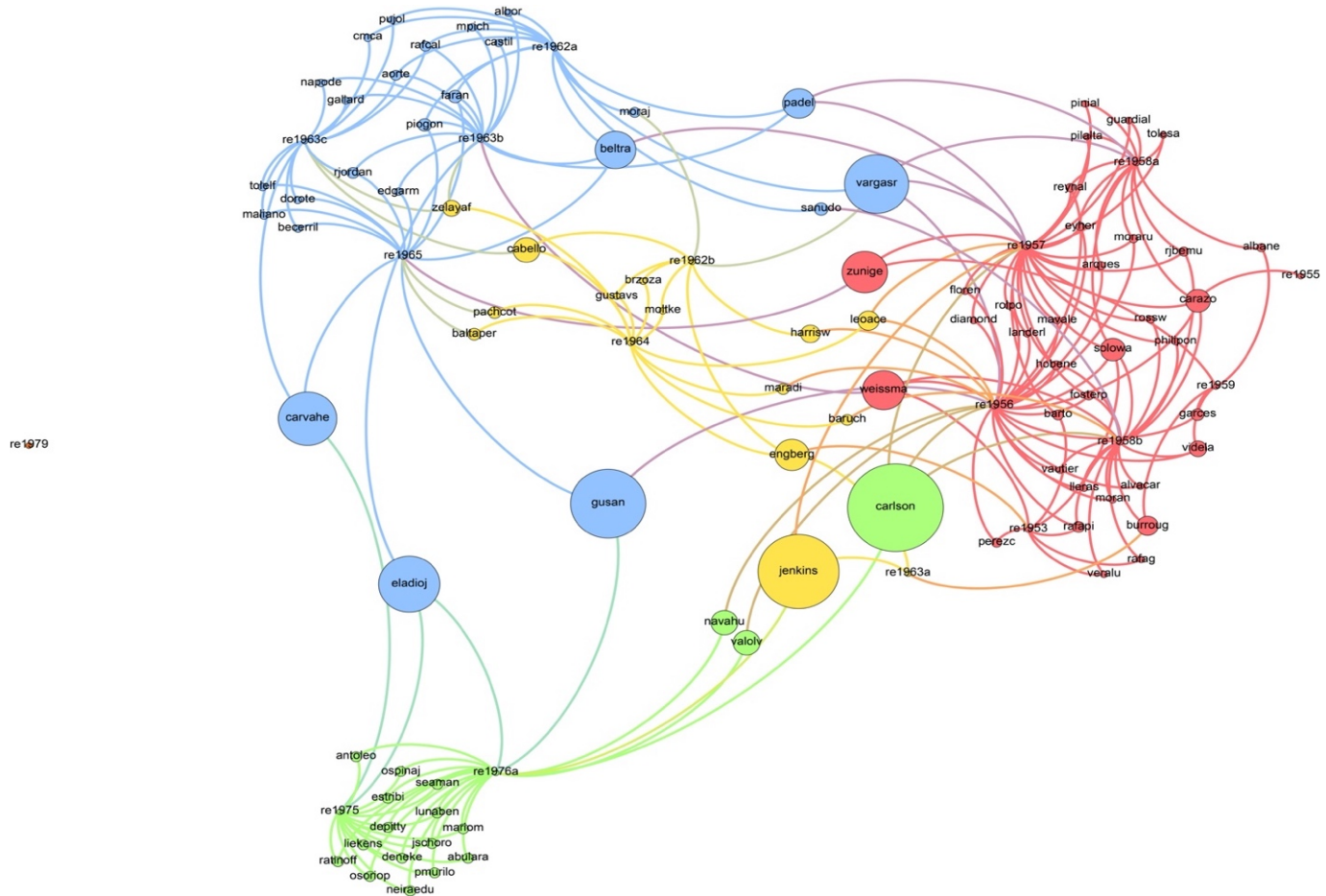
⁴⁴⁰ Borgatti y Everett, « Network analysis », p. 253. Pour les calculer, j'ai utilisé la version UCINET 6.586 qui contient toutes les routines nécessaires à l'analyse des réseaux d'affiliation. La fonction « Modularité » incluse dans Gephi a été utilisée pour déterminer les entourages du réseau. Il faut noter que Gephi n'est pas un logiciel spécialisé dans le traitement des réseaux d'affiliation et qu'il comporte donc quelques limites pour tracer certaines dynamiques.

Image IV.1. Amérique latine. Réseau d'affiliation de planification urbaine de l'INVU. (1953-1979).



Source des données : Alejandro Bonilla. *C. Réseau d'affiliation d'urbanisme latino-américain*. 2020. (Inédite). Analyse des données : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Image IV.2. Amérique latine. Entourages et intermédiaires du réseau d'affiliation (1953-1979).



Source des données : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme*, 2020. Analyse des données : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Les scores de densité (Density) et de fragmentation (Fragmenta) ont obtenu les valeurs suivantes : dans le premier cas, un résultat de 7,6% et, dans le second, un supérieur à 0, ce qui est interprété comme un réseau très peu connecté (Image IV.3).⁴⁴¹ Ce n'est pas une source de surprise car, comme je l'ai déjà souligné, le réseau d'affiliation ne garantit que les interactions entre les acteurs et les événements, et non des relations soutenues entre eux. A cela il faut ajouter que la séparation de la Conférence d'Amérique latine sur les établissements humains de 1979 du corps principal du réseau d'affiliation a exercé une influence notable sur ces résultats.

Image IV.3. Scores de cohésion du réseau d'affiliation.

	1	2	3	4	5	6
	Density	Avg Dist	Radius	Diameter	Fragmenta	Transitiv Norm Dis
Page 1	0.076	4.202	1.000	8.000	0.152	0.696
						0.54

Source des donnés : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des donnés : UCINET v. 6.586

Une autre caractéristique du réseau d'affiliation est que l'adjacence entre acteurs n'est possible que par la médiation des événements (et vice versa). Le score de distance géodésique moyenne (Avg Dist), d'une valeur de 4,2, montre que la distance moyenne pour que deux acteurs interagissent est par la participation à deux événements et par l'intermédiaire de deux autres acteurs. C'est ainsi qu'un acteur « u », pour engager une interaction avec l'acteur « u⁰ », doit suivre un itinéraire « u→v→u*→v*→u⁰ », où les flèches sont les chemins géodésiques possibles.⁴⁴² Le score de diamètre (« Diameter ») montre que la distance géodésique la plus éloignée entre deux sommets est égale à 8, c'est-à-dire que quatre acteurs et événements sont négociés entre eux.

Le calcul des scores précédents montre que, à eux seuls, les réseaux d'affiliation n'assurent pas le succès de la circulation des savoirs. Bien qu'ils soient facilitateurs du processus, les acteurs ont besoin d'autres espaces alternatifs permettant de consolider leurs relations car, bien qu'ils aient interagi au moins à deux reprises, la densité du réseau

⁴⁴¹ Tous les indicateurs de l'ARS seront présentés en pourcentage. Il sera clarifié quand ce n'est pas le cas.

⁴⁴² Borgatti y Everett, « Network analysis », pp. 254-256.

s'est avérée extrêmement faible. Le relais générationnel détecté avec la Conférence de 1979 y a contribué, car il n'y a pas eu d'acteurs la reliant au corps principal du réseau.

Borgatti et Everett, dans un article récent, ont montré qu'il existe deux approches pour analyser ce type de réseaux : celui de conversion et le direct. Dans le premier cas, grâce aux outils disponibles dans les logiciels ARS, le chercheur peut diviser le réseau d'origine en deux : celui de l'adhésion et celui des entrelacements. Ces deux sous-réseaux, étant symétriques, peuvent être appliqués, sans aucun problème, aux routines d'analyse des réseaux de manière unique. La deuxième approche est apparue en réponse à l'inquiétude de plusieurs chercheurs de perdre des données dans le processus de conversion et, par conséquent, l'analyse devait être effectuée à partir de la structure originale du réseau d'affiliation.⁴⁴³

Suivant les recommandations de ces deux auteurs, les deux sections suivantes traiteront chacune des projections du réseau d'affiliation. Étant donné que de nombreux événements et acteurs ne seront pas pris en compte dans l'ARS, le comportement général de ces deux variables sera d'abord introduit par des analyses statistiques et prosopographiques et, par la suite, les réseaux d'entrelacement et d'adhésion tirés du réseau d'affiliation seront abordés.⁴⁴⁴ Il convient de souligner que ces sous-réseaux ont été dichotomisés en utilisant la condition exposée ci-dessus. Je présenterai d'abord l'univers des événements auxquels l'INVU a participé et pourquoi uniquement ceux observés dans les graphiques du réseau d'affiliation déjà présentés ont été pris en compte.

⁴⁴³ Borgatti et Everett ont précisé que la perte de données se produit si le chercheur analyse une projection sans tenir compte de l'autre, mais que l'approche de la conversion est essentiellement valable pour analyser un réseau d'affiliation. Martin G. Everett y Stephen P. Borgatti. « The dual-projection approach for two mode networks. » *Social Networks*. 35 (2013) : pp. 204-205.

⁴⁴⁴ Cette fonction se trouve dans le menu UCINET « Data », « Affiliations (2-mode to 1-mode) ».

2. Les espaces de liaison.

a) L'univers d'événements.

Les informations disponibles ont permis d'identifier au moins 76 activités techniques représentées par la CCSS et l'INVU entre 1953 et 1986.⁴⁴⁵ Après cette dernière année, il n'existe plus de registres indiquant que l'INVU a participé à de tels événements en raison, entre autres, de la fondation du BANHVI et du MIVAH dans les années 1980 dont les fonctionnaires ont progressivement remplacé l'INVU dans la plupart de ces forums.⁴⁴⁶

Le Tableau IV.1 montre les pays qui ont accueilli ces activités techniques, regroupés par zones géographiques dont les informations sont complétées par la Carte IV.1. Les données montrent que la région où ces activités se sont concentrées davantage est l'Amérique du Sud (32 %), suivie de l'Amérique centrale et des Caraïbes (31 %), de l'Amérique du Nord (28,4 %), de l'Europe (7,4 %) et, enfin, l'Asie (1,2%), ce qui témoigne des efforts de ses organisateurs pour constituer une unité régionale d'urbanisme et de logement social pour l'Amérique latine. Par rapport au nombre d'événements organisés en Amérique latine (58), les États-Unis ont eu moins de poids (10), ce qui

⁴⁴⁵ Le cas de la CCSS ne sera pris en compte que par sa participation à la Commission ad hoc de 1953, qui s'est avérée importante dans la dynamique du réseau d'affiliation. L'analyse détaillée de cette institution ainsi que la participation de ses fonctionnaires à d'autres événements internationaux avant 1953 dépassent les objectifs de ce travail.

⁴⁴⁶ L'exclusion de l'INVU de ces événements est visible à partir des années 1990. Les délégations costaricaines qui ont assisté aux réunions régionales des ministres et des autorités du secteur du logement et du développement urbain en Amérique latine et dans les Caraïbes étaient composées de fonctionnaires du BANHVI, du MIVAH et de son corps diplomatique. Lors de la troisième réunion, la CEPALC a reconnu le MIVAH comme l'institution officielle chargée de la coordination du secteur urbain et du logement au Costa Rica, bien que ce ministère ne dispose ni d'une loi organique ni d'un portefeuille spécifique. ECLAC. *Report of the Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 16-20 March 1992)*. (UN : ECLAC, 1992). Consultado el 20 de enero del 2021. URL : <https://goo.gl/1hh3tF>; CEPAL. *Gestión urbana y de vivienda en América Latina. II Reunión regional de ministros y autoridades máximas del sector de la vivienda y el urbanismo de América Latina y el Caribe (MINURVI 2)*. (ONU: CEPAL, Santiago de Chile, 1994). Consultado el 20 de enero del 2021. URL : <https://goo.gl/vyyqjA>; ECLAC. *Report of the Third Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean. (Quito, Ecuador, 16 to 18 November 1994)*. (UN : ECLAC, 1994). Consultado el 20 de enero del 2021. URL: <https://goo.gl/iTCJiq>; ECLAC. *Report of the Fourth Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean. (Santiago, Chile, 16-17 November 1995)*. (UN : ECLAC, 1996). Consultado el 20 de enero del 2021. URL: <https://goo.gl/GBG4CJ>; CEPAL. *Informe de la Quinta Reunión regional de ministros y autoridades máximas del sector de la vivienda y el urbanismo de América Latina y el Caribe. (Kingston, Jamaica 12 al 15 de noviembre de 1996)*. (ONU : CEPAL, 1997). Consultado el 20 de enero del 2021. URL: <https://goo.gl/yD4cQn>.

contribue à nuancer à nouveau la centralité géographique de ce pays et sa position influente dans ces forums.

Tableau IV.1. Nombre d'événements internationaux d'urbanisme et d'urbanisme auxquels ont participé la CCSS et l'INVU, par pays et par région. (1953-1986).

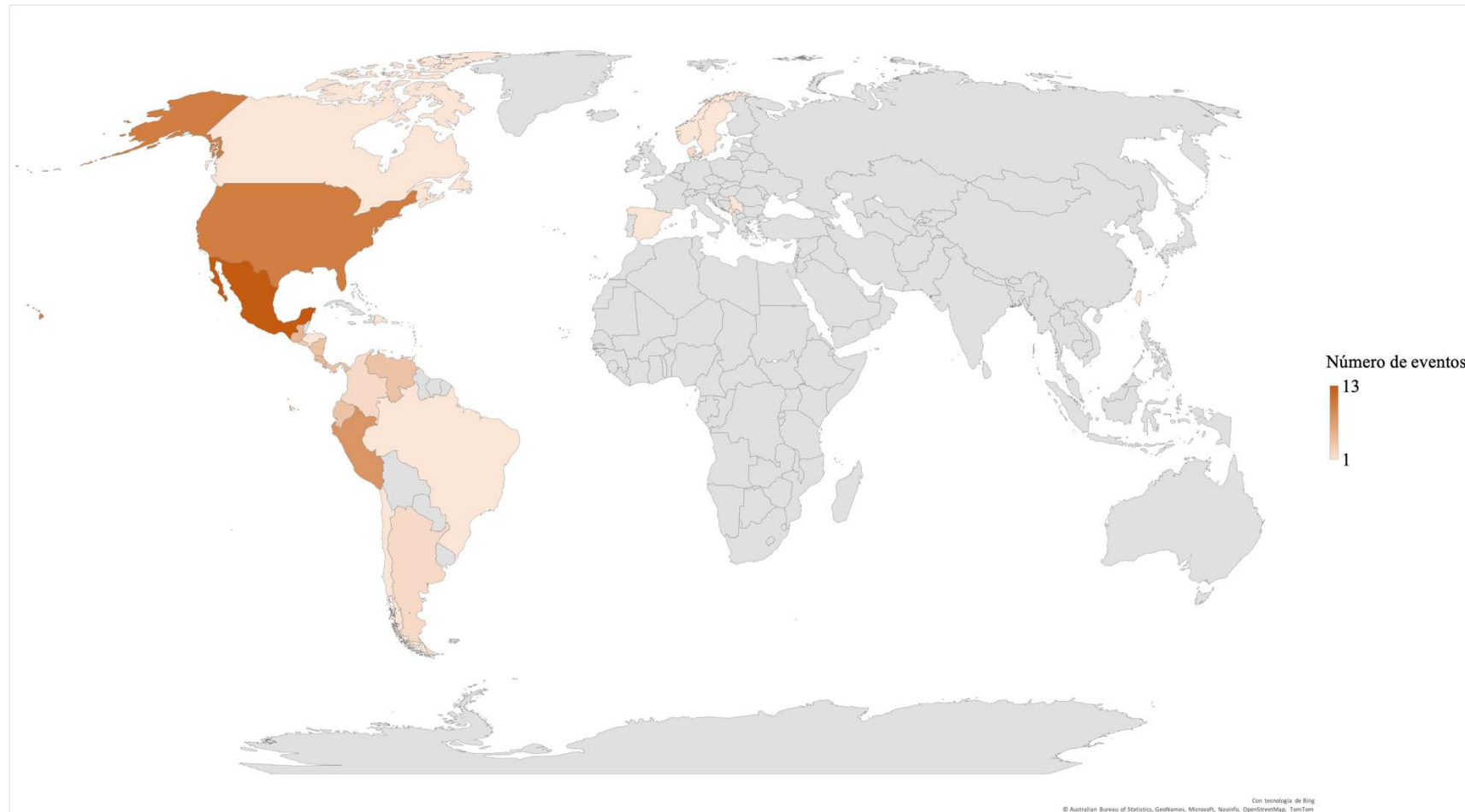
Région	Pays	Nombre ev.	Région	Pays	Nombre ev.
Amérique du Nord	Canada	1	Amérique du Sud	Colombie	2
	États-Unis d'Amérique	10		Pérou	8
	Mexique	12		Venezuela	4
Am. Centrale et des Caraïbes	Costa Rica	5		Chile	1
	Nicaragua	4		Argentine	2
	Honduras	1		Équateur	4
	Le Salvador	3		Brésil	1
	Guatemala	5	Europe	Danemark	2
	Panama	4		Norvège	1
	Porto Rico	1		Suède	1
	Rep. Dominicaine	1		Espagne	1
	Trinité-et-Tobago	1		Yougoslavie	1
N/D	N/d	3	Asie	Taiwan	1

Source : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme* 2020.

Une autre caractéristique des événements auxquels l'INVU a participé est la faible représentativité européenne, qui peut être interprétée comme un effet de la régionalisation des politiques de développement international poussée par l'ONU. Des pays comme l'Angleterre et la France, qui à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle avaient exercé une influence considérable sur le Costa Rica, dans cet univers d'événements, l'ont complètement perdue.⁴⁴⁷ Si l'on part du fait que les événements internationaux permettent des interactions et des relations entre les acteurs, l'absence de l'INVU dans ces *espaces de liaison* a eu pour conséquence qu'aucun expert de ces pays n'a travaillé au sein de l'institution. Les données recueillies n'ont permis d'identifier que la visite à San José de l'urbaniste français Maurice Rotival en 1954, l'un des « génies étrangers » ainsi appelés par Almandoz, mais celui-ci est arrivé dans le pays à l'invitation de l'École supérieure d'administration publique d'Amérique centrale (ESAPAC), qui est l'un des projets d'assistance technique de l'ONU basés dans la capitale costaricaine. Par conséquent, si l'influence française ou anglaise a été maintenue, elle a dû circuler par d'autres moyens ou espaces qui devront être analysés dans de futures recherches.

⁴⁴⁷ Les informations disponibles montrent qu'entre 1954 et 2010, l'INVU n'a assisté à aucun événement international organisé par l'Angleterre ou la France, du moins officiellement. Le seul enregistrement lié à un événement dans ces pays était celui connu par le conseil d'administration de l'INVU le 15 novembre 1956, où a été lu le rapport de l'ambassadeur du Costa Rica en France, León Pacheco, sur les activités de la Journée mondiale de l'urbanisme organisées par l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris. ANCR, Actas INVU, signatura 31, Acta n°225, 15 de noviembre de 1956, f. 302.

Carte IV.1. Pays hôtes des événements internationaux d'urbanisme auxquels ont participé la CCSS et l'INVU. (1953-1986)



Dix-sept activités techniques seront analysées dans cet univers d'événements, et leur sélection a répondu à ces conditions : la première est que parfois les comptes rendus du Conseil d'administration ou les mémoires de l'INVU ne consignent pas de données importantes telles que l'institution organisatrice des événements ou le nom des délégués. Cela a rendu difficile l'identification des référentiels documentaires et la récupération du dossier de l'événement. Le second est lié à l'intégralité du dossier, car sans sa liste de participants, l'événement n'a pas pu être inclus dans le réseau.⁴⁴⁸ Le troisième est dû à la délimitation de l'objet d'étude, car en l'absence de délégués de l'INVU, l'événement n'a pas été pris en compte, même s'il était lié à la thématique de l'urbanisme ou du logement social. Par conséquent, les événements organisés par l'ONU ont été plus facilement localisables sur les dépôts numériques de la CEPALC et l'ONU. Les archives et bibliothèques de l'Université nationale de Colombie (UNAL), quant à eux, ont permis de localiser ceux convoqués par l'OEA.

Il convient donc de rappeler que l'analyse qui sera effectuée dans les pages suivantes est loin de représenter l'ensemble du processus de circulation des savoirs. Pour cela, de nombreuses recherches seront nécessaires afin d'aborder les activités non incluses et les autres institutions ou organismes internationaux qui ont eu un lien avec les problèmes du logement social et de l'urbanisme tant au niveau national que régional. Ce n'est que dans le cas de l'OEA que d'autres forums ont abordé ces thèmes, tels que les Conférences interaméricaines, les Congrès interaméricains des municipalités, les événements organisés par l'Union panaméricaine des associations d'ingénieurs (UPADI) et les Congrès panaméricains d'architecture (CPA). Dans le cas du Costa Rica, il reste à analyser la participation du Département du logement de la CCSS, de la municipalité de San José, de l'Institut de développement et de conseil municipal (IFAM), de la Compagnie nationale de la force et de la lumière (CNFL) et, bien entendu, du BANHVI et du MIVAH.

Après avoir apporté cette clarification, j'analyserai la première des projections, le réseau d'entrelacements, afin de situer les événements qui étaient les plus centraux dans le processus de circulation des savoirs et comment ils ont été organisés dans les contextes

⁴⁴⁸ Cette circonstance s'est produite avec la Conférence régionale d'Amérique latine sur les établissements humains qui s'est tenue au Mexique du 13 au 17 septembre 1976, car, bien que les rapports de rapporteur aient pu être obtenus, la liste de participation n'était pas disponible.

qui ont généré, au cours de cette période, les différents instruments, modèles et normes de l'urbanisme et du logement social en Amérique latine.

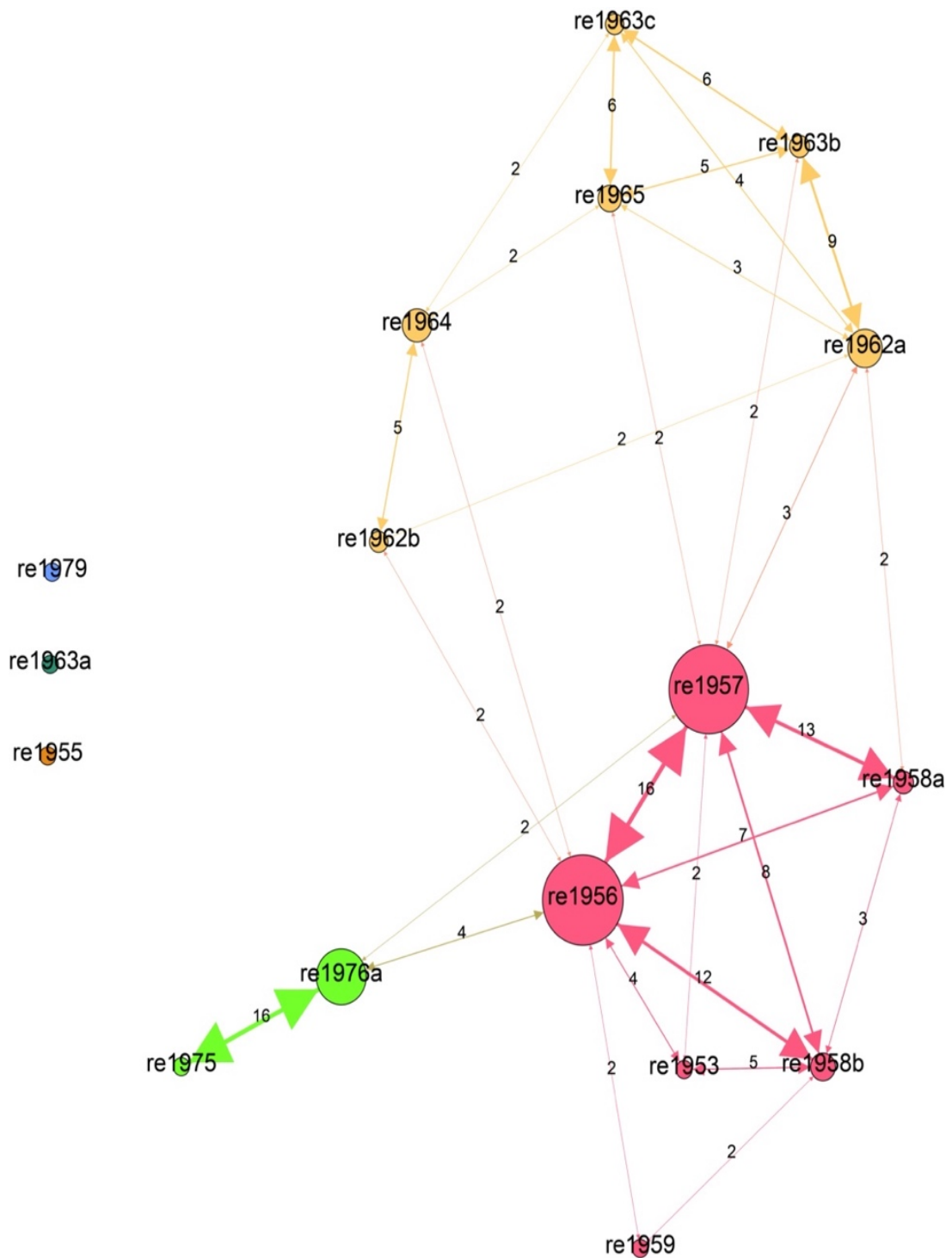
b) Entrelacements d'espaces et de ressources.

Pour commencer, le graph inclus dans l'Image IV.4 montre un réseau un peu plus dense (22,06%) que le réseau d'affiliation initial et se compose de six entourages, dont trois apparaissent totalement isolés de la structure principale du réseau d'entrelacements, à savoir la Conférence interaméricaine des investissements de 1955 (« re1955 »), la première réunion du Comité du logement, de la construction et de la planification de l'ECOSOC de 1963 (« re1963a ») et la conférence précitée de 1979. Pour cette raison, ses discussions et recommandations sont considérées comme ayant eu une influence faible ou nulle dans le processus de circulation des savoirs. En outre, leur isolement se reflète dans les scores de centralité Freeman (« Centrality Degree ») incluses dans le Tableau IV.2 qui sont pratiquement nulles, dû au fait que les acteurs affiliés à ces événements n'ont pas réussi à interagir à au moins deux reprises au sein du réseau d'affiliation.

Les *espaces de liaison* les plus importants du réseau d'entrelacements ont été la première Réunion interaméricaine de logement et de planification, qui s'est tenue à Bogota en 1956, et la Réunion sur les problèmes de logement, d'industries de bâtiment et de matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama organisée à San José en 1957, qui ont obtenu 50% de leur centralité de grade. Quant à sa centralité, Philip Bonacich a averti que le fait qu'un sommet ait plus de connexions au sein d'un réseau ne signifie pas forcément qu'il soit influent. Pour que cela se produise, celui-ci doit être central tout en étant relié à d'autres sommets qui sont également centraux. Si un sommet est influent sur d'autres sommets également prédominants, le processus de circulation des savoirs tend à être plus fluide et peut élargir sa portée, ce qui se reflète dans sa centralité de pouvoir (« Alpha Centrality/Bonacich Power »).⁴⁴⁹ Compte tenu de cela, les événements de 1956 et 1957 ont été les plus influents du réseau d'entrelacements, dont la centralité de pouvoir a atteint une valeur de 7,7 pour chacun.

⁴⁴⁹ Robert Hanneman y Mark Riddle. *Introduction to social network methods*. (Riverside, CA : University of California, Riverside, 2005). Consulté le 25 janvier 2021. URL : https://faculty.ucr.edu/~hanneman/nettext/C10_Centrality.html. La centralité du pouvoir n'est pas un pourcentage, mais un indice.

Image IV.4. Entourages et nombre d'acteurs en relation avec le réseau d'entrelacement.



Source des donnés : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des donnés : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Tableau IV.2. Activités techniques, pays d'accueil et scores de centralité du réseau d'entrelacement.

Congrès ou réunion	Code	Siège	F.C. ¹	B.P. ²	R.C. ³	B.C. ⁴
Commission <i>ad-hoc</i> pour l'étude des problèmes de logement social	« re1953 »	États-Unis	19	2,9	51	0
Conférence interaméricaine sur l'investissement	« re1955 »	États-Unis	0	0	6	0
Première réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification	« re1956 »	Colombie	50	7,7	67,6	19,3
Réunion sur les problèmes de logement, les industries du bâtiment et des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama	« re1957 »	Costa Rica	50	7,7	67,6	19
Première réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale	« re1958a »	Costa Rica	25	3,9	55	1,2
Deuxième réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification	« re1958b »	Pérou	31,25	4,9	57	2,5
Séminaire sur le financement du logement et des services publics en Amérique latine	« re1959 »	Colombie	12,5	2	45	0
Réunion du Groupe de travail sur la coordination modulaire du logement en Amérique centrale	« re1962a »	El Salvador	37,5	5,8	60	5,4
Séminaire latino-américain sur les statistiques et les programmes sur le logement	« re1962b »	Danemark	19	2,9	52	0,7
Première réunion de la commission du logement, de la construction et de l'urbanisme, ECOSOC	« re1963a »	États-Unis	0	0	6	0
Deuxième réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale	« re1963b »	El Salvador	25	3,9	54	1,1
Séminaire sur la programmation du logement	« re1963c »	Mexique	25	3,9	50,5	0,7
Visite technique et séminaire sur l'organisation et les fonctions des agences nationales chargées de la mise en œuvre des programmes de logement	« re1964 »	Danemark, Norvège et Suède	25	3,9	55	4
Troisième réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale	« re1965 »	Guatemala	31,25	4,8	57	2,2
Conférence préparatoire régionale pour l'Amérique latine sur les établissements humains	« re1975 »	Venezuela	6,25	1	37	0
Habitat. Conférence des Nations Unies sur les établissements humains	« re1976a »	Canada	19	3	52	10
Conférence latino-américaine sur les établissements humains	« re1979 »	Mexique	0	0	6	0

¹ Centralité de degré. ³ Centralité d'atteinte

² Centralité du pouvoir ⁴ Centralité d'intermédialité

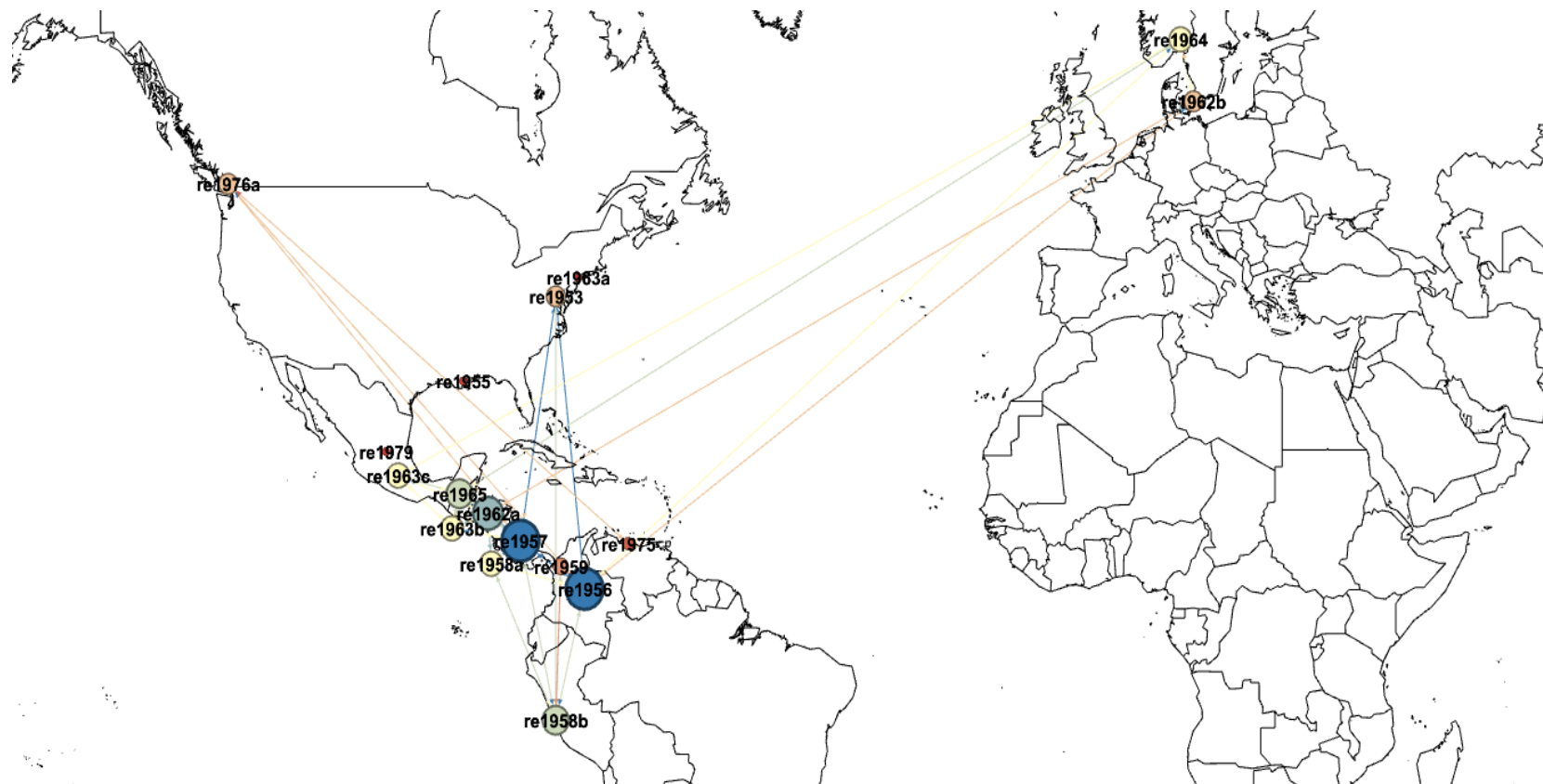
Source des données : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des données : UCINET.

Les ressources qui ont circulé lors de ces deux événements, grâce à leurs acteurs communs, ont contribué à consolider les recommandations du premier entourage (situé à droite) constitué en outre par la Commission *ad hoc* de 1953 (« re1953 »), la Première réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification de l'isthme centraméricain de 1958 (« re1958a »), la Deuxième réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification de la même année (« re1958b ») et le Séminaire sur le financement du logement et des services publics en Amérique latine de 1959 (« re1959 »). Parmi celles-ci, la deuxième Réunion technique interaméricaine, par son ampleur et son niveau de participation, a obtenu un degré élevé de centralité (31,25%) et une influence considérable (4,9).

Le deuxième entourage important, situé au sommet du graph, est revêtu d'un label centraméricain. On constate que la réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire du logement en Amérique centrale de 1962 (« re1962a »), et les réunions du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification de 1963 (« re1963b ») et de 1965 (« re1965 ») ont maintenu l'ordre du jour de la réunion de 1957. Parmi ceux-ci, le premier événement a été le plus central de tous (37,5%) et le plus influent (5,8) et par conséquent, la Troisième réunion du Sous-comité de 1965 (« re1965 ») a également eu une centralité élevée (31,25%) et une influence considérable (4,8). La Deuxième réunion du Sous-comité de 1963 a eu moins de poids, n'étant pas directement influencée par l'événement de 1957. Les séminaires organisés dans les pays scandinaves semblent avoir maintenu certains aspects de l'ordre du jour discutés lors de la Première réunion interaméricaine de 1956, celui organisé en 1964 étant le plus central (25%) et influent (3,9).

Un facteur qui a pu contribuer à la centralité et à l'influence des événements signalés a été leur accessibilité. La Carte IV.2 révèle que des pays comme la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala et le Pérou partagent des valeurs élevées dans leur centralité de proximité. Les acteurs qui ont assisté à ces événements ont mobilisé beaucoup plus facilement les ressources entre ces espaces de liaison en raison de facteurs tels que la proximité géographique, le partage d'une même langue, des problèmes économiques, sociaux et culturels similaires et, surtout, la présence continue d'acteurs clés au sein du réseau.

Carte IV.2. Centralité géographique des événements du réseau d'entrelacements.



Source des données : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des données : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithmes GeoLayout et MapOfCountries).

Ce caractère central et influent de ces événements est également confirmé par le score de la centralité d'intermédiarité (« Freeman Betweenness Centrality »), qui se situe au-dessus de la moyenne pour l'ensemble du réseau d'entrelacements (3,9%). Il est important de souligner qu'un événement assez limité, tel que la Réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire de 1962, a eu une influence considérable sur l'ordre du jour de travail des deuxièmes et troisièmes réunions du sous-comité du logement de 1963 et 1965, ainsi que sur celui du Séminaire sur la programmation du logement de 1963, ce qui suggère que la coordination modulaire a joué un rôle important dans les politiques de logement pour la région d'Amérique centrale. Par ailleurs, HABITAT-I, l'un des événements internationaux les plus importants du XXe siècle, a obtenu de scores de centralité relativement modérées. Cela peut suggérer que pour l'isthme centraméricaine, et peut-être aussi pour l'Amérique latine, HABITAT-I a introduit peu de nouveautés.

Il reste finalement à observer quels *espaces de liaison* ont assumé des rôles de « centre » et de « périphérie » dans le processus de circulation des savoirs. Dans l'Image IV.5 les résultats obtenus à partir de la routine centre/périphérie d'UCINET sont affichés.⁴⁵⁰ Pour cette analyse je m'appuie également sur les contributions d'Alain Musset, qui a souligné que la catégorie centre-périphérie peut aider à comprendre l'organisation des territoires et les inégalités de place qui s'y trouvent. Loin de considérer le centre comme un équivalent des pays du « Nord », il sera utilisé à partir de la notion d'accès aux connaissances qui ont circulé sur le réseau et de la facilité de les transformer en politiques publiques.⁴⁵¹

Nous remarquons grâce à elle que les événements les plus pertinents pour l'INVU ont été trois activités interaméricaines (Commission *ad hoc* de 1953 et Réunions techniques de 1956 et 1958) et cinq événements pour Amérique centrale (réunions de 1957, 1958, 1962, 1963 et 1965). En outre, la première réunion interaméricaine a eu un impact plus important que les autres événements centraux, ses ressources ou ses dispositifs de médiation ayant réussi à influencer quatre événements situés à la périphérie.

⁴⁵⁰ Cette fonction se trouve dans le menu « Network », « Core/Periphery », « Categorical ». Ce type de procédure témoigne des forces et faiblesses structurelles du réseau, qui affectent l'accès aux ressources ou aux dispositifs de médiation. Hanneman y Riddle. *Introduction to social networks*. Consulté le 20 décembre 2020. URL : https://faculty.ucr.edu/~hanneman/nettext/C17Two_mode.html; Everett y Borgatti. « The dual-projection approach », pp. 206-207.

⁴⁵¹ Musset « De Lénin à Lacoste », pp. 105, 108.

Les événements « centraux » ont constitué un entourage compact qui a facilité la circulation des savoirs en raison de leur densité élevée (57%).

Image IV.5. Centre et périphérie du réseau de entrelacements.

Core/Periphery Class Memberships:

1: re1953 re1956 re1957 re1958a re1958b re1962a re1963b re1965
 2: re1955 re1959 re1962b re1963a re1963c re1964 re1975 re1976a re1979

Blocked Adjacency Matrix

		1	6	3	4	5	4	1	8	9	2	7	2	3	0	5	6	7
		r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r	r
1	re1953	1	1	1	1													
6	re1958b	1	1	1	1	1					1							
3	re1956	1	1	1	1	1				1	1	1						1
4	re1957	1	1	1	1	1	1	1										1
5	re1958a		1	1	1	1		1										
14	re1965				1	1	1	1					1	1				
11	re1963b				1	1	1	1					1					
8	re1962a				1	1	1	1	1	1			1	1				
9	re1962b			1						1			1					
2	re1955										1							
7	re1959			1	1							1						
12	re1963c					1	1	1					1	1				
13	re1964			1		1				1			1	1				
10	re1963a														1			
15	re1975															1	1	
16	re1976a															1	1	
17	re1979.																	1

Source des donnés : Bonilla. C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des donnés : UCINET.

La densité des événements « périphériques » s'est avérée plus faible (8,3 %) que celle détectée pour les événements centraux, suggérant que la circulation de ses dispositifs de médiation a eu beaucoup de difficultés à atteindre l'INVU. Seuls deux événements ont donné suite aux dispositifs de médiation « centraux », comme le Séminaire sur le financement du logement de 1959, qui a repris certains aspects des Réunions interaméricaines de 1956 et 1958. Le séminaire sur la programmation du logement de 1963 a réussi à avoir un impact sur les réunions du sous-comité du logement de 1963 et 1965 lors de la tournée et du séminaires organisés dans les pays nordiques en 1964, faisant écho aux recommandations de la réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire de 1962. Les événements liés à HABITAT ont constitué une « clique » ou un groupe très compact, ce qui a marqué le début du relèvement générationnel et

l'impossibilité de l'INVU de donner suite à ses recommandations. Cependant, il est indiqué par son rapport avec les réunions techniques interaméricaines (« re1956 » et « re1958b ») que ses dispositifs de médiation se sont révélés moins nouveaux et que certains d'entre eux se sont appuyés sur l'expérience accumulée de deux décennies.

En résumé, l'analyse du réseau d'entrelacement suggère que les événements classés comme « centraux » ont eu un impact plus important lors de l'établissement d'un programme spécifique de logement social et d'urbanisme, qui a débuté avec les activités techniques à l'échelle latino-américaine (Commission ad hoc de 1953 et réunions interaméricaines de 1956 et 1958) et s'est consolidé avec la réunion centraméricaine de 1957 et le travail continu du Sous-comité du logement et de ses groupes de travail entre 1958 et 1965. Les événements « périphériques » se caractérisent par leur rôle de complémentarité avec certaines des recommandations émises par les événements centraux et même par des événements tels qu'HABITAT-I qui, au lieu d'être un événement fondateur, a été un grand haut-parleur de l'expérience acquise en Amérique latine et dans d'autres régions du monde. Il me reste à introduire le deuxième sous-réseau du réseau d'affiliation, celui d'adhésion, qui sera abordé ci-dessous.

3. La co-affiliation des acteurs.

Je tiens à souligner que, tout comme pour le réseau d'entrelacements, un bon nombre d'acteurs ont été exclus de l'analyse qui sera présentée dans les pages suivantes. Toutefois, les données contenues dans le Tableau A.3 présenté dans les annexes, combiné avec les comptes rendus du Conseil d'administration et les mémoires institutionnels de la CCSS et de l'INVU et la base de données publique de l'état civil du Costa Rica, a permis d'établir une base de données comprenant, outre le nom complet, les détails sur le sexe, la profession, le type de poste et l'âge des fonctionnaires. Cette base a été soumise à une analyse prosopographique à l'aide de l'outil statistique SPSS 26, afin d'obtenir une biographie collective des fonctionnaires de l'INVU.⁴⁵²

⁴⁵² La prosopographie, comme méthode, a été principalement utilisée pour construire des biographies collectives de groupes sociaux, y compris professionnels, dans le but de se rapprocher de leur dynamique sociale. Neithard Bulst. « Objet et méthode de la prosopographie. » *L'état moderne et les élites, XIIIe - XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*. Actes du colloque international CNRS-Paris I, 16 - 19 octobre 1991, Jean Phillippe Genet et Günther Lottes (comp.). (Paris : Université Paris I, 1996), pp. 467-482 ; Éric Saunier. « La prosopografía : Una nueva vida para la historia de la masonería. »

En outre, les experts internationaux seront inclus dans cette analyse prosopographique, car d'après les informations disponibles, il a été constaté qu'entre 1948 et 2010, 43 experts en mission technique ont fourni leurs services au Costa Rica, la plupart dans l'INVU. Les autres institutions auxquelles ont participé étaient la MSJ, la CCSS et d'autres domaines créés par les programmes d'assistance technique tels que l'ESAPAC, aujourd'hui Institut centraméricain d'administration publique (ICAP). Les données de base de ce groupe d'acteurs sont incluses dans le Tableau A.4 des annexes.

a) A propos des délégations costaricaines.

La première chose qui attire l'attention, c'est que les fonctionnaires qui ont représenté la CCSS et l'INVU entre 1953 et 1986 étaient fondamentalement un groupe de jeunes. Les informations disponibles indiquent qu'environ 72,7 % des fonctionnaires avaient moins de 40 ans, la plupart ayant entre 30 et 39 ans (51,5 %). Dans ce groupe, on a constaté une importante concentration de postes décisionnaires, tant techniques que politiques. Au sein du type 1, qui regroupe les postes du conseil d'administration, 50% des acteurs avaient précisément moins de 40 ans. Cette tendance s'est fortement reflétée dans le Type 2, les chefs de département, où 100 % des postes ont été occupés par les moins de 36 ans. Dans le type 3, les fonctionnaires communs, la répartition des groupes d'âge était mixte.⁴⁵³

En ce qui concerne la profession des acteurs, les plus prédominantes étaient l'architecture (26,2%) et l'ingénierie civile (23,8%), concentrant donc un 50% des acteurs. Que se passe-t-il si nous observons ces professions en fonction des types de postes ? Sur les 12 acteurs qui ont eu une place au conseil d'administration, 6 étaient des ingénieurs ou des architectes (50%). De même, c'est le cas des chefs et des fonctionnaires communs, où il y avait 4 (44,4%) et 11 (52,4%) acteurs ayant respectivement ces professions. Cette prééminence de l'architecte et de l'ingénieur dans les espaces de décision technique et politique a été, selon Ana Patricia Montoya, essentielle pour concrétiser les connaissances

Trad. Yván Pozuelo Andrés. *Revista de Estudios Históricos de la Masonería Latinoamericana y Caribeña*, Vol. 1, N° 1 (Mayo-Noviembre 2009) : pp. 37-43 ; Ricardo Martínez Esquivel. « Prosopografía y redes sociales : notas metodológicas sobre el estudio de la masonería en Costa Rica. » *Revista de Estudios Históricos de la Masonería Latinoamericana y Caribeña*, Vol. 7, N° 2 (Diciembre 2015 – Abril 2016) : pp. 1-27.

⁴⁵³ Il convient de préciser que pour le calcul de l'âge des délégués l'année de naissances a été prise en conjonction avec l'année où le fonctionnaire a représenté le pays pour la première fois. L'état civil du Costa Rica peut être consulté sur le site web https://www.consulta.tse.go.cr/consulta_persona/menu.htm.

urbanistiques et de logement, qui ont dialogué et se sont légitimées mutuellement avec le discours et le projet politique des gouvernements en place.⁴⁵⁴ Il faut également tenir compte de la longévité des acteurs dans leurs postes, dont je parlerai plus tard.

Au chapitre 2, j'ai souligné que les programmes internationaux d'assistance et de coopération technique avaient un visage masculin. Cette tendance se répète avec les délégations de la CCSS et de l'INVU, où 88% de ses membres étaient des hommes. Si l'on le compare aux professions les plus dominantes observées ci-dessus, seules deux femmes ont pu être identifiées comme ingénieures (Lourdes Huaranga Yepes et Clara Zomer Rezler), tandis qu'avec l'architecture une seule d'entre elles appartenait à la profession (Zuleyka Salom Rodríguez).⁴⁵⁵ L'ingénieure Zomer a été jusqu'en 1986, la seule femme à avoir réuni la double condition d'adhésion aux professions les plus liées dans la pratique de l'urbanisme et du logement au Costa Rica et d'avoir un poste de décision politique (présidence exécutive). Parmi les autres femmes qui ont représenté l'INVU lors d'événements internationaux, l'une d'entre elles était la pédagogue (Thais Navarro Coto)⁴⁵⁶ et la seconde (Ana Irene Garbanzo de la Peña). Bien que la profession de cette dernière n'ait pas pu être déterminée avec précision, les informations disponibles suggèrent qu'elle pourrait appartenir à un domaine des sciences économiques.⁴⁵⁷

⁴⁵⁴ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 94.

⁴⁵⁵ Clara Zomer fut la première femme diplômée en ingénierie civile de l'Université du Costa Rica (UCR) et s'est démarquée à la fois dans son travail de chercheuse et de développeuse et dans son parcours politique. En plus de son travail en tant que présidente de l'INVU et ministre du Logement, elle a été l'une des premières enseignantes à coordonner des cours d'informatique au Costa Rica et a contribué à démocratiser son utilisation dans le pays. En 1999, elle a reçu la distinction de « Professionnelle exceptionnelle ». « Cátedra regional UNESCO. » Consulté le 18 juillet 2021. URL : <http://catunescomujer.org/creencias/pioneras.html>

⁴⁵⁶ Thais Navarro Coto a été boursier du CINVA et a joué un rôle important dans la Première réunion technique interaméricaine de 1956 sur le logement et la planification, où elle a été présidente de la sous-commission C de la Commission I, chargée d'analyser les aspects nationaux du logement et de la planification. Navarro a coordonné ce groupe de travail en collaboration avec l'architecte Mario Valenzuela et Celestino Sañudo qui a été secrétaire. OEA-CIES. *Informe de la Secretaría del Consejo Interamericano Económico y Social sobre la Primera Reunión Técnica Interamericana en vivienda y Planeamiento*, OEA-CIES. (Washington, D.C. : Unión Panamericana, 1958), pp. 16-17. L'architecte Mario Valenzuela, de nationalité hondurienne et diplômé de l'université de Berkeley, a participé à de nombreux projets architecturaux d'inspiration moderne, tels que le Palais du Congrès de Tegucigalpa. Daniela Navarrete Cáliz. « Tegucigalpa, laboratoire urbain des modernités au Honduras. XIXe et XXe siècles. » (Thèse de Doctorat en Études Urbaines, PSL-EHESS, 2018) pp. 211, 345-346. Celestino Sañudo a été professeur à la CINVA en 1952 et 1956. Jorge Rivera Páez. « El CINVA : Un modelo de cooperación técnica 1951-1972. » Anexes. (Tesis de Maestría en Historia, Universidad Nacional de Colombia, 2002).

⁴⁵⁷ Ana Irene Garbanzo de la Peña, a reçu une bourse pour étudier les statistiques économiques et sociales au CIENES, à Santiago du Chili en 1965. ANCR, Actas INVU, signatura 49, Acta N° 1292, 17 de noviembre de 1965, fs. 390-391.

En résumé, les caractéristiques sociales des délégués de l'INVU qui ont participé aux événements internationaux identifiés sont les suivantes :

- 1. Il s'agissait principalement de jeunes acteurs de moins de 40 ans.*
- 2. Les personnes occupant les postes de décision politique (conseil d'administration) en tant que technique (chefs des départements) avaient comme qualité leur jeunesse, en particulier dans ces derniers.*
- 3. Plusieurs architectes et ingénieurs qui occupaient certains de ces postes ont réussi à dépasser les 10 années de service, ce qui a accru la possibilité de soutenir un programme urbain à moyen et à long terme.*
- 4. Les délégations étaient essentiellement masculines, reflétant la tendance observée dans les programmes internationaux d'assistance et de coopération technique.*

Je parlerai ensuite des experts internationaux qui ont fourni leurs services au Costa Rica tout au long de la période étudiée.

b) A propos des experts internationaux.

Je voudrais introduire l'analyse de ce groupe d'acteurs avec la dernière variable à laquelle j'ai fait référence dans le paragraphe précédent : le sexe. Encore une fois, les données confirment la prédominance masculine parmi les experts de l'assistance technique internationale, qui représente un écrasant 95,5% contre un 4,5% de femmes. Si l'on regarde le comportement des professions par rapport au sexe des acteurs, aucune des femmes ayant fourni leurs services au Costa Rica n'a été ingénieure ou architecte. Les deux expertes identifiées, Guillermina Llanusa y Montes et Berenice Montgomery étaient des travailleuses sociales, profession exercée uniquement par Jacob Ben Lightman et Raymond Gordon, sur un total de 42 hommes. En revanche, 13 architectes, 10 urbanistes et 2 ingénieurs ont pu être identifiés parmi la population masculine.

Ces professionnels ont été ceux qui ont le plus sollicité la CCSS et l'INVU aux organismes internationaux pour qu'ils soutiennent leurs projets, puisqu'ils représentaient 61,3% de l'ensemble des métiers, suivis de loin par les travailleurs sociaux (9,1%), les économistes et les pédagogues, représentant à eux deux un 4,5%, et enfin les sociologues,

les administrateurs et les employeurs avec un 2,3% chacun. Les données suggèrent une dépendance considérablement élevée de la CCSS et de l'INVU vis-à-vis des services d'architectes et d'urbanistes étrangers, ce qui s'explique, entre autres, par l'absence d'écoles d'architecture et d'urbanisme au Costa Rica. Cela a été partiellement corrigé par la fondation de l'École d'Architecture de l'UCR en 1970, mais, aujourd'hui, aucune école ou faculté d'urbanisme n'existe au Costa Rica.

Quant aux organismes internationaux, des dynamiques intéressantes ont été trouvées. Au niveau mondial, le Point IV a été le programme d'assistance et de coopération technique qui a nommé le plus d'experts dans le pays, 16 sur un total de 44. Il est suivi par l'OEA, avec 12, l'ONU avec 9 et, quant aux 10 autres, ils provenaient d'autres programmes. En observant de plus près, c'est l'OEA qui a nommé le plus d'architectes dans le pays, avec un total de 7, suivis de 2 ingénieurs et d'1 urbaniste. L'ONU n'a envoyé qu'un architecte et 3 urbanistes au Costa Rica, mais le Point IV, outre un architecte et un ingénieur, a envoyé également 6 urbanistes au cours de la période. Les données semblent indiquer que, malgré la dépendance du pays vis-à-vis de ces professionnels étrangers, aucun programme d'assistance technique n'a connu une prédominance substantielle au cours de la période et il ne semble donc pas y avoir eu de monopole du savoir de la part d'une seule source d'assistance technique.

Si les nationalités sont prises en compte, nous remarquons à première vue la prédominance de l'Étatsunienne parmi les experts de mission technique, qui représentait 36,4%. Mais celle-ci a été suivie de près par les Latino-Américains qui représentaient 32% du total des experts, suivis de loin par les Européens avec 13,63% et enfin par les Asiatiques avec 2,27%. Ces données semblent indiquer qu'il n'y avait pas d'avantage d'Étatsuniens dans la CCSS et dans l'INVU qui ont plutôt contracté à plusieurs reprises les services de Latino-Américains qui connaissaient mieux le contexte costaricain.

Cela se confirme également quand nous observons le comportement des professions par nationalité, où, bien qu'il y ait clairement une prééminence des Étatsuniens parmi les urbanistes (60%), ce n'était pas la même chose en ce qui concerne les architectes et les ingénieurs où il y avait la plus grande diversité de nationalités, parmi elles, la Suisse, la Yougoslavie, la Mexicaine et la Colombienne, entre autres. Il faut rappeler que, dans les projets d'urbanisme, ce ne sont pas toujours les urbanistes qui dirigeaient les projets, mais ce sont souvent les architectes et les ingénieurs qui ont pris ce rôle. Les informations disponibles indiquent que, contrairement aux craintes exprimées par les communistes

d'une imposition d'un « agenda impérialiste » dans les institutions costaricaines analysées au chapitre 2, au moins au sein de la CCSS et de l'INVU, le travail des experts en assistance technique ne semble pas avoir été un facteur décisif à cet égard. Néanmoins il faut considérer le rôle de ces experts pendant la négociation de crédits avec la banque multilatérale de développement, ou je parlerai au Chapitre 8.

En résumé, les caractéristiques du groupe d'experts d'assistance et de coopération technique qui ont été au Costa Rica sont les suivantes :

- 1. Il s'agissait d'un groupe éminemment masculin, au sein duquel se sont concentrées les professions d'architecture, d'ingénierie et d'urbanisme. Par ailleurs, les femmes n'ont fourni que des services dans le domaine du travail social.*
- 2. L'INVU dépendait fortement des architectes et des urbanistes venus dans le pays dans le cadre d'une mission technique. Cela s'explique, entre autres, par l'absence d'une école d'architecture et d'urbanisme au Costa Rica, partielle dans le premier cas et totale dans le second, à laquelle s'est jointe une disponibilité réduite de personnel qualifié au sein de l'institution.*
- 3. Aucun programme d'assistance et de coopération technique, que ce soit le Point IV, l'OEA ou l'ONU, n'avait le monopole du savoir urbain pendant la période, le pays ayant eu recours dans le cadre de proportions similaires aux services de chacun.*
- 4. Contrairement aux discours antagonistes qui parlaient d'une ingérence « yankee » dans les institutions costaricaines par le biais des programmes d'assistance technique, du moins dans le cas de l'INVU, le nombre d'experts américains a été presque égalé par ceux qui étaient latino-américains, ce qui a pu réduire les chances d'une imposition de politiques ou de modèles urbains.*

L'analyse prosopographique des délégations de la CCSS et de l'INVU et des experts en mission d'assistance technique était essentielle pour déterminer lesquels d'entre eux étaient prépondérants dans la circulation des connaissances de l'urbanisme non seulement au Costa Rica, mais au niveau latino-américain. Comme on a pu le constater lors de la prosopographie, il y a des indications qui donnent à penser que les urbanistes et les architectes joueront un rôle central au sein du réseau d'affiliation et que les Américains occuperont des rôles relativement centraux au sein de celui-ci, mais qu'ils ne seront pas les seuls. De même, tout semble indiquer qu'il n'y aura pas de femmes

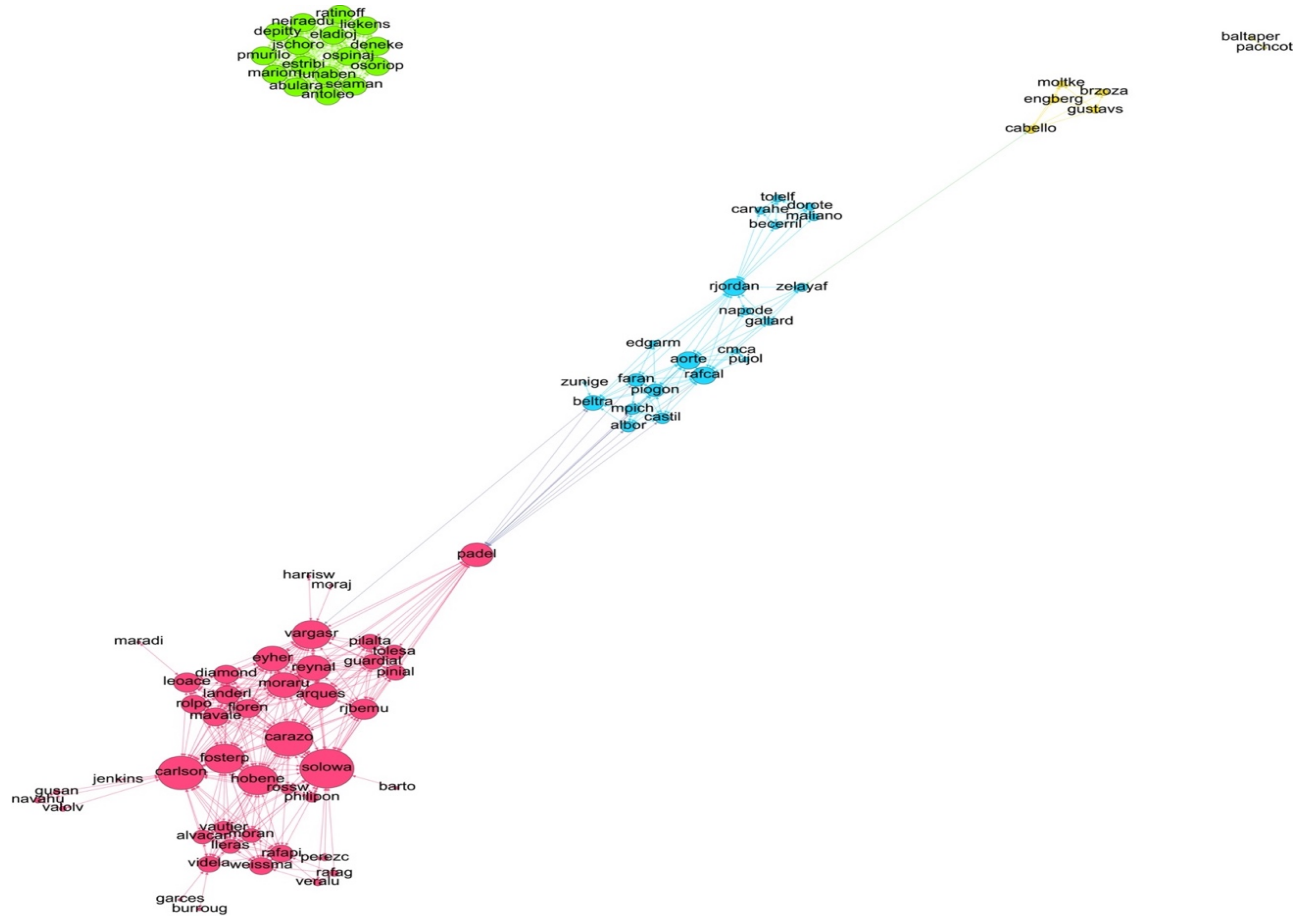
occupant ces postes, pour des raisons structurelles des programmes d'assistance technique. Compte tenu de ces résultats, j'analyserai ensuite le réseau d'adhésion en utilisant la même méthodologie appliquée sur l'autre sous-réseau.

c) L'adhésion des acteurs.

Le réseau d'adhésion, comme je l'ai précisé précédemment, se compose de 91 acteurs et sa densité est légèrement plus élevée (26,27%) par rapport au réseau d'entrelacements, mais conserve sa caractéristique fragmentée, ce qui s'explique par la séparation de deux entourages du corps principal du réseau (Image IV.6). Il convient de souligner que parmi l'ensemble des acteurs qui ont constitué le réseau d'adhésion, je me concentrerai surtout sur le rôle joué par les délégués costaricains et les experts internationaux qui ont fourni leurs services au Costa Rica afin de déterminer leur influence tant au niveau national que régional dans le processus de circulation des connaissances. A partir de l'analyse prosopographique et des données fournies par le Tableau A.4, le Tableau IV.3 a été construit et il rassemble, pour ce groupe d'acteurs, les valeurs de centralité calculées avec les routines d'UCINET.

La centralité de Freeman montre que parmi les délégués costaricains les plus connectés au réseau d'adhésion figuraient Rodrigo Carazo (33 %), Rodrigo Vargas (26,6 %) et Eladio Jara (16,6%), tandis que dans une position plus marginale, se trouvaient Luis Marcial Philipón (7,8%), Adolfo Becerril (5,5%), Eduardo Zúñiga, Gaston Bartorelli et Eduardo Jenkins (1,1% chacun). Cependant, seuls deux d'entre eux ont pu exercer un rôle d'intermédiation au sein du réseau d'adhésion : Rodrigo Vargas qui a mesuré 10,2% des routes géodésiques et Rodrigo Carazo avec un 5,5%. C'est l'une des différences les plus importantes avec le réseau d'affiliation, car à l'origine, ce sont six Costaricains qui ont eu ce rôle et cela prouve que, dans le réseau d'adhésion, ces Costaricains ont eu plus de difficultés à établir des relations à long terme ou à étendre leur participation à d'autres entourages du réseau.

Image IV.6. Entourages et acteurs centraux du réseau d'adhésion.



Source des données : Bonilla. C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des données : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas)

Tableau IV.3. Scores de centralité des délégués costaricains et des experts internationaux au Costa Rica du réseau d'adhésion.						
Nombre	Código	F.C.¹	B.P.²	C.C.³	R.C.⁴	B.C.⁵
Anatole Solow	“solowa”	37,8	25	4,4	53,3	11,22
Rodrigo Carazo Odio	“carazo”	33,3	22	4,38	51,1	5,5
Carl Eric Carlson	“carlson”	32	21,2	4,35	48,6	7,7
Paul Foster	“fosterp”	27,8	18,3	4,34	46,4	1,11
Edmond Hoben	“hobene”	27,8	18,3	4,34	46,4	1,11
Rodrigo Vargas Salas	“vargasr”	26,6	17,6	4,38	48,4	10,2
René Eyheralde Frías	“eyher”	23,3	15,4	4,36	45,8	0,93
Francis Diamond	“diamond”	16,6	11	4,32	40,5	0
Luis Lander	“landerl”	16,6	11	4,32	40,5	0
Eladio Jara Jiménez	“eladioj”	16,6	11	1,3	17,6	0
Ernest Weissmann	“weisma”	15,5	10,26	4,29	39	0,4
Rafael Picó Santiago	“rafapi”	15,5	10,26	4,29	39	0,4
Luis Marcial Philipón	“philipón”	7,8	5,1	4,27	34,8	0
Adolfo Becerril Delgado	“becerril”	5,5	3,6	4,15	26,6	0
Eduardo Zúñiga Chavarría	“zunige”	1,1	0,7	4,21	26,5	0
César Garcés Vernaza	“garces”	1,1	0,7	4,15	25,2	0
Gastón Bartorelli Falugi	“barto”	1,1	0,7	4,25	30,8	0
Eduardo Jenkins Dobles	“jenkins”	1,1	0,7	4,21	28,8	0
¹ Centralité de degré		⁴ Centralité d'atteinte				
² Centralité du pouvoir		⁵ Centralité d'intermédiation				
³ Centralité de proximité						
Source des données : Bonilla C., <i>Réseau d'affiliation d'urbanisme</i> 2020. Analyse des données : UCINET.						

Un autre élément notable est l'adhésion d'experts à leurs organismes respectifs. La centralité de Freeman, montre que l'OEA, par l'intermédiaire de Solow, Carlson et Eyheralde, était l'organisme le plus central pour le Costa Rica au sein du réseau d'adhésion. Ensuite, l'ONU s'est classée au deuxième rang grâce au rôle de Lander et Weissmann. Très proche de l'ONU, l'autre organisme prédominant était le Point IV (Hoben, Foster et Diamond) et enfin le Conseil de planification de Porto Rico, grâce à la participation de Rafael Picó. Cette caractéristique est renforcée par les scores de centralité

de pouvoir et d'atteinte détaillées au Tableau IV.3. Comme cela a été fait pour le réseau d'entrelacements, une analyse centre-périphérie a été appliquée pour déterminer quels acteurs ont eu le plus de facilité à coordonner leurs actions dans le processus de circulation des connaissances et quels ont été ceux que, par leur position marginale, n'ont pas pu participer entièrement.

L'Image IV.7 est divisée en deux parties: la partie supérieure se compose de la zone du « centre » où 29 acteurs interagissent et ont la plus grande capacité de coordination. Dans ce groupe figurent des experts internationaux et des fonctionnaires de la CCSS et de l'INVU, dont certains n'ont curieusement pas présenté de valeurs de centralité significatives. Gaston Bartorelli, un acteur que nous pouvons définir comme peu central, influençable et sans rôle d'intermédiation est au centre. Pourquoi cela se produit-il? Les données suggèrent que sa centralité ne dépend pas de son rôle d'acteur, mais de son adhésion à deux événements prépondérants pour l'ensemble du réseau, à savoir ceux organisés en 1953 et 1957 et sa relation étroite avec Anatole Solow.

Sauf dans ce cas particulier, qu'il convenait de souligner, le caractère central de plusieurs des acteurs analysés, tels que Rafael Picó, Ernest Weissmann, Anatole Solow, Francis Diamond, Paul Foster, Edmond Hoben, Rodrigo Carazo, Rodrigo Vargas, Eric Carlson, René Eyheralde et Luis Lander, est confirmé. En tant que collectif ou groupe, ils avaient une densité élevée de 50,5% qui est presque le double de la valeur obtenue par le réseau d'entrelacements. Ces résultats confirment également l'hypothèse selon laquelle le Costa Rica, par le biais des programmes d'assistance technique, s'est placé comme un acteur de premier plan dans la création d'un programme d'urbanisme et de logement social pour l'Amérique latine, proposé dans un travail antérieur.⁴⁵⁸

⁴⁵⁸ Alejandro Bonilla Castro. « Circulación de saberes del urbanismo y redes transnacionales del INVU. » *Revista Reflexiones*, 97, (2) (2018) : p. 90.

Qu'en est-il de la « périphérie » ? Celle-ci comprend les autres acteurs qui ont fait l'objet d'analyses, tels que César Garcés, Eduardo Jenkins, Luis Marcial Philipón, Eduardo Zúñiga, Eladio Jara et Adolfo Becerril. Certains d'entre eux, comme Philipón, Garcés, Zúñiga et Jenkins, ont maintenu un certain degré de relation avec les acteurs situés au « centre », mais sans le même niveau d'importance. Une mise en garde est cependant nécessaire : la « périphérie » peut ne pas l'être pour les acteurs « périphériques ». Cela est plausible en bas à droite de la matrice, où nous voyons des regroupements intéressants résultant de leur participation à des événements propres à la région d'Amérique centrale et ceux qui se rapportaient à HABITAT-I. En tant que collectif, il avait une densité de 11, 2% qui n'est pas négligeable et montre qu'il existait entre eux, aussi, la possibilité de mobiliser les savoirs entre le réseau.

Un autre aspect essentiel concerne l'aspect suivant : si les acteurs « centraux » et « périphériques » ont entre eux une faible densité (3,7%) ce qui est encore moins que le réseau d'affiliation, cela peut être un indicateur de l'existence de difficultés structurelles dans le processus de circulation des savoirs et donc dans leur réajustement. Cela peut résulter, parmi d'autres facteurs, des éléments suivants : premièrement, le départ de certains acteurs clés du réseau dotés d'un pouvoir important d'influence et d'intermédiation qui peut être causé par des raisons institutionnelles ou personnelles. Deuxièmement, elles peuvent affecter des aspects de nature politique ou socio-économique susceptibles de modifier la dynamique du réseau, tels que des coups d'État ou des crises économiques profondes qui rendent difficile pour les pays de continuer à participer aux événements internationaux. Troisièmement, le relèvement générationnel indiqué ci-dessus, qui peut contribuer à l'émergence d'autres modèles et instruments qui rompent ou modifient substantiellement l'ordre du jour des années précédentes.

Cependant, comme je l'ai signalé au début du chapitre, le réseau d'affiliation n'offre que des possibilités de créer des relations à long terme entre les acteurs. Il faut donc observer la dynamique de ces acteurs, identifiés comme centraux, hors réseau pour déterminer quels espaces de liaison alternatifs ont contribué à renforcer leurs relations professionnelles et personnelles. Dans ce cas, une analyse de la polyvalence sera proposée, qui est comprise comme la capacité d'un réseau à superposer d'autres cercles sociaux et à combiner plusieurs contextes pour une ou plusieurs relations. Dans ce cas, les contextes à prendre en considération seront ceux rendus possibles par les missions

d'experts et les programmes de bourses des organismes internationaux, c'est-à-dire de nature professionnelle.⁴⁵⁹

Pour ce faire, une analyse des réseaux égocentriques sera effectuée⁴⁶⁰ et s'appliquera aux cas de Carazo, Vargas, Bartorelli et Solow car ce sont eux qui ont connu une dynamique remarquable au sein du réseau d'adhésion. Il faut noter que les réseaux égocentriques témoigneront de deux types de relations : les vérifiables et les déduites. Bien que l'on s'efforcera à tout moment de démontrer le lien entre les acteurs, dans certains cas, cela ne sera pas possible en raison de la délimitation de l'objet d'étude et des sources, de sorte que l'apport se réduira à les identifier en attendant de nouveaux travaux de recherche approfondissant leurs caractéristiques.

4. De l'interaction au rapport durable.

a) Les réseaux personnels des acteurs costaricains.

Parmi les délégués costaricains, Rodrigo Carazo (Image IV.8) et Rodrigo Vargas ont été les seuls à avoir des valeurs de centralité et d'intermédiation élevées, ce qui en fait les plus importants costaricains au sein du réseau d'adhésion. Deux éléments qui ont contribué à leur prépondérance ont été leurs fonctions et leurs antécédents : Carazo a occupé la direction de l'INVU, tandis que Vargas a occupé deux départements au cours de ses 26 années de service dans cette institution.⁴⁶¹ Économiste de profession et auteur d'une des études essentielles du problème du logement social au Costa Rica⁴⁶², il a été directeur de cette entité autonome de septembre 1954 à août 1959⁴⁶³. Cette position avantageuse entre la politique (conseil d'administration) et la technique (départements) de l'institut lui a rapidement permis de resserrer les liens avec les directeurs des principaux programmes d'assistance technique, comme on peut le voir dans son réseau égocentrique recréé dans l'Image IV.9.

⁴⁵⁹ Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, p. 28.

⁴⁶⁰ Un réseau égocentrique est celui qui se concentre sur un acteur ou un sommet focal, appelé *ego*, auquel sont liés ses *alters*. Wassermann y Faust, *Social Network Analysis*, p. 42.

⁴⁶¹ Rodrigo Vargas a été chef du département des plans et travaux pendant 17 ans (1955-1972) et des constructions pendant 9 ans (1973-1982). On ne sait pas si Vargas est resté au-delà de 1982 en tant que fonctionnaire de l'INVU, parce que les sources disponibles n'étant pas en mesure de le confirmer.

⁴⁶² Rodrigo Carazo Odio. « El problema de la vivienda en Costa Rica. » (Tesis de licenciatura en Ciencias Económicas y Sociales, Universidad de Costa Rica, 1955).

⁴⁶³ ANCR, Actas INVU, signatura 37, Acta 510, 13 de agosto de 1959, fs. 141-142.

Image IV.8. Rodrigo Carazo Odio. 1958.



Source: Rodrigo Carazo Odio. *Carazo: tiempo y marcha*. 1^{er} ed. (San José, Costa Rica: EUNED, 1989), s.n.p.

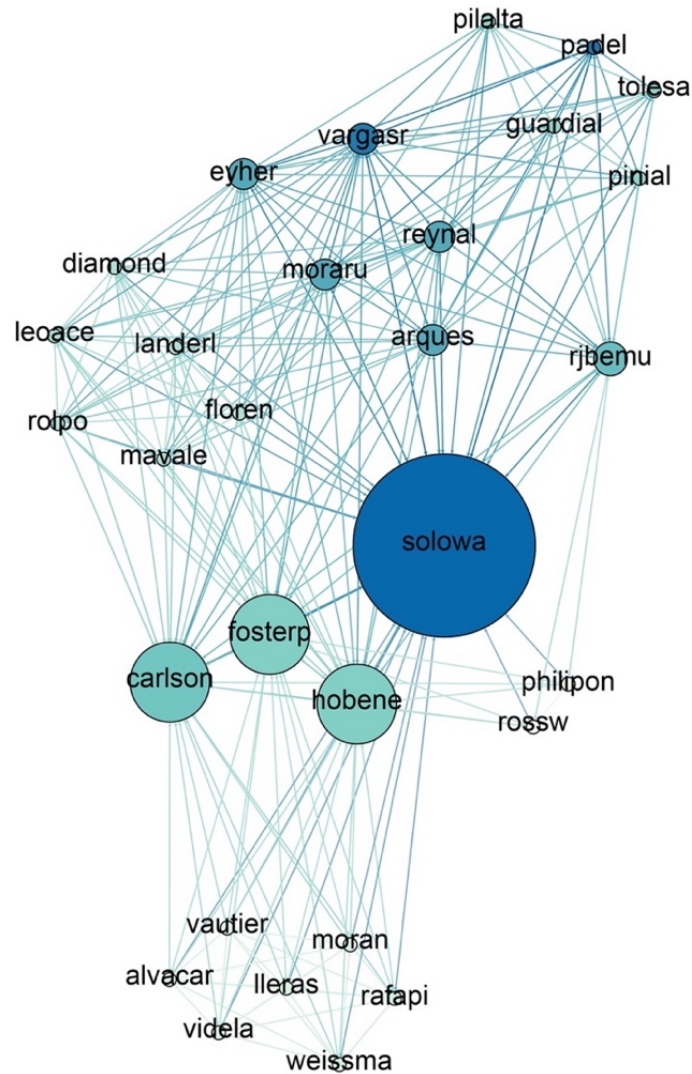
Le graph a été construit à partir de deux scores : la centralité d'intermédiation qui est représentée par la taille des *alters* tandis qu'une couleur plus intense indique que ceux-ci sont plus proches de l'*ego*, en l'occurrence Carazo. Le graph nous permet de remarquer qu'Anatole Solow était l'acteur le plus proche et l'intermédiaire le plus important de Carazo pour établir des relations avec d'autres membres sur le réseau et, possiblement, en dehors de celui-ci. Le lien entre eux remonte à la fin de 1955, année où l'INVU a signé son premier accord d'assistance technique avec le CINVA.⁴⁶⁴ Suite à cet accord, Carazo s'est rendu à Bogota en décembre de la même année et tint une réunion avec Solow et Ernest Weissmann pour affiner les détails de la coopération entre l'INVU, l'UnP et l'ONU; lors de cette même rencontre, Carazo a invité Solow à conseiller, en qualité d'expert en assistance technique, l'INVU sur le projet de la ville satellite d'Hatillo, visite convenue pour les mois de juillet et d'août de 1956.⁴⁶⁵ Lors de son rapport au Conseil

⁴⁶⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta 120, 25 de octubre de 1955, fs. 255-256.

⁴⁶⁵ Lors de cette réunion, Carazo s'est efforcé d'élargir les avantages du premier accord avec le CINVA et de renforcer les liens avec l'ONU afin d'amener des experts en architecture et en urbanisme au Costa Rica et d'obtenir un manuel pour les coopératives. Lors de cette réunion, Robert Davison et César Garcés ont

d'administration, Carazo a souligné que « les avantages que présentent les services de M. Solow sont le fait de bien connaître San José, et le Costa Rica en général, pour avoir déjà travaillé dans le pays ». Rodrigo Vargas, a également ajouté que « d'autres avantages du fait que M. Solow vienne dans le pays, [...] sont les conseils qu'il puisse donner en matière de logement et les cours similaires à ceux qui sont donnés en Colombie. »⁴⁶⁶

Image IV.9. Réseau egocentrique de Rodrigo Carazo Odio. 1955-1958.



Source des donnés : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des donnés : UCINET.
 Visualisation : Gephi (Algorithme Yifan Hu Proportionnel).

été recommandés comme experts internationaux, dont la collaboration ne s'est jamais concrétisée. ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta 138, 27 de diciembre de 1955, fs. 397-400 ; Actas INVU, signatura 29, Acta 141, 10 de enero de 1956, fs. 416-417.

⁴⁶⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta 155, 28 de febrero de 1956, fs. 54-55.

Le 24 juillet 1956, le Conseil d'administration a reçu l'invitation à la première réunion technique interaméricaine et, pour approfondir l'importance d'un tel événement, Solow a exposé ce qui suit :

« [Je suis]... convaincu que cette institution [l'INVU] va être un exemple au niveau interaméricain. Je crois aussi que le Costa Rica est sur la bonne voie pour un véritable plan modèle, ce qui me plaît beaucoup pour les conditions du pays... [Je tiens] maintenant à souligner que la réunion d'experts est une question de réelle importance. Il s'agit de mettre en œuvre l'une des résolutions de la dixième conférence interaméricaine tenue en 1954... Parmi les résultats obtenus figure l'accord de convoquer une réunion tous les deux ans avec des représentants et des techniciens en matière de logement des gouvernements membres... Le Conseil [interaméricain économique et social] a estimé qu'une telle réunion ne pourrait réussir concrètement que si les gouvernements se faisaient représenter par l'intermédiaire des dirigeants des institutions nationales de logement. Si seuls des techniciens individuels sont envoyés, sans le sens de la responsabilité générale, à la fin de la réunion il n'y aurait aucune possibilité de continuité. »⁴⁶⁷

Les paroles de Solow sont précieuses pour comprendre le rôle de l'INVU au niveau latino-américain, car ayant été l'un des premiers instituts nationaux de logement à s'établir en Amérique centrale, il avait de meilleures chances d'adopter les nouveaux flux d'urbanisme et de logement social promus à l'époque par les organismes internationaux.⁴⁶⁸ En outre, Solow a vivement critiqué la coutume des gouvernements d'envoyer des « techniciens individuels » qui n'avaient aucune responsabilité vis-à-vis des gouvernements et qui ne pouvaient pas donner suite aux recommandations formulées lors des événements internationaux. Cela prouve les affirmations faites au chapitre 3, quant aux raisons pour lesquelles les congrès panaméricains d'architecture ont eu si peu d'impact au Costa Rica.

⁴⁶⁷ “[Estoy]... convencido de que esta Institución [el INVU] va a ser un ejemplo en el nivel interamericano. Cre[o], también, que Costa Rica está encaminada en un verdadero plan modelo, lo que [m]e agrada sobremanera por las condiciones del país... [Deseo] ahora señalar que la Reunión de Expertos es asunto de verdadera importancia. Se trata de poner en práctica una de las resoluciones de la Décima Conferencia Interamericana celebrada en el año de 1954... Entre los resultados obtenidos, está el acuerdo de convocar a una reunión cada dos años, de representantes y técnicos en vivienda de los gobiernos miembros... El Consejo [Interamericano Económico y Social] consideró que una reunión de este tipo sólo podría tener éxito práctico, si los gobiernos se hacen representar por medio de los ejecutivos de las instituciones nacionales de vivienda. Si sólo se envían técnicos individuales, sin el sentido de la responsabilidad general, al final de la reunión no habría ninguna posibilidad de continuidad establecida.” ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta 194, 24 de julio de 1956, fs. 412-415. L'information entre parenthèse [] est la mien.

⁴⁶⁸ Carlson, *Monografías básicas de documentación...*

Image IV.10. Rodrigo Carazo au CINVA. 1958.⁴⁶⁹



Source : Carazo Odio, *Carazo: Tiempo y marcha*, s.n.p.

Revenant au cas de Carazo, sa relation avec Anatole Solow l'a également rapproché de Luis Lander et de Carl Eric Carlson⁴⁷⁰ qui, jusqu'en septembre 1956, avait été directeur de l'ESAPAC.⁴⁷¹ Dû à l'accord d'assistance technique avec ce centre et en raison de sa relation avec Carlson, Carazo a participé deux fois en tant que professeur

⁴⁶⁹ La source de la photographie note que celle-ci a été prise lorsque Carazo (situé au centre de la photo) a visité le CINVA en 1956 alors que les fonctionnaires de l'INVU, Sairy Chavarria et Edwin Quesada étaient boursiers. Cependant, les informations disponibles ont montré que ces deux fonctionnaires étaient étudiants dans ce centre en 1958.

⁴⁷⁰ Lors d'une des réunions, à l'initiative de Solow, il a été recommandé de recruter Luis Lander qui travaillait alors au conseil de planification de Porto Rico. A partir de 1956, Lander et Carazo ont collaboré à plusieurs reprises : d'abord lors de la première réunion technique interaméricaine, puis entre 1957 et 1958, alors que Lander a servi à l'INVU et enfin en tant que professeurs invités du CINVA en 1958. ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta 191, 12 de julio de 1956, fs. 382-384 ; Actas INVU, signatura 32, Acta 258, 5 de marzo de 1957, fs. 122-123. Dans ses mémoires, Carazo a qualifié Lander d'« ancien conseiller » et a forgé avec lui une amitié étroite, au point que pendant son séjour au Venezuela qu'il a commencé en 1959, Carazo a participé en tant que consultant à la création du système d'épargne et de prêt du Banco Obrero de Venezuela, dont Lander était président à l'époque. Un autre Vénézuélien avec qui Carazo a établi une relation étroite était Rolando Grooscors Caballero, qui était secrétaire du Conseil d'administration de l'INVU en 1957 et qui, en 1958, a été nommé directeur du département de l'administration du logement de la Banque ouvrière. Carazo les a qualifiés d'« exilés vénézuéliens ». Carazo Odio, *Carazo : Tiempo y marcha*, pp. 80, 87-90.

⁴⁷¹ Rivera Páez, «El CINVA : un modelo...» p. 120.

consultant en 1958 (Image IV.10) et en 1961, des participations auxquelles s'ajoutent ses visites en 1955 et en 1956, cette dernière lors de la première réunion technique interaméricaine.

En tant que professeur au CINVA, Carazo a eu l'occasion de communiquer également avec d'autres professeurs figurant sur le réseau d'adhésion, tels que René Eyheralde Frías (« eyher »), Ernesto Vautier (« vautier ») et Jorge Videla Mallarino (« Videla »). En outre, le produit de son passage dans ce centre régional en 1955 a été sa relation avec l'architecte péruvien Luis Antonio Marcial Philipón (« philipon ») (Image IV.11) qui était étudiant au CINVA et qui en 1956 a été recruté par Carazo pour travailler à l'INVU.⁴⁷²

Image IV.11. Luis Antonio Marcial Philipón. 1955.



Fuente: Archivo Ana Patricia Montoya.

⁴⁷² Luis Antonio Marcial Philipón, a obtenu son diplôme d'architecture de l'Université nationale d'ingénierie du Pérou et a été étudiant au CINVA en 1955, où il était le partenaire du Costaricain Alvaro Hernández Carvajal, travailleur social de l'INVU. À l'INVU, il a participé à des projets tels que celui de la ville satellite de Hatillo, avec Solow et Eduardo Jenkins, et en 1958, par l'intermédiaire de l'institution, il a obtenu une bourse pour effectuer des études supérieures à l'Institut de développement économique et social de l'Université de Paris et à l'Institut de formation et de recherche pour le développement harmonieux de cette même ville. En 1962, il était conférencier à l'Institut de planification de Lima. Victoria Ramos Cebberos de Montezuma. « Planeamiento regional y formación profesional en Perú. El caso del Instituto de Planeamiento de Lima-IPL. Orígenes, desarrollo y desarticulación 1961-1984. » (Tesis de Maestría en Planificación urbana y regional, Universidad Nacional de Ingeniería, 2011), p. 264 ; INVU. *Proyecto de ley para reservas de terrenos en Hatillo*. (San José, Costa Rica : El Instituto, Setiembre de 1957), p. 9 ; ANCR, Actas INVU, signatura 35, Acta 427, 23 de octubre de 1958, fs. 258-260.

Hoben (« hoben ») et Paul Foster (« foster ») ont également été des *alters* remarquables dans le réseau égocentrique de Carazo. Hoben, qui avait travaillé dans des bureaux de planification à Detroit et Minneapolis⁴⁷³ a été affecté en 1955 en tant que conseiller sur les questions de logement du Point IV. Il a également collaboré à l'INVU pendant trois ans afin d'établir la bibliothèque de l'institution et pour élaborer l'accord spécifique entre l'INVU et l'agence américaine dans le but de mener à bien le projet d'approvisionnement en eau potable pour la région métropolitaine de San Jose.⁴⁷⁴ En ce qui concerne l'urbaniste Paul Foster, qui était fonctionnaire de la Commission pour le développement de Baltimore, il a été affecté depuis 1952 au Nicaragua par le Point IV pour collaborer à la création du bureau d'urbanisme de la municipalité de Managua et à la conception de la colonie Bolonia. En 1955, Eduardo Jenkins a publié une note exhortant le Conseil d'administration de l'INVU à engager Foster pour un mois afin de collaborer avec le département d'urbanisme, qui avait été recommandé par Anatole Solow et Edmond Hoben. Les informations disponibles suggèrent que Foster a collaboré dans deux projets avec l'INVU : un portant sur la révision du plan de voies proposé par la municipalité de San José et un autre sur l'avant-projet de la rocade de San José.⁴⁷⁵

Un autre expert du Point IV, Francis Dimond⁴⁷⁶, apparaît comme un alter discret dans le réseau égocentrique, bien qu'il ait été l'un des experts internationaux ayant travaillé le plus longtemps au Costa Rica (1957-1962). Avant son passage à l'INVU, Dimond a été nommé à la Société nationale des services publics de Colombie⁴⁷⁷ mais en 1957, il a commencé ses fonctions sur le territoire costaricain où il a collaboré, avec Luis Lander, à la création du Bureau de planification de la région métropolitaine de San José (OPAM), l'une des deux sections du Département d'urbanisme de l'INVU et, durant ses dernières années, à la création du Système d'épargne et de prêt de l'institution.⁴⁷⁸

⁴⁷³ Renner, « Housing Diplomacy... », p. 127.

⁴⁷⁴ INVU. *Memoria 1955*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1955), p. 71 ; ANCR, Actas INVU, signatura 33, Acta 334, 28 de noviembre de 1957, fs. 313-314.

⁴⁷⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta 132, 6 de diciembre de 1955, f. 345 ; Actas INVU, signatura 30, Acta 152, 16 de febrero de 1956, fs. 32-33 ; Actas INVU, signatura, 32, Acta 258, 5 de marzo de 1957, fs. 122-123.

⁴⁷⁶ Dans les sources, son nom de famille apparaît également comme « Diamond ».

⁴⁷⁷ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría...*, p. 148.

⁴⁷⁸ INVU. *Memoria 1958*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1959), p. VI ; ANCR, Actas INVU, signatura 41, Acta 701, 11 de julio de 1961, fs. 347-352.

Finally, it is necessary to consider the relationship between Carazo and Rafael Picó. The available data has not been able to confirm any technical visit by Picó to INVU, although there are registers proving that he collaborated with the Department of Housing of the CCSS in 1953 and as a consultant of the Costa Rican government in the elaboration of the organic law of INVU.⁴⁷⁹ In addition, in the Memoir of INVU of 1955, it was specified that the institute had relations with the Planning Council of Puerto Rico and the three housing authorities, where Picó could have intervened.⁴⁸⁰ The link between these two actors could have become closer during the 1956 inter-American technical meeting, where the Inter-American Society for Planning (SIAP) was established⁴⁸¹ and to which INVU was invited to integrate at the beginning of 1959, its first representative being Rodrigo Carazo.⁴⁸² The SIAP, which has been recognized as a consultative organization of the UN and the OEA, also functioned as a first-order liaison space, grouping among its members Picó, Luis Lander (who was president in 1961), César Garcés, Francis Violich, Ernest Weissmann, Anatole Solow and even, Charles S. Ascher of UNESCO.⁴⁸³

Finally, Carazo maintained relations with the officials of housing institutes in Central America, among which the Hondurans Mario Valenzuela (« mavale ») and Arturo Quesada (« arches »), the Nicaraguan Rolando Porras (« rolpo »), the Salvadoran Rynaldo López Laucel (« reynal »), the Guatemalan Alfredo Pinillos Roldán (« pinial »), the Panamanian Ricardo J. Bermúdez (« rjbemu ») and even the Colombian Rafael Mora Rubio (« moraru »), future director of CINVA (1961-1964), which shows how the events of the affiliation network allowed technical cooperation between the different institutions of the field.

The egocentric network of Carazo was essentially limited to the first environment of the network of adherence and his resignation from the post of manager of INVU in 1959

⁴⁷⁹ CCSS, *Memoria 1953*, p. 367.

⁴⁸⁰ INVU, *Memoria 1955*, p. LXI.

⁴⁸¹ Luis Eduardo Camacho. « Sociedad Interamericana de Planificación, SIAP 50 años. Vida institucional y programática. » *Bitácora*, 11(1) (2007) : pp. 268-284. OEA-CIES, *Informe de la Secretaría...*, p. 9.

⁴⁸² ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta 453, 29 de enero de 1959, f. 62. Selon Camacho, Carazo a représenté le Costa Rica auprès du SIAP entre 1956 et 1970. Pendant 14 ans, le pays n'avait pas de délégués. En 1984, le Britannique Allan Michael Lavell était le représentant du Costa Rica auprès de la société. Camacho, « Sociedad Interamericana... », p. 271.

⁴⁸³ En 1964, Efraín Morales Albán fut le délégué costaricain auprès du SIAP. Sociedad Interamericana de Planificación. *La Carta de Lima. Mesa redonda de vivienda y planificación. SIAP-IBEC. 20-23 de abril de 1964, Lima, Perú.* (San Juan, Puerto Rico : SIAP, 1964), p. 43.

a considérablement réduit ses chances de l'étendre.⁴⁸⁴ La mobilisation des acteurs est nécessaire pour maintenir la circulation des savoirs et, parmi les Costaricains avec le plus de centralité, seul Rodrigo Vargas (Image IV.12.) a pu établir des relations dans deux entourages du réseau, comme le montre l'Image IV.13, ce qui en fait un intermédiaire plus important que Carazo.

Image IV.12. Conseil d'administration d l'INVU. 1958.⁴⁸⁵



Source: Carazo Odio, *Carazo: Tiempo y marcha*, s.n.p.

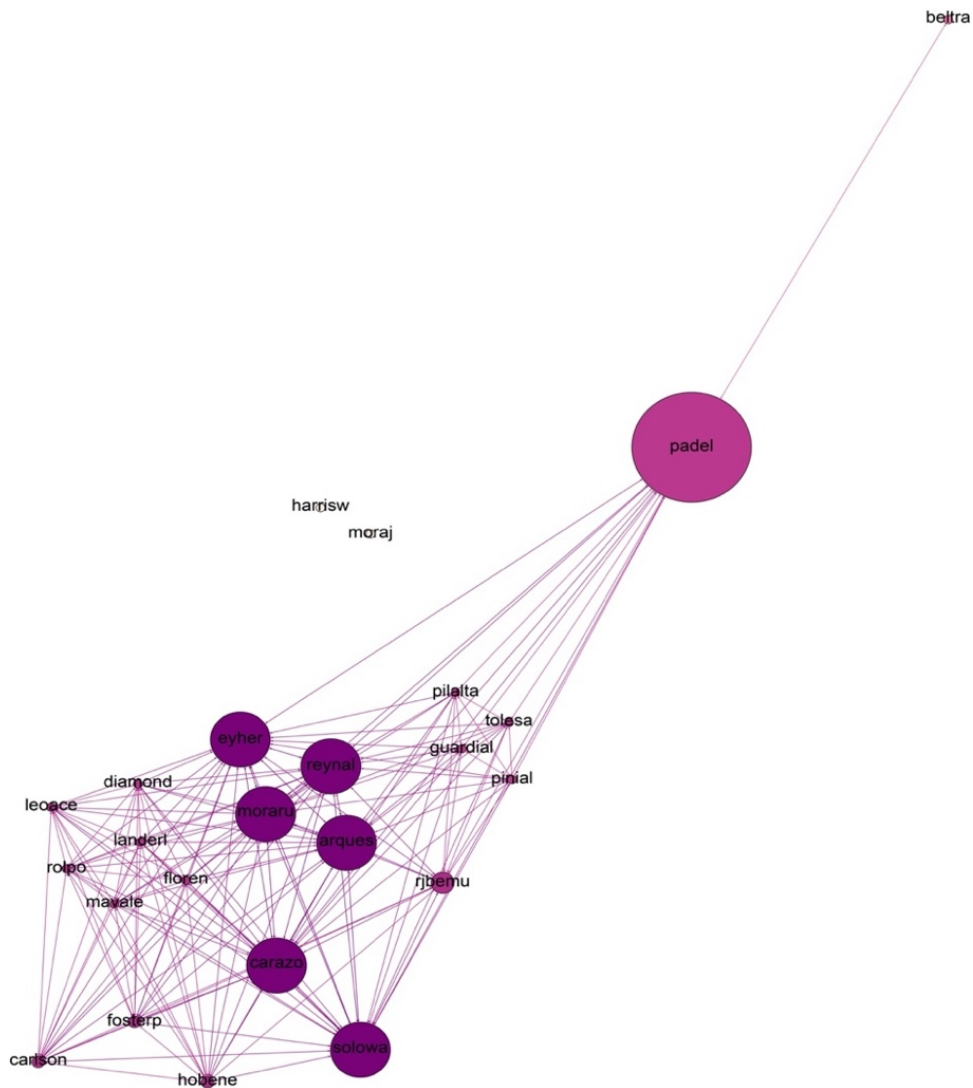
Bien que son réseau personnel soit similaire dans sa structure à celui de Carazo, des différences notables existent. Vargas, tout en ayant des relations avec des acteurs prépondérants du réseau de Carazo tels que Solow, Hoben et Carlson, dans son propre réseau, d'autres *alters* tels que Rafael Mora Rubio, Arturo Quesada, Rynaldo Lopez et René Eyheralde et le salvadorien Pedro Abelardo Delgado ont pris de l'importance. Bien

⁴⁸⁴ Il convient de noter que sa sortie a coïncidé avec celle d'Anatole Solow, qui a pris peu de temps après la Deuxième réunion technique de 1958 en raison de différences avec l'Union panaméricaine. Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... » p.139.

⁴⁸⁵ Rodrigo Vargas Salas apparaît en deuxième position dans la rangée supérieure, de gauche à droite aux côtés de l'ingénieur Eduardo Jenkins.

que Delgado n'ait pas fourni ses services d'assistance technique au Costa Rica, celui-ci a été délégué de la CEPALC lors des événements de 1957, 1958 et après du Secrétariat de l'intégration économique centraméricaine (SIECA) en 1962 et 1963. Sa présence au sein du réseau suggère qu'au niveau centraméricain, il a été l'un des promoteurs de la politique d'intégration économique orientée vers le logement promu par la CEPALC et qui a finalement donné naissance MCCA.

Image IV.13. Réseau égocentrique de Rodrigo Vargas Salas. 1956-1962.



Source des donnés : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des donnés : UCINET.
 Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Delgado a été un intermédiaire entre Vargas et le Guatémaltèque Emilio Beltranena Matheu (« beltra »)⁴⁸⁶, avec qui il a coïncidé lors de la réunion centraméricaine de 1957 et de la réunion du groupe sur la coordination modulaire de 1962. Ces liens ont donné un profil plus centraméricain au réseau égocentrique de Vargas.

Plus important encore, Vargas a pu établir des relations avec d'autres acteurs internationaux grâce à son passage au CINVA en tant que boursier. L'une des plus importantes dans le cadre de son réseau personnel a été avec l'architecte chilien René Eyheralde⁴⁸⁷ qui fut son professeur en 1954. En plus de Eyheralde, Vargas avait Jorge Videla et Ernesto Vautier comme professeurs⁴⁸⁸, ce dernier étant le directeur de son travail de graduation final et qu'il réalisa avec l'architecte Leonardo Silva King.⁴⁸⁹ Son lien avec ces deux professeurs n'est pas visible dans le réseau d'adhésion pour avoir coïncidé uniquement lors de la réunion interaméricaine de 1956. Vargas retrouve à nouveau Eyheralde en 1958, lors de la visite technique du Chilien aux côtés de César Garcia au Costa Rica.⁴⁹⁰ Il convient de souligner que son lien avec Carlson n'est pas prédominant puisque, pendant son passage au CINVA en 1954, le directeur de ce centre

⁴⁸⁶ Emilio Beltranena Matheu a été doyen de la Faculté d'ingénierie, directeur du Centre de recherche en génie et chef du laboratoire des matériaux de l'Université de San Carlos au Guatemala. Banco de Guatemala. *50 años del edificio del Banco de Guatemala. Edición conmemorativa*. 1^o ed. (Ciudad de Guatemala : Departamento de Comunicación y Relaciones Institucionales, 2017), pp. 79, 84 ; UNESCO. *La UNESCO en Guatemala. Una historia de 60 años de cooperación*. (Ciudad de Guatemala : UNESCO, 2010) : p. 67.

⁴⁸⁷ René Eyheralde, de nationalité chilienne, est né à Valdivia en 1921. Il a obtenu son diplôme d'architecte à l'Université catholique du Chili en 1950. En 1952, il a suivi le cours régulier de logement au CINVA (où il a coïncidé avec les Costaricains Ma. de los Ángeles Cavallini Quirós, Luis Guillermo Solano Allen et Guido Bonilla Brenes) et en 1953 il a été engagé par ce centre comme professeur titulaire. « Diccionario Biográfico de Chile. » Consulté le 4 avril 2021. URL : <https://diccionariobiograficodechile.blogspot.com/2017/01/409-ewertz-eyheramendy.html>

⁴⁸⁸ Ernesto Vautier, de nationalité argentine, était l'un des représentants du mouvement moderne dans ce pays. Sa participation à la reconstruction de la ville de San Juan lui a permis d'appliquer ses connaissances en urbanisme et, sur recommandation du vice-président Juan Perón, il a participé en 1944 aux projets de Barrio N°1 et des Piletas de Ezeiza. De 1937 à 1951, il a été professeur diplômé en planification à la Faculté d'architecture et d'urbanisme de l'UBA. En 1950, il propose le plan de réglementation de la ville de Necochea. Au CINVA, il s'est spécialisé dans les cours de logement rural. Patricia Méndez (ed). *Experiencias de urbanismo y planificación en la Argentina 1909-1955. Biografía de los protagonistas*. 1^a ed. (Buenos Aires, Argentina : CEDODAL, 2012), p. 22 ; Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... » pp. 106-108.

⁴⁸⁹ AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 151, Rodrigo Vargas y Leonardo Silva. « Barrios de tugurios y su erradicación. » (Trabajo final Curso Regular de Vivienda, CINVA, 1954). Fruit de cette collaboration, l'Équatorien Leonardo Silva King a été recruté à l'INVU en 1955 où il a développé une longue carrière jusqu'en 1995, année de sa retraite. Karen Retana Barboza. « Arq. Leonardo Silva King. Referente en planificación urbana. » *Habitar*, 96 (mayo 2019) : pp. 32-37.

⁴⁹⁰ AGUNAL Fond CINVA, Boîte 212, César Garcés y René Eyheralde F. *Informe de la misión para realizar un cursillo de demostración de la máquina CINVA-RAM en el Instituto Nacional de la Vivienda de México y visitar algunos países centroamericanos*. Misiones de Asesoría N°4. (Bogotá, Colombia: CINVA, 1958).

était Leonard James Currie (Image IV.14) qui est resté dans ce poste jusqu'en 1956 et avec qui il a pu avoir une relation plus étroite.⁴⁹¹

Image IV.14. Leonard James Currie, directeur du CINVA. Date inconnue.



Source : SINDU-UNAL. Photographie : Bonilla Castro, 2020.

Comme il ressort de son réseau personnel, Vargas, outre Currie et Carlson, a eu des relations avec un autre futur directeur du CINVA, Walter Harris (« harrisw ») avec qui il a coïncidé lors de la réunion interaméricaine de 1956 et du séminaire au Danemark en 1962. Harris (Image IV.15), architecte et urbaniste diplômé de l'Université Yale, a

⁴⁹¹ Le Canadien Leonard J. Currie, architecte de l'Université du Minnesota et de l'Université Harvard, était étudiant chez Walter Gropius, qu'il a rencontré des années plus tard à The Architects Collaborative (TAC). En Amérique centrale, il s'est impliqué dans des projets tels que la construction de l'aéroport Las Mercedes à Managua et même de nature archéologique, comme la restauration des ruines de Copán sous la direction de la Fondation Carnegie. En 1951, il a posé l'un des premiers diagnostics sur le problème du logement au Costa Rica, en tant qu'expert de mission du Point IV. Après son passage à la CINVA, il a été chef du département d'architecture de la Virginia Tech University de 1956 à 1962. De cette dernière année et jusqu'en 1981, il a été professeur au College of Architecture and Art de l'Université de l'Illinois à Chicago. Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... » p. 80 ; Virginia Tech. « Leonard J. Currie Slide Collection. » Consulté le 7 avril 2021. URL : <https://blogs.lt.vt.edu/currieslides/costa-rica/>

travaillé comme expert en mission technique du Point IV au Guatemala depuis 1956. Peu de temps après, il est devenu le directeur du département d'urbanisme de l'Institut coopératif interaméricain du logement (ICIV) de ce pays, l'un des projets d'assistance technique les plus importants du Point IV en Amérique centrale et a conçu les unités de voisinage de Colonia Centroamérica et de Las Victorias.⁴⁹² En 1959, l'OEA l'a envoyé au CINVA pour effectuer une évaluation dans laquelle il a recommandé un nouveau modèle éducatif pour l'établissement, axé sur les études supérieures, qu'il a pu appliquer à moitié dans sa courte gérance en tant que directeur, entre 1960 et 1961, avec l'aide de son alma mater.⁴⁹³ Harris, en collaboration avec le directeur de l'ICIV Temple Dick, a visité plusieurs des missions du Point IV en Amérique centrale, dont celle du Nicaragua, où ils ont rencontré Paul Foster, et celle du Costa Rica rencontrant Edmond Hoben qui travaillait déjà à l'INVU.⁴⁹⁴ Ce contact avec Hoben a pu rapprocher Harris avec d'autres fonctionnaires de l'institution, dont Vargas.

Image IV.15. Walter Harris, directeur du CINVA. Date inconnue.



Source : SINDU-UNAL. Photographie : Bonilla Castro, 2020.

⁴⁹² Renner, « Housing Diplomacy... », pp. 136, 140-141, 252, 257.

⁴⁹³ Selon Rivera, le rapport de Harris lui a causé des frictions avec le professeur du CINVA, car il dénotait un mépris pour le travail avec les communautés. Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... » pp. 140-147.

⁴⁹⁴ Renner, « Housing Diplomacy... », p. 127.

Le cas de Vargas est essentiel pour apprécier la manière dont un boursier costaricain pouvait étendre ses liens avec d'autres spécialistes internationaux en soulignant le potentiel des programmes d'assistance technique pour faciliter la circulation des connaissances au-delà des congrès, qui n'étaient qu'une modalité. Plus haut, j'ai évoqué le cas de la pédagogue Thais Navarro Alfaro, qui a été présidente en 1956 d'une des sous-commissions de la réunion technique interaméricaine. La présence de Navarro ainsi que celle d'Otto Starke Jiménez dans cette activité n'était pas un hasard, car ils étaient étudiants au CINVA à l'époque et ont donc été inclus parmi la délégation costaricaine. Alors que Navarro et Starke se rencontraient à Bogota, ils avaient comme professeurs Eyheralde, Vautier et Videla, mais aussi d'autres comme le Britannique Alec S. Bright, Robert L. Davison, Orlando Fals Borda, Álvaro Ortega, Helga Peralta, Raúl Ramirez et Celestino Sañudo.⁴⁹⁵ Certains d'entre eux ont été exclus du réseau d'adhésion, mais cela ne les prive pas d'importance dans le processus de circulation des connaissances.

Un acteur auquel je voudrais faire référence est Gaston Bartorelli Falugi (Image IV.16), car c'est l'un de ces cas particuliers qui ont acquis un rôle central grâce aux résultats de la méthode directe (centre-périphérie). Gaston Bartorelli Falugi, originaire d'Italie, a obtenu son doctorat en génie de l'Université de Pise en 1926 et, en 1929, a déménagé au Costa Rica pour travailler dans l'une des entreprises de construction les plus réputées à l'époque: Adela de Gargollo veuve de Jiménez.⁴⁹⁶ En plus de son travail dans l'entreprise privée, Bartorelli a fait partie de plusieurs entités liées au logement social, telles que le Conseil national du logement et la Coopérative des maisons bon marché La Familia de 1943 à 1945, dans le département du logement de la CCSS de 1946 à 1954 et, avec l'INVU de 1955 à 1971. Parallèlement à cette carrière professionnelle, il a été l'un des professeurs de l'Université du Costa Rica de 1941 à 1946 et a occupé divers postes à l'Institut costaricain de l'électricité (ICE) de 1949 à 1973.⁴⁹⁷

⁴⁹⁵ Navarro a été l'auteur du texte « Investigaciones sociales en los programas de vivienda » et Starke realisa un intitulé « Construcción antisísmica. ». AGUNAL Fond CINVA, Boîte 4, Margarita Escobar. *Catálogo de los trabajos realizados por los becarios del CINVA, 1952-1965*. (Bogotá, Colombia: Biblioteca CINVA, 1965), pp. 33, 47.

⁴⁹⁶ Altezor, *Arquitectura urbana en Costa Rica*, pp. 132-142, 152-156.

⁴⁹⁷ Fernando Rojas Brenes. « IV Congreso de Ingeniería Civil. Ing. Gastón Bartorelli Falugi. » *Revista del Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos (CFIA)*, Año 32, Número 3, (1989) : pp. 17-19 ; Carlos Revilla M. « Parque Italia: Una pequeña joya en San José. » *Cambio político*, 3 de junio del 2018. Consultado el 8 de abril del 2021. URL : <https://cambiopolitico.com/parque-italia-una-pequena-joya-en-san-jose/93901/>. Bartorelli a été l'un des responsables de la conception du premier siège de la Banque

Image IV.16. Gastón Bartorelli Falugi. 1949.



Fuente: Facebook – Grupo ICE. Consulté le 8 avril 2021. URL: https://d.facebook.com/GrupoICECR/photos/a.646515448795379.1073741828.619468771500047/1598444316935816/?type=3&_tn_=%2AW-R

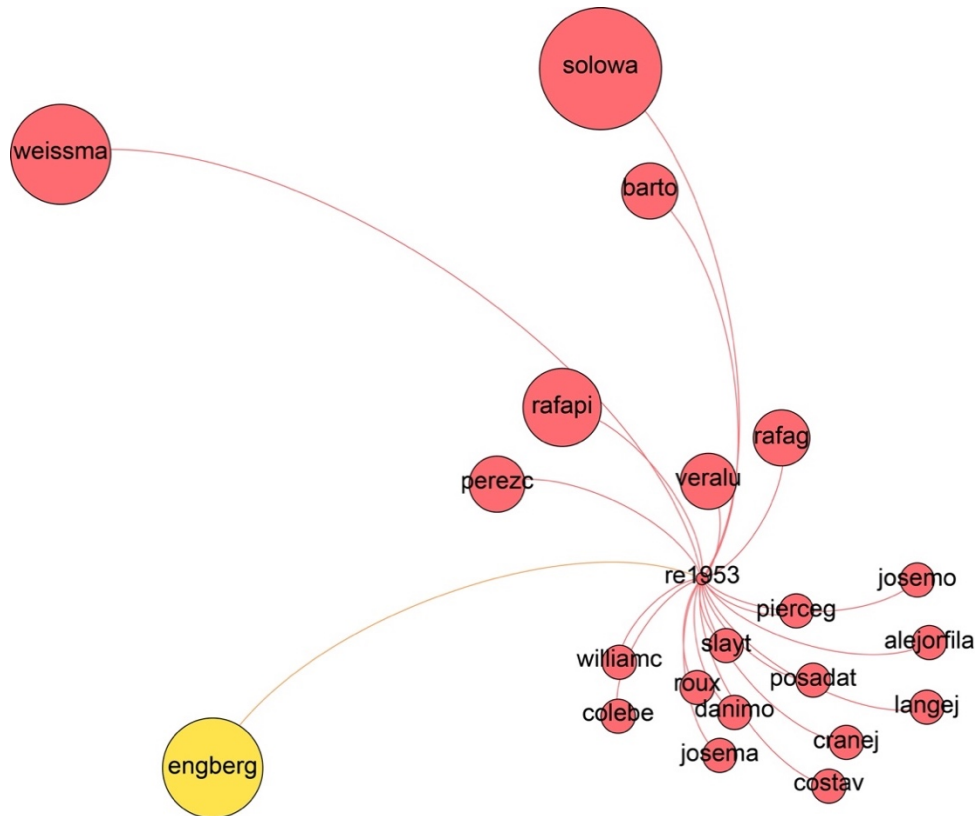
Le réseau égocentrique, contrairement aux autres, appartient à la Commission *ad hoc* de 1953 car il montre plus clairement l'univers des acteurs avec lesquels Bartorelli a interagi (Image IV.17).⁴⁹⁸ Comme on peut le constater, le rôle central de plusieurs acteurs déjà connus, tels que Solow, Weissmann et Picó, persiste, mais il y en a de nouveaux comme Einer Engberg qui, en plus d'avoir représenté l'ONU à la Commission aux côtés de Weissmann, a été l'un des intermédiaires les plus importants du réseau d'affiliation pour avoir organisé les événements organisés dans les pays scandinaves de 1962 et 1964.⁴⁹⁹

nationale du Costa Rica, dans le style art déco. Ofelia Sanou Alfaro. *Costa Rica : Guía de arquitectura y paisaje*. (San José y Sevilla : Junta de Andalucía, 2010), p. 158.

⁴⁹⁸ Dans le réseau d'adhésion, Bartorelli n'a interagi qu'avec Solow, de sorte que son réseau égocentrique aurait montré ce seul acteur.

⁴⁹⁹ Engberg a également aidé à planifier des événements pour l'Asie et « l'Extrême-Orient », avec le soutien de l'ONU. Organisation et Administration Statistiques. *Revue De L'Institut International De Statistique*, 31, no. 3 (1963): pp. 398-405. Consulté le 8 avril 2021. URL : <http://www.jstor.org/stable/1401447>.

Image IV.17. Réseau égocentrique de la Commission *ad-hoc* de 1953.



Source des donnés : Bonilla. C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme* 2020. Analyse des donnés : UCINET.
 Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Solow, qui a été conseiller au sein de la Commission *ad hoc*, était accompagné de ses collègues de l'Union panaméricaine, à savoir l'architecte et urbaniste Luis Vera (« veralu »), Guillermo Costa Valle (« costav »), Carlos Williams (« williamc ») et Alejandro Orfila (« alejorfila »). Parmi les représentants centraméricains auprès du CIES, on observe le Salvadorien Rafael Glower Valdivieso (« rafag »), le Hondurien José A. Monge (« josemo ») et le Nicaraguayen José Maria Castillo (« josema »). En outre, Jacob Crane⁵⁰⁰ excelle parmi les délégués américains, fondateur de la Division de logement du

⁵⁰⁰ Jacob Leslie Crane, originaire du Michigan, était urbaniste diplômé de l'Université Harvard et a participé à divers programmes liés au problème du logement, de la Tennessee Authority Valley (TVA), de la Defense Housing, de la Federal Housing Administration (FHA) et du Housing and Home Finance Agency (HHFA). Il a collaboré avec Weissmann à la fondation de la Section du logement et de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire des Nations Unies (UN-HTCP) en 1946 et a eu des relations avec d'autres spécialistes comme Roy J. Burroughs, qui était présent à trois événements du réseau d'affiliation : la deuxième réunion interaméricaine de 1958, le séminaire sur le logement de 1959 et lors de la réunion du comité du logement de l'ECOSOC en 1963. Renner, « Housing Diplomacy... », p. 28-30, 37-39, 42-44.

Point IV et avec une vaste expérience en Amérique latine.⁵⁰¹ Parmi tous ces acteurs, Solow fut la principale référence internationale pour Bartorelli⁵⁰², et cela explique sa position proche sur le graph. En fait, les deux se connaissaient depuis 1948⁵⁰³, quand l'architecte suisse a réalisé les études préliminaires pour le plan d'aménagement de San José à la demande du Conseil fondateur de la Seconde République et de la municipalité de la capitale et, entre 1950 et 1953, lorsque Solow a collaboré à trois reprises avec le Département du logement.⁵⁰⁴ Il convient de souligner que, par la délimitation de l'objet d'étude, on ne dispose pas de données suffisantes pour entrer dans les détails de la relation entre Bartorelli et Solow, mais il y a des indications d'autres rencontres entre ces deux acteurs au niveau international qui devront être explorées dans des travaux à venir.⁵⁰⁵

Les réseaux égocentriques précédents partageaient l'avantage et l'inconvénient d'appartenir au premier et au deuxième entourage du réseau, où le plus grand nombre d'acteurs étaient concentrés. Mais qu'est-il arrivé aux autres Costaricains ? L'Image IV.18 montre que les réseaux personnels d'Eladio Jara et d'Adolfo Becerril ont été constitués par de très petites « cliques » (groupes) et, dans le cas de Jara, complètement déconnectés du réseau d'adhésion. Becerril et Alvaro Hernández Carvajal (« carvahe ») sont liés au corps principal du réseau par l'intermédiaire de Ricardo Jordan, expert en assistance technique de l'ONU et membre de la Mission conjointe de programmation du logement en Amérique centrale, mais qui n'était pas auprès de l'INVU en tant qu'expert international. Hernandez, bien qu'il ait été boursier du CINVA en 1955, n'a pas eu de présence continue aux événements internationaux analysés et ses liens ont donc pu se dégrader au fil du temps contrairement à Rodrigo Vargas, dont la fréquentation était plus stable. Le fait que leurs réseaux se comportent comme des « îles » vérifie le rôle périphérique de ces acteurs.

⁵⁰¹ Crane, qui était fonctionnaire du gouvernement américain, a effectué plusieurs tournées en 1946 en Amérique latine où il a visité des pays comme le Chili, l'Uruguay, le Brésil, le Pérou, l'Équateur, la Colombie et le Panama. Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 90.

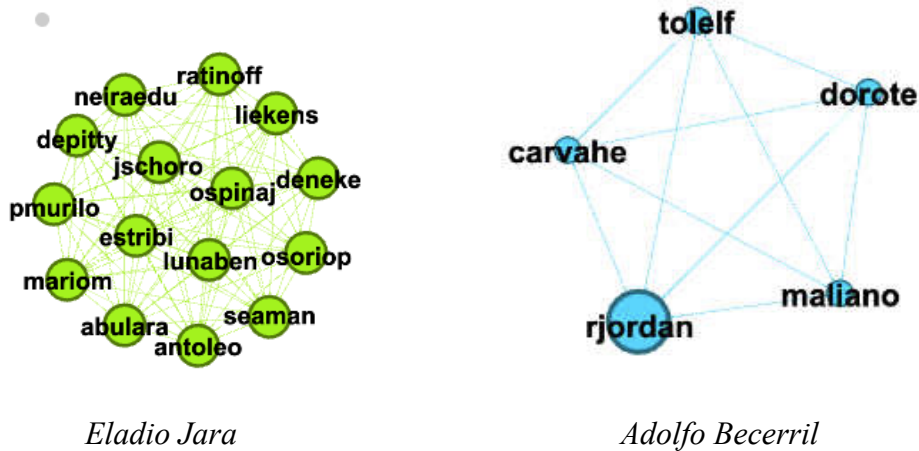
⁵⁰² Au sein de la commission ad hoc, Bartorelli a été nommé rapporteur de la sous-commission du financement. OEA. *Informe sobre el Problema de la Vivienda de Interés Social en América Latina preparado por la Comisión Ad Hoc para el Estudio del Problema de la Vivienda Económica*. (Caracas, Venezuela : Secretaría General de la CISS, 1955), s.n.p.

⁵⁰³ Solow, *A planning program...*, s.n.p.

⁵⁰⁴ CCSS. *Memoria Anual 1951*. (San José, Costa Rica : CCSS, 1951), p. 152.

⁵⁰⁵ Sarah Feldman. « Do primer congreso panamericano de la vivienda popular (1939) ao seminário de habitação e reforma urbana (1963) : planejamento e habitação na perspectiva da metrópole latino-americana. » *URBANA: Revista Eletrônica do Centro Interdisciplinar de Estudos sobre a Cidade* [en ligne], Vol. 6, no 1 (2014), pp. 129-143. Consulté le 15 mai 2021. URL: <https://doi.org/10.20396/urbana.v6i1.8635295>

Image IV.18. Réseaux égocentriques de Eladio Jara et Adolfo Becerril. 1954-1976.



Source des données : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme* 2020. Analyse des données : UCINET.
 Visualisation : Gephi (Algorithme ForceAtlas).

Un autre cas particulier à souligner est celui d'Eduardo Jenkins Dobles (Image IV.19). Bien que sa dynamique dans le réseau d'adhésion soit pratiquement négligeable, sa participation au réseau d'affiliation est remarquable. Jenkins a été le seul Costaricain à avoir pu se lier aux trois entourages du réseau détectés dans le réseau d'entrelacements, grâce à sa participation à la réunion centraméricaine de 1957, à la réunion du comité du logement, de la construction et de la planification de l'ECOSOC en 1963 et enfin à HABITAT-I en 1976. Pourquoi apparaît-il alors comme un acteur périphérique ? Tout d'abord, c'est le résultat de son association à deux événements périphériques, celui du comité du logement en 1963 et HABITAT-I. Mais un autre facteur qui a eu de l'influence est le corpus de sources qui a été utilisé pour construire le réseau d'affiliation et qui a réduit le poids de sa participation.⁵⁰⁶

Contrairement au résultat de l'analyse des réseaux, Jenkins est tout sauf un acteur périphérique pour le Costa Rica, car comme nous le verrons aux chapitres 7 et 8, en plus d'avoir dirigé le Département de l'urbanisme pendant 18 ans, il a été responsable de certains des projets les plus importants de logement et d'urbanisme au Costa Rica.⁵⁰⁷ Pour

⁵⁰⁶ Les données disponibles au Tableau A.3 montrent que Eduardo Jenkins fut délégué en dix activités internationales.

⁵⁰⁷ Ileana Vives Luque. *Pioneros de la Arquitectura Moderna en Costa Rica : trilogía de Arquitectura*. Vol. II. (San José, Costa Rica : Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2018), pp. 79-81.

reconstruire le réseau Jenkins, il faudra tenir compte des événements qui, en raison des circonstances décrites ci-dessus, n'ont pu être inclus dans cette recherche et, en outre, suivre son parcours professionnel en dehors de l'INVU, notamment à l'IFAM et l'OFIPLAN à partir de 1973.

Image IV.19. Eduardo Jenkins Dobles. Date inconnue.



Source : Vives Luque, *Pioneros de la Arquitectura*, p. 79.

Il manque d'abord le rôle des experts internationaux au sein du réseau d'adhésion, où la méthode du réseau égocentrique continuera d'être utilisée. Contrairement aux autres graphes, où seules les mesures de centralité des acteurs ont été prises en compte, d'autres attributs tels que leur affiliation institutionnelle seront explorés dans les pages suivantes pour déterminer le degré de proximité et les facilités de coordination entre les différents programmes d'assistance technique internationale ayant des activités en Amérique latine et au Costa Rica. Il faut noter que les trois acteurs qui seront abordés, Solow, Weissmann et Carlson, possèdent des réseaux égocentriques similaires, de sorte que seul le réseau personnel du premier sera utilisé pour effectuer l'analyse.

b) La coordination entre les programmes d'assistance technique.

Un acteur récurrent du réseau d'adhésion était Anatole Abraham Solow (Image IV.20). Malgré son rôle central dans le processus de circulation des savoirs, Solow a été un acteur méconnu en histoire, car très peu a été écrit sur sa carrière professionnelle, ses relations personnelles et ses écrits sont très dispersés. Bien que mon but ici n'est pas de faire un compte-rendu complet de sa biographie, il convient de faire quelques notes sur sa trajectoire en fonction des données et sources disponibles.

Image IV.20. Anatole Abraham Solow. 1950.



Source : SINDU-UNAL. Photographie : Bonilla Castro, 2020.

Anatole Solow, contrairement à ce que plusieurs travaux récents ont avancé, n'était pas Étasunien.⁵⁰⁸ Né en Suisse en 1913, Solow s'est professionnalisé comme architecte à l'École spéciale d'architecture de Paris, où il est diplômé en 1935, et à la Graduate School of Planning and Research de Londres en 1939.⁵⁰⁹ La même année, Solow émigre aux États-Unis⁵¹⁰ et travaille comme assistant de recherche au Département d'urbanisme du Massachusetts Institute of Technology (MIT) entre 1939 et 1940, passant cette dernière année à l'American Public Health Association (APHA) où il reste jusqu'en 1947.⁵¹¹ Entre 1945 et 1946, invité par la Banque d'urbanisation et de réhabilitation du Panama, il a effectué l'une de ses premières missions d'assistance technique en Amérique latine où il a coopéré avec l'avant-projet de l'unité de voisinage Vista Hermosa, avec le programme du recensement du logement au Panama et une projection sur la croissance urbaine de Panama City et le bassin de la rivière Matasnillo.⁵¹² Parallèlement, Solow a préparé en collaboration avec Anne Copperman le manuel *Planning the Neighborhood* publié par l'APHA en 1947, qui s'est transformé en l'un des manuels les plus importants sur l'unité de voisinage aux États-Unis et en Amérique latine.⁵¹³

⁵⁰⁸ Andrés Fernández Ramírez. « Un edificio emblemático, un patrimonio histórico. » *Metamorfosis 2041 : Hacia una CCSS Centenaria*, Caja Costarricense del Seguro Social. (San José, Costa Rica : CCSS, 2016), p. 248. Zuhra Sasa Marin. « ¿Cohesión urbana en la ciudad fragmentada? » *On the w@terfront*, Vol. 52 (April 2017) : p. 49 ; Sofia Vindas Solano. « De la ficción históricamente comprobable: Cuadra Cero, espacio, arquitectura e interpretación simbólica de la historia nacional » *Cuadra Cero: Stephanie Williams*, Daniel Soto Morúa, Gabriela Sáen-Shelby y Sofia Vindas. 1^o ed. (San José, Costa Rica : Museo de Arte y Diseño Contemporáneo, 2018), pp. 14-16.

⁵⁰⁹ MIT Institute Archives & Special Collections, News Office, AC0069, « Bemis Conference », Saturday 2 May 1953. Consulté le 19 janvier 2021. URL: https://libraries.mit.edu/app/dissemination/DIPonline/AC0069_NewReleases/NewsRelease_1950/AC0069_1953/AC0069_195305_022.pdf

⁵¹⁰ Solow émigré en Amérique fuyant la persécution des Juifs par le régime nazi. Sa famille est enregistrée au sein de la communauté juive de Pittsburgh comme indiqué dans les archives du journal *The Jewish Chronicle*. « Historic Pittsburgh. » Consulté le 12 avril 2021. URL : <https://historicpittsburgh.org/islandora/object/pitt%3AUS-QQS-mss906/viewer>.

⁵¹¹ Charles S. Ascher et Robert Davison, membres du Comité de l'hygiène et du logement de l'APHA, travailleront respectivement à l'UNESCO et à l'ONU. Au sein de l'APHA, Solow a réalisé l'une de ses premières publications en collaboration avec Allan Twichell. Allan A. Twichell y Anatole Solow. "An Appraisal Technique for Urban Problem Areas as a Basis for Housing Policy of Local Governments." *Public Health Reports*, Vol. 57, ° 9 (February 1942) : pp. 285-296.

⁵¹² Anatole Solow. *Población futura de la Ciudad de Panamá y de la Cuenca del Río Matasnillo*. (Ciudad de Panamá : Banco de Urbanización y Rehabilitación de Panamá, 1946) ; Banco de Urbanización y Rehabilitación. *Cinco años de labores. 1944-1949*. (Ciudad de Panamá : El Banco, 1949).

⁵¹³ Anatole Solow y Anne Copperman. *Planning the Neighborhood*. (Chicago : Public Administration Service, 1960). Dans sa thèse de doctorat, James Brody a noté qu'en plus de *Planning the Neighborhood*, un autre manuel qui a popularisé le modèle de l'unité de voisinage était le *Community Builders Handbook* de l'Urban Land Institute publié la même année. James Brody. « Constructing Professional Knowledge: The Neighborhood Unit Concept in The Community Builders Handbook. » (PhD Thesis in Regional Planning, Graduate College of the University of Illinois at Urbana-Champaign, 2009), pp. 92-107.

Image IV.21. Francis Violich. Date inconnue.



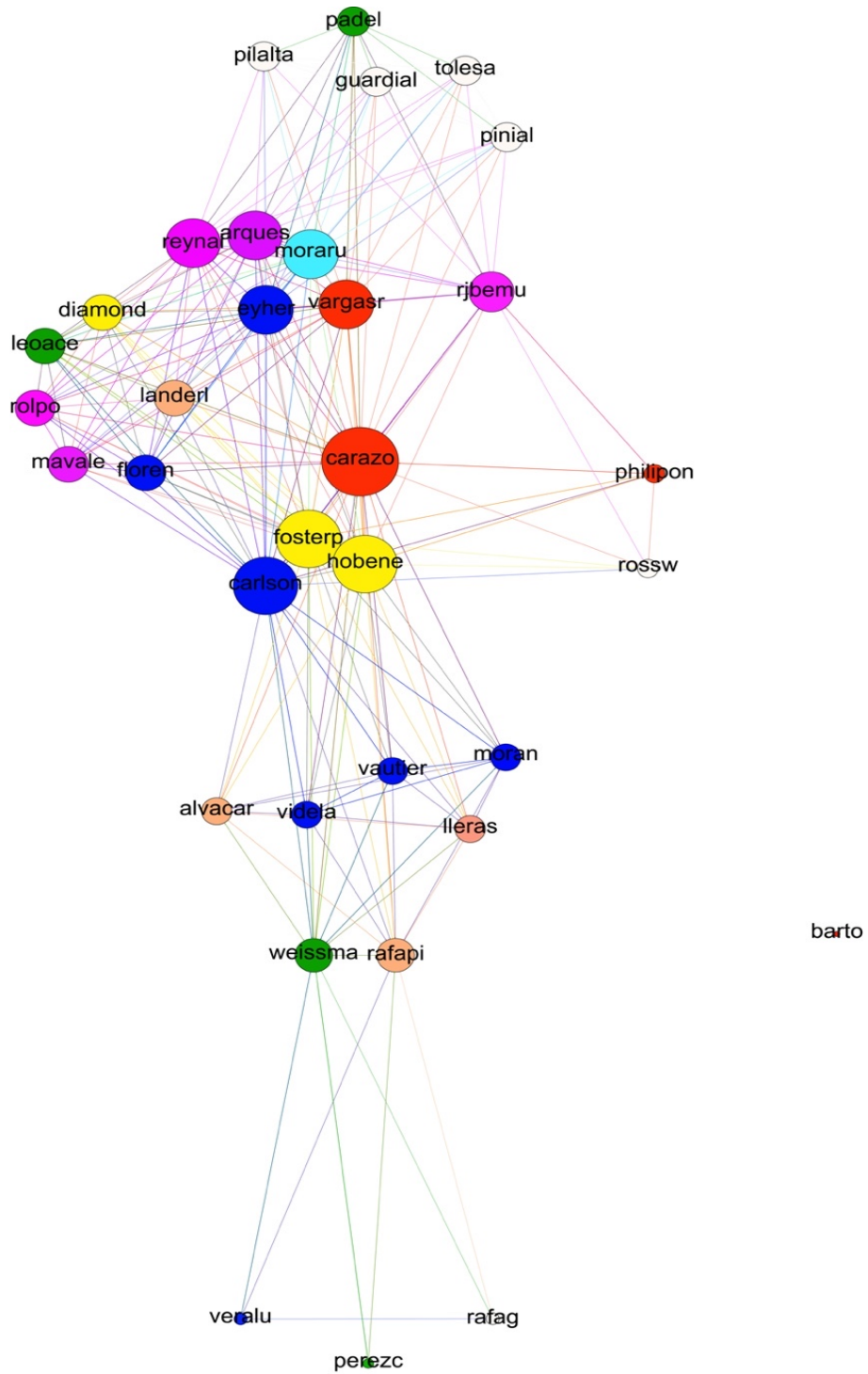
Source : Kathleen Maclay. « Francis Violich, emeritus profesor of city planning and landscape architecture, dies. » *UC Berkeley News*, 07 September 2005. Consulté le 12 avril 2021. URL : https://www.berkeley.edu/news/media/releases/2005/09/07_violich.shtml

La même année, l'architecte et urbaniste de nationalité croate, Francis Violich (Image IV.21), quitte la Division du logement et de la planification de l'UnP, qui coordonne depuis environ 1944, année de la publication de son livre *Cities of Latin America: Planning and Housing in the South*, basé sur ses travaux sur le terrain en Amérique latine.⁵¹⁴ A sa place, l'UnP a nommé Anatole Solow dans le poste.⁵¹⁵

⁵¹⁴ Après son départ de l'UnP Violich, il collabore à la fondation du groupe Telesis et rejoint en 1951 l'Université de Berkeley où il cofonde son département d'urbanisme et de planification régionale. Jusqu'à sa mort, en 2005, il a accumulé une vaste expérience en recherche sur le développement communautaire et la planification grâce à ses recherches en Amérique latine, en Europe et en Yougoslavie dans le cadre de missions d'assistance technique de l'UNP, des Corps de la paix et de la Fondation Ford. Kathleen Maclay. « Francis Violich, emeritus profesor of city planning and landscape architecture, dies. » *UC Berkeley News*, 07 September 2005. Consulté le 12 avril 2021. URL : https://www.berkeley.edu/news/media/releases/2005/09/07_violich.shtml; Renner, « Housing Diplomacy... », p. 7 ; Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... », p. 56.

⁵¹⁵ Selon Rivera, Solow avait 34 ans lorsqu'il a pris la direction de la Division du logement et de la planification. Rivera Páez, « El CINVA : un modelo... » p. 79.

Image IV.22. Réseau égocentrique d'Anatole Solow. 1953-1959.



Source des données : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme 2020*. Analyse des données : UCINET. Visualisation : Gephi (Algorithme Yifan Hu proporcional).

En tant que chef de la Division du logement et de la planification, Solow a effectué plusieurs missions d'assistance technique en Amérique centrale où il s'est rendu au Costa Rica en 1948 et au Guatemala un an plus tard.⁵¹⁶ Outre son travail d'expert international, il a organisé, en collaboration avec l'ONU et d'autres organismes auxiliaires de l'OEA, du SIAP et du Point IV, de nombreux événements et congrès, dont certains ont été inclus dans l'analyse des réseaux déjà effectué. Il a également été membre fondateur du SIAP et a supervisé le fonctionnement du CINVA, dont il a signé l'accord de coopération technique au nom de l'OEA.⁵¹⁷ Solow est resté à la tête de la Division du logement et de la planification jusqu'en 1959⁵¹⁸ et, après cette année, il s'est consacré, outre ses travaux académiques à l'Université de Pittsburgh, à travailler comme expert en mission technique de l'ICA et de l'USAID dans le domaine du logement et de l'urbanisme. En 1960, il se rend au Nicaragua et collabore quatre ans plus tard au Salvador.⁵¹⁹ Les données disponibles n'ont pas permis d'identifier si, après 1964, il a continué à effectuer des travaux sur le terrain en Amérique latine, bien que, dans le cadre de ses travaux académiques à Pittsburgh, il soit resté actif en diffusant ses expériences et ses connaissances lors de divers événements et publications.⁵²⁰

Tout au long de sa carrière, Solow a établi des liens avec de nombreuses institutions et organismes internationaux, dont certains sont représentés dans le graph de l'Image IV.21. En raison de son affiliation institutionnelle, le groupe le plus représenté sur le graph était l'OEA, qui est représenté en bleu. De cette organisation, Eric Carlson (Image IV.23) a pris la position la plus centrale pour son rôle de directeur du CINVA, institution que, comme indiqué précédemment, Solow surveillait de très près.

⁵¹⁶ Anatole Solow. *Housing in Guatemala*. (Washington D.C. : Panamerican Union, 1950).

⁵¹⁷ AGUNAL, Fond CINVA, 458 – Correspondence, « Acuerdo entre la Universidad Nacional de Colombia, el Instituto de Crédito Territorial y la Unión Panamericana, Secretaría General de la Organización de Estados Americanos con objeto de establecer un centro interamericano experimental y de adiestramiento en vivienda (Proyecto N°.22), bajo el programa de cooperación técnica de la Organización de Estados Americanos. », 10 de febrero de 1951, fs. 87-97.

⁵¹⁸ Rivera Páez, «El CINVA : un modelo...» p. 139.

⁵¹⁹ Alvin Mayne (ed.). *Proceedings of the Seminar on the Contribution of Physical Planning to Social and Economic Development in a Regional Framework. May 23-27, 1960, San Juan, Puerto Rico*. (Puerto Rico : ICA-Puerto Rico Planning Board, 1960), p. 5 ; Department of State. *Foreign Service List*. (Washington D.C. : Department of State, 1964), p. 103.

⁵²⁰ John P. Powelson y Anatole Solow. « Urban and Rural Development in Latin America. » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 360, Latin America Tomorrow (Jul. 1965) : pp. 48-62 ; Anatole A. Solow. « Housing in Latin America : The Problem of the Urban Low-Income Families. » *The Town Planning Review*, Vol. 38, N°2 (Jul. 1967) : pp. 83-102.

Selon Rivera, Eric Carlson, d'origine suédoise, était un administrateur public formé aux États-Unis au New York Institute of Public Administration. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a travaillé à la Division du logement et de l'urbanisme de l'Université Columbia de 1942 à 1943, et entre 1943 et 1946 a été officier d'information et d'éducation pour le Corps des transports de l'armée américaine. Avant de prendre ses fonctions à l'ESAPAC, située à San Jose, il était rédacteur en chef du magazine *The American City*. Au CINVA, c'est grâce à lui que les approches éducatives et coopératives du cours régulier de logement ont pris le plus de force, malgré sa courte période au centre. Dans les années 1960, il a travaillé en collaboration avec Weissmann au Centre des Nations Unies pour le logement, la construction et la planification, prédécesseur du futur Centre HABITAT fondé en 1978 à Nairobi, au Kenya.

Image IV.23. Carl Eric Carlson. Date inconnue.



Source : SINDU-UNAL. Photographie : Bonilla Castro, 2020

Près de Carlson gravitent d'autres professeurs et fonctionnaires du CINVA comme René Eyheralde, Luis Floren, Jorge Videla et Ernesto Vautier. A droite de Vautier se trouve Carlos Moran (« moran ») qui a assisté aux réunions techniques

interaméricaines de 1956 et 1958 au nom de l'Organisation interaméricaine de coopération intermunicipale. Les derniers, mais non les moins importants, étaient l'urbaniste Luis Vera et Carlos Pérez Calvo (« perezc »), qui ont travaillé sous la supervision de Solow à la Division du logement et de la planification.

Image IV.24. Annapolis, Maryland. Leonard J. Currie et Jacob Crane. 1954.



Photographie : Anatole A. Solow. Source: University Libraries, Virginia Tech, Blacksburg, Virginia. Consulté le 29 avril 2021. URL: https://library.artstor.org/asset/SS37059_37059_41063822.

Le Point IV (en jaune) a été placé dans des positions centrales avec Hoben et Foster en tête et Dimond situé plus loin vers la périphérie. Bien que Jacob Crane n'apparaisse pas répertorié sur son réseau égocentrique, la photo plus haut témoigne de l'amitié que Solow et Leonard Currie avaient avec l'urbaniste étasunien (Image IV.24). Les institutions d'Amérique centrale (couleur violette) qui sont très variées sont également remarquables : à commencer par l'INVU (couleur rouge) qui a regroupé Carazo, Vargas et Philipón et Bartorelli (ce dernier découplé du corps central du réseau). Viennent ensuite l'Institut du logement urbain (IVU) du Salvador, la Direction générale des travaux publics du Honduras et la Banque d'urbanisation et de réhabilitation du Panama, représentées respectivement par Ryanaldo Lopez (« reynal »), Arturo Quesada (« arque ») et Ricardo J. Bermúdez (« rjbemu »). Les données disponibles indiquent que Bermudez et Solow ont travaillé ensemble pendant leur passage au Panama entre 1945 et

1946. Enfin, dans ce groupe, l'Association des architectes du Honduras et l'Office national d'urbanisme du Nicaragua, auxquels appartenaient respectivement Mario Valenzuela (« mavale ») et Rolando Porras (« rolpo ») ont été identifiés.⁵²¹

Une caractéristique de ces interactions est qu'au niveau centraméricain, seules deux institutions nationales de logement ont fonctionné avant 1957 : l'IVU salvadorien et l'INVU costaricain. Le Panama, comme déjà indiqué, n'a fondé son institut du logement qu'en 1958 et un an plus tard, le Nicaragua et le Honduras l'ont fait. Le Guatemala a été le seul pays d'Amérique centrale à avoir créé tardivement son Institut national du logement (INVI), sur la base de l'ICIV de l'USAID qui a terminé ses fonctions en 1962.⁵²²

En ce qui concerne le SIAP, je l'ai abordé à plusieurs reprises tout au long de ce chapitre ; je n'y reviendrai donc pas davantage. Il convient toutefois de remarquer, pour rappel, les alters (en orange) qui faisaient partie de cette organisation en soulignant Luis Lander, Rafael Picó, Carlos Alvarado (« alvacar ») et Gabriel Andrade Lleras (« lleras »). L'ONU, d'autre part, est représentée par trois alters, dont le Guatémaltèque Carlos Leonidas Acevedo Juarez (« leoace »), Pedro Abelardo Delgado (« padel »), déjà mentionné, et enfin Ernest Weissmann. C'est sur ce dernier acteur que je souhaite porter le plus d'attention.

Ernest Weissmann partage avec Solow la qualité d'avoir été un acteur très sous-estimé dans l'histoire de l'urbanisme latino-américain. Un facteur décisif à cet égard a été les références récurrentes au parcours d'architectes et d'urbanistes internationaux déjà connus, tels que Gaston Bardet, Karl Brunner, León Jaussely, Le Corbusier, Josep Lluís Sert, Paul Wiener, Walter Gropius et des Latino-Américains tels que Lucio Costa, Óscar Niemayer, Mario Pani, Carlos Raul Villanueva, entre autres, pour expliquer les liens de

⁵²¹ Dans le réseau égocentrique se trouvent une série d'alters centraméricains qui n'ont pas de filiation institutionnelle en raison de contraintes des sources. Ce groupe se situe au sommet du graphe gris et comprend les Guatémaltèques Alfredo Pinillos Roldán (« pinial »), Salvador Toledo Moran (« tolsesa »), les Panaméens Carlos de la Guardia (« guardial ») et William Ross (« rossw ») et le nicaraguayen Pilar Altamirano (« pilalta »).

⁵²² DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/32, 24 de noviembre de 1965, Gerrit Huizer. *Proyectos de esfuerzo propio y ayuda mutua en Centroamérica (Informe preliminar)*, pp. 3, 16 ; Renner, « Housing Diplomacy... », p. 168-169. A propos de l'INVA du Honduras, Daniela Navarrete a indiqué qu'il avait été transformé en Fonds social pour le logement (FUSOVI) qui, en dix ans, a fait faillite. Navarrete Cálix, « Tegucigalpa, laboratoire urbain », pp. 352, 391 ; En ce qui concerne l'INVI guatémaltèque, celui-ci a eu une courte durée puisqu'il a été transformé en Banque nationale du logement (BANVI) en 1973. Rokaël Cardona y Eugenia Mijangos. « El problema metropolitano de la vivienda en Guatemala : Notas introductorias para el estudio de las políticas públicas. » *Revista de Administración Pública* (1983) : pp. 111-128.

l'Amérique latine avec l'urbanisme académique européen ou les CIAM. Par conséquent, on a eu le sentiment que dans les pays qui étaient en dehors de l'orbite de ces acteurs, il n'y avait pas d'urbanisme, même si cela était causé par d'autres facteurs, comme cela a été analysé au chapitre 3. Et pourtant Ernest Weissmann a été, grâce à son lien avec l'ONU, l'un des membres du CIAM qui a le plus collaboré à la construction d'un programme régional urbain et de logement social pour l'Amérique latine, y compris le Costa Rica.

Weissmann (Image IV.25) est né en 1903 dans la ville de Požega, dans l'actuelle Croatie. En 1926, il est diplômé comme architecte à l'Université de Zagreb et s'installe à Paris, où il travaille dans les ateliers des architectes Adolf Loos et Le Corbusier, coïncidant à ce dernier endroit avec Josep Lluís Sert.⁵²³ Sa relation avec Le Corbusier et Sert l'a rapproché des CIAM, participant à plusieurs des activités organisées par ce groupement, comme le CIAM IV de 1933, le CIAM V de 1937 et les Comités internationaux pour la résolution des problèmes de l'architecture contemporaine (CIRPAC) de Barcelone en 1932 et d'Amsterdam en 1935.⁵²⁴

Image IV.25. Ernest Weissmann. Date inconnue.



Source : *Architects*. Consulté le 13 avril 2021. URL : <http://architectuul.com/architect/ernest-weissmann>

⁵²³ MIT Institute Archives & Special Collections, News Office, AC0069, « Bemis Conference », Saturday 2 May 1953 ; Josep Lluís Sert. « The Neighborhood Unit. A Human Measure in City Planning (circa 1953) », *The writings of Josep Lluís Sert*, Eric Mumford (ed.) (New Haven and London : Yale University Press; Cambridge: Harvard Graduate School of Design, 2015), p. 12.

⁵²⁴ Doris Tarchópulos. « La unidad vecinal : objeto de investigación de Josep Lluís Sert. » *Libro de actas correspondiente al I Congreso Internacional de Vivienda Colectiva Sostenible, Barcelona 25 al 27 de febrero del 2014*. (Barcelona : Escuela Técnica Superior de Arquitectura, 2014), pp. 132-137.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Weissmann est resté lié aux CIAM, mais est progressivement devenu un membre critique de l'approche formaliste et technocratique du groupement où la plupart de ses membres étaient encore présents et qui l'a également rapproché de la pensée de plusieurs de ses membres communistes comme Helena Syrkus qui préconisaient une architecture et un urbanisme socialement orientés.⁵²⁵ Loin prudemment des CIAM – bien qu'il n'ait jamais cessé d'y être membre actif – Weissmann a poursuivi sa carrière professionnelle en tant que consultant auprès du gouvernement étasunien et, entre 1944 et 1947, il est devenu directeur de la Division de la réhabilitation industrielle de l'Administration des Nations Unies pour l'aide et la réadaptation (UNRRA). Il est ensuite devenu le chef de la Section du logement de l'ONU, puisqu'il y a travaillé jusqu'en 1965, lorsque la section a été transformée en Centre de logement, de construction et de planification. Il a finalement pris sa retraite de l'organisation en 1974.⁵²⁶ Au niveau latino-américain, la collaboration entre Weissmann et Solow a été étroite et les deux ont coïncidé lors de nombreux événements régionaux et en tant que conseillers d'organismes tels que le SIAP ou le CINVA.

Les données disponibles ont permis d'identifier que Weissmann a interagi avec Département de logement de la CCSS entre le 23 et le 24 novembre 1953, opportunité qui a été convenue par Gaston Bartorelli possiblement suite à leur rencontre dans la Commission *ad hoc* deux mois plus tôt (Image IV.26). Au Costa Rica, Weissmann a collaboré à la définition du programme d'assistance technique en matière de logement pour 1954 et a effectué une visite du projet multifamilial de la colonie Calderón Muñoz, située dans la capitale. Au cours de sa visite, M. Weissmann a déclaré que le problème du logement devait être abordé de manière globale, c'est-à-dire en impliquant la communauté dans le processus, en la liant à d'autres activités productives et en envisageant une planification territoriale qui aborde à la fois la zone urbaine et la zone rurale, à travers une politique dirigée par l'État.⁵²⁷

⁵²⁵ Mumford, *The CIAM discourse...*, pp. 143-149, 193-195.

⁵²⁶ Ljubica Spaskovska. « Constructing the 'City of International Solidarity' : Non-Aligned Internationalism, the United Nations and Visions of Development, Modernism and Solidarity, 1955–1975. » *Journal of World History*, Vol. 31, N° 1 (March 2020) : pp. 137-163 ; Pavel Veljanoski. « The contribution of Polish urban planners and architects to the post-earthquake reconstruction of Skopje. » *Skopje, City, Architecture and Art of Solidarity*. (Cracovia: Skopje International Cultural Center, 2019), pp. 33-51.

⁵²⁷ Óscar Castro Vega. « Existe ya en Latinoamérica conciencia clara de la gravedad del problema de la vivienda. » *La República*, 24 de noviembre de 1953, p. 15.

Aucune autre donnée n'est disponible sur les autres visites techniques de Weissmann au Costa Rica, mais les informations disponibles indiquent qu'il a examiné le projet de loi organique de l'INVU avant qu'il ne soit adopté par l'Assemblée législative.⁵²⁸ Son passage fugace au Costa Rica explique en partie pourquoi Weissmann n'était pas un acteur de premier plan dans les réseaux personnels de Carazo ou Vargas, bien que son engagement envers l'Amérique centrale l'ait amené à proposer la réunion d'Amérique centrale de 1957⁵²⁹ et à assister à une bonne partie des événements qui faisaient partie du réseau d'adhésion.

Image IV.26. Costa Rica. Ernest Weissmann réunit avec les membres du Département du logement, CCSS. 1953.



Source : *La República*, 24 de noviembre de 1953, p. 15.

Les réseaux égocentriques se sont avérés être un instrument utile pour orienter l'analyse des relations établies par les acteurs dont les densités et les centralités ne pouvaient être déduites que par le réseau d'adhésion. Les cas analysés ont montré que la

⁵²⁸ « Jefe de la Sección de Vivienda y Planeamiento de las N.U. llega hoy. » *La República*, 22 de noviembre de 1953, p. 10 ; INVU, *Memoria 1955*, p. LX.

⁵²⁹ INVU. *Memoria 1956*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1956), p. XLII.

plupart des relations entre les acteurs ont même précédé leur interaction lors des événements internationaux, qui ont servi à les consolider et à faciliter leur action coordonnée. En résumé, la polyvalence du réseau d'adhésion s'est comportée comme suit :

- 1. Tout d'abord, il y a celles que les acteurs ont établies dans les centres de formation régionaux, comme le CINVA en raison de leurs rôles de boursiers, de professeurs attirés ou d'enseignants invités. Dans cette catégorie, Carazo et Vargas ont pu consolider leurs liens professionnels et personnels avec des acteurs tels que Luis Lander, Luis Marcial Philipón, René Eyheralde, Ernesto Vautier, entre autres.*
- 2. Deuxièmement, il y a les relations qui ont pris naissance par le biais des missions d'experts en assistance technique. Celles-ci ont non seulement mis en contact des acteurs nationaux, mais ont également motivé les relations entre les mêmes experts qui se trouvaient dans les pays voisins, comme on l'a vu dans le cas des experts du Point IV.*
- 3. Troisièmement, la coopération des acteurs dans des associations ou organismes nationaux et internationaux a été mise en évidence, où il convient de rappeler le travail de Solow à l'APHA où il a coïncidé avec Robert Davison et Charles S. Ascher ou Weissmann dans son passage aux CIAM et qui l'a lié à des acteurs internationaux de renom tels que Le Corbusier ou Sert.*

Il est également important de souligner le rôle d'intermédiaires de certains d'entre eux, Solow étant le plus représentatif, qui a non seulement promu le travail coopératif entre les instituts nationaux de logement au niveau régional, mais a recommandé des experts internationaux à travailler à l'INVU et a été promoteur d'accords d'assistance technique. Ce dernier point est également partagé par Weissmann lors de sa visite technique au Costa Rica en 1953, qui a été, possiblement, le produit de s'interaction avec Bartorelli au cours de la Commission *ad hoc* et qui montre le potentiel de ces espaces pour renforcer les relations entre les acteurs en dehors de leur domaine. L'analyse de ces cas a vérifié le potentiel des réseaux d'adhésion pour créer ou renforcer des relations, mais leur succès et leur durabilité vont au-delà du simple contact répété lors des événements internationaux.

5. Conclusion du chapitre.

Dans le cadre des programmes d'assistance technique motivés par le développement et la mondialisation solidaire, le Costa Rica a renforcé sa présence dans les réseaux internationaux d'urbanisme, processus qui a pris racine dans les années 1920. Contrairement à ces premières expériences, les institutions costaricaines ont favorisé, à partir de 1950, un meilleur suivi des recommandations des événements internationaux grâce aux caractéristiques des délégations. La CCSS et l'INVU ont envoyé des fonctionnaires dont la plupart avaient moins de 40 ans et occupaient les postes de direction politique et technique des institutions autonomes, facteurs qui leur ont permis d'entrelacer le programme politique du gouvernement du moment avec le discours architectural et urbain promu lors d'événements internationaux. Si un pourcentage important de ces délégations étaient composées d'hommes, les femmes y ont également joué un rôle important.

Au cours de la seule période étudiée, l'INVU a participé à environ 76 activités dont la plupart ont été organisées en Amérique latine, reflétant la politique de régionalisation promue par des organismes internationaux tels que l'OEA et les Nations Unies. C'est l'une des raisons qui expliquent le nombre réduit d'événements organisés en Europe, qui, avant 1950, avait été une référence importante pour la politique urbaine du Costa Rica. Il ne faut pas oublier que, dans des domaines tels que la formation professionnelle, les pays européens sont restés des destinations de prédilection pour les étudiants et les boursiers des programmes d'assistance technique.

Le cas étasunien nécessite d'une réflexion plus approfondie. Il est indéniable que sa politique étrangère et son pouvoir financier, où l'Alliance pour le progrès (ALPRO) a agi comme vecteur, ont eu un impact important sur les politiques urbaines latino-américaines. Cependant, cette généralisation a provoqué l'ignorance de certaines spécificités qui contribuent à nuancer son rôle géopolitique dans ce domaine. L'analyse des réseaux sociaux (ARS) a montré qu'au moins pour le cas du Costa Rica, le nombre d'experts américains affectés à l'INVU est resté similaire à celui d'experts d'autres nationalités. On a également pu identifier que le Point IV était l'une des sources d'assistance technique les plus importantes pour le Costa Rica, mais pas la seule, partageant sa prépondérance avec celles de l'ONU et de l'OEA, réduisant ainsi sa

dépendance vis-à-vis du *savoir-faire* étasunien. C'est là que l'institutionnalisation précoce du problème du logement au Costa Rica a également contribué, qui se distingue du cas guatémaltèque où le Point IV, par l'intermédiaire de l'ICIV, a agi comme un institut de logement *de facto* pendant plusieurs années et a été soumis, possiblement, à un seul flux d'instruments et de modèles. Pour se plonger dans le degré d'influence, il faut explorer les projets spécifiques, en particulier ceux qui ont généré un engagement financier, qui ont pu réduire la marge de manœuvre institutionnelle pour explorer d'autres instruments et modèles qui résoudraient les problèmes de logement et d'urbanisme. Pourtant, ces projets ont peut-être fait l'objet d'examens ou de rejets de la part des institutions, sauvegardant ainsi leur agentivité.

La question à laquelle ce chapitre a cherché à répondre était de savoir quels événements et acteurs étaient au cœur de la construction d'un programme régional de logement et d'urbanisme qui, après tout, a influencé les politiques de l'INVU. La méthodologie de l'ARS a été justifiée parce que celle-ci facilitait l'analyse de ce qui était fondamental pour Werner et Zimmermann dans un processus de circulation des savoirs: leur (de)construction dans les *espaces de liaison*. Grâce à la catégorie d'analyse de la *matrice de connaissances* et aux méthodes de conversion et direct des réseaux d'adhésion, on a réussi à identifier au moins trois entourages organisés de manière chronologique qui ont guidé le processus de circulation des savoirs. Il a été conclu que l'entourage constitué par les événements organisés dans les années 1950 était le plus important, grâce au rôle prépondérant des réunions techniques interaméricaines de 1956 et 1958 et de la réunion centraméricaine de 1957 où de nombreux acteurs ont coïncidé. Le reste des événements de la décennie a servi d'écho ou de support des ressources ou des « dispositifs de médiation » qui ont pris naissance lors de ces deux événements et qui ont en outre influencé les autres entourages.

Un deuxième entourage, composé des événements des années 1960, a été dirigé par la réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire de 1962 dont les « dispositifs de médiation » ont été réappropriés lors des réunions du sous-comité du logement de 1963 et 1965 et du séminaire sur la programmation du logement de 1963 au Mexique. Les événements organisés dans les pays scandinaves, d'autre part, ont eu un impact plus modéré sur l'agenda de l'entourage.

Enfin, un troisième entourage constitué par les événements liés à HABITAT a été identifié. Compte tenu de leur relation avec le premier entourage du réseau

d'entrelacements, il a été constaté que les « dispositifs de médiation » apparus dans HABITAT-I étaient loin d'être une nouveauté et pouvaient plutôt être des réinterprétations ou des mises à jour des instruments ou modèles connus depuis les années 1950. Un aspect pertinent lié à ce type d'événements est la localisation du relèvement générationnel qui a commencé avec la Conférence de 1979 parce que les acteurs, qui avaient historiquement participé au réseau d'affiliation, ont été entièrement renouvelés. Les dynamiques personnelles et professionnelles, comme le départ de plusieurs acteurs de l'INVU, et institutionnelles, avec l'émergence de nouvelles collectivités liées au problème du logement et de l'urbanisme, ont été des éléments qui ont joué un rôle important dans ce relais générationnel.

Grâce à la méthode directe ou « centre-périphérie » appliquée au réseau d'adhésion, on a réussi à constater que les événements et les acteurs considérés comme centraux ont eu le plus d'influence sur le processus de circulation des savoirs, ces acteurs ayant eu plus de chances de coordonner leurs actions grâce à leur assistance récurrente. On a pu aussi identifier qu'il existait des difficultés ou des obstacles causés, entre autres, par le départ d'acteurs pertinents du réseau d'affiliation, le peu de recours aux activités ou le relèvement générationnel mentionné ci-dessus. La coordination entre acteurs centraux et périphériques, lorsqu'ils ont coïncidé, a également été assez faible, ce qui a pu conduire à la création de frontières qui n'ont pas permis, entre autres, de mettre à jour les connaissances.

L'ARS a également révélé certaines de ses limites. La première concerne le corpus de sources, qui a sous-estimé le rôle de certains acteurs pertinents pour le Costa Rica dans le réseau d'adhésion, comme cela s'est produit avec Eduardo Jenkins Dobles. La deuxième limitation a été l'incapacité du réseau d'adhésion à expliquer seul la densité relationnelle entre les acteurs, car les événements internationaux ne font qu'assurer les possibilités de les créer ou suggèrent l'existence de ces relations. Il s'agit là d'une différence par rapport aux méthodes habituellement utilisées pour créer des réseaux à partir de témoignages ou d'enquêtes, où il existe une plus grande clarté sur l'importance ou la hiérarchie de certains liens entre les acteurs. Dans un réseau d'affiliation, le chercheur ne dispose que d'un guide qui lui permet d'identifier les relations possibles, qu'il doit confirmer ou invalider ensuite à partir de sources auxiliaires.

Cela a permis de déterminer que le réseau d'adhésion, du moins parmi les délégués costaricains les plus importants, n'a pas contribué à créer des relations, mais a contribué

à consolider des liens qui existaient à l'avance et à les revêtir des principes de la mondialisation solidaire. Ceci a été possible avec les cas analysés par la polyvalence et les réseaux égocentriques. Il a été constaté que les *espaces de liaison* qui ont donné la plus grande densité aux relations entre les acteurs étaient les missions d'assistance technique, les expériences personnelles en tant que boursiers et leur adhésion à d'autres associations nationales ou internationales. La rencontre constante des acteurs dans ces espaces a abouti à des relations d'amitié, comme celle observée entre Lander et Carazo et Solow avec Weissmann, Currie et Crane, ou d'intermédiation, comme le rôle de Solow dans le réseau égocentrique de Carazo. Ce sont des manifestations d'une confiance structurelle dans le tissu social du réseau, qui a certainement facilité la coordination de ses actions et la circulation des connaissances.

Le chapitre suivant poursuivra l'analyse de la circulation des connaissances au Costa Rica, à partir du suivi des recommandations et conclusions des événements qui faisaient partie du réseau d'entrelacements, qui a regroupé les entourages les plus importants pour l'INVU. C'est à travers eux que l'on pourra déterminer les caractéristiques finales de l'agenda régional sur le logement et l'urbanisme, dans lequel le Costa Rica a été inséré à partir de 1954, ce qui se fera à deux échelles : la région, à travers l'analyse des « dispositifs de médiation » qui ont été conçus lors des événements latino-américains et comment ceux-ci ont été appropriés dans la zone d'Amérique centrale dans le cadre du processus d'intégration économique régionale.

V. UN AGENDA DE PLANIFICATION URBAINE.

Ce chapitre vise à poursuivre l'analyse de l'interaction de l'INVU dans les activités internationales menées entre 1954 et 1980. Au chapitre 4, en utilisant comme méthode l'analyse des réseaux sociaux (ARS) et les catégories d'analyse des *espaces de liaison* et des *matrices de connaissances*, il a été possible de déterminer les acteurs et les événements qui ont été clés dans le processus de circulation des savoirs de l'urbanisme au Costa Rica. Leur interaction sur le réseau a permis de déduire l'existence de trois environnements techniques organisés de manière chronologique qui ont contribué à façonner un agenda territorialisé de l'urbanisme tant en Amérique latine qu'en Amérique centrale. Ce chapitre vise à identifier les connaissances qui ont circulé dans les entourages localisés dans le réseau d'entrelacements, qui les ont stimulées et quelles ont été les stratégies d'appropriation, de modification ou de rejet ainsi que les obstacles rencontrés par cette dynamique.

Jusqu'à présent, des contributions sommaires ont été apportées pour expliquer ce processus de territorialisation de l'agenda urbain. Le chapitre 1 a conclu que l'OEA et la CEPALC ont caractérisé l'Amérique latine comme une région à fort potentiel géostratégique et économique, ce qui ne serait possible qu'avec l'établissement de marchés régionaux. Pour favoriser l'esprit d'unité, divers symbolismes, discours et iconographies ont été mobilisés depuis le XIXe siècle pour le renforcer, mais les faiblesses structurelles de ces pays, concomitant à l'interventionnisme politique américain, ont maintenu l'Amérique latine comme une région fragmentée.

Par ailleurs, les résultats du chapitre 2 ont mis en évidence que les programmes d'assistance technique ont préservé les attitudes civilisationnelles et provoqué l'abandon violent des modes de vie traditionnels, au profit de ce qui a été considéré comme un « développement ». En outre, les organismes internationaux ont d'abord défini les priorités d'assistance technique et, à partir d'une offre préétablie, les pays ont fait leurs demandes avec l'aide des représentants de ces organismes. Bien que cette position ait varié dans les années 70, on a pu constater qu'au niveau centraméricain, les priorités étaient principalement concentrées dans des domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, tandis que d'autres, peut-être clés pour le progrès économique et social des

pays, étaient relativement négligées. Elle a été suivie, dans les années 80, par la crise économique et la décision de plusieurs programmes d'assistance technique, dont l'ONU et l'USAID, de réduire leur financement, dynamique qui a également affecté le Costa Rica.

Malgré leurs échecs, les programmes d'assistance et de coopération technique, motivés par le principe de la mondialisation solidaire, sont parvenus à créer des mécanismes d'engagement et de réciprocité entre les pays, tels que les réunions internationales et les réseaux qu'ils ont favorisés, associant des acteurs nationaux et internationaux, ainsi que des instruments et des modèles qui ont commencé à circuler dans la région, soutenus également par d'autres modalités d'assistance technique telles que les bourses, les missions d'experts et la diffusion de la littérature spécialisée.

Grâce à ces mécanismes, les programmes d'assistance technique ont-ils vraiment pu territorialiser un programme spécifique de logement et d'urbanisme en Amérique latine, dans lequel le Costa Rica a été inséré ? Dans ces termes, une unité régionale solidaire a-t-elle pu être concrétisée ? Cette catégorie est originaire de Fernand Braudel, qui l'a conçue comme les relations et les itinéraires créés par le mouvement des hommes⁵³⁰ et de la définition de territoire proposée par Marcel Roncayolo, qui est un espace socialement construit par des mécanismes de territorialisation, c'est-à-dire des pratiques et des croyances de nature sociale dans lesquels entrent des jeux dynamiques d'appropriation, de pouvoir et de représentation. Les individus et les groupes « apprennent » ou « résistent » à cette territorialité par la circulation des modèles et des normes et leur appropriation dans les milieux sociaux.⁵³¹

Le concept d'unité régionale solidaire tend à dialoguer avec le mode de fonctionnement du réseau d'entrelacement analysé au chapitre 4. Les entourages trouvés ont fonctionné comme des ressources sociales ou des « dispositifs de médiation » composés de règles, de procédures, d'instruments, d'institutions ou de médias qui sont devenus la matière première de l'agenda de l'urbanisme latino-américain. Les acteurs, par leur rôle d'intermédiaires, ont eu la capacité de franchir ces frontières et de promouvoir ces ressources au fil du temps. Son absence a produit, au contraire, l'encapsulation des savoirs devenant limitants. Je considère, suivant Roncayolo, les

⁵³⁰ Serge Gruzinski. « Les mondes mêlés de la Monarchie catholique et autres « connected histories » ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, 2001. pp. 85-117.

⁵³¹ Roncayolo, « Territoire », pp. 1- 34, 54.

réseaux et les événements internationaux comme des mécanismes d'apprentissage de cette territorialité à laquelle appartenait également le Costa Rica, qui dépendra essentiellement du suivi et du respect des recommandations et des résolutions qui y sont apparues.

Dans ce chapitre, les principales sources seront les rapports finaux et de rapporteurs des événements internationaux inclus dans le réseau d'entrelacements. Ceux-ci contiennent, outre les recommandations, le contexte, les débats, les discours des délégués les plus importants et, dans certains cas, les processus de vote qui ont eu lieu en séance plénière et qui ont abouti à la synthèse des recommandations. Il faut signaler certaines limites de la source : ces rapports, en particulier les sections qui ont récupéré les débats (rapports de rapporteurs) ont souvent quelques biais créés par les rapporteurs, car ils ne sont que des récapitulatifs du processus de discussion. Ainsi, dans certains cas, les noms des intervenants sont omis, les points de vue divergents ne sont pas inclus (à moins que les délégués ne demandent que leur position « figure dans le compte rendu ») provoquant, en conséquence, un sentiment erroné de consensus ou d'homogénéité des opinions. En outre, les détails des recommandations finales peuvent être omis. Pour compenser ces biais, cette source sera complétée par les exposés ou études techniques présentés lors de ces congrès ainsi que par des articles de presse.

Le présent chapitre se concentrera sur l'analyse des discours et recommandations qui ont structuré les priorités de l'agenda au niveau latino-américain, en tenant compte de la situation centrale et périphérique des événements du réseau d'entrelacements. Dans le chapitre 6 j'explorerai les mécanismes utilisés par les acteurs centraméricains pour mettre en œuvre et adapter l'agenda régional aux besoins des pays de l'isthme, auquel répondront les politiques costaricaines de logement social et d'urbanisme. À la fin du chapitre 6 une conceptualisation et une délimitation temporelle des entourages techniques du réseau sera proposé.

L'analyse des réseaux sociaux a permis de déterminer l'existence de six entourages techniques, dont trois étaient prépondérants pour le réseau d'entrelacements. Le Tableau V.1 les classe en fonction de leur environnement et de leur état de centralité ou de périphérie, sur la base de l'Image IV.4 du chapitre précédent.

Tableau V.1 Événements du réseau d'entrelacements, selon leur entourage, leur type et leur portée.			
Entourage	Nom d'évènement	Type	Portée
Entourage 1	Commission <i>ad-hoc</i> pour l'étude des problèmes de logement social, 1953	Central	A. latine
	Première réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification, 1956	Central	A. latine
	Deuxième réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification, 1958	Central	A. latine
	Séminaire sur le financement du logement et des services publics en Amérique latine, 1959	Périphérique	A. latine
	Réunion sur les problèmes de logement, les industries du bâtiment et des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama, 1957	Central	A. centrale
	Première réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale	Central	A. centrale
Entourage 2	Séminaire latino-américain sur les statistiques et les programmes sur le logement, 1962	Périphérique	A. latine
	Séminaire sur la programmation du logement, 1963	Périphérique	A. latine
	Visite technique et séminaire sur l'organisation et les fonctions des agences nationales chargées de la mise en œuvre des programmes de logement, 1964	Périphérique	A. latine
	Réunion du Groupe de travail sur la coordination modulaire du logement en Amérique centrale, 1962	Central	A. centrale
	Deuxième réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale, 1963	Central	A. centrale
	Troisième réunion du Sous-comité du logement, du bâtiment et de la planification d'Isthme en Amérique centrale, 1965	Central	A. centrale
Entourage 3	Conférence préparatoire régionale pour l'Amérique latine sur les établissements humains, 1975	Périphérique	A. latine
	HABITAT-I. Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, 1976	Périphérique	Mondial

Source : Image IV.4.

Selon Bidart, Degenne et Grossetti lorsque les relations des acteurs qui se concentrent sur un entourage unique ont tendance à être plus interconnectées, il est répertorié comme un processus d'encastrement. Considérant à tout moment l'INVU, on observe que le comportement de ses délégués dans l'Entourage 1 était interdépendant, la plupart des événements étant centraux. Dans ces *espaces de liaison*, les acteurs ont agi de

manière plus coordonnée parce qu'ils ont pu former un « système de connaissance » plus homogène, qui s'est enrichi grâce à la polyvalence et à la spécialisation que d'autres espaces de liaison alternatifs ont accordées aux relations de plusieurs acteurs centraux pour le Costa Rica.⁵³²

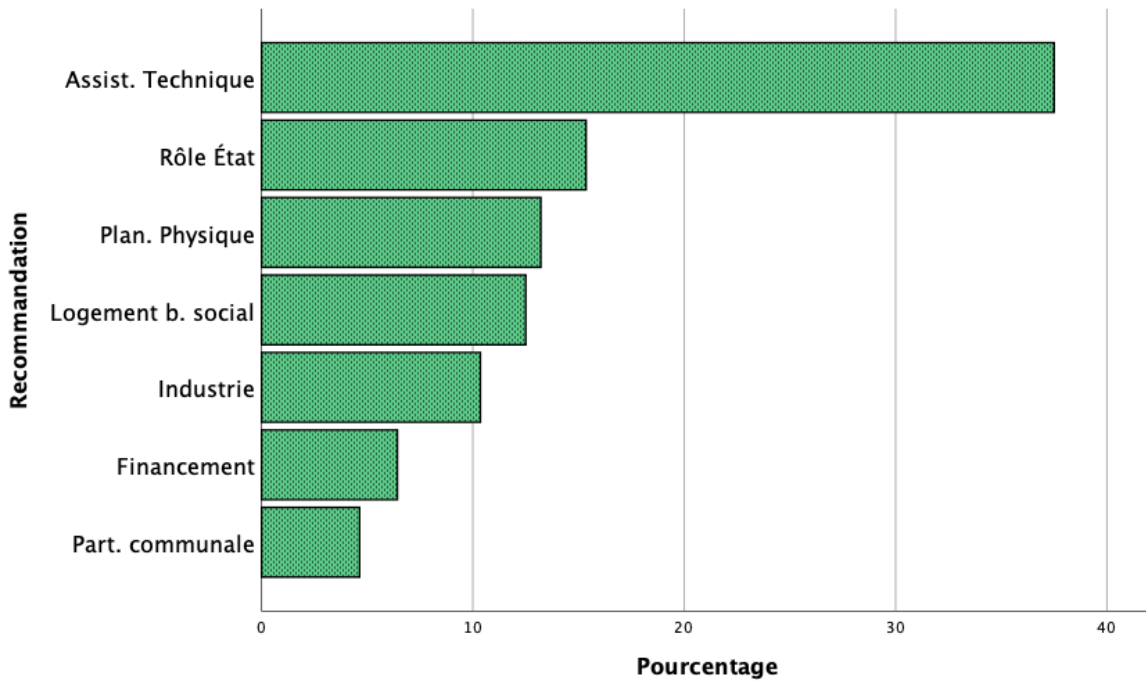
Au fur et à mesure que nous nous déplaçons vers les Entourages 2 et 3, le comportement varie. Un facteur contribuant à cette dynamique a été l'univers des sources et leurs limites. Mais, compte tenu des informations disponibles, on peut déduire une période de transition au cours de laquelle l'INVU et ses délégués ont diversifié leurs *espaces de liaison* et ont ainsi lancé un processus de « découplage » du réseau. La recherche d'un agenda spécifique pour l'Amérique centrale a donc contribué à ce comportement dans le Tableau V.1. Les événements de l'isthme ont commencé à être plus pertinents que ceux ayant une portée plus régionale, lesquels ont été situés dans des positions périphériques.⁵³³

Le « découplage », qui débute dans les années 1960, s'est renforcé au cours de la décennie suivante, grâce à un plus grand nombre d'activités techniques, convoquées par des organismes ou associations alternatifs qui ont modifié la structure des relations. En outre, il convient de souligner qu'il existe des processus internes qui ont accéléré ce processus, comme le départ de certains acteurs importants pour l'INVU. L'un d'eux, Eladio Jara, était lié dans toutes les activités préparatoires à HABITAT-I depuis 1975, mais après HABITAT-I il a été remplacé comme directeur par le Conseil d'administration de l'INVU. Au lieu de cela, l'architecte Warnes Sequeira Ramirez, jusqu'alors chef du Département d'urbanisme, a pris ses fonctions, puisqu'il avait pris ses fonctions en 1974 pour le transfert d'Eduardo Jenkins à l'IFAM. Cette série de mouvements institutionnels a augmenté le rythme de découplage de l'INVU du réseau d'entrelacements, se consolidant dans les années 80 avec le relais générationnel identifié ci-dessus. Ces processus d'encastrement et découplage réseau témoigneront de l'évolution historique des priorités et de la territorialisation de l'ordre du jour.

⁵³² Bidart, Degenne y Grossetti, *La vie en réseau*, pp. 41, 61, 80-83: Grossetti. « Reflexiones en torno... », pp. 99-101.

⁵³³ La convocation de Conférences centraméricaines permanentes sur le logement et le développement urbain (COPVIDU) témoigne de l'intérêt de construire son propre programme, dont le premier événement a eu lieu en 1972.

Graphique V.1. Amérique latine. Fréquence des champs prioritaires recommandés lors des événements du réseau d'entrelacement, en pourcentages (1953-1976).



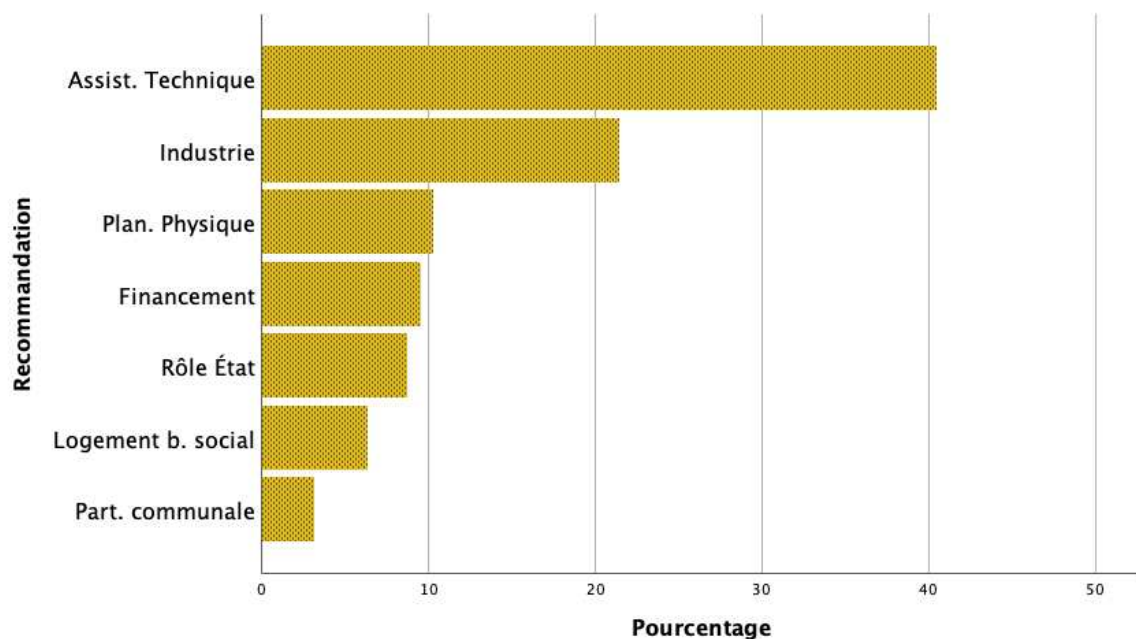
Source : Tableau A.5.

Comme le montre le graphique ci-dessus, la priorité régionale a été de garantir l'accès à une assistance et à une coopération techniques soutenues (37,5%), afin de maintenir les institutions latino-américaines naissantes dans le domaine du logement social et de l'urbanisme. Cette assistance technique, prétendument temporaire, explique en partie pourquoi la deuxième priorité a été de renforcer le rôle de l'État et des autorités locales (15,4%), ainsi que leurs ressources et instruments de planification physique (13,2%) et du logement social (12,5%) qui se sont placés respectivement en troisième et quatrième position. En se considérant ensemble (25,7%), on dénote un sentiment d'urgence chez les acteurs pour homogénéiser leurs méthodes de travail.

La cinquième priorité, qui s'inscrit dans le cadre des efforts d'intégration économique régionale essentiellement promus par la CEPALC, était l'industrie de la construction et tous les facteurs impliqués dans sa spécialisation, de la main d'œuvre à la standardisation et à la normalisation des matériaux et systèmes de construction (10,4%). Enfin, les stratégies de financement (6,4%) et de participation populaire (4,6%) se sont placées en sixième et dernière position.

Les Graphiques V.2 et V.3 illustrent les continuités et les changements dans les priorités du réseau d'entrelacements. D'une part, on observe que le seul domaine qui est resté inchangé a été l'assistance et la coopération techniques internationales, qui ont accumulé le plus grand nombre de recommandations lors des événements centraux (40,5%) et périphériques (35%). En revanche, la priorité d'une mutation radicale a été le rôle de l'industrie, qui représentait 21,4% des recommandations lors des événements centraux, tandis que dans les périphériques son poids n'était que de 1,3%, un comportement partagé également par les personnes liées au financement qui ont réduit leur présence à seulement 4% dans les événements périphériques, alors qu'ils représentaient à l'origine 9,5 % du total des recommandations centrales.

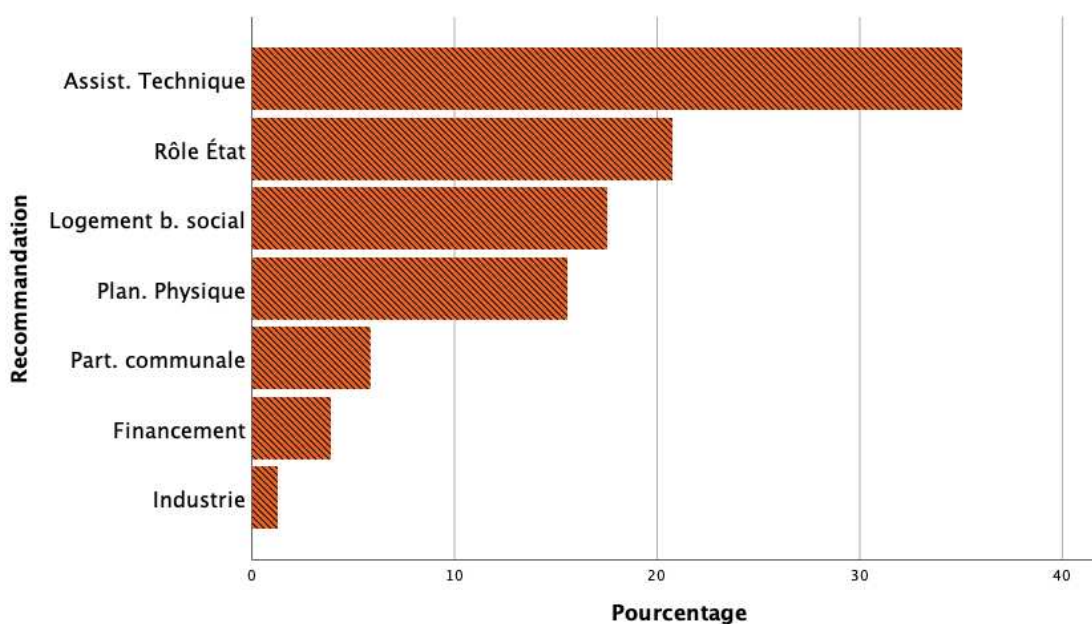
Graphique V.2. Amérique latine. Fréquence des recommandations des événements centraux du réseau d'entrelacements, en pourcentages. (1953-1976).



Source : Tableau A.5.

On trouve d'autres variations dans les recommandations sur le rôle de l'État (environ 12,1%) ; dans les événements périphériques, les domaines du logement et de la protection sociale ont représenté 17,5% dans les événements périphériques contre 6,3% dans les événements centraux et les stratégies de participation populaire ont doublé (5,8%).

Graphique V.3. Amérique latine. Fréquence des recommandations des événements périphériques du réseau d'entrelacements, en pourcentages. (1953-1976).



Source : Tableau A.5.

L'analyse qui sera présentée dans les pages suivantes prendra comme point de départ les recommandations des événements centraux et périphériques du réseau d'entrelacements, afin de révéler le changement historique dans les matrices de connaissances. Celles-ci ont été organisées en quatre priorités, celles d'assistance technique, la relation entre le logement et l'industrie, le rôle de l'État et l'initiative privée et les instruments de planification urbaine.

1. L'orientation de l'assistance technique.

Les recommandations associées à l'assistance et à la coopération techniques internationales étaient les plus importantes lors des événements centraux et périphériques. Un contexte fondamental a été la tenue des congrès panaméricains d'architecture avant 1950, parmi lesquels le Congrès panaméricain du logement populaire de 1939, qui a été une étape importante car, selon Solow, est celui qui a le plus soutenu la création d'une conscience régionale sur le problème du logement économique et social. Pour l'architecte

suisse, qu'il y ait en 1956 diverses institutions nationales de logement réalisant des recherches et des projets, formant son personnel et coopérant entre eux avec l'aide de l'assistance technique, c'était la preuve la plus claire de l'existence de cette conscience collective.⁵³⁴

Le panaméricanisme a constamment appelé à la création d'un centre régional qui suivrait la politique du logement, demande qui s'est finalement concrétisée en 1951, année de l'ouverture de la CINVA sur le campus de l'UNAL (Image V.1). A cet égard, la Conférence de Caracas et la Commission *ad hoc*, toutes deux de 1953, ont émis plusieurs recommandations visant à améliorer les programmes d'assistance technique de la Division du logement et de la planification de l'UnP et ceux du CINVA, qui ont finalement été concrétisés dans la résolution XXXV publiée par la Xe Conférence interaméricaine de Caracas en mars 1954.⁵³⁵

L'une des caractéristiques des événements centraux a donc été de consolider le rôle du CINVA en tant qu'institut de liaison et d'assistance technique régionale le plus important d'Amérique latine. Lors des réunions techniques interaméricaines de logement et de planification de 1956 et 1958, un ensemble de recommandations a renforcé les programmes d'échange et de formation du personnel technique, la recherche et la diffusion du CINVA et a invité les gouvernements à créer, dans leurs universités, des cours de logement et d'urbanisme sur le modèle de ceux du centre régional. Les délégués de la Réunion Technique 1956 ont en outre élevé le CINVA au statut de programme permanent d'assistance technique de l'OEA.⁵³⁶

Cela a probablement répondu à l'intention du CIES de différencier son programme d'assistance technique des autres programmes en cours d'exécution en Amérique latine. Au cours de la même période, le programme de logement du Point IV fondé par Crane a commencé ses activités en 1950, mais il s'agissait d'un programme à

⁵³⁴ Anatole A. Solow. « Exposición del representante del Secretario General de la Organización de los Estados Americanos, Sr. Anatole A. Solow, en la Segunda Sesión Plenaria. 28 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría...*, pp. 95-96.

⁵³⁵ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 119-120.

⁵³⁶ Pour la réunion technique de 1956, les recommandations qui ont porté sur ces points étaient les X, XI et XIV, tandis que les recommandations de la réunion technique de 1958 étaient les XII, XVII, XXVI, XXVII et XXIX. Au point a) de la recommandation XIV, il a été accepté de changer le nom du CINVA, rebaptisé pour la première fois Centre interaméricain de logement et de planification. OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 33-34. Le CINVA a également été chargé de collaborer aux recensements de 1960 prévus pour la région latino-américaine. OEA-CIES. *Informe final. Segunda Reunión Técnica Interamericana en Vivienda y Planeamiento. Huampaní, Perú. 18 al 26 de noviembre de 1958.* (Washington D.C.: Unión Panamericana, 1959), pp. 24-25, 29-31, 38-41, 43-44.

financement limité.⁵³⁷ Quatre ans plus tôt, l'ONU avait mis en place son programme de diffusion et d'assistance technique dans la Section du logement et de la planification urbaine et de la campagne (UN-HTCP) dirigée par Weissmann, mais dans les années 1950, cet organisme n'avait pas encore de centre spécialisé.⁵³⁸

Image V.1. Bogotá. Anatole Solow devant le CINVA. Novembre 1951.



Photographie : Leonard J. Currie, 1951. Source : University Libraries, Virginia Tech, Blacksburg, Virginia. Consulté le 29 avril 2021. URL : https://library.artstor.org/asset/SS37059_37059_41064012.

Il faut garder à l'esprit que l'ONU a exclu en 1948 l'UNESCO comme organe qui remplissait ces fonctions. L'OEA s'est donc trouvée dans une position d'avantage par

⁵³⁷ Dans le budget adopté par le Congrès en 1949, le programme de logement du Point IV n'a reçu que US\$600.000 dollars, soit 70 % du montant initialement demandé par Crane. En revanche, des secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation ont reçu des montants de US\$12,7, US\$17 et US\$6 millions. Renner, « Housing Diplomacy... », pp. 38-39, 43-44.

⁵³⁸ Le Bulletin sur le logement et l'urbanisme et la campagne, édité par Weissmann, a été l'un des moyens de diffusion les plus importants pour l'Amérique latine. Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 89. En janvier 1964, le Comité du logement, de la construction et de la planification a recommandé la création d'un centre coordonné par le Secrétariat des Nations Unies, demande qui a été approuvée lors de la 37^a session de l'ECOSOC. Department of State. U.S. Participation in the UN. *Report by the President to the Congress for the Year 1964*. International Organization and Conference Series 67. (Washington D.C.: Department of State, 1966) pp. 148-149. Department of State. *U.S. Participation in the UN. Report by the President to the Congress for the Year 1964*. International Organization and Conference Series 67. (Washington D.C.: Department of State, 1966) pp. 148-149.

rapport à ces programmes d'assistance technique et a pu fonder le CINVA en tant que projet 22 d'assistance technique.⁵³⁹ Un aspect important de ce centre régional a été sa capacité à articuler la coopération de ces programmes d'assistance technique.⁵⁴⁰ Ernest Weissmann, à cet égard, a déclaré que :

« Il existe, Monsieur le Président, de nombreux cas où la coopération et l'action conjointes du Secrétariat des Nations Unies et de l'Union panaméricaine ont pu apporter des contributions importantes à la résolution de certains problèmes des pays d'Amérique latine. Le Centre interaméricain du logement (CINVA), aujourd'hui solidement créé, et la récente Mission d'experts sur les programmes de financement du logement et d'amélioration des communautés, présentent des exemples particuliers de notre coopération. Les Nations Unies continueront, dans le cadre de leurs ressources, à coopérer avec le Centre interaméricain du logement (CINVA), car il s'agit à notre avis du centre pilote, essentiel au développement de centres régionaux et nationaux similaires dans tout autre pays. »⁵⁴¹

Reconnaissant le caractère pionnier du CINVA en tant que seule institution régionale consacrée à l'analyse de la problématique du logement et de l'urbanisme, l'ONU a collaboré de très près avec l'OEA à la mise en place des laboratoires, aux cours et à l'affectation de quelques experts à l'institut régional naissant, à savoir Howard Fischer et Robert Davison (Image V.2).⁵⁴² En jetant notre regard sur les événements

⁵³⁹ Il est à noter que l'effort visant à renforcer le travail du CINVA lors de la réunion technique de 1956 a été contredit par les mêmes délégations par la résolution XXV, qui recommandait la création du programme 23 d'assistance technique. Cette initiative a pris ses origines au début des années 1950, mais ce n'est qu'en 1959 qu'une mission conjointe entre l'ONU et l'OEA a constaté que le CINVA avait du mal à mettre en place un cours d'enseignement formel sur l'urbanisme. À la suite de ce rapport, l'OEA a créé en 1960 le Programme interaméricain de planification urbaine régionale (PIAPUR), basé à l'Université nationale d'ingénierie du Pérou (UNI), dont les cours ont été élaborés en collaboration avec l'Université de Yale. Ramos, « Planeamiento regional y formación... », pp. 10-11. Rivera Páez, « El CINVA: un modelo... », p. 74.

⁵⁴⁰ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 34; OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, p. 48. Bien qu'il n'ait pas été fait mention du Point IV dans les résolutions, son fondateur, Jacob Crane, avait des excellentes relations avec Weissmann, Violich et Solow, ce qui a facilité le travail coordonné. Renner. « Housing Diplomacy... », pp. 37, 50.

⁵⁴¹ « Existen, señor Presidente, muchos casos en los cuales la cooperación y acción conjunta del Secretariado de las Naciones Unidas y la Unión Panamericana, ha podido dar importantes contribuciones a la solución de algunos de los problemas de los países latinoamericanos. El Centro Interamericano de Vivienda (CINVA), ahora sólidamente establecido, y la reciente Misión de Expertos en los Programas para la Financiación de la Vivienda y el Mejoramiento de las Comunidades, presentan ejemplos especiales de nuestra cooperación. Las Naciones Unidas continuarán, dentro de sus recursos, cooperando con el Centro Interamericano de Vivienda (CINVA), ya que en nuestra opinión es el centro piloto, esencial para el desarrollo de centros regionales y nacionales similares en cualquier otro país.» Ernest Weissmann. « Exposición del observador de las Naciones Unidas, Sr. Ernest Weissmann, durante la segunda sesión plenaria. 28 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 94-95. Traduction libre. Je souligne.

⁵⁴² AGUNAL, Fond CINVA, 458 – Correspondence, Julio Carrizosa Valenzuela. « Misión de técnicos de las Naciones Unidas y equipo requerido para laboratorio de ensayo y experimentación de materiales de construcción », novembre 26 1952, fs. 24-26; Gilberto Arango Londoño. « Solicitud de Asistencia Técnica para el Centro Interamericano de Vivienda », décembre 1 de 1952, f. 22.

périphériques, on parvient à observer plusieurs changements dans l'approche et la nature de l'assistance et de la coopération technique.

Image V.2. Bogotá. Laboratoire des matériaux de construction du CINVA. 1952.



Photographie : Howard Fischer. Source : University Libraries, Virginia Tech, Blacksburg, Virginia. Consulté le 29 avril 2021. URL : https://library.artstor.org/asset/SS37059_37059_41064170.

En premier lieu, on a pu constater qu'au moins trois événements périphériques ont poursuivi l'agenda lancé par les événements centraux, à savoir le Séminaire sur le financement du logement de 1959, le Séminaire latino-américain sur les statistiques et les programmes de logement de 1962 et le Séminaire sur la programmation du logement de 1963. Ces activités ont concentré leurs recommandations sur l'établissement des programmes du CINVA, sur l'amélioration des instruments de planification économique et de l'accès aux sources de financement, sur l'encouragement de l'échange et de la formation de statisticiens et sur la création de politiques de logement « uniformes ». Ces activités ont justifié leurs recommandations en se fondant, entre autres, sur des notions

de développement du logement, la nécessité de saisir les économies des familles latino-américaines et d'établir des normes uniformes dans le cadre de la politique régionale.⁵⁴³

Toutefois, la Conférence régionale préparatoire pour l'Amérique latine sur les établissements humains de 1975⁵⁴⁴ et HABITAT-I ont radicalement modifié leur approche, adoptant une position « révisionniste » conforme aux principes du « Nouveau Ordre économique mondial »⁵⁴⁵. La recommandation 21 de la Déclaration de Caracas était plus que ferme⁵⁴⁶ et deux délégués qui n'ont pu être identifiés par omission de la source ont synthétisé son ton de cette manière :

« Les trente dernières années nous ont appris que la croissance économique ne produit pas nécessairement un développement économique et social. Il faut donc redéfinir les modalités de croissance, en les harmonisant avec les objectifs socio-économiques et environnementaux en fonction de trois aspects principaux : l'identification et l'étude des besoins de l'homme, l'identification et l'utilisation des ressources, et la détermination des écotechniques... l'objectif du développement doit se recentrer sur la réalisation pour chacun des habitants de satisfaire socialement et équitablement leurs besoins matériels et spirituels. »⁵⁴⁷

⁵⁴³ AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 212, César Garcés Vernaza. *Informe del Seminario sobre Financiamiento de la Vivienda y Servicios Públicos en América Latina*. (Bogotá, CINVA: Servicio de Intercambio Científico y Documentación, 1959), pp. 1 y 2, 15, 19-20; DNCEPALC, E/CN.12/647/Rev.1, febrero de 1963. ONU. *Informe del Seminario Latinoamericano sobre estadísticas y programas de vivienda. Copenhague, Dinamarca 2 al 15 de septiembre de 1962*. (Nueva York: Naciones Unidas, 1963), pp. 12-16, 82. Consulté le 15 février 2021. URL: <https://goo.gl/Abghzw>; DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/28, 30 de noviembre de 1965. ECOSOC. « Informe del seminario sobre programación de vivienda (México D.F., 2 de diciembre de 1963) », pp. 5-9. Consulté le 14 février 2021. URL: <https://goo.gl/ayqkg5>.

⁵⁴⁴ « Conferencia Hábitat 1975 ».

⁵⁴⁵ Il convient de noter que la première réunion du Comité du logement, de la construction et de la planification de l'ECOSOC de 1963 était une première tentative de nuancer les notions de développement des politiques de logement et d'urbanisme. Bien que dans l'analyse du réseau d'entrelacements cet événement ait été séparé du corps principal du réseau, il faut souligner la proposition de définition de « établissement » faite par la délégation grecque, qui a été constituée dans les termes suivants: « ... 2) convient que le terme établissement connote l'environnement physique comme base d'une croissance économique équilibrée et d'un progrès économique, social, politique, administratif, technique et culturel équilibré. » Cette proposition a été rejetée par le comité par 7 voix contre 1 et 6 abstentions. BNNU, E/3719/Rev.1., ECOSOC. *Committee on Housing, Building and Planning. Report of the First Session (21 January – 1 February 1963)*. Official Records: Thirty-Six Session Supplement N° 13. (New York: United Nations, 1963), p. 4. Consulté le 14 mars 2021. URL: https://digitallibrary.un.org/record/828478/files/E_3719_Rev-1%26E_C-6_9_Rev-1-EN.pdf

⁵⁴⁶ DNCEPALC, ST/CEPAL/Conf. 55/L.5/Rev.1, 21 de agosto de 1975, CEPAL. « Conferencia regional preparatoria para la América Latina sobre los asentamientos humanos. Caracas, 30 de junio al 4 de julio de 1975. Informe del relator », p. 26. Consulté le 15 mars 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/21933/S7500356_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y

⁵⁴⁷ « Los últimos treinta años nos han enseñado que el crecimiento económico no produce, necesariamente, un desarrollo económico y social. Se precisa, por lo tanto, redefinir las modalidades de crecimiento, armonizándolas con los objetivos socioeconómicos y del medio ambiente en función de tres aspectos principales: la identificación y el estudio de las necesidades del hombre, la identificación y utilización de los recursos, y la determinación de ecotécnicas... el objetivo del desarrollo debe volver a centrarse en lograr que todos y cada uno de los habitantes pueda satisfacer, en forma socialmente justa, sus necesidades materiales y espirituales. » CEPAL, « Conferencia regional preparatoria... », pp. 8-9. Traduction libre.

Conjugué à ces perspectives, HABITAT-I a reconnu que les progrès technologiques et la science n'étaient pas synonymes de progrès.⁵⁴⁸ Cela signifiait une rupture avec l'idéologie du Point IV de Truman, dont nous nous souvenons qu'elle était essentielle dans la structure et le fonctionnement des programmes d'assistance technique modernes.⁵⁴⁹ Suivant ces points de vue lors des deux conférences, il a été conclu que tout projet d'assistance et de coopération technique devait compléter l'action nationale; qu'il fallait adopter une approche régionale et laisser place aux initiatives émergeant des propres pays « en développement et du tiers monde », des orientations que le PNUD pratiquait déjà depuis le début des années 1970.⁵⁵⁰ Les modalités, ce faisant, n'ont présenté aucun changement puisque les programmes de formation, les conseils techniques directs, la recherche et leur diffusion, la convocation à des réunions techniques et, enfin, le respect de la souveraineté de chacun des pays par les programmes de financement international ont continué à être recommandés.⁵⁵¹

L'héritage le plus important dans ce domaine a été la création du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (UN-HABITAT) en 1978 à Nairobi, au Kenya, et qui a divisé son action en six priorités: politique et stratégie des colonies, planification des colonies, institutions et gérance, logement, infrastructures et services, terres et, enfin, participation du public.⁵⁵² Cela a été l'aboutissement d'un processus entamé dans les années 1960, car dans le cadre de l'ALPRO, le CINVA a été affaibli et a fermé ses portes en 1972, ce qui s'est traduit par un transfert de leadership régional de l'OEA à l'ONU et à la CEPALC.⁵⁵³ Cette dernière a renforcé sa position grâce au fonctionnement de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES) en 1962 et à sa collaboration étroite avec UN-HABITAT, à partir de 1978.⁵⁵⁴ Il

⁵⁴⁸ United Nations. *Report of Habitat: United Nations Conference on Human Settlements. Vancouver, 31 May – 11 June 1976.* (New York: United Nations, 1976), p. 127. Consulté le 15 mars 2021. URL: <https://habitat.scarp.ubc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Report-of-Habitat-UN-1976.pdf>; Michael Cohen. « From Habitat II to Pachamama: a growing agenda and diminishing expectations for Habitat III. » *Environment & Urbanization*, (2015), p. 4.

⁵⁴⁹ DNCEPALC, CEPAL/MEX/AH/83, 29 de diciembre de 1981. Sergio Soza. *Un marco metodológico para la planificación de los asentamientos humanos en América Latina.* (México: CEPAL – Centro de las Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos (HABITAT), 1981), pp. ix-xii. Consulté le 16 mars 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/26455/S8100502_es.pdf

⁵⁵⁰ United Nations. *Report of Habitat*, p. 129; CEPAL, « Conferencia regional preparatoria... », pp. 9-10, 18.

⁵⁵¹ CEPAL, « Conferencia regional preparatoria... », pp. 26-27; United Nations. *Report of Habitat...*, pp. 94-100.

⁵⁵² United Nations. *Report of Habitat*, pp. 94-100; ECOSOC. *Committee on Housing...*, pp. 8, 22.

⁵⁵³ Rivera Páez, « El CINVA: un modelo... », pp. 6, 129, 139-155.

⁵⁵⁴ Ramos Cebreros de Montezuma. « Planeamiento regional... », pp. 134-135.

faut souligner que tous ces changements contribuent à contextualiser le relais générationnel détecté dans l'analyse des réseaux.

En comparaison, les événements centraux et périphériques ont convenu que l'une des plus grandes priorités de la région latino-américaine était d'obtenir à la fois les ressources humaines, techniques et financières que les programmes d'assistance et de coopération technique internationale pouvaient leur accorder. Les modalités de cette assistance technique n'ont pas varié ; cependant, leur approche a connu des mutations substantielles en raison de l'influence des idées du « Nouveau Ordre économique international » qui ont encouragé un type d'assistance technique respectueuse de la souveraineté des pays, plus intégral au niveau socio-économique et ayant un impact positif sur la protection de l'environnement. L'une des priorités sur lesquelles cette perspective révisionniste a eu un impact considérable était la nécessité de lier la production de logements au développement industriel latino-américain, un processus que j'expliquerai ci-dessous.

2. La relation entre le logement et l'industrie.

C'est certainement dans ce domaine que le changement le plus radical a été apporté entre l'ensemble des priorités régionales. Mais à quoi cela était-il dû? Avant de répondre à cette question, il faut remonter un peu dans le temps, car les initiatives d'industrialisation du logement étaient loin d'être nouvelles dans les années 1950. En Europe, les CIAM ont promu à partir de 1930 la construction planifiée, standardisée et industrialisée du logement⁵⁵⁵ parallèlement aux congrès panaméricains d'architecture depuis les années 1920, et ils ont recommandé à plusieurs reprises aux délégations d'utiliser les matériaux de construction locaux dans leur pays et de promouvoir leur industrie, mais c'est dans leur septième édition à La Havane convoquée en 1950 que l'utilisation explicite du béton renforcé et de l'industrie a été recommandée pour réduire les coûts de construction.⁵⁵⁶ Cet intérêt s'explique par le fait que les systèmes constructifs

⁵⁵⁵ Le Corbusier, *Urbanisme*, pp. 36-37, 67-69; Eric Mumford. *Designing the Modern City. Urbanism since 1850*. (New Haven & London: Yale University Press, 2018), pp. 160-163.

⁵⁵⁶ Gutiérrez, Tartarini y Stagno, *Congresos Panamericanos*, pp. 48, 53, 57, 60, 73-74.

utilisés dans la région et en particulier dans les zones rurales étaient « primitifs ». ⁵⁵⁷ Répondre à cette série d'antécédents et à la dynamique de l'industrialisation de substitution en vogue en Amérique latine ⁵⁵⁸, Solow a invité les pays membres de l'OEA à encourager leurs instituts nationaux de logement à mettre en place des cimenteries et à normaliser l'industrie des matériaux locaux, afin de réduire les coûts de construction. ⁵⁵⁹

Lors de la réunion technique de 1956, Solow et Weissmann se sont dit préoccupés par le coût élevé du logement qui, selon eux, résultait de l'absence de statistiques et du faible développement industriel qui empêchait la production de masse des logements. ⁵⁶⁰

Weissmann, à cet égard, a déclaré que :

« Afin de réduire le coût du logement urbain et d'en améliorer la qualité, à l'intérieur et à proximité de grandes agglomérations urbaines où se présentent généralement un déficit important de logements, il est nécessaire de créer des logements productifs et d'établir des industries de matériaux de construction, à une échelle suffisante pour pouvoir satisfaire le volume de constructions requises, à un prix raisonnable... L'objectif reconnu du développement des ressources est d'améliorer le niveau de vie de l'homme. En même temps, l'expérience nous montre que le progrès social n'est pas une conséquence du développement économique... » ⁵⁶¹

Par ces derniers mots, Weissmann a avancé de près de vingt ans sur ce que ces deux membres anonymes de la Conférence Habitat 1975 avaient reconnu comme l'une des grandes faiblesses du développement et sur les critiques qui, dans le même contexte, ont fait des intellectuels comme Celso Furtado, Osvaldo Sunkel, Pedro Paz à ce modèle. ⁵⁶² D'accord avec Weissmann, Washington Bermudez, alors président du CIES,

⁵⁵⁷ Solow, *El problema de la vivienda económica*, p. 72; OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 2.

⁵⁵⁸ Bulmer-Thomas. *La historia económica...*, pp. 230, 262-263.

⁵⁵⁹ CCSS. *Memoria anual 1953*, pp. 361 y 364. Anatole Solow a souligné que toute norme minimale de logement devait être « suffisamment souple pour s'adapter aux conditions géographiques, climatiques et sociales de la région ou du lieu ». Anatole A. Solow. *El problema de la vivienda económica en la América Latina. Informe preparado por el Secretariado Técnico para el uso de los miembros de la Comisión Ad-hoc.* (Washington D.C.: Unión Panamericana, 1953), pp. 18-19.

⁵⁶⁰ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 3.

⁵⁶¹ « A fin de reducir el costo de la vivienda urbana y de mejorar su calidad, dentro y en los alrededores de grandes aglomeraciones urbanas en las cuales por lo general se presenta un gran déficit de viviendas, se hace necesaria la vivienda productiva y el establecimiento de industrias de materiales de construcción, en escala suficiente para poder satisfacer el volumen de construcciones requeridas, a un precio razonable... El propósito reconocido del desarrollo de recursos es el de mejorar el nivel de vida del hombre. Al mismo tiempo, la experiencia nos muestra que el progreso social no es una consecuencia del desarrollo económico... » Weissmann. « Exposición del observador... », pp. 91-92. Traduction libre. Je souligne.

⁵⁶² Celso Furtado. *Economic Development in Latin America. Historical background and contemporary problems.* Trad. Suzette Macedo. (Cambridge: Cambridge University Press, 1976), pp. 296-298; Sunkel y Paz, *El subdesarrollo*, p. 34-35.

a en outre souligné que l'action coordonnée des pays d'Amérique latine à travers les marchés régionaux des matériaux de construction se traduirait par une baisse significative du coût du logement.⁵⁶³

Suivant cette ligne discursive, une bonne partie des recommandations des événements centraux latino-américains visaient à renforcer l'activité industrielle du logement. La Commission *ad hoc* de 1953, dans sa déclaration de principes, a indiqué que la normalisation « des matériaux, techniques et designs, avec l'attention nécessaire aux traditions et coutumes de la vie locale, doit contribuer à la fourniture de logements d'intérêt social »⁵⁶⁴. La réunion technique de 1956 a suivi ces observations et a incité les pays à déterminer la population économiquement active dans le secteur industriel des matériaux de construction et à promouvoir la préfabrication du logement, en donnant la priorité aux matériaux locaux.⁵⁶⁵

Cet événement a introduit la notion que l'une des voies possibles pour atteindre la formation des marchés régionaux, était par la normalisation et la coordination modulaire des conceptions des matériaux de construction⁵⁶⁶. En revanche, la réunion technique de 1958 a été plus catégorique en recommandant que les pays renforcent leurs instituts de normalisation, élaborent des normes basées sur le système métrique décimal et échangent leurs expériences nationales par l'intermédiaire du Comité panaméricain des normes techniques.⁵⁶⁷ Ainsi, en 1958, les événements centraux latino-américains ont défini un

⁵⁶³ Washington Bermúdez. « Palabras pronunciadas por el presidente del Consejo Interamericano Económico y Social, en la sesión de clausura. 7 de diciembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 112.

⁵⁶⁴ CIES. *Informe sobre el Problema de la Vivienda de Interés Social en América Latina preparado por la Comisión Ad-hoc para el Estudio del Problema de la Vivienda Económica. (Unión Panamericana - Washington, D.C., 1953)*. (Caracas, Venezuela: Conferencia Interamericana de Seguridad Social - OEA, 1955), pp. 3, 77, 82.

⁵⁶⁵ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 33.

⁵⁶⁶ Le rapport final de la réunion technique de 1956 n'a pas permis de déterminer s'il y avait une recommandation sur la normalisation et la coordination modulaire. Cependant, un document préparatoire de la réunion de 1957 a constaté que la recommandation XVIII de la réunion de 1956 était sur ce sujet. CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 24-26; DNCEPALC, E/C12./CCE/AC.6/2 Rev.1, 30 de octubre de 1957, CEPAL. « Explicación acerca de los fines y naturaleza de la reunión », pp. 3 y 4. Consulté le 28 avril 2021, URL: <https://goo.gl/Uo7UcT>.

⁵⁶⁷ Il est important de souligner que l'Amérique latine comptait déjà quelques instituts normatifs, comme l'Institut argentin de rationalisation des matériaux qui a été créé en 1939. Dix ans plus tard, le Comité panaméricain des normes techniques a été créé. DNCEPALC, AC.6/I/DT/14, 10 de noviembre de 1957, Patricio Samper Gnecco. *Normalización y coordinación modular de la industria de la edificación*. (Bogotá, Colombia: CINVA, 1957), p. 6. Consulté le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/vHv6V6>.

modèle spécifique pour insérer le logement dans les processus d'industrialisation: la normalisation et la coordination modulaire.⁵⁶⁸

Dans le Tableau A.5 des annexes, il est noté qu'aucun événement périphérique, à l'exception d'HABITAT-I, n'a émis de recommandations spécifiques sur le logement et le développement industriel. Néanmoins, plusieurs ont été identifiés associés à la programmation du logement, où le facteur industriel était sous-déclaré.⁵⁶⁹ Ainsi, lors du Séminaire sur le financement du logement et des services publics de 1959, il a été recommandé que le CINVA élabore un manuel de programmation du logement basé sur les objectifs nationaux de développement économique, ce qui a de nouveau été réitéré dans les deux recommandations du séminaire latino-américain sur les statistiques et programmes de logement de 1962, comme du séminaire sur la programmation du logement de 1963.⁵⁷⁰

Comme dans le domaine de l'assistance et de la coopération technique, la Conférence Habitat 1975 a vivement critiqué l'approche développée dans l'élaboration des normes et des standards, où quatre positions ont pu être distinguées parmi les délégués:

1. *Premièrement, il a été considéré que l'élaboration des normes et des standards devait être une prérogative des pays et des communautés et qu'elles devaient refléter les modes de vie et les conditions environnementales de chaque pays.*
2. *Par ailleurs, les normes élaborées par les organismes internationaux devaient être adaptées précisément à ces caractéristiques particulières de chaque pays et, par conséquent, toute tentative d'imposer des « normes exogènes » a été rejetée.*
3. *Les normes et les standards, au lieu de se concentrer sur les « critères de productivité », devaient plutôt répondre à la « productivité du système », définie comme la « capacité de la société à élever le bien-être général de la population ».*

⁵⁶⁸ La recommandation III indiquait ce qui suit: « Que ce n'est que par la normalisation, la typification et la coordination modulaire que l'on peut parvenir à la rationalisation nécessaire dans l'industrie de la construction, à la réduction des coûts et à l'amélioration du niveau humain de la main-d'œuvre qui y intervient. » OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 16 y 17.

⁵⁶⁹ Le terme « programmation » est équivalent à celui de « planification ». Martín Becerril Padua y César Garcés. « Contribuciones de la CEPAL en los estudios del fenómeno urbano-metropolitano, 1950-1990. » *Revista de Estudios Regionales*, N°70 (2004): p. 152.

⁵⁷⁰ Garcés Vernaza, *Informe del Seminario*, pp. 21-22; ONU, *Informe del Seminario Latinoamericano*, p. 82; ECOSCOC, *Informe del seminario*, p. 12.

4. *Enfin, les normes et les standards n'étaient pas immuables, mais ils devaient varier avec le temps et les niveaux de développement adaptés.*⁵⁷¹

Sur la base de ces prémisses, les délégués ont estimé nécessaire que les pays élaborent leurs normes et leurs standards dans une perspective de droits de l'homme, en tenant compte des spécificités culturelles, sociales, économiques et écologiques de la société. En outre, ils ont souligné l'opportunité de fixer non seulement des critères minimaux, mais aussi des « droits maximaux » pour empêcher une minorité d'accumuler ou de consommer les ressources d'un pays, y compris la terre.⁵⁷² Au cours des discussions de la commission II d'HABITAT-I, ces mêmes arguments ont été repris et exprimés dans deux recommandations portant sur la flexibilité des normes minimales et maximales. Toutefois, en ce qui concerne l'industrie nationale de la construction, le forum s'est contenté de souligner que celle-ci devait être soutenue par des politiques, des facilités financières et une assistance technique⁵⁷³, il n'a donc pas promu un changement substantiel dans les politiques macroéconomiques des pays, comme Michael Cohen l'avait déjà prévenu.⁵⁷⁴

La disparition progressive du développement industriel orienté vers le logement en tant que priorité régionale est due non seulement à cette nouvelle « éthique » que les délégués aux événements de l'agenda HABITAT ont dit défendre, mais aussi à la méfiance émanant de la CNUCED et du G-77 à l'égard des industries contrôlées par le capital transnational. Parallèlement, elle a également coïncidé avec les crises économiques successives qui ont eu un impact sur le développement, d'abord avec l'effondrement du système de Bretton Woods en 1971, puis avec la crise pétrolière en 1973; l'épuisement de l'espoir vers un modèle qui n'a pas réussi à inverser les inégalités sociales et la pauvreté; et, enfin, avec l'entrée en vigueur des politiques d'ouverture et de libéralisation économique.⁵⁷⁵ Ces dernières ont plaidé pour une diminution drastique du

⁵⁷¹ CEPAL, « Conferencia regional preparatoria... », p. 13.

⁵⁷² L'idée des « droits maximaux » a également été abordée lors du discours de Diego Arria, alors président de la Conférence de 1975. Arria déclara que parler de « droits maximaux » répondait à la nouvelle éthique qui inspirait la Conférence, car les discussions s'étaient tellement concentrées sur l'élaboration de ces « normes minimales auxquelles nous voulons soumettre la majorité », qu'il a été oublié de limiter la liberté d'une minorité qui accapare des ressources comme l'eau, le sol, la nourriture et la propriété. CEPAL, « Conferencia regional preparatoria... », pp. 26, 41-42.

⁵⁷³ United Nations. *Report of Habitat...*, pp. 14, 41, 45, 162.

⁵⁷⁴ Cohen, « From Habitat II to Pachamama... », p. 4.

⁵⁷⁵ Bulmer-Thomas, *La historia económica...*, pp. 255, 293-294, 295-308.

rôle régulateur et de gérance de l'État dans l'économie, en faveur du marché et de l'initiative privée, limitant ainsi le désir des activités liées à HABITAT de le renforcer, car selon les mots d'Enrique V. Iglesias, les forces du marché ne pouvaient résoudre les problèmes des établissements humains car elles manquaient d'un « horizon social et temporel »⁵⁷⁶.

Ce qui a été abordé dans cette section oblige à approfondir les relations entre l'État et l'initiative privée et la manière dont les événements centraux et périphériques ont cherché à réguler cette interaction. Le point de départ sera la position des congrès panaméricains d'architecture à l'égard de l'initiative privée, dont ils se méfiaient et recommandaient donc aux gouvernements de renforcer leurs institutions nationales et locales à un moment où l'expansion du secteur public commençait à apporter des changements sociaux, culturels et politiques dans la région, parmi lesquels se trouvait le problème du logement et de la planification urbaine.

3. Le rôle de l'État et l'initiative privée.

Les événements centraux ont poursuivi la trajectoire de l'expansion et du renforcement du rôle de l'État dans le problème du logement. Outre la Commission *ad hoc*⁵⁷⁷ lors des réunions techniques interaméricaines, l'institutionnalisation du problème du logement s'inscrivait dans le cadre d'une « planification globale », processus à long terme et interinstitutionnel qui nécessitait à la fois des programmes de formation professionnelle, des méthodes de planification, du financement, d'un cadre juridique, de la recherche technologique et de la nécessité d'orienter et de réglementer l'initiative privée.⁵⁷⁸

Ce dernier point est fondamental à souligner, car il indique un changement par rapport à l'héritage des congrès panaméricains d'architecture. Dans son rapport à la Commission *ad hoc*, Solow a déclaré que :

⁵⁷⁶ DNCEPALC, E/CEPAL/CONF.70/L.11/Rev.1., 28 February 1980, CEPAL. « Report on the Latin America Conference on Human Settlements », p. 8. Consulté le 23 mars 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/19841/S8020302_en.pdf?sequence=3&isAllowed=y

⁵⁷⁷ CIES, *Informe sobre el Problema...*, p. 112.

⁵⁷⁸ Weissmann. «Exposición del observador...», p. 92; OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 32; OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 15-16, 20-21, 24, 26-29, 33-37.

« La participation des sociétés coopératives et mutualistes, des sociétés de crédit et de capitalisation, des organismes d'épargne et de prêt, des caisses d'assurance ouvrière et de prévoyance sociale, qui contribuent toutes dans une large mesure à la solution du problème du logement, nécessite l'encouragement et le soutien des gouvernements nationaux et municipaux. L'expérience a en outre montré que la seule action de l'entreprise privée, sans l'aide du gouvernement, ne peut résoudre le problème. Par conséquent, l'État serait principalement responsable de veiller à ce que le pays dispose d'un programme de logement, tant public que privé, permettant à toute famille d'avoir un logement convenable. »⁵⁷⁹

Son argument était une première tentative de nuancer l'étatisme légué par les congrès panaméricains d'architecture, révélant les limites de l'approche publique et privée si les deux travaillaient séparément. En ce qui concerne l'État, Solow a souligné sa grave contradiction de financer les programmes de logement d'intérêt social par des impôts indirects qui nuisaient précisément davantage à la population cible de ces politiques.⁵⁸⁰ Conformément à ces observations, la Commission *ad hoc* a évoqué le revers de la médaille, l'initiative privée, qui, en raison

« ... du volume élevé de capital nécessaire et du faible rendement qui peut en être obtenu, cette activité de l'initiative privée s'est déplacée par rapport à des domaines qui lui restituent des bénéfices plus importants et plus immédiats. Son intervention dans le domaine du logement a été réduite à la construction de logements pour le secteur à revenu élevé... [et c'est pourquoi] une grande partie des travaux réalisés ces derniers temps en Amérique latine en matière de logement d'intérêt social a été entreprise par l'État. »⁵⁸¹

Pour Eric Carlson, la planification physique et économique était un exercice de relations publiques, dans lequel les intérêts du gouvernement, des municipalités, de l'opinion publique et des communautés devaient, dans la mesure du possible, coïncider

⁵⁷⁹ « La participación que en la construcción de viviendas económicas tienen las sociedades cooperativas y mutualistas, las sociedades de crédito y de capitalización, las entidades de ahorro y préstamo, las cajas de seguro obrero y de previsión social, todas las cuales contribuyen en buena medida a la solución del problema habitacional, precisa del estímulo y del apoyo de los gobiernos nacionales y municipales. La experiencia, además ha venido a demostrar que la sola acción de la empresa privada, sin la ayuda gubernamental, no puede resolver el problema. Por consiguiente, el Estado vendría a ser el principal responsable en asegurar que el país tenga un programa de habitaciones, tanto público como privado, que haga posible que toda familia llegue a tener una vivienda adecuada. » Solow, *El problema de la vivienda económica*, p. 63. Traduction libre.

⁵⁸⁰ Solow, *El problema de la vivienda económica*, pp. 67-68.

⁵⁸¹ « ... al alto volumen de capital que se precisa y a la poca rentabilidad que puede obtenerse, esta actividad de la iniciativa privada se ha desplazado con referencia a esferas que le reditúan utilidades mayores y más inmediatas. Su intervención en el campo de la habitación se ha reducido a la construcción de viviendas para el sector de ingresos elevados... [y por eso] gran parte de la obra efectuada últimamente en la América Latina en materia de vivienda de interés social, ha sido emprendida por el Estado. » CIES, *Informe sobre el Problema...*, p. 66. Traduction libre.

et se coordonner mutuellement. Cela n'était pas sans l'avis de Weissmann, pour qui la conciliation de cette diversité d'intérêts était une condition préalable à la mise en œuvre d'autres aussi importants que l'industrialisation ou l'accès aux terrains à potentiel urbanisable.⁵⁸²

Cette série de discours, qui ont en quelque sorte cherché à concilier le pouvoir public avec l'initiative privée, est également le résultat des changements provoqués par le début de la guerre froide et la crainte de la « soviétisation » des gouvernements en Amérique latine. Comme indiqué au chapitre 1, à partir des années 1950, le développement a placé l'État comme le grand chef d'orchestre des politiques économiques et sociales. Mais des épisodes comme la Révolution cubaine en 1959 et le lancement de l'ALPRO des années plus tard ont cherché à « déradicaliser » ce processus, en intégrant de plus en plus l'entrepreneuriat. Hugo Navarro, délégué panaméen à la Réunion technique de 1956, a clairement exprimé ses craintes à l'égard du « paternalisme » d'État dans son exposé lors de la troisième session plénière :

« Mais il faut préciser que l'État panaméen n'a pas pour but de se constituer en un État paternaliste, en dotant les citoyens de logement sans exiger d'eux l'acceptation des engagements économiques et sociaux que représente la possession de celui-ci. Ce qu'il propose, c'est de créer les conditions favorables et d'offrir l'encouragement nécessaire pour que la solution du problème du logement, qui ne pourra être entièrement résolue par le gouvernement, soit entre les mains des citoyens eux-mêmes. Couvert ainsi le problème, la solution recherchée repose sur l'initiative privée et sur l'effort individuel et collectif. Et cette exploitation des ressources humaines, cette participation des citoyens à la solution du problème du logement, qui peut être mesurée en termes économiques, devra permettre au pays de multiplier ses maigres ressources budgétaires. »⁵⁸³

Il ne faut pas non plus oublier que le modèle de normalisation et de coordination modulaire proposé nécessitait des capitaux privés, et il n'est donc pas étonnant que, dans

⁵⁸² Weissmann. « Exposición del observador... », p. 93; AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 46, Dossier 9, Eric Carlson. « Tema VI: Liderato en planeamiento ». *Seminario de técnicos y funcionarios en planeamiento urbano*. Serie: Enseñanza 9-F. (Bogotá, Colombia: CINVA – Unión Panamericana, 1958).

⁵⁸³ « Pero es necesario aclarar que el Estado Panameño no tiene el propósito de constituirse en un Estado paternalista, dotando a los ciudadanos de vivienda sin exigir de ellos la aceptación de los compromisos económicos y sociales que la posesión de la misma representa. Lo que propone es, crear las condiciones favorables y ofrecer el necesario estímulo para que la solución del problema de la vivienda, que no podrá ser completamente resuelto por el Gobierno, quede en manos de los propios ciudadanos. Abarcado así el problema, la solución que se procura obtener descansa en la iniciativa privada y en el esfuerzo individual y colectivo. Y este aprovechamiento de los recursos humanos, esta participación de los ciudadanos en la solución del problema de la vivienda, que puede medirse en términos económicos, habrá de permitir al país la multiplicación de sus escasos recursos presupuestales. » Hugo Navarro. « Exposición del presidente de la delegación de Panamá, en la tercera sesión plenaria. 29 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 82. Traduction libre.

le cadre des recommandations issues des événements centraux, deux formes d'incitation aient été encouragées: la création de systèmes de financement appropriés tels que les méthodologies d'«épargne et de prêt » ou de soutien hypothécaire⁵⁸⁴ et les projets d'effort propre et d'entraide, également appelés auto-assistance ou auto construction.

La tendance observée dans les recommandations de financement, qui représentaient 9,5% dans les événements centraux latino-américains, était de combiner ces deux modalités pour capter les « ressources », qu'elles soient monétaires ou humaines. La Commission ad hoc a fait le premier pas vers la promotion de ces modalités à travers ses recommandations 6 et 7, qui ont été soutenues par les réunions techniques de 1956 et 1958, avec quelques variantes. Deux des plus importantes ont été les recommandations VII des deux événements qui ont introduit un rejet généralisé de l'attribution gratuite des logements (sauf dans des cas extrêmes), créant ainsi un mécanisme d'exclusion sociale.⁵⁸⁵

Étant probablement conscients de ceci, les délégués à la réunion technique de 1958 ont proposé qu'en plus d'appliquer toutes les modalités disponibles de mobilisation de capitaux, les États étudient les causes qui expliquent la faible capacité de paiement des familles et s'efforcent de corriger ce problème. Malgré cela, cet ensemble de recommandations se souciait davantage de la recherche de capitaux et de maintenir l'intérêt des entreprises privées dans la construction de logements sociaux que de jeter les bases d'une politique d'éradication de la pauvreté.⁵⁸⁶ Une autre voie que ces événements ont suivi a été de poursuivre les dispositions de la Xe Conférence interaméricaine de 1954 pour constituer une banque interaméricaine du logement, ce qui a été exprimé dans les recommandations XVIII de l'I-RTI⁵⁸⁷ et la XXXII de la réunion technique de 1958. Lors de cette réunion, la Commission spécialisée qui avait entre ses mains la création de cette

⁵⁸⁴ Renner, « Housing Diplomacy », pp. 31-33; Norman P. Mason. « Exposición del presidente de la delegación de los Estados Unidos, en la primera sesión plenaria. 28 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp.76-78.

⁵⁸⁵ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 32; Le texte de la septième recommandation de la Réunion technique de 1958 indiquait: « Que les gouvernements des États membres de l'Organisation des États américains élaborent leurs programmes de logement d'intérêt social en évitant, sauf en cas de catastrophe et à condition que la situation particulière le signale comme seule solution, les attributions gratuites en usage ou en propriété, qui, en plus d'affecter la dignité des bénéficiaires, nuisent au financement des logements pour les grandes masses de population et entrave à l'initiative privée de collaborer avec les gouvernements dans la lutte contre le déficit des chambres. » OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, p. 20.

⁵⁸⁶ Les recommandations IX, X ainsi que les points d, e et f des XV et XVIII de la réunion technique de 1958 se sont concentrés sur ces objectifs. OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 21-23, 28, 31-32.

⁵⁸⁷ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 13.

agence a été invité à inclure dans ses programmes de financement les opérations relatives au logement et aux services communaux et connexes.⁵⁸⁸

Dans les événements périphériques, le financement est passé à l'avant-dernière place des domaines prioritaires (3,9 %) en surpassant l'industrie. Le séminaire sur la programmation du logement de 1963, la conférence Habitat 1975 et HABITAT-I se sont concentrés sur la recommandation aux gouvernements d'allouer des ressources publiques suffisantes pour atteindre les objectifs de la programmation du logement⁵⁸⁹, que les institutions financières internationales soient flexibles dans la manière dont les pays pourraient mettre en œuvre les fonds dans les politiques d'établissement humain⁵⁹⁰ et, enfin, que les liens avec ces institutions soient renforcés en tant que politique du Secrétariat aux établissements humains, en particulier avec la Banque mondiale (BIRF-BM) et les banques de développement.⁵⁹¹

Toutefois, le paysage international a rendu difficile la mise en œuvre de ces recommandations. Dans le cas de la BID, Baab a montré qu'avant 1970, les prêts de la banque avaient, dans une certaine mesure, une approche sociale, en affectant des fonds à des projets de réduction de la pauvreté, l'agriculture, entre autres. Après cette date, la BID a réorienté sa politique vers le financement de projets d'infrastructure (tels que des routes ou des barrages hydroélectriques). A cela s'ajoute la puissance d'influence américaine qui s'est accrue au sein de la BID dans les années 1980, fruit du Consensus de Washington. En ce qui concerne le BIRF-BM, lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCATD) à Manille en 1979, Robert McNamara a annoncé la politique d'« aide » aux pays pauvres dans leurs programmes d'ajustement structurel, en mettant fin à leur parrainage des projets de développement rural et urbain que l'institution avait financés jusqu'alors⁵⁹². Ceci, uni à d'autres facteurs, a considérablement réduit la disponibilité des ressources économiques pour la mise en œuvre des politiques d'établissement humain.

Caractérisés également comme une autre modalité d'initiative privée, les événements centraux ont aussi recommandé les projets d'entraide (3,3%). Ce type de

⁵⁸⁸ Mora, *La Organización de los Estados Americanos*, pp. 48-50; OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 46-47.

⁵⁸⁹ ECOSCO, *Informe del seminario*, p. 12; CEPAL, "Conferencia regional preparatoria...", p. 26.

⁵⁹⁰ CEPAL, "Conferencia regional preparatoria...", p. 23.

⁵⁹¹ United Nations, *Report of Habitat*, p. 100.

⁵⁹² Cohen, "From Habitat II to Pachamama", p. 4; Babb, *Behind Development Banks*, pos. 457-465, 805-812, 1399-1425, 1932-1946.

projets, qui avaient déjà une longue expérience, est apparu le plus souvent après la Première Guerre mondiale dans différentes parties du monde et s'est généralement inspiré des idéaux anarchistes et socialistes. L'expérience allemande, entre autres, a influencé les premiers projets en Amérique pendant la Grande Dépression, qui, bien qu'ayant reçu un accueil mitigé, ont rapidement été insérés dans le New Deal en raison de leur lien avec les idéaux du Destin Manifeste et de la colonisation de la « frontière ». Alors que plusieurs initiatives destinées aux anciens combattants américains étaient mises en œuvre après la Seconde Guerre mondiale, en Amérique latine, de telles solutions ont été diffusées par divers acteurs, dont Jacob Crane, qui a supervisé de tels projets à Porto Rico et diffusé l'approche geddesienne à propos du logement auto-construit.⁵⁹³

Cette méthodologie a trouvé dans les programmes d'assistance technique un créneau favorable à la reproduction et à l'expansion, car le modèle du Service considérait l'auto-assistance comme un instrument de dépassement tant individuel que collectif, principe qui a inspiré ses deux approches: le soi-disant « effort propre », qui prenait comme ressource de base la famille dans la construction de son foyer; et l'« assistance mutuelle » que l'organisation communautaire a encouragée dans le même but ou la fourniture de services de base ou communaux.⁵⁹⁴ Dans le contexte interaméricain, diverses voix se sont manifestées en faveur de cette méthodologie, dont Carlos Burr, Caroline Ware, Orlando Fals Borda⁵⁹⁵ et Luis Vera, qui ont exalté sa vocation sociale et

⁵⁹³ Hellen Gyger et Richard Harris ont démontré que de tels programmes étaient appliqués depuis le début du XXe siècle, dans diverses parties du monde. En Europe, des pays comme la Suède ont promu les premiers projets institutionnalisés avant la Première Guerre mondiale. Après ce conflit et pour faire face au déficit du logement, d'autres expériences ont émergé comme en Grèce, en Finlande ou en Union soviétique grâce à l'effort individuel ou coopératif. Alors que des pays comme l'Allemagne ont promu des solutions au niveau local, l'Angleterre et la France ont vu avec suspicion de tels programmes, encourageant des projets de type « ville-jardin » au détriment de l'action collective. Hellen E. Gyger. « The Informal as a Project: Self-Housing in Perú 1954-1986. » (Ph.D. in History Thesis, Columbia University, 2013), pp. 90-91; Richard Harris. « Slipping through the Cracks: The Origins of Aided Self-Help Housing, 1918-1953. » *Housing Studies*, Vol. 14, N° 3 (1999): pp. 281-309; Annie Fourcaut. « Le Comité Supérieur d'Aménagement et d'Organisation de la Région Parisienne et les lotissements, de la loi SARRAUT à la remise du Plan PROST (1928-1934). » *Villes en parallèle*, La ville fragmenté. Le lotissements d'hier et d'aujourd'hui, N° 14, (juin 1989): pp. 46-57; Annie Fourcaut. « Du lotissement au quartier. Le cas de la banlieue parisienne dans l'entre-deux-guerres. » *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, Tome 105, N° 2 (1993): pp. 441-457.

⁵⁹⁴ Martha Peña Rodríguez. *El programa CINVA y la acción comunal. Construyendo ciudad a través de la participación comunitaria*. (Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Artes, 2010), p. 133.

⁵⁹⁵ Caroline Ware a été conseillère à la Section des services sociaux de la Division du travail et des affaires sociales de l'UnP et professeure à l'Université Howard. En 1953, elle est invitée par le CINVA où elle donne une série de conférences qui sont ensuite publiées en volume. En 1959, elle a dirigé le processus d'institutionnalisation du programme d'action communal à Bogota. Caroline F. Ware. *El servicio social y la vivienda*. Serie. Resúmenes de clase N° 3. (Bogotá: Centro Interamericano de la Vivienda – Servicio de Intercambio Científico, 1953). Quant à Fals Borda, il a obtenu un doctorat en sociologie de l'Université de

interdisciplinaire et sa capacité à renforcer le tissu communautaire de la société, idées qui se sont formalisées dans le contenu des cours du CINVA.⁵⁹⁶ Face à la Commission *ad hoc* de 1953, Solow a appuyé ces discours, se référant aux cas spécifiques des pays scandinaves, de la Suisse, de leur pays d'origine, où fonctionnaient depuis longtemps des « coopératives de locataires », et de Porto Rico.⁵⁹⁷ Cela explique pourquoi la Commission *ad hoc* a inclus dans les recommandations 6 et 7 précitées ce type d'initiatives privées.

Les discours prononcés en faveur des programmes d'effort propre et d'entraide ont en outre mis en évidence la présence de deux notions ou aspirations. Eric Carlson, en 1955, a noté que ces méthodes avaient « l'avantage de faire naître la foi et la confiance » dans les capacités des individus et que, « par conséquent, la quantité de ressources humaines augmente notablement ». Lors de la réunion technique de 1956, Weissmann a déclaré dans le même sens que :

« Les processus de développement communautaire pourraient ainsi être utilisés efficacement pour améliorer les ménages et la communauté. Jusqu'à présent, les projets d'un bénéfice aussi évident et direct pour l'individu et les groupes, par l'effort propre et l'entraide, sont devenus des points focaux d'action locale, qui s'est souvent étendu à d'autres types d'améliorations. »⁵⁹⁸

En ce sens, l'action communautaire était considérée comme un processus éducatif et comme une ressource économique, révélant à son passage plusieurs contradictions. Les informations disponibles indiquaient que les urbanistes, les architectes et les travailleurs sociaux avaient tendance à penser que les communautés, en raison de leur statut de marginalité, ne possédaient pas de pouvoir d'organisation ni les capacités nécessaires pour changer leur situation morale, éthique ou économique. Comme l'enfant handicapé du documentaire « First Steps », analysé au chapitre 1, le professionnel était appelé à

Floride en 1955 et est reconnu en Colombie pour avoir supervisé certains des premiers projets d'action communautaire rurale, tels que Cachinbal et Vereda del Saucio. En 1953 et 1958, il fait partie du corps enseignant du CINVA et, en 1959, il collabore à la fondation de la Faculté de sociologie de l'UNAL. Peña R., *El programa CINVA*, p. 117.

⁵⁹⁶ Carlos Guillén. *Habitaciones obreras y cooperativas de vivienda*. Serie Sobre educación del trabajador, N° 10. (Washington D.C.: Unión panamericana – División de Trabajo y Asuntos Sociales, 1952); Peña R., *El programa CINVA*, pp. 56, 105; 121, 143-145.

⁵⁹⁷ Solow, *El problema de la vivienda económica*, p. 60.

⁵⁹⁸ « Los procesos de desarrollo de la comunidad podrían así usarse en forma efectiva para el mejoramiento de los hogares y de la comunidad. Hasta ahora los proyectos de tan obvio y directo beneficio para el individuo y para los grupos, por medio del esfuerzo propio y de la ayuda mutua, se han convertido en puntos focales de acción local, la cual con frecuencia se ha extendido también a otros tipos de mejoras. » Weissmann. « Exposición del observador... », pp. 92.

modifier cette réalité.⁵⁹⁹ Dans cette logique, l'entraide a acquis un caractère utilitaire et économique, visant à éviter la « production inepte »⁶⁰⁰ du logement perdant dans le processus sa qualité transformatrice de la communauté en termes d'identité, d'enracinement et de prise de décision.⁶⁰¹ Hugo Navarro, dans son intervention lors de la Réunion technique de 1956, a illustré de manière cristallisée ce type de pensée appliquée aux projets de logement panaméens:

« Pour arriver à ce stade d'acceptation de la responsabilité de construire son propre logement de la part du paysan, il faut lancer nos programmes par un vaste travail de diffusion... C'est pourquoi l'éducation est la base solide de nos programmes. Éduquer l'homme à produire, à accepter des responsabilités, à acquérir ou à respecter la propriété privée, à s'occuper de son hygiène personnelle et à y développer une mentalité qui englobe la nécessité d'élever son niveau de vie et, partant, la capacité économique de la Nation. »⁶⁰²

Gyger a démontré à travers le cas péruvien que cette ligne de pensée était conforme aux idéaux libéraux de libre entreprise et de promotion individuelle diffusés par des acteurs tels que Pedro Beltrán, propriétaire du journal *La Prensa* et qui ont ensuite été repris par Hernando de Soto dans les années 1980 qui a interprété l'activité des envahisseurs professionnels de terrains, la distribution clandestine de services tels que l'eau ou l'électricité sur le marché informel comme l'expression la plus fidèle de l'initiative privée néolibérale, y compris l'auto construction du logement.⁶⁰³ En revanche, l'expérience du CINVA dans des projets tels que Siloé et Bello Horizonte⁶⁰⁴ ainsi que les

⁵⁹⁹ Comme l'a montré Marta Peña, pendant un certain temps, le CINVA a été influencé par des notions péjoratives de la communauté et ses conditions de marginalité. La travailleuse sociale Josephina Albano, professeure au CINVA entre 1957 et 1958, soulignait dans ses cours que les populations marginales n'avaient aucune ambition, étaient rebelles, d'attitudes primitives, apathiques et insalubres. Ces perspectives ont légitimé l'intervention des professionnels et des institutions dans les communautés et qui ont souvent sous-estimé les connaissances locales, au profit des valeurs propres du professionnel ou de l'institution dans le processus de planification. Peña R., *El programa CINVA*, pp. 89, 97-98.

⁶⁰⁰ Gyger, « The Informal as a Project », p. 42.

⁶⁰¹ Peña R., *El programa CINVA*, p. 140.

⁶⁰² « Para llegar a esa etapa de aceptación de la responsabilidad de construir su propia vivienda, de parte del campesino, es necesario, sin embargo, iniciar nuestros programas con una amplia labor de divulgación... Es por ello, la educación, la base sólida de nuestros programas. Educar al hombre para producir, aceptar responsabilidades, para que adquiera o respete la propiedad privada, para que atienda su higiene personal y para desarrollar en él, una mentalidad que comprenda la necesidad de elevar el nivel de vida de su vida y con ello, la capacidad económica de la Nación. » Navarro, « Exposición del presidente... », p. 83.

⁶⁰³ Gyger, « The Informal as a Project », pp. 27-28, 299-300.

⁶⁰⁴ AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 151, CINVA. *Siloé. El proceso de desarrollo comunal aplicado a un proyecto de rehabilitación urbana*. Serie : Trabajos de clase N° 6. (Bogotá : Servicio de Intercambio Científico – CINVA, 1958) ; AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 151, CINVA. *Proyecto de rehabilitación urbana. Barrio Bello Horizonte – Bogotá, Colombia*. Serie: Trabajos de clase N° 7. (Bogotá: Servicio de Intercambio Científico – CINVA, 1958).

contributions de John Turner dans les années 1960 et 1970 au Pérou, ont cherché à réorienter l'entraide vers des formes plus démocratiques de planification, en reconnaissant d'abord la capacité d'organisation des communautés, la complexité socioculturelle de leurs habitants et, partant, en transférant le « contrôle » du processus précédemment exercé par les institutions ou l'urbaniste vers les bénéficiaires. Quant à l'État, il s'est vu attribuer un statut de « facilitateur » ou de « serveur » pour la communauté, plutôt que de « régulateur » ou de « guide ». ⁶⁰⁵

Pourtant, pour les institutions, la communauté avait un comportement volatile. Ses habitants, qui se sont historiquement organisés et mobilisés de différentes manières pour assurer l'accès de la communauté aux services de base ou aux infrastructures qui améliorent leurs conditions d'habitabilité et de bien-être, ont été mal compris par les institutions et ont attribué ce dynamisme à une série d'obstacles, tels que leurs difficultés administratives et bureaucratiques et les plaintes des professionnels et ouvriers de la construction à l'égard de l'utilisation de la main-d'œuvre « gratuite » et mal préparée. ⁶⁰⁶ La préférence pour la construction ciblée du logement par des méthodes conventionnelles, bien que coûteuse, était plus pratique pour l'État et profitait à l'entreprise privée.

Cela permet d'expliquer pourquoi le nombre de recommandations qui ont motivé l'entraide était très limité (3,3%). Lors de la réunion technique de 1956, on n'a pu identifier que le numéro IV qui a pu motiver l'application de ces méthodologies, tandis que lors de la Réunion technique de 1958, quatre recommandations ont cherché à donner la priorité aux projets d'assistance technique internationale dans ce sens, à ce que les gouvernements locaux et nationaux les mettent en œuvre dans les zones rurales et, enfin, qu'ils soient utilisés pour renforcer l'enracinement et l'identité communautaires, la création de partenariats communaux et le resserrement des liens entre eux et les institutions. ⁶⁰⁷ Cet ensemble de recommandations indique une continuité en partant du principe que l'État ne pouvait résoudre seul le problème du logement, ce qui rendait nécessaire l'implication des gouvernements locaux, de la communauté et des organismes internationaux. ⁶⁰⁸ Dans la pratique, seuls quelques pays, comme le Pérou, ont mis en œuvre massivement ce type de programmes malgré leurs limites et leurs contradictions.

⁶⁰⁵ Peña R., *El programa CINVA*, pp.162-170; Gyger, « The Informal as a Project », pp. 107, 127, 282-283.

⁶⁰⁶ Peña R., *El programa CINVA*, pp. 15, 135.

⁶⁰⁷ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 32; OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 20, 34-35, 40.

⁶⁰⁸ Gyger, « The Informal as a Project », p. 282-283; Peña R., *El programa CINVA*, p. 48.

Qu'est-il arrivé aux méthodologies d'entraide dans les événements périphériques? Celles-ci ont maintenu leur présence (5,8%), mais spécifiquement dans les événements liés à HABITAT. Ainsi, lors de la conférence Habitat 1975, les recommandations 7 et 16 ont maintenu comme priorité d'encourager la participation des citoyens aux processus de planification et d'exécution des projets d'établissements humains, tandis que dans HABITAT-I, la recommandation C.10 a expliqué l'opportunité de poursuivre les méthodologies d'effort propre et d'assistance mutuelle et les recommandations de l'E.1. et de l'E.5. se sont concentrés sur la promotion des processus de participation populaire.

L'un des aspects nouveaux d'HABITAT-I et l'une de ses plus grandes contributions dans ce domaine a été la manière dont le Comité II, consacré à l'analyse des stratégies d'action nationale, a cherché à donner un sens plus complet à l'action communautaire. La « participation » a été considérée comme un mécanisme de contrer les actions d'une « élite technique » dont les politiques d'urbanisme et d'établissement humain ont écarté les valeurs culturelles de la communauté, qui, selon le comité, devait renforcer la représentativité de tous les intérêts de ses habitants, y compris les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les handicapés. Dans cette définition, il sous-entendait donc de renforcer les institutions démocratiques pour assurer et faciliter la participation de l'ensemble des citoyens.⁶⁰⁹

Pour conclure, revenons au rôle de l'État. Dans les événements périphériques, les recommandations (21%) reflètent un vote de confiance vers leur capacité de direction, par rapport aux événements centraux. Entre 1962 et 1963, les activités techniques analysées ont cherché à élargir les fonctions de programmation du logement et la collecte des statistiques. Lors de la conférence Habitat 1975, son pouvoir de coordination et de gérance dans la politique des établissements humains a de nouveau été réaffirmé, auquel cas les recommandations ont été divisées en deux fonctions: la première, renforcer les institutions de planification sociale et économique qui coordonneraient les politiques nationales d'établissements humains et ruraux, avec une vision globale visant à améliorer la qualité de vie et la seconde, chercher à garantir que l'État contrôle le marché foncier et la récupération de la plus-value. HABITAT-I a élargi toutes ces responsabilités en ajoutant la gérance des ressources naturelles, de l'énergie, des déchets et de la pollution.

⁶⁰⁹ “Conferencia regional preparatoria...”, p. 23, 25; United Nations, *Report of Habitat*, pp. 71-79, 163.

On s'est ainsi efforcé de réduire sensiblement et de contrôler la portée de l'initiative privée dans les politiques d'établissement humain.

En résumé, ces domaines prioritaires, bien qu'ils aient eu tendance à s'élargir en raison de la représentativité dans le corpus de recommandations analysé, leur capacité de succès a été considérablement réduite en raison des crises économiques et politiques des années 1970 et 1980 et du changement de paradigme provoqué par le Consensus de Washington sur le modèle de développement. Il convient toutefois de souligner la volonté des délégués des événements périphériques de remettre l'État au centre de la politique du logement et de l'urbanisme et de rétablir ainsi la tendance inaugurée pendant le panaméricanisme dans les premières décennies du XXe siècle.

L'entreprise privée, bien que sa contribution ait été reconnue, a été résistée en raison de la méfiance que le capital transnational engendre dans les pays pauvres. Quant aux méthodologies d'effort personnel et d'entraide, celles-ci ont été stimulées par leurs effets positifs sur le tissu social de la communauté et de ses membres, y compris les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées et les handicapés, en cherchant à réduire leur caractère utilitaire et économique démontré lors des événements centraux. Selon Cohen, malgré le changement de paradigme économique intervenu dans les années 1980, un certain espoir pour les solutions multilatérales persistait dans les pays et a alimenté la volonté de convoquer une conférence HABITAT II plus ambitieuse en 1996.⁶¹⁰ Malgré cette oscillation, si quelque chose est claire, c'est le rôle clé de l'État dans l'ensemble du processus d'urbanisme et dans l'introduction de nouveaux instruments et outils, travail qui a été subordonné aux institutions nationales, processus qui sera vu ci-dessous.

⁶¹⁰ Cohen, "From Habitat II to Pachamama", p. 5

4. Les instruments de planification urbaine.

a) Le modèle de l'unité de voisinage.

Dans l'imaginaire des acteurs qui ont participé au réseau d'entrelacements, le logement ne pouvait être séparé de son environnement ; et la ville, de son domaine régional. En commençant par le premier élément, le panaméricanisme a réussi à établir avec un succès relatif une définition du logement minimum. Selon David Vega Christie, ce logement devait respecter une série de normes basées sur les conditions culturelles et sociales de ses habitants, avec suffisamment de souplesse pour s'adapter au fil du temps et accompagnée d'un environnement propice à la famille et à la communauté.⁶¹¹ La « maison minimale », si elle répondait pleinement à ces exigences, signifierait pour l'État une diminution des dépenses d'assistance, de prévoyance et de sécurité sociale; d'autre part, elle facilitait sa production industrialisée et servait de composante d'investissement et d'épargne pour la famille.⁶¹²

Il est clair que l'association entre l'adaptabilité à l'environnement et l'industrialisation du logement ne s'est pas concrétisée puisque les délégués d'HABITAT-I ont accusé les « agents exogènes » d'imposer des règles qui ont provoqué une « répétition mathématique » et « grossière » qui s'est faite au détriment des spécificités géographiques, climatiques, sociales et culturelles des pays pauvres. HABITAT-I a donc encouragé le renoncement à la production en « quantité » et la promotion de celle de « qualité »⁶¹³. Ce n'était cependant pas nouveau car ces idées étaient connues depuis plusieurs décennies.

Un événement marquant une étape importante dans cette réflexion a été le 6ème Congrès panaméricain d'architecture de 1947 où l'utilisation de l'unité de voisinage

⁶¹¹ AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 60, Dossier 5. David Vega-Christie. « Concepto general de vivienda. », s.f., fs. 2-4. David Vega Christie, de nationalité péruvienne, était ingénieur civil diplômé de l'Université nationale d'ingénierie du Pérou. Il a obtenu son diplôme en logement et urbanisme à l'Institut d'urbanisme de l'UNI et à l'Université du Texas. Il a été professeur à la CINVA aux dates indiquées et consultant en 1960. Ramos Cebreros de Montezuma. « Planeamiento regional... », p. 264.

⁶¹² Solow, *El problema de la vivienda económica...*, pp. 18, 68. Navarro, « Exposición del presidente... », p. 82; Weissmann, « Exposición del observador... », p. 91.

⁶¹³ « Conferencia regional preparatoria... », pp. 8-9, 26; United Nations, *Report of Habitat*, p. 38, 41.

comme modèle a été proposée⁶¹⁴. Les principes de la *neighborhood unit*⁶¹⁵ ou unité de voisinage ont été conçus par Clarence Arthur Perry⁶¹⁶ (Image V.3) dans les années 1920 inspiré par certains aspects de la ville-jardin conçue par Ebenezer Howard à la fin du XIXe siècle⁶¹⁷.

Image V.3. Clarence Arthur Perry. 1935.



Source : Wikicommons. Consulté le 20 avril 2021. URL : https://en.wikipedia.org/wiki/Clarence_Perry#/media/File:Clarence_Perry.JPG

⁶¹⁴ Gyger, « The Informal as a Project », p. 22; Stephane Demiddel y Leonel Bustamante. « Más que una suma de casas: La unidad vecinal Villa San Pedro Coronel. » *Revista INVI*, Vol. 24, N° 67 (noviembre 2009): pp. 127-152.

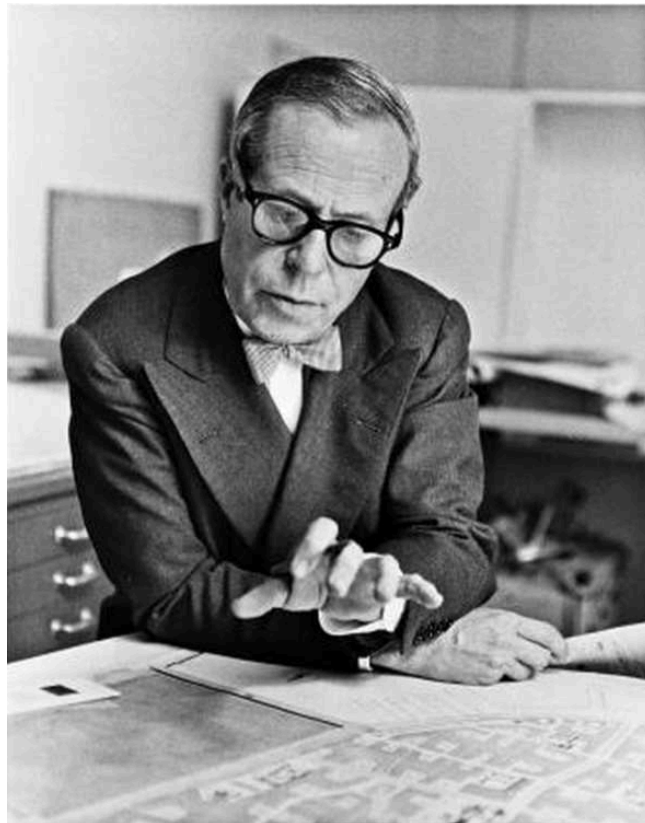
⁶¹⁵ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 37, 162.

⁶¹⁶ Selon Peter Hall, Clarence A. Perry, il était sociologue et a travaillé comme planificateur communautaire à la Russell Sage Foundation de 1913 à 1937. Influencé par les travaux de Charles Horton Cooley qui a souligné l'importance du partenariat et de la coopération entre les voisins pour renforcer le tissu social et l'identité des individus, ainsi que de la construction de Forest Hill Gardens, une banlieue construite par la Russell Sage Foundation en 1911, il a établi les principes de l'unité de voisinage qu'il a présentée pour la première fois en 1923 et a fini par les consolider en 1929. Ce modèle est arrivé aux CIAM grâce au groupe MARS qui l'a utilisé dans l'élaboration du plan de Londres 1938-1941. Hall, *Cities of Tomorrow*, pp. 133-134. Quant au concept d'unité de voisinage, sa paternité appartient à William Drummond qui l'a inventé dans les années 1910. James Brody. « Constructing Professional Knowledge: The Neighborhood Unit Concept in The Community Builders Handbook. » (Ph.D Thesis in Regional Planning, Graduate College of the University of Illinois at Urbana-Champaign, 2009), pp. 45-46; Donald L. Johnson. « Origin of the Neighborhood Unit. » *Planning Perspectives*, Vol.7, N° 3 (2002): pp. 227-245.

⁶¹⁷ Almandoz, *Modernización urbana...*, pp. 156-157, 163.

Cependant, les preuves fournies par Ana Patricia Montoya ont indiqué qu'en Amérique latine il y avait un développement autochtone de ce type de projets de logements dans plusieurs pays comme le Chili et l'Argentine, qui précéda la synthèse de l'unité de voisinage faite par Perry. Lors du premier Congrès de logement de 1920, les délégués appelaient des « quartiers-parcs » à de tels projets qui étaient un mélange entre un logement hygiénique et ses services connexes.⁶¹⁸ Montoya a indiqué qu'en l'espace d'environ 50 ans, l'unité de voisinage avait trois accents: le premier, centré sur le logement hygiénique, les services et la vie communautaire; le second, qui prenait la famille comme base pour déterminer ses besoins et planifier son infrastructure individuelle et collective; troisièmement, l'impératif de séparer le véhicule du piéton, par la planification du super îlot.

Image V.4. Josep Lluís Sert. Date inconnue.



Source : José Ángel Montañéz. « La arquitectura moderna y anónima de Josep Lluís Sert. » Consulté le 15 juillet 2021. URL : https://elpais.com/cultura/2019/06/04/actualidad/1559663372_528528.html

⁶¹⁸ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 20-21, 125-126, 182-186.

Avant de se réunir à Washington en 1953, plusieurs acteurs ont continué à encourager l'utilisation de ce modèle. Solow considéra, dans le même sens que Vega Christie a exprimé dans son texte déjà cité, que l'homme avait besoin de contact social avec les autres et qu'un environnement de qualité pourrait y remédier. En outre, ce modèle apportait des avantages économiques aux États, car il facilitait la reconstruction des quartiers, leur assainissement et la réduction des coûts de construction.⁶¹⁹ Une autre voix en faveur fut celle de Josep Lluís Sert (Image V.4) qui écrivit en 1953 un texte où il réfléchit au potentiel de ce modèle pour consolider le sentiment de coopération et d'identité des communautés, basé sur ses expériences personnelles en Amérique latine aux côtés de Paul Lester Wiener.

Dans ce rapport, qui n'a jamais été publié et qu'il a écrit à la demande de son ami et ancien collègue Ernest Weissmann, l'urbaniste catalan a souligné l'importante symbiose du logement avec son environnement immédiat et la responsabilité de l'urbaniste de toujours en tenir compte :

« Ce problème présenté aux urbanistes est celui de l'organisation des secteurs résidentiels au sein de la ville où l'homme trouvera non seulement un abri mais quelque chose de plus : de vraies maisons au sens plein du terme, des lieux de résidence, de paix et de repos. Pourtant, les maisons, aussi bonnes soient-elles, ont besoin d'un environnement approprié, d'un environnement agréable à l'homme. Là, des éléments naturels tels que des plantes, des arbres, de l'eau, du soleil, de l'ombre, de la lumière et de l'air doivent être trouvés près de ces maisons. Mais ces deux facteurs, les maisons et l'environnement agréable, ne pourraient pas fournir l'habitat domestique approprié si la vie communautaire ne peut pas trouver un cadre approprié et plus stimulant dans les services communautaires du quartier qui constituent vraiment l'extension de ces maisons et leurs liens avec le quartier et, à travers lui, toute la ville dans son ensemble. »⁶²⁰

Dans les discours examinés ci-dessus, il y a une coïncidence avec le fait que les services communaux constituent l'amalgame de l'esprit communautaire des habitants et

⁶¹⁹ Solow, *El problema de la vivienda económica*, pp. 20-21, 94; Gyger, « The Informal as a Project », pp. 23-25; Josep Lluís Sert. « The Neighborhood Unit. A Human Measure in City Planning (circa 1953) », *The writings of Josep Lluís Sert*, Eric Mumford (ed.) (New Haven and London: Yale University Press; Cambridge: Harvard Graduate School of Design, 2015), p. 21.

⁶²⁰ « This problem set before the city planners is that of organizing residential sectors within the city where man will find not only shelter but something more: real homes in the full meaning of the word, places of abode, peace, and rest. Yet homes, no matter how good they may be, need appropriate surroundings, an environment congenial to man. There, natural elements such as plants, trees, water, sun, shade, light, and air should be found near those homes. But both these factors, homes and congenial environment, could not provide the proper home habitat if community life cannot find a proper and more stimulating setting in the neighborhood community services which really constitute the extension of those homes and their ties to the neighborhood and, through it, tot the city as a whole. » Sert, « The Neighborhood Unit... », p. 16. Traduction libre.

une extension du bien-être que le logement devait apporter aux familles. Ces idées, associées à la volonté des gouvernements latino-américains de mobiliser leurs propres discours, programmes politiques et ambition électorale, sont devenues un moyen de résoudre la question sociale du logement. En outre, les architectes et les urbanistes, insérés dans les institutions gouvernementales ou travaillant à leur demande, ainsi qu'une assistance technique internationale qui acquérait de plus en plus de force et affinaient leurs méthodes, ont contribué à la popularisation du modèle et à son adoption dans toute la région.⁶²¹

Comment ce modèle a-t-il été exprimé dans les recommandations des événements centraux ? On a pu constater que jusqu'en 1956, le modèle de l'unité de voisinage était explicitement recommandé par ces activités, mais qu'à partir de cette année, son concept a commencé à disparaître. La Commission *ad hoc* a poursuivi la tendance du panaméricanisme à le recommander explicitement, qu'elle a également appelé « quartiers de logement » pour les avantages qu'il offrait à la vie communautaire et à l'économie de la construction.⁶²² Cette netteté a commencé à diminuer lors de la réunion technique de 1956, où, bien que l'accent ait été mis sur le droit de l'homme à un logement et à un environnement décent, il n'a fait aucune mention de l'unité de voisinage.⁶²³

Pourtant, plusieurs indices montrent la présence, parmi les délégués présents à cet événement, d'une sensibilité aux avantages sociaux et économiques du modèle. Les délégués de Cuba et du Costa Rica, José Pardo Jiménez et Rodrigo Vargas Salas respectivement, ont souligné dans leurs discours les avantages de l'unité de voisinage dans leurs pays. Le Secrétaire général de l'OEA, José A. Mora, a également évoqué l'importance de planifier l'environnement et les services communaux, deux variables contribuant à l'élévation du niveau de vie des habitants.⁶²⁴ L'autre indication est la

⁶²¹ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 94, 154.

⁶²² CCSS. *Memoria anual 1953*, p. 364; CIES, *Informe sobre el Problema...*, p. 1.

⁶²³ OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 31; Cependant, la déclaration de principes de la réunion technique de 1958 a déclaré, de manière catégorique, « le droit naturel et inaliénable de l'homme et de sa famille, au sein de la communauté, d'utiliser et de profiter d'un logement continuellement adapté à leurs besoins, aux exigences sociales et aux progrès de l'époque. Il faut entendre comme logement l'environnement physique et social qui répond aux exigences indispensables d'hygiène, de sécurité et d'esthétique, doté des services publics et communaux correspondants et dûment intégré au travail et aux loisirs. » OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp. 14-15.

⁶²⁴ José Pardo Jiménez. « Exposición del presidente de la delegación de Cuba, Sr. José Pardo Jiménez, en la primera sesión plenaria. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 72-75; Rodrigo Vargas Salas. « Exposición del delegado de Costa Rica, Sr. Rodrigo Vargas Salas, en la tercera sesión plenaria. 29 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 85-87; José A. Mora. « Discurso pronunciado por el Secretario General de la Organización de los Estados Americanos,

présence du terme « facilités communales » dans certaines recommandations et qui est indissociable de l'unité de voisinage.⁶²⁵

Dans sa proposition initiale Perry a placé l'école primaire, plus tard remplacé par le centre communautaire⁶²⁶, comme le noyau de l'unité de voisinage et à partir de celle-ci étaient calculées la densité de population, la zone et les services connexes auxquels ses habitants se déplaceraient principalement à pied (Image V.5). En 1947, Solow et Ann Copperman ont repris ces idées et, dans l'introduction du manuel *Planning the Neighborhood* (Image V.6), ils ont écrit ce qui suit :

« Le Comité convient que l'environnement du logement comprend « la zone qui englobe toutes les installations et conditions publiques requises par la famille moyenne pour son confort et son bon développement à proximité du logement ... Il y a un accord général sur le fait que l'unité minimale de planification est le quartier. Utilisé en ce sens, le quartier est un concept physique : c'est la zone à l'intérieur de laquelle les résidents peuvent tous partager les *services communs*, les activités sociales et les *facilités* nécessaires à proximité du logement. »⁶²⁷

La référence constante aux « facilités publiques », aux « services communs », aux « facilités » a finalement été résumée en un seul terme, « facilité communautaire » qui comprenait des services éducatifs tels que les loisirs, les services sociaux, culturels et commerciaux aux habitants et qui étaient utilisés à plus d'une occasion par les membres de la famille. Ceux-ci n'étaient en outre qu'une partie des « facilités de logement » qui comprenaient également une autre gamme de services, tels que ceux d'eau potable ou de transports.⁶²⁸

Parmi les événements périphériques, ceux qui ont le plus prêté attention à la relation du logement et de son environnement, ont de nouveau été ceux liés à HABITAT.

acto de la sesión inaugural. 27 de noviembre de 1956. » OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, pp. 42-43.

⁶²⁵ OEA-CIES, *Informe Final. Segunda...*, pp.34-35, 46-47.

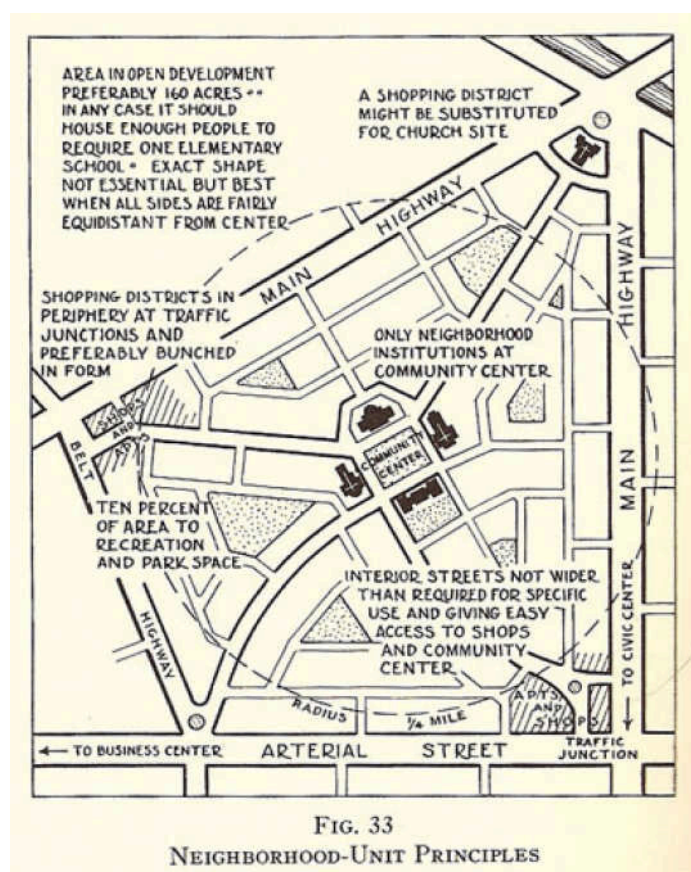
⁶²⁶ Dans sa réflexion sur l'unité de voisinage, Sert remplace l'école par le centre communautaire, peut-être inspiré par les idées de Walter Gropius. Chez Gropius, le centre communautaire était un « domaine d'éducation culturelle qui permet à l'individu d'atteindre sa pleine stature au sein de la communauté. Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 130; Sert, « The Neighborhood Unit... », p. 19.

⁶²⁷ « The Committee agrees that housing environment comprises "the area which embraces all the *public facilities* and conditions required by the average family for its comfort and proper development within the vicinity of the dwelling... There is general agreement that the minimum planning unit is the neighborhood. Used in this sense, the neighborhood is a physical concept: it is the area within which residents may all share the *common services*, social activities and *facilities* required in the vicinity of the dwelling. » Anatole Solow y Ann Copperman. *Planning the Neighborhood*. (Chicago: Public Administration Service, 1960), p. 1; Brody. « Constructing Professional Knowledge », pp. 51-58; 87-92.

⁶²⁸ Solow y Copperman, *Planning the Neighborhood*, pp. 74-75.

La Conférence Habitat 1975, par sa recommandation 5, a rappelé que toute politique serait orientée vers l'amélioration de la qualité de vie, ce qui impliquerait que la fourniture de logements s'accompagne de « services adaptés à tous », comme l'a établi sa recommandation 15. Sans avoir encore fait mention explicite de l'unité de voisinage, le principe d'association logement et environnement persistait. HABITAT-I a inclus plusieurs recommandations qui ont hérité de ces principes, dans lesquelles les quartiers devaient être planifiés de manière globale (recommandation C.1) et accorder une attention particulière « aux caractéristiques sociales, à la fourniture de facilités, de services et d'équipements nécessaires à la vie quotidienne de leurs habitants » (recommandation B.12), y compris les services sociaux (recommandation C.15) et les services de loisirs (recommandation C.18).⁶²⁹

Image V.5. Dessin des principes de l'unité de voisinage d'après Clarence Perry. 1929.

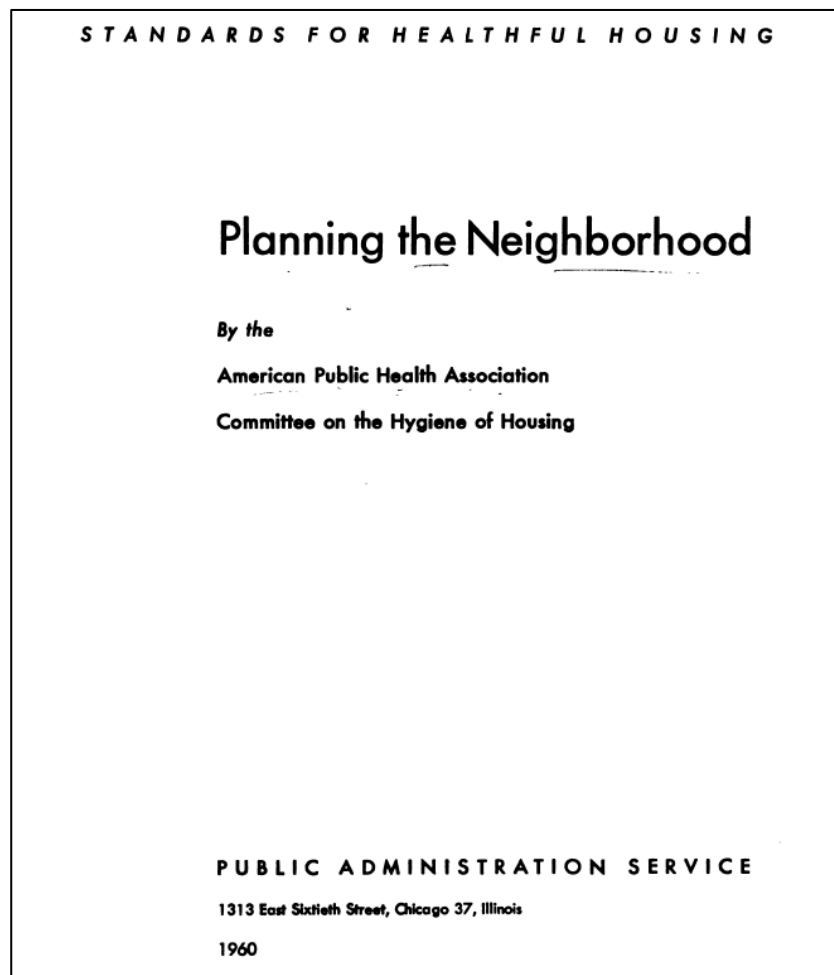


Source : Brody. « Constructing Professional Knowledge », p. 34.

⁶²⁹ « Conferencia regional preparatoria... », pp. 23, 25; United Nations, *Report of Habitat*, pp. 32, 39, 55-56, 59-60.

Dans une perspective comparée, les événements centraux et périphériques ont réussi à mobiliser les principes de l'unité de voisinage presque sans modification. Ce qui ressort cependant, c'est la perte du concept et de son caractère central dans la politique d'urbanisme, comme l'avaient initialement proposé les congrès panaméricains d'architecture. Sur le concept, Montoya a précisé que l'unité de voisinage a assumé en Amérique latine plusieurs identités : « maisons collectives », « quartiers », « ensembles résidentiels », « centre urbain », « unité logement », « hameau », « unité résidentielle », etc.⁶³⁰, donc la non-mention explicite du concept ne veut pas dire que le modèle ait cessé d'être appliqué comme en témoignent la dynamique des recommandations qui viennent d'être explorées.

Image V.6. Couverture du manuel *Planning the Neighborhood*. 1960.



Source : Solow y Copperman, *Planning the Neighborhood*.

⁶³⁰ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 18.

Mais le modèle de l'unité de voisinage, outre les solutions, a également produit plusieurs inconvénients. À cet égard, Sert a critiqué le fait que « Il ne fait aucun doute que la planification civique s'est évadée au cours des dernières années vers les banlieues ; l'urbanisme est vraiment devenu suburbain... Cela correspond à la tendance à la décentralisation dans les villes... »⁶³¹. La fuite de la population de classe moyen et riche vers les périphéries de la ville est devenue un problème d'une grande importance en raison de la détérioration des nombreux quartiers et centres historiques, de l'augmentation de certains aggravants tels que la misère, la pollution et le démantèlement du commerce local qui avait autrefois été la clé du développement économique de ses habitants. Cela allait en accord avec la promesse d'une « salubrité de la vie à la campagne » des unités de voisinage qui motivait davantage le déplacement de la population vers les périphéries, laissant le centre comme foyer des secteurs dépossédés de la société.⁶³² Pour inverser cette dynamique, les délégués ont proposé un modèle alternatif.

b) La rénovation urbaine et les centres civiques.

Aux côtés de l'unité de voisinage, les événements centraux ont favorisé la remise en état des centres-villes pour endiguer leur dépeuplement. À partir des données disponibles, il a été possible d'identifier deux versions ou paradigmes qui ont inspiré les recommandations. Le premier d'entre eux, appelé rénovation urbaine ou « re fondement urbain », a été principalement diffusé par l'OEA depuis la fin des années 1940.⁶³³ En 1955, cet organisme a publié un manuel écrit par l'urbaniste Luis Vera qui définissait la portée et les modalités de ce modèle d'urbanisme. Dans l'introduction de cette œuvre, Solow a affirmé qu'il était,

⁶³¹ Josep Lluís Sert. « The Theme of the Congress. The Core (1951). » *The Writings...*, p. 2.

⁶³² Almandoz. *Modernización urbana...*, p. 160.

⁶³³ Solow, *A planning program for...*, pp. 16-18. La rénovation urbaine n'était pas tout à fait une nouveauté ni exclusive de l'Amérique latine. Henri Coing nous rappelle que les opérations faites par Hausmann au XIXe siècle, les politiques de control social menées par l'État inspirés par les discours hygiéniques au début du XXe siècle et les plans d'aménagement des années 60 à Paris furent expressions de transformation violent du tissu urbain et social des quartiers populaires ou centre-ville qui ont affecté non seulement les expressions de la vie quotidienne des habitants, mais aussi un changement à l'espace géographique provoquées par un agent externe, soit l'État ou les entreprises privés. Henri Coing. *Rénovation urbaine et changement social: L'îlot n° 4, Paris 13e*. (Paris: FeniXX, 1976); Rosemary Wakeman. « Fascinating Les Halles. » *French Politics, Culture & Society*. [en ligne]. Vol. 25, N° 2 (Summer 2007), pp. 46-72. Consulté le 21 février 2018. URL: <http://www.jstor.org/stable/42843501>.

« ... bien sûr, la simple construction de nouveaux logements, ou encore des nouvelles unités de voisinage à la périphérie des villes, ne résoudra pas le problème des bidonvilles existants. Il est également clair que, quelle que soit la bonne intention d'éliminer certains logements délabrés ou d'élargir peut-être une rue, les efforts sporadiques et non coordonnés auront très peu d'effet sur le problème total... Le moment est venu d'entreprendre des programmes d'action, des programmes de rénovation urbaine, si les villes doivent survivre à l'impact de l'industrialisation et de l'expansion que le développement économique a imposé à beaucoup d'entre elles. »⁶³⁴

Selon Vera, le dépeuplement des villes d'Amérique latine était le symptôme de l'absence d'une planification globale qui entravait la fuite de la population vers les banlieues, la congestion des véhicules, le manque d'espaces verts et de loisirs, la prolifération des bidonvilles et l'évasion fiscale qui privait les gouvernements locaux de leurs ressources et de leur pouvoir de police. Elle était également le résultat de l'incompréhension du plan d'aménagement, qui pouvait inclure des stratégies de rénovation des quartiers, des bâtiments historiques et des aires de loisirs.⁶³⁵

Pour endiguer l'expression « trajectoire suicidaire de la détérioration » due à Solow, Vera proposa cinq types de zones ou de priorités de rénovation urbaine à inclure dans les plans d'aménagement des villes :

1. *Éradication des bidonvilles, par la démolition complète pour permettre de nouvelles constructions.*
2. *Réhabilitation d'espaces, qui impliquait la réparation dans une plus ou moins grande mesure des bâtiments existants, où le pouvoir de police de la municipalité était nécessaire pour exproprier les espaces et appliquer la réglementation correspondante.*
3. *Conservation des zones, qui avaient besoin du pouvoir de police de l'arrondissement pour maintenir son état, au fil du temps.*

⁶³⁴ « ... claro que la mera construcción de nuevas viviendas, o aún las nuevas unidades vecinales en la periferia de las ciudades, no solucionará el problema de los tugurios existentes. También es claro que, por buena que sea la intención de eliminar algunas viviendas deterioradas o de ensanchar una que otra calle, los esfuerzos esporádicos y sin coordinación tendrán muy poco efecto sobre el problema total... Ha llegado la hora de emprender programas de acción, programas de renovación urbana, si las ciudades han de sobrevivir el impacto de la industrialización y expansión que el desarrollo económico ha forzado sobre muchas de ellas. » Luis Vera. *Renovación urbana*. Serie Vivienda y Planeamiento N° 10. (Washington D.C.: División de Vivienda y Planeamiento - Unión panamericana, 1955), p. 8. Traduction libre.

⁶³⁵ Le pouvoir de la police, chez Vera, était un prérogative de la municipalité de protéger et de maintenir le bien-être et la santé des habitants. Ses composantes étaient une série d'instruments limitant les personnes et les biens, au profit de la collectivité, parmi lesquels figuraient les ordonnances et les contrôles de l'utilisation des sols et de l'urbanisme. Vera, *Renovación urbana*, pp. 22, 25-26.

4. *Intervenir les espaces libres, qui étaient non développés et étaient des instruments de spéculation.*
5. *Intégrer les zones non développées ou vacantes, qui nécessitaient l'achat direct de la municipalité par le biais de la réglementation.*⁶³⁶

Ces priorités ont été constituées comme un système de prévention, où est intervenu non seulement l'effort de la municipalité, mais aussi celui de la communauté. Vera a noté que, dans le cas portoricain, les zones de réhabilitation des espaces avaient eu recours à l'action communautaire pour déterminer les besoins clés et éviter la démolition des bâtiments existants, de sorte que les programmes devaient faire l'objet d'une large publicité.⁶³⁷ Les méthodologies d'effort personnel et d'entraide ont été constituées en instruments clés pour ces domaines et explique pourquoi certains programmes du CINVA se sont concentrés sur la « réhabilitation des quartiers ».⁶³⁸

Parallèlement à la proposition de l'UnP de rénovation urbaine, lors du CIAM 7 réalisé en 1949 à Bergame, en Italie, les projets de Sert et Wiener pour Lima et Chimbote au Pérou et Tumaco en Colombie ont motivé la discussion des « centres civiques » au sein du congrès.⁶³⁹ Selon ces urbanistes, les centres civiques étaient une mise à jour du fonctionnement des anciennes places d'armes des villes coloniales en tant qu'espaces sociaux, ce qu'ils avaient déjà testé dans leur projet de « Cidade dos Motores » et qu'ils considéraient comme une « cinquième fonction » des villes. Pendant le CIAM 8, le centre civique, appelé « noyau » ou « cœur » de la ville, s'est fait voir attribuer des fonctions éminemment sociales à une époque où plusieurs membres du CIAM, tels que le groupe MARS, Jacqueline Tyrwhith, Giedion et Sert lui-même, s'écartaient des approches fonctionnalistes et quantitatives qui avaient si longtemps dominé les discussions et les propositions des congrès.⁶⁴⁰

⁶³⁶ Vera a détaillé les actions d'un programme de rénovation urbaine. Par Éradication, il a compris les actions visant à éliminer ou à démolir complètement les bâtiments existants. Par Conservation, il a évoqué les mesures visant à améliorer la qualité des secteurs résidentiels qui n'avaient pas besoin d'être démolis. Réhabiliter, c'était une approche qui combine les tâches d'éradication et de conservation, selon l'espace. Vera, *Renovación urbana*, p. 31.

⁶³⁷ Vera, *Renovación urbana*, p. 28.

⁶³⁸ Vera, *Renovación urbana*, pp. 33-34, 37-38.

⁶³⁹ Almandoz, *Modernización urbana...*, p. 281; León Espinosa Restrepo. « El Plan piloto de Cali, 1950. » *Revista Bitácora Urbano Territorial*, Vol. 10, N° 1 (enero-diciembre 2006): pp. 222-233.

⁶⁴⁰ Mumford, *The CIAM discourse on urbanism*, pp. 132-133, 188-191, 202-203.

Le centre civique de Sert n'était cependant pas nouveau. Lors du troisième congrès panaméricain des architectes de 1927, Alfredo Coppola a cité les centres civiques américains comme exemples de bien-être social et d'esthétique architecturale, la place étant l'un de ses espaces articulateurs. Cet événement a également réuni l'architecte et éducateur John Galen Howard en tant que délégué des États-Unis, qui avait conçu le centre civique de San Francisco en 1912.⁶⁴¹ Pour cet architecte, cet espace signifiait :

« ... l'unité de la communauté dont elle est le besoin pratique, la fin esthétique et l'expression spirituelle. Pour moi, le Civic Center de San Francisco signifie aujourd'hui « Rassemblez-vous ! » Demain et pour le moment à venir, cela signifiera : « San Francisco s'est réunie, et elle se tient, finalement, ensemble. »⁶⁴²

La différence avec la conceptualisation de Sert est que les centres civiques américains exposés pendant le panaméricanisme ont répondu au mouvement *City Beautiful*, basé sur des principes d'hygiène et esthétiques du XIXe siècle repris principalement du modèle haussmannien. En ce sens, les préoccupations de ce mouvement étaient l'assainissement des villes et l'introduction d'un sentiment d'ordre social et esthétique à la ville, mais dans la pratique, ces plans ont, selon leurs détracteurs, souffert de propositions qui résoudraient le manque d'écoles, de logements sociaux et de soins de santé. L'objectif réel était de transformer les villes en pôles d'activité et d'investissement économique et, dans les années 1930, il a servi le totalitarisme à mobiliser son idéologie et ses symboles.⁶⁴³

Ayant pris la critique de Lewis Mumford et inspiré par la pensée du philosophe espagnol José Ortega y Gasset, Sert considérait le centre civique comme un espace d'activité créative, politique et émancipatrice, héritière de la tradition gréco-romaine qui devait être récupérée pour renforcer le sens coopératif et culturel des habitants. Mais en outre, c'est l'espace qui reliait les gens à leur monde actuel et qui fournissait les services les plus essentiels.⁶⁴⁴ Le centre civique a été appelé à créer une « communauté », faisant écho à la définition de « noyau » donnée par le groupe MARS :

⁶⁴¹ SCA, *III Congreso Panamericano*, pp. 226-227, 238-239.

⁶⁴² Joan E. Draper. « The San Francisco Civic Center: Architecture, Planning and Politics. » (PhD. Thesis in Architecture, University of California, Berkeley, 1979), p. 56.

⁶⁴³ Hall, *Cities of Tomorrow*, pp. 207, 210-212, 227-236.

⁶⁴⁴ Sert, « The Theme of the Congress », pp. 8, 10. Le terme « centre civique » n'a pas été inventé par Sert. Selon Jonathan Ritter, John DeWitt Warner l'a utilisé dans un article de sa paternité en 1902. Trois ans plus tard, le *New York Times* l'a défini comme un regroupement de bâtiments autour d'un parc ou d'une place qui visaient à améliorer le paysage architectural ainsi que la vie civique. Jonathan Ritter. « The American Civic Center: Urban Ideals and Compromise on the Ground. » (PhD. Thesis, Institute of Fine Arts – New York University, 2007), pp. 5-6.

« Ils disent dans leur programme qu'une communauté n'est pas simplement un agrégat d'individus, et qu'une caractéristique essentielle de tout véritable organisme (comme la communauté) est un cœur physique ou un noyau, que nous appelons le noyau ... À chaque niveau, la création d'un environnement particulier est demandée, à la fois comme cadre pour l'expression de ce sentiment de communauté et comme expression réelle de celui-ci. C'est le cœur physique de la communauté, le noyau. »⁶⁴⁵

L'une des principales exigences pour faciliter la rencontre sociale était d'inverser le processus de motorisation des villes et d'en consacrer certains espaces au transport piétonnier qui contribuaient à améliorer le sentiment de sécurité et de bonheur des habitants. Une autre condition était que le centre civique devait échapper à la normalisation, car les conditions spécifiques de chaque pays déterminaient les caractéristiques de ces espaces. Il était important que le centre civique soit complété par d'autres centres de niveau intermédiaire, formant ce qu'il appelait une « constellation d'unités » dont la fonction fondamentale était toujours de renforcer la vie communautaire.⁶⁴⁶ Sert, dans un autre texte, a en outre appelé à l'utilisation d'une échelle plus « humaine » facilitant le contact humain et favorisant donc l'aspect compact du centre civique.⁶⁴⁷

Ainsi, la rénovation urbaine et les centres civiques ont partagé la caractéristique d'une perspective hygiéniste continue. Expliquant l'impact de la mauvaise planification des villes latino-américaines et le préjudice causé à leur image physique, Vera a souligné ce qui suit :

« Les quartiers délabrés et la surpopulation constituent aujourd'hui un prélèvement pour le contribuable et une maladie sociale qui se manifeste par des taux élevés de criminalité et de délinquance juvénile, à l'exception d'autres taux d'insalubrité et de symptômes évidents de dégénérescence morale. La désintégration se produit dans une plus ou moins grande mesure dans tous les quartiers de la ville, mais elle s'est surtout localisée dans les quartiers du centre-ville et est facile à reconnaître pour ses effets nombreux et variés qui se font sentir dans les impacts sociaux et économiques sur la communauté... C'est le résultant d'un processus multiforme complexe... avec des effets multiples et, dans une

⁶⁴⁵ « They say in their program that a community is not merely an aggregate of individuals, and that an essential feature in any true organism (such as the community) is a physical heart or nucleus, which we call the core... At each level, the creation of a special environment is called for, both as a setting for the expression of this sense of community and an actual expression of it. This is the physical heart of the community, the nucleus, the core.» Sert, "The Theme of the Congress", p. 9. Traduction libre.

⁶⁴⁶ Sert, « The Theme of the Congress », pp. 6 y 8.

⁶⁴⁷ Josep Lluís Sert. « The Human Scale. Key to the Measure of Cities (1957) » *The Writings...*, pp. 83, 87-88; García, *Teorías e historia de la ciudad*, p. 93.

certaine mesure, contradictoires sur les institutions, les groupes communautaires et les individus. »⁶⁴⁸

L'hygiène du modèle de rénovation urbaine signifiait la présence des positions civilisationnelles du développement et de l'entraide, révisées au chapitre 1. En outre, comme nous l'avons déjà dit, cela était intimement associé à l'idée que la communauté n'avait pas la capacité d'organisation qui a également entraîné la détérioration de ses espaces de vie, de sorte que l'État était appelé à organiser, mais surtout à diriger la rénovation urbaine et la création de centres civiques. Certes, bien que les méthodologies d'effort propre et d'entraide aient été recommandées dans le cadre de la rénovation urbaine, la tendance générale était la mise en œuvre d'une politique « d'en haut » et, à quelques exceptions, la participation communautaire a pu générer des réponses « d'en bas ».

Il convient de noter que l'unité de voisinage, comme l'intervention des centres urbains, s'inscrivait dans le concept de planification intégrale qui visait à équilibrer le développement tant urbain que rural. Ernest Weissmann, lors de la Réunion Technique de 1956, a été l'un des principaux interlocuteurs de cette approche en soulignant que la région était :

« ... le lien entre la communauté et la nation. Un plan régional permettra donc d'identifier plus facilement les objectifs nationaux, en termes d'action locale. En d'autres termes, il offre une structure appropriée, dans laquelle les projets de promotion de portée nationale ou locale peuvent avoir leur site approprié. Par conséquent, elle nous donne également l'occasion de mobiliser, par le développement de la communauté locale, les ressources humaines d'une région, en les consacrant à la réalisation des objectifs de développement national. »⁶⁴⁹

Les événements centraux, pour atteindre l'objectif de planification intégrale, ont recommandé l'unité de voisinage et la rénovation urbaine qui seraient exprimées par les plans d'aménagement, leur principal outil. La Réunion technique de 1958 a établi que le plan d'aménagement, dont la création revenait au gouvernement local et/ou à l'État, était

⁶⁴⁸ « Los barrios ruinosos y el hacinamiento constituyen hoy un gravamen para el contribuyente y una enfermedad social que se evidencia en porcentajes elevados de criminalidad y delincuencia juvenil, aparte de otros índices de insalubridad y de síntomas evidentes de degeneración moral. La desintegración ocurre en mayor o menor grado en todas las áreas de la ciudad, pero se ha localizado principalmente en los distritos céntricos y es fácil de reconocer por sus efectos numerosos y variados que se patentizan en impactos sociales y económicos sobre la comunidad... Es la resultante de un proceso polifacético complejo... con efectos múltiples y, hasta cierto punto, contradictorios sobre instituciones, grupos comunidades e individuos. » Vera, *Renovación urbana*, p. 18.

⁶⁴⁹ Weissmann. « Exposición del observador... », p. 93.

l'instrument qui assurerait la croissance ordonnée des villes, le développement équilibré des zones rurales et la récupération de la plus-value des terres soumises à la spéculation par leurs propriétaires. Il s'agissait de la première étape de l'élaboration de la réglementation nécessaire à la mise en œuvre de ses programmes de rénovation urbaine, avec le soutien du capital privé, et de l'encouragement de projets de « centres urbains intégrés » qui remplissaient la fonction de décongestionner la ville et d'absorber « organiquement » les flux migratoires, assurant ainsi le développement économique et social des habitants.⁶⁵⁰

Lors des événements périphériques, plusieurs changements ont été réalisés en ce qui concerne ces modèles et instruments. Le plus important, qui s'inscrit dans le cadre des politiques de l'ALPRO et de la Décennie des Nations Unies pour le développement, a été l'introduction du « plan national de développement » comme instrument essentiel pour planifier le développement économique et social, y compris dans le domaine du logement. Le plan d'aménagement, qui avait joué un rôle central pendant plusieurs décennies, est passé à l'arrière-plan aux côtés des programmes de logement, car les deux devaient répondre aux lignes directrices du « plan national ». Bien que les approches quantitatives et économiques aient certainement prédominé dans la programmation du logement, des discours appelant à une planification intégrale ont continué de persister. En ce qui concerne les modèles, celui de la rénovation urbaine a motivé l'organisation d'un symposium à Genève en 1962, où l'approche régionale, la qualité des zones urbaines et les politiques de rénovation, de réhabilitation et de conservation ont continué d'être explorées. Relatif aux centres civiques, bien que les rapports finaux ne fassent pas référence à ce modèle, on ne peut pas conclure pour autant que ceux-ci ont cessé d'être entièrement promus, en raison de la présence de projets depuis les années 1950 dans plusieurs pays, dont le Costa Rica, aspect dont je parlerai plus loin.⁶⁵¹

Dans les activités liées à HABITAT, il y a eu une reprise explicite de la planification intégrale, appelant à doter les zones rurales et urbaines d'un développement équilibré et à réduire l'effet des « macrocéphalies » urbaines. Au cours des débats d'HABITAT-I, le modèle de la rénovation urbaine a également été légitimé, avec

⁶⁵⁰ *Informe Final. Segunda...*, pp. 28-29, 33-34, 36-37.

⁶⁵¹ ONU, *Informe del Seminario Latinoamericano...*, pp. 22-25, 92; ECOSOC. « Informe del seminario... », p. 6.

l'avertissement que sa mise en œuvre devait reposer sur un vaste programme d'action communautaire.⁶⁵²

Dans cet ordre d'idées, la Conférence Habitat 1975 a orienté ses recommandations vers trois objectifs: la planification intégrale, par la création d' « unités de population intermédiaires » pour freiner la migration vers les centres-villes (recommandation 6), la planification, le développement et la dotation des services au niveau métropolitain (recommandation 13) et la mise à jour de la législation correspondante pour introduire de nouvelles conceptions de villes intégrées, qui amélioreraient l'environnement et préviennent la détérioration du tissu urbain (recommandation 18).

En revanche, HABITAT-I s'est contenté de reconduire les politiques d'urbanisme à plusieurs niveaux et dans une perspective à long terme, en commençant par s'assurer que la planification répond aux valeurs nationales et utilise des modèles inspirés par celles-ci (recommandation B.2), que des politiques de développement régional soient mises en place (recommandations B.4 et B.5), en tenant compte de la prévention des catastrophes (recommandation B.14) et de l'échelle métropolitaine des villes et de leur environnement (recommandé). B.6). Pourtant, les recommandations B.8. et B.9. ont réitéré la nécessité de combiner les instruments pour créer de nouveaux établissements humains et ceux qui rénovent et protègent de la détérioration les anciennes zones des villes.⁶⁵³

⁶⁵² « Conferencia regional preparatoria... », p. 9; United Nations, *Report of Habitat*, pp. 131, 141.

⁶⁵³ « Conferencia regional preparatoria... », pp. 23, 25; United Nations, *Report of Habitat*, pp. 32, 39, 55-56, 59-60.

5. Conclusion du chapitre.

Les événements du réseau d'entrelacements ont maintenu la tendance à utiliser le plan d'aménagement comme l'instrument d'urbanisme et de logement social le plus important, malgré sa subordination aux plans nationaux de développement qui a été identifiée à partir des années 1960. En revanche, les deux modèles proposés, tant celui de l'unité de voisinage que celui de la rénovation urbaine et des centres civiques, ont connu des mutations pertinentes. Bien que l'unité de voisinage ait perdu son concept, tout au long des activités, la notion de lier le logement à son environnement et de le doter des facilités communales nécessaires à la jouissance et au bien-être des habitants a persisté. L'accent mis sur l'enracinement de la vie communautaire a également été partagé avec la proposition de Sert des centres civiques qui a été combinée avec les principes d'hygiène et d'esthétique de l'urbanisme des premières décennies du XXe siècle.

La planification intégrale ou globale a été le concept directeur qui a articulé à la fois des instruments et des modèles et leur a donné un caractère multi-échelle, à commencer par l'action communautaire coordonnée par les municipalités et soutenue par l'État; le développement des zones rurales et de la périphérie des villes, axé sur la création de villes intermédiaires qui répartiraient les pôles d'activité économique, mais aussi accompagné de mécanismes permettant aux citoyens de récupérer les centres urbains et de maintenir leur rôle historique en tant qu'espace articulateur de la vie civique et productive des pays et de leurs régions. Mais avant de définir la dynamique des entourages du réseau d'entrelacements, il reste à analyser comment ceux-ci étaient appropriés lors des événements centraméricains, qui ont finalement délimité une partie de l'agenda de l'urbanisme et du logement social utilisé par l'INVU pour établir ses propres politiques.

VI. UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

Les pays d'Amérique centrale motivés par les recommandations de la CEPALC ont décidé, en 1952, de tenir la première des neuf réunions en vue d'établir un programme d'intégration régionale. Considérée comme un processus progressif, l'intégration économique a cherché à créer les chaînes productives entre le secteur primaire et secondaire de l'économie pour constituer un marché commun, pour résoudre de manière coordonnée les problèmes de l'énergie et des transports, pour stimuler la création de normes communes d'échanges, tarifaires et industriels pour les pays de l'isthme et, surtout, pour demander le soutien de l'ONU et de son programme d'assistance technique au projet.⁶⁵⁴

Bien que la question du logement n'ait pas été importante pour le Comité de coopération économique de l'isthme centraméricain (CCE) lors des premières réunions, elle a été incluse dans les débats à partir de 1957 en raison du déficit croissant de logement et des effets socio-économiques qu'il a entraînés. Le CCE a averti que les États pourraient résoudre ces problèmes de différentes manières, mais a recommandé de saisir les économies du public, de réduire le coût de construction des logements et de lancer un programme de substitution des importations pour les matériaux de construction.⁶⁵⁵ Autrement dit, le problème du logement n'a pas été considéré comme un problème social, mais économique et technique.

Quelques mois plus tôt, l'UnP avait présenté, dans le cadre de la Réunion technique de 1956, un diagnostic sur le problème du logement en Amérique centrale qui concluait que les pays de l'isthme, en plus ou moins grande mesure, des problèmes similaires dans l'approvisionnement en services essentiels tels que l'eau, l'électricité et les égouts, des logements construits avec des matériaux de mauvaise qualité, une

⁶⁵⁴ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/361, avril de 1970. CEPAL. « Textos y documentos sobre integración económica latinoamericana. El Mercado Común Centroamericano », pp. 1-9. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://goo.gl/XMxnYj>. Alfredo Guerra Borges. « Capítulo 1. El desarrollo económico. » *Historia General de Centroamérica*. Tomo V : De la posguerra a la crisis, Héctor Pérez Brignoli (ed.) (San José, Costa Rica : FLACSO – Programa Costa Rica, 1994), pp. 37-41.

⁶⁵⁵ CEPAL. « Textos y documentos sobre integración... », p. 45-46.

institution immature avec des ressources humaines et financières médiocres et, surtout, une industrie des matériaux qui, bien que prometteuse, ne répondait pas encore à la demande de chaque pays. Ce rapport indiquait que le programme d'intégration économique représentait une occasion cruciale d'atteindre l'objectif de réduction des prix de la construction, car

« En tant que facteur de développement économique, le logement est étroitement lié à la production et à l'industrialisation. Les familles urbaines et rurales dépendent aujourd'hui des produits de l'industrie pour améliorer leurs conditions d'hébergement. Par conséquent, là où les industries ne sont pas au stade du développement, il est difficile de lancer des programmes de logement d'intérêt social à une échelle appréciable. »⁶⁵⁶

En plus de réduire le coût de construction, l'industrie s'est efforcée de transformer la production de matériaux locaux considérés comme « primitifs » car ils dépendaient du travail artisanal d'ateliers et de petites usines et même de la force familiale pour les produire; l'industrie forcerait une amélioration de la qualité du matériau, par la normalisation et la coordination modulaire, à condition qu'elles s'accompagnent de facilités dans le transport de la matière première et l'accès aux sources d'énergie.⁶⁵⁷ Ces preuves suggèrent que l'approche prédominante de la politique du logement en Amérique centrale a été la transformation des facteurs de production et l'obtention d'une ressource humaine capable d'augmenter le volume des logements construits, de réduire leur prix et de les rendre accessibles aux secteurs sociaux dont les ressources sont limitées.⁶⁵⁸

En observant le comportement des recommandations des événements centraméricains, il n'est pas surprenant que les domaines les plus importants soient la promotion des programmes d'assistance technique internationale et de l'industrie des matériaux de construction. Sur un total de 67 résolutions, 40,3% ont cherché à accroître le flux d'aide technique vers l'isthme et 34,3% ont été consacrées à l'insertion du logement dans la dynamique de l'industrialisation. Cela indique que l'approche des

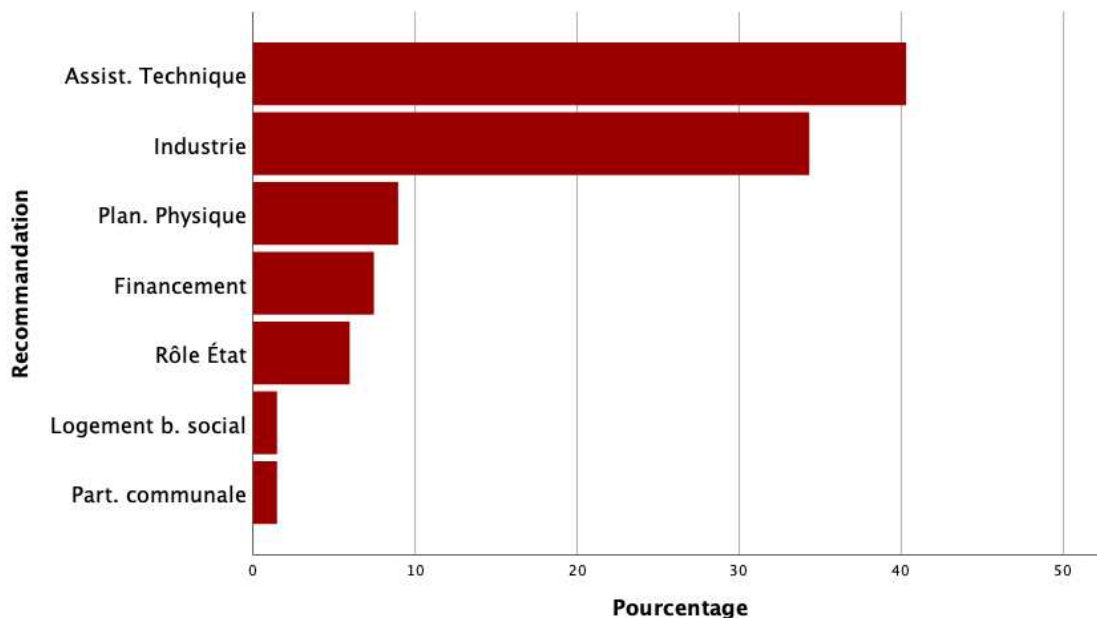
⁶⁵⁶ « Como factor del desarrollo económico, la vivienda grava estrecha relación con la producción y la industrialización. Las familias urbanas y rurales dependen hoy de los productos de la industria para mejorar sus condiciones de alojamiento. En consecuencia, allí donde las industrias no se encuentren en etapa de desarrollo, es difícil iniciar programas de vivienda de interés social en escala apreciable » Unión Panamericana. *La vivienda de interés social en América Latina. Istmo Centroamericano*. Serie Vivienda y Planeamiento N° 13. (Washington D.C. : División de Vivienda y Planeamiento – Unión Panamericana, 1957), p. 24.

⁶⁵⁷ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/AC.6/3, 11 de septiembre de 1957. Carlos Leónidas Acevedo. « El problema de la vivienda en Centroamérica. » Consulté le 30 avril 2021. URL: <https://goo.gl/OEBqHz>

⁶⁵⁸ Víctor Bulmer-Thomas. *Studies in the Economics of Central America*. (London : Palgrave Macmillan, 1988), p. 79.

politiques centraméricaines furent biaisées, car les recommandations associées au logement et au bien-être social et le rôle de la communauté sont arrivées en dernière position où, ensemble, ils ne représentaient que 3% des recommandations. En revanche, les instruments de planification physique (9%), le financement (7,5%) et le rôle de l'État (6%) ont conservé une certaine pertinence. On peut constater que l'agenda centraméricain est resté fortement « couplé » à la politique de développement latino-américain qui s'est exprimée dans le Marché commun centraméricain (MCCA). C'est ce programme d'intégration économique qui a donné son identité à l'agenda centraméricain et qui expliquera à la fois ses forces et ses faiblesses.

Graphique VI.1. Amérique centrale. Fréquence des recommandations des événements du réseau d'entrelacements, en pourcentages. (1957-1965).



Source : Tableau A.6.

1. Un entourage spécialisé.

Comme indiqué précédemment, la Réunion technique de 1956 a continué l'appel à normaliser les matériaux pour faire baisser les prix, améliorer la productivité et l'efficacité du secteur de la construction, établir un langage technique commun, exhorter les États à créer des normes et des codes du bâtiment et à former le personnel requis pour

les projets de logement, des ouvriers spécialisés, jusqu'aux maîtres d'œuvre, architectes, administrateurs publics, économistes et spécialistes des sciences sociales⁶⁵⁹. Dans le cadre de la fondation du MCCA, certaines de ces tâches n'étaient pas entièrement inconnues des pays d'Amérique centrale qui avaient établi leur propre normalisation tarifaire en 1953 et de leur régime d'industries d'intégration en 1956.⁶⁶⁰

Les délégués présents à la Réunion sur les problèmes de logement, des industries du bâtiment et des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama de 1957 (Réunion de logement 1957), parmi lesquels Rodrigo Carazo et Anatole Solow (Image VI.1) ont répondu à cet appel et émis plusieurs recommandations visant à créer un marché commun des matériaux de construction, dont la promotion de l'utilisation de matériaux locaux, la stimulation de la formation de chambres de commerce nationales, l'amélioration de l'échange d'informations et de la publicité, publier des registres des entreprises d'Amérique centrale, former la main-d'œuvre centraméricaine, étudier constamment la demande de matériaux de construction, créer les mécanismes légaux d'incitation à l'industrie et permettre la libre concurrence des personnes et des capitaux dans l'isthme.⁶⁶¹

L'une des recommandations la plus relevant a été de donner un caractère permanent à l'Exposition des industries des matériaux de construction d'Amérique centrale et du Panama, car elle a été considérée non seulement comme un espace de publicité et d'échange d'informations entre clients et entrepreneurs, mais aussi comme une circulation du savoir technique et scientifique en matière de logement et d'urbanisme.⁶⁶² La première de ces activités a été organisée à San José et bien qu'il n'ait pas été possible d'obtenir des photographies de l'exposition, des annonces ont été

⁶⁵⁹ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/108, 16 de noviembre de 1957. CEPAL. « Informe de la Reunión sobre problemas de vivienda, industrias de la edificación y de materiales de la construcción en Centroamérica y Panamá (San José, Costa Rica, 10 a 16 de noviembre de 1957) », pp. 13-17. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://goo.gl/opye1w>

⁶⁶⁰ Guerra B., « Capítulo 1. El desarrollo económico », p. 50.

⁶⁶¹ Tout au long de ce processus, le Panama s'est montré prudent face à la création d'un marché commun et donc à la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux, pour des raisons tarifaires. Pourtant, il a souligné qu'avec les bonnes études, il pourrait reconsidérer sa position. En ce qui concerne le même sujet, les pays d'Amérique centrale ont pris des positions différentes où certains ont souligné qu'il n'y avait aucune restriction à ce que les entreprises de construction de la région puissent participer aux appels d'offres, tandis que d'autres ont souligné le contraire. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 28, 30-31, 54-60, 67.

⁶⁶² CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 56.

localisées pour plusieurs des démonstrations publiques de technologie, comme le cas de la CINVA-RAM fait par l'architecte René Eyheralde (Image VI.2).⁶⁶³

Une autre recommandation à souligner concerne la création des chambres nationales de la construction, proposée par Jorge Rivera Farfán du CINVA. Dans son rapport, Rivera a noté que, compte tenu des potentialités de l'industrie centraméricaine, une chambre régionale était idéale pour coordonner le développement du secteur secondaire, conformément à l'intérêt du CINVA pour le développement technologique de la construction et la promotion de la recherche scientifique⁶⁶⁴. Au cours des débats et des recommandations finales, les délégués ont estimé qu'avant la création d'une chambre ou d'un partenariat régional, il fallait établir ceux à caractère national.⁶⁶⁵

Image VI.1. Costa Rica. Rodrigo Carazo, Víctor Urquidi et Anatole Solow lors de la session inaugurale de la Réunion sur les problèmes du logement en Amérique centrale et au Panama. 1957.



Source : *La República*, 12 de noviembre de 1957, p. 18.

⁶⁶³ Lors des discussions de la réunion sur le logement de 1957, la machine CINVA-RAM a été recommandée pour réduire les coûts de construction. CEPAL, « Rapport de la Réunion sur les problèmes... », p. 38.

⁶⁶⁴ DNCEPALC, AC.6/I/DT/2, 10 de noviembre de 1957, Jorge Rivera Farfán. *Bosquejo sobre la capacidad de la industria de la edificación en Centro América y Panamá*. (Bogotá, Colombia : CINVA, 1957). Consulté le 2 mai 2021. URL : <https://goo.gl/ef1qLC>.

⁶⁶⁵ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 26.

Cette série de recommandations issues de la Réunion pour le logement de 1957 doit être considérée dans le cadre de soutiens à l'entreprise privée, qui avaient été promues lors des événements centraux latino-américains où l'État apparaît clairement comme le gestionnaire et le guide de l'industrie de la construction, en accord avec les organismes internationaux et les mêmes entreprises, se rapprochant de l'idéal de la « planification intégrale ». Ils ont également coïncidé sur la ligne discursive avec les événements centraux latino-américains que l'entreprise privée avait besoin d'incitations pour s'intégrer dans un champ productif qui ne lui laissait pas beaucoup de profits.⁶⁶⁶ Toutefois, cette impulsion comporta plusieurs obstacles comme on le verra plus loin.

Image VI.2. Annonce sur la démonstration publique de la machine CINVA-RAM. 1957.



Source : *La prensa libre*, 14 de noviembre de 1957, p. 5.

Cette thématique n'a été reprise qu'en 1963, année de la reprise des réunions du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification, où de nouvelles recommandations ont été émises pour former le marché commun des matériaux de construction pour l'identification des sources de financement par les pays, l'élaboration de recueils statistiques sur l'activité industrielle et les codes du bâtiment et, surtout, par

⁶⁶⁶ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 12, 29.

la politique du « traitement national » aux industries d'Amérique centrale, une demande recommandée depuis 1957.⁶⁶⁷

Parmi toutes les recommandations, celles qui ont donné une identité propre au processus centraméricain ont été celles qui ont été associées au modèle de normalisation et de coordination modulaire. Avant la réunion sur le logement de 1957, El Salvador et le Costa Rica avaient été les seuls pays à l'avoir testée ; mais la tendance centraméricaine était de se prévaloir des normes américaines et européennes car c'étaient les marchés d'origine de la plupart des matériaux de construction importés.⁶⁶⁸

Les recommandations visaient à mettre fin à l'« anarchie » résultant de l'absence de normes centraméricaines et à créer ainsi un « langage commun », suggérant donc de créer un module de base fondé sur le système métrique décimal, de stimuler son étude et son application pratique et de créer le cadre juridique et institutionnel de soutien aux normes étayé par un discours d'efficacité et de prévision face à la croissance démographique d'Amérique centrale (Image VI.3)⁶⁶⁹. Les délégués, curieusement, ont évité de suggérer l'essai des modules connus jusqu'à présent, le Salvadorien, le Costaricain et celui proposé par Patricio Samper du CINVA⁶⁷⁰. En effet, la première réunion du Sous-comité du logement en 1958 ne s'est limitée qu'à réitérer les engagements pris en 1957⁶⁷¹ en ayant recours à la justification suivante :

⁶⁶⁷ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/305, 30 de mayo de 1963, CEPAL. « Informe de la segunda reunión del Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano », pp. 22-23,29-30. Consulté le 1 mai 2021. URL : <http://hdl.handle.net/11362/22742>.

⁶⁶⁸ Comme indiqué au chapitre 2, le Costa Rica a créé en 1951 son comité des normes et de l'assistance technique industrielles, le seul pays d'Amérique centrale à avoir un organe spécifique de cette nature. En 1957, Francisco Schuschny, conseiller du CINVA, a réalisé une étude sur l'industrie de la briqueterie dans le pays, qui comprenait plusieurs recommandations sur la normalisation. Par ailleurs, l'INVU proposa pour le bois un module de 813 mm qui a été utilisé dans le laboratoire de préfabrication géré par cette institution et l'ONU. Quant au Salvador, bien qu'il n'ait pas eu de comité des normes nationales, l'IVU a mis en place un module de 1,35 mètre pour la conception de couloirs, d'escaliers, de balcons, de cuisines et de salles de bains. INVU. *Memoria 1957*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1957), pp. 16-17 ; DNCEPALC, AC.6/I/DT/16, 11 de noviembre de 1957, Enrique Salaverria. « Ponencia de la delegación salvadoreña sobre normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño », pp. 1-2. Consulté le 1 mai 2021. URL : <https://goo.gl/m7gfM4>; DNCEPALC, AC.6/I/DT/3, 10 de noviembre de 1957. « Normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño. Documento presentado por la Delegación de Guatemala. » Consulté le 1 mai 2021. URL : <https://goo.gl/zeLerL>; DNCEPALC, AC.6/I/DT/35, 14 de noviembre de 1957, « Normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño. Documento presentado por la Delegación de Honduras. » Consulté le 1 mai 2021. URL : <https://goo.gl/GHQWTz>.

⁶⁶⁹ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 51-53.

⁶⁷⁰ Ces conseillers ont noté que la plupart des pays intéressés par la normalisation et la coordination modulaires se penchaient pour un module de base de 10 centimètres ou 4 pouces, en raison d'équivalences étroites. Samper Gnecco, normalisation et coordination modulaire, p. 28.

⁶⁷¹ DNCEPALC, SC.4/I/DT/10, 30 de octubre de 1958, CEPAL. « Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. » Consulté le 2 mai 2021. URL : <https://goo.gl/Phj2tD>.

« En Amérique latine, à l'exception du Venezuela, l'application de ce système de construction est faible et en Amérique centrale, où les possibilités de répéter une même conception en quantité suffisante pour obtenir les résultats notés sont limitées, l'adoption de normes pour les matériaux de construction semble comme une solution indispensable, la normalisation de certains éléments tels que les portes et fenêtres et l'adoption d'un module commun pour les différents pays permettant de réaliser des économies et facilitant l'échange de matériaux et d'éléments de construction. »⁶⁷²

La réponse à ce dilemme est venue par l'architecte Álvaro Ortega, conseiller de la CEPALC, qui a suggéré un module de base de 10 centimètres (1 décimètre), égal à celui de Samper, et qui était compatible avec les normes françaises, belges, italiennes, chiliennes, scandinaves et même américaines (Image VI.4).⁶⁷³ Il a été proposé, entre autres⁶⁷⁴, une maison type « Istmo » créée avec le conseil de l'architecte Jaime Ros et Poch de l'Institut national du logement du Mexique (Image VI.5).

On peut cependant constater dans la caricature le biais social auquel j'ai fait allusion précédemment, puisque le modèle n'est interprété que comme un outil d'efficacité économique et de temps. Il n'a pas été fait référence à la qualité du logement ni à celui de son environnement. Un langage de classe est également perceptible : les familles représentées peuvent être classées comme de « classe moyenne », en raison des habitudes de consommation exposées (journal, thé ou café?, jouets et vêtements). L'ouvrier et paysan pauvre n'avait pas sa place dans cette représentation, excluant ainsi l'un des secteurs les plus nécessaires de logement.

⁶⁷² « En la América Latina, excepción hecha de Venezuela, es poca la aplicación que se ha hecho de este sistema de construcción, y en la América Central, donde las posibilidades de repetir un mismo diseño en cantidad suficiente para obtener los resultados anotados son limitadas, parece como solución indispensable la adopción de normas para los materiales de construcción, la estandarización de ciertos elementos tales como puertas y ventanas y la adopción de un módulo común para los distintos países que permita lograr economías y facilite el intercambio de materiales y elementos de construcción. » DNCEPALC, ST/SOA/41, 1960, CEPAL. *La vivienda y la industria de materiales de construcción. Programa de integración económica del Istmo Centroamericano*. (Nueva York: Naciones Unidas, 1960), pp. 2-4. Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/Zgihvc>

⁶⁷³ Ortega, « Coordinación modular en la vivienda », pp. 29-37, 55-56, 62.

⁶⁷⁴ Le rapport était accompagné d'une série de diagrammes montrant les potentialités de la coordination modulaire dans la conception des machines à laver, cuisines, planchers, murs, baignoires, escaliers, etc.

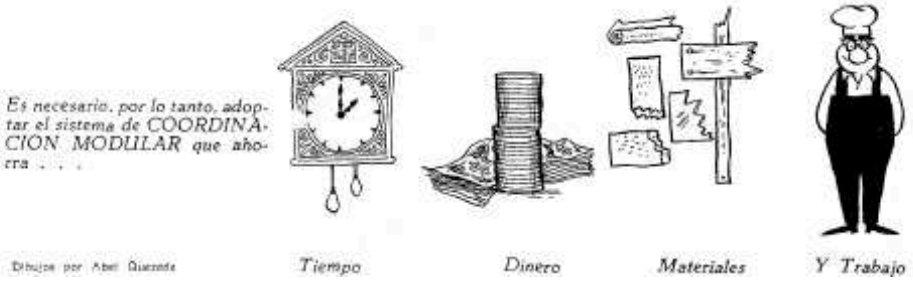
Image VI.3. « Pourquoi la coordination modulaire ? » 1961.

EL PORQUE DE LA COORDINACION MODULAR 347

Tal vez por la belleza de sus mujeres, por su clima, o por sus hermosos paisajes, o tal vez simplemente por el amor y sus consecuencias, pero el hecho es que la población de Centro América se duplicará en 20 años.



Es necesario, por lo tanto, adoptar el sistema de COORDINACION MODULAR que ahorra . . .

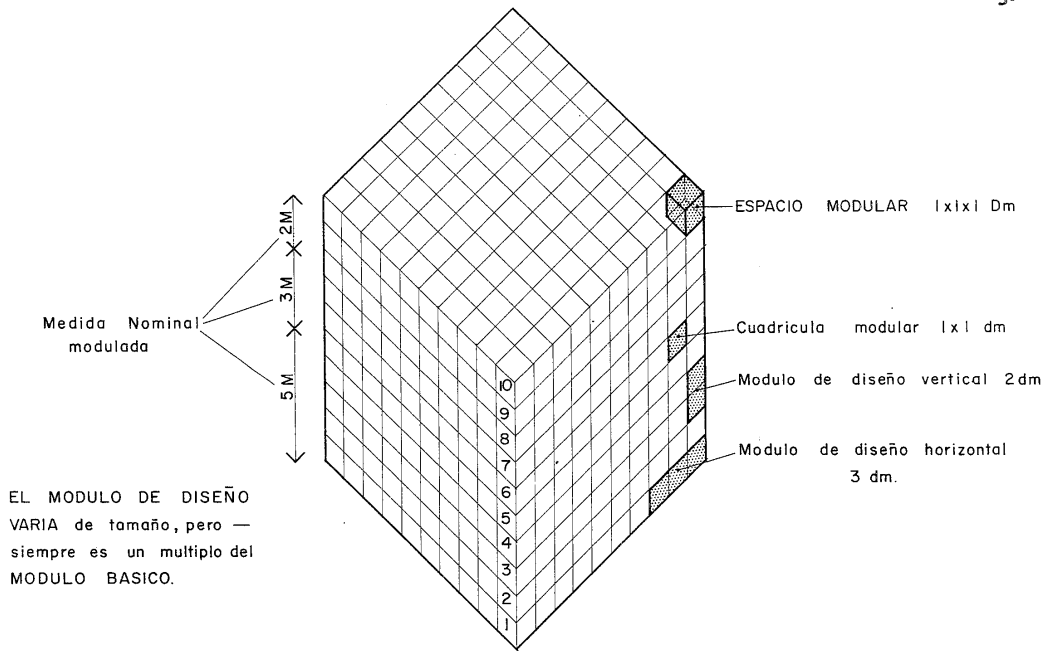


Dibujo por Abel Guzmán Tiempo Dinero Materiales Y Trabajo

Source : DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/9, 1 de junio de 1961, Álvaro Ortega. « Coordinación modular en la vivienda económica. » Consulté le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/GAkkCj>

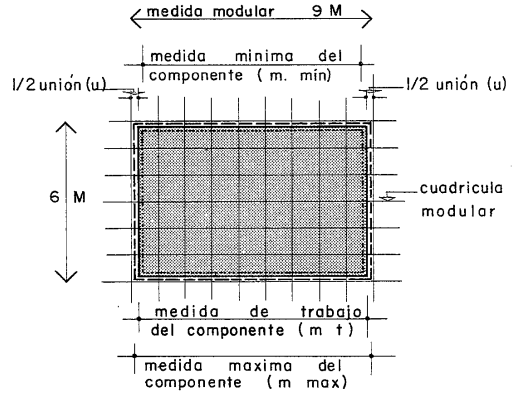
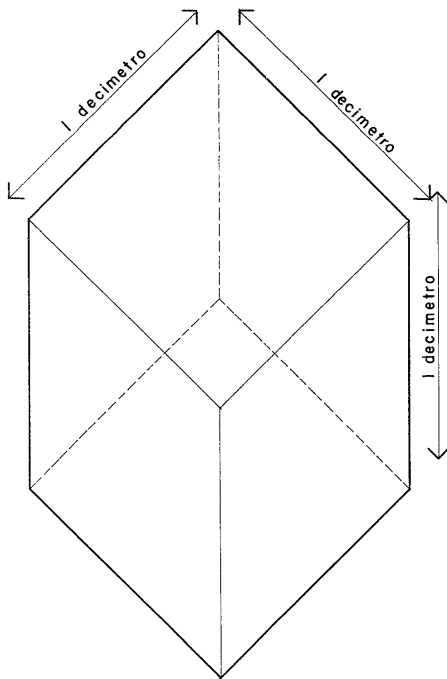
Image VI.4. Module de base de 1 décimètre pour l'Amérique centrale. 1961.

357



EL MODULO DE DISEÑO VARIA de tamaño, pero — siempre es un múltiplo del MODULO BASICO.

MODULO BASICO = 1 DECIMETRO

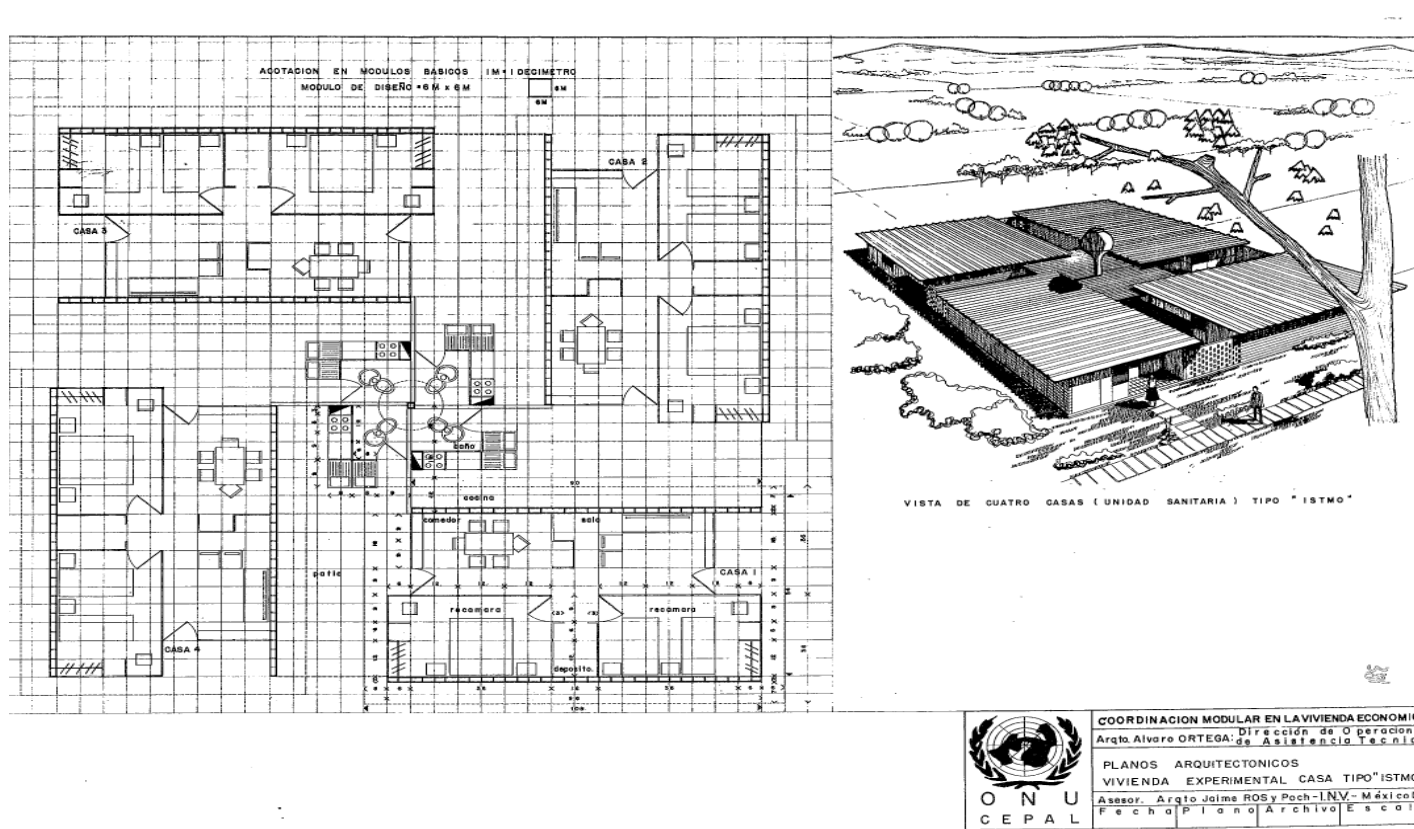


$$\text{medida máxima} - \text{medida mínima} = \text{tolerancia en medida de trabajo} \\ (m \text{ max}) - (m \text{ mín}) = (T. t.)$$

medida de trabajo mas o menos tolerancias, mas unión total
 ≡ medida nominal modular.

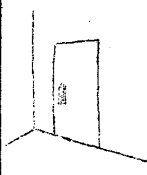
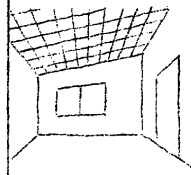
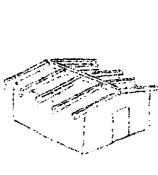
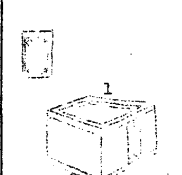
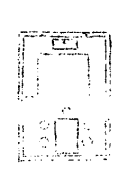

Source : Ortega, « Coordinación modular en la vivienda », p. 6.

Image VI.5. Maison type « Istmo » basée sur le module de base pour l'Amérique centrale. 1961.



Source : Ortega, « Coordinación modular en la vivienda », p. 21.

Image VI.6. Page du glossaire des termes utilisés dans l'architecture et la construction centraméricaines. 1961.

TERMINOS USADOS EN CONSTRUCCION						
Países						
<u>Guatemala</u>	Guarnición para empujar	Cielo raso	Tendales	1) Soleras 2) Solera	Pantry	Porche
<u>El Salvador</u>	Placa de metal	Cielo raso	Cuartones	1) Viga de coronamiento 2) Solera inferior	Pantry	Porch o portal
<u>Honduras</u>	Placa de metal	Cielo raso	Tirantes	1) Solera superior 2) Solera inferior	Pantry o desayunoador	Porch o portal
<u>Nicaragua</u>	Placa de puerta	Cielo raso	Cuartones	1) Viga de corona 2) Viga asísmica	Pantry	Porche
<u>Costa Rica</u>	Placa de empujar la puerta	Cielo raso	Cadenillos	1) Viga de corona 2) Viga asísmica	Antecomedor	Pórtico
<u>Panamá</u>	Push plate	Cielo raso	Pares	1) Viga de amarre	Pantry	Porche
<u>Nombre uniforme sugerido</u>	Placa protectora	Cielo raso	Pares	1) Solera superior 2) Solera inferior	Antecomedor	Porche

Source : DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/10, 15 de agosto de 1961, Álvaro Ortega. « Glosario de términos empleados en arquitectura y construcción en el istmo centroamericano », p. 5. Consulté le 3 mai 2021. URL: <https://goo.gl/wQdW6M>

Quant aux images VI.4 et VI.5, elles montrent l'application technique du module de base de 1 décimètre, ses combinaisons possibles, les mesures de travail et son potentiel de conception pour des structures complètes, telles que la maison de type « Istmo ». Le silence observé dans le document quant à savoir si ce modèle a été réalisé en consultation avec les pays d'Amérique centrale est appréciable, ce qui suggère que ce n'était pas le cas. La maison apparaît située dans un type de paysage homogène, sans identité. Est-ce un logement pour la plaine ? Pour une vallée ? Pour la côte ? Impossible de le discerner. Ce qui précède montre les contradictions entre les membres du Sous-comité du logement qui, d'une part, appelaient les pays à connaître leurs particularités et à partir d'eux à créer leurs règles, mais d'autre part recommandait la « répétition d'une conception » ou « l'adoption d'un module commun » qui les exposait au risque d'appliquer des règles peu adaptables aux sociétés d'Amérique centrale.⁶⁷⁵

En 1962, la Réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire de 1962 a été convoquée⁶⁷⁶, où ses membres ont convenu d'adopter officiellement le module de base proposé par Ortega et de réaliser les activités de démonstration et de diffusion dans chaque pays d'Amérique centrale dans un délai pas supérieur à trois ans. Bien que les membres aient adopté le module de base presque sans discussion, il a été possible de s'opposer à une certaine souplesse en permettant l'utilisation de certaines mesures non standardisées dans divers matériaux, en reconnaissant que les conditions climatiques de l'isthme obligeaient l'expérimentation de certains composants, tels que le matériau des toits, ou en proposant un module de base de 30 centimètres (3M), où M = module de base de 1 dm)⁶⁷⁷. Ce qui précède montre que, s'il n'y a pas eu d'imposition du module de base ; mais son approbation ouvrit la porte à la poursuite de l'importation de matériaux de construction étrangers pour autant qu'ils respectent cette norme, mettant en péril l'enquête autochtone d'Amérique centrale.

⁶⁷⁵ Samper a considéré la normalisation et la coordination modulaire comme l'un des exemples de « développement indigène » de la recherche technique appliquée. Il convient de souligner que l'utilisation de noms comme « anarchie » reflète le caractère civilisationnel des programmes d'assistance technique. Samper, *Normalización y coordinación modular*, p. V.

⁶⁷⁶ Le Costa Rica s'adhère de facto au traité général d'intégration économique le 23 juillet 1962, permettant la convocation de la réunion du groupe de travail en août de la même année à San Salvador. Guerre B., « Chapitre 1. Le développement économique », p. 52.

⁶⁷⁷ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/14, agosto 1962, CEPAL. « Informe del Grupo de trabajo sobre coordinación modular en vivienda (San Salvador, El Salvador, 14 a 23 de agosto de 1962) », pp. 13-25. Consulté le 2 mai 2021. URL : <https://goo.gl/kZu5YG>.

Outre le rapport déjà mentionné, Ortega élaborera un glossaire qui comprenait environ 500 termes utilisés dans la construction et l'architecture d'Amérique centrale pour faciliter l'uniformité des termes, l'un des domaines où « l'anarchie » était évidente et qui a été l'un des exemples les plus curieux et exhaustifs de la coordination modulaire en Amérique centrale (Image VI.6). En 1963, lors de la deuxième réunion du Sous-comité du logement, les délégués ont approuvé les portées du groupe de travail, invitant les institutions nationales de logement à mettre immédiatement en œuvre des cours de formation et à demander les ressources financières nécessaires pour lancer les programmes de démonstration.⁶⁷⁸

Certes, le comportement des recommandations et l'adoption tardive du module de base proposé par la CEPALC témoignent de faiblesses structurelles dans le fonctionnement des instituts nationaux de logement d'Amérique centrale et d'une certaine dépendance vis-à-vis des programmes d'assistance technique puisque, pendant cinq ans, il y a eu peu ou pas de progrès régionaux dans la création de leurs propres normes de conception modulaire. Cette affirmation est étayée par le fait que Álvaro Ortega n'a fait référence qu'à la norme salvadorienne, alors qu'en 1959 quatre instituts de logement opéraient déjà dans l'isthme.⁶⁷⁹

Compte tenu des résultats de l'analyse des réseaux, il est également clair pourquoi la réunion sur la coordination modulaire de 1962 a été si importante dans le deuxième entourage technique du réseau d'entrelacements, car, du moins entre 1957 et 1963, les acteurs centraméricains et les organismes internationaux ont contribué à créer un « sous-entourage » spécialisé qui a donné une nuance particulière aux politiques de logement de l'isthme. Si les problèmes économiques et politiques des pays et les restrictions imposées aux prêts dénoncés par les acteurs centraméricains ont limité le succès ou la mise en œuvre du modèle, des produits tels que le module de base, les spécifications pour le mobilier domestique, la maison type et le glossaire des termes témoignent à la fois du bien et du mal de la mondialisation solidaire et de ses programmes d'assistance technique. De toute évidence, les modalités d'assistance technique ont été alignées sur le processus d'intégration économique centraméricaine, dont les caractéristiques seront présentées ci-dessous.

⁶⁷⁸ CEPAL. « Informe de la segunda reunión del Subcomité... », pp. 25-26.

⁶⁷⁹ Ortega, « Coordinación modular en la vivienda », p. 4.

2. Coordination régionale, formation et assistance technique.

Le résultat le plus tangible de l'assistance technique internationale en Amérique centrale a été le Sous-comité du logement, de la construction et de la planification, dont la création a été approuvée par les délégués à la Réunion de logement de 1957 et concrétisée par la résolution 61 (CCE) de juin 1958. Cet organisme, qui doit être considéré comme un *espace de liaison*, s'est efforcé de donner de la cohérence au travail de chaque pays d'Amérique centrale à travers un programme qui s'est sensiblement concentré sur l'axe industriel du logement, renforçant ainsi le biais social et laissant dans une position subordonnée ce qui concerne la planification physique des villes et des zones rurales.⁶⁸⁰

En plus du Sous-comité, d'autres organes techniques qui ont accompagné ses travaux et qui ont pris naissance dans les mêmes programmes d'assistance technique internationale, notamment celui des Nations Unies, ont pu être identifiés. L'un d'eux était l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI) qui a été chargé de mener les recherches concernant la normalisation et la coordination modulaires en Amérique centrale. Leur participation est le résultat de la proposition du CINVA de créer un « comité centraméricain des normes techniques », sans préjudice du travail propre des pays d'Amérique centrale dans ce domaine :

« ... Il apparaît l'opportunité de créer une entité unique pour la formulation de normes de construction, qui coordonne la production des éléments de construction qui, de plus en plus volumineux, sont fabriqués dans les différents pays de cette région. Dans le même temps, cet institut contrôlerait et coordonnerait les normes des éléments de construction importés, avec celles de l'industrie locale. Il semblerait que, de par sa nature, l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI) puisse être chargé d'une telle mission, même si c'est une matière qui doit faire l'objet d'une étude attentive par les pays concernés. »⁶⁸¹

⁶⁸⁰ C'est le produit de l'alinéa 2 de la recommandation XXIII qui proposait, dans ses autres sections, de poursuivre la tenue des réunions sur les problèmes de logement, de donner la priorité à l'affectation d'experts en logement aux gouvernements d'Amérique centrale et de confier tout travail technique pour atteindre les objectifs au CINVA, à l'ONU et à la CEPALC sans exclure d'autres organismes internationaux. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 47-48, 68-69 ; DNCEPALC, E/CN/CCE/SC.4/4, 31 de octubre de 1958, Alfredo Pinillos Roldán. « Informe del relator », p. 2. Consulté le 4 mai 2021, URL : <https://goo.gl/tj1GXa>

⁶⁸¹ « ... se desprende la conveniencia de establecer una entidad única para la formulación de normas de edificación, que coordine la producción de los elementos de construcción que, cada vez con mayor volumen, se están fabricando en los distintos países de esa región. A la vez, este instituto controlaría y coordinaría las normas de los elementos de construcción importados, con los de la industria local. Pareciera que, por su naturaleza el Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial (ICAITI)

Considéré par Bulmer-Thomas comme l'un des mécanismes de transfert technologique les plus importants de l'intégration économique centraméricaine⁶⁸², l'ICAITI a été créé en 1956 avec le soutien des Nations Unies pour répondre aux besoins de recherche technologique et scientifique appliquée de l'industrie centraméricaine, y compris l'établissement de normes de qualité industrielles.⁶⁸³ Ce dernier a fait pencher la balance en sa faveur pour que l'ICAITI, en collaboration avec le CINVA et d'autres organismes internationaux, mène des actions visant à introduire des politiques réglementaires et de qualité pour les matériaux de construction d'Amérique centrale, à étudier tout ce qui concerne l'utilisation des matières premières locales et à faciliter l'adoption de technologies modernes dans le domaine de la construction. En 1958, l'ONU a assigné un expert international à l'ICAITI pour l'accompagner dans ses « nouvelles » fonctions.⁶⁸⁴

Bien qu'il ait été constaté qu'en 1959, l'ICAITI a soutenu l'un des ministères de l'économie de la région (il n'a pas été précisé lequel) à établir son comité des normes, qui proposa des lignes directrices de base à usage international et effectua quelques recherches concernant le verre plat, les maisons préfabriquées et les entreprises de construction⁶⁸⁵, il n'a pas atteint pleinement son objectif. Cela s'explique, entre autres, par le fait que la plupart des recherches et des conseils concernaient des industries de biens de consommation (aliments, textiles, papeterie, etc.) et, surtout, les problèmes qui ont secoué le MCCA et qui seront ensuite abordés⁶⁸⁶.

podiera ser encargado de tal misión, aún cuando esta es una materia que debe ser motivo de un estudio cuidadoso por parte de los países interesados. » Samper, *Normalización y coordinación modular*, p. 26.

⁶⁸² Bulmer-Thomas, *Studies in the Economics*, p. 81.

⁶⁸³ DNCEPALC, ST/TAA/J/CENTRAL AMERICA/R.2, 15 de setiembre de 1954, Manuel Bravo, W.H. Cook y Albert Mirles. « Informe sobre la organización de un Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial », p.1, 5. Consulté le 4 mai 2021. URL : <https://goo.gl/vf5aYv>

⁶⁸⁴ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 52, 57-58 ; Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 11.

⁶⁸⁵ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/178, agosto de 1959. Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial. *Informe del Director al Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano en su VI Reunión*. (Guatemala, 1959), pp. 10-11. Consulté le 8 mai 2021. URL : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22706/S5900322_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y; E/CN.12/CCE/274, Diciembre de 1962. « Informe del director del Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial », pp. 3, 8. Consulté le 8 mai 2021. URL : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22737/S6200154_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y; E/CN.12/CCE/328, 12 de enero de 1966, « Informe del director del Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial », pp. 5, 11, 13. Consulté le 8 mai 2021. URL : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22752/S6600300_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y

⁶⁸⁶ En réponse à la détérioration du MCCA, les pays d'Amérique centrale ont proposé en 1975 la création d'un système consultatif de développement industriel régional composé du Secrétariat à l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), du BCIE, de l'ICAITI, de l'ONUDI et de la CEPALC afin d'améliorer la coopération entre les gouvernements et les secteurs d'activité régionaux afin d'accroître la

Image VI.7. Costa Rica. Le Sous-comité du logement lors de sa première réunion à l'INVU. 1958.



Source : *La República*, 29 de octubre de 1958, p. 4.

La participation étroite du CINVA avec les délégués d'Amérique centrale, puis avec le Sous-comité du logement doit être interprétée comme un signe de sa position de pointe en Amérique latine grâce, d'une part, au soutien apporté au centre par les délégués de la Réunion de logement 1957 et, d'autre part, à son expérience de six ans dans le domaine de l'habitation.⁶⁸⁷ Lors de la première réunion du Sous-comité du logement, la préférence de ses membres pour le travail de ce centre régional a été évidente, lui demandant son accompagnement dans le processus de conception modulaire, l'élaboration d'études comparatives sur les lois de planification physique et le soutien à

productivité du secteur secondaire. Il a été envisagé de créer des comités se concentrant sur certaines branches de production, où celles de biens de consommation prévalaient, excluant ainsi l'industrie de la construction. DNCEPALC, E/CEPAL/CCE/372/Rev.1, octobre de 1975. CEPAL. « El Sistema Consultivo de Desarrollo Industrial Regional y el Apoyo a los Organismos Regionales de Integración. » Consulté le 9 mai 2021. URL :

https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/25476/S7500330_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y

⁶⁸⁷ Les délégués à la réunion de logement de 1957 ont explicitement demandé à l'OEA d'intensifier ses programmes d'assistance technique en Amérique centrale par l'intermédiaire de l'Union panaméricaine et du CINVA, comme indiqué au paragraphe 2 de la recommandation V. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 54.

la formation des professionnels et de la main d'œuvre par le biais de ses cours et de la collaboration du Conseil supérieur universitaire d'Amérique centrale⁶⁸⁸. Ce vote de confiance au CINVA a pu résulter, entre autres raisons, des relations personnelles et professionnelles entre le président du sous-comité de l'époque, Rodrigo Carazo, et les délégués présents à l'époque, Anatole Solow et René Eyheralde, dont les détails ont été analysés au chapitre 4 (Image VI.7).

Cette relation étroite a toutefois pris fin en 1959. A partir de 1960, comme on l'a constaté lors des événements latino-américains, un transfert de la direction de l'OEA à la CEPALC a commencé à avoir lieu, ce qui est déjà plausible avec le travail d'Ortega dans sa proposition du module de base pour l'isthme, ignorant la contribution de Samper faite des années auparavant. Lors de la deuxième réunion du Sous-comité du logement, la CEPALC a été chargée de superviser les travaux des instituts nationaux du logement chargés de se réunir en groupes de travail et de réaliser des propositions de programmation du logement, de conception de plans pour les logements minimaux, d'études des méthodes de construction, d'élaboration de statistiques, etc.; mais lors de la troisième réunion, la surtaxe de fonction que le sous-comité a faite à la CEPALC était évidente puisqu'il lui a été demandé d'intégrer ces groupes de travail. Cela révèle non seulement le degré de décoordination parmi les instituts nationaux de logement d'Amérique centrale, mais est également une autre démonstration de la dépendance à l'égard de la commission régionale des Nations Unies.⁶⁸⁹

Enfin, les pays d'Amérique centrale ont cherché à tirer parti des possibilités de formation technique offertes par les organismes internationaux. L'un des domaines où il a fallu mettre à disposition des bourses, solliciter le soutien d'experts internationaux ou renforcer les cours des établissements d'enseignement d'Amérique centrale, était celui de la normalisation et de la coordination modulaires⁶⁹⁰, mais il n'était pas le seul : les délégués se sont également inquiétés de l'amélioration des compétences de l'ouvrier

⁶⁸⁸ Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 12, 16.

⁶⁸⁹ CEPAL. « Informe de la segunda reunión... », pp. 20-23 ; DNCEPALC, E/CN.12/CCE/326, CEPAL. « Informe de la Tercera reunión del Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. (Guatemala, Guatemala, 6 al 10 de diciembre de 1965) », pp. 8, 25-26. Consulté le 2 mai 2021. URL : <https://goo.gl/2rdaHr>.

⁶⁹⁰ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 17.

centraméricain puisqu'il affectait directement la productivité du secteur de la construction et le prix des logements.⁶⁹¹

Pour atteindre cet objectif, les événements centraméricains ont favorisé un développement académique interne, d'une part, par le biais des facultés d'architecture et des universités d'Amérique centrale qui seraient chargées de créer des cours spécialisés et qui demanderaient le soutien des organismes internationaux pour obtenir de la documentation et l'échange de techniciens.⁶⁹² Ils ont également soutenu la recommandation du CCE de créer une école supérieure d'ingénierie et d'administration industrielle d'Amérique centrale⁶⁹³, de faire un inventaire des instituts professionnels d'Amérique centrale, de réaliser des enquêtes continues sur les besoins en main d'œuvre, de disposer de bourses pour former les dirigeants et les techniciens des industries et de promouvoir la libre circulation des professionnels. Tous ces plans seraient soutenus par les programmes de bourses de l'ONU, de l'UNP et du CINVA.⁶⁹⁴ Lors de la première et de la deuxième réunion du sous-comité du logement, les mêmes demandes ont été réitérées, mais dans la troisième, ce type de conclusions a été omis, ce qui indique qu'il y a eu des progrès très limités dans ce domaine dans les pays d'Amérique centrale et une marge d'action limitée des organismes régionaux d'intégration pour pouvoir assurer leur suivi⁶⁹⁵.

Le comportement des pays d'Amérique centrale à l'égard de la normalisation de l'industrie du logement pourrait être qualifié d'ambivalent, car si les acteurs étaient conscients des avantages de la recherche locale, ils ont choisi de laisser cette initiative dans les programmes d'assistance technique internationale. Cela a pu résulter de la faible

⁶⁹¹ CEPAL. *La vivienda y la industria*, p. 3 ; DNCEPALC, E/CN.12/CCE/AC.6/5, 1 de noviembre de 1957. CEPAL. « Significación económica de los programas de vivienda en Centroamérica y Panamá », p. 4. Consulté le 4 mai 2021. URL : <https://goo.gl/79aC7h>

⁶⁹² OEA-CIES, *Informe de la Secretaría del Consejo...*, p. 33 ; CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 52.

⁶⁹³ Les données suggèrent que le CCE a demandé aux pays d'Amérique centrale de créer cette institution, par le biais des résolutions 31 (CCE) de 1956 et 72 (CCE) de 1958, mais les études nécessaires n'avaient pas encore été entreprises au cours de cette dernière année. Le CCE a également décidé de solliciter le conseil de l'UNESCO et de coordonner le processus avec le Conseil supérieur universitaire d'Amérique centrale. Toutefois, les informations disponibles n'ont pas permis de discerner si cette institution a pu être créée. DNCEPALC, E/CN.12/492, agosto de 1958. CEPAL. *Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano, 25 de febrero de 1957 al 10 de junio de 1958*. (Ciudad de México : CEPAL, 1958), pp. 28. Consulté le 5 mai 2021. URL : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/23634/S5800002_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y

⁶⁹⁴ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 56-57, 68.

⁶⁹⁵ CEPAL. « Subcomité de Vivienda, Edificación... », pp. 1-4 ; CEPAL. « Informe de la segunda reunión... », pp. 22-23, 26

maturité des institutions nationales de logement, dont certaines ont été fondées après 1957 et à des conditions propres au contexte social et politique de l'isthme qui ont entravé la consolidation de leurs fonctions ainsi que leur financement, ce qui s'est traduit par une instabilité administrative et financière qui a considérablement limité leur marge d'action. Quels ont été les effets de ce tableau sur la planification physique centraméricaine ? Ceci sera analysé ci-dessous.

3. Qu'en est-il de la planification intégrale ?

La faible représentativité des domaines de la planification physique, du rôle de la communauté et du logement et du bien-être social ne signifie pas que ceux-ci n'ont pas été discutés lors des événements centraméricains puisque, à l'exception de la Réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire, tous les ont abordés dans une certaine mesure. Le comportement constaté dans le réseau d'entrelacements a déterminé que la réunion de logement de 1957, ayant été l'événement le plus important pour l'isthme centraméricain, était également la plus exhaustive à tous égards et, par conséquent, où les portées de la planification globale ont été discutées plus en détail.

Les délégués à cet événement se sont approprié les points 2 et 3 de la déclaration de principes de la Réunion technique de 1956 et ont estimé que le problème du logement ne pouvait être résolu qu'avec une approche multi-échelle, multidisciplinaire et fondée sur la coopération entre l'État, l'initiative privée et les organismes internationaux⁶⁹⁶, aspects qui, comme on l'a vu précédemment, ont été fortement promus par des acteurs tels que Weissmann et Solow. La Réunion du logement de 1957 avait également un « caractère pionnier » pour ses participants, car selon eux, c'était la première fois que les problèmes d'urbanisme et de logement étaient discutés de cette manière.⁶⁹⁷

Tout en maintenant la tendance héritée des congrès panaméricains et des événements régionaux les plus récents, les délégués ont retenu les plans d'aménagement comme l'instrument clé de l'urbanisme et ont encouragé, à l'intérieur des pays, la création d'organismes spécialisés dans l'urbanisme et suggéré des stratégies pour leur financement adéquat.⁶⁹⁸ Au cours des débats, les délégués ont souligné le Projet

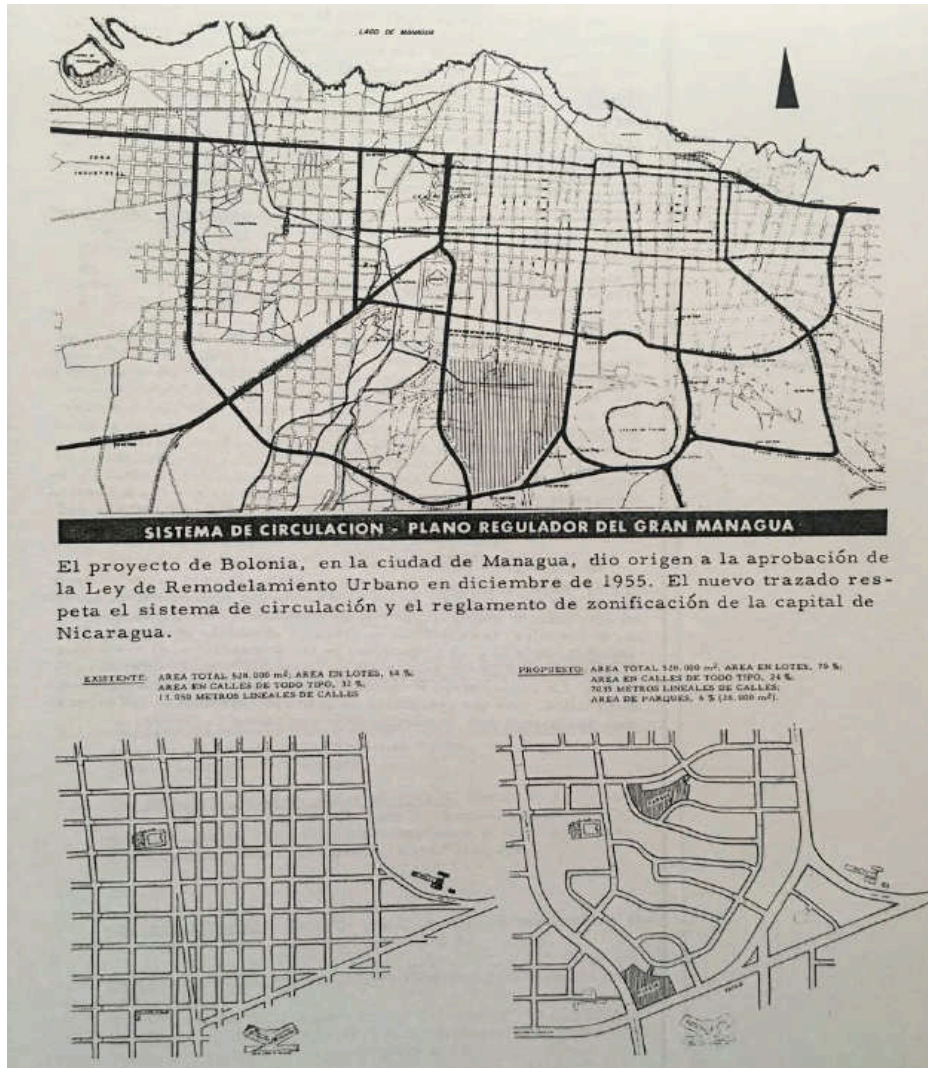
⁶⁹⁶ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 60-61.

⁶⁹⁷ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 80.

⁶⁹⁸ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 80.

Bolonia⁶⁹⁹, (Image VI.8) comme modèle en matière de planification parce qu'il s'agit de l'un des projets qui ont appliqué des réglementations et règlements urbains officiels qui avaient été approuvés en 1954.⁷⁰⁰

Image VI.8. Nicaragua. Projet Bolonia et plan d'aménagement du Grand Managua. 1955.



Source : Unión Panamericana, *La vivienda de interés social*, p. 91.

⁶⁹⁹ Paul Foster, expert du Point IV, a participé dans le cadre de l'équipe qui a planifié le projet Bologne lors de son passage à l'Office national de l'urbanisme.

⁷⁰⁰ Oficina Nacional de Urbanismo. *Plan Regulador de Managua. Sus leyes y reglamentos*. (Managua, Nicaragua : Oficina Nacional de Urbanismo – Ministerio de Obras Públicas, 1968), pp. 3-5. Il est à noter que les délégués n'ont pas fait référence au cas panaméen, qui, depuis 1943, avait des lois et des règlements d'urbanisme découlant de la visite de l'urbaniste Karl Brunner et des projets réalisés par la Banque d'urbanisation et de réhabilitation. Unión Panamericana, *La vivienda de interés social*, pp. 113-115 ; Carlson, *Resúmenes cronológicos de legislación*, pp. 1-3.

Lors de son allocution à la Réunion technique de 1956, Ernest Weissmann a déclaré que l'une des tâches des pays d'Amérique latine était d'établir un équilibre entre les intérêts privés et publics en ce qui concerne la spéculation des terres urbaines, pratique qui devait être réglementée.⁷⁰¹ A ce sujet, lors de la Réunion du logement de 1957, les délégués ont consacré une grande partie de leurs discussions à ce thème, reconnaissant que les travaux urbains :

« ... sont construites dans tous ou presque tous les pays participants en utilisant les fonds communs des différentes localités, ce qui entraîne des injustices notoires, car avec les fonds qui sont strictement employés dans des œuvres d'utilité publique, des travaux qui bénéficient principalement et directement certaines propriétés privées sont effectuées, obtenant ainsi un bénéfice considérable alors que rien ou très peu n'a été payé. Cette plus-value est exploitée la plupart du temps par les spéculateurs. »⁷⁰²

Cela a soulevé le débat sur la fonction sociale de la propriété privée, qui a été abordée par les acteurs centraméricains de deux manières : l'une était de créer les lois fiscales permettant la capture de la plus-value résultant des travaux publics et la seconde, d'établir un système de réserves de terrains pour éviter de futurs problèmes d'expropriation de la propriété privée. Cependant, il n'est pas surprenant que la dernière des solutions ait été mieux accueillie, car une réforme fiscale signifiait a priori l'opposition brutale des secteurs riches et conservateurs de la société, même si elle était une des solutions les plus importants aux problèmes urbaines⁷⁰³, comme nous le verrons avec le cas du Costa Rica.

Les preuves disponibles ont montré que, malgré certains progrès institutionnels et réglementaires réalisés en Amérique centrale, une politique intégrale n'avait pas été établie en 1965 en raison, parmi des autres facteurs, de la faiblesse des établissements de logement. Le Sous-comité a reconnu que l'une d'entre elles était le manque d'informations statistiques et l'urgence et l'ampleur du problème qui empêchait sa

⁷⁰¹ Weissmann, « Exposición del observador... », p. 93.

⁷⁰² « ... son construidas en todos o casi todos los países participantes utilizando los fondos comunes de las distintas localidades, lo cual acarrea notorias injusticias, ya que con los dineros que se suponen sean empleados estrictamente en obras de utilidad común se realizan trabajos que en la práctica benefician principal y directamente a determinadas propiedades de dominio particular, las cuales derivan así un beneficio considerable por el que no se ha pagado nada o muy poco. Esta plusvalía es aprovechada la mayor parte de las veces por los especuladores... » CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 35.

⁷⁰³ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 35-36, 42-43.

résolution à temps.⁷⁰⁴ Mais le biais créé par le même Sous-comité du logement en se concentrant uniquement sur l'aspect quantitatif du problème du logement était également responsable. Bien qu'il y ait eu des appels à considérer l'intégralité du problème⁷⁰⁵, en 1963, ses membres ont réitéré que

« ... les efforts déployés par les gouvernements doivent avant tout être destinés à résoudre les problèmes de logement des groupes de population à faible revenu, à accorder la plus grande attention au logement rural et à couvrir le plus grand nombre de bénéficiaires, tout en maintenant les conditions minimales de logement. A cet effet, les programmes de logement devront être intégrés dans les plans généraux de développement économique et social dans la préparation desquels sont engagés les pays d'Amérique centrale... »⁷⁰⁶

Cela explique en partie pourquoi les recommandations sur la planification intégrale ont pratiquement disparu dans les travaux du Sous-comité et que, en 1965, la CEPALC a été sollicitée pour l'organisation d'un groupe de travail consacré au développement urbain, face à l'impossibilité des instituts nationaux de logement de les former et à la nécessité de relancer ce domaine.⁷⁰⁷ Cela aura des effets sur la création de normes pour un logement minimum et la mise en œuvre des modèles de l'unité de voisinage, la rénovation urbaine et le rôle des programmes d'entraide.

En ce qui concerne le premier aspect, il convient de noter que les initiatives de mise en œuvre de la normalisation et de la coordination modulaire y étaient fortement liées; toutefois, lors de la Réunion sur le logement de 1957, les délégués ont également motivé leurs pays à proposer de nouvelles conceptions pour améliorer les conditions de vie des secteurs pauvres, ce qui a été repris lors de la première réunion du Sous-comité du logement à la suite de la proposition intéressante du Costa Rica pour que les pays conçoivent, chacun, des logements minimaux selon les zones climatiques typiques de l'isthme, car

⁷⁰⁴ CEPAL, « Informe de la Tercera reunión... », pp. 10, 13 ; DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/19, 7 de mayo de 1963. CEPAL. « Situación actual y nuevos campos de la coordinación regional de los programas de vivienda en el istmo centroamericano. », p. 10. Consulté le 6 mai 2021. URL : <https://goo.gl/PdPozn>

⁷⁰⁵ Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 1.

⁷⁰⁶ « ... los esfuerzos que realicen los gobiernos deben encauzarse, ante todo, a solucionar los problemas habitacionales de los grupos de población de más bajos ingresos, prestar la mayor atención a la vivienda rural, y cubrir el mayor número de beneficiarios, manteniendo las condiciones mínimas de habitabilidad. Con este objeto, los programas de vivienda deberán ser incorporados a los planes generales de desarrollo económico y social en cuya preparación están empeñados los países centroamericanos... » CEPAL. « Informe de la segunda reunión... », p. 8-9. Traducción libre. Je souligne.

⁷⁰⁷ CEPAL. « Informe de la segunda reunión... », pp. 18-19 ; CEPAL, « Informe de la Tercera reunión... », p. 25.

« L'étude des plans d'un logement minimum pour une région donnée d'un pays, effort qu'elle devrait en tout cas faire dans son propre intérêt, et qui serait d'autant plus justifiée qu'il concerne une région typique, profiterait aux autres pays en mettant à la disposition de leurs instituts respectifs un projet qui avec des adaptations plus ou moins importantes, selon le cas, pourrait être exploité par les zones qui remplissent les mêmes conditions topographiques et climatiques que la région pour laquelle il a été conçu. Ce travail permettrait, par ailleurs, de connaître et de comparer les différentes approches utilisées pour résoudre un même problème et d'analyser leurs avantages relatifs. »⁷⁰⁸

Suite à cette suggestion, les membres du Sous-comité ont chargé le Guatemala, El Salvador, le Costa Rica et le Panama de concevoir des logements urbains minimaux pour les zones de montagne, la côte, la vallée et les villes aux climats chauds respectivement. Le Nicaragua a été délégué aux conceptions de logements ruraux minimum pour la zone de plaine.⁷⁰⁹ Étant donné que le Sous-comité n'a proposé, lors de sa réunion de 1958, aucune recommandation spécifique de suivi de cette tâche et qu'aucun pays n'a présenté ces plans en 1963, il suggère que les institutions nationales de logement d'Amérique centrale n'ont guère progressé dans ces travaux, module base de normalisation et coordination inclus, tâche qui a finalement été attribuée à la CEPALC.

Quant à la pénétration du modèle de l'unité de voisinage en Amérique centrale, avant 1957, des pays comme le Guatemala, El Salvador, le Nicaragua, le Costa Rica et le Panama avaient matérialisé ou projeté des unités de voisinage. Montoya a constaté que les premiers projets remontaient à 1935 au Guatemala et au Nicaragua, mais c'est dans les années 1940 et 1950 que la plupart des projets ont été développés, principalement au Panama, au Guatemala et au Salvador, comme le détaille le Tableau VI.1.

Il est fort probable qu'au Costa Rica, des projets inspirés du modèle de l'unité de voisinage aient également été développés avant 1955, année où l'Unité de voisinage d'Hatillo a commencé à être construit. Róger Abarca, et.al. ont fait valoir que la colonie Calderón Muñoz avait une conception sui generis pour San José car elle n'a pas suivi la distribution orthogonale et opta pour une conception basée sur des cercles concentriques.

⁷⁰⁸ « El estudio de los planos de una vivienda mínima para una región determinada de un país, esfuerzo que en todo caso tendría que hacer en su propio interés, y que estaría tanto más justificado cuanto se refiere a una región típica, vendría a beneficiar a los otros países al poner a disposición de sus respectivos institutos un proyecto que con adaptaciones mayores o menores, según el caso, pudiera ser aprovechado por aquellas zonas que reúnan las mismas condiciones topográficas y de clima que la región para la cual fue diseñado. Esta labor permitiría, por otra parte, conocer y comparar los distintos enfoques que se hayan empleado para la solución de un mismo problema y analizar sus ventajas relativas. » Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 14. Traduction libre.

⁷⁰⁹ Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 14.

Les maisons ont été construites par le Département de logement de la CCSS entre 1946 et 1948, mais les sources disponibles n'ont pas permis d'approfondir si, pendant cette période, les logements étaient accompagnés de facilités communales.⁷¹⁰

Cependant, en 1952, le Département a commencé les études préliminaires pour construire à l'extrémité ouest de la colonie quatre bâtiments multifamiliaux dans lesquels il a été fait, selon l'information disponible, pour la première fois mention de « travaux complémentaires », tels que l'aire de jeux, salles de lecture, sentiers de circulation couverts ainsi que la destination du premier étage des bâtiments pour les locaux commerciaux comme apothicaires, « sodas » (restaurants), épiceries, boucheries, quincailleries, courriers et salons de beauté. L'étage supérieur a été réservé à toutes sortes d'activités sociales et culturelles. Avec la construction de ces multifamiliaux, Calderón Muñoz a été incorporé dans le modèle de l'unité de voisinage même si elle n'était pas appelée comme telle. Il y a aussi des indications qu'à Turrialba, la colonie Des Amériques, conçue par Solow, a suivi ce modèle comme indiqué au Chapitre 4.⁷¹¹

Lors de la Réunion de logement de 1957, les discussions ont porté sur le lien entre le logement et son entourage à travers les « facilités communales », qui ont également été considérées comme un instrument de contrôle social, reflétant ainsi la tendance hygiénique de ce type de projets.⁷¹² À cet égard, il a été indiqué :

« En outre, l'appréciation du problème doit tenir compte de l'entourage qui entoure la maison. Les conditions environnementales telles que le manque de facilités de communication appropriées, la mauvaise disposition et l'utilisation inadéquate des espaces, l'absence de services publics, l'existence de problèmes sociaux tels que la criminalité, des taux élevés de morbidité et de surpeuplement, de mauvaises conditions sanitaires, etc., sont des facteurs déterminants pour apprécier la situation des habitations existantes et localiser les zones de bidonville. »⁷¹³

⁷¹⁰ Abarca Zamora, « San José – Ensanches... », pp. 279-291

⁷¹¹ Malavassi Aguilar, « La vivienda de madera... », p. 241 ; CCSS, *Memoria 1953*, pp. 324-334. Mónica Chaves Serrano, et.al. « La producción del espacio público en proyectos habitacionales en el Cantón de San José : Instituto Nacional de Vivienda y Urbanismo (1954-1986) ». (Seminario de Graduación de Licenciatura en Arquitectura, Universidad de Costa Rica, 2019), pp.170-216.

⁷¹² Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 125.

⁷¹³ « Además, en la apreciación del problema ha de tomarse muy en cuenta el ambiente que rodea la casa. Condiciones ambientales como carencia de facilidades de comunicación apropiada, mala disposición y utilización inadecuada de los espacios, ausencia de servicios públicos, existencia de problemas sociales como delincuencia, altos índices de morbilidad y de hacinamiento, malas condiciones sanitarias, etc., son factores determinantes para apreciar la condición de las viviendas existentes y localizar las zonas de tugurio. » CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », p. 34. Traduction libre.

Tableau VI.1. Amérique centrale. Projets d'unités de voisinage (1935-1956).

Pays	Ville	Nom de projet	Année
Costa Rica	San José	Colonie et multifamiliaux Calderón Muñoz	1946-1953
		Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo	1955-1956
	Turrialba	Colonie Las Américas	1951
El Salvador	San Salvador	Colonie Las Delicias	1952
	Santa Ana	Colonie El Palmar	1952
	San Miguel	Colonie Belén	1952
	Soyapango	Colonie Guadalupe	1953
	San Salvador	Colonie Centroamérica	1954
	San Salvador	Colonie Santa Dorotea	1954-1955
	San Salvador	Colonie Málaga	1956
Guatemala	Guatemala	Colonie 25 de Junio	1935-1939
		Colonie 20 de Octubre	1945
		Colonie Labor	1946
		Colonie de Carteros	1948
		Colonie Betania	1949-1952
		Colonie Las Victorias	1953
		Colonie Centroamérica	1956
		Quetzaltenango	Colonie El Rosario
	Nicaragua	Managua	Colonie « de Casas mínimas »
	Managua	Projet Bolonia	1955
Panama	Panama	Bâtiment Arraján	1944-1945
		Colonie Santa Cruz N°1	1945
		Bâtiment Renta 9	1945
		Bâtiment Renta 10	1945
		Bâtiment Renta 11	1946
		Bâtiment Renta 15	1947
		Bâtiment Renta 5	1948
		Unité de voisinage Vista Hermosa (Betania)	1946-1949
		Bâtiment Capira	1946
		Bâtiment Pesé	1946
		Bâtiment Penonomé	1947-1948
		Colonie Francisco Arias Paredes	1949
	Colonie N°1 – Juan Díaz	1950	
Colonie N° 2	1950		

Source : Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », Anexe 1 ; Abarca Zamora, « San José – Ensanches... », pp. 279-291 ; Malavassi Aguilar, « La vivienda de madera... », p. 241 ; CCSS, *Memoria 1953*, pp. 324-334.

De toutes les présentations présentées par les pays d'Amérique centrale concernant l'application de normes urbanistiques, celle du Costa Rica a été la seule à se concentrer expressément sur les facilités communales, en prenant comme étude de cas l'Unité de voisinage N°1 d'Hatillo. L'ingénieur Eduardo Jenkins Dobles, auteur du texte, s'est appuyé sur diverses sources, dont *Planning the Neighborhood*, les projets Sogamozo et Techo del CINVA⁷¹⁴ ou des projets réalisés à Cleveland et à Porto Rico, pour expliquer l'adaptation des facilités communales au contexte costaricain et, par conséquent, les délégués ont exhorté à suivre ce que le Costa Rica a proposé pour continuer l'utilisation du modèle de l'unité de voisinage en Amérique centrale à travers deux recommandations, c'est-à-dire les seules qui avaient un lien étroit avec ce thème et explique leur faible représentativité dans le Graphique V.4.⁷¹⁵

Un détail important est que les discussions sur l'unité de voisinage en Amérique centrale ont été absentes des travaux du Sous-comité du logement lors de ses réunions de 1958 et 1963, événements qui n'ont pas non plus donné de recommandation de suivi à ce qui avait été suggéré en 1957. Toutefois, lors de sa deuxième réunion, le Sous-comité a reçu un rapport préliminaire de la CEPALC sur les aspects sociaux des programmes de logement centraméricains, qui pourrait également être considéré comme une évaluation de l'unité de voisinage dans l'isthme. Le premier élément à souligner est qu'en 1963, sur 37 projets de logements pris en considération par l'étude, environ 15 s'inscrivaient dans le modèle. Il s'agit certainement d'un sous-enregistrement, puisque le Tableau VI.1 basé sur la recherche de Montoya comptait déjà 34 unités de voisinage en Amérique centrale avant 1957, nombre qui a certainement augmenté en 1963. À cet égard, le même rapport de la CEPALC a mis en garde que le fait n'était pas concluant, car l'indicateur utilisé était l'existence ou non de « maisons ou centres communautaires » sur lesquels l'appréciation suivante a été faite :

⁷¹⁴ Dans les Archives générales de l'UNAL, on a localisé un rapport reproduit par l'INVU en 1956 sur le projet Techo, qui a pu être utilisé par Jenkins dans son travail. AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 46, Dossier 8, INVU. « Reproducción del informe para Servicios Comunales del "PROYECTO TECHO" – Preparado en CINVA 1954. » (San José, Costa Rica : El Instituto, 1956).

⁷¹⁵ La Réunion de 1957 n'a pas élaboré de recommandation explicite du modèle de l'unité de voisinage, mais a distribué en plusieurs paragraphes l'application de ce modèle. La recommandation XIII, à son paragraphe 2, a invité les pays à créer leurs cadres réglementaires urbains comprenant, entre autres, la création de facilités communales. Par ailleurs, la recommandation XIX a incité les promoteurs privés à fournir les services publics dans leurs urbanisations et la communauté à s'organiser à cette fin, par l'entraide. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 61, 66.

« Même si l'existence de ces maisons ne constitue pas la preuve du développement d'une conscience sociale (certaines unités qui se réfèrent à leurs maisons communales ont très peu d'activité de groupe, tandis que d'autres, sans ces maisons, rendent compte des activités de nombreux groupes actifs qui se réunissent dans des maisons privées), leur absence révèle la nécessité de la création ou du développement d'une politique sociale sur les programmes de logement où on lui accorde l'importance voulue à la répartition de l'espace disponible du point de vue des besoins des relations humaines, de manière à mettre davantage l'accent sur la manière dont une élévation intégrale du niveau de vie des résidents sera encouragée... »⁷¹⁶

Le rapport a donné des informations intéressantes sur la conception de ce type de projets, la plupart des organismes chargés de les concevoir prenant toujours en considération les « besoins sociaux évidents » des aires de jeux et de loisirs et commerciales. Cela n'a peut-être pas été tout à fait vrai, car les habitants des mêmes projets se sont plaints qu'il n'y avait pas suffisamment d'aires de jeux ou de jardins à usage public, tout en soulignant que les divisions réduites entre les logements causaient des problèmes avec les voisins, en raison de l'absence d'intimité.⁷¹⁷

Un autre aspect important est la permanence du discours éducatif et de coopération communautaire. Chaque programme de logement a été considéré comme une « grande expérience coopérative » où la participation des individus à l'organisation d'activités communes qui renforcent les liens entre voisins était essentielle. L'accent a également été mis sur le travail des travailleurs sociaux, en particulier de ceux qui, outre des études formelles, vivaient dans les mêmes projets de logements des facteurs permettant l'organisation de quartier et l'émergence de groupements tels que les conseils progressistes, les employeurs scolaires, entre autres.⁷¹⁸

⁷¹⁶ « Aún cuando la existencia de dichas casas no constituye prueba del desarrollo de una conciencia social (algunas unidades que hacen referencia a sus casas comunales tienen muy poca actividad de grupo, mientras otras, sin dichas casas, informan sobre actividades de muchos grupos activos que se reúnen en casas particulares) su inexistencia revela la necesidad de la creación o desenvolvimiento de una política social sobre programas de vivienda donde se le concede(sic) la debida importancia a la división de espacio disponible desde el punto de vista de las necesidades de las relaciones humanas, de manera que enfoque con mayor claridad la forma en que se fomentará una elevación integral de los niveles de vida de los residentes... » DNCEPALC, CCE/SC.4/II/DI.5, 13 de mayo de 1963. CEPAL. « Algunos aspectos sociales de los programas de vivienda centroamericanos. », p. 3. Consulté le 5 mai 2021. URL : <https://goo.gl/7xzPsg> Traduction libre.

⁷¹⁷ CEPAL. « Algunos aspectos sociales », pp. 3, 7-8.

⁷¹⁸ CEPAL, « Algunos aspectos sociales », pp. 5-6.

Lors de la troisième réunion du Sous-comité du logement, le thème des facilités communales a de nouveau fait l'objet d'un débat, à la suite d'un nouveau rapport présenté par le Costa Rica sur le développement communal dans les programmes de logement. A cette occasion, il a été réaffirmé que l'entourage physique était essentiel pour consolider l'intégration de la communauté, où le logement était un facteur de progrès et de justice sociale et un instrument d'éducation. Alfredo Ramírez A., délégué du Centre régional de construction scolaire pour l'Amérique latine, a souligné que l'école était un élément important de l'unité communautaire et a encouragé les institutions de logement à intégrer cet élément dans la conception de leurs programmes, qui avait été négligé, selon lui, ces dernières années.⁷¹⁹

Il est évident que, malgré l'absence d'instruments de suivi adéquats de la part du Sous-comité du logement, le modèle de l'unité de voisinage était présent en Amérique centrale au moins jusqu'aux années 1970, période qui coïncide avec la délimitation proposée par Montoya.⁷²⁰ Il convient toutefois de dire que le modèle de l'unité de voisinage a cohabité avec d'autres stratégies d'organisation communautaire où ont également été trouvés les projets d'entraide.

On a pu constater que, lors des événements centraux latino-américains, ces projets d'entraide ont été promus, d'une part, pour encourager le sentiment d'enracinement et de coopération des individus à leur communauté et, d'autre part, comme stratégie pour capter la main d'œuvre bon marché. Les données disponibles ont démontré qu'en Amérique centrale, elles ont été utilisées dans cette dernière approche, comme en témoignent respectivement les points 10 et g) des recommandations XVIII et XIX. En 1963, le Sous-comité a examiné les résultats préliminaires de ces projets et a constaté que les projets à petite échelle étaient les plus efficaces en termes de coûts et d'avantages sociaux et a recommandé la formation d'un groupe de travail analysant les expériences réalisées jusqu'alors.⁷²¹

Lors de sa dernière réunion, le Sous-comité a eu une meilleure image de ce type de projets grâce à un rapport rédigé par Gerrit Huizer de la CEPALC, qui a conclu que les facteurs ayant une incidence sur l'échec des projets d'entraide étaient les courtes journées de travail, les longues distances entre le projet et les lieux de travail, le travail

⁷¹⁹ CEPAL, « Informe de la Tercera reunión... », pp. 15-16, 21.

⁷²⁰ Au Costa Rica, des projets de logement ont été réalisés dans le cadre de ce modèle jusqu'au début des années 80. Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 46-47.

⁷²¹ CEPAL. « Informe de la segunda reunión... », p. 13.

du soir, les longues saisons des pluies, le manque de discipline, l'épuisement excessif, les progrès limités dans la construction, le manque de nourriture, les critiques des syndicats d'ouvriers de la construction, la spéculation foncière et les amortissements élevés que les bénéficiaires des projets devaient payer. Elle a également eu un impact sur le coût élevé pour l'administration, le gaspillage des matériaux et les relations peu cordiales entre les techniciens et les bénéficiaires des projets.⁷²²

Image VI.9. Mexique. Membres du Club de jeunesse rural de San Gregorio Atapulco en élaborant des blocs de terre stabilisé avec le CINVA-RAM. 1958.



Source : AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 212, CINVA. *CINVA-RAM. Máquina para portátil para hacer bloques de tierra estabilizada.* (Bogotá : CINVA, 1958).

⁷²² Gerrit Huizer. « Proyectos de esfuerzo propio y ayuda mutua en Centroamérica. (Informe preliminar). » Consulté le 4 mai 2021. URL : <https://goo.gl/Cm7wCN>

Dans d'autres domaines, tels que l'assistance technique, le rapport a constaté que plusieurs des programmes centraméricains étaient dirigés par des fonctionnaires formés au CINVA, qui, outre l'apport de leurs connaissances théoriques et pratiques sur les chantiers, étaient également responsables de l'introduction généralisée de la machine CINVA-RAM (Image VI.9). Les membres du Sous-comité avaient l'impression d'être méfiants à l'égard de ces projets en raison de leur coût élevé, mais il a été recommandé de les maintenir parce que les expériences recueillies n'étaient pas encore suffisamment concluantes pour freiner leur mise en œuvre.⁷²³

Cependant, la chose la plus précieuse de ce rapport a été d'avoir démontré, par les témoignages des fonctionnaires, l'un des obstacles des programmes de logement d'Amérique centrale : les prêts des banques internationales. Huizer a souligné que :

« Un problème souvent évoqué dans les discussions sur l'entraide en matière de logement a été celui des relations entre les institutions nationales de logement et la BID. On estime les prêts qu'il accorde, mais on critique l'attitude paternaliste que comportent les contrôles réglementaires inclus dans les contrats avec les gouvernements ainsi que certaines de ses stipulations. La limitation de l'aide de la BID pour des projets bénéficiant uniquement des groupes à revenu fixe a été particulièrement censurée, ce qui est attribué à l'effet contradictoire de la publicité de l'Alliance pour le progrès lorsqu'elle concerne les projets parrainés par la BID. Lorsque l'on sait que les projets abondamment annoncés ne profitent qu'à ceux qui jouissent déjà d'un certain niveau de vie, cette propagande se tourne contre ceux qui prétendent aider les « familles à faible revenu ». Dans la pratique, on craint qu'elle n'entraîne un plus grand mécontentement qu'il n'y en a déjà. »⁷²⁴

Cette constatation de Huizer est très importante, car elle montre que les conditions imposées par les prêts avaient une incidence directe sur les objectifs, la population bénéficiaire, la qualité et la quantité des logements, les méthodologies et même l'origine des matériaux de construction, qui devaient habituellement être importés des États-Unis.⁷²⁵ En ce sens, les prêts internationaux ont imposé des conditions plus rigides et créé,

⁷²³ CEPAL, « Informe de la Tercera reunión... », pp. 21-22.

⁷²⁴ « Un problema al que se eludió con frecuencia en las discusiones sobre la ayuda mutua y el esfuerzo propio en vivienda, ha sido el de las relaciones entre las instituciones nacionales de vivienda y el BID. Se estiman los préstamos que concede, pero se critica la actitud paternalista que implican los controles reglamentarios incluidos en los contratos con los gobiernos, así como algunas de sus estipulaciones. Se ha censurado especialmente la limitación de la ayuda del BID para proyectos que benefician sólo a grupos de determinados ingresos..., hecho al que se atribuye el efecto contradictorio de la publicidad de la Alianza para el Progreso cuando se relaciona con los proyectos patrocinados por el BID. Cuando se sabe que los proyectos profusamente anunciados solo benefician a quienes gozan ya de cierto nivel de vida, esta propaganda se vuelve contra quienes dicen ayudar a las "las familias de bajos ingresos". En la práctica se teme que dé lugar a mayor descontento del que ya existe.» Huizer. « Proyectos de esfuerzo propio », p. 30. Traduction libre. Je souligne.

⁷²⁵ Huizer. « Proyectos de esfuerzo propio. », p. 31.

par conséquent, un facteur de dépendance difficile à briser pour les institutions nationales de logement, dont l'autonomie a toujours été mise en évidence par son financement limité. C'est également l'un des facteurs qui ont pu influencer de manière significative la faible progression de la normalisation et de la coordination en Amérique centrale.

Selon les données disponibles, les projets d'entraide en Amérique centrale ont eu des résultats contradictoires, en raison de leur rachitique base sociale. Bien que, dans le discours, les membres du Sous-comité aient salué les avantages que ces projets apportaient aux relations communales, la forte inclination économique qui ne considérait les bénéficiaires que comme une « main d'œuvre bon marché » limitait les possibilités de cohésion communautaire ou d'initiative favorisant l'appropriation et l'identification avec les projets, à quelques exceptions près. Il faut aussi ajouter le fort paternalisme et la conviction généralisée que la communauté n'avait pas d'initiative, aspects qui, comme on l'a vu précédemment, étaient également présents dans d'autres cas latino-américains. »⁷²⁶

Il convient également rappeler que les méthodologies d'entraide faisaient également partie des projets de rénovation urbaine, qui n'ont pas non plus eu une présence notable aux événements centraméricains. Même si leur discussion était limitée, il était possible de constater que les délégués centraméricains à la Réunion de logement de 1957 s'approprièrent de l'approche de rénovation urbaine proposée par Luis Vera. Ils ont également estimé que la solution au problème du logement n'était pas seulement de construire de nouvelles maisons, mais aussi de réhabiliter celles qui étaient délabrées ou de les remplacer totalement lorsque la première chose n'était pas possible. Toute solution, quelle qu'elle soit, devait être fondée sur un « critère technique et scientifique ». Mais la préférence des délégués à ce modèle visait à éviter l'apparition de nouveaux bidonvilles dans les villes, car :

« ... ils ont été considérés non seulement comme un problème urbain mais aussi comme social, en raison de l'énorme importance qu'ils revêtent pour l'avenir des communautés, car ils constituent des développements qui, une fois consolidés par une situation de fait, sont très difficiles à enlever et produisent des conséquences très défavorables... Il a été considéré que l'une des mesures les plus efficaces pour décourager ces lotissements est de ne pas les doter de services publics, en donnant à cette mesure une large publicité... »⁷²⁷

⁷²⁶ CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 34-35.

⁷²⁷ « ... se consideraron no solamente como problema urbanístico sino también social, por la enorme trascendencia que tienen para el futuro de las comunidades, ya que constituyen desarrollos que, una vez consolidados por una situación de hecho, son muy difíciles de extirpar y producen consecuencias altamente

Certes, une telle recommandation ne garantissait que l'accroissement des inégalités sociales entre les populations urbaines, en particulier lorsqu'on tient compte du fait que l'accès à l'eau potable ou à l'électricité représentait la différence entre la précarité et un meilleur niveau de vie. Néanmoins, les recommandations relatives à la rénovation urbaine ne faisaient qu'encourager la création de lois et de projets pilotes sur la rénovation urbaine et ont écarté la discussion de l'impact social de ce type de mesures.

Une autre absence importante dans la discussion a été les projets de centres civiques à la Réunion de 1957 ni lors des réunions du Sous-comité du logement. Pourtant, entre 1950 et 1980, il a été possible d'identifier pour toutes les capitales d'Amérique centrale des projets de centres civiques ou de planification pour leur région métropolitaine, parmi lesquels celui de la ville de Guatemala, Managua et San José ont été les premiers à proposer dans les années 1950. Les projets pour San Salvador et Tegucigalpa ont été développés dans les années 1960 et 1970 respectivement, bien que dans la capitale hondurienne certains bâtiments publics tels que le Palais législatif aient affiché l'intention du gouvernement de consolider et de moderniser son centre politique depuis les années 1950.⁷²⁸

Les projets mentionnés précédemment ont cherché à transformer à la fois le paysage et la forme urbaine, inspirés par l'esthétique du style international, la mise en œuvre de plans d'aménagement et le zonage des centres urbains et de leurs environs. Bien qu'il ait été affirmé que ceux-ci s'inspirent des principes du « cœur de la ville » des CIAM, il conviendrait d'approfondir si ces projets répondaient effectivement à cette approche, ou à celle de rénovation urbaine promue par l'OEA ou s'il s'agissait d'une combinaison des deux. Ce qui attire l'attention, c'est l'absence de ces projets dans le cadre de la Réunion de 1957, car au moins celui de San José et de la ville de Guatemala avaient un certain degré d'avancement, ce qui pourrait suggérer l'existence d'une certaine étanchéité des autorités sur ces projets pour diverses raisons, notamment être promus par

desfavorables... Se consideró que una de las medidas más efectivas para desalentar dichas lotificaciones consiste en no dotarlas de servicios públicos, dando a esta medida amplia publicidad... » Cela a été inscrit au point 3 de la recommandation XIII. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 32-33, 61. Traduction libre.

⁷²⁸ Navarrete Cáliz, « Tegucigalpa, laboratoire urbain », pp. 345-346 ; Freddy Morales Díaz. « Movimiento moderno, registro y catalogación. El Banco de Guatemala y El Crédito Hipotecario Nacional. Centro Cívico de la Ciudad de Guatemala. » (Tesis de licenciatura en Arquitectura, Universidad de San Carlos de Guatemala, 2013), p. 33

des gouvernements très impopulaires (comme le cas guatémaltèque) ou par les critiques de certains secteurs qui considéraient la construction de ce type de projets comme un gaspillage de ressources publiques, alors que le problème du logement était plus que délicat (comme le cas costaricain). Le cas de San Salvador, planifié dans les années 1960, a mis en évidence les effets négatifs du manque de publicité et ses mauvais espaces de participation.⁷²⁹

Revenons maintenant à la question suivante : y avait-il une planification intégrale en Amérique centrale? L'intention des délégués lors de la Réunion du logement de 1957 était de mettre ce principe en pratique en utilisant parti de l'expérience récente de la Réunion technique de 1956 et du total accord des programmes d'assistance technique pour soutenir les pays d'Amérique centrale dans cette tâche. Cependant, le programme d'intégration économique a pesé davantage et les délégués ont choisi de s'approprier essentiellement les instruments, modèles et pratiques liant le développement industriel à la construction massive des programmes de logement. Le modèle de l'unité de voisinage et les méthodologies d'entraide ont été partiellement appliqués, étant donné que les aspects économiques ont été davantage pris en compte dans leur planification, comme en témoigne le corps des résolutions. Ainsi, dans l'intérêt de consolider le marché commun centraméricain, les acteurs ont renoncé à une planification intégrale dans l'isthme, ne restant que des efforts isolés et peu articulés.

4. Les obstacles de la circulation des savoirs.

D'autres facteurs ont grandement entravé les tâches d'urbanisme et de logement social des instituts nationaux de logement et des organes régionaux de coordination. Le plus important a peut-être été l'instabilité sociale et politique vécue par la grande majorité des pays d'Amérique centrale, à l'exception relative du Costa Rica. Bien qu'il y ait eu certains épisodes de réforme sociale et de démocratisation dont l'intensité et la durée variaient, le Guatemala et le Honduras, El Salvador et le Nicaragua ont connu depuis les années 1940 de nombreuses crises politiques, dont plusieurs soutenues par les États-Unis, qui ont limité l'extension des réformes sociales, une meilleure répartition des terres et le

⁷²⁹ Mario Lungo. « Los planes de desarrollo urbano. Construyendo nuevas relaciones de gobernabilidad urbana. » *Gobernabilidad urbana en Centroamérica*, Mario Lungo (comp). 1^a ed. (San José : FLACSO-GURI, 1998), p. 53-55.

renforcement des institutions étatiques de protection sociale, approfondissant ainsi les fractures sociales qui existaient dans les sociétés d'Amérique centrale.

Les gouvernements n'ont pas non plus pu transmettre les avantages économiques obtenus par le MCCA aux secteurs populaires, dont beaucoup de paysans dépossédés et appartenant à des ethnies indigènes qui n'ont guère pu s'insérer dans les légers processus de démocratisation. Les guérilleros qui ont commencé leur activité dans les années 1960 dans des pays comme le Guatemala se sont étendus à d'autres pays de l'isthme et ont payé l'arrivée de gouvernements plus répressifs qui, en fin de compte, ont fait exploser les guerres civiles qui ont commencé à la fin des années 1970 et qui se sont étendues jusqu'aux années 1990. Dans ces conditions, la base institutionnelle d'Amérique centrale affaiblie a eu peu d'occasions de concrétiser avec succès les savoirs qui ont circulé dans le réseau d'entrelacements.⁷³⁰

Le processus d'intégration économique centraméricaine n'a pas échappé à ses propres problèmes et contradictions. L'un d'eux était le traité tripartite qui a déclenché la polémique entre les pays partenaires en les obligeant à se réunir pour définir un nouvel accord d'intégration économique, qui a été signé le 13 décembre 1960 par les pays d'Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica. La position costaricaine fut le résultat de la politique du gouvernement de Mario Echandi (1958-1962) qui a refusé de poursuivre le processus d'intégration économique qui n'a été repris que lorsque Francisco Orlich, du PLN, a été élu président pour la période 1962-1966 et a finalement signé le traité d'adhésion au MCCA en 1963.⁷³¹

La politique intérieure costaricaine et les démêlés découlant du traité tripartite ont coïncidé avec les années au cours desquelles le Sous-comité du logement a cessé ses activités et doivent donc être considérés comme deux des facteurs qui ont directement affecté les travaux de cet organe collégial. Par conséquent, on comprend pourquoi les initiatives proposées lors de la première réunion du Sous-comité du logement en 1958 ont fait peu de suivi au cours de ces années, affectant la circulation des savoirs en Amérique centrale de modèles tels que celui de la normalisation et de la coordination modulaires.⁷³²

⁷³⁰ Grandin, *Empire's Workshop*, pp. 40-44, 69-72, 75-76, 80-90, 94-110, 114-119 ; Manuel Rojas Bolaños. « Capítulo 2. La política. » *Historia General de Centroamérica*, pp. 85-163.

⁷³¹ Guerra B., « Capítulo 1. El desarrollo económico », pp. 50-53 ; Rovira Mas, *Estado y política...*, pp. 101-103, 151.

⁷³² CEPAL, « Informe de la Tercera reunión... », pp. 17-18, 22.

La fracture du MCCA à partir de 1969 et les crises politiques et économiques successives qui ont frappé l'isthme dans les années 1970 ont rendu la mise en œuvre de ce modèle encore plus difficile. Un bilan du Groupe 5 sur les matériaux de construction lors de la huitième Conférence sur le logement et le développement urbain (COPVIDU) a conclu qu'en 1980, le Guatemala et le Honduras n'avaient pas de normes pour produire et contrôler la qualité de leurs matériaux de construction ; Le Salvador et le Costa Rica, bien qu'ils aient mis en œuvre des politiques dans le premier domaine, ce dernier pays a pris du retard dans les contrôles de qualité. Le Nicaragua n'a même pas été pris en compte dans l'évaluation, peut-être en raison de sa situation politique compliquée à l'époque.⁷³³ Il ne faut pas non plus oublier les restrictions imposées par les banques internationales aux gouvernements d'Amérique centrale, qui ont considérablement réduit leur autonomie dans les politiques du logement et de l'urbanisme.

Il faut également tenir compte des aspects liés au fonctionnement du réseau d'entrelacements. Il a été noté précédemment que la relation étroite entre Carazo et Solow favorisait également le travail conjoint entre le Sous-comité du logement et le CINVA. Mais les deux acteurs ont quitté leurs postes à l'INVU et dans l'UnP en 1959 et probablement a influencé la décision d'annuler la réunion prévue en novembre.⁷³⁴ C'est un facteur qui a contribué au découplage de l'entourage isthmique des lignes directrices qui avaient été tracées lors des événements centraux latino-américains. Ces développements ont également été le reflet de ce transfert de leadership de la CINVA et de l'OEA dans les politiques régionales de logement à la CEPALC, qui a également dirigé en Amérique centrale les aspects d'assistance technique du projet de liaison.

La présence d'acteurs qui se trouvaient à plusieurs reprises dans les événements centraméricains a été considérablement réduite. L'acteur le plus récurrent dans les événements d'Amérique centrale a été Emilio Beltranena qui était présent à quatre réunions, Pedro Abelardo Delgado, Pio González Alvarado, Fabio Arango présents à trois réunions et Édgar Martínez, Ricardo Jordan et le Costaricain Rodrigo Vargas en deux. Le peu d'assiduité de ces acteurs reflète l'attitude peu stratégique des gouvernements d'Amérique centrale dans la formation de leurs délégations et le risque que courait le processus de circulation des savoirs dans les institutions de logement de l'isthme. La

⁷³³ « Evaluación de las conclusiones y recomendaciones de las siete conferencias COPVIDU. » *Órgano Oficial del Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos*, N° 74 (octubre-noviembre-diciembre 1980) : pp. 47-48.

⁷³⁴ Pinillos Roldán, « Informe del relator », p. 18.

participation de nouveaux délégués, bien qu'elle puisse être considérée comme positive en ce qui concerne l'évolution des dirigeants, les obligeait à se mettre au courant des accords pris lors des réunions précédentes, ce qui pourrait ne pas se produire. D'autre part, le départ des acteurs influents, tels que Solow et Carazo, mit la fin d'alliances stratégiques dans le processus de circulation des savoirs. Sa poursuite dans d'autres forums, tels que les conférences COPVIDU à partir des années 1970, a entraîné de nouveaux problèmes et de nouveaux leaderships, qui devront être analysés dans des futurs travaux.

5. Conclusion du chapitre.

Dans le chapitre précédent, une description générale des entourages du réseau d'entrelacements a été fournie, sans avoir vraiment approfondi les raisons de son comportement. On a réussi à identifier un « Entourage 1 », le plus dense de tous et celui qui a le plus facilement permis l'action coordonnée des acteurs participants au réseau, qui a eu lieu entre 1953 et 1959. L'« Entourage 2 », délimité entre 1960 et 1965, a été caractérisé comme ayant pris plus d'importance les événements d'Amérique centrale, mettant en évidence une spécialisation propre à son agenda. Dans ce cas, des événements tels que ceux développés dans les pays scandinaves ou au Mexique ont servi de support, mais en raison de leur situation périphérique, leurs contributions ont été moins influentes pour les priorités centraméricaines. Enfin, l'« Entourage 3 » qui s'est concentré sur les années 1975 et 1976 a consolidé les processus de relèvement générationnel et de reformulation des instruments et modèles qui circulaient sur le réseau mais dont les transformations ont eu peu d'impact en Amérique centrale. Sur la base des résultats du présent chapitre, il est désormais possible de conceptualiser ces entourages, grâce au comportement des recommandations analysées ci-dessus.

L'« Entourage 1 », appelé « Planification intégrale interaméricaine » et délimité entre 1953 et 1959, a été caractérisé par l'articulation de la coopération régionale sur l'idée de la « planification intégrale » proposée par des acteurs tels que Solow et Weissmann, qui ont souligné la nécessité pour l'État, l'initiative privée (entreprises et communautés) et les organismes internationaux d'articuler leurs efforts pour résoudre le problème urgent du logement et la croissance désordonnée des villes. Cela impliquait que les politiques devaient avoir une portée à plusieurs échelles en privilégiant l'approche

régionale, à travers les plans nationaux de développement, assurant ainsi un zonage approprié, des centres urbains intermédiaires absorbant les migrations et un développement rural adéquat.

Dans cet entourage, le rôle de l'État a subi certaines modifications par rapport à l'héritage du panaméricanisme et s'est transformé en guide de l'initiative privée et régulateur de toute la politique du logement et de l'urbanisme, clôturant ainsi son épisode paternaliste tel qu'il avait été conçu avant 1950. Ces changements ont été associés à des changements dans le contexte international, comme le début de la guerre froide qui a adouci le degré d'interventionnisme étatique hérité du panaméricanisme, par crainte de son éventuelle « soviétisation », il était donc essentiel d'inclure l'initiative privée dans la construction des logements. En l'espèce, l'État a été appelé à créer les incitations nécessaires à l'effet de cette collaboration et à freiner ainsi la tendance à recharger dans ses institutions les projets de logement social. Dans ce sens, les institutions nationales de logement ont été appelées à appliquer les méthodologies de l'entraide pour renforcer l'esprit de coopération des communautés et obtenir une main d'œuvre bon marché pour les projets de logement.

La promotion de l'initiative privée était étroitement liée aux projets d'intégration économique régionaux, parmi lesquels a été inséré le MCCA, qui considéraient le logement comme un facteur de développement économique et déterminant pour l'amélioration du niveau de vie de la population à ressources limitées. Pour atteindre cet objectif, il a été explicitement recommandé le modèle de normalisation et de coordination modulaires établissant des normes minimales de qualité et de dimensions des matériaux de construction, une terminologie commune et des conceptions minimales de logement fondés sur ces normes, afin de la produire en série et de réduire ainsi son déficit en Amérique latine. D'autre part, cette approche industrielle a également cherché à diminuer le prix des unités, de manière qu'elles soient adaptées au revenu des secteurs populaires, ce qui s'est finalement avéré être un échec car les possibilités d'emploi requises n'ont pas été créées pour que ces secteurs puissent améliorer leur économie familiale.

Dans ce processus, la coopération des organismes internationaux était essentielle, où le CINVA avait un rôle privilégié en tant que centre pionnier de la région, plaçant l'OEA dans une position de leader vis-à-vis de ses « collègues », de l'ONU et du Point IV. En Amérique centrale, leur contribution a été essentielle dans la promotion de recommandations sur l'industrialisation et la coordination modulaire. Dans l'entourage

de la planification intégrale, l'assistance technique a été conçue comme un soutien de courte durée, dont les tâches devaient éventuellement être assumées par l'État, répondant aux caractéristiques du modèle du service. Ses modalités comprenaient l'utilisation des programmes de bourses, l'envoi ou l'échange d'experts en matière de logement et de planification, la recherche et leur diffusion respective et la convocation répétée de réunions internationales d'experts.

Sur cette base coopérative, deux modèles d'urbanisme ont circulé, l'unité de voisinage et l'unité de rénovation urbaine – centres civiques, ainsi que deux instruments clés qui ont été, en premier lieu, le plan d'aménagement, puis les plans nationaux de développement. Les deux modèles, à juste titre, ont favorisé le développement du territoire en contrôlant soigneusement la croissance des centres urbains à travers les unités de voisinage, tout en freinant la détérioration des anciennes zones des villes par diverses modalités de rénovation urbaine. Enfin, ces modèles, oubliant parfois leurs avantages sociaux, sont devenus des instruments de promotion industrielle et de contrôle social, qui ont aggravé les inégalités des secteurs pauvres de la société.

L'entourage a été composé de six événements, dont les plus importants ont été la Première réunion technique interaméricaine de 1956 sur le logement et la planification et la Réunion sur les problèmes de logement, d'industrie du bâtiment et de matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama en 1957, ou ont interagi au moins 16 acteurs; suivie de la Première réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification d'Amérique centrale et du Panama, qui a partagé 13 acteurs avec la Réunion de logement de 1957 et, enfin, la Deuxième réunion technique interaméricaine de 1958 sur le logement et la planification, qui a été liée à son prédécesseur par 12 acteurs. Cette proximité et les rencontres successives des mêmes acteurs dans ces *espaces de liaison*, parmi des autres facteurs, expliquent la coordination étroite entre eux, qui a été complétée par les *espaces de liaison* alternatifs trouvés dans l'analyse de polyvalence du chapitre 4.

L'entourage suivant, appelé « Industrialisation et logement programmés », reconfigure la délimitation initiale, en déplaçant ses débuts en 1956 et finalisant en 1965, année de la dernière réunion du Sous-comité du logement. Pourquoi retourner sur cette période ? C'est parce que la Réunion technique de 1956 a publié les premières recommandations concernant la normalisation et la coordination modulaires, qui sont devenues l'épine dorsale des politiques d'industrialisation du logement. Toutefois, pour

le cas centraméricain, un sous-entourage « Normatif et de conception modulaire d'Amérique centrale » est proposé qui s'étend de 1957 à 1963 et qui constitue l'élément de différenciation de l'agenda de l'urbanisme dans l'isthme. Ce sous-entourage prend fin en 1963 parce que la troisième réunion du sous-comité du logement de 1965 n'a pas inclus de recommandations à ce sujet.

Cet entourage, au niveau général, se caractérise par un renforcement des tendances de planification économique entraînées par la CEPALC, l'OEA et l'USAID dans le cadre de l'ALPRO, dont les caractéristiques les plus importantes ont été la subordination des plans d'aménagement et des programmes de logement aux plans nationaux de développement et une politique plus agressive à l'égard de la production de masse d'unités de logement, financés par les prêts bancaires internationaux. Il est apparu que l'une des préoccupations de l'assistance technique était de renforcer le travail des États dans des domaines tels que l'administration publique, la statistique et la formation de la main d'œuvre et de soutenir la création d'incitations à l'initiative privée.

Dans le sous-entourage normatif et de conception modulaire, l'énoncé précoce des recommandations associées à ce thème s'est accompagné à la fois d'un abandon quasi radical des approches sociales poussées dans le premier entourage, s'étant créé un biais ou une défaillance structurelle. Il a été possible de noter que, bien que des discours favorables aux avantages sociaux des unités de voisinage et aux méthodologies d'effort personnel et d'entraide aient persisté, ceux-ci n'étaient pas prioritaires pour les acteurs institutionnels centraméricains. Cela s'est également accompagné du déclin progressif du CINVA, dans le réseau d'entrelacement, en tant que centre régional et du transfert du leadership vers la CEPALC, ce qui s'est produit dans le contexte centraméricain, entre 1959 et 1962, années où les études d'Alvaro Órtega sur la normalisation et la coordination modulaire ont été préparées.

Ce sous-entourage, caractérisé par les quelques acteurs qui ont pu interagir ou se rapporter aux événements, a mis en évidence un certain degré de dépendance des institutions centraméricaines vis-à-vis de la CEPALC, notamment dans l'élaboration du module de base, activité dans laquelle les institutions centraméricaines ont renoncé à une partie de leur propre initiative pour expérimenter les normes apparues dans l'isthme en préférant celle suggérée par la commission régionale des Nations Unies. Une autre façon d'exprimer cette dépendance a été le domaine du financement, car les instituts nationaux de logement, n'ayant pas suffisamment d'autonomie économique, ont dû recourir à la

banque internationale qui, en l'occurrence, a imposé des conditions qui ont dégradé la marge d'action des institutions pour orienter, dans le cadre de leurs propres objectifs, normes et méthodologies, les programmes de logement centraméricains avec l'approfondissement conséquent des fractures sociales.

La périodisation de ce sous-entourage est relativement courte, non seulement pour les raisons expliquées ci-dessus, mais aussi pour les crises politiques et socio-économiques qui ont frappé les pays d'Amérique centrale au cours de ces années et qui se sont aggravées au cours des 25 années suivantes. Ceci est essentiel pour en tenir compte, car il explique les raisons d'ordre structurel qui ont empêché le suivi des recommandations émanant des événements internationaux et du Sous-comité du logement. En outre, il faut garder à l'esprit que dans les années 1960, les *espaces de liaison* se sont diversifiés, ce qui a rendu difficile le maintien d'un programme cohérent.

Nous arrivons au dernier entourage, celui des « établissements humains », caractérisé par l'influence des idées du « Nouvel Ordre économique international » et sa volonté réformatrice de politiques de logement social et d'urbanisme. Ce dernier, qui ne couvre que deux ans (1975-1976) pour des raisons de délimitation de l'objet de l'étude, a cherché à redonner aux pays pauvres leur pouvoir de choisir leurs propres priorités et de planifier leur développement sur la base de celles-ci, en assumant l'entière responsabilité de l'élaboration de leurs normes, instruments et modèles. Comme l'a prouvé l'analyse des réseaux sociaux au chapitre 4, bon nombre de ces aspects n'ont pas été nouveaux, car lors des événements de l'entourage de planification intégrale interaméricaine, bon nombre de ces notions ont été introduites, mais elles n'ont pas été suivies de la constance requise pour favoriser les processus d'intégration économique.

En réponse, l'entourage des établissements humains a réorienté l'approche économiste vers celle des droits de l'homme, introduisant des notions précieuses comme des « droits maximaux » par opposition aux « normes minimales », a redirigé l'État vers son leadership dans la définition des politiques de logement et d'urbanisme, a délimité le rôle de l'entreprise privée, tout en renforçant les mécanismes de participation populaire et, enfin, il a repris le caractère complémentaire de l'assistance technique qui ne pouvait prendre la place de l'État. Bien que des facteurs liés au contexte international, dont l'épuisement du développement et l'émergence du néolibéralisme ainsi que les derniers épisodes de la guerre froide, aient limité dans une certaine mesure la réalisation de tous

ces objectifs, une partie de l'esprit de coopération entre les pays qui avait légué la mondialisation solidaire est restée vivante.

Savoir si ces entourages ont pu constituer une unité régionale solidaire reste à résoudre. Il faut rappeler que ce concept fait référence non seulement aux relations et au mouvement des acteurs, mais aussi à la construction sociale d'un territoire par des mécanismes de territorialisation, c'est-à-dire à la manière dont les acteurs s'approprient ou résistent aux modèles, normes et connaissances qui circulent dans les milieux sociaux. Chacun de ces entourages s'accouple et se découple, acquérant une identité propre et établissant ses frontières.

L'un des indicateurs de cet apprentissage de la territorialité est les recommandations et résolutions émanant des événements internationaux. Dans l'entourage de la planification intégrale, il a été possible de situer dans presque tous les événements des recommandations concernant l'assistance technique, le rôle de l'État, l'entreprise privée et l'industrie, la participation communautaire et les instruments et modèles de planification. Cela est plus clair dans le cas de l'Amérique centrale, puisque la Réunion du logement de 1957 est restée fortement liée à l'entourage de la planification intégrale et s'est transformée en écho à la Réunion technique de 1956 sous tous ces aspects. Lors de la première réunion du Sous-comité du logement en 1958, des signes de découplage ont déjà été constatés dans des domaines tels que les instruments et modèles d'urbanisme ou la participation communautaire, tandis que de nouvelles recommandations sur le marché commun des matériaux de construction maintenaient l'Amérique centrale attachée à ce point de l'agenda latino-américain.

A partir de cette année, les événements centraméricains ont été regroupés dans un sous-entourage spécialisé dans la normalisation et la coordination modulaires, qui a contribué au processus d'intégration économique entamé en 1952. Cette inclination a entraîné leur découplage avec les aspects sociaux et intégrés de méthodologies telles que l'entraide ou la capacité des unités de voisinage et des centres civiques à renforcer l'enracinement et l'esprit communautaire des habitants pour mettre l'accent sur les aspects techniques, économiques ou hygiénistes vieille école. De son côté, le sous-entourage a motivé les pays d'Amérique centrale à dépendre de l'assistance technique de la CEPALC pour mener les recherches requises dans le domaine du logement, en raison des aspects susmentionnés. Cela signifiait, en résumé, que le développement tant attendu

d'une industrie de substitution des importations et son intégration régionale conditionnaient fortement l'objectif des mécanismes de territorialisation.

Le manque d'acteurs récurrents dans ce sous-entourage l'a encore spécialisé, d'une part parce que le petit nombre d'acteurs a pu soutenir leur agenda sans que celui-ci soit en danger, se conformant à des *espaces de liaison* très fermés. De même, les acteurs participants au sous-entourage ont été moins exposés à d'autres événements internationaux mettant en avant des nouveautés. Cependant, il convient de souligner que c'est pour l'instant une hypothèse, tant que d'autres *espaces de liaison* alternatifs comme les COPVIDU qui ont commencé dans les années 1970 n'étaient pas analysés. Le processus de découplage, il ne faut pas l'oublier, a également été accéléré par les crises politiques et socio-économiques de l'isthme centraméricain qui a détérioré le fonctionnement des institutions nationales de logement et leur capacité à se renouveler.

En raison de ces facteurs, des événements aussi importants au niveau mondial qu'HABITAT-I n'ont pas réussi à se situer dans des positions centrales pour les institutions d'Amérique centrale, en raison de l'absence d'acteurs et de recommandations qui les maintenaient encastrés à ce changement de paradigme. L'entourage des établissements humains a consolidé un relèvement générationnel où, dans le cas de l'INVU, il n'a pas pu continuer à renouveler sa part de connaissances par le départ d'acteurs clés et par la création d'institutions liées au logement qui ont pris leur place lors d'événements internationaux à partir des années 1980.

On peut affirmer que l'unité régionale solidaire a existé et a fonctionné avec le plus de succès entre 1953 et 1959, date à laquelle les acteurs ont agi de manière plus coordonnée, grâce à leur expérience personnelle ou à leurs amitiés. La perte de leadership de la CINVA, la disparition d'acteurs clés du réseau d'entrelacements, l'ALPRO, la guerre froide, le programme d'industrialisation, les crises politiques et socio-économiques des pays d'Amérique latine, y compris ceux de l'isthme, ont fracturé cette unité régionale solidaire qui, bien qu'elle ait persisté dans certains domaines, ne l'a pas fait aussi intégralement que ses acteurs l'avaient proposée. Les années 80 lui ont donné le coup de grâce, le transformant en un régime de concurrence qui a forcé les villes à « innover » et à attirer des investissements en oubliant à nouveau ce qu'Ernest Weissmann avait dit en 1956 : que le développement économique n'était pas la même chose que le progrès social.

**TROISIÈME PARTIE. LA PLANIFICATION
URBAINE AU COSTA RICA.**

VII. EXPERIENCES CROISÉES. LE DEPARTAMENT D'URBANISME ET LE CENTRE CIVIQUE NATIONAL.

Quelques mois après la guerre civile de 1948, le journal *La prensa libre* annonça en première page la visite de l'architecte Anatole A. Solow qui effectuera, à la demande du Conseil fondateur de la Seconde République et de la municipalité de San José, « une étude complète de l'état et du gouvernement de la ville avec des projections de son développement futur ». Selon le quotidien, Solow est arrivé à l'aéroport de La Sabana la veille et serait dans le pays pendant plusieurs semaines, analysant de manière exhaustive le fonctionnement des gouvernements locaux et projetant à l'avenir « les services publics d'ordre et de confort » dont la capitale avait besoin à l'époque. C'était la première *porte de la mondialisation* utilisée par le Costa Rica, dans le domaine de l'urbanisme et dans le cadre de la nouvelle gouvernance mondiale lancée quelques années auparavant.⁷³⁵

Quelques jours plus tard, un article est apparu sur la page éditoriale du même journal intitulé « Un sacrifice. Victime : la ville », où le projet possible des autorités de transformer la Place de l'Artillerie (*Plaza de la Artillería*), ce « petit rire de la ville, témoin centenaire de la vie de la République » en parking, a été vivement critiqué. L'auteur anonyme a ajouté,

« Aucun revenu qui pourrait représenter cette transformation de la place en un champ réverbérant, intensément chaud, un immense four réchauffant tout le quartier dans un large rayon, ne peut justifier la suppression de celui qui est l'un des rares événements qui restent dans la ville de San José. La ville se développe, la population s'agrandit, et aucun terrain n'a été laissé pour être affecté à des places ou des parcs. Ensuite, on ne sait pas pourquoi San José est une ville malsaine »⁷³⁶

S'appuyant sur un discours hygiéniste, l'article aborde ponctuellement trois problèmes qui accablent le San José qui ferait l'objet d'une étude par le nouvel architecte

⁷³⁵ « En Costa Rica un experto en cuestiones urbanas. » *La prensa libre*, 14 de agosto de 1948, pp. 1 y 10; Solow, *A planning program*, s.n.p.

⁷³⁶ « Ninguna renta que pudiera representar esa transformación de la plaza en un páramo reverberante, intensamente cálido, un inmenso horno recalentando todo el vecindario en un amplio radio, puede justificar la supresión de ese que es uno de los escasos respiraderos que le van dejando a la ciudad de San José. La ciudad crece, la población se aglomera, y no se han ido dejando terrenos para destinarlos a plazas o parques. Después no se sabe por qué San José es una ciudad insalubre. » « Temas del momento. Un sacrificio. Víctima: la ciudad. » *La prensa libre*, 20 de agosto de 1948, p. 2. Traduction libre.

suisse: la pénurie de parcs publics, la congestion des véhicules et la croissance incontrôlée de la ville. En plus d'offrir une résistance à la « modernité » du ciment, l'expression « témoin centenaire de la vie de la République » est clé pour comprendre le rôle de cet espace dans l'histoire de la ville car non seulement San José y est née au XVIIIe siècle, mais elle a abrité l'une des expressions de la centralité de l'État : le Palais National.

Cela introduit la problématique de l'échelle locale, dans l'analyse de la circulation des savoirs de l'urbanisme. Au niveau local, les techniciens, qu'ils soient nationaux ou internationaux, ne sont pas les seuls à décider du sort de la ville, mais impliquent d'autres acteurs tels que des organisations communales, des journalistes et des responsables politiques locaux ou nationaux, des entrepreneurs, entre autres. Les instruments de planification, tels que le plan d'aménagement et ses outils, les règlements de zonage, la carte officielle ou les fractionnements, impliquent d'imposer des divisions administratives et des façons de penser la ville, qui ne correspondaient pas toujours aux citoyens qui utilisaient quotidiennement la ville ou l'intérêt des groupes sociaux dominants.

Selon Christian Topalov, l'être humain, tout au long de son histoire, a créé des divisions de son espace de vie pour l'homogénéiser et imposer un ordre aux individus qui l'habitent. La différenciation de l'espace n'est pas du tout stable car elle est soumise à des processus de lutte, de ruptures et de consensus sociaux qu'une seule carte ne révèle pas. Le zonage en est un bon exemple, car elle impose une division au service du pouvoir. Cet acte – diviser la ville – coexiste et se chevauche souvent avec d'autres formes culturelles, sociales et économiques de segmentation de la ville, détonant parfois des conflits sociaux.⁷³⁷ En effet, ces opérations entrent en collision avec les limites perceptuelles de la ville ou des quartiers, avec les itinéraires choisis pour circuler dans la ville, avec les stratégies de survie⁷³⁸ et avec le régime de propriété foncière.

Le présent chapitre et le chapitre 8 ont pour but d'analyser comment le Conseil d'administration de l'INVU, en tant qu'*espace de liaison* local, a approprié, modifié ou rejeté l'agenda d'urbanisme qui a circulé dans le réseau d'entrelacements, à travers quatre

⁷³⁷ Christian Topalov (dir.) *Les divisions de la ville*. (Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2002), pp. 11-13, 607-610.

⁷³⁸ Luis Durán Segura. *Cartografías josefinas : ventas ambulantes y espacio público*. (Heredia, Costa Rica : EUNA, 2013) ; Malavassi, « La vivienda de madera de los barrios », pp. 179-190; Rosa Malavassi, et.al. *Proyecto Barrios Costa Rica: Barrio Luján y Barrio México*. (San José, Costa Rica: Ministerio de Cultura y Juventud, Museo de Arte Costarricense, 2010).

études de cas: tout d'abord, le processus d'institutionnalisation de la planification intégrale au Département de l'urbanisme et comment il a été reflété dans le projet du Centre civique national; ensuite, les lois visant à introduire la *fonction sociale de la propriété* et l'instrumentalisation des « facilités communales » en prenant comme exemple la ville satellite d'Hatillo. Pourquoi le Conseil d'administration est-il un *espace de liaison* ? Car non seulement y ont convergé une variété d'acteurs, des techniciens, des hommes politiques ou des citoyens ordinaires, mais les dispositifs de médiation ou les ressources sociales des entourages du réseau y ont été croisés, créant de nouvelles *matrices de connaissances* qui sont à nouveau diffusées aux niveaux régional ou global à travers les programmes d'assistance technique.

Dans le chapitre 4, j'ai fait référence à l'invitation de l'Histoire croisée à se concentrer sur les processus d'interaction et de relation entre acteurs et objets. Cette prémisse justifiait l'analyse des réseaux sociaux comme stratégie méthodologique et permettait d'identifier, dans les chapitres 5 et 6, trois entourages, à savoir la planification intégrale, l'industrialisation et le logement programmé et celui des établissements humains, permettant également de clarifier le degré de coordination des acteurs qui ont participé au réseau d'entrelacements qui a facilité la circulation des savoirs et des agendas de l'échelle globale à l'échelle locale et vice versa.

Ces résultats ont complété la lecture de l'urbanisme comme objet d'étude. Compte tenu des précieuses contributions de Werner, Zimmermann, Valérie Amiraux et Kapil Raj, l'urbanisme doit être compris non seulement comme la mise en œuvre des prémisses contenues dans un plan d'aménagement ou un plan directeur, mais aussi comme le produit du croisement de divers entourages techniques avec les aspirations, les absences, les omissions, les fantômes et les craintes liées au développement urbain. Cela implique de le considérer non pas comme le produit d'un transfert ou d'une diffusion linéaire ou passive, mais comme le résultat d'une « circulation des hommes [et des femmes], des pratiques, des informations, des savoirs, des objets et des instruments ». L'approche de l'analyse est donc d'insuffler la continuité ou le recul d'un ou de plusieurs de ses référents, les jeux de pouvoir des acteurs et de détecter les processus d'innovation.⁷³⁹

⁷³⁹ Kapil Raj, « Connexions, croisements, circulations. Le d tour de la cartographie britannique par l'Inde, xviiiè-xixè siècles », *Le Genre humain* N° 42, 1 (2004): pp. 73-98; Valérie Amiraux. « Regards croisés sur l'Islam truc d'Allemagne. Du poids des disciplines aux contraintes de l'objet », *Le Genre humain*, N° 42, 1 (2004): pp. 213-236.

L'analyse de l'effet intégral du réseau d'entrelacements sur les politiques d'urbanisme costaricain nécessite de nombreuses études. Cela a obligé à prendre certaines décisions méthodologiques concernant les études de cas et l'élection des sources. Commençons par le dernier aspect. Le présent chapitre et le chapitre 8 se fondent essentiellement sur les livres des comptes rendus du Conseil d'administration de l'INVU, élaborés entre 1954 et 1986 et qui figurent dans les Archives nationales du Costa Rica. Au moment de la révision, l'ANCR ne disposait pas d'un index centralisé des livres, il était donc nécessaire de les réviser un par un. 125 livres et 3773 comptes rendus ont finalement été révisés, privilégiant ceux qui étaient les plus liés aux problématiques qui seront exposés dans les pages suivantes.⁷⁴⁰

Le volume de données a obligé de délimiter l'objet d'étude uniquement à l'INVU, bien qu'il existe d'autres institutions qui, au cours de la période, avaient des relations étroites avec le problème du logement et du développement urbain, telles que l'École supérieure d'administration publique d'Amérique centrale (ESAPAC), l'Institut de développement et de conseil municipal (IFAM), le ministère du Logement et des établissements humains (MIVAH), la Banque hypothécaire du logement (BANHVI), le Bureau de planification nationale (OFIPLAN) et son successeur, le ministère de la Planification (MIDEPLAN). La liste est longue. On a donc tâché, dans la mesure des possibilités, de choisir les comptes rendus où ces voix auraient également un rôle important, pour analyser leur croisement avec celle de l'INVU. Il faut signaler que *l'analyse privilégiera la dernière*. Cependant, on a eu recours à l'utilisation non exhaustive de la presse écrite, des rapports de mission d'assistance technique d'experts, des mémoires de l'INVU, des rapports sur les projets de logement et d'urbanisme, des plans, des photographies, des comptes rendus de la municipalité de San José et des documents de la présidence de la République comme sources auxiliaires.

En ce qui concerne les études de cas, la sélection s'est partie du problème de l'institutionnalisation. Cela a obligé à analyser le Département de l'urbanisme, l'un des organes techniques du Conseil d'administration de l'INVU et d'où émanant la plupart des

⁷⁴⁰ Au cours du processus de révision, des omissions ont été détectées dans la transcription selon la technique utilisée par le secrétaire de comptes rendus. Parfois il a été omis d'inclure ou de transcrire des documents tels que des lettres, des mémos ou des rapports qui ont motivé les discussions des membres du Conseil d'administration. Et surtout, les secrétaires ont synthétisé à plusieurs reprises les débats, manquant ainsi des informations précieuses. D'autre part, il y avait des lacunes d'information, par exemple pour certains mois des années 1962 et 1963, où les livres de comptes rendus n'étaient pas disponibles.

lignes directrices en matière de planification urbaine. L'accent a été mis sur la façon dont les croisements entre les connaissances locales et internationales ont introduit la notion de planification intégrale et comment elle s'est reflétée dans le projet du Centre civique national.

Deuxièmement, il y a eu la question de la réglementation. Au cours de la révision, il a été constaté que la plupart des discussions se sont concentrées sur la problématique de la *fonction sociale de la propriété* où l'utilisation des instruments de zonage, de fractionnement et d'urbanisation, des cartes officielles et des mécanismes de captage de la plus-value. Le problème de la fonction sociale de la propriété s'est traduit par des réserves de terrain pour les facilités communales et l'élargissement des voies publiques. Le cas de la ville satellite d'Hatillo a donc été choisi pour analyser ces processus, bien que le Plan Garcés soit mentionné comme prédécesseur. Faute d'espace, les problèmes de normalisation et de coordination modulaire, les programmes d'effort propre et d'assistance mutuelle ne seront pas analysés en profondeur.

Le présent chapitre est organisé comme suit. Dans la première section, les missions techniques d'Anatole Solow et de César Garcés sont introduites comme contexte fondamental pour la circulation des savoirs de la planification urbaine. Dans la deuxième section, l'institutionnalisation de la planification urbaine sera analysée à travers le cas du Département de l'urbanisme, toujours compris comme un processus de croisement du savoir-faire provenant des programmes d'assistance technique et des connaissances locaux, afin de clarifier la forme que la planification intégrale a prise au Costa Rica. Dans la troisième section, le projet du Centre civique national sera analysé afin de comprendre comment les approches de travail du Département d'urbanisme se sont reflétées dans la transformation de la capitale et les résistances produites dans l'opinion publique, les syndicats et d'autres institutions gouvernementales par l'instrumentalisation de divisions de la ville qui ne correspondaient pas aux intérêts des groupes de pouvoir.

1. Deux architectes pour la « ville moderne ».

a) La mission technique d'Anatole Solow (1948).

L'arrivée de Solow au Costa Rica en 1948 est devenue un tournant historique pour l'urbanisme et le logement social. Jusque-là, le pays avait connu un processus d'internationalisation naissante de sa pratique urbaine remontant à la fin du XIXe siècle et qui s'est poursuivi par intermittence pendant la première moitié du XXe siècle. Des facteurs tels que l'immaturité de la politique étrangère, la manière de constituer les délégations et le climat politique ont minimisé l'impact des congrès panaméricains d'architecture sur l'institutionnalisation costaricaine. Pourtant, il a été possible d'observer la présence de courants alternatifs des savoirs urbains, notamment ceux concernant le logement social, qui a généré une institutionnalisation précoce dans ce domaine.

En ce qui concerne l'urbanisme, l'État costaricain n'a pas réussi à créer une institution liée à cette pratique avant 1948, défaut qui a été immédiatement souligné par Solow dans son rapport. Cependant, il y avait un conglomérat d'institutions liées à l'urbanisme, telles que l'Institut géographique national, le Bureau de la circulation, le Département de logement de la CCSS, le ministère des Travaux publics et les municipalités elles-mêmes, vers lesquelles Solow s'est tourné pour obtenir des conseils afin de comprendre les problèmes urbains qui touchaient la capitale. C'est un fait fondamental, car il révèle que le rapport Solow n'est pas le fruit d'un travail isolé d'un expert international, mais qu'il s'agit du croisement de savoirs sur le logement et l'urbanisme déjà présentes dans le pays avec celles de l'architecte suisse.⁷⁴¹ Parmi les acteurs consultés par Solow lors de son séjour au Costa Rica, qui s'est étendu d'août à septembre 1948, il a rencontré Gastón Bartorelli qui, à l'époque, travaillait au Département de logement en tant que conseiller technique.

La proposition de Solow de planifier la ville de San Jose partait de la prémisse d'une planification intégrale avec une approche métropolitaine.⁷⁴² Selon les données

⁷⁴¹ Kapil Raj a démontré que le développement de la cartographie en Inde, l'organisation commerciale, militaire ou fiscale, entre autres, était le résultat de la rencontre d'experts, de techniques et de connaissances indigènes avec ceux apportés par les colonisateurs britanniques, entraînant une dynamique d'adaptation et de reconditionnement mutuel. Raj, « Connexions, croisements, circulations... » pp. 81-86.

⁷⁴² Solow a consulté l'urbaniste Paul Oppermann son avis avant de publier le rapport. Oppermann a travaillé avec Solow au sein du Comité de l'hygiène et du logement de l'APHA, comme indiqué au début du manuel *Planning the Neighborhood*.

disponibles, Solow a été le premier à introduire la notion de l'Aire métropolitaine de San José ou Grand San José, qui comprenait les cantons de Tibás jusqu'au canyon de la rivière Virilla, Moravia, Goicoechea, Montes de Oca, Desamparados, Alajuelita et Escazú, qui devait être planifiée comme une unité, sans distinction de limites administratives (Image VII.1). Pour cela, Solow a recommandé que, sur la base de ces limites, soit défini un district national regroupant les municipalités de ces cantons, y compris celle de San José. D'autre part, il a appelé « zone centrale » cette zone délimitée par les Avenidas Mauro Fernández (N° 5), San Martin (N° 10), et les Rues 12 et Paseo de los Estudiantes (Calle 9).⁷⁴³ C'est là que la définition que Solow a donnée de la planification urbaine a été clé :

« L'urbanisme moderne implique l'utilisation de nombreux outils techniques, juridiques, administratifs et financiers pour améliorer les conditions de vie et de travail dans et autour des zones urbaines, et pour guider le développement rationnel des villes... et doit être complété par l'orientation et la coordination du travail de toutes les agences publiques et privées... signifie également l'imposition de contrôles judicieux sur l'entreprise privée pour assurer la conformité avec le plan de développement. La planification ne devrait pas être simplement coercitive et restrictive, elle devrait encourager et développer les activités de la part des membres individuels d'une communauté qui mèneront à un développement urbain meilleur et plus économique. Pour cette raison, une fonction essentielle pour accompagner le programme est l'éducation constante du public aux saines pratiques de planification urbaine. La planification d'une ville ne consiste pas à préparer un plan une fois pour toutes. Une adaptation continue est nécessaire pour guider la croissance de la ville et répondre à des conditions en constante évolution. Par conséquent, un mécanisme administratif est nécessaire pour effectuer une tâche continue de planification, et des lois sont également nécessaires pour rendre le processus de planification possible et efficace. »⁷⁴⁴

⁷⁴³ Solow, *A planning program*, pp. 11-14, 16. Il semble nécessaire de se demander si Solow, comme l'a indiqué Vives dans une étude récente, n'a été inspiré que par les principes des CIAM. Tout au long de cette enquête, il n'a pas été possible de confirmer si Solow était un membre actif de cette organisation, mais si ses liens avec plusieurs de ses membres, comme Robert L. Davison, qui travaillait à l'APHA, Ernest Weissmann ou Leonard J. Currie, étudiant chez Gropius, pouvaient être identifiés. Il convient de noter, à la lumière des données disponibles, que Solow a nourri sa pratique professionnelle de diverses sources, dont le town planning anglo-saxon, l'urbanisme panaméricain cultivé depuis les années 1920 et, bien sûr, les CIAM dont les connaissances sont venues indirectement, ainsi que d'autres sources qui ont circulé en Amérique latine et aux États-Unis dans les décennies précédentes. Vives Luque, *Pioneros de la Arquitectura*, p. 68-71.

⁷⁴⁴ « Modern city planning implies the use of many technical, legal, administrative, and financial tools to improve the living and working conditions in and around urban areas, and to guide the rational development of cities... and must be supplemented by guidance and coordination of the work of all public and private agencies... also means the imposition of wise controls over private enterprise to insure conformity with the development plan. Planning should not be merely coercive and restrictive, it should encourage and develop those activities on the part of individual members of a community which will lead to better and more economic city development. For this reason, an essential function to accompany the program is constant education of the public in sound city planning practices. Planning a city does not consist of the preparation of a plan once and for all. A continuous adaptation is required to guide the growth of the city and to meet ever changing conditions. Consequently, an administrative mechanism is needed to perform a continuous

Cette définition rappelle à bien des égards celle promue lors des congrès panaméricains d'architecture où le caractère interdisciplinaire, l'utilisation du plan d'aménagement et sa mise à jour constante et le rôle central de l'État dans l'ensemble du processus avaient déjà été suggérés. Cependant, Solow a introduit une nouveauté : le processus de planification ne se limite pas à l'initiative privée mais la favorise, contrairement à l'« urbanisme intégral » panaméricain qui cherchait à la restreindre et à l'annuler.

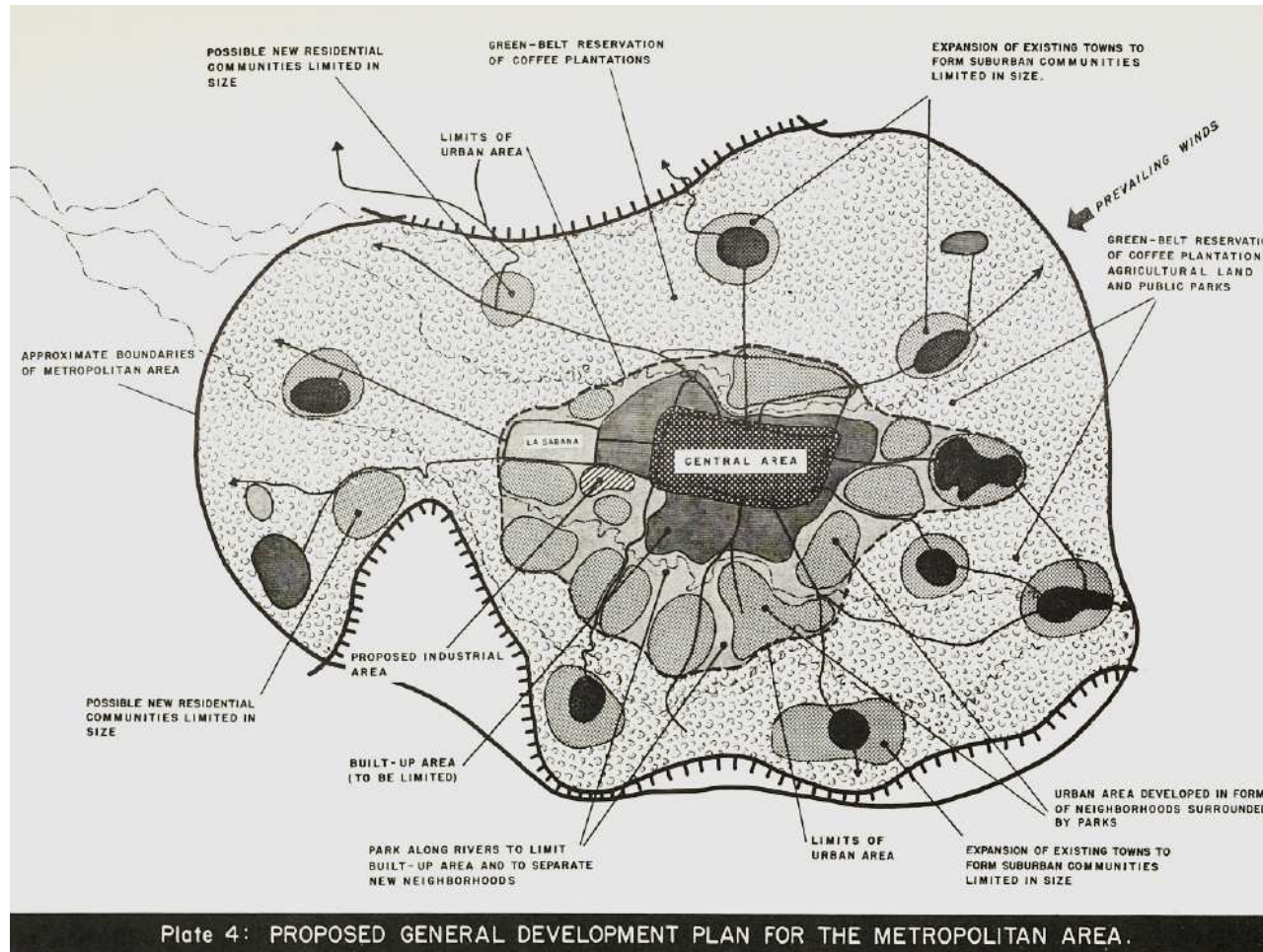
Quant à la ville et à ses environs, Solow a exalté « la magnificence de son paysage environnant » avertissant que la capitale *Josefina* ne pouvait pas se permettre de se développer dans toutes les directions et, par conséquent, tous les plantations de café devaient être protégés comme une « ceinture verte » et les populations voisines de la ville devaient devenir des « unités autonomes ». ⁷⁴⁵ Son appréciation du paysage urbain présente de nombreuses similitudes avec celles qui ont été faites par les voyageurs étrangers qui ont visité le Costa Rica entre le XIXe et le XXe siècle. À cet égard, Florencia Quesada a fait remarquer que des voyageurs comme Anders Oersted, Moritz Wagner, Wilhem Marr, Anthony Trollope, Felix Belly, Maurice de Waleffe, entre autres, contrastaient le caractère villageois et « arriéré » de San José avec la beauté de son paysage, son climat bienveillant, les couleurs « vertes sucrées » de ses montagnes et surtout les domaines de café. Le paysage était un « baume », contrairement au noyau urbain qui était devenu une sorte de « poulpe » qui étendait ses tentacules à travers les champs, absorbant les populations voisines et détruisant les précieuses plantations de café. ⁷⁴⁶ La différence entre ces acteurs était que Solow instrumentalisait le paysage comme outil de planification, acquérant le nom de *green belt* ou de « ceinture verte » et son statut de limite du Grand San José. (Image VII.1).

task of planning, and laws necessary to make the planning process possible and effective. » Solow, *A planning program*, p. 3. Traduction libre.

⁷⁴⁵ Solow, *A planning program*, pp. 1 y 15.

⁷⁴⁶ Quesada, *La modernización entre...*, pp. 39-44, 203-206.

Image VII.1. Costa Rica. Grand San José, d'après Anatole Solow. 1948.



Source: Solow, *A planning program*, s.n.p.

Le rapport Solow recommandait la mise en œuvre simultanée de programmes de rénovation urbaine et de logement dans et autour de la capitale, sur la base du principe de zonage. Comme nous le verrons plus loin, certains d'entre eux ont cimenté des projets futurs, tels que le Centre bancaire, le Centre civique national ou des programmes de rénovation urbaine de quartiers populaires tels que Barrio México, Mata Redonda et La Cruz.⁷⁴⁷ En ce qui concerne les nouvelles zones résidentielles, il a averti que celles-ci :

« ... doivent être conçues à une échelle suffisamment grande et en tant qu'unités complètes, afin qu'elles puissent être dotées de toutes les facilités communautaires nécessaires telles que des écoles, des terrains de jeux pour enfants, des magasins locaux, des églises et des centres de loisirs, en tenant compte des installations existantes utilisables dans la mesure du possible. »⁷⁴⁸

La citation ci-dessus correspond à la première référence à l'unité de voisinage au Costa Rica et qui ne serait pas mise en œuvre comme modèle de logement urbain que cinq ans plus tard. Pour résoudre ces problèmes et d'autres, Solow a proposé la formation d'une commission d'urbanisme autonome chargée d'élaborer les instruments et réglementations nécessaires au développement urbain, y compris les plans d'aménagement, les ordonnances sur l'utilisation des terres, le financement des travaux et le contrôle de la spéculation. Cela correspondait aux besoins de placer l'État au centre de tout travail de planification et d'avoir une position prudente à l'égard de l'initiative privée, qui devait être réglementée. Ces dernières recommandations inspireraient à l'avenir la création de l'INVU.

Les recommandations de Solow sont allées jusqu'à combler une partie des lacunes produites par l'expérience costaricaine dans les congrès panaméricains d'architecture et ont porté à la connaissance des autorités nationales et locales la nécessité impérieuse d'introduire l'urbanisme dans l'institutionnalisation costaricaine. La première étape a été franchie par la municipalité de San José un an après avoir reçu la visite de l'architecte suisse, dans le but d'installer son propre bureau d'urbanisme, matérialisant ainsi une partie de ses suggestions. Cela a introduit dans le paysage national l'architecte colombien César Garcés Vernaza, dont les contributions ont mis en évidence non seulement les potentialités de l'urbanisme costaricain, mais aussi ses limites et ses défis.

⁷⁴⁷ Solow, *A planning program*, p. 17.

⁷⁴⁸ « ... require to be designed on a sufficiently large scale, and as complete units, so that they may be provided with all necessary community facilities such as schools, children's playgrounds, local shopping, churches, and recreations centers, taken into account usable existing facilities where possible. » Traduction libre. Solow, *A planning program*, p. 31. Traduction libre. Je souligne.

b) La mission technique de César Garcés (1949-1953).

Un an après sa première visite au Costa Rica, le 31 août 1949, la municipalité de San José a reçu Anatole Solow et débattu des possibilités économiques qui permettraient d'établir un bureau d'urbanisme, avec l'aide d'un spécialiste qui était prêt à travailler pour la corporation. Bien que l'objectif fût de créer un conseil d'urbanisme suivant le modèle portoricain, Solow a recommandé au Conseil de créer d'abord un petit bureau pour commencer les travaux. De même, jusqu'au retour du Costaricain Rodrigo Masís Diabisi à la fin de sa formation d'urbaniste, Solow a suggéré que les services de César Garcés Vernaza soient engagés (Image VII.2).⁷⁴⁹

Le recrutement de Garcés a eu lieu le 13 décembre 1949 après plusieurs délibérations.⁷⁵⁰ La signature de ces accords a rapproché la municipalité de San José de l'OEA et les avantages que cela impliquait, l'un d'eux étant la participation à des événements internationaux. L'un des premiers a été le deuxième Séminaire régional sur les affaires sociales qui s'est tenu en novembre 1950 au Salvador. A cette occasion, la municipalité s'est fait représenter par Garcés, Guillermo Lara et les régents José Francisco Carballo et Bernardo Van der Laet.⁷⁵¹

Selon le rapport Solow de cet événement, les premiers travaux effectués par Garcés en collaboration avec le personnel de la municipalité ont été présentés comme des « modèles » pour le reste des pays et le règlement d'urbanisation et de fractionnement a été répertorié comme le « plus moderne et le seul qui existe dans la région de l'Amérique centrale sur l'urbanisme. »⁷⁵² Bien que cela nous rappelle en quelque sorte la définition

⁷⁴⁹ A cette occasion, le Conseil municipal a décidé de créer un « bureau d'urbanisation » doté d'un budget annuel de ₡50 000 (cinquante mille colones), d'autoriser le gouverneur à intégrer une commission municipale d'urbanisation et à signer un accord d'assistance technique avec l'Union panaméricaine pour l'engagement des services de Garcés. ANCR, Municipal, signatura 11434, Acta N° 74, 31 de agosto de 1949, fs. 78-83.

⁷⁵⁰ ANCR, Municipal, signatura 11436, Acta N° 74, 18 de noviembre de 1949, fs. 268-269; ANCR, Municipal, signatura 11436, Acta N° 1, 6 de diciembre de 1949, fs. 308-309; ANCR, Municipal, signatura 11436, Acta N° 2, 13 de diciembre de 1949, fs. 339-343. Le contrat de Garcés a été prolongé par la municipalité de San José à trois reprises, le dernier étant par un accord d'assistance technique avec le CINVA en 1952, dirigé à l'époque par Leonard J. Currie. A cette occasion, il est indiqué que les services de Garcés seraient répartis entre la municipalité de San José et le Département de logement de la CCSS. ANCR, Municipal, signatura 11441, Acta N° 45, 3 de octubre de 1950, fs. 222-227; ANCR, Municipal, signatura 11446, Acta N° 73, 3 de abril de 1951, fs. 169-170; ANCR, Municipal, signatura 11452, Acta N° 115, 5 de febrero de 1952, pp. 6-7; ANCR, Municipal, signatura 11452, Acta N° 116, 12 de febrero de 1952, p. 1; ANCR, Municipal, signatura 11452, Acta N° 120, 4 de marzo de 1952, pp. 3-4.

⁷⁵¹ ANCR, Municipal, signatura 11441, Acta N° 48, 17 de octubre de 1950, fs. 289-290.

⁷⁵² ANCR, Municipal, signatura 11442, Acta N° 55, 21 de noviembre de 1950, fs. 1-3. Parmi les pays d'Amérique centrale, le seul institut de logement qui était opérationnel était l'Institut du logement urbain

de modèle de Françoise Choay⁷⁵³, Solow a averti que toutes les villes possédaient leurs propres caractéristiques et que toute solution devait donc être conforme à ces conditions particulières, recommandation qui a été réitérée lors des événements internationaux analysés dans les chapitres précédents.⁷⁵⁴

Image VII.2. César Garcés Vernaza. 1960.



CESAR GARCÉS V.

Director Interino del Centro Interamericano de Vivienda y Planeamiento de la Unión Panamericana - Julio a Octubre 1956 - Abril a Diciembre 1959 - Representante Regional 1952 - 1955
Profesor de Planeamiento y Programas de Vivienda 1956 - 1959.

Source : SINDU-UNAL. Photographie : Bonilla Castro, 2020.

du Salvador, qui a été inauguré la même année en tant que dépendance du ministère des Travaux publics de ce pays et qui s'est démarqué par ses projets et recherches de logements minimum et moyen. Si les missions techniques effectuées par Solow et Rafael Picó entre 1949 et 1950 ont recommandé la création d'une direction de l'urbanisme, au moment où le séminaire s'est déroulé, il n'avait pas encore été constitué, ce faisant le bureau d'urbanisme de la municipalité de San José le premier de l'Amérique centrale. Unión Panamericana, *La vivienda de interés social*, pp. 68-69.

⁷⁵³ Choay défini le modèle comme « ... des traits spatiaux délocalisés et reproductibles, relève, au contraire, exclusivement de l'ordre humain et d'un strict système de normes culturelles. » Choay. *La règle et le modèle*, pp. 173, 184-185.

⁷⁵⁴ Solow, *A planning program*, p. 4.

En tant que chef de la section de l'urbanisme, César Garcés avait pour responsabilité, entre autres, d'organiser ce bureau et d'élaborer le plan d'aménagement de la ville de San José, plus tard connu sous le nom de Plan Garcés. Bien qu'il n'ait pas été possible de récupérer tous ses contenus⁷⁵⁵, le Plan des voies publiques principales qui visait à étendre, rectifier et organiser le système de transit automobile de la capitale a pu être localisé. Le rapport Solow recommandait l'extension des rues et avenues *Josefinas*⁷⁵⁶, établir des normes en matière d'alignement des bâtiments et construire une série de boulevards et de ronds-points qui accostaient la périphérie de centre-ville.⁷⁵⁷

Pour des raisons d'espace, une analyse détaillée du Plan Garcés ne sera pas effectuée ici, mais il convient d'en présenter quelques éléments. Le plan a certainement été controversé et la municipalité a dû répondre à de nombreuses plaintes. Par ailleurs, comme le signalent les comptes rendus municipaux, le Conseil a soutenu à la quasi-unanimité le plan et l'a respecté dans toutes ses portées. Mais tous les membres du Conseil n'étaient pas d'accord pour que les taxes municipales soient utilisées pour l'achat de biens, alors qu'il restait encore beaucoup d'autres problèmes à résoudre, tels que le manque d'eau, l'entretien des routes et, surtout, l'itinérance pour les secteurs populaires. Comme nous le verrons plus loin, les discours contre le Plan ont basculé entre les changements apportés au régime de la propriété privée et la question sociale.

⁷⁵⁵ Une description du plan peut-être consulté en ANCR, Municipal, signatura 11463, Acta N° 169, 30 de enero de 1953, fs. 59-65.

⁷⁵⁶ Avec quelques différences mineures, le Plan Garcés a repris ces suggestions et hiérarchisé la largeur des rues et des avenues, les principales étant de 24 mètres de large et les secondaires de 19 mètres de large. Cependant, le changement le plus radical contenu dans le plan a été l'élargissement de l'Avenue Centrale, qui devait être rectifié jusqu'à atteindre 24 mètres de large jusqu'à la 9ème rue, appelée Paseo de los Estudiantes, ce qui exigeait que toute propriété située sur cette avenue respecte une ligne de construction de 2,25 m. ANCR, Municipal, signatura 11445, Acta N° 64, 26 de enero de 1951, fs. 311-321.

⁷⁵⁷ Solow, *A planning program*, pp. 19-24. L'une des recommandations les plus controversées de Solow a été le retrait du tramway de la ville de San Jose, qui fonctionnait depuis 1899 dans la ville. Le service était composé de deux lignes principales, l'une d'ouest à l'est reliant La Sabana à San Pedro et du nord au sud, de la ville de Guadeloupe à la gare du Pacifique. D'autres branches ont été introduites pour relier certains espaces de la ville tels que Barrio México, les Cimetières ou le Lycée du Costa Rica. Le tramway a été fermé en 1950 à la suite des recommandations de Solow, entre autres raisons. Avendaño Flores. « El tranvía de San José... », pp. 44-56.

Image VII.3. Maurice Rotival. Date inconnue.



Source : William Bernstein. « From Paris to New Haven : Maurice Rotival and the long durée of Urban Renewal. » *MSSA Kaplan Prize for Use of MSSA Collections. 10*. Consulté le 20 juin 2021. URL : https://elischolar.library.yale.edu/mssa_collections/10

Cette pression sociale a fait reculer le projet d'élargissement de l'Avenida Central et il a été convenu d'élargir l'Avenida Segunda, suivant les recommandations de l'urbaniste français Maurice Rotival (Image VII.3)⁷⁵⁸, projet qui a entraîné une

⁷⁵⁸ Le chapitre 4 mentionnait que l'un des « célèbres étrangers » d'après Almandoz, à savoir Maurice Rotival, travaillait au Costa Rica en 1954 dans une mission technique de l'ONU coordonnée par l'ESAPAC. Selon Carola Hein, Rotival était étudiante auprès d'urbanistes français de premier plan tels qu'Eugène Hénard et Henri Prost; a établi des liens avec Le Corbusier, Carlos Raul Villanueva, Wallace Harrison et avec des personnalités politiques et commerciales comme Charles de Gaulle et Nelson Rockefeller. Parmi ses interventions les plus importantes en Amérique latine a été son plan monumental de Caracas projeté en 1939, qu'il a réalisé en collaboration avec Jacques Lambert, à l'invitation de la direction de l'urbanisme créée par le général et également gouverneur de Caracas Elbano Mibelli. L'élargissement de la Deuxième Avenue de San José a été inséré, dans la pratique de l'urbaniste français, dans l'idée de créer des « axes » de véhicules inspirés des Champs-Élysées à Paris, symbolisant le progrès de la ville et s'adaptant aux exigences de la circulation automobile de l'époque. Au cours de sa visite, la municipalité de San José a coordonné la location d'un avion afin que Rotival puisse commencer ses études sur la région métropolitaine. ANCR, Municipal, signatura 11471, Acta N° 25, 25 de mayo de 1954, f. 1; Carola Hein. « Maurice Rotival:

transformation radicale de cette voie et de ses espaces environnants, se perdant dans le processus des bâtiments historiques tels que l'Université de Saint-Thomas ou le Sagrario de la Cathédrale Métropolitaine, qui ont suscité de nombreux débats jusque dans les années 1970.⁷⁵⁹

Le rapport Solow et le Plan Garcés ne peuvent être considérés séparément, mais doivent être compris comme une unité. Le dernier en date a dû résister à l'embarras de l'opinion publique et aux doutes du Conseil municipal, car il est le résultat du croisement d'un savoir-faire nouveau, dans une certaine mesure, pour le contexte costaricain et l'attitude conservatrice de certains membres de la municipalité et d'un secteur commercial qui serait affecté par l'intervention directe dans leurs propriétés.

Le rapport Solow a été présenté comme une excellente occasion de moderniser San José, mais la discussion sur les coûts politiques, économiques, politiques et culturels que ce rapport entraînerait a brillé par son absence à l'époque. L'urbanisme costaricain avant 1954 est le résultat de divers processus de lutte interne, mais aussi de consensus entre les savoirs locaux de l'organisation de l'espace urbain, le discours et les intérêts tant politiques que privés et les connaissances qui ont pu circuler à travers les programmes d'assistance technique dans leurs différentes modalités. Ce processus de croisement des savoirs et des expériences se reflétera dans la conception et l'organisation du département d'urbanisme de l'INVU, qui sera analysé ci-après.

2. « La chose la plus importante pour le moment est de faire des maisons. »

La phrase qui sert de titre à cette section peut être considérée comme l'un des fantômes de l'urbanisme costaricain. Elle contient un débat qui n'est pas terminé jusqu'à présent et qui révèle le caractère inachevé des institutions costaricaines face à l'immense travail de programmation de la croissance des villes. La priorité de traiter le problème du logement avait des raisons historiques. Depuis le début du XXe siècle, l'État libéral est intervenu dans cet aspect de la question sociale.

French planning on a world scale (Part I). » *Planning Perspective*, 17:3 (2002): 247-265; Carola Hein. « Maurice Rotival: French planning on a world scale (Part II). » *Planning Perspective*, 17 (2002): 325-344.
⁷⁵⁹ Chester Urbina Gaitán. « Imposición política, Iglesia y modernización urbanística. El caso de la Avenida Segunda de San José. (1951-1972). » *Revista de Ciencias Sociales*, 143 (1) (2014): pp. 170-174.

Parallèlement, les secteurs populaires organisés en syndicats, en conseils progressistes et plus tard en partis politiques tels que le Parti réformiste⁷⁶⁰ et le communiste ont rendu publiques les conditions de vie épouvantables des ouvriers, le manque de services de base et les prix élevés des loyers, incitant l'État à créer un corpus juridique axé sur la location, la définition de normes minimales, la promotion de programmes de logements bon marché et, en fin de compte, la création des premières institutions de logement populaire.⁷⁶¹

Cette trajectoire a exercé une influence notable sur l'exposé des motifs de la loi organique de l'INVU rédigé par le ministre de l'Économie et des finances Jorge Rossi. Appuyé sur ce contexte, le discours de développement et la lutte contre le communisme ont justifié, selon lui, l'action de l'État dans ce domaine, que l'initiative privée n'avait pas pu résoudre seule. Toutefois, il a reconnu que le logement ne devait pas être considéré de manière isolée, car il impliquait des éléments aussi bien naturels que culturels, économiques et sociaux dont il fallait tenir compte.⁷⁶²

Les données disponibles suggèrent que la loi organique de l'INVU est le fruit de divers croisements et collaborations: l'expérience personnelle des rédacteurs de la loi, Arnoldo Jiménez Zavaleta et Julio Ruiz; la collaboration d'Ernest Weissmann et Rafael Picó en tant que consultants du projet de loi; les diagnostics de logement au Costa Rica effectués par Rafaela Espino et Leonard J. Currie en tant qu'experts en mission technique du Point IV en 1951; et vingt ans d'expérience des congrès internationaux qui demandaient aux gouvernements « un intérêt direct à résoudre ce problème ».⁷⁶³

Toutefois, la loi organique de l'INVU ne définissait que les fonctions du Conseil d'administration, de l'Audit et la Direction. C'est à cette dernière qu'il appartenait d'organiser la structuration de l'urbanisme au sein du nouvel Institut. Le 28 septembre 1954, Rodrigo Carazo créa la section de l'urbanisme au sein du Département des plans et

⁷⁶⁰ Marina Volio. *Jorge Volio y el Partido Comunista*. (San José, Costa Rica: EUNED, 1983); Virginia Mora Carvajal. « Mujer e historia: La obrera urbana en Costa Rica (1892-1930). » (Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad de Costa Rica, 1992); Victoria Ramírez Avendaño. *Jorge Volio y la revolución viviente*. 1^a ed. (San José, Costa Rica: Ediciones Guayacán, 1989).

⁷⁶¹ Malavassi, « La vivienda de madera de los barrios », pp. 109, 215-217, 224-242, 257-260; Calderón, « El problema de la vivienda... », pp. 155-169.

⁷⁶² INVU. *Primera Memoria 1954. Periodo comprendido entre el 1 de octubre y 31 de diciembre de 1954*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1954), pp. 1-3.

⁷⁶³ Eduardo Jenkins Dobles. « Vivienda popular en Costa Rica. » (Tesis de incorporación, 1953), p. 3; Rafaela Espino y Leonard J. Currie. « La vivienda en Costa Rica. » (Massachusetts: Technical Cooperation Administration- The Architects Collaborative – Housing and Home Finance, 1951); INVU, *Memoria 1954*, pp. 6-7.

des travaux, qui avait des fonctions multiples, dont l'élaboration des plans d'aménagement pour les villes du Costa Rica. À l'époque, l'ingénieur Óscar Cadet était le chef du département des plans et des travaux.⁷⁶⁴

Entre 1954 et le milieu de 1955, la position du Conseil d'administration à l'égard de la section de l'urbanisme a beaucoup changé. Les observations d'Eduardo Jenkins sur les plans d'aménagement et, d'autre part, le travail d'Antonio Cruz Kayanan, expert de la mission technique de l'ONU, qui travaillait à l'INVU à cette époque, y ont contribué.⁷⁶⁵ Lors de la discussion sur le plan d'aménagement de la ville portuaire de Puntarenas située dans le Pacifique costaricain, plusieurs membres du Conseil ont déclaré que les travaux de l'Institut devaient être uniquement et exclusivement destinés à fournir une assistance technique aux municipalités.⁷⁶⁶ Un jour plus tard, Jenkins, toujours fonctionnaire au Département du logement de la CCSS, a fait part de ses préoccupations au sujet de la position de l'INVU à l'égard de la question des plans de d'aménagement :

« Pour l'application effective des plans d'aménagement élaborés par cette institution ou toute autre entité après approbation de la municipalité correspondante, il est indispensable d'avoir le pouvoir légal de réglementer l'utilisation des terres sur sa propriété privée aux fins de l'établissement de lignes de construction sur les voies publiques et du zonage fonctionnel de la ville. Je considère qu'il est urgent de préciser si la loi organique... le permet également, comme cela semble logique, d'obliger les propriétaires à utiliser leurs terrains comme indiqué dans la planification ou d'arrêter toute construction qui ne soit pas conforme aux dispositions prises sans qu'il y ait possibilité de réclamations pour dommages ou demandes d'achat immédiat. »⁷⁶⁷

⁷⁶⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 27, Acta N° 4, 28 de setiembre de 1954, f. 13.

⁷⁶⁵ Antonio Cruz Kayanan a été le premier expert en mission d'assistance technique en urbanisme affecté à l'INVU par l'ONU. Kayanan, un ressortissant philippin et formé au MIT, a été un membre fondateur de la Société de planification de Porto Rico et a travaillé comme conseiller à l'ONU, aux côtés de Weissmann et Sert. Son séjour dans le pays a été d'environ 7 mois, de décembre 1954 au 13 juillet 1955, selon une lettre adressée à Rodrigo Carazo, Ernest Weissmann et Eric Carlson cinq jours avant leur départ. ANCR, Actas INVU, signatura 27, Acta N° 23, 7 de diciembre de 1954, fs. 156-157; Antonio Cruz Kayanan. *Elementos propuestos de una ley básica de planificación en Costa Rica*. (San José, Costa Rica: INVU, 1955), s.n.p; Tarchópulos. « La unidad vecinal: objeto... », p. 133; INVU, *Memoria 1955*, p. XI; Vale, *Changing Cities*, p.15

⁷⁶⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 27, Acta N°8 15 de octubre de 1954, fs. 44-45. Oriester Abarca, Jorge Bartels, Juan José Marín. *El Pacífico Central y Sur de Costa Rica. 1821-1950*. 1ª ed. (San José, Costa Rica: Alma Máter, 2010).

⁷⁶⁷ « Para la efectiva Aplicación de los Planes Reguladores que elabore esta Institución o cualquier otra entidad previa aprobación de la Municipalidad que corresponda, es imprescindible contar con la facultad legal de Regular el uso de la tierra en su propiedad privada para el efecto de establecer líneas de construcción en las vías públicas y de zonificar la ciudad funcionalmente. Considero de urgencia clarificar si la Ley Orgánica... lo faculta también, como parece lógico, para obligar a los propietarios a usar sus terrenos según indica la planificación o a detener cualquier construcción que no se ajuste a las disposiciones adoptadas sin que haya posibilidad de reclamos por daños o demandas de compra inmediata. » ANCR, Actas INVU, signatura 27, Acta N° 8, 15 de octubre de 1954, f. 46. Le soulignement est original. Traduction libre.

Ce mémorandum a alerté l'Institut sur un problème fondamental qui avait, dans l'immédiat, des implications substantielles pour son fonctionnement. Quelques mois plus tard, Kayanan a fait part au Conseil d'administration de sa contrariété d'apprendre qu'aucun budget n'avait été alloué à l'urbanisme. Cette critique n'a pas été entièrement bien accueillie : Carazo a souligné qu'aucun poste ne serait affecté « de manière spécifique, en aucune occasion » car l'Institut devait se concentrer sur la fourniture d'une assistance technique aux municipalités. D'autre part, Cadet a noté que « la chose la plus importante pour le moment est de faire des maisons, ce qui est ce que les gens attendent. Ensuite, on pourra penser au reste. »⁷⁶⁸

Si la maxime de Cadet est restée dans le cœur et l'esprit de ce Conseil d'administration et des postérieurs, la dynamique des travaux d'urbanisme n'a fait qu'augmenter. En cela, le travail d'Eduardo Jenkins a été vital, rejoignant la Section d'urbanisme au début de 1955 et a encouragé la collaboration interinstitutionnelle, la demande de plans d'aménagement pour les villes en dehors de la vallée centrale⁷⁶⁹, l'installation d'un conseil d'urbanisme local à Limón, ville portuaire du Caraïbe costaricain et la proposition d'un cours de logement et d'urbanisme pour l'Université du Costa Rica.⁷⁷⁰

En outre, les premiers formulaires de bourses offerts par des organismes tels que l'ONU et le Point IV, qui ont été informés par le ministère des Affaires étrangères, ont commencé à arriver et l'accord d'assistance technique avec le Point IV a été promu, où deux spécialistes ont été sollicités, l'un en urbanisme et l'autre en construction pour lancer un projet de démonstration d'entraide, ainsi que quatre bourses pour des fonctionnaires de l'INVU.⁷⁷¹ Enfin, la recommandation de Gastón Bartorelli selon laquelle Kayanan devait rester plus longtemps dans le pays était essentielle, notamment pour les raisons

⁷⁶⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 27, Acta N° 23, 7 diciembre de 1954, pp. 156-157.

⁷⁶⁹ Jenkins a très tôt promu une collaboration étroite avec l'Institut géographique national pour faire face aux études des plans de réglementation et à la réserve future de terrains de l'institut. ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 40, 1 de febrero de 1955, fs. 81-82.

⁷⁷⁰ Actas INVU, signatura 28, Acta N° 43, 15 de febrero de 1955, fs. 90-92; Bonilla, « Circulación de saberes del urbanismo... », pp. 93-94.

⁷⁷¹ Le protocole d'entente a été signé par Rodrigo Carazo et Jasper Costa le 22 mars 1955. Les négociations ont été menées par la directive Elsa Orozco, Gaston Bartorelli, Óscar Cadet, Eduardo Jenkins, Antonio C. Kayanan et José Manuel Salazar. Peter M. Monecy et Leonard Kornfeld ont participé en représentation du Point IV. L'accord définitif a été signé le 14 juin 1955. ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 34, 11 de enero de 1955, f. 39; ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 41, 3 de febrero de 1955, f. 85; ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 50, 3 de marzo de 1955, fs. 163; ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 56, 24 de marzo de 1955, fs. 238-239.

évoquées, car elle confirme l'étendue de son réseau personnel et sa connaissance des travaux du Conseil de planification portoricain et de l'ONU:

« M. Bartorelli est heureux de présenter cette demande. Il a rencontré M. Kayanan avant son arrivée dans le pays. A Porto Rico, on l'apprécie beaucoup, comme dans les milieux des Nations Unies, pour ses vastes connaissances en matière d'urbanisme et de logement. Il possède une grande expérience des programmes menés en Asie et pourrait être utilisé pour la réalisation d'un programme concret. »⁷⁷²

L'INVU a accepté de prolonger le séjour de Kayanan au Costa Rica de trois mois supplémentaires⁷⁷³. Le profil des travaux d'urbanisme variait également. En avril 1955, une lettre de Rodrigo Carazo au Conseil municipal de la municipalité de San José indiquait que les travaux effectués par Jenkins et Kayanan avaient accru l'intérêt de l'INVU « pour le problème posé par la planification de l'Aire métropolitaine... [et] nous nous permettons de demander à la municipalité de servir à autoriser M. [Fernando] Marín Chinchilla à être constitué en permanence... dans notre siège social ». C'est l'un des premiers efforts de coopération de l'INVU avec la municipalité de San José. Cependant, il n'a pas eu les effets escomptés.⁷⁷⁴

Ces facteurs ont, entre autres, stimulé la décision de Carazo de proposer au Conseil d'administration de l'INVU la création du Département d'urbanisme, ses projets ayant acquis un caractère externe et parce que :

« Les relations de l'Institut avec la municipalité doivent être orientées de manière à permettre de maintenir des équipes de travail consacrées à la planification de l'Aire métropolitaine... Son critère est qu'à l'avenir, le Département de l'urbanisme dont la création est formellement proposée aux messieurs les directeurs, devienne une institution dotée de pouvoirs suffisants et étendus pour réaliser les projets de planification. »⁷⁷⁵

⁷⁷² « El señor Bartorelli se siente complacido de plantear esa solicitud. Conoció al señor Kayanan antes de llegar al país. En Puerto Rico se le aprecia mucho, lo mismo que en los círculos de las Naciones Unidas, por sus amplio conocimientos en materia de urbanismo y vivienda. Tiene una vasta experiencia sobre programas llevados a cabo en Asia, y se podría aprovechar para la realización de un programa concreto. » ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 57, 29 de marzo de 1955, f. 248. Traduction libre.

⁷⁷³ ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 60, 6 de abril de 1955, f. 291.

⁷⁷⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 59, 5 de abril de 1955, fs. 278-279. Cet accord fut refusé par la Municipalité du San José. INVU, *Memoria 1955*, p. X-XI.

⁷⁷⁵ « Las relaciones del Instituto con la Municipalidad deben orientarse en tal forma que sea posible mantener equipos de trabajo que se dediquen a la planificación del área metropolitana... Su criterio es el de que en el futuro, el Departamento de Urbanismo cuya creación ahora propone formalmente a los señores Directores, pase a ser una institución con atribuciones suficientes y amplias para llevar a cabo los proyectos de planificación. » ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 85, 23 de junio de 1955, fs. 19-20.

Sa création a officialisé les tâches de l'INVU en la matière et a clôturé son épisode de « chrysalide » institutionnelle. Il a été possible de noter que pendant les premiers mois de fonctionnement de l'Institut, il y a eu un attachement à la question sociale du logement, qui a commencé à être nuancée par l'action de Jenkins, Kayanan et Bartorelli qui ont chacun incarné, dans leurs rôles, le processus de circulation des savoirs de l'urbanisme ainsi que le croisement entre les échelles mondiales et locales. Il faut souligner Kayanan dans cette dynamique car il avait un lien direct avec Weissmann, Eric Carlson et Josep Lluís Sert qui, sauf le dernier, faisaient partie du réseau d'entrelacements. Grâce à eux, le principe de la planification intégrale avec une approche métropolitaine a pris de l'ampleur, et il guide les travaux de l'Institut dans les années suivantes.

a) L'INVU et le Grand San José.

Au cours des années suivantes, le travail du Département de l'urbanisme a reçu de nombreuses contributions qui ont complété son travail et ses sources de connaissances. La collaboration de Kayanan était notoire car, en consortium avec Eduardo Jenkins, ils ont demandé la formation de conseils consultatifs et de conseils locaux de planification.⁷⁷⁶ Les deux corps fonctionneraient selon le modèle portoricain et selon le principe de la planification intégrale.⁷⁷⁷ En outre, au cours des mois suivants, le lien de l'INVU avec le CINVA s'est développé, processus dans lequel l'expérience antérieure d'un ancien stagiaire, l'ingénieur Rodrigo Vargas Salas, qui a introduit le conseil d'administration dans le contenu et la portée du cours régulier de logement, a été particulièrement pertinente. Pratiquement un mois plus tard, l'accord d'assistance technique avec le CINVA impliquant Carazo et Solow en tant que contreparties serait signé.⁷⁷⁸

L'École supérieure d'administration publique d'Amérique centrale (ESAPAC), un programme d'assistance technique des Nations Unies, a été un élément clé. En mai 1956, l'École, de laquelle Eric Carlson fait partie, a commencé une série de diagnostics sur la région métropolitaine de San José, qui a incité le Conseil d'administration à évaluer ses relations avec la municipalité de la capitale. Le manque de ressources, dont certaines

⁷⁷⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 87, 30 de junio de 1955, fs. 25-27.

⁷⁷⁷ Kayanan, *Elementos propuestos para...*, p. 7-8.

⁷⁷⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 113, 29 de setiembre de 1955, fs. 186-187; ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 120, 25 de octubre de 1955, fs. 255-256.

avaient été refusées par la municipalité, a été signalé comme l'un des obstacles dans le travail du Département d'urbanisme qui l'a forcé à se concentrer sur d'autres localités, même si la priorité était de s'occuper de l'Aire métropolitaine.⁷⁷⁹

La présentation du rapport final de l'ESAPAC, qui a coïncidé avec la mission d'assistance technique de Solow à l'INVU, a fini par consolider l'approche métropolitaine du Département d'urbanisme telle qu'elle est indiquée dans l'intervention de Carazo devant le Conseil d'administration :

« Il indique que l'installation de la ville satellite a été étudiée, en liaison avec M. Solow. Ces études ont été très utiles. Le design, qui sera ce que feront les urbanistes de l'institution, sera le dernier... Les réunions sont organisées par M. López Gallegos et M. Eric Carlson de l'ESAPAC pour qu'ils donnent des idées et coordonnent la ville satellite avec le reste de la région métropolitaine. Grâce à ces études, il a été définitivement possible de déterminer que les problèmes de la région métropolitaine ne peuvent être résolus qu'en travaillant ensemble. Ainsi, la proposition de l'ESAPAC est tout un défi que l'Institut doit relever. Si une équipe de travail doit être intégrée pour la planification de la ville satellite, pourquoi ne pas obtenir des 9 municipalités un accord régional pour leur contribution, par lequel elles recevront des règlements de zonage appropriés, des rues, etc. ? »⁷⁸⁰

Ce rapport a marqué un avant et un après, car pour la première fois le projet de constituer une « section de planification » recevant des contributions économiques des municipalités de l'Aire métropolitaine, de l'INVU et de l'assistance technique internationale a été présenté.⁷⁸¹ De même, l'invitation à la Réunion technique de 1956 était accompagnée d'une promesse de Solow :

« On considère ainsi que le Centre [Interaméricain du Logement] et la Direction du logement populaire de l'INVU seront davantage liés aux institutions de logement et de planification du reste du continent, afin de rendre plus efficace la coopération et la recherche par l'intermédiaire du Centre... Il a donc voulu attirer particulièrement l'attention sur cette réunion et suggérer que cette institution

⁷⁷⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 174, 10 de mayo de 1956, f. 209.

⁷⁸⁰ « Informa que se ha estado estudiando, en unión de Mr. Sollow(sic), acerca de la instalación de la ciudad satélite. Esos estudios han sido de gran provecho. El diseño, que será lo que harán los urbanistas de la Institución, será lo último...A las reuniones están concurriendo el Dr. López Gallegos y el señor Eric Carlson de ESAPAC para que den ideas y coordinen la ciudad satélite con el resto del área metropolitana. A través de esos estudios se ha podido determinar definitivamente que los problemas del Área Metropolitana solo se puede resolver trabajando unidos. De manera que la proposición de la ESAPAC es todo un reto que debe aceptar el Instituto. Si se ha de integrar un equipo de trabajo para la planificación de la ciudad satélite, por qué no lograr de las 9 municipalidades un acuerdo regional para su aporte, por el que recibirán adecuados reglamentos de zonificación, calles, etc.? » ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 191, 12 de julio de 1956, fs. 382-384. Traducción libre.

⁷⁸¹ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 137, 22 diciembre de 1955, f. 392; ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 166, 12 de abril de 1956, fs. 149-150; ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 182, 12 de junio de 1956, f. 263; ANCR, Actas INVU, signatura 31, Acta N° 204, 30 de agosto de 1956, fs. 59-60; ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 258, 5 de marzo de 1957, fs. 122-123.

prenne les mesures qu'elle juge appropriées pour y être présente... Démontrer aux autres pays ce qui est fait au Costa Rica, en utilisant ce forum pour exposer leur programme national. Que ce gouvernement et cette institution prennent un certain leadership pour obtenir la coopération interaméricaine. »⁷⁸²

En 1957, le Département de l'urbanisme a été divisé en deux sections, l'une nationale qui se consacrerait à l'urbanisme du reste des provinces et l'autre, appelée Bureau de l'urbanisme de la région métropolitaine (OPAM). Selon les informations disponibles, l'OPAM s'est structurée en s'inspirant des conseils consultatifs et des conseils locaux de planification, puisque le Conseil consultatif était composé de représentants de l'INVU, du ministère des Travaux publics, du ministère de la Santé publique et de la Municipalité de San José, tandis que le Comité des représentants était composé des municipalités signataires de la Convention intermunicipale de la région métropolitaine et de l'INVU, où les initiatives locales seraient présentées.⁷⁸³ L'installation de l'OPAM a varié les relations du Département avec la Direction comme le montre l'Image VII.4.

Jenkins a été nommé directeur de l'OPAM, qui a profité de ce moment pour présenter les projets en cours: densités de trafic de l'Aire métropolitaine, études de canalisations et du collecteur des égouts Nord, études de normes minimales pour les installations communales en collaboration avec le CINVA, la conception de Plaza González Víquez, située au sud du centre de San José, la ville satellite d'Hatillo et enfin le projet de voie périphérique qui s'est inspiré du plan de voies proposé par le rapport Solow et le Plan Garcés et dont la loi sur les réserves de terrains a été adoptée en 1959.⁷⁸⁴

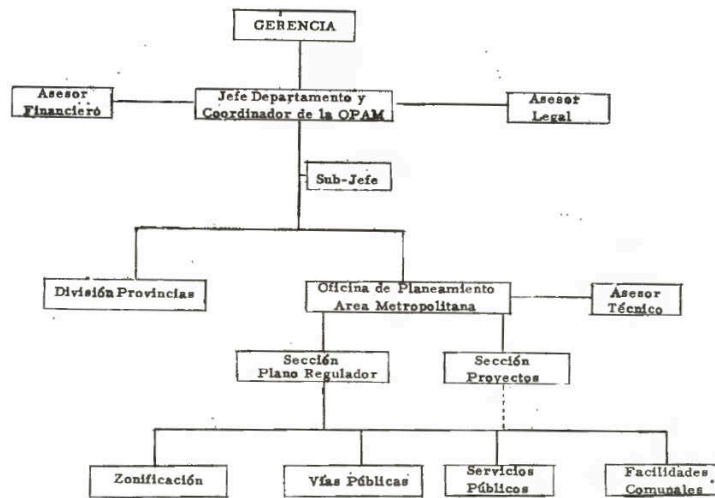
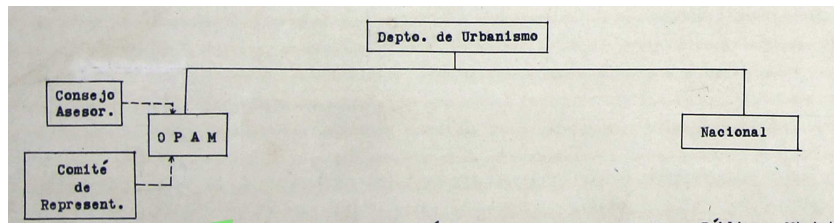
⁷⁸² « Se considera así que el Centro [Interamericano de Vivienda] y la Dirección de vivienda popular del INVU, se vincularán más con Instituciones de vivienda y planeamiento del resto del continente, para hacer más efectiva la cooperación y la investigación a través del Centro... De manera que ha querido llamar la atención en forma especial sobre esa reunión y sugerir que esta Institución tome las medidas que considere apropiadas para estar presente en ella... Demostrar a los demás países lo que se está haciendo en Costa Rica, utilizando ese foro para exponer su programa nacional. Que este gobierno e Institución tomen cierto liderato para obtener la cooperación interamericana. » ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 194, 24 de julio de 1956, f. 414. Traduction libre.

⁷⁸³ ANCR, Actas INVU, signatura , Acta N° 299, 26 de julio de 1957, fs. 486-488.

⁷⁸⁴ INVU. *Memoria 1958*, p. IV; ANCR, Actas INVU, signatura , Acta N° 299, 26 de julio de 1957, fs. 488-489; INVU, « Planeamiento Urbano ». *Memoria 1957*, 1-3.

Image VII.4. Costa Rica. Structure du Département d'urbanisme de l'INVU.

1957.



Source : ANCR, Actas INVU, signatura , Acta N° 299, 26 de julio de 1957, f. 488; INVU, *Memoria 1957*, p. 175.

A cette occasion, le père Benjamín Núñez a déclaré que le Conseil fondateur de la Seconde République avait envisagé la formation d'un district national d'une superficie similaire à l'Aire métropolitaine et a consulté si le projet était réalisable, ce à quoi le directeur Carazo a déclaré que :

« ... il est convaincu que si le district national simplifierait les choses, il ne convient pas au Costa Rica car il éliminerait le gouvernement local qui a sans aucun doute son importance. Il a été jugé opportun de rechercher une solution intermédiaire, à savoir que les cantons délèguent à un organisme central certaines fonctions. Cet organisme pourrait être l'INVU ou le Conseil des représentants de l'OPAM. L'enracinement du groupe local les oblige à s'occuper de problèmes de petite taille, le gouvernement local est donc important. »⁷⁸⁵

⁷⁸⁵ « ... él está convencido de que si bien el Distrito Nacional simplificaría cosas no conviene en Costa Rica ya que eliminaría el Gobierno Local que indudablemente tiene su importancia. Se ha creído conveniente buscar una solución intermedia como es la de que los cantones deleguen en un organismo central determinadas funciones. Este organismo podría ser el INVU o bien el Consejo de Representantes de la OPAM. El arraigo del grupo de la localidad los obliga a atender problemas de poca monta, por lo que es

Il faut ajouter à la citation précédente que la création d'un tel district impliquerait une lutte de pouvoir entre le gouvernement et les municipalités avec lesquelles l'INVU avait eu du mal à coordonner les efforts de planification. Au moins jusqu'au début des années 1960, l'OPAM a fonctionné avec un succès relatif dans diverses études, l'une des plus pertinentes étant l'étude pour l'eau potable de la région métropolitaine de San José, qui a été réalisée par un accord d'assistance technique avec le Point IV et dans laquelle Edmond Hoben et Francis Dimond ont intervenu.⁷⁸⁶ Une campagne de sensibilisation a même été réalisée entre les conseils progressistes de la région métropolitaine et les municipalités, qui ont modifié leurs conseils municipaux lors des élections de 1958.⁷⁸⁷ Cependant, à partir de 1960, l'OPAM a commencé à donner des signes de rupture, spécialement par l'élimination de la section d'urbanisme de la Municipalité de San José, sa séparation de l'OPAM qui a été suivie par d'autres municipalités et la crise économique dont plus de détails seront donnés dans le chapitre suivant.⁷⁸⁸

Entre 1960 et 1968, le département de l'urbanisme est entré dans une période de tribulation. La planification de la région métropolitaine a cessé à partir de 1962, bien que des projets tels que le Centre civique soient restés opérationnels. L'OPAM a été fermée. Le personnel a été réduit et les salaires ont été gelés.⁷⁸⁹ Et, selon les informations disponibles, l'existence du Département de l'urbanisme au sein de l'Institut a été remise en question pour la première fois. Les responsables de l'urbanisme, en collaboration avec leurs collègues du Département des plans et des travaux, ont défendu le travail d'urbanisme face à ces questions, faisant appel à leur parcours dans les réseaux internationaux auxquels ils participaient déjà :

importante el Gobierno Local. » ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 299, 26 de julio de 1957, fs. 491-492. Traduction libre.

⁷⁸⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 299, 26 de julio de 1957, fs. 491-492.

⁷⁸⁷ Cette analyse a été réalisée par la société Rader and Associates et ses résultats ont été utilisés pour la fondation du Service national des eaux et des égouts (SNAA). ANCR, Actas INVU, signatura 33, Acta N° 334, 28 de noviembre de 1957, fs. 313-314; ANCR, Actas IBVU, signatura 35, Acta N° 415, 11 de setiembre de 1958, fs. 98-99; ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta N° 470, 24 de marzo de 1959, f. 280; ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta N° 461, 24 de febrero de 1959, fs. 156-158; OPAM. *Informe sobre un sistema de agua potable para el Área Metropolitana de San José, Costa Rica*. (San José, Costa Rica: El Instituto – Radder & Associates, 1959).

⁷⁸⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 48, Acta N° 1189, 9 de marzo de 1965, fs. 540-543; INVU, *Memoria 1958*, p. III.

⁷⁸⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 71, Acta N° 2250, 8 de mayo de 1972, fs. 19-24.

« ... nous n'avons pas la vanité de croire que notre organisation, ainsi que celle de notre Institut, qui a servi de modèle aux instituts similaires du Nicaragua, du Honduras et du Panama, et dont le nom est mentionné avec respect dans le reste du continent, ne sont pas susceptibles d'être encore améliorées ; au contraire, nous avons toujours été attentifs à recevoir la critique constructive qui a un certain fondement. »

Et ils ont ajouté...

« Nous estimons que les travaux de logement ne doivent pas se faire au détriment de ceux de l'urbanisme, pas plus que les dépenses d'urbanisme ne doivent être imputées aux logements, car si tel était le cas, on chargerait à un secteur réduit, le plus nécessaire d'ailleurs, les études de développement urbain, les services publics (eau, égouts et autres), les voies publiques, les facilités communales, la localisation industrielle, le zonage, l'urbanisation, etc., qui sont dans l'intérêt de toute la communauté. Que ces études sont peu connues ? Qu'elles sont difficiles à comprendre par un secteur public ? Ce n'est pas pour cela que leur valeur s'amointrit, et plutôt, il faut leur donner une plus grande divulgation. »⁷⁹⁰

La citation ci-dessus témoigne de l'utilisation de la trajectoire internationale du Département d'urbanisme pour légitimer son existence, malgré son rétrécissement tant par l'absence de missions techniques à partir de 1962, que par le découplage du réseau d'entrelacements qui s'est produit entre 1959 et 1962 et qui a compliqué le travail coordonné entre les pays d'Amérique centrale et les organismes internationaux. Elle a également affecté la diversification des *espaces de liaison* avec des agendas variés, empêchant un suivi constant des recommandations et des conclusions et le lancement des projets sous la bannière de l'ALPRO, qui détourneront les efforts techniques et financiers vers la construction massive de logements.

Par ailleurs, il convient de souligner que le travail d'urbanisme n'était pas suffisamment répandu, contrairement aux plans de logement qui étaient sous les projecteurs et qui étaient aussi des motifs de mobilisation électorale. Cependant, à la fin des années 1960, il bénéficiera d'un nouveau répit grâce à l'adoption de la loi de

⁷⁹⁰ « ... no tenemos la vanidad de creer que nuestra organización, así como la de nuestro Instituto, que ha servido de modelo para los institutos similares de Nicaragua, Honduras y Panamá, y cuyo nombre se menciona con respeto en el resto del Continente, no sea susceptible de mejorarse aún más; por el contrario, siempre hemos estado atentos a recibir la crítica constructiva que tenga algún fundamento.

Consideramos que las labores de vivienda no deben realizarse a expensas de las de urbanismo, como tampoco los gastos de urbanismo deben cargarse a las viviendas, porque si así fuera, se estaría cargando sobre un reducido sector, el más necesitado por cierto, los estudios de desarrollo urbano, servicios públicos (agua, cloacas y otros), vías públicas, facilidades comunales, localización industrial, zonificación, urbanización, etc., que son del interés de la comunidad entera. ¿Que estos estudios son poco conocidos? ¿Que son difíciles de entender por un sector del público? No por eso desmerecen su valor, y antes bien, lo que corresponde es darles una mayor divulgación » ANCR, Actas INVU, signatura 42, Acta N° 741, 21 noviembre de 1961, fs. 234-236. Traducción libre.

Planification urbaine et la défense que ses fonctionnaires feront, une fois de plus, de l'importance du Département de l'urbanisme pour l'aménagement des villes costaricaines.

b) « Pour cinquante autres maisons par an... »

En 1966, devant les députés de la Commission permanente des affaires et du gouvernement de l'Assemblée législative, l'ingénieur Eduardo Jenkins a expliqué les transformations proposées par le Département de l'urbanisme par le biais de la loi de Planification urbaine analysée par le Congrès. À cette occasion, Jenkins a souligné que l'un des changements les plus essentiels de la nouvelle réglementation était de transformer le Département en une « Direction de l'urbanisme », car il avait une hiérarchie plus large au niveau institutionnel et lui fournissait les pouvoirs d'exécution qu'il n'avait pas à l'époque pour faire valoir les plans d'aménagement. Cela impliquait l'absence de mécanismes juridiques instaurant le principe de la fonction sociale de la propriété privée, comme il l'avait averti onze ans auparavant.⁷⁹¹

En 1968, la loi de Planification urbaine a été adoptée par l'Assemblée législative et a introduit plusieurs nouveautés: en premier lieu, une définition officielle de la planification urbaine⁷⁹², mais plus important encore, l'établissement d'une hiérarchie au sein de la planification, qui était divisé en plan national de développement urbain contenant les priorités nationales de développement urbain-régional, et les plans d'aménagement, qui ont été définis comme des instruments de planification locale. Enfin, elle garantissait à la direction au moins 2% du budget annuel total de l'INVU pour pouvoir exercer ses fonctions, et l'OPAM était établie par la loi.⁷⁹³

Un aspect important a été la reconnaissance faite par Arnolando Jiménez Zavaleta et Eduardo Jenkins, rédacteurs de la loi, aux références internationales: d'Anatole Solow qui a introduit les premières bases de la loi et de l'orientation de l'organe d'exécution; ensuite, César Garcés, dont la contribution a été reconnue avec le plan qui porte son nom et par les premières réglementations en matière urbaine du pays; Antonio Kayanan, qui a

⁷⁹¹ Archive de l'Assemblée législative (AAL), Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, « Sesión extraordinaria Comisión Permanente de Asuntos de Gobierno y Administración », 30 de setiembre de 1966, f. 29.

⁷⁹² Elle est définie comme « le processus continu et complet d'analyse et de formulation de plans et de règlements relatifs au développement urbain, visant à assurer la sécurité, la santé, le confort et le bien-être de la communauté ». AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, f. 313.

⁷⁹³ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, fs. 86-89, 313,315-322, 336-338.

proposé la base d'une loi, qui a ensuite été adaptée par Jenkins et Zavaleta, et enfin, les experts en mission technique du Point IV, William I. Goodman et Francis Dimond, qui ont suggéré d'introduire dans le texte les différences entre la planification nationale et la planification locale.⁷⁹⁴

Comme cela a été mentionné tout au long de ce travail, la planification nationale a été principalement encouragée lors de la mise en œuvre de l'ALPRO et, bien que la création des plans nationaux de développement ait déjà été introduite lors des réunions techniques de 1956 et 1958, ce n'est que dans les années 1960 que les gouvernements ont institutionnalisé cette pratique pour obtenir les fonds du programme continental. Toutefois, les efforts visant à centraliser les permis de construire et la définition de l'Aire métropolitaine contenue dans la loi sont deux aspects où la persistance de l'approche métropolitaine est clairement décelée, ce qui retarde quelque peu la mise en œuvre de l'approche régionale.⁷⁹⁵

Parallèlement à ce renforcement de la Direction de l'urbanisme, il y a eu le premier Code municipal qui a consolidé l'autonomie et le financement des municipalités. En outre, les revenus de l'impôt territorial leur ont été fournis et l'IFAM a été créé, qui a pris la responsabilité de transférer ces revenus aux municipalités. Le Code lui a assigné des fonctions d'urbanisme et d'aménagement régional, qu'il devait remplir en tant que soutien à l'OFIPLAN et à l'INVU.⁷⁹⁶ Par ailleurs, à partir du 4 mai 1971, la loi 4760 instituant l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS) est entrée en vigueur et visait à affecter des fonds à la lutte contre l'extrême pauvreté et, par l'intermédiaire de son département des travaux et du logement populaire, a développé ses propres programmes de logement d'intérêt social. L'IFAM et l'IMAS ont doublé les efforts de l'INVU en matière de logement et d'urbanisme.⁷⁹⁷

⁷⁹⁴ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, INVU. « Anexo A. Análisis de las disposiciones del proyecto. », fs. 116-117; « Anexo D. Colaboración de asesores extranjeros. », f. 147-149.

⁷⁹⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 56, Acta N° 1816, 23 de mayo de 1969, fs. 404-410; ANCR, Actas INVU, signatura 64, Acta N° 2080, 4 de abril de 1971, fs. 556-568; ANCR, Actas INVU, signatura 65, Acta N°2105, 3 de mayo de 1971, fs. 45-61.

⁷⁹⁶ Carlos Araya Pochet. « El régimen municipal en la óptica jurídico-constitucional (1949-1999). » *Revista de Historia*, N° 41 (2000): pp. 84-85; Jorge Enrique Romero Pérez. « El Instituto de Fomento y Asesoría Municipal. » *Revista de estudios de Administración local y autonómica. Nueva época*. (1973): pp. 531-532. Le projet de l'IFAM a reçu le soutien financier de l'USAID.

⁷⁹⁷ Javier Rodríguez Sancho. « Las políticas sociales en materia de pobreza y su institucionalización en Costa Rica: 1970-1978. Una aproximación histórica al Instituto Mixto de Ayuda Social. (IMAS) ». (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2012), pp. 229-268.

La période qui a commencée en 1970, loin de contribuer à la consolidation de la Direction de l'urbanisme et de ses travaux, l'a plongée dans une intense impulsion par son existence devant le Conseil d'administration de l'INVU, qui a conduit à un processus de changement au sein de l'institution: la firme chilienne Quásar a envoyé ses conseillers techniques Agustin Venegas Alhucema, Enrique Cabrera et Sergio Leñero pour participer, tout d'abord, à la définition d'un plan national de logement populaire, puis au conseil de la firme Peat Marwick & Mitchell (PM&M) qui a envoyé l'ingénieur Reinaldo Escobedo dans l'intention de proposer une réforme administrative pour l'INVU.⁷⁹⁸ De même, le 8 mai 1972, le Conseil d'administration a connu le rapport d'Eduardo Jenkins concernant le transfert de la Direction de l'urbanisme à l'IFAM en raison des problèmes budgétaires et de l'augmentation des responsabilités.⁷⁹⁹

Le rapport Quásar recommandait à l'INVU de définir les priorités de sa politique de logement populaire et d'assurer ainsi une croissance soutenue. Cela impliquait toutefois de négliger d'autres travaux que l'INVU avait eus, ouvrant ainsi la porte au transfert de compétences à d'autres institutions.⁸⁰⁰ Quelques semaines plus tard, le Conseil d'administration a entendu la proposition de réorganisation de l'ingénieur Escobedo représentant la PM&M, qui a incité le président du Conseil d'administration, Ricardo Echandi Zürcher, à dire ce qui suit :

« À l'heure actuelle, ce qui doit intéresser l'INVU, c'est de produire plus de maisons et de ne pas trop réfléchir à qui les distribue, c'est-à-dire de mobiliser les ressources et les éléments qui peuvent y participer pour devenir aussi efficaces que possible... Telle est l'idée des conseils, orienter l'action de l'Institut. »

A ce sujet, Escobedo a ajouté :

« En ce qui concerne l'urbanisme, qui est un domaine qui n'a pas été touché, M. Echandi Zürcher a précisé que l'important est de faire des maisons. Dans le cadre des objectifs de l'institution, il est proposé de faire de l'urbanisme, mais jusqu'où ?... Malgré l'importance du travail, il ne sait pas pourquoi seulement 5 à 10% des projets élaborés par cette unité sont exécutés ou mis en réalité. C'est ainsi que l'une des mesures proposées pour cette branche est de déterminer le coût que

⁷⁹⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 65, Acta N° 2114, 25 de mayo de 1971, fs. 283-287; ANCR, Actas INVU, signatura 65, Acta N° 2125, 21 de junio de 1971, fs. 595-610; ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2275, 3 de julio de 1972, f. 17.

⁷⁹⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 71, Acta 2250, 8 de mayo de 1972, fs. 19-24.

⁸⁰⁰ ANCR, Actas INVU, signatura 71, Acta N° 2272, 26 de junio de 1972, f. 389.

l'entreprise privée facturerait pour préparer les projets utilisés, combien ils coûtent à ce département avec le budget qu'il a alloué. »⁸⁰¹

Pour Escobedo, il était prioritaire que l'INVU définisse si le personnel d'urbanisme était suffisant pour les « grandes batailles » exigées par l'environnement national et envisage la privatisation de ces services. A partir de cette définition, l'orientation de l'Institut devait se produire : *le logement ou la planification urbaine*. Il ressortait des opinions exprimées par Echandi Zürcher et le directeur Eladio Jara Jiménez que la direction n'avait aucun sens car, outre qu'elle ne produisait pas de revenus à l'Institut, elle n'avait pas non plus le soutien financier nécessaire pour se maintenir.⁸⁰²

Tout comme le « fantôme des fêtes de fin d'année » du célèbre conte de Charles Dickens, l'approche focalisée sur le logement de l'INVU s'imposait une fois de plus sur la planification urbaine et la proposition de Jenkins de transférer la Direction de l'urbanisme à l'IFAM a pris plus de sens.⁸⁰³ Le débat du Conseil d'administration sur ce sujet lui a pris environ quatre mois et trois lignes argumentatives ont pu être identifiées: 1) de coupe administrative et économique; 2) de coupe légale et la dernière; 3) de planification intégrale. Ce processus doit également être compris comme un croisement entre un idéal d'institution publique, défendu par les conseillers des entreprises et la connaissance que leurs fonctionnaires avaient de leur institution, d'où le principe de la planification intégrale qui sera utilisé comme arme discursive pour les fonctionnaires travaillant à la Direction de l'urbanisme.

Au sein de la ligne de front se situaient les arguments du directeur Jara, du président Echandi Zürcher (avec une petite nuance) et du directeur Francisco Cordero Zúñiga. En résumé, ils ont indiqué que la planification urbaine était une « fonction propre à l'État », mais comme l'INVU tirait peu d'avantages économiques de cette fonction, ses

⁸⁰¹ « En este momento lo que debe interesar al INVU es producir más casas y no ponerse a pensar mucho en quién las reparte, o sea que se movilizan los recursos y los elementos que puedan concurrir a eso a fin de llegar a ser lo más eficiente posible... Esa es la idea de las asesorías, orientar la acción del Instituto ... Respecto a Urbanismo, que es una(sic) área que no se ha tocado, el señor Echandi Zürcher hizo una aclaración de que lo importante es hacer casas. Dentro de los objetivos de la institución se propone hacer urbanismo, pero hasta donde?... A pesar de lo importante de la labor, no sabe por qué razón sólo entre el 5 y el 10% de los proyectos elaborados por esta dependencia son ejecutados o llevados a la realidad. De ahí que una de las medidas propuestas para esa rama es determinar el costo que cobraría la empresa privada para preparar los proyectos que se utilizan, cuánto le cuestan a ese Departamento con el presupuesto que tiene asignado. » ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2275, 3 de julio de 1972, fs. 20-21. Je souligne.

⁸⁰² ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2275, 3 de julio de 1972, fs. 22-23.

⁸⁰³ ANCR, Actas INVU, signatura 71, Acta N° 2264, 6 de junio de 1972, fs. 275-279.

projets ne se concrétisaient pas et la pression publique réclamant plus de logements augmentait, ils ont recommandé le transfert à l'IFAM parce que cette institution avait plus de relations avec les municipalités. Ils ont toutefois noté que si la Direction de l'urbanisme restait à l'INVU, il fallait déterminer clairement l'origine de ses ressources et, surtout, mettre en place une gérance.⁸⁰⁴

Quant aux arguments juridiques, ceux-ci ont été présentés par le chef du Département juridique Arnoldo Jiménez et la directrice Elvia Rodríguez López, qui ont soutenu que la loi organique donnait à l'INVU une double fonction; en dehors de cela, la loi de Planification urbaine récemment adoptée a fait du département une direction, de sorte que les plans visant à en faire une « section » au sein du nouveau « Département de la construction et de l'urbanisme » entraient en contradiction avec la loi. À cela s'ajoutent les préoccupations de l'architecte Warnes Sequeira pour qui le transfert à l'IFAM ou à l'OFIPLAN n'avait pas beaucoup de sens si les conditions devaient être les mêmes que celles de l'INVU ; enfin, sa principale inquiétude était l'intention de « faire table rase », sans considérer que l'ensemble du cadre réglementaire costaricain, y compris la récente loi de Planification urbaine, avait été une réalisation de l'Institut.⁸⁰⁵

A cette occasion, les fonctionnaires de la Direction de l'urbanisme ont défendu le travail accompli jusqu'à présent, mais avec une différence : au lieu de faire appel à leur expérience internationale, ils ont cette fois eu recours à l'expérience et à près de 18 ans d'appropriation et de modification du principe de la planification intégrale. Parmi ses défenseurs, étaient l'ancien boursier au CINVA, l'architecte Leonardo Silva, qui a vivement critiqué la proposition de la PM&M car elle fusionnait des activités distinctes : l'urbanisme qui est de nature générale et ciblée et la construction de logements, qui est plus sectorielle. Selon Silva, l'INVU ne devrait pas être complaisant envers l'opinion publique, mais déterminer quelles zones étaient les plus dépouillées de logement et de développement urbain et y investir. L'urbanisme était donc une stratégie pour réaliser le « développement harmonieux du pays. »⁸⁰⁶

⁸⁰⁴ ANCR Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2285, 31 de julio de 1972, fs. 131; ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2317, 17 de octubre de 1972, fs. 312-314.

⁸⁰⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2285, 31 de julio de 1972, fs. 131-132; ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2317, 17 de octubre de 1972, fs. 316-317; ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2321, f. 368.

⁸⁰⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2308, 18 de setiembre de 1972, fs.82-83.

L'architecte Warnes Sequeira a poursuivi cette idée, mais en se concentrant sur les ressources humaines car le manque de budget avait condamné la Direction de l'urbanisme à se priver d'un certain nombre de spécialistes nécessaires à l'urbanisme tels que les géographes, les législateurs urbains, les sociologues urbains ou les économistes urbains. Certains de ces professionnels n'existaient pas dans le pays et l'assistance technique était donc nécessaire. Selon Rodrigo Vargas Salas, la PM&M connaissait les systèmes d'organisation, mais « l'INVU est connu par ses fonctionnaires » et c'est là que réside la différence entre « adapter et adopter ». ⁸⁰⁷

Eduardo Jenkins a été le dernier à réaliser son exposition. La première problématique à aborder a été la planification intégrale, qu'il a divisée en quatre approches :

1. *Cette planification, qu'il appelait « planification physique territoriale », exigeait un rééquilibrage de l'investissement, car l'approche métropolitaine créait des distorsions sociales dans l'accès aux services et aux ressources. L'instrument de base devait être le plan national de développement urbain et régional, qui planifierait les zones urbaines comme des « pôles de développement » et leurs zones d'influence, suivant les objectifs fixés par l'OFIPLAN.*
2. *Certes, il correspondait à l'architecte Sequeira que le manque de ressources limitait l'accès à une ressource humaine nécessaire, car l'urbanisme était interdisciplinaire.*
3. *Institutionnellement, l'urbanisme devait d'abord être organisé par l'intermédiaire d'un Conseil national de développement urbain et régional qui marquerait les grandes orientations politiques de l'organisation territoriale, suivie de l'OFIPLAN, qui traduirait ces politiques en un plan national de développement urbain et régional. Le niveau suivant correspondrait à l'urbanisme local qui pourrait rester à l'INVU ou passer à l'IFAM.*
4. *Financer les travaux de planification, par une taxe de valorisation.*

Sur le plan administratif, il a accentué que la solution n'était pas de fusionner les départements, car en outre, cela ne créerait aucune économie, à l'exception du salaire d'un sous-chef, ce qu'il fallait faire était de renforcer le personnel. Si les départements

⁸⁰⁷ ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2317, 17 de octubre de 1972, fs. 318, 319, 321. Je souligne.

fusionnaient, selon Jenkins, il y avait un risque de démotivation du personnel et d'affaiblissement du chef. Et dans une réponse, très probablement adressée à Jara, il a souligné ce qui suit :

« La ville satellite d'Hatillo qui est actuellement essentielle pour l'INVU pour faire des programmes, c'est un projet d'urbanisme et les travaux ont été réalisés parce qu'à cette époque le département avait le soutien de la direction, c'est pourquoi 400 îlots de terrain ont été acquis... Or, combien de millions valent les parcs et les rues qui ont été réalisés gratuitement en appliquant de nouvelles règles d'urbanisation, vous ne pouvez pas le quantifier ou l'assurer... apprécier les rues convenablement goudronnées, les constructions alignées, les zones d'usage public raisonnables, le zonage industriel approprié... Dans cette conception, il faudrait se demander si c'est plus ou moins important que de faire 50 maisons de plus par an... »

Et il a finalement signalé :

« ... si l'activité reste à l'INVU, ce qu'il faut faire, c'est tout le contraire de ce que dit le rapport de réorganisation, parce que sinon tout ce que dit la Loi sur l'urbanisme serait violé de manière flagrante. Si cela doit se produire comme ça, il est préférable de le dire, car actuellement, dans la planification locale, on ne fait presque rien... Il préférerait que la refonte ne soit pas faite mais que l'urbanisme soit plutôt renforcé. Il croit avoir ainsi dit ce qu'il avait à dire à ce sujet. Il souligne que son critère est diamétralement opposé à ce qui est proposé. »⁸⁰⁸

Le 1er novembre 1972, le Conseil d'administration, évaluant les positions débattues, a décidé de maintenir la Direction de l'urbanisme au sein de l'INVU, communiquant à la PM&M sa décision huit jours plus tard.⁸⁰⁹

En observant le développement de la Direction de l'urbanisme, on parvient à discerner les périodes de rencontre et de découplage de l'INVU avec le réseau d'entrelacements. La période la plus longue s'est produite entre 1955 et 1960, date à

⁸⁰⁸ « La ciudad satélite de Hatillo que en este momento es esencial para el INVU para hacer programas, eso es un proyecto de urbanismo y la obra se hizo porque en esa época el departamento tenía apoyo de la Gerencia, por eso fueron adquiridas 400 manzanas de terreno... Ahora bien, cuántos millones valen los parques y las calles que se han logrado gratuitamente al aplicar nuevas normas de urbanización, no lo puede cuantificar o asegurar... apreciar calles debidamente asfaltadas, construcciones alineadas, áreas de uso público razonables, zonificación de industria adecuada... Dentro de esta concepción habría que preguntarse si eso es más o menos importante que hacer 50 casas más al año...

... si la actividad se queda en el INVU, lo que hay que hacer es todo lo contrario a lo que dice el informe de reorganización, porque sino se estaría violando flagrantemente todo lo que dice la Ley de Planificación Urbana. Si esto va a ocurrir así, es preferible decirlo, porque en la actualidad en planeamiento local casi no se está haciendo nada... El preferiría que no se hiciera la refundición sino que más bien se fortaleciera el urbanismo. Con esto cree haber dicho lo que al respecto tenía que decir. Enfatiza que su criterio es diametralmente(sic) opuesto a lo que se está proponiendo. » ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2321, 26 de octubre de 1972, fs. 369-380. Traducción libre.

⁸⁰⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 74, Acta N° 2322, 1 de noviembre de 1972, fs. 13-16; ANCR, Actas INVU, signatura 74, Acta N° 2327, 9 de noviembre de 1972, fs. 41-47.

laquelle ont convergé les premières missions d'assistance technique à l'INVU, dont celle de Kayanan, et l'expérience nationale de Jenkins, Bartorelli, Vargas, éventuellement Carazo et d'autres qui se sont progressivement intégrés. Il coïncide également avec le moment culminant de la coordination internationale au sein de l'entourage 1 de planification intégrale, puisque, entre 1956 et 1958, se sont déroulés les événements internationaux qui ont le plus fortement favorisé l'établissement de relations et de réseaux professionnels tant pour l'Amérique latine que pour l'isthme centraméricain.

Avec une certaine inertie, le Département de l'urbanisme a maintenu ce profil au moins jusqu'en 1962, année où l'OPAM a fermé ses portes, entamant ainsi une période de crise. Plusieurs facteurs sont intervenus dans cette dynamique : premièrement, les changements politiques provoqués en 1958 à la suite des élections présidentielles et municipales qui ont modifié la dynamique du pouvoir. A cette époque, la municipalité de San José a dirigé la désertion à l'OPAM et fermé sa section d'urbanisme. Deuxièmement, un retrait de la coordination internationale à partir de 1959 qui a affecté la performance du réseau d'entrelacements et, troisièmement, les conditions financières qui ont été imposées dans les crédits parrainés par l'ALPRO, aspect que je vais aborder dans le chapitre suivant.

Entre 1963 et 1972, il y a eu une période de transition caractérisée par le débat sur la loi de Planification urbaine au sein du Congrès, qui a abouti à un « renforcement » institutionnel du Département de l'urbanisme, mais qui le place dans une position de compétence avec l'OFIPLAN et les nouveaux IFAM et IMAS. Cela a fait exploser une réforme institutionnelle au sein de l'INVU, qui a cherché à confirmer son caractère de vie et à transférer les fonctions d'urbanisme à d'autres entités gouvernementales.

L'année 1972 a marqué un tournant, l'INVU décidant de maintenir la Direction de l'urbanisme. Contrairement à l'occasion qui s'est produite en 1961, où les fonctions d'urbanisme de l'institution ont été remises en question pour la première fois, les fonctionnaires du département n'ont pas eu recours aux liens et au prestige international qui ont été acquis au cours des premières années de travail, mais à l'expérience et à une réflexion et à une appropriation accrue du principe de la planification intégrale. Celle-ci, qui, au début de la période, consistait essentiellement en une coordination des institutions et des investissements au niveau métropolitain, s'est hiérarchisée en deux approches, nationale et locale.

Le spectre des professions impliquées dans les travaux d'urbanisme s'est également élargi, car outre les sociologues, les urbanistes, les architectes et les ingénieurs, les géographes, les économistes et les avocats urbains ont été inclus, ce qui a encore dressé le profil de l'interdisciplinarité de la Direction. Enfin, l'approche de l'aménagement du territoire physique a prédominé à partir de cette année-là et a promu une série d'études qui ont abouti au Plan régional du Grande Aire métropolitaine de 1983.

Un cas où l'on peut voir ces transformations est celui du Centre civique national de San José, dont la conception et les débats ont largement reflété ces changements dans l'approche de l'urbanisme du pays et du Département lui-même, ainsi que la fonction sociale, politique, économique et culturelle de la capitale pendant la période.

3. Un Centre civique national...

Comme on pouvait le constater au chapitre 3, la croissance de la ville de San José a résulté de changements dans le régime administratif et fiscal de la Couronne espagnole, qui ont par la suite conduit à un développement économique particulier de la nouvelle ville, basé sur la culture du tabac, l'agriculture de subsistance, l'élevage, la canne à sucre, puis le café. San José reçut en 1813 son titre de « ville », grâce aux démarches du député prêtre Florencio del Castillo et, en 1838, devint la capitale du Costa Rica.⁸¹⁰ Selon Marcel Roncayolo, la ville n'est pas seulement définie par son nombre d'habitants, mais aussi par le comportement de son tissu social, le réseau d'institutions qui s'y établit, sa culture et ses traditions ainsi que sa dynamique économique.⁸¹¹

Selon Alain Musset, à l'époque coloniale, l'organisation orthogonale des villas et des villes était la fierté des conquérants, car elle émanait de la culture dominante qui s'imposait à l'indigène au premier siècle de la conquête. L'« âme de la ville » était la place principale à travers laquelle s'articulaient des bâtiments publics tels que la cathédrale, le lobbying, la prison ainsi que les maisons de l'élite coloniale créole espagnole. Ainsi, sur le plan symbolique et matériel, les compétences politiques, religieuses et judiciaires d'une ville ont conflué sur la place principale. Tout comme la fontaine représentait le symbole du « savoir technique et catalyseur de la vie sociale », les libéraux costaricains, au milieu

⁸¹⁰ Quesada, *La modernización...*, pp. 30-31.

⁸¹¹ Marcel Roncayolo. *La ville et ses territoires*. (Paris: Gallimard, 1990), p. 75, cité par Alain Musset. *Ciudades nómadas del Nuevo Mundo*. (México: Fondo de Cultura Económica - iBooks, 2012), p. 371.

du XIXe siècle, ont placé au centre de l'ancienne place principale de San José une fontaine achetée en Angleterre, pour célébrer le placement de la tuyauterie, l'un des symboles du progrès technique du XIXe siècle. (Image VII.5)⁸¹²

Image VII.5. Costa Rica. Parc Central de San José. 1922.



Source : Gómez Miralles, *Costa Rica, América Central*, 1922.

Florencia Quesada a accentué que le parc central de San José s'est transformé dans le centre de sociabilité le plus important de la capitale grâce à une série d'ouvrages d'infrastructure qui ont modifié son image urbaine telle que son kiosque où d'autres « retretas » ou présentations musicales ont été réalisées par la bande musicale, ses jardins, et sa tige de fer forgé ont contribué à changer la fonction économique et social de cet espace. En plus, la fontaine « Cupidon et cygne » a marqué une étape importante non seulement esthétique, mais technique pour la capitale.⁸¹³

Dans le même temps, d'autres centralités ont été constituées dans la capitale. L'Avenida Central, l'un des zones les plus représentés par les photographes internationaux et nationaux, a concentré la plupart des commerces et des services de la

⁸¹² Muset, *Ciudades nómadas*, pp. 366, 372.

⁸¹³ Sergio Orozco Abarca. « Delfines, leones y tritones. Fuentes victorianas de hierro en plazas y parques de Costa Rica. (1868-1880). » *Revista Herencias*, Vol. 29, N° 1 (2016): pp. 95-140.

capitale. La ligne de tramway parcourut d'ouest en est, le Marché central a été construit, tout comme l'un des bâtiments les plus emblématiques de la capitale : le Palais National. Conçu par l'architecte Franz Kurtze, le bâtiment s'inaugura en 1855 et concentra les dépendances de gouvernement, de finances, des affaires étrangères, de tribunaux et de Congrès. Au cours des années suivantes, d'autres bâtiments se sont rassemblés autour du Palais National, comme le Palais présidentiel, la caserne et la place de l'Artillerie, se conformant ainsi le centre politique de la période libérale (Image VII.6).⁸¹⁴

Le processus de centralisation que le gouvernement costaricain a connu depuis 1848 et qui s'est intensifié en 1871 a également reflété dans le tissu urbain *Josefino* l'importance du pouvoir exécutif et le contrôle qu'il avait sur les institutions.⁸¹⁵ D'autre part, les styles architecturaux comme le néoclassique ont commencé à conférer un profil plus cosmopolite à la capitale dont les habitants ont de plus en plus diversifié leurs goûts, leurs distractions; mais qui ségréguait aussi davantage son espace et les inégalités provoquées par le modèle agro-exportateur, telles que la pauvreté, la prostitution, la consommation de drogues, les taudis (« chinchorros ») et les bidonvilles, les maladies et la criminalité que prenaient d'autres espaces de la capitale, notamment dans son secteur sud et nord-ouest.

⁸¹⁴ Ofelia Sanou y Florencia Quesada. « Herencia, rupturas y nuevas expresiones arquitectónicas (1841-1870). » *Historia de la Arquitectura en Costa Rica*, Elizabeth Fonseca y José Enrique Garnier (eds.). (San José, Costa Rica: Fundación Museos del Banco Central de Costa Rica, 1998), pp. 158-161, 207-213; Carmen Fallas Santana. *Costa Rica frente al filibusterismo. La Guerra de 1856 y 1857 contra William Walker: defensa y fortalecimiento de las instituciones del Estado*. 1^a ed. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 26. (San José, Costa Rica: EUCR, 2015), p. 8; David Díaz Arias. *La fiesta de la independencia en Costa Rica, 1821-1921*. 1^a ed. (San José, Costa Rica: EUCR, 2007), pp. 44-51.

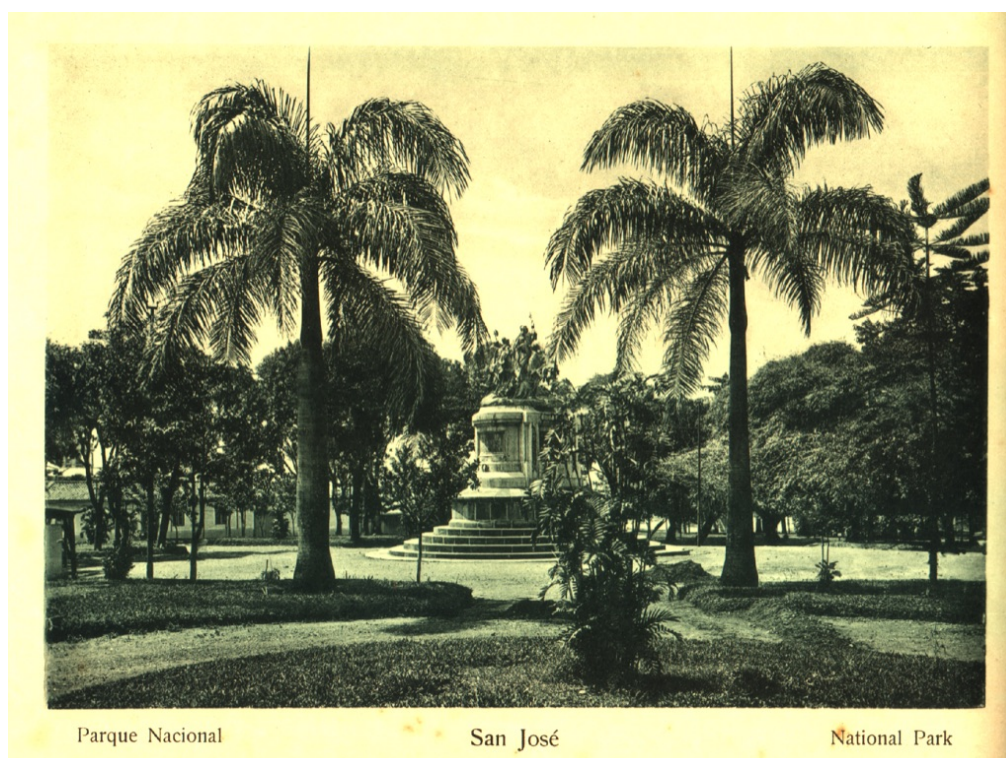
⁸¹⁵ David Díaz Arias. *La era de la centralización: Estado, sociedad e institucionalidad en Costa Rica, 1848-1870*. 1^a ed. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 26. (San José, Costa Rica: EUCR, 2015).

Image VII.6. Costa Rica. Palais National (1955) et Place de l'Artillerie (1930).



Source: « Andfer. Blog de Andrés Fernández ». Consulté le 5 juin 2021. URL: <http://andferblog.blogspot.com/2010/01/el-palacio-nacional-en-imagenes.html> « Fotos Antiguas de Costa Rica y su Historia. » Facebook. Consulté le 5 juin 2021. URL: <https://www.facebook.com/photo?fbid=10215188632549425&set=g.294658687678343>

Image VII.7. Costa Rica. Parc et Monument Nationaux, San José. 1922.



Source : Gómez Miralles, *Costa Rica, América Central*, 1922.

Simultanément, un nouvel *ensanche* de la capitale a été configuré le long de l'actuelle Avenida 3, motivé par l'ouverture de la conduite d'eau en 1867. Entre cette année et 1940, des quartiers ont été établis pour les secteurs de l'élite, les parcs Morazán, le Nacional et la Concordia, désormais appelé Espagne, ont été créés. L'inauguration du Monument national en 1895 impulsa un plan de rénovation de l'Avenida 3, dit Paseo de las Damas, ainsi que le Parc national (Image VII.7).⁸¹⁶ La zone est devenu plus emblématique avec la construction des autres bâtiments, tels que la Cour de justice d'Amérique centrale⁸¹⁷, la Maison jaune le Château bleu, la Maison présidentielle, le lycée Sion et la Gare de l'Atlantique. Ces transformations ont non seulement consolidé

⁸¹⁶ Le Monument National est une œuvre du sculpteur français Louis Carrier Belleuse et a été inauguré le 15 septembre 1895. Le Monument commémore le geste de la Campagne nationale de 1856, au cours de laquelle les armées d'Amérique centrale ont chassé le *filibustero* William Walker. Díaz Arias, *La fiesta de la independencia*, pp. 124-136; Annie Lemistre Pujol. *Dos bronces conmemorativos y una gesta heroica. La estatua de Juan Santamaría y el Monumento Nacional*. (Alajuela, Costa Rica: Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 1981), pp. 47-72.

⁸¹⁷ Rosa Malavassi y Alejandro Bonilla. « Los rostros de la Casa Amarilla. Proyectos arquitectónicos e iconografía de la Corte de Justicia Centroamericana. San José, Costa Rica (1907-1919). » *Revista costarricense de política exterior*, Vol. IX, N° 1 (junio 2012): pp. 7-29.

cette étendue de la capitale, mais ont progressivement concentré les services et les institutions publiques en formant un centre social et politique alternatif à celui situé à proximité de la Place de l'Artillerie.⁸¹⁸

Reprenant la définition de Roncayolo, le tissu social de ces centres politiques et sociaux de San José ont été caractérisés par le processus de centralisation de la fonction publique dirigé par le pouvoir exécutif, le dynamisme économique et culturel qui a injecté le modèle agro-exportateur, l'évolution des habitudes de consommation et de amusement des *josefinos*, le développement technologique avec l'introduction de services clés tels que la conduite d'eau potable ou l'électricité et le processus d'*ensanche* de la capitale vers le nord-est.

C'est à la fin de cette période qu'Anatole Solow a fait ses premières observations concernant la création d'un centre civique pour San José. Dans son rapport, il a reconnu le Parc central comme le centre névralgique de la vie sociale de la capitale⁸¹⁹, mais a averti que San José n'avait pas assez d'« espaces publics ouverts ». En ce qui concerne la zone du Marché central, Solow a critiqué son statut en faisant appel au discours d'hygiène de la rénovation urbaine :

« L'influence du marché a provoqué une détérioration générale de ce domaine... Des conditions d'insalubrité ne peuvent que prévaloir... De nombreux petits magasins, bars à alcool et divers établissements indésirables ont vu le jour tout autour du marché, dans une zone qui n'est qu'à un pâté de maisons de la Banque nationale, de la Poste et de l'Union Club. Je suis de l'avis que toute cette zone soit adaptée à un type d'utilisation plus élevé, comme un centre commercial et d'affaires haut de gamme, ou un nouveau centre gouvernemental. »⁸²⁰

Dans son texte, Solow a souligné que la dispersion des dépendances gouvernementales nuisait à l'efficacité et, outre la zone du marché, il en proposait deux autres pour constituer un centre civique pour la capitale: les zones de l'Usine nationale des liqueurs, qui comptait déjà un certain nombre de bâtiments publics, et du Centre

⁸¹⁸ Quesada, *La modernización...*, pp. 91, 166-172.

⁸¹⁹ Récemment, Rosa Malavassi Aguilar a confirmé qu'aujourd'hui encore le Parc Central reste reconnu comme l'un des espaces urbains les plus représentatifs de San José, après la Place de la Culture ou « Plaza de la Cultura ». Malavassi Aguilar, « La construcción social del patrimonio... », pp. 427-428.

⁸²⁰ « The influence of the market has caused a general deterioration of this area... Insanitary conditions are bound to prevail... Many small shops, liquor bars and various undesirable establishments have sprung up all around the market, in an area which is only one block away from the National Bank, the Post Office and the Union Club.

It is my opinion that this entire area is suited for a higher type of use, such as a high-class shopping and business center, or a new government center. » Solow, *A planning program*, p. 17. Je souligne. Traduction libre.

pénitencier qui, bien qu'éloignée de la ville, offrait un panorama unique et des facilités d'expansion.⁸²¹ Ces recommandations ont inséré la proposition dans la rénovation urbaine qui a ensuite été promue par l'UnP et n'ont donc eu aucun rapport avec les centres civiques des CIAM, qui ne seraient discutées que l'année suivante.

La proposition du centre civique national était un projet exclusif à la capitale, inséré dans la logique métropolitaine qui guide le travail de Solow. Ceci est fondamental, car le projet du centre civique est resté majoritairement sur cette ligne, provoquant des débats entre cette institution et d'autres entités gouvernementales autonomes concernant le transfert des dépendances et l'essence du travail du département et de la direction de l'urbanisme.

a) **Le premier projet**

Le projet du Centre civique national a été conçu à travers divers croisements: il a commencé avec les propositions de Solow et a continué à se développer pendant la mission technique de César Garcés, bien que les sources disponibles n'aient pas permis de discerner leur degré de collaboration.⁸²² En 1955, le projet a été repris par Eduardo Jenkins, les ingénieurs Fernando Marín Chinchilla, Fernando Rojas Brenes et l'architecte Eugenio Gordienko Orlich qui a évalué les propositions d'emplacement de Solow, se penchant vers la zone de l'Usine nationale des liqueurs. Parmi les raisons de son élection, on peut citer son lien étroit avec la « zone centrale commerciale », l'existence de bâtiments publics et de parcs, les possibilités d'expansion et le fait d'être l'une des zones à intervenir par le Plan Garcés.⁸²³

Grâce à la description de l'avant-projet (Images VII.8 et VII.9), notamment sur la localisation du Palais National, on a pu constater que le Centre civique était tributaire des trois courants analysés au chapitre 5 :

⁸²¹ Solow, *A planning program*, pp. 28-29.

⁸²² ANCR, Municipal, signatura 11463, Acta N° 169, 30 de enero de 1953, fs. 59-65

⁸²³ En ce qui concerne la zone du Marché central, ils ont conclu que même si l'espace offrait la possibilité de construire des bâtiments de taille moyenne pour abriter les ministères, la forte congestion des véhicules et l'absence d'espaces de stationnement adéquats ne le rendaient pas possible. Par ailleurs, la zone de la pénitencier, ils ont souligné que l'importance du lieu lui confère un statut de « forteresse » qui n'était pas adapté à un « gouvernement démocratique », qui devait avant tout être proche de ses citoyens et s'articuler avec les activités économiques et sociales de la ville. Eduardo Jenkins Dobles, et.al. « El Centro Cívico de San José ». Kayanan, *Elementos propuestos para...*, pp. 3-4; Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 81.

« Il va de soi qu'il s'agit de placer le Palais National au centre d'un ou de plusieurs axes visuels, comme le propose Le Corbusier à Chandigarh, ou cela a été fait à Washington sur le Mall, qui est une très belle promenade entourée de bâtiments publics et avec deux points focaux, le Capitole et la Maison Blanche. ... Sur le Paseo de las Damas, il faudra fournir des rampes ou des escaliers pour descendre dans les bâtiments et il y aura généralement un système fonctionnel de passages couverts reliant les différentes dépendances et protégeant les passants des intempéries. Le souverain du Centre civique doit être le piéton et en aucun cas le véhicule motorisé, principe de base consacré par Le Corbusier, Sert, Gropius et d'autres urbanistes éminents dans le livre « Le Cœur de la ville ». »⁸²⁴

La seule tendance qui peut passer inaperçue est l'inscription de Washington D.C. au sein du mouvement *City Beautiful*, qui a inspiré les centres civiques américains du XIXe siècle et du début du XXe siècle. L'introduction des principes du CIAM, selon les informations disponibles, ne pouvait venir que des ingénieurs et architectes costaricains, dont certains avaient été formés à l'étranger, comme c'était le cas avec Jenkins, Gordienko et Marín.⁸²⁵ De la citation ci-dessus, il convient de souligner sa position concernant l'importance du piéton.

Contrairement au Plan Garcés, qui reposait essentiellement sur la réorganisation du transit dans la capitale et l'extension de certaines voies, le Centre civique deviendrait une « île » pour le piéton, idée qui ressort clairement de l'approche de Sert à l'égard de ces espaces urbains :

« Du plus grand au plus petit, le noyau devrait toujours être une île pour le piéton, où il se sent en sécurité, où il se sent heureux, où il peut se reposer et être à l'aise. Cela signifie que cette île devrait être alimentée par des moyens de communication venant de partout mais restant en dehors du noyau. »⁸²⁶

⁸²⁴ « Es lógico que se trate de colocar al Palacio Nacional en el centro de uno o más ejes visuales, como lo proponen Le Corbusier en Chandigarh, o se ha hecho en Washington en The Mall, que es un hermosísimo paseo rodeado de edificios públicos y con dos focos terminales, el Capitolio y la Casa Blanca.

... En el Paseo de las Damas será necesario proveer rampas o escaleras para descender a los edificios y en general habrá un sistema funcional de pasajes cubiertos que conecten las diferentes dependencias y protejan a los transeúntes de las inclemencias del tiempo. El soberano del Centro Cívico debe serlo el peatón y de ninguna manera el vehículo motorizado, principio básico que consagran Le Corbusier, Sert, Gropius y otros eminentes urbanistas en el libro « El Corazón de la Ciudad. » Eduardo Jenkins Dobles, et.al. « Anteproyecto de Centro Cívico para la ciudad de San José. » Kayanan, *Elementos propuestos para...*, pp. 2,7. Je souligne. Traduction libre.

⁸²⁵ Eduardo Jenkins est diplômé en tant qu'ingénieur à la Florida University et en tant qu'urbaniste à l'Université Durham. Par ailleurs, Eugenio Gordienko a obtenu son diplôme de British Columbia University, à Vancouver Canada. En ce qui concerne Fernando Marín Chinchilla, l'ONU lui a accordé en 1953 une bourse pour étudier le logement et l'urbanisme et la planification rurale à la Pennsylvania University. Rojas Brenes était ingénieur par l'Université du Costa Rica. Jenkins, « Vivienda popular en... », p. 1; Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 117; ANCR, Municipal, signatura 11458, Acta N° 164, 7 de enero de 1953, fs. 321-323.

⁸²⁶ « From the biggest to the smallest, the core should always be an island for the pedestrian, where he feels safe, where he feels happy, where he can rest and be at ease. That means that this island should be fed by

Pour préserver ces espaces, les auteurs ont souligné que les véhicules circuleraient de façon périphérique et que les parkings seraient situés à l'extérieur du Centre. Outre le Palais National ou l'Assemblée législative, le Centre civique serait composé des zones consacrées à la Maison présidentielle, à la zone des ministères, à la Bibliothèque nationale, au pouvoir judiciaire qui serait situé au sud du Centre civique, à la Cour suprême d'élections qui serait située à la tête du Parc national et le long du « Paseo Independencia » , aujourd'hui appelé rue 17. Il serait également l'endroit où seraient localisées des « installations culturelles » telles que le Musée, un théâtre de masse, des galeries, des académies artistiques et scientifiques ainsi que les médias nationaux.⁸²⁷

L'un des aspects qui attire l'attention dans la perspective est la disparition de certains bâtiments historiques, qui, au contraire, ont été inclus dans le plan, y compris l'École métallique et le Musée national. Pour l'instant, il suffit de dire que l'avant-projet avait une sensibilité limitée à l'égard des bâtiments de la période libérale, puisque deux d'entre eux, l'Usine nationale des liqueurs et le Lycée de Sion, ont été complètement remplacés par les nouveaux bâtiments. Cependant, le changement le plus agressif n'a pas eu lieu dans ce domaine. Le Centre civique national a été divisé en deux, pour constituer à la fois un Centre bancaire dans l'îlot « de la Artillería », qui a été soumis à un processus de rénovation urbaine plus agressif. Cela nous mène vers l'un des premiers problèmes historiques du Centre civique : la question du transfert.

means of communication coming from everywhere but remaining outside the core». Sert, « The Theme of the Congress », p. 8; Josep Lluís Sert. « Open Spaces and and Pedestrian Paths in the University. » *The Writings...*, pp. 120. Traduction libre.

⁸²⁷ Jenkins, et.al. « Ante-proyecto de Centro... », pp. 2-6.

Image VII.8. Costa Rica. Plan de l'avant-projet du Centre civique pour San José. 1956.



Source: ANCR, Mapas y planos, N° 4623.

Image VII.9. Costa Rica. Perspective de l'avant-projet du Centre civique pour San José. 1956.



Source: INVU, *Memoria 1955*, s.n.p.

b) Un cœur nomade.

En analysant les processus de déplacement des villes coloniales d'Amérique, Alain Musset a souligné que l'élection des nouveaux sites n'avait pas toujours reçu le soutien unanime des habitants, certains luttant pour imposer de nouveaux sites ou pour le droit de rester. Cela reflétait également que l'opinion d'expert ne parvenait pas toujours à étouffer ces voix et que, par conséquent, la lutte pour le nouveau site de transfert pouvait provoquer des ruptures dans la cohésion sociale.⁸²⁸ Au cours de la période allant de 1955 à 1970, il a été possible d'observer dans les sources plusieurs discussions concernant le transfert de certaines unités gouvernementales ou sièges d'autres pouvoirs de la République vers les zones recommandées par les urbanistes de l'INVU. Le premier cas qui montrait des divergences entre les institutions autonomes et le gouvernement était celui concernant la construction du Centre bancaire, qui visait à construire la Banque nationale d'assurance et la Banque centrale du Costa Rica sur l'îlot de la Place de l'Artillerie (Image VII.11).

Ce projet a été présenté au Conseil d'administration de la Banque centrale par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics de l'époque, Francisco J. Orlich, en septembre 1955, qui a expliqué le processus de transfert de plusieurs unités gouvernementales et de l'Assemblée législative, dont le siège restait le Palais National construit en 1855. Le projet a été accueilli avec prudence par les directeurs de la Banque, qui l'a soumis à révision ; cependant, environ un mois plus tard et sachant que la Banque centrale poursuivrait son projet initial de construction de son siège sur un autre terrain, situé à la jonction avec l'Avenida 5 et la Calle Central, Orlich et Jenkins se sont rendus à la Banque centrale pour clarifier les portées du projet, ce qui a été fait comme suit :

« Le ministre Orlich a expliqué à cette occasion les plans et l'intérêt du gouvernement dans cette transaction et a déclaré qu'il considérait d'affecter les fonds qui seront perçus pour la vente de cette propriété à la construction d'un Palais National moderne et éventuellement d'un bâtiment pour l'un des ministères, commençant ainsi à concrétiser l'idée de construire un Centre civique concentré dans la zone allant du Parc national au Parc Morazán. »⁸²⁹

⁸²⁸ Musset, *Ciudades nómadas*, pp. 406-434.

⁸²⁹ « El Ministro señor Orlich explicó en esa oportunidad los planes y el interés del Gobierno en esa transacción y manifestó que se tenía en mente destinar los fondos que se percibirán por la venta de esa propiedad a la construcción de un moderno Palacio Nacional y posiblemente un edificio para alguno de los Ministerios, empezando así a concretar la idea de edificar un Centro Cívico concentrado en el área que va del Parque Nacional al Parque Morazán. » ANCR, Actas INVU, signatura 31, Acta N° 238, 27 diciembre de 1956, f. 433.

Le Conseil d'administration de la Banque centrale a refusé de faire partie du projet de l'INVU pour des raisons économiques et pour l'urgence de céder le bâtiment qu'il occupait à l'époque (l'ancien Palais présidentiel, en face de la Place de l'Artillerie) à la Banque nationale et a annoncé qu'il poursuivrait son propre projet.⁸³⁰ Quelques jours plus tard, Jenkins a présenté le Centre civique national et le Centre bancaire au Conseil d'administration de l'INVU et a averti que l'initiative de la Banque centrale laisserait le bâtiment sans perspective et avec un grave problème de stationnement. A cette occasion, Jenkins a confirmé que le projet avait été réalisé en consultation avec Anatole Solow (Image VII.10), promoteur original des centres civiques, et a affirmé que l'élection du Centre bancaire résultait principalement de facteurs historiques puisque, depuis le XIXe siècle, des institutions bancaires telles que la Banque du Costa Rica ou la Banque internationale du Costa Rica ont choisi la zone de la Place de l'Artillerie pour localiser leurs sièges; en outre, non loin de là, sur l'Avenida Central, se trouvait l'ancienne Banco Anglo costarricense.⁸³¹

Image VII.10. Costa Rica. Anatole Solow et Eduardo Jenkins. 1956.

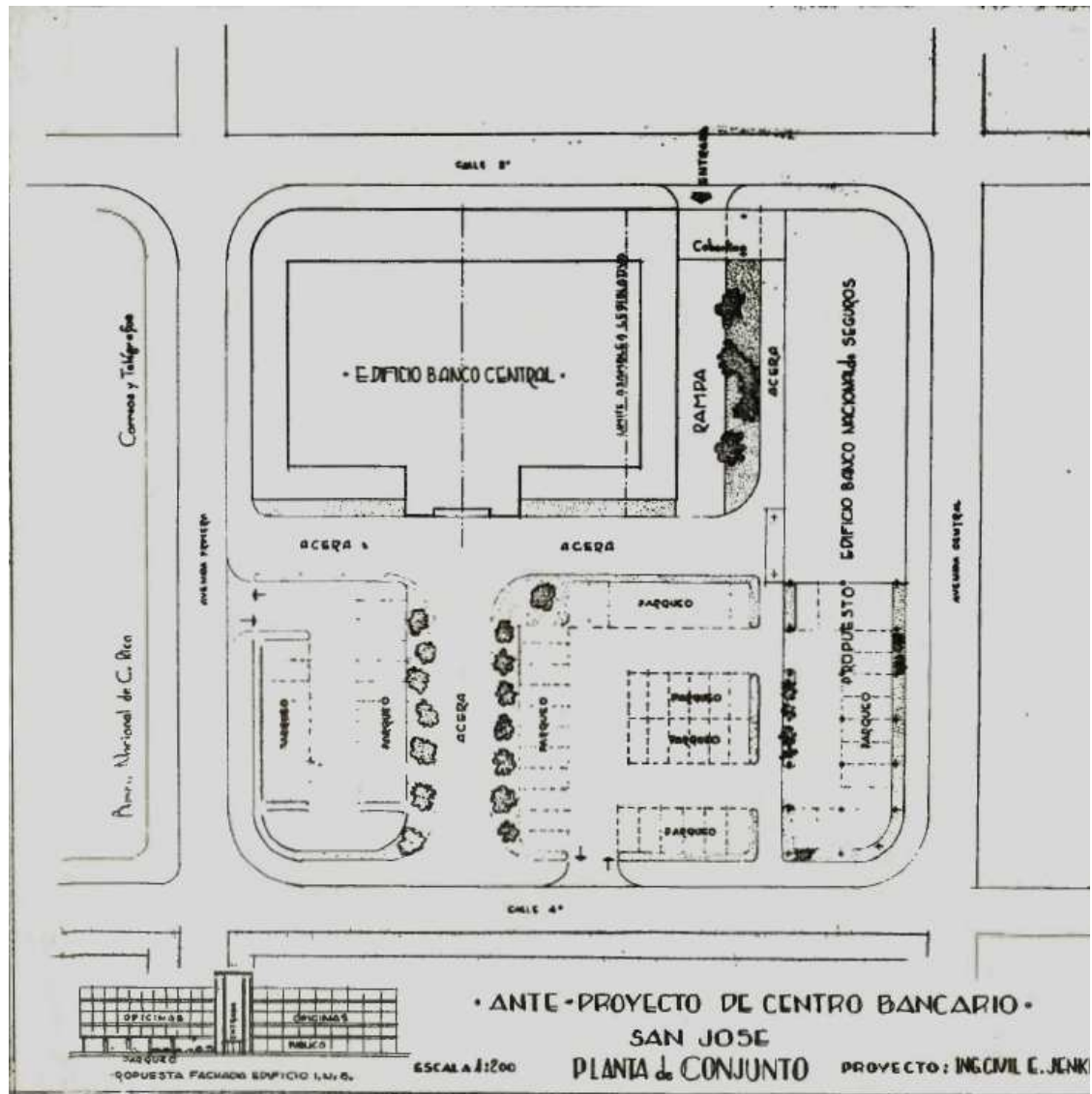


Source : *La República*, 20 de julio de 1956.

⁸³⁰ ANCR, Actas INVU, signatura 31, Acta N° 238, 27 diciembre de 1956, f. 434.

⁸³¹ ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 125, 10 noviembre de 1955, f. 287.

Image VII.11. Costa Rica. Plan de l'avant-projet du Centre bancaire de San José. 1955.



Source : Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 104.

A cette occasion, le conseil d'administration de l'INVU a apporté son soutien officiel au projet. Cependant, une autre collision des perspectives, cette fois entre Carazo et le directeur de la Banque centrale de l'époque, Jaime Solera Bennett, s'est produite une semaine plus tard où, selon Carazo, ce qui suit s'est produit :

"... J'ai discuté avec le Lic. Jaime Solera. –Il s'est déclaré opposé et désireux de commencer la construction sur le terrain qu'ils ont acquis et a déclaré que les idées de l'urbaniste n'étaient pas nécessairement à prendre en considération. – M. le Directeur lui a répondu que chaque institution devait se conformer aux dispositions et recommandations venant de celle spécialisée dans son propre

domaine. Que, tout comme l'Institut du logement est tenu de se soumettre aux réglementations que lui impose la Banque centrale en matière économique, celle-ci doit également tenir compte des indications de l'Institut en matière d'urbanisme. Le Lic. Solera affirmant que, dans le premier cas, c'était la loi qui le prévoyait, il lui a proposé que si la loi pouvait disposer spécifiquement en ce qui concerne l'Institut, le projet correspondant pourrait être proposé et soumis à son approbation. »⁸³²

Bien que Solera ait finalement accepté de voter en faveur du projet du Centre bancaire, si le gouvernement lui assurait de prendre possession des nouvelles propriétés et de commencer les travaux de démolition.⁸³³ C'est un cas qui illustre le rôle de ces forces politiques qui s'opposaient aux déplacements des villes, ou dans le cas qui nous occupe, d'une partie importante de la ville. Il convient en outre de souligner l'intention de Carazo de légitimer le travail d'urbanisme de l'Institut, qui n'a pas été entièrement bien accueilli par Solera, arguant qu'il n'existait pas de loi obligeant les institutions gouvernementales à suivre les schémas de la planification urbaine.

Le plus précieux de cette discussion a été l'utilisation de l'autonomie institutionnelle comme un système de poids et de contrepoids dans la fonction publique. Bien qu'il ait été démontré au chapitre 2 que son autonomie a provoqué le manque de soutien à l'autorité du MRREE dans la gérance de l'assistance technique, créant la décoordination, les luttes de pouvoir et la concurrence pour le financement, celles-ci ont été légitimées par l'opinion publique comme un instrument pour freiner les intérêts particuliers de la soi-disant « oligarchie du café » et de justifier l'intervention de l'État dans l'économie et la société. On peut également observer le soutien de la direction de l'INVU aux travaux du Département de l'urbanisme qui traversait à l'époque un processus de maturation important grâce au croisement entre les acteurs internationaux et nationaux.

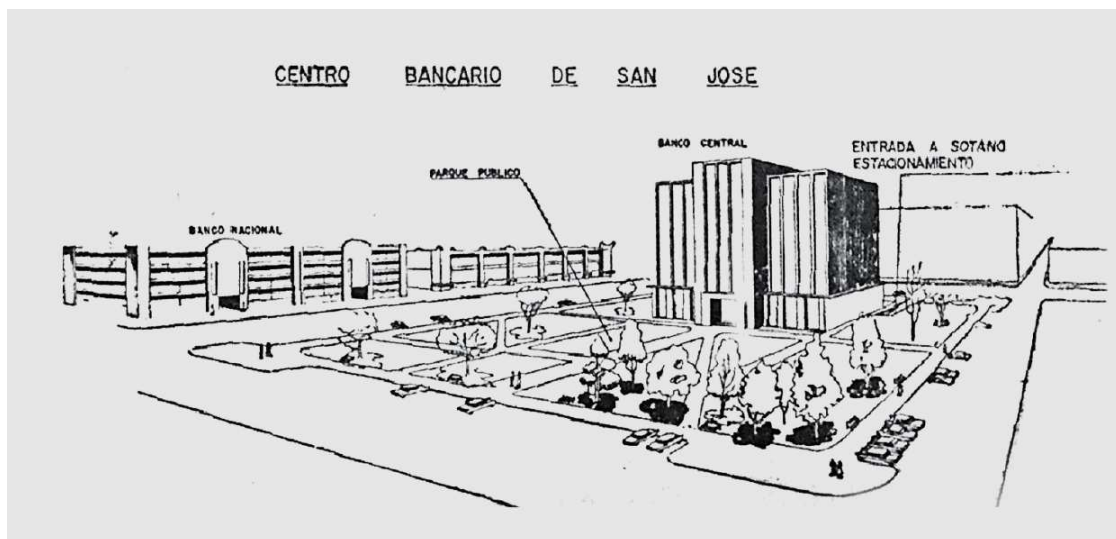
⁸³² « ... conversé con el Lic. Jaime Solera. –Se manifestó opuesto y deseoso de iniciar la construcción en el terreno adquiridos por ellos y manifestó que las ideas del Urbanista no eran necesariamente de tomar en cuenta. –Le respondió el señor Gerente que cada Institución debe acatar las disposiciones y recomendaciones que le haga aquella especializada en su propio campo. Que así como el Instituto de Vivienda está obligado a someterse a las regulaciones que le imponga el Banco Central en materia económica, igualmente éste debe tomar en cuenta las indicaciones del Instituto en materia de Urbanismo. Al decir el Lic. Solera que en el primer caso era la Ley lo que lo disponía, le ofreció que si fuera preciso fuera la ley la que dispusiera concretamente con respecto al Instituto, se podría presentar el respectivo proyecto para su aprobación. » ANCR, Actas INVU, signatura 29, Acta N° 127, 17 noviembre de 1955, f. 299. Traducción libre.

⁸³³ “Banco Central de Costa Rica. Proveeduría avisa.” *La República*, 18 de noviembre de 1955, p. 9.

Dès que le gouvernement a accepté de procéder à l'échange de terrains à des conditions plus favorables pour la Banque centrale, son Conseil d'administration a accepté le projet urbanistique, reconnaissant que seule une partie de l'îlot devait être utilisée pour le bâtiment, en raison des zones réservées au parc public et de l'extension des rues environnantes de six mètres qui seraient transférées à la municipalité de San José. Selon le Conseil d'administration de la Banque, c'était sa contribution à « l'embellissement de la ville et à la formulation du Centre bancaire que messieurs les urbanistes ont prévu. »⁸³⁴

Un aspect qui variait entre la proposition initiale et la proposition finale (Image VII.12) était la suppression de la Banque nationale d'assurance⁸³⁵ du projet puisqu'il n'a pas accepté le lot offert par l'INVU. En outre, si l'on compare le plan de l'avant-projet, on constate que l'îlot était occupé, outre les bâtiments, d'une aire de stationnement qui a été déplacée vers le souterrain de la Banque centrale, destinée désormais aux espaces verts. Certains sites de stationnement ont été maintenus à la fois sur l'Avenida Central (à droite de la photo) et sur la 4ème rue (au premier plan).

**Image VII.12. Costa Rica. Perspective du projet du Centre bancaire de San José.
1956.**



Source : Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 104.

⁸³⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 31, Acta N° 238, 27 diciembre de 1956, fs. 433, 435.

⁸³⁵ Il est actuellement connu sous le nom d'Institut national de l'assurance (INS).

Le projet du Centre bancaire a été l'un des premiers essais à être exécutés à partir du principe du zonage dans le centre de la capitale. Comme Solow l'avait expliqué en 1948, le zonage impliquait la séparation des utilisations non compatibles des terres et la réunification de celles qui l'étaient, qui ont ensuite été reprises par Jenkins pour expliquer le profil de la rénovation urbaine aux États-Unis, qui spécialisait les zones centrales de ses villes, tout en cherchant à réduire le transit des véhicules et à privilégier les déplacements à pied.⁸³⁶ Le problème des déménagements des institutions gouvernementales au Centre civique a continué de se poser dans les années 1960, car cette fois ils avaient non seulement une connotation patrimoniale, mais ont ouvert la possibilité de déplacer le Centre civique en dehors de San José.

c) Un problème du passé.

La construction du Centre bancaire a radicalement réinterprété l'identité historique de l'îlot de « L'Artillerie » puisque c'est à cet endroit précis que se trouvait la première chapelle et le *cabildo* de la ville de San José, qui existaient déjà en 1761. Certes, ce noyau générateur a changé tout au long de la période libérale, se constituant celui qui a été directement intervenu par le projet du Centre bancaire.⁸³⁷ La démolition du Palais National peut être considérée comme le tournant qui a marqué, à l'époque, le déplacement du « cœur » de San José à Cuesta de Moras, nom sous lequel la zone du Centre civique national est populairement connue et où réside actuellement l'Assemblée législative (Image VII.13).⁸³⁸

Selon le journal *La República*, le 11 janvier 1958, l'Assemblée législative utilisa pour la dernière fois dans son ancien siège. Le transfert du personnel et des sièges des

⁸³⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 34, Acta N° 395, 3 de julio de 1958, f. 390-391.

⁸³⁷ Quesada, *La modernización...*, pp. 21-23; Malavassi, « La construcción social... », pp. 583-584.

⁸³⁸ La démolition du Palais National a suscité deux débats sur la conservation du patrimoine historique architectural au Costa Rica. Bien qu'il ait été souligné que Solow était le « père intellectuel » de cette disparition, une lecture attentive de ses recommandations montre que la zone de rénovation urbaine du Marché central comprenait les îlots situés entre la 16e rue et la 4e rue au nord de l'Avenida Central, à l'exception de la Place de L'Artillerie. Vindas Solano. « De la ficción históricamente », p. 15; Andrés Fernández. *Los muros cuentan. Crónicas de arquitectura josefina*. (San José, Costa Rica: Editorial Costa Rica, 2013).

députés a officiellement commencé le 28 février de la même année.⁸³⁹ Le 16 avril commença sa démolition, qui a été reçue par l'opinion publique de manière différente. Alors que *La República* a intitulé ce fait avec la phrase « La capitale se modernise »⁸⁴⁰, le *Diario de Costa Rica* a brièvement fait état des dangers des travaux de démolition, même si les pages arrière présentaient avec plus de drame l'opposition de plusieurs paroissiens à l'élargissement de l'Avenida Segunda, car le Tabernacle de la Cathédrale Métropolitaine serait démoli.⁸⁴¹

**Image VII.13. Costa Rica. Démolition de l'ancien Palais National de San José.
1958.**



Source : « Del viejo Palacio Nacional, donde hace cien años se reunía la sociedad costarricense, ya nada queda... » *La prensa libre*, 17 de abril de 1958, p. 5.

Parmi les journaux consultés, seule *La prensa libre* a consacré un long article sur la disparition de l'immeuble soulignant certains des faits historiques les plus pertinents

⁸³⁹ “Por última vez se usó el Palacio Nacional.” *La República*, 11 de enero de 1958, p. 3; “No se trasladará todavía la Asamblea Legislativa”. *La República*, 17 de enero de 1958, p. 4; “Ayer se inició el traslado de la Asamblea Legislativa.” *La República*, 1 de marzo de 1958.

⁸⁴⁰ “La ciudad capital se moderniza.” *La República*, 16 de abril de 1958, p. 1.

⁸⁴¹ “Mutilación e irrespeto sacrílegos será la demolición del Sagrario.” *Diario de Costa Rica*, 15 de abril de 1958, p. 2; “Demolición del Congreso deja saldo de heridos.” *Diario de Costa Rica*, 15 de abril de 1958, p. 8.

dont il était « témoin », ainsi que les « trifulcas »⁸⁴² plus anecdotiques qui se sont produites dans les barres du public. En fin de compte, cet article indiquait :

« « Dites ce qu'ils disent », nous disait un garde civil qui était proche de nous lorsque nous inspectons la masse délabrée du palais – « les maçons d'il y a un siècle avaient honte de travailler ». Nous recueillons cette phrase parce qu'elle est graphique. Et surtout, quand on fait des comparaisons avec plus d'une construction récente qui, malgré tant de progrès dans la technique des bâtiments, a moins de résistance que celle érigée depuis plus de cent ans, gardienne jalouse du Palais National, que les pics des travailleurs et les puissantes machines sont en train de réduire à des débris afin qu'une autre note semblable à celle-ci avec le Requiescat in pace, soit écrit. »⁸⁴³

Comme l'a souligné Ileana Vives, la transformation physique de San José et l'adoption du mouvement moderne dans l'architecture ont été interprétées comme un idéal de progrès et d'actualité et c'est pourquoi, entre autres raisons, le gouvernement l'a utilisé dans les constructions futures des sièges ministériels ou des pouvoirs suprêmes.⁸⁴⁴ Le Centre Civique National n'a pas fait figure d'exception comme on le voit dans les plans et les perspectives de l'avant-projet: ces caractéristiques les ont également partagées avec d'autres projets similaires, tels que le Centre civique de la ville de Guatemala, dont l'ensemble a été projeté de façon verticale en combinaison avec les arts plastiques qui ont fait référence au passé historique du pays, la dotation en places et promenades piétonnes et les principes du zonage. De même, à Tegucigalpa, des bâtiments tels que le Palais législatif, l'Institut hondurien de sécurité sociale, la Banque nationale de développement, l'École américaine de Tegucigalpa, l'Hôpital école de Tegucigalpa ou l'Université autonome du Honduras étaient représentatifs de cette tendance.⁸⁴⁵

⁸⁴² Expression familière faisant référence au désordre ou à une bagarre entre plusieurs personnes. Dictionnaire RAE. Consulté le 10 juin 2021. URL: <https://dle.rae.es/trifulca?m=form>

⁸⁴³ « "Digan lo que dijeren", nos decía un Guardia Civil que estaba cerca nuestra cuando inspeccionábamos la derruida mole del palacio – "los albañiles de hace un siglo tenían vergüenza para trabajar". Recogemos esta frase porque es gráfica. Y sobre todo, cuando se hacen comparaciones con más de una construcción de último cuño que, pese a tanto progreso en la técnica de edificaciones, tienen menos resistencia que la que, después de más de cien años de erigida, ha guardado celosa la del Palacio Nacional, a la que los picos de los trabajadores y las potentes máquinas, están reduciendo a escombros, a fin de que dentro de poco se escriba otra nota, parecida a ésta con el Requiescat in pace. » « Del viejo Palacio Nacional, donde hace cien años se reunía la sociedad costarricense, ya nada queda... » *La prensa libre*, 17 de abril de 1958, p. 5. Traduction libre.

⁸⁴⁴ Ileana Vives Luque. « La transición del ayer al hoy » *Historia de la Arquitectura...*, pp. 392-393.

⁸⁴⁵ Morales, « Movimiento moderno, registro... » pp. 30-33, 43-445, 99-101; Navarrete Cáliz, « Tegucigalpa, laboratorio urbano », pp. 345-367.

Les racines historiques du tissu urbain intervenu par le projet du Centre civique sont un cas où l'on parvient à observer les tensions entre le zonage, y compris comme une division administrative de la ville et celles découlant du quotidien, de l'image et des perceptions de l'espace urbain des fonctionnaires. La problématique du déménagement des institutions dans la zone du nouveau Centre civique s'est poursuivie dans les années 1960, cette fois à l'Assemblée législative.

**Image VII.14. Costa Rica. Caserne Bellavista ou Musée national du Costa Rica.
2019.**

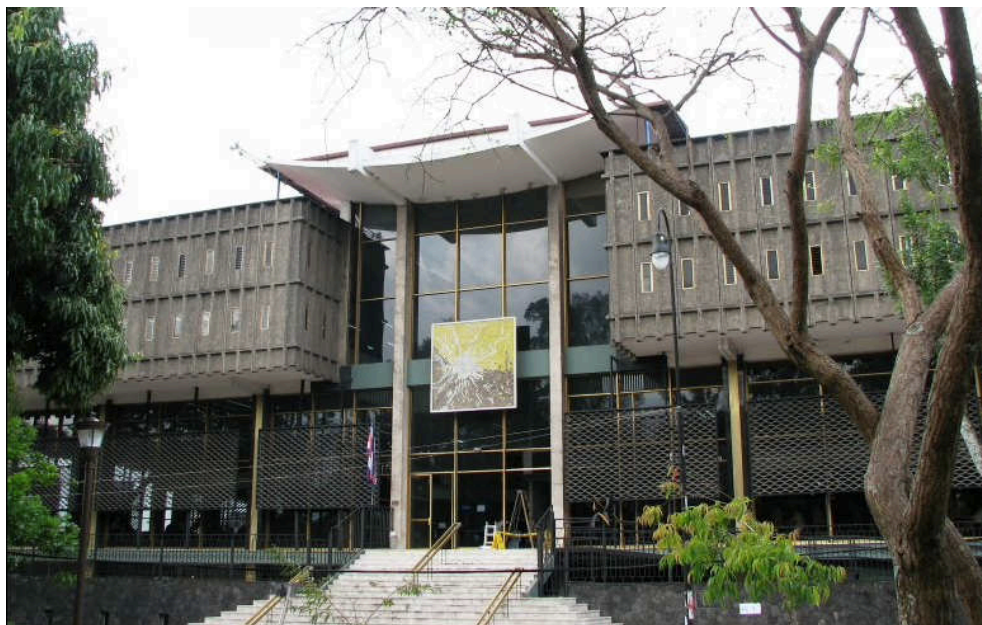


Source : Bonilla Castro, 2019.

L'historienne et avocate Marcela Muñoz a analysé le débat de la loi pour la construction de la Bibliothèque et du Musée national dans la Commission permanente des Affaires sociales de l'Assemblée législative et a conclu que la lutte pour la préservation de la caserne Bellavista, qui abrite le Musée national du Costa Rica (Image VII.14), était le résultat de la reconnaissance publique de sa fin muséale (c'est-à-dire de reliquaire) qui l'a sauvé de la démolition, un sort que l'ancienne Bibliothèque nationale n'a pas connu car elle a été déplacée au Centre civique au début des années 1970, dans un bâtiment représentatif du mouvement moderne et conçu par les architectes Jorge

Bourbon Zeller et Carlos Ávila. (Image VII.15)⁸⁴⁶ Cependant, le débat a mis sur la table la question du déplacement du Centre civique hors de San José, ce qui a consisté non seulement à ignorer l'expérience et les études antérieures du projet, mais aussi les raisons historiques qui étaient absentes au moment de la démolition du Palais National.

Image VII.15. Costa Rica. Bibliothèque nationale, San José. 2015.



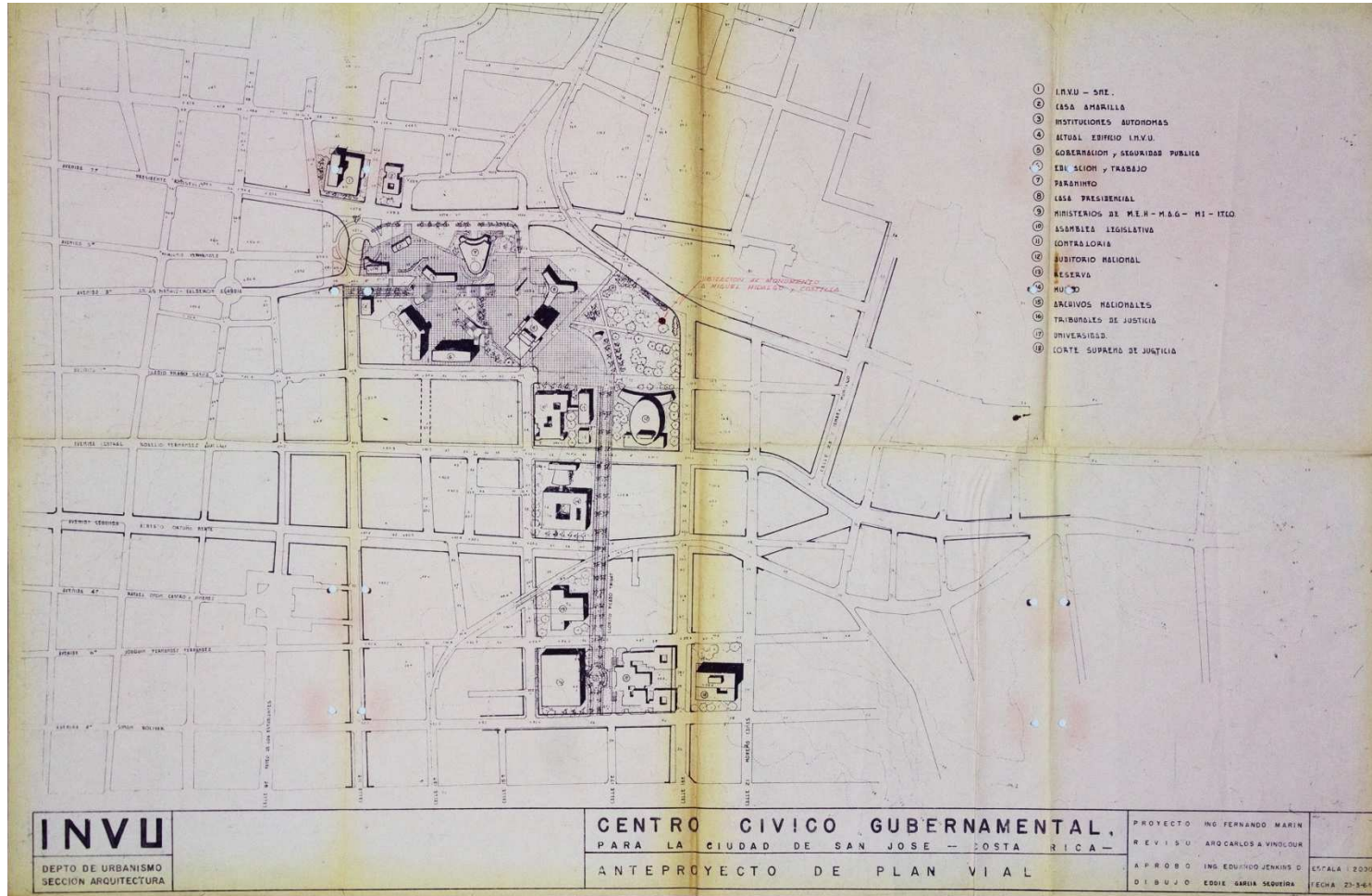
Source : <http://web2andresm.blogspot.com/2015/08/la-biblioteca-nacional-de-costa-rica.html>.

À cette époque-là, le projet du Centre civique s'était compliqué : non seulement l'équipe responsable avait varié, puisque Gordienko et Rojas ont été remplacés par les architectes Carlos Vinocour Granados et Leonardo Silva King, mais il disposait désormais d'un large soutien du président Francisco J. Orlich et convergeaient de nouvelles institutions : le ministère des Affaires étrangères, le Bureau du procureur général de la République et l'OFIPLAN. Le projet avait également changé : dans la nouvelle version de 1964, le Parc national a été absorbé par le site de la Maison présidentielle qui a remplacé le bâtiment de l'Assemblée législative (Image VII.17). Au sud, on observe déjà consolider le circuit judiciaire (Image VII.16)⁸⁴⁷

⁸⁴⁶ Marcela Muñoz Muñoz. « Un centro cívico o el réquiem del patrimonio urbano costarricense. » *RevistArquis*, Vol. 6, N° 1 (2017): pp. 20-28; Vives, « La transición del ayer al hoy », pp. 410-411.

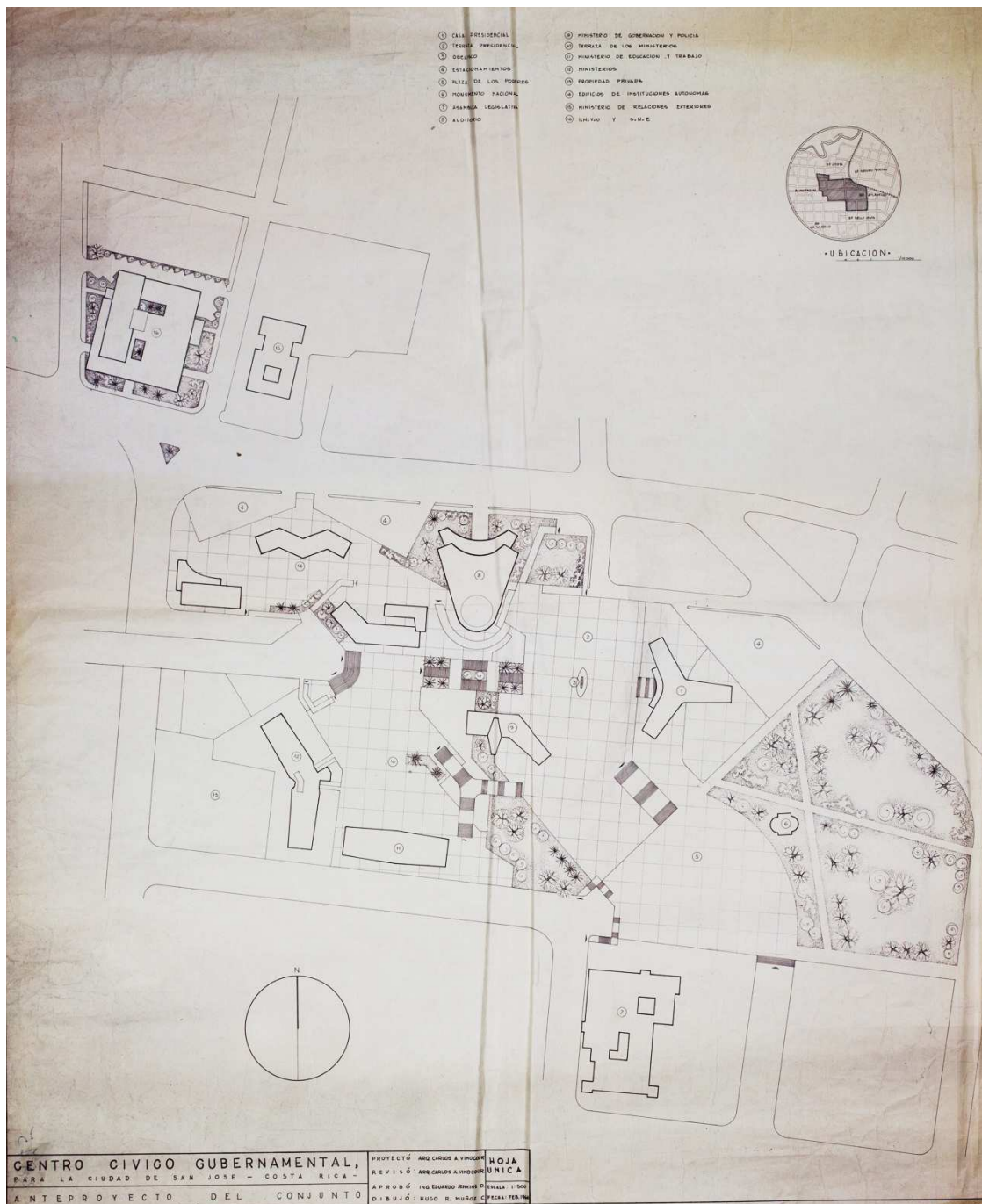
⁸⁴⁷ Le circuit judiciaire a été conçu par les architectes Eugenio Gordienko et Hernán Arguedas Salas et a été construit entre 1961 et 1966. Il est actuellement l'un des ensembles urbains les plus importants de la capitale. Vives, « La transición del ayer al hoy », pp. 408-409; Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 81.

Image VII.16. Costa Rica. Plan du Centre civique gouvernemental. 1964.



Source : ANCR, Mapas y planos, N° 51389.

Image VII.17. Costa Rica. Plan de la zone administrative du Centre civique gouvernemental. 1964.



Source : ANCR, Mapas y planos, N° 3875

Image VII.18. Costa Rica. Perspective du Centre civique gouvernemental. 1964.



Source : Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 84.

Dans la perspective (Image VII.18), on observe au premier plan l'Auditorium (à gauche au centre), le ministère de l'Éducation et du Travail et le bâtiment pour « ministères » (à droite) autour de la dit « Terrasse des ministères » et, en arrière-plan, la « Terrasse présidentielle » au centre de laquelle se trouvent un obélisque et un bâtiment non identifié à côté droite de la Maison présidentielle. Il convient de souligner que le nouveau visage du Centre civique est intervenu de manière agressive le contexte du Monument national, inauguré au plus fort de l'État libéral, le reléguant à une position subordonnée derrière la Maison présidentielle, ce qui était un autre signe de cette rupture avec le passé et de l'étreinte de la modernité qui augure le Centre civique.

Selon Marcela Muñoz, bien que l'ancien siège de la Bibliothèque nationale n'ait que quelques années à vivre avant de disparaître, la caserne Bellavista a été défendue par Jaime Solera Bennett qui, comme l'auteur l'a noté, avait donné son feu vert à la construction du Centre bancaire il y a un peu moins de dix ans. Les arguments de Solera étaient fondés sur la transformation de l'utilisation de l'immeuble et non sur sa démolition, comme une fin publique. Le Musée national avait donc besoin de fonds suffisants pour garantir ces changements et leur préservation. D'autres acteurs, comme Rafael Luccas et l'architecte Óscar Saborío se sont opposés à la démolition de l'ancienne caserne.⁸⁴⁸

L'intention de déplacer la Bibliothèque nationale dans le bloc du Musée national était de consolider l'un des points focaux les plus importants du Centre civique et de consolider davantage le projet, comme il ressort des déclarations du député Carlos Gutiérrez Gutiérrez:

« ... Je crois que la conception de la création du Centre Civique, qui a déjà cessé d'être utopique pour devenir une réalité, ne pourrait être détruite si nous nous en tenions à ce concept du Lic. Solera... Si le pays a pu accueillir dignement l'un des pouvoirs de la République, comme c'est le cas par la Cour suprême de justice, il doit poursuivre cet effort pour loger non seulement les pouvoirs de la République, mais aussi pour loger dignement des installations de base de la culture nationale. »⁸⁴⁹

⁸⁴⁸ Muñoz. "Un centro cívico...", p. 24-25.

⁸⁴⁹ « ... yo creo que la concepción de crear el Centro Cívico, que ya dejó de ser utópica para llegara(sic) ser una realidad, no podría ser destruida si nos atuviéramos a ese concepto del Lic. Solera... Si el país ha podido alojar dignamente a uno de los Poderes de la República, como lo es la Corte Suprema de Justicia, debe continuar ese esfuerzo para alojar no solamente a los Poderes de la República, sino alojar dignamente a instalaciones básicas de la cultura nacional.» AAL, Dossier N° 2970, Loi N° 4255 Construction des bâtiments de la Bibliothèque et Musée nationaux, Sesión ordinaria N° 49, Comisión permanente de asuntos sociales, f. 48, pp. 2-3. Traduction libre.

Ces mots ont un écho avec les implications qui existaient dans la période coloniale avec le déplacement des villes, puisque l'utilisation par Gutiérrez du discours de la « dignité » a été faite en fonction de la défense de la cohésion et du caractère légitime du Centre civique, de sorte que la préservation de l'immeuble « vieux » de la caserne était de le mettre en doute.⁸⁵⁰

Quel était ce caractère légitime du Centre civique ? D'être la matérialisation du développement économique et industrialisé du pays, mais en même temps de la culture parce que, selon Gutiérrez, « je ne conçois pas que le développement soit uniquement un développement économique, mais au contraire, j'estime que le développement doit être culturel, il doit comprendre tous les aspects. »⁸⁵¹ Cette ligne de discours renvoie à celles analysées au chapitre 2 sur l'assistance technique en tant que vecteurs du bien-être humain, soulignant ceux de *don Pepe* qui a compris les programmes d'assistance technique comme un investissement culturel ou celui de Fernando Lara qui a souligné que le développement technologique était insuffisant pour éradiquer l'analphabétisme.

Lors de la séance N° 57, tenue le 4 octobre 1957, Gutiérrez a consulté l'architecte Robles Aguilar de l'Association costaricaine des architectes à propos des objections à l'emplacement du Centre Civique à Cuesta de Moras. Selon Robles, l'objection avait été faite en fonction du fait que la loi obligeait à localiser les bâtiments sur un endroit donné, ce qui allait à l'encontre des analyses préalables requises par les dessins, en l'occurrence celui de la Bibliothèque et du Musée national. Toutefois, plus tard, Gutiérrez a souligné que,

« ... certains d'entre vous s'opposent à l'emplacement du Centre civique en général, alors que certains, en particulier l'urbaniste Jenkins et le représentant du Bureau de Planification, croyaient que l'emplacement donné à l'origine par l'INVU, c'est-à-dire le L allant de la Cour au parc Morazán, était correct ; d'autres comme l'architecte Rafael Ángel García⁸⁵², soutenaient que le Centre civique devait être situé en dehors de la ville. »⁸⁵³

⁸⁵⁰ Musset, *Ciudades nómadas*, p. 362.

⁸⁵¹ AAL, Dossier N° 2970, Loi N° 4255 Construction des bâtiments de la Bibliothèque et Musée nationaux, Sesión ordinaria N° 49, Comisión permanente de asuntos sociales, folio 48, p. 3.

⁸⁵² Rafael Ángel « Felo » García est l'un des architectes les plus réputés du milieu costaricain. Formé au Hammersmith College of Arts and Building, il a été l'un des fondateurs de l'École d'Architecture de l'UCR et promoteur des arts plastiques et d'une architecture socialement engagée. Natalia Solano Meza. « Pensar, romper, hacer. La Escuela de Arquitectura de la Universidad de Costa Rica, 1962-1974. » (Tesis de doctorado en Arquitectura, Universidad de Porto-Portugal, 2017): pp. 129-132.

⁸⁵³ « ... algunos de ustedes objetan la ubicación del Centro Cívico en general, porque mientras algunos, en especial el urbanista Jenkins y el representante de la Oficina de Planificación, creían que la ubicación dada originalmente por el INVU o sea la L que va de la Corte al Parque Morazán era correcta, otro como el Arq. Rafael Ángel García⁸⁵³, sostenían que el Centro Cívico debía ubicarse fuera de la ciudad... » AAL, Dossier

La question du transfert du Centre civique a momentanément inquiété la Commission, les architectes Robles et Hernán Arguedas Salas précisant qu'une loi n'aurait pas à préciser les sites pour la construction d'un bâtiment, car il s'agissait d'une activité de technique urbaine.⁸⁵⁴ Au-delà de cette séance, le sujet n'a pas été repris en commission et la loi 4255 a finalement été adoptée le 25 novembre 1968.

La question a refait surface lors de la discussion de la Loi N° 5232 du Centre civique national en 1972. Cette fois, l'INVU a défendu le site initial, recourant davantage à des raisons historiques, face à l'intention des députés de la commission économique de le déplacer à La Uruca, district situé au nord-ouest de la capitale. Arnoldo Jiménez a justifié le siège du Centre civique de San José en faisant référence au fait que la Constitution politique de 1949, dans son article 11, indiquait clairement que l'Assemblée législative résidait dans la capitale et a ajouté :

« ... qu'une dislocation dans le fonctionnement des organismes de l'État ne peut se produire d'un moment à l'autre. Il cite comme expérience la tentative faite sous le gouvernement de facto du Lic. Braulio Carrillo qui a jugé le « Llano del Murciélago » à Tibas plus approprié comme siège du gouvernement... Dans la pratique déjà, cela n'a pas pu se faire comme il le pensait et a cessé sa tentative et convoqué l'Assemblée législative à San José... En somme, les organismes de l'État ne se conçoivent en dehors du centre ou de la zone urbaine commerciale de San José. »⁸⁵⁵

La raison fournie par Zavaleta confirme le caractère nucléaire de l'Assemblée législative dans le projet du Centre civique et pourquoi la démolition de l'ancien Palais sur l'Avenida Central représentait la transplantation du « cœur de la ville » à Cuesta de

N° 2970, Loi N° 4255 Construction des bâtiments de la Bibliothèque et Musée nationaux, Sesión ordinaria N° 57, Comisión permanente de asuntos sociales, folio 49, p. 3. Traduction libre.

⁸⁵⁴ AAL, Dossier N° 2970, Loi N° 4255 Construction des bâtiments de la Bibliothèque et Musée nationaux, Sesión ordinaria N° 57, Comisión permanente de asuntos sociales, folio 49, p. 4.

⁸⁵⁵ « ... que de un momento a otro no puede producirse una dislocación en el funcionamiento de los organismos del Estado. Cita como experiencia el intento que se hizo durante el Gobierno de facto del Lic. Braulio Carrillo que consideró más adecuado el Llano del Murciélago en Tibás como asiento del Gobierno... Ya en la práctica eso no se pudo hacer como se pensaba y depuso su intento y convocó a la Asamblea Legislativa en San José... En suma los organismos del Estado no se conciben fuera del centro o área urbana comercial de San José. » ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2294, 22 de agosto de 1972, f. 251. Entre 1821 et 1838, l'État costaricain a connu une période politique convulsive résultant, entre autres, de la persistance des localismes. La loi dite de l'Ambulance, adoptée en 1834, qui permettait de régler le gouvernement dans les villes d'Alajuela, Heredia, Cartago et San Jose. Cependant, il serait abrogé par le gouvernement de Braulio Carrillo un an plus tard, consolidant la capitale de l'État du Costa Rica à San Jose. Cela a ouvert une courte période de guerre civile, connue sous le nom de guerre de la Liga. Manuel Calderón Hernández. « La formación del Estado costarricense. » *Costa Rica, Estado, economía, sociedad y cultura: desde las sociedades autóctonas hasta 1914*, Ana María Botey (coord.) (San José, Costa Rica: EUCR, 2000), pp. 183-199.

Moras. En plus de cet argument, Zavaleta a fait référence à l'expérience de près de 20 ans de l'INVU dans la réalisation de ce projet, de sorte qu'il n'y avait pas seulement des raisons historiques, mais des techniques soutenant le siège à Cuesta de Moras. Le reste du Conseil d'administration, après un petit débat, a accepté de s'opposer à l'option de déplacer le Centre civique à La Uruca, parce qu'il était « inadapté topographiquement à cette œuvre... en outre, le projet semble en principe inconstitutionnel parce que, selon les dispositions légales en vigueur, le siège du gouvernement doit être la capitale de la République et que l'Assemblée législative elle-même doit être située à cet endroit. »⁸⁵⁶

Des années plus tard, Jenkins exprimera ce qui suit :

« Si l'on suppose qu'un Centre civique national doit accueillir les bureaux et services du siège social, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas être décentralisés et doivent nécessairement être situés dans la capitale nationale, il n'existe aucun autre domaine qui offre des avantages aussi évidents... D'autres régions plus éloignées, comme Pavas, Uruca, Escazú ou le Sud de Heredia, selon notre bureau, ne peuvent pas fonctionner comme un Centre civique national... Il faut donc chercher une zone qui soit bien liée au centre historique consolidé... Un centre civique national, en tant que siège physique du gouvernement central et de ses institutions, fait partie de la tête du pays et ne peut être situé, par la loi et par la logique, dans un autre site que la capitale de la République. »⁸⁵⁷

Cela marque la fin d'une première étape pour le projet du Centre civique national de San Jose. Comme on peut le constater, il y a une chronologie qui l'insère dans les étapes de planification du Département de l'urbanisme, celle située entre 1948 et 1958 étant la plus proche du réseau d'entrelacements. Le projet du Centre civique a été conçu à partir du croisement des contributions d'Anatole Solow et de César Garcés, qui ont soutenu le projet dans le cadre de la rénovation urbaine, tandis que ce sont les urbanistes et les architectes costaricains qui ont apporté les principes des centres civiques du CIAM et du mouvement *City Beautiful*. Les discussions portant sur la Banque centrale et l'INVU ont montré à quel point les instruments de zonage modifiaient les plans des institutions autonomes, leur coordination et, bien sûr, l'enracinement quotidien et symbolique que la Place de l'Artillería et le Palais National laissaient à la mémoire des citoyens. Il a

⁸⁵⁶ « ... inadecuado topográficamente para esa obra... además de que en principio el proyecto parece ser inconstitucional porque según disposiciones legales vigentes el asiento del Gobierno debe ser la capital de la República y la misma Asamblea Legislativa debe estar ubicada en ese lugar. » ANCR, Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2294, 22 de agosto de 1972, f. 253.

⁸⁵⁷ Eduardo Jenkins Dobles. *Informe preliminar. Proyecto de Renovación Urbana de San José y Centro Cívico Nacional*. (San José, Costa Rica: Ministerio de la Presidencia – Ministerio de Obras Públicas y Transportes, 1978), pp. 2-3. Je remercie profondément Roy Allan Jiménez pour son aide précieuse dans la localisation de ce texte.

également révélé le faible pouvoir de l'INVU de faire valoir ses projets, devant recourir à la négociation et au soutien du gouvernement central.

A partir de 1960, le projet est entré dans une phase d'autonomie, en partie à cause des problèmes soulevés au sein du Département d'urbanisme et aussi d'une moindre collaboration internationale qui a réduit au minimum les croisements, revenant au projet éminemment national. Et cela est confirmé par la nature des débats, axés sur la justification historique du maintien du Centre civique à Cuesta de Moras et non sur d'autres sites de San José. A partir de l'exposition précédente, il est clair que le déménagement du Palais National a été essentiel pour enraceriner matériellement et symboliquement le projet et consolider une zone qui contenait historiquement déjà des espaces urbains importants tels que le Parc national, le Monument national, la Maison présidentielle ou l'Usine nationale des liqueurs, qui a ensuite été déplacée.

Dans les années 70, le Centre civique a de nouveau fait l'objet de débats, mais au Conseil d'administration de l'INVU et a révélé non seulement le changement d'approche et d'attitude de la direction de l'urbanisme à l'égard de ce type de projets, mais aussi ses faiblesses structurelles.

4. ... et un Anneau de rénovation urbaine.

a) De la métropole à la région.

Depuis l'adoption de la loi de Planification urbaine, les travaux de l'OPAM ont repris en 1969. L'un des travaux faits par le bureau a été de définir la limite de l'Aire métropolitaine puisque, à ce jour, celle-ci avait été délimitée par les frontières administratives des cantons déclarés urbains. En 1969, la dit Aire métropolitaine du San José a été divisée en 8 zones, montrant la croissance de la tache urbaine en 20 ans, passant de 7 cantons en 1948 à 13 en 1969 :

1. Zone 1: Cantons de Tibás, Moravia, Goicoechea et La Uruca.
2. Zone 2: Cantons de Curridabat et San Pedro.
3. Zone 3: Canton de Desamaparados.
4. Zone 4: Cantons d'Alajuelita et Escazú.
5. Zone 5: Centre de San José.
6. Zone 6: Canton de Tres Ríos.
7. Zone 7: Canton de Heredia.
8. Zone 8: Canton de Santa Ana.

Selon le directeur de l'OPAM, l'architecte Rafael Solís, l'inégalité observée dans les revenus des municipalités, rendait l'investissement urbain extrêmement difficile, car seules de grandes municipalités comme San José avaient le potentiel de le faire.⁸⁵⁸ En 1971, l'OPAM a publié dans une brochure intitulée « Délimitation de la région métropolitaine de San José » dans laquelle elle a introduit une nouvelle limite pour la croissance urbaine, signalée par une « zone critique » qui ne déterminait pas le commencement de la zone rurale et était donc susceptible de devenir une zone d'exploitation urbaine dans les années à venir. (Image VII.19)⁸⁵⁹

Ce cas peut être considéré comme l'un des premiers efforts visant à régionaliser l'étude et la planification physique de la région métropolitaine de San José. Il a également été inséré dans un flux d'études, promues par l'OFIPLAN, dont certaines ont souligné la création d'un district métropolitain⁸⁶⁰ jusqu'à l'établissement de régions socio-économiques qui sont encore aujourd'hui utilisées.⁸⁶¹ En ce qui concerne l'INVU, il a participé à l'élaboration d'un plan national de développement urbain en collaboration avec l'OFIPLAN⁸⁶² permettant d'intégrer le productif et le social avec la construction de logements et le développement urbain, encadré dans « un concept de régionalisation. »⁸⁶³

⁸⁵⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 56, Acta N° 1801, 18 de abril de 1969, fs. 156-165; Arvids Kalnins, Fernando Albertazzi y Eduardo Protti. *Proyecto de creación del Distrito Metropolitano*. (San José, Costa Rica: Ministerio de la Presidencia, 1971), pp. 25-26; Carolyn Hall. « La jerarquía urbana de Costa Rica: una consideración de la aplicación de modelos geográficos. » *Revista Geográfica de América Central*. Vol. 1, N° 1 (1974): 25-48.

⁸⁵⁹ Rafael Solís Zeledón, Elena Ferrer de Beck y Fernando Marín. *Delimitación de la Región Metropolitana de San José*. (San José, Costa Rica: El Instituto, 1971).

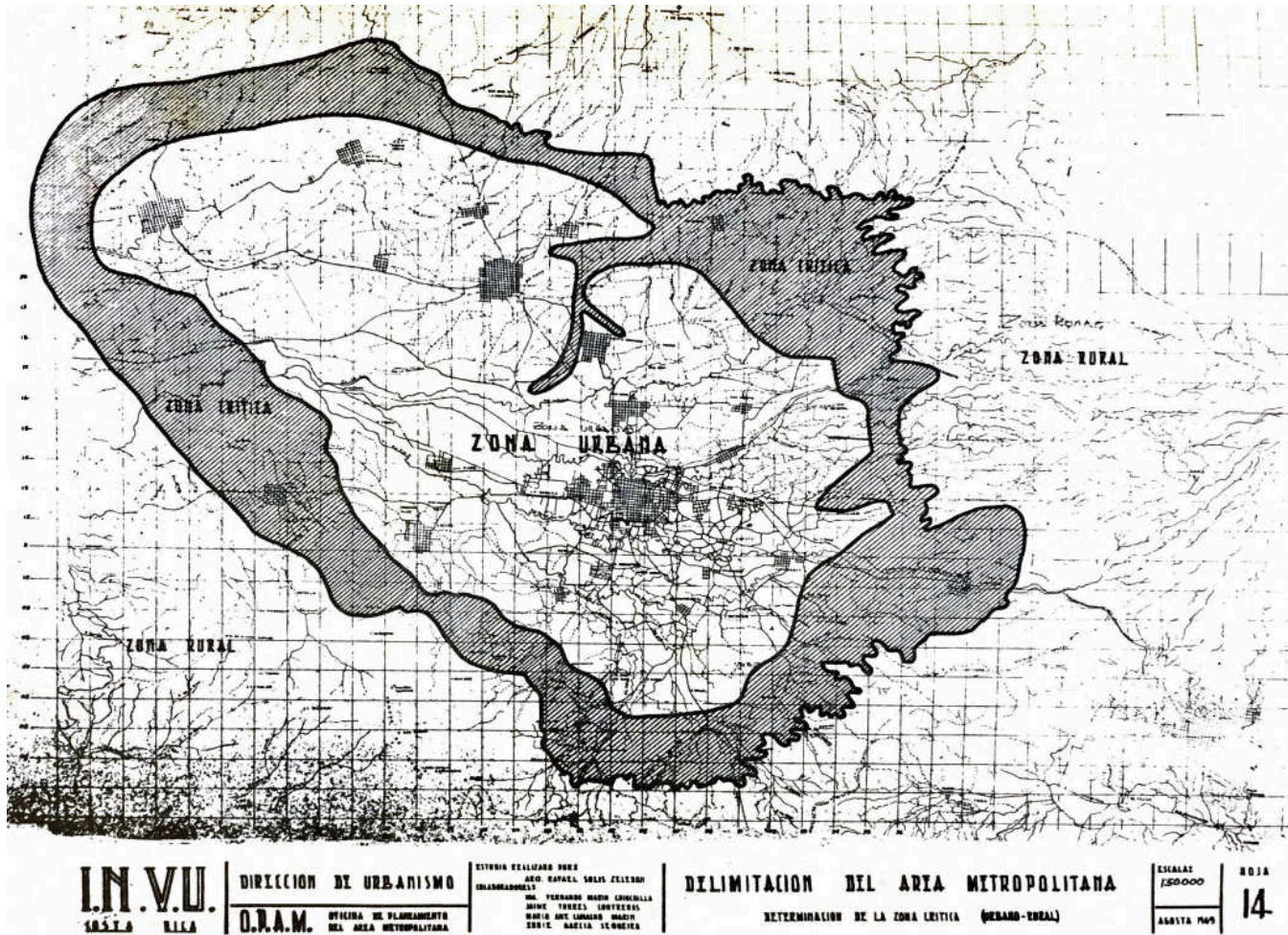
⁸⁶⁰ Kalnins, Albertazzi y Protti. *Proyecto de creación...*, pp. 29-44.

⁸⁶¹ Helmut Nuhn. *Regionalización de Costa Rica para la planificación del desarrollo y la administración*. Oficina de Planificación Nacional y Política Económica. (San José, Costa Rica: División de Planificación y Coordinación Regional, 1974).

⁸⁶² ANCR, Actas INVU, signatura 78, Acta N° 2425, 23 de julio de 1973, fs. 101-106.

⁸⁶³ ANCR, Actas INVU, signatura 63, Acta N° 2071, 9 de febrero de 1971, f. 521-526; ANCR, Actas INVU, signatura 64, Acta N° 2080, 2 de marzo de 1971, fs. 43-53.

Image VII.19. Costa Rica. Délimitation de la région métropolitaine de San Jose. 1969.



Source : Solís Zeledón, Ferrer de Beck y Marín. *Delimitación de la Región...s.n.p.*

Comme il ressort du compte rendu, la Direction de l'urbanisme a ainsi concentré son personnel sur l'étude complète de l'aire métropolitaine. Des diagnostics ont été élaborés sur la disponibilité des terres, les densités de population, la demande et la planification des transports, y compris la relocalisation des lignes de chemin de fer, la construction d'un chemin de fer à énergie hydroélectrique et la mise en service de « trolleybus » dans la capitale. D'autre part, la Direction a embauché plus de personnel ajoutant à ses rangs, un ingénieur civil, un avocat urbaniste et un sociologue. Néanmoins, le manque de personnel qualifié est resté un problème récurrent et les problèmes de coordination avec l'OFIPLAN ont largement freiné l'avancement des études.⁸⁶⁴

Le contexte international a également motivé cette dynamique. Entre 1975 et 1976, les réunions préparatoires à HABITAT-I auxquelles l'INVU s'est adressé ont été développées, comme j'ai analysé au chapitre 5. Selon les rapports d'Eladio Jara et José Bermúdez Durán, ces réunions ont exhorté les pays à consolider un

« « sumum pluridisciplinaire » où les aspects physiques harmonisent avec les humanistes et où l'on puisse avoir avec cela des approches plus parfaites de la réalité du phénomène. L'autre recommandation est que les représentants et délégués à ce séminaire HABITAT retournent dans leur pays d'origine, en tant que porteurs d'une nouvelle expérience vitale..., qui rendent rapide la voie de la « régionalité géographique » de l'Amérique centrale, car elle est le point de départ de toute réorganisation spatiale. »⁸⁶⁵

Au cours de la présentation des rapports, il a été souligné que le Costa Rica avait déjà proposé des solutions institutionnelles à des problèmes tels que la participation communautaire, comme la fondation de la Direction nationale du développement communautaire (DINADECO) qui a encouragé la création de soi-disant « associations de développement » dans les quartiers et les communautés qui ont abouti dans divers cas, à la substitution des conseils progressistes historiques ou à la répartition des revenus pour réduire l'extrême pauvreté par le biais des fonds des allocations familiales.⁸⁶⁶ Pourtant, ils ont averti que la planification intégrale, désormais comprise à partir de l'approche des

⁸⁶⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 88, Acta N° 2666, 15 de julio de 1975, fs. 68-69; ANCR, Actas INVU, signatura 88, 22 de julio de 1975, fs. 85-91.

⁸⁶⁵ « “sumum pluridisciplinario” en tonde los aspectos físicos, armonicen con los humanísticos y se pueda tener con eso, aproximaciones más perfectas las realidad del fenómeno. La otra recomendación es para que los representantes y delegados ante ese seminario de HABITAT, regresen a sus países de origen, como portadores de una nueva vivencia vital..., que tornen expedita la vía de la “Regionalidad Geográfica” de Centroamérica, por ser la misma el punto de partida de cualquier reordenamiento espacial.» ANCR, Actas INVU, signatura 91, Acta N° 2748, 3 de mayo de 1976, fs. 153-155. Traduction libre.

⁸⁶⁶ Alvarenga, *De vecinos a ciudadanos*, pp. 29-34.

droits de l'homme et de l'environnement, était encore embryonnaire car l'investissement dans l'Aire métropolitaine continuait d'être concentré et les zones périphériques étaient négligées.⁸⁶⁷ Les études sur l'Aire métropolitaine ont été renforcées avec l'aide de Peter José Schweizer, qui a été envoyé par l'OEA à l'OFIPLAN pour collaborer à ces travaux⁸⁶⁸ qui ont commencé à considérer la variable environnementale comme un mécanisme pour éviter l'étalement urbain et qui s'est étendue, entre autres, à la protection des bassins hydrographiques et des zones de recharge aquifères.⁸⁶⁹

Bien qu'elle ait été réalisée en dehors de l'INVU, il convient de souligner la contribution de l'étude DRENACA, réalisée par la société mexicaine Estudios y Proyectos S.A. (EYPSA), financée par des fonds de la BID et à la demande de l'IFAM et de la municipalité de San José. Cette étude a proposé des modèles de croissance urbaine (mononucléaire, linéaire, polynucléaire, parallèle) pour éviter fondamentalement le problème des inondations dans la capitale et la protection des manteaux aquifères pour assurer l'approvisionnement en eau potable. En outre, il a étendu l'extension de la région métropolitaine à 24 cantons et 88 districts, couvrant ainsi les quatre provinces de la vallée centrale : San José, Heredia, Cartago et Alajuela et introduit une limite susceptible d'usage urbain, qui a été appropriée par l'INVU en 1980.⁸⁷⁰

Ce contexte a favorisé l'INVU à affecter ses ressources à l'OPAM, afin d'élaborer le Plan Régional Grande Aire Métropolitaine (GAM). Les études ont coïncidé avec le début des travaux d'EYPSA dans lesquels, selon les données disponibles, l'INVU a étroitement collaboré. C'est pour cette raison que, en établissant le contexte de ce qu'on appellera le Plan GAM, deux événements ont été identifiés : l'hypothèse de développement de la région métropolitaine présentée par l'architecte Warnes Sequeira et le rapport DRENACA. Le Plan GAM est l'aboutissement de cette période d'analyse et a convergé les contributions des programmes d'assistance technique, le réseau d'entrelacements qu'il a permis et l'expérience nationale en matière d'urbanisme.⁸⁷¹

⁸⁶⁷ ANCR, Actas INVU, signatura 92, Acta N° 2763, 5 de julio de 1976, fs. 2-8.

⁸⁶⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 92, Acta N°2763, 5 de julio de 1976, fs. 9-17; ANCR, Actas INVU, signatura 96, Acta N° 2861, 5 de julio de 1977, fs. 38-50.

⁸⁶⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 93, Acta N° 2793, 19 de octubre de 1976, fs. 83-95.

⁸⁷⁰ EYPSA. *Estudio DRENACA: Informe final para ejecutivos*. (México DF: Litografía Berenfeld, 1979); ANCR, Actas INVU, signatura 106, Acta N° 3113, 28 de enero de 1980, fs. 89-90.

⁸⁷¹ ANCR, Actas INVU, signatura 93, Acta N° 2793, 19 de octubre de 1976, fs. 83-95; ANCR, Actas INVU, signatura 103, Acta N° 3061, 16 de julio de 1979, fs. 703-714. L'INVU a directement reconnu les contributions des missions techniques de Garcés, Kayanan, Kalnins, Solow qui ont introduit « l'inquiétude des autorités et des techniciens locaux pour former du personnel et lancer des études urbaines en particulier

L'une des contributions les plus importantes du Plan GAM a été l'établissement d'une limite officielle de la Grande Aire métropolitaine appelée « ceinture ou anneau de confinement » et qui prévoyait une zone de protection de 155 500 hectares et une zone de développement urbain de 44 500 hectares, ce qui a entraîné au total une extension du GAM de 196 700 hectares (Carte A.1 en Annexe).⁸⁷²

Dans ce contexte de régionalisation de l'urbanisme, le projet du Centre civique national a de nouveau été discuté et a également proposé sa propre manière de dialoguer avec les environs de la capitale. Le débat suscité illustre la controverse de deux types d'urbanisme qui se sont déroulés à l'intérieur de l'INVU : la concurrence entre anciens collègues travaillant alors pour des institutions différentes et la légitimation du travail de l'INVU face à la possibilité de voir ses fonctions usurpées par d'autres institutions gouvernementales.

b) Le Centre civique et son environnement.

C'est sur ce dernier point qu'il convient de concentrer l'approche du débat concernant le projet du Centre civique national, alors appelé « Projet de rénovation urbaine de San José et Centre civique national ». Comme j'indiqué avant, au début des années 1970, un conglomérat d'institutions est intervenu dans des fonctions qui étaient à l'origine de l'INVU, comme la coordination avec les municipalités dans les tâches d'urbanisme ou le logement populaire. Une hiérarchie à laquelle l'INVU devait répondre, dirigée par l'OFIPLAN, a également été établie. Ce contexte a suscité le débat sur le transfert de la Direction de l'urbanisme à l'IFAM en profitant de la réorganisation en cours à l'époque de l'Institut qui a été analysée précédemment.

Cependant, entre 1974 et 1975, l'INVU a commencé à connaître un processus d'affaiblissement dû au renfort des relations entre l'OFIPLAN et l'IFAM et leur objectif de créer un Sous-système d'urbanisme régional et urbain coordonné par ces deux institutions, avec la participation municipale, mais à l'exclusion de l'INVU. En cela, le

dans la capitale de la République ». INVU. *Plan Regional Metropolitano: Gran Área Metropolitana*. (San José, Costa Rica: Imprenta Nacional, 1983), pp. 8-12.

⁸⁷² INVU, *Plan Regional Metropolitano*, pp. 41-42, 112, 114.

travail d'Eduardo Jenkins qui, à partir de 1973, a travaillé pour ces deux institutions a pu avoir un poids important.⁸⁷³

Ce dernier élément est fondamental car après son départ, Jenkins a été fortement critiqué par l'auditeur, Gerardo Villegas Quesada, qui a fait valoir que quand Jenkins était chef du Département, puis de la Direction d'urbanisme « il n'a jamais eu de patron », lui permettant d'agir indépendamment au point de retarder les conceptions des unités de voisinage d'Hatillo 4 et 5 pour « faire des travaux particuliers demandés par le Premier Dam de la République dans le parc Bolívar ou un autre site. » L'architecte Warnes Sequeira a souligné qu'il y avait des frottements personnels entre Jenkins et Rodrigo Vargas, qui dirigeait le département des plans et des travaux de l'époque. Au cours de cette période, Jenkins avait donc perdu une partie de la faveur du Conseil d'administration de l'INVU.⁸⁷⁴

D'autre part, Silva King a souligné que l'important était de créer un plan directeur pour la capitale, car cela aiderait à éliminer un certain nombre de problèmes que le projet du Centre civique ne prévoyait pas, à savoir la région métropolitaine, et pour sa part le directeur Francisco Cordero a recommandé de divulguer davantage la contribution de l'INVU au projet.⁸⁷⁵ Pendant une décennie, l'original « L » avait évolué en un anneau de rénovation urbaine qui, selon Jenkins, était basé sur les principes de justice sociale, la protection de l'environnement et du patrimoine culturel.⁸⁷⁶ Cet anneau a été divisé en 7 zones: 1) le Parc linéal Río Torres; 2) Centre civique; 3) Place Gonzalez Víquez; 4) Quartiers du Sud; 5) Cimetières Général et Ouvrier; 6) Parc métropolitain La Sabana; 7) Quartier México représenté sur l'Image VII.20.⁸⁷⁷

⁸⁷³ Eduardo Jenkins Dobles. « HABITAT: Conferencia de las Naciones Unidas sobre Asentamientos Humanos. » (San José: IFAM, 1976).

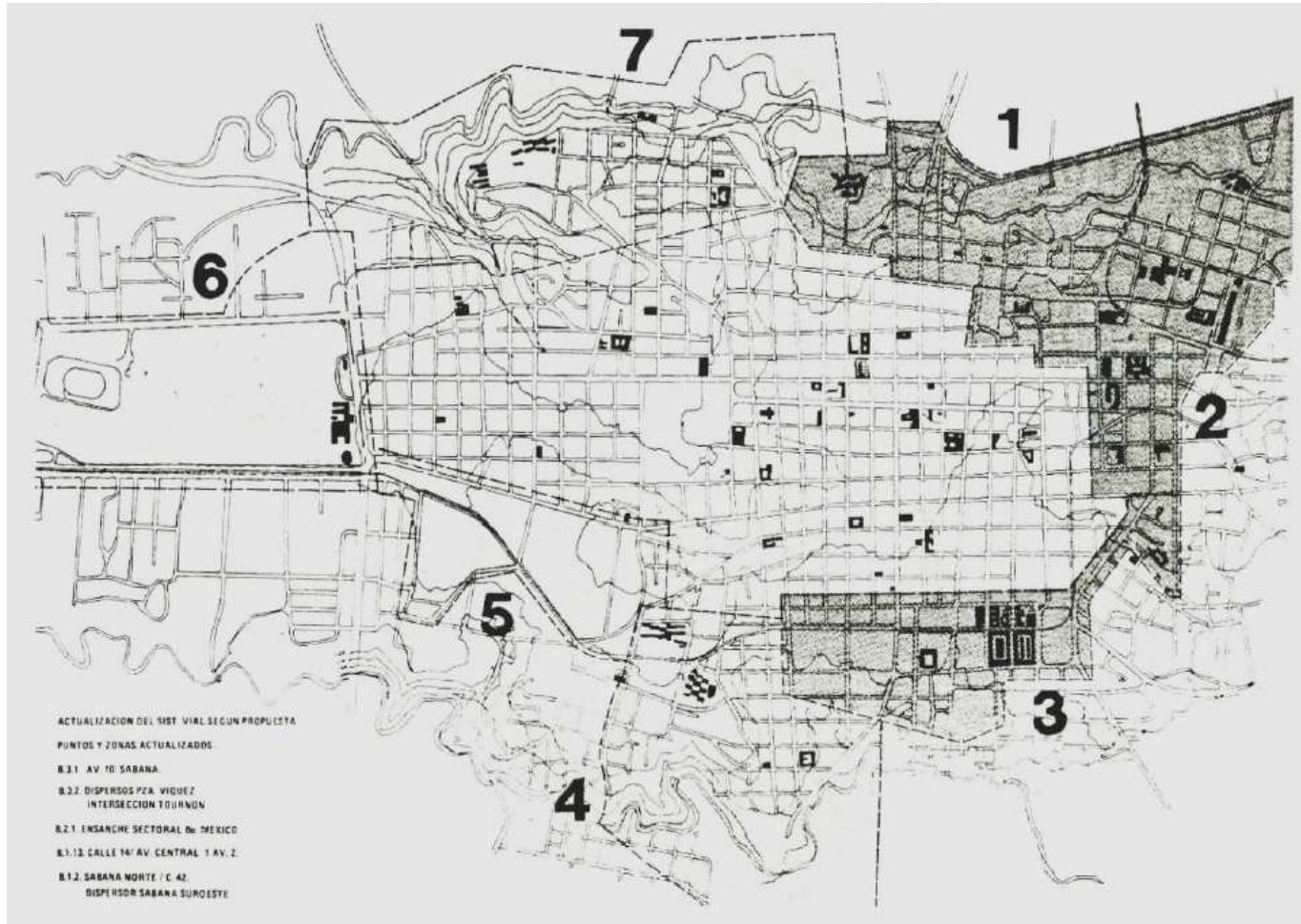
⁸⁷⁴ Le Parc Bolívar reste encore comme le parc zoologique de San José. ANCR, Actas INVU, signatura 83, Acta N° 2541, 7 de mayo de 1974, fs. 15-26.

⁸⁷⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 88, Acta N° 2672, 5 agosto de 1975, pp. 142-150; Actas INVU, signatura 95, Acta N° 2858, 21 de junio de 1977, p. 320; Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, p. 5.

⁸⁷⁶ Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, p. 10.

⁸⁷⁷ Pour une révision détaillée, les plans de chacune des zones sont inclus dans les annexes.

Image VII.20. Costa Rica. Plan de l'Anneau de rénovation urbaine et Centre civique national de San José. 1978.



Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Le projet, qui avait près de 20 ans de retard à cause de nombreux accidents⁸⁷⁸, a maintenu certains de ses principes originaux : premièrement, l'importance de doter d'un « caractère de ville », en l'absence de traits de son passé colonial ou indigène. Deuxièmement, maintenir la centralité de la capitale, fondée sur des raisons historiques et d'accès à des services qui ne pouvaient être décentralisés. Troisièmement, son identification avec les principes de la rénovation urbaine et des centres civiques des CIAM, où la priorité du piéton et la conception des bâtiments à l'échelle humaine ont été maintenues.⁸⁷⁹ Pour le Conseil d'administration, qui s'est montré dans une certaine mesure réceptif au projet, il a fait plusieurs remarques ponctuelles: poursuivre les projets de piétonisation de plusieurs points de la capitale, dont l'Avenida Central; élargir la zone des installations sportives pour les quartiers du Sud et surtout que le projet se répande pour que les « gens le comprennent et le reçoivent avec amour » et se forment une conscience de l'initiative.⁸⁸⁰

Le 13 mars 1978, le Conseil d'administration a reçu le président du Collège des architectes, Hernán Ortiz, et l'ingénieur Jenkins, pour discuter de plusieurs problèmes de conception et juridiques que posait le nouveau projet de l'Anneau de rénovation urbaine. Le débat, pour des raisons d'espace, ne pourra pas être analysé intégralement et je me concentrerai donc uniquement sur les points où les approches métropolitaines et régionales ont été confrontées et sur le rôle de l'INVU en tant qu'institution dirigeante de l'urbanisme. Il convient de souligner que ce débat a introduit un nouvel acteur à la fois politique et technique, le Collège des architectes, instance qui appartient au Collège fédéré des ingénieurs et architectes (CFIA) dont l'implication dans les débats sur le développement urbain costaricain est maintenue jusqu'à nos jours.

Le point de départ de Hernán Ortiz était de nature administrative : les appels au concours d'antécédents pour les bâtiments du Centre civique. Soulignant plusieurs vices de la procédure, l'architecte Ortiz a critiqué la position permissive de l'INVU à l'égard de ces actions. Il a ensuite affirmé que le Collège des architectes ne soutenait pas le projet

⁸⁷⁸ Jenkins a souligné plusieurs incidents qui ont provoqué les retards: premièrement, la perte de soutien du projet sous le gouvernement de Mario Echandi (1958-1962); ensuite, les éruptions du volcan Irazú entre 1963 et 1965; les tentatives infructueuses d'obtenir des financements sous le troisième gouvernement de Figueres (1970-1974) et les priorités de développement rural qui ont été mises en œuvre sous le gouvernement de Daniel Oduber (1974-1978). ANCR, Actas INVU, signatura 95, Acta N° 2858, 21 de junio de 1977, pp. 318-320.

⁸⁷⁹ Actas INVU, signatura 95, Acta N° 2858, 21 de junio de 1977, p. 320; Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, pp. 3, 7-8, 51-52.

⁸⁸⁰ Actas INVU, signatura 95, Acta N° 2858, 21 de junio de 1977, pp. 324-325.

parce qu'il subordonnait l'investissement à un projet qui ne répondait pas correctement aux lacunes régionales. Il remarqua le signalement que le projet n'a pas tenu compte d'études majeures telles que le DRENACA où les problèmes d'urbanisme n'étaient pas pris en compte au niveau de la ville, mais au niveau de la région métropolitaine.⁸⁸¹

Les accusations d'Ortiz à l'égard de l'inaction de l'INVU n'ont pas été entièrement bien accueillies par le président exécutif Eduardo Zúñiga Chavarría, pour les avoir considérées comme un « emplacement direct » dans le Conseil d'administration sur des actions qui ne lui étaient pas destinées, c'est-à-dire les appels d'offres ou la gérance du projet par un bureau créé par les députés, de sorte que c'est dans les tribunaux que ce type de réclamations devait être fait. En ce qui concerne la perte de pouvoirs, Zúñiga a considéré que la plainte faite par Ortiz permettait une réflexion vers la position subalterne de l'INVU en matière de logement et de planification, qui causait également des problèmes budgétaires à cause de la doublure des fonctions.⁸⁸²

Au cours du débat, c'est le directeur Warnes Sequeira qui a mis en valeur la contribution de l'INVU à l'ensemble du projet de l'Anneau de rénovation urbaine et a fait valoir qu'en plus d'avoir étroitement collaboré à sa conception, l'Institut a proposé le contexte de l'étude DRENACA, ce qui est confirmé en partie par les études de la région métropolitaine présentées entre 1971 et 1977 par l'OPAM. La rénovation urbaine a également été apportée par l'INVU, qui œuvrait également pour obtenir un crédit. Enfin, il a souligné que l'attitude du Collège, car par l'intermédiaire de ses représentants affectés au Bureau du Centre civique il connaissait les progrès du projet et a fait part tardivement de son opposition au projet. Dans son intervention, Jenkins a fait valoir que les critiques formulées par Ortiz avaient une teinte personnelle, dans l'ignorance du projet (bien qu'il ait été constamment invité aux présentations) et qu'il ne représentait pas l'opinion du Collège puisque l'assemblée s'était exprimée contre l'opposition au projet du Centre civique.⁸⁸³

En ce qui concerne les critiques d'Ortiz sur l'absence de l'approche régionale du projet, la défense de Jenkins s'est concentrée sur l'accent mis sur la valeur locale du projet, en disant :

⁸⁸¹ ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978, fs. 251-253.

⁸⁸² ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978, f. 261.

⁸⁸³ ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978, fs. 257-258, 261.

« Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un plan d'aménagement de la région métropolitaine, c'est un plan de rénovation de la zone centrale de San José, qui vise à rendre cette ville habitable, une ville rappelable et qui ne s'étouffe pas... Avec un anneau de rénovation, on pourra réduire les parkings, ce qui manque beaucoup, ainsi que les terminaux de bus, c'est-à-dire les zones de transfert. Il faut convaincre qu'à l'avenir, dans l'état actuel des choses, les gens ne pourront pas entrer dans le centre de San José, mais que c'est par le transport collectif, quoi qu'on fasse. Ici, comme dans la plupart des villes du monde, le passage au centre sera limité pour des véhicules individuels. »⁸⁸⁴

À cet égard, Jenkins a défendu le sens de la « centralité » du projet, qui correspondait à l'approche métropolitaine qui guide le travail d'urbanisme de l'Institut jusqu'aux années 1970, de sorte que, selon Ortíz, ses limites au développement régional étaient confirmées. Cependant, c'est la position de Leonardo Silva, ancien collaborateur du projet, qui a fait valoir ce qui suit :

« Quand on dit Centre civique et Anneau de rénovation urbaine, deux choses se mélangent pour faire quelque chose dans la rénovation urbaine, mais il croit que le plan de rénovation devrait être quelque chose de complet, et ce Centre civique devrait obéir à un plan général de rénovation ... la capitale du pays, ... C'est un noyau de forte concentration économique et humaine avec une capacité significative à générer sa propre croissance. Ces caractéristiques révèlent les problèmes actuels et futurs auxquels cette métropole devra faire face... Il faut donc entamer la déconcentration de San José, en prenant comme soutien les centres régionaux situés à sa périphérie : Cartago, Alajuela, Heredia; en outre, Santa Ana et autres... Ainsi, les solutions qui se limitent aux cantons métropolitains de San José sont des efforts perdus et erronés. »⁸⁸⁵

⁸⁸⁴ « En primer lugar, no se trata de un plan regulador del Área Metropolitana, es un plan de renovación del área central de San José, que pretende hacer esta ciudad vivible, una ciudad recordable y que no se asfixie a sí misma... Con un anillo de renovación, se podrá reducir estacionamientos, que mucha falta están haciendo, así como terminales de buses o sea áreas de transferencia. Hay que convencerse que en el futuro, a como van las cosas, la gente no podrá entrar al centro de San José, sino es con transporte colectivo, hágase lo que se haga. Aquí, como en la mayoría de las ciudades del mundo, será restringido el paso por el centro en vehículos individuales.» ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978, f. 271. Traduction libre.

⁸⁸⁵ « ... cuando se dice Centro Cívico y Anillo de Renovación Urbana, se están mezclando dos cosas para hacer algo en renovación urbana, pero él cree que el plan de renovación debe ser algo completo, y ese Centro Cívico debería obedecer a un plan general de renovación... la capital del país,... Es un núcleo de fuerte concentración económica y humana con una significativa capacidad para generar su propio crecimiento. Estas características revelan los problemas actuales y futuros, a los que tendrá que enfrentarse esta metrópoli... Por tanto, es necesario iniciar la desconcentración de San José, tomando como apoyo los centros regionales situados en su periferia: Cartago, Alajuela, Heredia; además, Santa Ana y otros... Así, las soluciones que se circunscriben a cantones metropolitanos de San José son esfuerzos perdidos y erróneos. » ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978, fs. 278-280. Traduction libre.

La position de Silva résumait le changement de paradigme qui s'était produit à l'INVU dans les années précédentes et qui a également contribué à faire la gestation de Jenkins pendant la crise subie par la Direction de l'urbanisme en 1972. Le projet du Centre civique, bien qu'il s'agisse d'un projet de marque INVU et qu'il ait fait partie de l'expérience historique de l'Institut, ne répondait plus au type de planification promue par la Direction et l'OPAM à l'époque. En outre, la critique a été renforcée par la reconnaissance de la perte de pouvoirs que l'INVU avait exploitée ces dernières années, de sorte que défendre l'approche régionale, était aussi de légitimer le rôle de l'Institut auprès d'autres institutions concurrentes, telles que l'OFIPLAN ou l'IFAM. En outre, son parcours en tant qu'ancien élève du CINVA, où le principe de la planification intégrale a joué un rôle déterminant dans le développement de ses cours, séminaires et événements internationaux lors de son passage au centre de recherche de l'OEA, a influencé cette position.

Pourtant, la remarque de Silva n'a pas été partagée par le gérant Sequeira. Bien qu'il ait estimé que la planification intégrale était préférable pour toute ville, au Costa Rica ou en Amérique centrale,

« rien n'a à voir avec le Centre civique gouvernemental, car... seulement un peut être dans le pays et c'est tout, et quoi qu'il en soit, il devra être dans la capitale ... Qu'il y ait un déséquilibre au Costa Rica, c'est bien connu, même par ceux qui ne sont pas planificateurs, mais cela ne se corrige pas en mettant ici ou là un centre civique. »⁸⁸⁶

La controverse suscitée par l'implication d'Hernán Ortiz a révélé des fractures dans l'approche de la planification intégrale de l'INVU. Le problème, qui a motivé les réflexions de Jenkins ou de Sequeira, était que la capitale présentait un degré énorme de détérioration, même si l'investissement dans le logement et le développement urbain était concentré dans le canton central. Cette détérioration, en concurrence avec celle des villes intermédiaires ou des villages des provinces qui, à long terme, avaient également été privés d'investissements économiques, de logement et de développement urbain. Ils étaient les deux faces d'une même médaille : les deux négligées.

⁸⁸⁶ «... nada tiene que ver con el Centro Cívico Gubernamental, porque... solamente uno puede haber en el país y punto, y por mucho que se adverse, eso tendrá que estar en la ciudad capital... Que haya desequilibrio en Costa Rica, eso es de sobra conocido, aún por quienes no son planificadores, pero eso no se corrige poniendo por aquí o allá (sic) un centro cívico. » ANCR, Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2927, 14 de marzo de 1978, f. 290-291. Traduction libre.

Le projet du Centre civique a perdu de son élan à partir de cette année-là, ironiquement sous le gouvernement de celui qui était le gérant de l'INVU : Rodrigo Carazo.⁸⁸⁷ Bien que les informations disponibles prouvent que le gouvernement Carazo a encouragé la planification régionale⁸⁸⁸ et dans son gouvernement aussi, la construction d'un nouveau bâtiment pour la Maison présidentielle a été poursuivie, précisément au Centre civique, et ce sont des efforts indépendants qui n'ont pas entièrement répondu à la réponse initiale de l'INVU. Cependant, Cuesta de Moras a continué d'être reconnu, encore aujourd'hui, comme le Centre civique de San José. Après la crise de 1980, des travaux se sont poursuivis dans ce quartier de la capitale. Le Centre national de la culture a été construit, qui, en 1993, est devenu le siège du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports de l'époque et a déménagé l'État civil dans un bâtiment adjacent à la Cour électorale suprême.⁸⁸⁹ Le nouveau bâtiment de l'Assemblée législative a récemment été inauguré.⁸⁹⁰

D'autres œuvres comme le Musée des enfants, ont été basées sur l'Anneau de rénovation urbaine⁸⁹¹, ainsi que le premier kilomètre du projet de Rutas Naturbanas⁸⁹², qui tente de récupérer le parc linéaire de la rivière Torres. Enfin et surtout, l'initiative « Ciudad Gobierno » s'est basée sur le plan de la zone 3 de l'Anneau de rénovation urbaine qui vise à localiser, au sud de la capitale, un centre civique ministériel, relié au Centre civique historique par l'axe du Paseo de los Estudiantes (rue 9) et le train interurbain qu'au moment de la rédaction de ce chapitre, est au centre du débat politique.⁸⁹³ Le Centre civique national reflète la généalogie de la planification intégrale en tant que concept, instrument et aspiration au sein du Département d'urbanisme de l'INVU. Cependant, des questions restent à répondre : quelles ont été les causes structurelles qui ont entravé les travaux de planification? Quels facteurs ont influencé son

⁸⁸⁷ ANCR, Presidencia, signatura 388, PE-4227, 15 de enero de 1980, « Carta de Juan Francisco Montealegre Martín a Rodrigo Carazo », s.n.f.

⁸⁸⁸ ANCR, Presidencia, signatura 419, 5 de junio de 1980, « Carta de Rodrigo Carazo a Wilburg Jiménez », s.n.f.; ANCR, Presidencia, signatura 419, 25 de junio de 1980, « Evaluación de actividades efectuadas por OFIPLAN en lo referente al proyecto de Desarrollo Urbano », s.n.f.

⁸⁸⁹ Sanou, *Guía de Arquitectura...*, pp. 197-200.

⁸⁹⁰ Malka Mekler. « Conozca el proceso de construcción del nuevo edificio de la Asamblea Legislativa, Costa Rica. » *Revista Construir*, 13 de noviembre del 2020. Consulté le 15 juin 2021. URL: <https://revistaconstruir.com/conozca-el-proceso-de-construccion-del-nuevo-edificio-de-la-asamblea-legislativa-costa-rica/>

⁸⁹¹ Sanou, *Guía de Arquitectura...*, pp. 212-213.

⁸⁹² « Rutas Naturbanas. » Consulté le 15 juin 2021. URL: <https://rutasnaturbanas.org/lapropuesta>

⁸⁹³ « Ciudad Gobierno ahorrará \$387,8 millones al Estado. » Consulté le 15 juin 2021. URL: <https://www.presidencia.go.cr/comunicados/2021/05/ciudad-gobierno-ahorrara-3578-millones-al-estado/>

manque de financement ? Quelles ont été les implications sociales de ces limites ? Le chapitre suivant s'efforcera de répondre à ces questions par la problématique de la fonction sociale de la propriété.

5. Conclusion du chapitre.

En 1956, Ernest Weissmann a lancé un appel à orienter la planification à l'échelle régionale et à servir de lien entre les problématiques nationales et locales. En 1957, les délégués à la Réunion de logement convoquée à San José ont manifesté leur intérêt à appliquer une approche multi-échelle et multidisciplinaire, soutenue par l'État, l'initiative privée et les programmes d'assistance technique internationale. Cependant, les problèmes de coordination qui se sont posés à l'intérieur du Sous-comité du logement et les crises politiques et économiques qui ont affecté l'isthme centraméricain à partir de la fin des années 1950 ont entravé au niveau général la réalisation de cette aspiration et de cet objectif.

Le principe de la planification intégrale a d'abord été introduit par Anatole Solow. Les résultats présentés dans son rapport sont le résultat de multiples collaborations impliquant des fonctionnaires d'institutions telles que l'Office de la circulation, l'Institut géographique national, le Département de logement, entre autres, aspect fondamental car il a confirmé le croisement des connaissances de Solow avec celles des fonctionnaires costaricains. En résumé, le rapport Solow n'était pas le résultat d'un travail en solitaire, mais nécessitait de l'aide des acteurs costaricains pour se matérialiser. Par sa publication, en anglais comme en espagnol, le rapport a été distribué aux pays membres de l'OEA, ce qui l'a inséré dans l'échelle régionale de la circulation des savoirs.

L'insertion de la municipalité de San José dans ce courant a permis à César Garcés de poursuivre les travaux de Solow, mettant en pratique plusieurs de ses recommandations à travers le Plan Garcés qui a également été connu lors du Deuxième séminaire régional des affaires sociales qui s'est tenu en novembre 1950 au Salvador et dans lequel il a été présenté comme un « modèle » pour l'isthme d'Amérique centrale. Il a également été possible d'envoyer un boursier avec le soutien de l'ONU. Cette expérience, plus celle que constituait le Département du logement de la CCSS grâce à sa participation à la Commission *ad hoc* de 1953, a rapproché les experts costaricains de

nouvelles sources et méthodologies d'urbanisme qui ont été explorées aux chapitres 5 et 6. Cette expérience accumulée a abouti à l'adoption de la loi organique de l'INVU de 1954, qui est également le fruit des croisements constitués au cours de ces cinq premières années.

Entre 1949 et 1954, le conseil municipal de San José a encouragé l'appropriation d'instruments de planification tels que les plans d'aménagement, les règlements d'urbanisation et de fractionnement, les plans de voies, entre autres, résultant du travail conjoint de Garcés avec le personnel d'ingénierie de la municipalité de San José. Cependant, les premiers obstacles sont venus avec l'application de ces instruments, qui ont forcé la société à les défendre contre l'opinion défavorable des citoyens ayant un pouvoir d'achat qui possédaient des biens sur l'Avenida Central. Par ailleurs, certains membres du Conseil se sont opposés aux projets du Plan Garcés, car les taxes devaient être utilisées pour résoudre d'autres problèmes tels que l'eau, l'entretien des routes et le logement. L'opposition citoyenne et les recommandations de l'urbaniste Maurice Rotival ont introduit un changement fondamental dans le plan de voies, avec le déplacement du plan d'élargissement de l'Avenida Central vers l'Avenida Segunda. Le problème de fond, ce sont les intérêts commerciaux de ceux qui possédaient des propriétés sur l'Avenida Central, car le plan de voies impliquait l'application d'un régime de propriété privée différent auquel ils n'étaient pas préparés.

Avec la fondation de l'INVU, le principe de la planification intégrale existait en théorie, mais pas dans la pratique. Comme cela a été démontré, l'approche appliquée par l'INVU au cours de ses premiers mois de vie a été éminemment orienté sur le logement, conséquence à la fois de la trajectoire historique de ce problème social au Costa Rica et de l'expérience de la CCSS. L'insertion de la planification urbaine s'est produite, selon les données disponibles, par le croisement de divers acteurs et savoirs, par exemple, Eduardo Jenkins, Gastón Bartorelli, Antonio Cruz Kayanan, et autres. L'INVU s'est donc approprié des instruments tels que les plans d'aménagement, pour introduire la fonction sociale de la propriété, de coordination qui ont été testés à Limón comme les conseils locaux de planification et Bartorelli, grâce à sa connaissance du réseau d'entrelacements.

L'approche métropolitaine guide les travaux du Département de l'urbanisme entre 1955 et 1962. Cette approche, introduite par Solow en 1948, a été appropriée et adaptée par l'INVU par l'intermédiaire de l'OPAM, l'une des sections du Département. En ce sens, la planification intégrale a été interprétée comme l'intervention de la ville et

de son environnement, c'est-à-dire les cantons environnants de la capitale, qui formaient l'Aire métropolitaine ou le Grand San José. Cependant, entre 1955 et 1969, cette zone n'avait pas de limite bien définie, ce qui rend difficiles les contrôles d'expansion. Il n'a pas non plus conçu le travail de planification au niveau régional, de sorte que les inégalités territoriales entre les provinces et même au sein des mêmes cantons de l'Aire métropolitaine ont continué de se creuser.

L'approche métropolitaine a été conçue comme un effort de plusieurs institutions, où l'INVU a agi en tant qu'organisme de coordination et de régulation, les municipalités en tant qu'organes locaux d'exécution et les ministères tels que ceux des Travaux publics et de la Santé publique agissant comme soutien. Par ailleurs, l'assistance technique internationale s'est approfondie au cours de la période : les accords d'assistance technique ont été signés avec le Point IV et le CINVA et les premiers experts en mission technique sont arrivés. La participation aux événements du réseau d'entrelacements a été renforcée et des fonctionnaires ont été envoyés pour suivre une formation dans des centres tels que le CINVA, grâce aux bourses accordées par l'ONU, l'OEA et le Point IV. La maturité rapide du Département d'urbanisme a été largement rendue possible par le niveau de coordination entre les acteurs nationaux et internationaux, qui ont facilité la circulation et le renouvellement des connaissances de l'urbanisme.

Cela a eu un reflet important dans le projet du Centre civique national et du Centre bancaire. Les deux projets ont été conçus selon les modèles de la rénovation urbaine et des centres civiques, qui avaient pour sources l'OEA, les CIAM et le mouvement *City Beautiful*. Si des acteurs tels que Solow et Garcés ont nourri les projets à travers le prisme de la rénovation urbaine, ce sont les acteurs nationaux qui ont intégré les principes du CIAM. Le projet a été principalement réalisé par les urbanistes et les architectes nationaux, bien que la collaboration étroite de Solow sur le projet ait pu être identifiée, ce qui a été rendu possible par les missions d'assistance technique qu'il a menées au Costa Rica en 1956.

Le Centre civique a été l'un des premiers essais d'urbanisme basés sur le zonage. Cet outil, qui impliquait un contrôle administratif sur le sol urbain, a été contrecarré par l'action autonome des institutions, de la Banque centrale et de l'INVU, car le suivi des schémas émanant du Département de l'urbanisme a interféré avec les intérêts de la Banque centrale. Cela a mis en évidence de première main l'absence de mécanismes juridiques qui donneraient à l'INVU un plus grand pouvoir de contrôle et de respect de

sa réglementation et de ses projets, ce qui a pu être compensé par le soutien direct du gouvernement.

Le zonage a apporté des conséquences irréversibles à la capitale, avec le déplacement de son « cœur », l'Assemblée législative, à Cuesta de Moras, où le Centre civique national serait construit. Cette opération s'est faite, pratiquement, sans aucune protestation de la population ou de l'opinion publique et a légitimé le travail de planification de l'INVU et le projet lui-même. Il n'a pas fait objet d'aucune consultation publique. La diffusion était presque nulle. On pourrait soutenir que le projet était presque autoritaire. Cependant, les mécanismes de participation populaire, bien que connus, n'ont pas été suffisamment promus, face à la méfiance qui était à l'égard de ces méthodologies, comme en témoigne le peu de recommandations liées à ce thème dans le réseau d'entrelacements.

Certes, dans les années 1960, le paysage variait. Face au retrait du réseau d'entrelacements, le projet du Centre civique s'est spécialisé et est devenu éminemment national. Pourtant, le centre du débat a continué de se concentrer sur les implications du zonage et du déplacement de certaines dépendances gouvernementales, comme le Musée national ou la Bibliothèque nationale. Bien que ce dernier ait été définitivement déplacé, le premier a non seulement conservé sa place d'origine, mais aussi son bâtiment historique. Cet aspect est fondamental, car il a obligé les proposants à tolérer un édifice ancien au sein d'un centre civique qui cherchait avant tout à être un symbole de développement économique et politique. Cependant, face aux intentions de localiser le Centre civique en dehors de la capitale, des facteurs historiques et juridiques ont été utilisés pour l'enraciner sur son site de Cuesta de Moras.

Les changements intervenus au Département de l'urbanisme au début des années 1970, la lutte contre sa crise et l'adoption, enfin, de l'approche régionale de l'urbanisme, ont guidé le débat du Centre civique vers son incapacité à dialoguer avec les besoins de la nouvelle région métropolitaine. Le soi-disant Anneau de rénovation urbaine, est resté enraciné dans la tradition de l'approche métropolitaine en dépit de ses efforts pour intégrer la périphérie immédiate de San José. Cependant, l'opposition au projet a révélé les limites de l'urbanisme costaricain, car ni la capitale ni les autres régions du pays n'avaient pu être correctement intervenues. Le facteur qui a eu un impact sur l'adoption biaisée de la planification intégrale n'avait pas grand-chose à voir avec l'esthétique d'un projet, ou son ampleur. Il résidait dans un élément insaisissable, presque invisible, qui a

été mentionné plusieurs fois en passant, mais dont peu voulaient discuter : la fonction sociale de la propriété, problème qui sera analysé dans le prochain et dernier chapitre de ce travail.

VIII. L'(IM)POSSIBLE REGIME DE PROVIDENCE DE LA PLANIFICATION URBAINE COSTARICAINE.

Le 26 février 1958, l'urbaniste César Garcés retourna au Costa Rica aux côtés de René Eyheralde Frías pour donner une formation à l'INVU sur l'utilisation de la machine CINVA-RAM (Image VIII.1). A cette occasion, un journaliste de *La República* a interviewé Garcés pour obtenir ses impressions sur la ville de San José, le travail de l'INVU et ce qui était arrivé à son célèbre plan d'aménagement pour la capitale. Face à ces questions, l'urbaniste a répondu :

« Je crois que le projet pour le futur développement de San José préparé par moi-même et connu sous le nom de Plan Garcés s'est détourné de l'opinion publique vers l'objectif exclusif de l'élargissement des rues, alors que le plan complet est pour la meilleure utilisation du sol dans la ville... Hier, on m'a informé que les terrains proches de la Cuesta de Moras qui valaient auparavant ₡80,00 la verge (*vara*) carrée, maintenant avec l'arrangement qui a été fait dans ce secteur de l'avenue, ont été évalués à ₡500.00 la verge carrée. »⁸⁹⁴

Dans le chapitre précédent, le problème de la fonction sociale de la propriété auquel plusieurs acteurs, comme Eduardo Jenkins, ont accordé une importance capitale au succès des plans d'aménagement a été mentionné de façon superficielle. Plusieurs auteurs, comme Enrique Jiménez Acuña ou Carlos Izquierdo, ont abordé sous différents angles les effets sociaux d'une mauvaise intervention de l'État costaricain dans la propriété privée, qui ont affecté non seulement les prix des transactions immobilières dans le centre de San José, mais aussi les fractionnements indus qui ont contribué à élargir le phénomène du bidonville.

⁸⁹⁴ « Creo que el proyecto para el futuro desarrollo de San José preparado por mí y que se conoce como Plan Garcés se ha desviado de la opinión pública hacia el objetivo exclusivo de la ampliación de las calles, cuando el plan completo es para el mejor uso de la tierra en la ciudad... Ayer me informaron que terrenos cercanos a la Cuesta de Moras que antes valían a ₡80.00 la vara cuadrada, ahora con el arreglo que se hizo en ese sector de la avenida, se ha valorado en ₡500.00 la vara cuadrada. » Teodoro Martén. "San José está perdiendo la luz natural." *La República*, 26 de febrero de 1958, p. 16. Je souligne. Traduction libre.

Image VIII.1. Costa Rica. Eduardo Jenkins et César Garcés. 1958.



Source : *La República*, 26 février 1958.

Au chapitre 5, les délégués présents aux réunions techniques de 1956 et 1958 ont recommandé des instruments de financement relatifs à la prise de la plus-value et au régime de propriété, qui ont été réitérés lors de la Réunion de logement de 1957. Cependant, et pour le cas centraméricain, les réunions du Sous-comité du logement n'ont pas donné suite à ces recommandations. Faisant partie des connaissances qui ont circulé dans le réseau d'entrelacements et ayant été présents à de nombreux débats dans les procès-verbaux de l'INVU, elles ont été analysées dans trois cas : le problème des réserves de terrains, le financement des travaux de développement urbain et, surtout, la dotation des facilités dites communales.

Le présent chapitre poursuivra l'analyse entamée au chapitre précédent, en se concentrant spécifiquement sur la *fonction sociale de la propriété*. Pour analyser cette problématique, le contenu a été organisé comme suit : au début, le premier contact des institutions costaricaines avec les implications de la fonction sociale de la propriété sera abordé, en s'approchant les raisons de l'absence de ce droit et de ce devoir dans la Constitution politique, pour poursuivre ensuite avec la résistance sociale au Plan Garcés. La deuxième partie examinera comment l'INVU a cherché à introduire la fonction sociale

de la propriété par le biais de la réglementation costaricaine, en recourant aux cas des réserves de terrains et de la capture de la plus-value. Ce processus est étroitement lié aux raisons qui ont motivé l'INVU à recourir aux crédits internationaux, ce qui sera brièvement abordé dans le cas du premier prêt auprès de la BID. La troisième section poursuivra l'analyse de la fonction sociale de la propriété, mais axée sur la réglementation des facilités communales et des réserves de droit pour l'élargissement des voies publiques.

1. La planification urbaine et les intérêts privés.

Au début des années 1940, Rodrigo Facio Brenes a abordé dans son célèbre ouvrage « *Estudio sobre economía costarricense* » l'impact social et économique du régime de propriété privée rurale existant au Costa Rica. En 1947, il a reconnu les vertus de la réforme constitutionnelle de 1943 en donnant au Congrès le pouvoir d'intervenir, par la loi, le régime de la propriété. Eduardo Ortiz a souligné que cette réforme, introduite par le gouvernement de Rafael Ángel Calderón Guardia, répondait à l'intérêt de ce dirigeant pour les problèmes sociaux et économiques du pays et à des raisons historiques, en l'occurrence la présence du latifundio⁸⁹⁵ et la monoculture dans des régions comme les Caraïbes, Guanacaste et la vallée centrale.⁸⁹⁶ Cependant, Ortiz et José Manuel Núñez ont convenu que cette réforme était conservatrice car la fonction sociale de la propriété a été établie dans la Constitution de 1871 comme exception et non comme règle.⁸⁹⁷

⁸⁹⁵ Marc Edelman. *La lógica del latifundio: la grandes propiedades del noroeste de Costa Rica desde fines del siglo XIX*. Trad. Jeanina Umaña Aguilar. 1^a ed. digital (San José, Costa Rica: EUCR, 2019).

⁸⁹⁶ Eduardo Ortiz Ortiz. « Propiedad, empresa e intervención pública en Costa Rica. » *Revista de Ciencias Jurídicas*, N° 35 (1974), pp. 160.

⁸⁹⁷ Ortiz, « Propiedad, empresa e intervención... », p. 202. Le concept de « fonction sociale » vient d'une doctrine juridique dont les bases remontent à Leon Duguit pour qui la propriété n'était pas un droit, mais une fonction sociale. Sa position partait du principe que l'homme isolé et indépendant était une « fiction » car elle allait à l'encontre de sa nature. José Manuel Núñez González. « Las posiciones de Rodrigo Facio respecto a la función social de la propiedad. » *Revista Parlamentaria*, Vol. 8, N° 2 (Agosto 2000): pp. 616-619; Robert Castel, « La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause », *Esprit*, 2008/8-9 (Août/septembre), pp. 171-190. Consultado el 3 de junio del 2021. DOI : 10.3917/espri.0808.0171. URL : <https://www.cairn.info/revue-esprit-2008-8-page-171.htm>; Eduardo Cordero Quinzacara. « De la propiedad a las propiedades. La evolución de la concepción liberal de la propiedad. » *Revista de Derecho de la Pontificia Universidad Católica de Valparaíso*, XXXI (2° Semestre 2008): pp. 493-525; Daniel Bonilla. « Liberalism and Property in Colombia: Property as Right and Property as a Social Function. » *Fordham Law Review*, Vol. 80, N° 3 (2011): pp. 1135-1170.

Lors de l'Assemblée nationale constituante de 1949, les articles 103 et 109 du projet de constitution rédigé par le Conseil fondateur de la Seconde République qui concernaient ce principe et les prérogatives de l'État pour orienter le développement économique ont été contestés. Ces propositions ont échoué, malgré les efforts de Rodrigo Facio pour les préserver.⁸⁹⁸ Il convient de souligner que l'actuel article 50 de la Constitution a rencontré une certaine résistance de la relève de députés tels que Juan Trejos Quirós, qui y a vu une ingérence de l'État dans l'initiative privée.⁸⁹⁹

À la suite de ces débats, le régime de propriété hérité de la Constitution de 1871, qui, selon Ortiz, était caractéristique d'un État de droit libéral classique, a été maintenu dans la Constitution de 1949. Sur cette base, l'État ne peut intervenir que par l'intermédiaire du Congrès, par une loi qui fixe clairement les limites et les objectifs de l'intervention ainsi qu'une juste reconnaissance pour le propriétaire concerné. Selon Ortiz, cela explique pourquoi la planification impérative est impossible dans le régime constitutionnel actuel, bien que des lois telles que la loi de Planification urbaine aient pu le faire dans une certaine mesure en vertu des principes constitutionnels régissant l'action municipale.⁹⁰⁰

Il est important de noter que la pensée de Facio ainsi que les débats de l'Assemblée nationale constituante partagent une ligne idéologique similaire à celle observée lors des congrès panaméricains d'architecture et le zèle de ses délégués à réglementer l'initiative privée. Certes, la problématique de la fonction sociale de la propriété est liée au plan d'aménagement et surtout à l'une de ses composantes : le règlement de fractionnement et d'urbanisation. Le chapitre 7, à travers l'analyse du Centre civique national, a montré que l'autonomie institutionnelle ou la sensibilité au patrimoine bâti étaient en quelque sorte des obstacles aux ordonnances de zonage qui sous-tendaient le projet. A priori, ils témoignent d'un espace de croisement des techniciens, nationaux et internationaux, des pouvoirs suprêmes et des institutions qui s'approprient, modifient ou rejettent les connaissances. Mais comment cette problématique a-t-elle été abordée lors des missions techniques de Solow et Garcés ? Nous le verrons ci-dessous.

⁸⁹⁸ Núñez, « Las posiciones de Rodrigo Facio », p. 637.

⁸⁹⁹ Ortiz, « Propiedad, empresa e intervención... », p. 166.

⁹⁰⁰ Ortiz, « Propiedad, empresa e intervención... », pp. 165, 186-187, 201-202; Oriester Abarca Hernández. « El Estado como necesidad racional y el derecho de propiedad en la teoría de Kant. » *Revista Inter Sedes*, Vol. 2 (N° 2-3, 2001): pp. 13-30.

2. Les *Josefinos* contre le Plan Garcés.

La préoccupation pour la fonction sociale de la propriété depuis l'approche urbaine a été mise en garde par Solow en 1948, où il a catégoriquement indiqué que,

« Du point de vue social, on peut se demander si la communauté devrait payer le prix d'un futur terrain résidentiel pour un morceau de propriété agricole existante qu'elle entend préserver en tant qu'espace ouvert productif dans l'interaction du public. On peut également se demander si les propriétaires d'une propriété adjacente à une nouvelle route construite par le gouvernement ont le droit de tirer un avantage financier personnel d'une amélioration publique payée par l'ensemble de la collectivité. Grande-Bretagne... a donc adopté une législation (Town and Country Planning Act de 1947 et lois connexes) qui gèle les paiements aux propriétaires privés en fonction des utilisations existantes et non des utilisations futures possibles. »⁹⁰¹

Dans ce cas particulier, Solow s'est inquiété de l'impossibilité pour les administrations locales ou centrales de capter la plus-value de la propriété privée qui était souvent générée par les mêmes travaux d'infrastructure de l'État. Cette position a de nouveau été mise en évidence dans son rapport pour la Commission *ad hoc* de 1953 dans lequel il s'opposait au financement par impôts indirects de la construction de logements sociaux.⁹⁰² Toutefois, comme on l'avait déjà indiqué, le rapport Solow n'a pas fait l'objet de résistances ou d'objections. Le contraire s'est produit avec le Plan Garcés.

Bien que l'impact social et politique de ce plan dans la capitale ne soit pas analysé en détail, certains éléments seront précisés sur la manière dont le Plan Garcés a été reçu et résisté au sein du Conseil municipal, car il a un lien intime avec les problèmes auxquels l'INVU devra faire face dans les années à venir. Au cours de la session au cours de laquelle le Plan Garcés a été accepté, plusieurs doutes ont fait surface quant à l'affectation des propriétaires de l'Avenida Central, pour la plupart des commerçants, et au financement des travaux d'urbanisme, qui ont été exprimés par le régent José Carballo :

⁹⁰¹ « From the social point of view, it is questionable whether the community should pay the price of future residential land for a piece of existing agricultural property which it intends to preserve as productive open space in the interact of the public. It is also questionable whether the owners of property adjacent to a new highway built by the government, are entitled to reap a personal financial benefit from a public improvement paid for by the entire community. Great Britain... has consequently passed legislation (Town and Country Planning Act of 1947 and related laws) which freezes payments to private owners according to the existing and not the possible future uses » Solow, *A planning program*, p. 43. Traduction libre.

⁹⁰² Solow, *El problema de la vivienda económica*, pp. 67-68.

« Je continue à considérer, et c'est peut-être un peu illusoire, que si nous, nous nous proposons de bien consolider ces projets, nous lui faisons énormément de bien à la ville de San José. Il est certainement indispensable que nous indemnisions les bandes de terrains qui restent au service public... Un élément fondamental de ce plan réside dans le financement de toute expropriation qui devait être faite. En considérant ce projet, nous ne devons pas être impressionnés par la conviction qu'il coûtera des millions de colones ; ce serait une erreur parce que nous n'enlevons pas de face aux propriétés, bien au contraire; nous réduisons un peu le fonds, mais pour donner de meilleures perspectives à votre propriété. »⁹⁰³

Comme indiqué dans son intervention, Carballo s'est inquiété du financement des expropriations des ceintures de terrain nécessaires au plan de voies, ce qui n'était pas surprenant, puisque la valeur des terres avait augmenté sur l'Avenida Central au fil des années, en raison de sa spécialisation commerciale.⁹⁰⁴ Le paiement préalable de la ceinture de terrain démontre déjà les limites de la loi costaricaine, car il n'existait pas de règles obligeant les propriétaires à céder une partie de leurs terrains à la commune sans qu'il soit nécessaire de les indemniser ou de geler leur valeur. Plus le plan était en retard, plus la municipalité risquait d'avoir à investir plus d'argent pour chaque propriété expropriée, comme cela s'est finalement produit.

Au cours du débat, bien qu'il ait été reconnu que la municipalité ne devrait pas indemniser les propriétaires car leurs propriétés seraient valorisées avec les travaux d'urbanisme, des régents comme Mario Quirós ou Fernando Rudin ont proposé des mesures pour que ces travaux ne soient pas facturés aux voisins et que la municipalité affiche une majeure flexibilité aux propriétaires désireux d'utiliser 100% de leurs terres et de les laisser construire des bâtiments faciles à démolir, tandis que le Plan Garcés prenait forme et que les ceintures de terrain nécessaires étaient expropriées.

⁹⁰³ « Yo sigo considerando, y en eso tal vez sea un tanto iluso, que si nosotros, nos proponemos a dejar bien cimentados estos proyectos, le estamos haciendo un enorme beneficio a la Ciudad de San José. Desde luego es imprescindible que tengamos que indemnizar las fajas de terrenos que quedan al servicio público... Parte fundamental de este plan está en la financiación para cualquier expropiación que hubiera que hacer. Al considerar este proyecto no debemos impresionarnos con la creencia de que va a costar millones de colones; eso sería un error porque nosotros no estamos quitándole frente a las propiedades, sino al contrario; le estamos reduciendo un poco el fondo pero para darle mejores perspectivas a su propiedad. » ANCR, Municipal, signatura 11445, Acta N° 64, 26 de enero de 1951, f. 311-321. Traduction libre.

⁹⁰⁴ Quesada, *La modernización...*, p. 85.

À la suite du cas de Lucía López, le régent Rafael Carrillo a de nouveau proposé ces exceptions, qui ont été vivement contestées par le régent Carballo :

« Accepter ce qui est proposé aujourd'hui reviendrait à dénaturer le plan de voies publiques principales que nous venons d'adopter. Quand nous l'avons fait, nous avons dit que nous avions l'ambition que ce soit bientôt une réalité. Je ne crois pas aux effets anti esthétiques portant sur si une propriété reste plus à l'intérieur ou dehors, parce que dans les villes à plus grand potentiel économique que la nôtre, on le voit souvent. Je serais d'accord à ce que la municipalité achète le terrain à la famille Lopez, mais pas à ce qu'elle lui permette de construire dans les conditions que [la famille] propose... »⁹⁰⁵

En effet, le cas des sœurs López a cédé la place à une longue polémique sur la responsabilité de la municipalité d'indemniser ou non celles lésées par le Plan Garcés, faisant valoir qu'elles n'avaient pas été bien informées avant de démolir une partie de leur propriété. L'urbaniste colombien a défendu sa décision de garder le plan secret, face à ces critiques, car il a estimé que celui-ci devait être rendu public après l'approbation de la municipalité. Il ressort de l'argument avancé par Garcés qu'il l'a fait pour éviter l'augmentation de la plus-value immobilière, ce qui aurait un effet négatif sur le financement du plan. Malgré ces considérations, le Conseil municipal a approuvé de faire des exceptions pour le cas des sœurs Lopez et de leur permettre de construire sur la réserve.⁹⁰⁶

D'autres manifestations ont été connues au cours des mois suivants. L'un d'eux était la demande de plusieurs « voisins » de la capitale qui ont demandé au ministre du Gouvernement de mettre son veto à l'accord où le Plan Garcés a été approuvé. Un tel veto n'est jamais arrivé.⁹⁰⁷ Une autre plainte a été celle d'Edilio Bettoni Negrini qui s'est vu refuser un permis de construire sur sa propriété située sur l'Avenida Central et a fait pression sur le Conseil municipal pour qu'il fasse marche arrière sur sa décision. Bien

⁹⁰⁵ « Aceptar lo que ahora se propone sería desnaturalizar el Plan de Vías Públicas Principales que acabamos de aprobar. Cuando tal hicimos, dijimos que teníamos la ambición de que eso fuera en poco tiempo una realidad. Yo no creo en los efectos antiestéticos en cuanto que una propiedad quede más adentro o más afuera, porque en ciudades de mayor potencial económico que la nuestra frecuentemente se ve eso. Yo estaría de acuerdo en que la familia López, se le comprara ya el terreno, pero no en permitir que ellas construyan en las condiciones que lo proponen... » ANCR, Municipal, signatura 11445, Acta N° 65, 30 de enero de 1951, fs. 321-331. Traduction libre.

⁹⁰⁶ ANCR, Municipal, signatura 11445, Acta N° 66, 6 de febrero de 1951, fs. 363-367.

⁹⁰⁷ ANCR, Municipal, signatura 11446, Acta N° 72, 27 de marzo de 1951, fs. 144-145.

que le Conseil ait décidé d'acquérir la propriété, cela a conduit à une série de réclamations qui ont finalement été déposées devant les tribunaux.⁹⁰⁸

Lors du premier appel de Bettoni, le régent Manuel E. Sáenz Lara a fait part de ses préoccupations concernant le plan de voies entre elles, l'impossibilité économique de la municipalité de pouvoir l'appliquer, le mécontentement de nombreux voisins dont les biens se dévaloriseraient, démotivant l'investissement et causant ainsi un grave préjudice à la ville. Toutefois, à ces arguments, il a ajouté ce qui suit :

« Je suis d'avis qu'il est de l'obligation de toute la municipalité de veiller au meilleur investissement des fonds communaux, et en ce sens et dans mon concept, avant d'intervenir les fonds municipaux dans l'élargissement des rues de la ville, il faut donner la préférence, comme cela a déjà été dit ici à d'autres occasions, en appliquant ces fonds pour résoudre des problèmes d'urgence et de nécessité accrues, comme celui d'essayer de faire en sorte qu'il ne manque pas d'eau potable et abondante dans le dernier coin de la ville, problème que cette Société tente de résoudre au mieux, et pour lequel il faudra investir comme messieurs les régisseurs le savent, plusieurs millions de colones; essayer de faire disparaître les fosses noires et les réservoirs septiques, dont la capitale est encore inondée, etc. »⁹⁰⁹

Sáenz avait raison car, comme l'ont démontré Rosa Malavassi et Ana María Botey, l'une des plaintes récurrentes des voisins de San José, en particulier ceux qui vivaient dans les bidonvilles populaires, était le manque d'eau. Cette série de réclamations a augmenté à partir des années 1930. Certains d'entre eux provenaient de plusieurs militants du Parti communiste, dont les écrivaines María Isabel Carvajal connue sous le nom de « Carmen Lyra » et Luisa González, qui ont dénoncé les problèmes d'hygiène affectant les femmes et les enfants en raison de l'absence d'eau potable, de services

⁹⁰⁸ ANCR, Municipal, signatura 11447, Acta N° 87, 19 de julio de 1951, fs. 247-256; ANCR, Municipal, signatura 11447, Acta N° 89, 31 de julio de 1951, fs. 315-316; ANCR, Municipal, signatura 11449, Acta N° 109, 18 de diciembre de 1951, fs. 197-198; ANCR, Municipal, signatura 11449, Acta N° 111, 3 de enero de 1951, f. 284.

⁹⁰⁹ « Soy del parecer de que es obligación de toda la Municipalidad, el velar por la mejor inversión de los fondos comunales, y en ese sentido y en mi concepto, antes de intervenir los fondos municipales en ampliar las calles de la ciudad, debe dársele preferencia, como ya se ha dicho aquí en otras oportunidades, al aplicar esos fondos a resolver problemas de mayor urgencia y necesidad, tales como el de tratar de que no falte ni en el último rincón de la ciudad, agua potable y abundante, problema que está tratando de resolver de la mejor manera esta Corporación, y que para lo cual habrá que invertir como los Sres. Regidores lo saben, varios millones de colones; tratar de que desaparezcan los pozos negros y tanques cépticos, de los cuales todavía está inundada la capital, etc.» ANCR, Municipal, signatura 11447, Acta N° 87, 19 de julio de 1951, fs. 247-256. Traducción libre.

d'égout adéquats ou d'électricité dans les maisons bon marché construites dans la capitale.⁹¹⁰

Ce genre de discours était présent dans la presse. Le projet d'extension de l'Avenida Segunda a été présenté comme le nouveau smoking que portait « San Chepe »⁹¹¹ bien qu'il n'ait pas de chaussures (Image VIII.2) ou qu'il soit considéré comme un ouvrage de luxe ou de gaspillage à côté des bâtiments construits par le gouvernement où l'eau manquait encore et où il n'y avait pas d'argent pour les agriculteurs. (Image VIII.3).

Image VIII.2. « Là-bas à Corralillos »

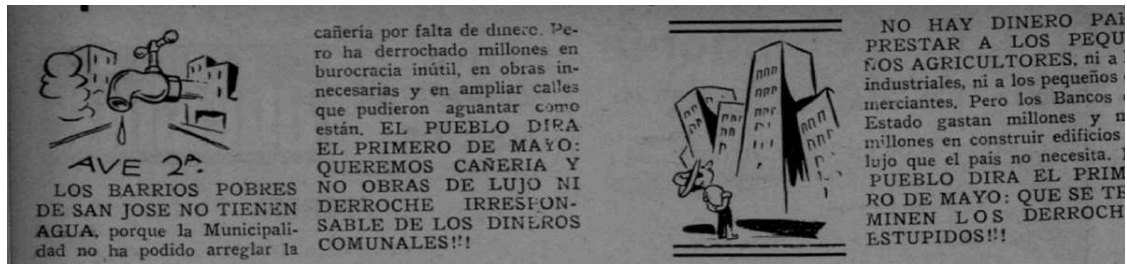


Source : *Diario de Costa Rica*, 29 de julio de 1956, p. 4.

⁹¹⁰ Malavassi Aguilar. “La vivienda de madera de los barrios”, pp. 219, 270; Botey Sobrado. “Los actores sociales...”, pp. 665-667.

⁹¹¹ « Chepe » est une forme populaire utilisée au Costa Rica du nom José.

Image VIII.3. « Le peuple parlera le 1er mai dans les rues de San José. »



Source : *Adelante*, 29 de abril de 1962, p. 16.

Le cas du Plan Garcés, bien qu'il doive être étudié plus en détail à l'avenir, a montré que l'absence d'un cadre juridique régissant la fonction sociale de la propriété posait un scénario compliqué pour l'urbanisme costaricain. L'impossibilité d'obliger, par la loi, les propriétaires à réserver une partie de leurs terrains pour le développement urbain sans avoir à les indemniser, a forcé la municipalité à dépendre des expropriations pour mettre en œuvre le plan. L'un des aspects qui a eu une influence a été la généralité et le conservatisme de la loi sur la Construction, dont les règles tendaient à protéger l'intérêt privé.⁹¹² Ces facteurs ont grandement compliqué la réalisation des objectifs du Plan Garcés.

En outre, il y avait l'absence d'un mécanisme pour contrôler la plus-value. Selon les données disponibles, la municipalité n'a pas osé créer un instrument capable de la saisir et a plutôt eu tendance à la subventionner en faisant valoir que c'était la municipalité, et non les voisins, qui devait financer tout projet de développement urbain. Le secret appliqué par Garcés pour protéger le plan est fruit de son intention de ne pas motiver l'augmentation de la valeur des propriétés qui pourraient éventuellement être expropriés. La dynamique décrite permet de mieux comprendre ses déclarations au journal *La República* en 1958, à propos du fait que son plan visait principalement à contrôler l'utilisation des terres urbaines et non à la simple action d'élargissement des voies de la capitale. Le cas du Plan Garcés montre certains des obstacles au processus de

⁹¹² D'après Ileana Vives, la loi sur la construction a été adoptée par le Conseil fondateur de la Seconde République pour « construire et moderniser le « nouvel État ». Cette loi a également affecté le régime municipal car, avant 1949, toute construction était régie par les ordonnances municipales qui, à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, devaient y être subordonnées. Vives, "La transición del ayer al hoy", p. 390.

circulation des savoirs de l'urbanisme auxquels l'INVU devra faire face dans les années à venir.

3. Réserves de terrains, plus-value et résistance politique

a) « Noyade à 3, 7 ou 11 pieds. »

En 1948, Solow a présenté quelques recommandations pour garantir les réserves de terrain nécessaires pour les futurs projets de logement :

« En ce qui concerne l'acquisition publique de terres, le principe de la condamnation ... a longtemps été reconnu... Dans la pratique, cependant, la base traditionnelle d'établissement de la « juste valeur marchande », en particulier en ce qui concerne les sections commerciales, a entraîné des coûts publics extrêmement élevés... Il conviendrait d'étudier la faisabilité d'acquérir publiquement des zones suffisamment grandes pour être planifiées. À cette fin, l'élargissement des procédures de condamnation est essentiel. Il est nécessaire de faire du réaménagement urbain un objectif public... En particulier dans le cas du secteur d'activité central, il conviendrait d'étudier la possibilité de financer l'acquisition de propriétés privées au moyen d'obligations d'État à long terme. Une fois qu'un terrain suffisant est assemblé, les zones peuvent être réaménagées conformément aux normes modernes... »⁹¹³

Comme il ressort de son analyse pour le cas du Costa Rica, il est clair que sa prévision est de réduire l'impact négatif de la méthode d'expropriation, en particulier dans les zones commerciales. Pour ce faire, en plus de souligner que tout travail de rénovation urbaine devait être déclaré d'intérêt public, il a suggéré l'utilisation d'obligations d'État pour acquérir les propriétés et, lorsqu'elles étaient suffisantes, procéder à la concrétisation des projets urbains ou de logement. La municipalité de San José n'a pas tenu compte de ces recommandations, affectant les objectifs du Plan Garcés.

⁹¹³ « With regard to public acquisition of land, the principle of condemnation ... has long been recognized... In practice, however, the traditional basis for establishing "fair market value", especially with respect to business sections, has resulted in extremely high public costs... It would be appropriate to investigate the feasibility of publicly acquiring areas large enough for replanning. For this purpose the broadening of condemnation procedures is essential. It is necessary to establish urban redevelopment as public purpose... Especially in the case of the central business area, the practicability should be explored of financing the acquisition of private property by means of long-term government bonds. Once sufficient land is assembled, the areas can be redeveloped in accordance with modern standards... ». Solow, *A planning program*, pp. 41-42.

Dans le cas de l'INVU, il a été possible de constater à partir de 1955 une préoccupation croissante du Conseil d'administration pour créer une réserve de terrains dans la zone d'Hatillo et contrôler la plus-value urbaine. Cette année-là, le gérant Carazo a exposé les problèmes rencontrés par le Département du logement de la CCSS en raison de la valeur croissante des terres urbaines. Cette situation a conduit cette institution à créer une réserve de 30 hectares pour réaliser le projet de son « unité de voisinage modèle ».⁹¹⁴ Selon Carazo, l'Institut devrait poursuivre les recommandations de plusieurs experts en assistance technique, tels que Solow, Garcés et Kayanan, qui ont souligné l'importance d'acquérir des terres dans le secteur sud-ouest de San José, dans la zone délimitée par l'Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo et les rivières Tiribí et María Aguilar, suivant ce principe:

« Jusqu'à présent et dans le passé, l'intervention de l'État dans la résolution du problème du logement a été limitée. Ce n'est que ce gouvernement et plus que le gouvernement, un mouvement idéologique au pouvoir,⁹¹⁵ qui est venu soulever la nécessité que ce soit l'État qui, par l'intermédiaire des agences concernées, s'efforce, si non à résoudre, du moins à apporter un grand soulagement aux personnes qui ont besoin d'un logement dans le pays. »⁹¹⁶

Plusieurs membres du Conseil d'administration, dont le ministre du Travail Otto Fallas Monge, le chef du Département des plans et des travaux Óscar Cadet et le chef du Département de l'urbanisme Eduardo Jenkins, ont manifesté leur soutien à une telle motion, qui a également été partagée par le président de la République, *don Pepe Figueres*. Parmi les arguments, on peut trouver le développement futur d'Hatillo, la formation d'une zone industrielle promue depuis le rapport Solow et le Plan Garcés, la nécessité de ne pas exposer l'Institut au renchérissement des propriétés à San José et le

⁹¹⁴ CCSS. *Memoria Anual. Año 1951*. (San José, Costa Rica: CCSS, 1951), p. 186.

⁹¹⁵ En disant « mouvement idéologique », Carazo a évoqué le projet politique du PLN tout en discréditant les progrès du gouvernement de Rafael Ángel Calderón Guardia en la matière: tout d'abord avec l'adoption de l'article 65 du chapitre des Garanties sociales qui lui a confié la responsabilité de l'Etat de promouvoir la construction de logements populaires; deuxièmement, la création du Conseil national du logement et de la Coopérative des « maisons bon marché »; troisièmement, l'introduction de la réforme constitutionnelle de 1943 qui imposait la limite à la propriété privée dont j'ai parlé auparavant et, surtout, la lutte incessante du Parti communiste en dénonçant constamment les problèmes de logement des secteurs populaires. Díaz Arias, *Reforma sin alianza*, p. 12; Díaz Arias, « Social Crises... », pp. 24-88.

⁹¹⁶ « Hasta el momento y en el pasado, la intervención del Estado en la solución del problema de la vivienda ha sido limitada. No ha sido sino este Gobierno y más que el Gobierno, un movimiento ideológico que está en el poder⁹¹⁶, el que ha venido a plantear la necesidad de que sea el Estado el que a través de las agencias correspondientes, se empeña, sino en solucionar, al menos en llevar alivio grande a las personas que necesitan de vivienda en el país. » ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 37, 20 de enero de 1955, fs. 46.

projet possible de la rocade sud qui, selon l'INVU, favorisait la plus-value des terres de l'État. Jenkins a comparé l'Institut comme un homme qui « se noie, peu importe qu'il soit à 3 à 7 ou à 11 pieds sous l'eau », se référant à l'absence d'une réserve de terrain appropriée qui, selon l'urbaniste, devrait être acquise en payant sa « valeur agricole et non la valeur spéculative urbaine ». ⁹¹⁷

Dans le cadre de la projection de la ville satellite d'Hatillo, un règlement favorisant l'INVU à saisir la plus-value croissante des terres dans les zones proches à l'Unité de voisinage N°1 a été proposé avec beaucoup plus de force. ⁹¹⁸ Dans l'état d'esprit de plusieurs membres du Conseil d'administration, le projet de loi servirait de plan d'aménagement qui « gèlerait » la valeur des terres. Selon Jenkins, l'intention de la loi n'était pas de geler les valeurs, mais le « développement » de la terre en accord avec la responsabilité de l'Institut d'intervenir dans ces domaines. ⁹¹⁹

Comme on peut le constater, le point de vue du Conseil d'administration de l'INVU s'est presque clairement aligné sur les recommandations de Solow, Garcés, Kayanan et même Weissmann qui, lors de la Réunion technique de 1956, s'était manifesté par l'adoption de lois territoriales conciliant les intérêts publics et privés et contrôlant ou évitant la spéculation urbaine. Cela a été possible, entre autres facteurs, par le lien étroit qui existait entre ces acteurs internationaux et les Costaricains en raison de leurs rencontres lors des événements qui étaient, à l'époque, plus récurrents.

Le croisement s'est produit entre ces recommandations avec les notions qui existaient déjà sur le rôle social de la propriété, ainsi que le savoir-faire des spécialistes costaricains. Alors que le vice-président du Conseil d'administration Humberto Mauro Brizuela s'est opposé au discours de faire de l'INVU le seul bénéficiaire de la plus-value, Carazo et le père Benjamín Núñez ont insisté sur leurs positions puisque, selon les mots de ce dernier,

« ... l'argument de la plus-value doit être un argument central de la campagne, il ne voit aucune raison pour que cela soit caché... Il sait qu'il existe un secteur de l'opinion publique qui ne sera jamais d'accord avec les solutions au problème du logement chaque fois que celles-ci sapent le régime traditionnel d'utilisation et

⁹¹⁷ ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 37, 20 de enero de 1955, fs. 45-56.

⁹¹⁸ INVU. *Proyecto de Ley para reservas de terrenos en Hatillo. Setiembre 1957.* (San José, Costa Rica: El Instituto, 1957).

⁹¹⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 258, 5 de marzo de 1957, fs. 124-125.

d'abus de propriété. Si l'INVU ne prend pas les mesures qu'il demande, il donnera la plus-value. »⁹²⁰

Dans les jours précédents, Carazo a convoqué les voisins d'Hatillo et des quartiers proches à une réunion à l'école de l'Unité de voisinage N° 1. Parmi eux étaient présents les bénéficiaires potentiels des projets de logement ou ceux dont les terres pourraient être affectées par la nouvelle réglementation. (Image VIII.4)⁹²¹ Parmi les arguments avancés dans les annonces en faveur du projet de réserves de terrains, il y avait la nécessité d'éradiquer les bidonvilles dont les habitants n'avaient pas les services les plus élémentaires, la possibilité d'obtenir des terrains au plus bas prix donnant lieu à des logements plus accessibles pour les futurs bénéficiaires.⁹²²

Dans ces expressions de soutien, le thème de la plus-value a pratiquement disparu, ne restant que dans la conscience des voisins, le bénéfice de leur contrôle : des logements plus accessibles et avec de meilleurs services pour les secteurs populaires. Cependant, lors des manifestations opposées au projet de loi sur les réserves, dont celle du conseil progressiste d'Hatillo, ils ont critiqué l'évaluation de ses biens par l'INVU, le manque de services publics et la décision de l'Institut de payer avec des bons d'État « au prix fantastique de ₡2.00 colones la verge carrée ». Un aspect remarquable a été la critique de l'approche métropolitaine de l'INVU, car sa décision de construire une ville satellite provoquerait, selon les membres du conseil progressiste, la négligence d'autres zones situées à la périphérie où le besoin de logement était égal ou supérieur à celui de la capitale.⁹²³

⁹²⁰ « ... el argumento de la plusvalía debe ser argumento central de la campaña, no ve ninguna razón para que ello se oculte... Sabe que existe un sector de la opinión pública que nunca estará de acuerdo con las soluciones al problema de la vivienda cada vez que éstas socaven el tradicional régimen de uso y abuso de la propiedad. Si el INVU no toma las medidas que está solicitando estará regalando la plusvalía.» ANCR, Actas INVU, signatura 33, Acta N° 325, 29 de octubre de 1957, fs. 247-248.

⁹²¹ « Reunión sobre proyecto del INVU. » *Diario de Costa Rica*, 26 de octubre de 1957, p. 17.

⁹²² « Juntas progresistas comienzan a apoyar el plan para la ciudad "satélite" de Hatillo. » *La prensa libre*, 25 de octubre de 1957, p. 3; « Apoyo al INVU para que constituya una reserva de terrenos en Hatillo. » *La prensa libre*, 26 de octubre de 1957, p. 11; « Apoyo al proyecto del INVU para reserva de tierras en Hatillo. » *La prensa libre*, 30 de octubre de 1957, p. 6; « Se solidariza con proyecto del INVU Junta Progresista del Barrio Claret. » *Diario de Costa Rica*, 27 de octubre de 1957, p. 35.

⁹²³ « Campo pagado. El precio de vara cuadrada que pagará el INVU es risible y si se empeña en calificarlo legal, estaríamos al borde de una crisis económica sin paralelo en la historia. » *La prensa libre*, 30 de octubre de 1957, p. 9.

Image VIII.4. Rendez-vous dans l'école de l'Unité de voisinage N°1 d'Hatillo.

1957.



Source : «Para la reserva de terrenos de Hatillo del INVU no se perjudicarán los pequeños propietarios, por el contrario: se beneficiarán con la urbanización». *La prensa libre*, 26 de octubre de 1957, p. 15.

D'autres voix de dissidence se sont jointes à celles du conseil progressiste. Un éditorial du *Diario de Costa Rica* a sérieusement mis en doute la « constitutionnalité des « zones de réserve » arbitraires de la propriété immobilière » car l'INVU, partie intéressée, avait le pouvoir de donner ou non le feu vert aux permis de la municipalité de San José en ce qui concerne la transformation du sol, en violation du principe de la propriété privée. L'éditorial soulignait que l'INVU devait suivre l'exemple du Conseil fondateur de la Seconde République lorsque ce dernier a créé les réserves de terrains pour le futur aéroport d'El Coco, par le biais de l'expropriation.⁹²⁴ Dans l'opinion publique, l'INVU s'est défendu contre ces accusations en soulignant que si un particulier demandait une autorisation de fractionnement ou d'exécution d'œuvres sur son terrain, si, dans un mois, l'Institut ne se prononçait pas, le propriétaire pouvait poursuivre son projet.⁹²⁵

En effet, la préoccupation des opposants était justifiée puisque le projet de l'INVU était un pas en avant pour introduire le principe de la fonction sociale de la propriété, le contrôle des fractionnements et l'urbanisation par une loi de la République, dont les portées n'avaient été envisagées à l'époque qu'au niveau du règlement municipal avec le Plan Garcés. Il s'est également constitué dans un précédent fondamental en matière de

⁹²⁴ « Inatendibles las invocaciones para la interdicción de la Propiedad Privada. » *Diario de Costa Rica*, 29 de octubre de 1957, p. 4; Jorge Luis Cordero. « Injusticia comete el INVU. » *Diario de Costa Rica*, 31 de octubre de 1957, p. 11. L'aéroport El Coco est actuellement connu sous le nom d'aéroport international Juan Santamaría.

⁹²⁵ « Publicación del INVU. Análisis del proyecto de ley que reserva terrenos en Hatillo. » *Diario de Costa Rica*, 27 de octubre de 1957, pp. 38-39; « Sobre el Proyecto de Ley para Reservas de Terrenos en Hatillo presentado por el INVU. » *Diario de Costa Rica*, 30 de octubre de 1957, p. 19.

zonage, car le changement d'utilisation des sols ne pouvait se faire qu'avec le feu vert de l'Institut. Les informations disponibles indiquent que le projet n'a jamais été approuvé, forçant l'INVU à poursuivre sa politique de « banque foncière » en utilisant les mécanismes d'appel d'offres public ou d'expropriation tels qu'ils étaient prévus par la loi de l'époque et l'exposant clairement à l'augmentation de la valeur des terres urbaines, comme Solow l'avait prévenu des années plus tôt.⁹²⁶

À cet égard, Jiménez Acuña a démontré qu'entre 1965 et 1974, la valeur des terres dans la ville de San José a augmenté de 138%, passant de ₡783 à ₡1082 le mètre carré. Hatillo n'a pas échappé à cette tendance puisque les terrains ont augmenté leur valeur de 330%, passant de ₡66 à ₡218 le mètre carré. Pendant cette période, il était le plus élevé de tous les districts du canton central de San José. L'une des causes de cette augmentation a certainement été les projets de logement et d'urbanisme de l'Institut, qui a cherché à échapper à l'orientation immobilière vers l'Ouest, l'Est et le Nord de la capitale, où les propriétés appartenaient à des entrepreneurs qui, par leur nombre et leurs réseaux sociaux, ont pu contrôler le marché immobilier.⁹²⁷

Il a été possible de constater une circulation de cette expérience au niveau international puisque, dans le cadre de la réunion du logement de 1957, la recommandation XX a pu s'inspirer de la méthodologie de l'INVU pour financer les réserves de terrain, étant donné qu'une législation sur la plus-value rencontrerait de multiples obstacles comme c'était le cas à l'époque au Costa Rica.⁹²⁸ Parallèlement, l'INVU a continué d'augmenter ses réserves de terrains dans l'Aire métropolitaine comme on le voit à l'Image VIII.5, où l'on apprécie la consolidation d'Hatillo, une autre appelée Los Angeles près de San Isidro de Coronado, certaines situées dans la capitale et celles qui sont sur le point d'acquiescer à La Uruca, Pavas, Desamparados et Curridabat. Ceci ne l'a pas empêché de plaider en faveur de cet instrument de financement, aussi bien lors de la réunion du Sous-comité du logement de 1963 que lors de la tournée d'études dans les pays scandinaves en 1964.⁹²⁹

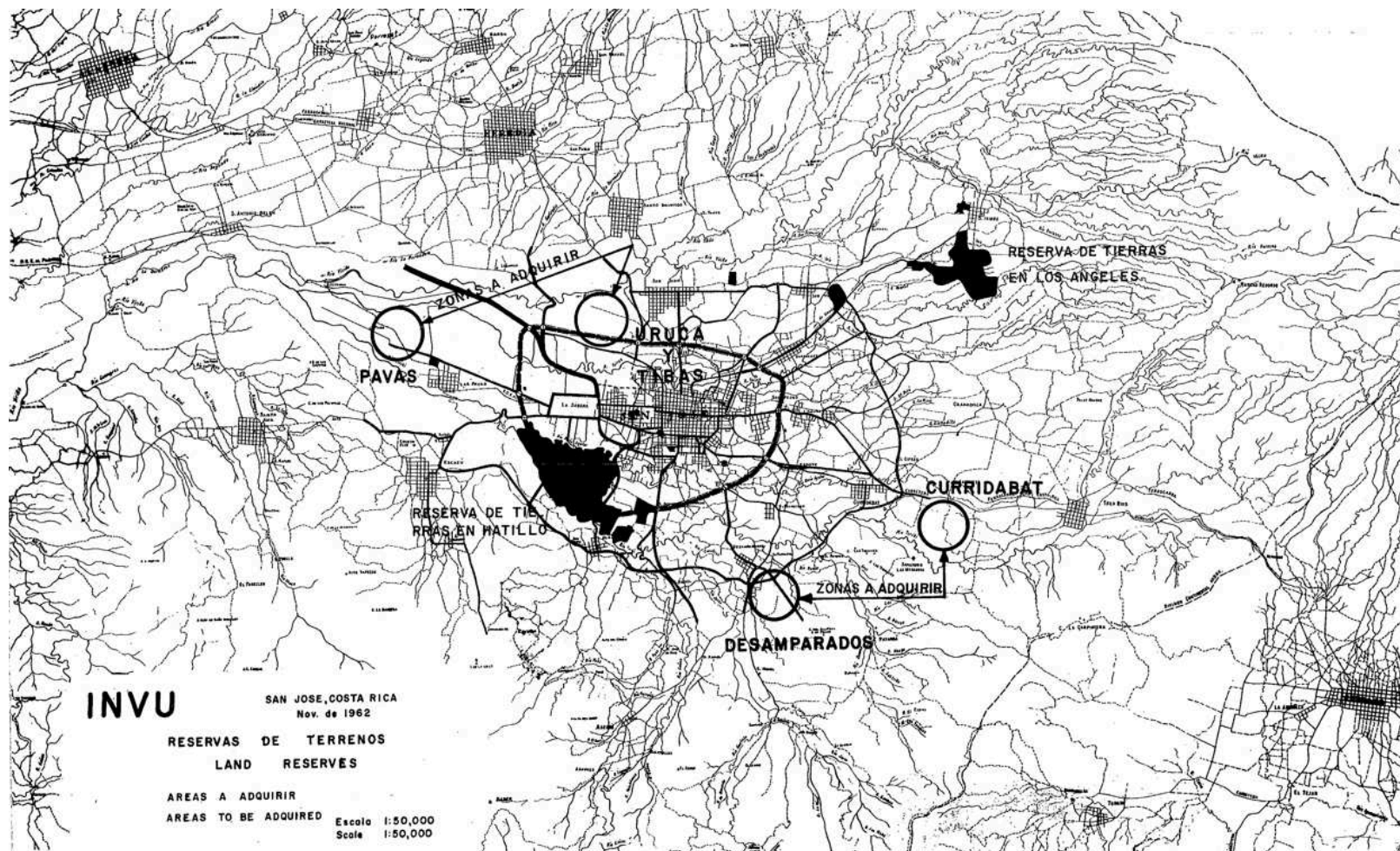
⁹²⁶ INVU. *Memoria 1958*, p. IX.

⁹²⁷ Enrique Jiménez Acuña. « Proceso de urbanización y transacciones inmobiliarias en el cantón central de San José, 1950-1974. » (Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad de Costa Rica, 1980), pp. 86-88, 96.

⁹²⁸ La délégation du Guatemala a présenté un rapport sur le projet de loi concernant la taxation de la plus-value des terrains acquis par l'État et les municipalités. Cependant, il n'a pas été possible de localiser. CEPAL, « Informe de la Reunión sobre problemas... », pp. 42-43, 77.

⁹²⁹ DNCEPALC, E/CN.12/CCE/SC.4/II/S.S.3, 13 de mayo de 1963, INVU. « Estado actual y perspectivas de los programas de construcción de viviendas ». Consulté le 1 juin 2021. URL: <https://goo.gl/F1jJHx>

Image VIII.5. San José. Réserves de terrains de l'INVU. 1962



Source : INVU. « Estado actual y perspectivas », p. 2.

Lors de cet événement auquel a assisté le vice-président du Conseil d'administration, Humberto Pacheco Coto, la politique des réserves de terrains a été promue suivant l'exemple, comme l'indique son rapport, des pays scandinaves et a souligné la responsabilité des organismes nationaux de logement de maintenir cette politique, bien que la préférence soit de passer par les municipalités.⁹³⁰ Pacheco a cependant démontré que les choses ne lui étaient pas si simples :

« Il ajoute que, dans son exposé sur les politiques de réserves de terrains, il a toutefois été vivement attaqué par le délégué de Colombie, qui a souligné l'opportunité de ne pas acquérir de réserves de terrains qui ne seraient pas utilisés immédiatement, en raison du danger des invasions clandestines massives, et qu'il a donc fallu lui réfuter ces arguments en lui expliquant que, dans chaque pays, il existait différents degrés de culture et d'organisation juridique et qu'au Costa Rica, ce danger n'existait pas. »⁹³¹

Le délégué colombien n'a pas manqué à la vérité car en Amérique latine il existait divers exemples d'invasions de terrains et de formation de soi-disant « quartiers », « colonies populaires », « colonies clandestines », les « quartiers pirates » et les « favelas » de Rio de Janeiro, entre autres. Le Costa Rica ne ferait pas exception, car dans les années 1970 et 1980, de nombreux cas d'invasions de terrains appartenant à la municipalité de San José et à l'INVU ont vu le jour, émergeant des quartiers tels que Pueblo Nuevo, Libertad I et II, Metrópolis I et II, Rincón Grande et l'un des plus célèbres, La Carpio, dans les années 1990.⁹³²

Un aspect important à souligner, indépendamment du succès ou de l'échec de la politique des réserves de terrains, a été le croisement d'acteurs tant internationaux que nationaux et locaux dans la discussion du projet. Il convient de souligner que l'un des

⁹³⁰ Pacheco n'a pas indiqué lequel des deux délégués colombiens a fait la critique. Selon le rapport final de l'événement publié par la CEPALC Colombie était représentée par Fabio Robledo Uribe et Ignacio Aguilar Zuluaga. DNCEPALC, E/CN.12/715/Rev.1, 20 de agosto de 1965, CEPAL. « Informe de la gira de estudio y seminario sobre organización y funciones de los organismos nacionales encargados de la ejecución de programas de vivienda. », pp. 18-19. Consulté le 1 juin 2021. URL: <https://goo.gl/RKHw2z>

⁹³¹ « Agrega que sin embargo, en su exposición sobre Políticas de Reservas de Terrenos, fue duramente atacado por el delegado de Colombia, quien enfatizó sobre la conveniencia de no adquirir reservas de terrenos que no fueran a ser utilizadas de inmediato, por el peligro de las invasiones clandestinas masivas, por lo que hubo de rebatirle esos argumentos explicándole que en cada país existían diferentes grados de cultura y organización jurídica, y que en Costa Rica no existía ese peligro.» ANCR, Actas INVU, signatura 47, Acta N° 1122, 30 de setiembre de 1964, fs. 679-685. Traduction libre.

⁹³² Gyger, « The Informal as a Project », pp. 54-55, 86-87; Michael Cohen, María Carrizosa y Margarita Gutman (ed). *Urban policy in Latin America. Towards the Sustainable Development Goals*. (London & New York: Routledge, 2020), p. 2; Carlos Izquierdo Vázquez. « Pobreza, condiciones de vida y subjetividad en el casco central de San José. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2016), pp. 229-232.

facteurs ayant eu un impact sur l'action collective de ces acteurs était leur capacité de coordination dans le cadre de l'environnement de la planification intégrale. Cependant, il existe des appropriations intéressantes à l'échelle locale, c'est-à-dire les voisins, qui ont exprimé leur soutien au projet non pas tant pour l'instrument lui-même (le contrôle de la plus-value) mais pour les conséquences positives que cela aurait sur le prix final des logements, ce qui répond à plusieurs décennies de lutte sociale pour de meilleures conditions de logement pour les secteurs populaires.

Comme on l'a vu, la méthodologie des réserves de terrains a été réinsérée dans le réseau d'entrelacements jusqu'en 1964, année où elle a été vivement critiquée pour le danger que comportait l'invasion des terres, qui s'est rapidement manifestée dans le pays. Conscient que la politique des réserves de terrains était un palliatif, le Conseil d'administration de l'INVU a continué d'explorer la possibilité d'instaurer une taxe sur la plus-value urbaine, dynamique qui a eu des résultats différents.

b) Le coût de (ne pas) planifier.

Parallèlement à la politique des réserves de terrains, l'INVU a cherché les moyens de faire adopter une loi permettant de saisir la plus-value résultant du développement urbain. Outre les positions de Solow et Garcés sur ce sujet, Eduardo Jenkins avait également montré en 1953 son inclination à intervenir à cet égard car, selon lui,

« Le coût élevé des terrains, en particulier à San José. La spéculation qui régit doit être considérablement limitée par des dispositions légales, car il est littéralement immoral de permettre que certains s'enrichissent de manière disproportionnée au détriment de la communauté... L'adoption, avec force juridique indiscutable, d'un plan général de développement de San José et la liberté d'exproprier des terres au prix de leur utilisation existante justifient, résoudra cette question en grande partie. [Eliel] Saarinen (Croissance et déclin des villes) souligne que la somme des valeurs individuelles des lots urbains, basée en la spéculation sur une utilisation plus élevée des revenus à ce jour, dépasse considérablement leur valeur globale. »⁹³³

⁹³³ « El alto costo de los terrenos, particularmente en San José. La especulación que rige debe restringirse drásticamente mediante disposiciones legales, ya que es, literalmente, immoral permitir que unos cuantos se enriquezcan desproporcionadamente a costa de la comunidad... La adopción, con fuerza legal indisputable, de un plan general de desarrollo de San José y la libertad para expropiar terrenos al precio de su uso existente justifica, solucionará esta cuestión en gran parte. [Eliel] Saarinen (Crecimiento y Decadencia de las Ciudades) apunta que la suma de los valores individuales de los lotes urbanos, basados en la especulación sobre un uso de renta mayor al presente, excede considerablemente su valor global.» Jenkins, « Vivienda popular en Costa Rica », p. 3. Le soulignement est de l'original. L'information entre parenthèses [] est la mienne. Traduction libre.

En 1955, il convient de rappeler que Jenkins avait attiré l'attention sur le rôle social de la propriété et son importance dans les régimes de réglementation. Ce point de vue s'est croisé avec celui des acteurs internationaux. La même année, Kayanan proposa les bases d'une loi de Planification pour le Costa Rica. Toutefois, sa proposition était de continuer à financer les travaux d'urbanisme par le biais des taxes sur les spectacles publics déjà utilisées par le Département du logement. Jenkins n'était pas d'accord avec cette proposition.⁹³⁴

Lorsque le rapport a été traduit en espagnol par l'INVU⁹³⁵, les évaluations faites par Rafael Picó ont été jointes aux propositions de Kayanan. Pour le Portoricain, tout travail de planification devait intégrer essentiellement la production nationale ainsi que le rendement du travailleur, promouvoir une politique de plein emploi et ainsi augmenter le revenu annuel des ménages. Bien qu'il ait évité de se référer aux impôts pour financer les tâches de planification, il ressort de son exposé que les ressources devaient provenir de la richesse nationale, c'est-à-dire par l'impôt direct.⁹³⁶ Enfin et surtout, l'Institut a eu les recommandations obtenues jusqu'alors lors de la Conférence *ad hoc* de 1953, de la Réunion technique de 1956 et de la Réunion du logement de 1957 concernant les lois d'urbanisme et leur financement.

Cette dynamique de croisement a également été favorisée par le contexte national. Le gouvernement Figueres a poussé une loi pour percevoir une redevance sur toutes les propriétés qui ont bénéficié d'un travail d'infrastructure construit par l'État. Cette initiative a été saluée par l'INVU car, de l'avis de Brizuela et du père Nuñez, ces mesures contenaient un « haut sens social » car elles devaient toutes contribuer aux travaux qui étaient un avantage pour la collectivité, et il était inquiétant que le gouvernement doive assumer toutes les dépenses sans pouvoir percevoir la plus-value.⁹³⁷

Les membres du Conseil d'administration avaient une bonne prédisposition et l'élaboration d'un projet de loi de Planification urbaine comportant des mesures similaires a été fortement encouragée. Bien que le contexte en 1957 ait été propice à la

⁹³⁴ Kayanan. *Elementos propuestos de una...*, p. 28; Jenkins, « Vivienda popular en Costa Rica », p. 8.

⁹³⁵ La traduction en espagnol a été réalisée par Eduardo Jenkins, Gastón Bartorelli et Fernando Marín, entre autres.

⁹³⁶ Rafael Picó. « Resumen de los comentarios del Dr. Rafael Picó, Presidente de la Junta de Planificación y ahora Secretario de Hacienda de Puerto Rico, en una conferencia con A.C. Kayanan sobre su informe "Elementos propuestos para una ley básica de planificación en Costa Rica" » Kayanan. *Elementos propuestos de una...*, p. 4.

⁹³⁷ ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 246, 23 de enero de 1957, fs. 21-24.

promotion d'une telle initiative, Mario Echandi est arrivé au pouvoir le 8 mai 1958, changeant le paysage politique de l'INVU. C'était la première fois qu'il opérait dans un gouvernement d'opposition. Echandi, comme cela a été avancé au chapitre 1, était un détracteur des institutions autonomes. Parallèlement à cette position, son gouvernement a été caractérisé par sa politique économique conservatrice dans la gérance des finances publiques, ce qui s'est traduit par l'utilisation de mesures d'austérité pour faire face à la crise économique qui s'est déclenchée en 1957.

Cette crise est née de la chute des prix du café, causant un grave trouble au financement d'un État en croissance. Selon Jorge León, entre 1950 et 1962, les dépenses du gouvernement central ont été liées à la création de nouvelles institutions, à l'augmentation de l'emploi public et aux investissements dans les infrastructures et les services publics. En ce qui concerne l'emploi, les institutions autonomes sont passées d'environ 2700 fonctionnaires en 1950 à 22600 en 1963, ce qui s'est traduit par une répartition des dépenses puisque le gouvernement central a concentré environ 49%, les institutions autonomes 47% et les municipalités seulement 4%. Ce retard des municipalités a en effet entraîné de nombreuses conséquences, dont sa faible capacité à accomplir les tâches d'urbanisme. Face à la croissance de l'investissement public, les revenus fiscaux ont été insuffisantes en raison de la crise, notamment à cause de la faiblesse de la structure fiscale et de la préférence du gouvernement pour recourir à l'endettement interne et externe.⁹³⁸

C'est à cette époque que le premier projet de loi de Planification urbaine a été élaboré, responsabilité portée par Eduardo Jenkins et Arnoldo Jiménez, chef du Département juridique. Cette loi a été rétro alimentée de l'expérience nationale et internationale sur la fonction sociale de la propriété et a introduit, dans son chapitre IV, plusieurs taxes sur la plus-value : une redevance allant jusqu'à 20% sur toute propriété bénéficiant d'un ouvrage d'infrastructure ou d'amélioration urbaine et un taux échelonné allant jusqu'à 1% sur la valeur inscrite dans le Direction générale du Trésor applicable à tout terrain urbain inactif.⁹³⁹

Cette loi a cherché à s'attaquer à plusieurs problèmes à la fois : premièrement, doter les municipalités de ressources accrues; deuxièmement, mettre fin à l'incertitude financière de l'Institut face aux difficultés du gouvernement central à continuer d'honorer

⁹³⁸ León, et. al. *Historia económica...*, p. 154-157.

⁹³⁹ INVU. *Memoria 1958*, p. 158.

la subvention annuelle; et troisièmement, pouvoir mettre fin au problème de la spéculation foncière. Le gérant Carazo s'était également engagé auprès de la municipalité de Puriscal, située au sud-ouest de San José, pour réaliser une étude permettant aux municipalités de se financer par l'impôt territorial.⁹⁴⁰ Cela correspondait à l'appréciation de Jenkins selon laquelle il était illogique pour le gouvernement central de réaliser des travaux urbains, car il s'agissait d'une responsabilité municipale.⁹⁴¹

En ce qui concerne l'incertitude financière, au début du mois de mai 1959, Carazo a tenu une réunion avec le ministre des Finances, Alfredo Hernández, qui lui a exprimé sa préoccupation concernant les institutions autonomes et semi-autonomes qui n'avaient pas leurs propres revenus fixes et a suggéré l'utilisation des revenus de l'Usine nationale des liqueurs à cette fin. Cette proposition n'a pas été accueillie par le Conseil d'administration de l'INVU en raison des problèmes administratifs que cela comportait et parce que la réforme de l'impôt territorial semblait être une meilleure option car si les redevances, le cadastre et le système d'évaluation étaient mis à jour, l'impôt pourrait générer des recettes suffisantes pour soutenir le fonctionnement de l'Institut et des municipalités.⁹⁴²

En ce qui concerne la spéculation immobilière, le sujet a été repris lors de la discussion du projet de logement de San Sebastián, situé au sud de San José, puisque des trois facteurs ayant une incidence sur le prix des logements, la construction, les travaux d'urbanisation et la valeur du terrain, c'est dans le dernier où l'INVU n'avait pas pu intervenir. Comme indiqué précédemment, le prix des terres dans la zone d'Hatillo a augmenté et San Sebastián n'a pas fait exception : entre 1965 et 1974, sa valeur a augmenté de 297,6%.⁹⁴³ A cette occasion, Rodrigo Vargas Salas a critiqué l'initiative privée pour avoir spéculé sur ses urbanisations à l'est et au nord-ouest de San José, laissant de côté la classe moyenne et les secteurs populaires, de sorte que l'État était appelé à intervenir.⁹⁴⁴

⁹⁴⁰ ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta N° 455, 3 de febrero de 1959, fs. 84-85.

⁹⁴¹ ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta N°482, 7 de mayo de 1959, f. 379; Araya, « El régimen municipal... », pp. 76-79.

⁹⁴² ANCR, Actas INVU, Acta N° 482, 7 de mayo de 1959, f. 379; ANCR, Actas INVU, signatura 37, Acta N° 510, 13 de agosto de 1959, fs. 136. Cecil Morgan, expert d'assistance technique du Point IV participa d l'étude de l'impôt territoriale. INVU. *Memoria 1961*. (San José, Costa Rica: El Instituto, 1961), p. 8.

⁹⁴³ Jiménez Acuña. « Proceso de urbanización », p. 96.

⁹⁴⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 36, Acta N° 486, 21 de mayo de 1959, f. 414-415.

Cela a conduit le Conseil d'administration à soutenir la thèse de Carazo, qui, en août 1959, a repris le rôle social de la propriété privée en ces termes :

« A l'occasion précédente... il a été analysé que le régime fiscal national, ce qui avait le plus de rapport avec les questions de logement, c'est l'utilisation des terres, et cela dépend en grande partie du degré d'obligation que l'État impose aux propriétaires, et ceux-ci doivent être liés non pas à l'utilisation de leurs terres, mais à l'utilisation des terres communautaires, et que la communauté a intérêt à ce que le terrain n'augmente pas de manière disproportionnée à des fins spéculatives, et que pour éviter la spéculation, il faut stimuler l'utilisation rapide des terres en facturant une taxe élevée à celui qui a un terrain inutilisé, en attendant la plus-value... En outre, avec la hausse des impôts, on parvient à ce que l'INVU puisse obtenir un revenu croissant, et les municipalités... peuvent exercer un contrôle sur le développement urbain... »⁹⁴⁵

Lors de cette même réunion, Carazo a présenté sa démission à la direction de l'INVU⁹⁴⁶. Selon ses mémoires, Carazo s'est éloigné de la direction en raison de ce problème budgétaire. Mais il y avait davantage : les informations disponibles ont montré que l'initiative de l'INVU de créer une Usine nationale de ciment en collaboration avec l'Institut du chemin de fer électrique vers le Pacifique l'a placé dans une confrontation sanglante avec le Conseil ministériel, dont le président Echandi fut le chef. Ce projet n'a pas été réalisé et à miner la position politique de l'INVU vis-à-vis du gouvernement, dont le mépris pour les institutions autonomes était plus que connu.⁹⁴⁷

Pour retourner à la question fiscale, il convient de noter qu'à la fin de 1959, l'Assemblée législative a adopté la loi dite de contribution immobilière proposée par le gouvernement d'Echandi, qui était essentiellement une réforme de l'impôt territorial.⁹⁴⁸ En réalité, cette loi était assez conservatrice puisqu'elle n'incluait que la taxe sur les propriétés qui bénéficieraient de la construction d'un ouvrage public, mesure qui existait déjà, mais excluait les terres urbaines inactives. En outre, elle a maintenu la collecte de

⁹⁴⁵ « En anterior oportunidad... se analizó que el régimen impositivo nacional, lo que tenía más relación con los asuntos de vivienda es el uso de la tierra, y este depende en gran parte del grado de obligación que imponga el Estado a los propietarios, y éstos deben estar ligados no al uso de su tierra, sino al uso de la tierra comunal, y que la comunidad le interesa que el terreno no aumente desproporcionadamente con fines especulativos, y que para evitar la especulación debe estimularse el pronto uso de la tierra cobrándose un alto impuesto a quien tenga un terreno sin usar, esperando la plusvalía... Además, con la elevación de los impuestos, se logra que el INVU pueda obtener una renta creciente, y las municipalidades... podrán ejercer el control sobre el desarrollo urbano... » ANCR, Actas INVU, signatura 37, Acta N° 510, 13 de agosto de 1959, fs. 137. Traducción libre.

⁹⁴⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 37, Acta N° 510, 13 de agosto de 1959, fs. 141-142.

⁹⁴⁷ Le Conseil d'administration de l'INVU a suivi le projet de l'Usine nationale de ciment entre 1957 et 1959. Le conflit avec le Conseil ministerial se concentre sur l'année écoulée et peut être consulté dans les comptes-rendus suivants: ANCR, Actas INVU, signatura 34, Actas N° 389-394, mayo-julio de 1959.

⁹⁴⁸ « Es innecesario aumentar el impuesto territorial. » *La República*, 19 de diciembre de 1959, p. 7.

la taxe centralisée et n'a alloué que 15% aux municipalités. La loi a été abrogée peu de temps après⁹⁴⁹, car sa réception publique était énormément mauvaise, en raison de la rapidité avec laquelle elle a été présentée, du contexte de la crise et parce que toute propriété paierait une redevance et elle touchait également les secteurs populaires.⁹⁵⁰

Ce processus infructueux a encore affecté la situation économique de l'INVU, le gouvernement ayant demandé que les institutions autonomes acceptent volontairement de réduire son budget entre 7,5 à 10%. Bien que le Conseil d'administration ait accepté cette proposition mais avec un pourcentage plus faible, il l'a fait sous la protestation de son président Jorge Calvo Astúa qui a réitéré la nécessité d'adapter les impôts directs et de ne pas recourir à la réduction des dépenses publiques.⁹⁵¹ À la suite de ces événements et de la mauvaise ambiance avec le gouvernement Echandi, le conseil (y compris Calvo) a renoncé à poursuivre la réforme fiscale contenue dans le projet de loi de Planification urbaine. Il a été convenu, sous la protestation de Zavaleta et Jenkins, de présenter le chapitre IV contenant les contributions séparément et a été laissé à la discrétion de l'Assemblée législative d'en discuter ou non. Ni le chapitre ni le projet de loi n'ont été analysés au Congrès.⁹⁵²

Contrairement aux réserves de terrains, l'expérience de la taxe territoriale n'a pas atteint le réseau d'entrelacements, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le seul événement auquel le Costa Rica a assisté en 1959 a été le Séminaire sur le financement organisé par le CINVA, mais les discussions ont porté, essentiellement, sur la promotion de l'épargne, les programmes d'entraide, les banques hypothécaires, entre autres, à l'exclusion de la question des impôts. Il n'a pas non plus été possible de partager les expériences lors des

⁹⁴⁹ « Ley 2500 de Contribución Inmobiliaria, 17 de diciembre de 1959. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consultado le 2 juin 2021. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=36172&nValor3=38133¶m2=1&strTipM=TC&lResultado=2&strSim=simp;

« Ley 550, Deroga Ley de Contribución Inmobiliaria, 9 de abril de 1960. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consultado el 02 de junio del 2021. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=4270&nValor3=4522¶m2=1&strTipM=TC&lResultado=1&strSim=simp

⁹⁵⁰ « Toda propiedad pagará impuesto territorial. » *La República*, 15 de diciembre de 1959, p. 19; « Hay que comenzar por arriba. » *La República*, 16 de diciembre de 1959, p. 6; « Aprobado impuesto territorial. » *La República*, 18 de diciembre de 1959, p. 5; « Son inmorales las nuevas exacciones sino se generaliza la tributación. » *La República*, 19 de diciembre de 1959, p. 6; « Campo pagado. El Partido Liberación Nacional frente al aumento del impuesto territorial propuesto por el gobierno. » *La República*, 20 de diciembre de 1959, p. 6.

⁹⁵¹ ANCR, Actas INVU, signatura 38, Acta N° 556, 28 de enero de 1960, f. 84.

⁹⁵² ANCR, Actas INVU, signatura 38, Acta N° 575, 5 de abril de 1960, fs. 296-298.

réunions du Sous-comité du logement car, comme cela a été expliqué au chapitre 6, celle qui était prévue pour cette année-là a été annulée.

Un autre élément fondamental a été l'absence des secteurs populaires impliqués dans la discussion, de sorte que l'INVU n'a pas été en mesure de capitaliser sur son soutien, élément que, dans une certaine mesure, il avait réussi à faire avec le projet de loi de réserve de terrain pour la ville satellite, malgré son échec. La publicité était donc nulle en raison de la nature controversée du sujet et était réservée aux espaces politiques et techniques. Dans les deux cas, on perçoit un manque de clarté sur les objectifs des réglementations urbaines, les aspects qui correspondaient aux préoccupations des secteurs populaires étant laissés dans l'esprit des secteurs populaires. Ce n'était cependant pas la fin de la discussion, car celle-ci s'est déplacée vers un autre forum : l'Assemblée législative.

c) Une nouvelle arène, une nouvelle loi.

Les problèmes analysés témoignent d'une faille structurelle dans l'urbanisme costaricain. Sans une règle régissant la fonction sociale de la propriété privée, les plans d'aménagement, ses règlements et les impôts pour capter la plus-value, la route était tortueuse pour l'INVU. Cette préoccupation a motivé, entre autres, la rédaction de la loi de Planification urbaine qui, comme on l'a vu précédemment, cherchait à apporter une solution au problème de la plus-value. Cette initiative n'a pas abouti.

En 1964, un nouveau projet de loi a été discuté au sein du Conseil d'administration et une innovation a été incluse : le Fonds coopératifs. Son objectif était de mobiliser des ressources des communautés, de la municipalité et de l'INVU pour financer les travaux des plans d'aménagement et recevrait comme fonds ordinaires la taxe sur 1% de la valeur des constructions et des urbanisations par le biais du « timbre d'urbanisme » et de la contribution aux travaux d'amélioration urbaine, qui s'inspiraient de la loi 74 du 18 décembre 1916 et du décret-loi 578 du 6 juillet 1949. L'INVU superviserait l'administration du Fonds et régulerait les recouvrements. Les informations disponibles montrent que ces propositions ont été soutenues par le gouvernement de

Francisco Orlich.⁹⁵³ Cependant, l'OFIPLAN s'opposé à cette mesure sous le gouvernement de José Joaquín Trejos.

Dans le procès-verbal du dossier de la loi de Planification urbaine, le directeur adjoint de l'OFIPLAN, Miguel Ángel Rodríguez Echeverría, a transmis les observations de ce bureau sur le projet de l'INVU. En plus de défendre l'ingérence du pouvoir exécutif dans l'urbanisme par le biais de l'OFIPLAN, il a recommandé de supprimer les articles relatifs au Fonds coopératif car :

« ... les organes chargés des travaux de planification ne doivent pas être dotés de possibilités et de pouvoirs d'exécution, dans la mesure où cela revient à mettre entre les mains de l'organe planificateur des pouvoirs pour passer d'une action fondée sur la persuasion à une action fondée sur la force. »⁹⁵⁴

La prétendue contrainte à laquelle Rodríguez a fait référence se trouvait à l'article 74 du projet de loi qui précisait que l'INVU, en tant qu'administrateur du Fonds, utiliserait 50 % des ressources provenant du « timbre d'urbanisme » et le reste du quota annuel de fonctionnement de la Direction de l'urbanisme dans les travaux qui, de l'avis de l'Institut, étaient prioritaires pour la réalisation du Plan national de développement urbain. Comme contreproposition, Rodríguez a indiqué que s'il s'agissait de donner plus d'ingérence aux municipalités, celles-ci pourraient percevoir la taxe sur la valeur des constructions et des urbanisations et que cela se fasse dans leurs juridictions.⁹⁵⁵

La position de Rodríguez s'explique en partie par son désir de protéger la position de l'OFIPLAN dans l'urbanisme, mais aussi d'éviter d'accorder de plus grandes compétences à l'INVU, c'est-à-dire de favoriser son « pouvoir de police ». Compte tenu des contributions de Luis Vera, analysées au chapitre 5, et de celles de Kayanan, le « pouvoir de police » était le pouvoir de la municipalité ou, dans ce cas, de l'Institut, de protéger et de maintenir le bien-être des habitants. Pour ce faire, il avait recours à une série d'instruments limitant les personnes et la propriété, au profit de la collectivité.⁹⁵⁶

⁹⁵³ ANCR, Actas INVU, signatura 47, Acta N° 1110, 31 de agosto de 1964, fs. 480-482(b).

⁹⁵⁴ « ... no deben darse posibilidades y poderes de ejecución a los órganos encargados de las labores de planificación, por cuanto ello equivale a poner en manos del ente planificador facultades para pasar de una acción basada en la persuasión a una basada en la coacción. » AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, « Carta de Miguel Ángel Rodríguez Echeverría a José Luis Molina Quesada », 26 de julio de 1967, f. 48.

⁹⁵⁵ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, « Carta de Miguel Ángel Rodríguez Echeverría a José Luis Molina Quesada », 26 de julio de 1967, f. 49.

⁹⁵⁶ Kayanan. *Elementos propuestos de una...*, p. 21.

Au Fonds coopératifs, le pouvoir de l'INVU se manifestait à la fois par l'émission du timbre et par l'utilisation discrétionnaire d'un pourcentage des recettes, sans tenir compte de l'origine locale des ressources ou sans consulter les communes. Comme Ortiz l'a souligné, la planification est une fonction administrative dont les contraintes affectent le libre exercice de certains droits, privés ou publics. C'est pour cette raison que la contre-proposition de l'OFIPLAN s'est concentrée sur le maintien d'une telle action dans les municipalités et à l'intérieur de leurs juridictions. C'est un cas où, en raison des lacunes constitutionnelles, une planification impérative n'est pas possible au Costa Rica.⁹⁵⁷

Les données disponibles ont prouvé que cela avait provoqué un affrontement entre l'INVU et l'OFIPLAN, représentés par Jenkins et par l'architecte Álvaro Saborío respectivement, où la thèse de ce dernier s'avère gagnante. Ainsi, dans l'intérêt de préserver le reste de la loi, l'INVU a convenu de supprimer les chapitres IV et V, en conservant le pouvoir des municipalités de percevoir la redevance correspondant au « timbre d'urbanisme » original. Dans le cadre du débat législatif, ces changements ont été promus par deux motions des députés Fernando Volio Jiménez et Alfredo Vargas Fernández.⁹⁵⁸

Le revers provoqué par la suppression de ces chapitres de la loi de Planification urbaine a incité la Direction de l'urbanisme en 1969 à continuer d'explorer d'autres moyens de financer les travaux de développement urbain, dont l'une était la soi-disant « taxe de valorisation » qui n'était autre que la taxe déjà connue sur la plus-value. Jenkins a recommandé que le Conseil d'administration envoie trois fonctionnaires, un ingénieur, un avocat et un administrateur public à Medellín, pour analyser la politique fiscale de cette ville et qu'ils proposent un modèle adapté pour le Costa Rica, car :

« Il poursuit en déclarant que l'élargissement routier de San José devient indispensable et que de nombreuses années se sont écoulées sans que rien n'ait été fait à ce sujet, faute de législation et de financement, on a calculé que le coût approximatif pour la réalisation de cet élargissement est de deux cents millions de colones, ce qui est impossible à réaliser par l'État, et la taxe de valorisation étant un moyen très efficace de financer ces travaux, il considère qu'il est très important de tirer parti de l'invitation faite par le directeur de la municipalité de Medellín. »⁹⁵⁹

⁹⁵⁷ Ortiz, « Propiedad, empresa e intervención... », pp. 186-187.

⁹⁵⁸ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, « Debate legislativo 1 », fs. 242-230.

⁹⁵⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 56, Acta N° 1819, 30 de mayo de 1969, fs. 449-451.

Les travaux d'extension routière auxquels Jenkins a fait référence provenaient du Plan Garcés qui avait été approuvé en 1951 et qui était toujours en cours d'exécution principalement sur la Avenida Segunda. Le Conseil d'administration a accepté d'envoyer uniquement l'administrateur public, Eladio A. Schmitzler M., pour effectuer les études spécifiques, qui ont été transformées en projet de loi « Contribution par valorisation » présenté en avril 1970.⁹⁶⁰ Cependant, seulement dix jours plus tard, l'IFAM a été créé avec ses propres fonctions financières, laissant ce projet de loi dans l'oubli.

Les trébuchements constants du Département puis de la Direction de l'Urbanisme sur le thème du financement expliquent pourquoi bon nombre des projets d'urbanisme élaborés par ces bureaux n'ont pas pu être réalisés, ce qui a critiqué Reinaldo Escobedo de la PM&M lors de la présentation de sa réforme administrative à l'INVU en 1972. A cette occasion, Jenkins a également pris pour compte d'autres causes qui ont entravé l'urbanisme réalisé par l'Institut et par les municipalités :

« Dans le projet initial de loi de Planification urbaine, il a été dit qu'il devait y avoir un plan de développement urbain et régional élaboré par le Bureau de Planification, avec la coopération que la partie urbaine allait avoir ou qui a encore ; malheureusement l'OFIPLAN au niveau de sa direction, a estimé qu'il ne pouvait pas entrer dans les questions d'urbanisme... qui doivent nécessairement conduire à la coordination des différentes entités qui doivent exécuter les programmes sectoriels et seule l'OFIPLAN dispose d'une hiérarchie suffisante pour le faire... »

Et sur les problèmes de financement, il a ajouté :

« Son point de vue aujourd'hui et depuis qu'il a été proposé il y a trois ans de créer l'IFAM, c'est que l'urbanisme y soit déplacé, cela a été combiné avec le système de valorisation pour lui donner un support économique, mais à cette époque on avait peur de la question et on préférerait faire quelque chose de plus petit et on disait qu'il était préférable d'attendre la croissance de l'institution et ensuite d'y aller en accommodant des fonctions autres que celles de valorisation pour obtenir des ressources et la planification. »⁹⁶¹

⁹⁶⁰ ANCR, Actas INVU, signatura 59, Acta N° 1949, 20 de abril de 1970, fs. 516-529.

⁹⁶¹ « En el proyecto inicial de la Ley de Planificación Urbana, se decía que debe haber un plan acional de desarrollo urbano y regional elaborado por la Oficina de Planificación, con la cooperación que iba a tener o que tiene todavía la parte urbana, lamentablemente la OFIPLAN a nivel de jefaturas, por lo menos consideró que no podía meterse en asuntos de planeamiento urbano... que deben necesariamente llevar a la coordinación de las distintas entidades que tienen que ejecutar los programas sectoriales y sólo la OFIPLAN tiene la jerarquía suficiente para hacerlo... »

Su opinión ahora y desde que hace como tres años se propuso crear al IFAM, es de que el urbanismo fuera trasladado ahí, eso sí, combinado con el sistema de valorización para darle sustento económico, pero en esa época se le tuvo miedo al asunto y se prefirió hacer algo más pequeño y se dijo que era preferible esperar el crecimiento de la institución y luego irle acomodando funciones o sea las de valorización para obtener recursos y el planeamiento. » ANCR, Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2321, 26 de octubre de 1972, fs. 371, 375. Traduction libre.

Il y avait donc une volonté politique de fer et conservatrice, particulièrement émanant du gouvernement central et de l'Assemblée législative, qui évitait toute option de financement fondée sur des impôts directs ou sur la plus-value, entravant ainsi les possibilités de l'Institut ou des municipalités d'obtenir une plus grande autonomie.

Cela a également répondu aux intentions centralisatrices de l'État qui s'est consolidée par une réforme constitutionnelle adoptée en 1968 qui a limité l'autonomie de ses institutions, la réduisant au domaine administratif. Il faut souligner que le gouvernement de José Joaquín Trejos, fidèle représentant des intérêts des secteurs riches et conservateurs, a réussi à unifier l'opposition, dont le PLN, pour renforcer le pouvoir exécutif, face à la soi-disant gouvernabilité des institutions autonomes. Les gouvernements de Figueres et d'Oduber poursuivront cette réforme, par l'introduction des présidents exécutifs et le pouvoir d'élire la majorité du Conseil d'administration.⁹⁶²

En 1973, *don Pepe* a visité l'INVU et a proposé de renforcer la ligne du logement. À ce sujet, il a mentionné :

« ... d'autre part, si l'on envisage d'arriver à une plus grande production de logements, pourquoi l'INVU doit porter la charge de l'urbanisme, parce que déjà ces deux facteurs coûtent un certain montant qui est facturé au logement et il n'est pas souhaitable d'augmenter les coûts pour ces concepts... il est favorable à ce que l'INVU vende ses logements avec une certaine utilité. L'exploitation de l'urbanisation doit être adaptée comme une entreprise précisément pour obtenir des bénéfices. En ce qui concerne les programmes normaux, il estime que certaines mesures doivent être prises pour réduire les coûts d'urbanisation, de sorte que l'urbanisation ne coûte pas plus cher que le coût du terrain et de la construction ; d'ailleurs chercher un moyen de vendre au prix du marché pour éviter les pertes. »⁹⁶³

L'existence de la Direction de l'urbanisme à l'INVU était à nouveau remise en question, un peu moins de trois mois après que le Conseil d'administration eut décidé de maintenir les fonctions et de les réorienter vers l'urbanisme régional. La promotion de la ligne du logement est également née en réponse à la diversification et à

⁹⁶² Araya, "El régimen municipal..." pp. 78-79; Rovira Mas, *Estado y política...*, p. 176.

⁹⁶³ « ... por otro lado, si se piensa en llegar a una producción mayor de vivienda, por qué razón el INVU debe llevar la carga del urbanismo, porque ya estos dos factores están costando cierta cantidad que se carga a vivienda y no es conveniente elevar costos por estos conceptos... él es partidario de que el INVU venda sus viviendas con alguna utilidad. Debe de adeptarse(sic) la explotación de la urbanización como un negocio precisamente para obtener utilidades. Ya en cuanto a programas normales, estima que debe tomarse algunas medidas para bajar costos en urbanización, de modo que no salga más cara la urbanización que el costo del terreno y la construcción; por lo demás buscar la manera de vender a precio de mercado para evitar pérdidas. » ANCR, Actas INVU, signatura 75, Acta N° 2346, 2 de enero de 1973, f. 11. Traduction libre.

l'approfondissement des mouvements sociaux qui ont vu le jour dans les années 1970, notamment les soi-disant fronts du logement (« frentes de vivienda ») tels que le Front démocratique du logement (FDV), la Coordinatrice patriotique nationale (COPAN), l'Association nationale du logement et le Front costaricain de lutte pour le logement (FCV) sur lesquels, comme l'ont souligné les historiens costaricains José M. Cerdas et Patricia Badilla, environ 10% de la population urbaine de l'aire métropolitaine a été associée. Dans les années 1980, les luttes sociales pour le logement ont basculé entre les stratégies d'entraide, la solidarité et même le théâtre populaire, ainsi que la cooptation des dirigeants de ces fronts par le PLN. Ce dernier facteur a ouvert l'un des épisodes de clientélisme politique, qui a capitalisé électoralement sur la demande historiquement non satisfaite de logement populaire.⁹⁶⁴

À l'INVU, cette conjoncture historique a consolidé son approche basée sur le logement qui a été annoncée par Fernando Zumbado, alors président exécutif, en 1986 :

« Il est prévu qu'il y ait un ministère du Logement et des établissements humains fort qui donnent des orientations à cette Banque hypothécaire. Dans ce contexte, j'ai toujours cru qu'il y a des parties de l'urbanisme qui sont dans l'INVU par la loi, qui sont en réalité imputables à une agence du pouvoir central, ce qui devra être révisé pour voir comment le ministère les absorbe peu à peu et l'INVU se donne une caractéristique d'institution consacrée uniquement à la solution du logement. »⁹⁶⁵

Les paroles de Zumbado ont renforcé le relais générationnel détecté dans le réseau d'entrelacements et subordonné le travail de l'INVU aux nouvellement créés BANHVI et MIVAH. La lutte menée par le Département de l'urbanisme pour garantir à l'Institut et aux municipalités un revenu croissant par le biais des impôts directs et le financement des travaux de développement urbain n'a pas abouti. Cela a résulté, entre autres, du conservatisme du pouvoir exécutif et de l'Assemblée législative, qui ont choisi de protéger les intérêts des secteurs riches et des entreprises les plus touchés par ces réformes. Accorder une plus grande indépendance aux institutions autonomes ne figurait

⁹⁶⁴ Patricia Badilla y José M. Cerdas A. « Movimientos pro vivienda en San José: una clientela movilizada (1980-1990). » *Revista de Historia*, N° 67, (Enero-Junio 2013): pp. 121-156; Salazar, « Los espectáculos de representación... », pp. 283-285, 293-294.

⁹⁶⁵ « Se pretende que exista un Ministerio de Vivienda y Asentamientos Humanos fuerte que le dé lineamientos a ese Banco Hipotecario. Dentro de este contexto siempre he creído que hay partes de urbanismo que están en el INVU por ley, que en realidad son atribuibles de un ente del Poder Central, lo cual deberá revisarse para ver cómo el Ministerio las va absorbiendo poco a poco y al INVU se le da una característica de institución vivandista, dedicada únicamente a la solución de la vivienda. ». ANCR, Actas INVU, signatura 124, Acta N° 3723, 14 de mayo de 1986, fs. 3224-3226.

pas dans les plans du pouvoir exécutif, qui a plutôt choisi de réformer la constitution pour la limiter davantage. Dans ce domaine, l'INVU n'a pas été en mesure de consolider son pouvoir de police pour assurer le respect adéquat des plans réglementaires. Cela a créé un cercle vicieux de dépendance financière qui sera présenté ensuite.

d) Une petite note sur l'assistance technique financière.

Comme l'a démontré le chapitre 2, l'un des discours mobilisés par les communistes contre l'assistance technique internationale était le financement par les prêts. En 1962, Arnaldo Ferreto a dénoncé le fait que des institutions telles que l'INVU, le SNAA ou l'ICE dépendraient de « crédits usuriers » pour financer leurs opérations ou pour acheter les matériaux dont elles avaient besoin, qui ne pouvaient être procurés qu'aux États-Unis. Ferreto ne s'est pas trompé, car le produit de la crise économique qui s'est déclenchée en 1957 et de la politique d'austérité du gouvernement Echandi a réduit les revenus des institutions autonomes, dont l'INVU, qui ont été obligées de regarder dehors pour acquérir ce que nécessitaient leurs opérations de logement et d'urbanisme. L'échec des réformes fiscales, conçues au Département de l'urbanisme, a accru le sentiment d'urgence pour de nouvelles ressources.

La question du financement de l'INVU est extrêmement vaste et nécessitera donc qu'elle soit abordée par futures recherches. Cependant, au cours de l'examen des sources, plusieurs négociations de crédit ont été identifiées avec l'USAID, le BCIE, la BID et même l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (AIFLD) qui ont mis en évidence l'existence d'une politique de crédit de plus en plus compliquée et restrictive pour l'Institut.⁹⁶⁶ J'évoquerai brièvement le contexte de négociation de l'un des premiers crédits convenus avec la BID et la manière dont les départements techniques ont cherché à nuancer certaines des conditions demandées par la banque, afin de ne pas compromettre les programmes de logement de l'Institut ni sa politique sociale.

Bien qu'avant 1960 l'INVU ait déjà demandé quelques crédits pour financer la réserve de terrains, ce n'est qu'en 1961 que cette pratique s'est approfondie. Le contexte était également propice : la BID avait été créée en 1959 et l'ALPRO a été créée en 1961. Le premier rapprochement officiel de l'INVU avec des crédits de l'ALPRO est venu par

⁹⁶⁶ Le crédit avec l'AIFLD a commencé à être négocié en 1965. ANCR, Actas INVU, signatura 49, Acta N° 1281, 25 de octubre de 1965, fs. 168-173.

l'assistance technique du Point IV. En 1961, cette agence américaine a envoyé, à la demande de l'INVU, Jack Gordon, président de la Federal Savings and Loan Association de Washington, qui a préparé un rapport pour réformer le système d'épargne et de prêt qui existait à l'Institut depuis sa fondation. Gordon a proposé les bases d'un prêt pour financer la construction de logements et a présenté son rapport au Conseil d'administration de l'INVU le 22 février de la même année.⁹⁶⁷

Le 13 mars, le Conseil a soumis à une analyse le rapport de Gordon sur la base des exposés du chef du département financier Efraim Morales, du conseiller en logement de l'INVU, de Gastón Bartorelli, de Lidio Donato Sauteriano et du chef du Département des plans et des travaux, Rodrigo Vargas Salas. Grâce à la lecture des exposés, deux lignes de pensée ont pu être déterminées :

- 1. Une financière, dans laquelle l'adoption du plan Gordon était recommandé, mais absorbé dans le système d'épargne et de prêt de l'Institut.*
- 2. Une sociale, qui a abordé la problématique des « séries fermées » et l'élimination d'autres programmes de logement de l'INVU pour se préparer à la construction de « nouvelles solutions ».*

Pour des raisons d'espace, je n'aborderai pas le premier point de manière détaillée, bien que certaines des raisons invoquées pour conserver le système d'épargne et de prêt de l'INVU aient eu un impact négatif sur le prestige de l'Institut s'il était éliminé, et le risque de décapitalisation en raison du retrait massif d'épargne. En ce qui concerne l'approche sociale, il y avait des divergences de critères quant au revenu familial pour constituer les groupes, car selon Bartorelli, l'utilisation de cet indicateur induisait en erreur car il n'en était pas de même pour une famille avec un revenu de ₡400 colones par mois et avec quatre membres, que pour une avec le même revenu mais composée de huit personnes. C'est cette dernière celle qui pourrait avoir le plus besoin de logement, mais moins de chances de respecter les quotas. Pour compenser cette faiblesse, Bartorelli a proposé d'intégrer la méthodologie de l'entraide et de continuer ainsi à inclure les familles qui ne possédaient pas de capacité d'épargne.

Efraim Morales et Bartorelli ont tous deux abordé le problème de l'élimination de certains programmes de logement de l'INVU, tels que ceux de logement minimum ou

⁹⁶⁷ INVU, *Memoria 1961*, pp. 240-272.

d'éradication des bidonvilles, des programmes de logement rural, de l'entraide et des lots et services. « Considère-t-il vraiment rationnelle une politique du logement qui tend uniquement à augmenter l'inventaire national, sans se soucier de l'entretien et du réapprovisionnement des unités existantes ? », a demandé Morales au Conseil. Et il a ajouté :

« Ne pensez-vous pas mieux de maintenir à côté des programmes de construction de nouvelles unités, d'autres de conservation et de rénovation de nos quartiers afin que la détérioration n'augmente pas le déficit actuel de logements ? Aurait-il raison lorsqu'il assure que l'attribution de logements sur la base des besoins va à l'encontre des membres de la société qui ont de l'initiative ? »⁹⁶⁸

Bartorelli a souligné qu'il ne fallait pas tout de suite discréditer l'expérience et les efforts de l'INVU acquis dans l'administration de ces programmes et a préconisé de les maintenir, ce sur quoi Rodrigo Vargas a également convenu qui, en outre, a remis en question les capacités d'épargne des familles que Jack Gordon a utilisées pour construire ses groupes, s'il y avait suffisamment de familles pour remplir ces exigences et donner de la viabilité au système et si les maisons ou lots proposés remplissaient les besoins réels des futurs bénéficiaires. De même, sur les critiques du travail de l'INVU, Vargas a souligné ce qui suit :

« Une personne qui lit son rapport et surtout si elle est déconnectée de la réalité nationale, pourrait croire que la seule institution qui a proposé des solutions acceptables au problème du logement de nos pays, bien que de façon limitée soit la Banque nationale... Si M. Gordon avait approfondi un peu plus l'étude des activités qui ont été développées dans le logement d'intérêt social par la Banque susmentionnée et l'INVU, auraient certainement eu une autre opinion comme l'ont l'Union panaméricaine, les Nations Unies, le Centre interaméricain du logement, etc., d'après les études qu'il a menées à ce sujet. Certes, ailleurs dans son rapport, il salue le travail accompli par l'Institut, mais cela met en évidence la contradiction dans laquelle il se trouve... »⁹⁶⁹

⁹⁶⁸ « No le parece más adecuado mantener al lado programas de construcción de unidades nuevas, otros de conservación y renovación de nuestros barrios a fin de que el deterioro no aumente el déficit actual de vivienda? Estará en lo cierto cuando asegure que al adjudicar las viviendas sobre la base de necesidad se castiga a los miembros de la sociedad que tienen iniciativa? » ANCR, Actas INVU, signatura 41, Acta N° 668, 13 de marzo de 1961, f. 2; INVU, *Memoria 1961*, p. 250. Traduction libre.

⁹⁶⁹ « Una persona que lea su informe y sobre todo si está desconectada de la realidad nacional, podría creer que la única institución que ha planteado soluciones aceptables al Problema de la Vivienda de nuestro país, aunque en forma limitada es el Banco Nacional... Si el Sr. Gordon hubiera profundizado un poquito más en el estudio de las actividades que han desarrollado en vivienda de interés social el mencionado Banco y el INVU estoy seguro que hubiera tenido otra opinión, como la tienen la Unión Panamericana, Las Naciones Unidas, el Centro Interamericano de Vivienda, etc., por lo estudios que ha realizado al respecto. Desde luego que en otras partes de su informe elogia la labor desarrollada por el Instituto pero esto pone en evidencia la contradicción en que incurre... ». ANCR, Actas INVU, signatura 41, Acta N° 668, 13 de marzo de 1961, f. 11. Traduction libre.

En résumé, les avis des chefs du département de l'INVU (notez l'absence du Département de l'urbanisme) étaient de recommander l'adoption du plan Gordon, mais avec la prudence nécessaire pour ne pas démembrer les différents plans de logement de l'Institut, qui, malgré leurs limites, visaient à atteindre le plus grand nombre possible de familles. En outre, il importe de souligner comment l'INVU a utilisé les relations internationales pour légitimer son travail, dont celles avec l'UnP, l'ONU et le CINVA. L'expérience nationale doit être considérée comme un facteur de résistance au plan Gordon.

Il est important de noter que le Conseil d'administration, malgré les questions sociales élaborées par les chefs, n'en a pas discuté en profondeur. Le reste de ses membres ont accepté d'approuver le plan Gordon tel qu'il était. Toutefois, le sujet a été repris quelques mois plus tard, où le sentiment d'urgence du Conseil d'approuver le crédit est apparu dans les mots du directeur adjoint Eduardo Zúñiga :

« Mais il s'inquiète..., une carence dont souffre l'Institut, et c'est la condition qu'il endure à l'occasion de la situation fiscale ; les subventions ne sont pas reçues régulièrement, il y a une incertitude quant au budget pour le second semestre de l'année, etc. Cela étant, l'intégration dans le plan Gordon [des] maisons actuellement en construction et la formation des premiers groupes pour pouvoir recevoir immédiatement la première tranche du prêt constitueraient une garantie pour pouvoir faire face aux engagements pris avec les nouveaux groupes qui se forment. »⁹⁷⁰

Ces paroles ont été appuyées par le président du Conseil, Gonzalo Jiménez Flores, qui a déclaré que le crédit était « une possibilité de donner à l'Institut une indépendance économique dans un délai plus ou moins court..., car chaque jour notre conviction que nous ne pouvons plus dépendre de la subvention de l'État est plus ferme. »⁹⁷¹ Le crédit a finalement été transféré à la BID, institution avec laquelle l'INVU a signé le contrat de crédit BID 4 TF le 31 octobre 1961. A court terme, ce crédit a quadruplé la production et

⁹⁷⁰ « Pero le preocupa..., una deficiencia que padece el Instituto, y es la afeción que sufre con motivo de la situación fiscal; no se reciben las subvenciones con regularidad, hay incertidumbre con respecto al presupuesto correspondiente al segundo semestre del año, etc. Así las cosas, incorporar al Plan Gordon [a] las casas actualmente en construcción y formar los primeros grupos para poder recibir de inmediato la primer cuota del préstamo constituiría una seguridad para poder hacerle frente a los compromisos que se adquieran con los nuevos grupos que se formen. » ANCR, Actas INVU, signatura 41, Acta N° 701, 11 de julio de 1961, f. 350. Traduction libre.

⁹⁷¹ ANCR, Actas INVU, signatura 41, Acta N° 701, 11 de julio de 1961, f. 351.

l'investissement dans le logement par rapport à la moyenne de la période 1955-1961. Il a également donné naissance au système dit d'épargne et de crédit qui finançait le logement urbain des secteurs moyens de la société.

D'autres crédits ont été promus auprès de la BID et de l'USAID, à la condition que ce dernier soit obtenu par le gouvernement central pour le transférer à l'INVU en remplacement de la subvention annuelle. Selon les sources disponibles, cela signifiait que l'INVU avait essuyé des pertes d'environ ₡13.300.000 alors que l'institution devait continuer de financer des crédits. Une telle situation a fait qu'entre 1963 et 1965, l'INVU n'a pas reçu la subvention de l'État et, en conséquence, elle a pratiquement dépendu des dépenses du crédit de l'USAID pour fonctionner, cette situation ayant un impact sur ses programmes de logement et, bien sûr, sur ceux d'urbanisme. Cette subvention, par le biais d'une réforme juridique, a cessé de représenter 3% du budget national et est devenue une cotisation annuelle fixe de ₡8.000.000 colones, ce qui représente moins de 50% de ce qu'elle aurait reçu avec l'allocation initiale.

Le temps a prouvé que Gonzalo Jiménez avait tort, car la quasi-élimination de la subvention d'État de l'INVU l'a privé des ressources nécessaires pour faire face aux engagements pris dans les crédits, de sorte que son déficit était d'environ ₡30,7 millions de colones pour le programme quadriennal de 1965-1968. L'utilisation de « bons de logement » pour financer ses opérations et l'achat de terres pour ses réserves, a entraîné une augmentation d'endettement interne.⁹⁷² En résumé, de la politique économique conservatrice du gouvernement Echandi, qui a rejeté les propositions de réforme fiscale de l'INVU, ainsi que la quasi-élimination de la subvention gouvernementale et l'obtention des premiers crédits dans le cadre de l'ALPRO, ont poussé l'Institut dans une crise économique dont il n'a pas pu se remettre. Cela explique, entre autres, le manque de ressources pour financer les travaux d'urbanisme, augmenter le personnel requis du Département de l'urbanisme ou diversifier ses programmes de logement, en se concentrant sur les secteurs sociaux avec une capacité d'épargne minimale, laissant de côté ceux qui n'avaient pas cette capacité, augmentant ainsi, l'inégalité sociale.

L'orientation de l'INVU vers des solutions de logement destinées à la classe moyenne a été largement exploitée par l'entreprise privée qui, à partir des années 1960, a bénéficié des crédits internationaux et de la disponibilité de terres qui faisaient partie du

⁹⁷² ANCR, Actas INVU, signatura 51, Acta N° 1401, 12 de agosto de 1966, fs. 360-375.

capital de ses membres et qui ont été fractionnées, pratiquement sans aucun contrôle. Alors que les options de logement unifamilial prolifèrent, poussant les limites de la ville vers l'extérieur, la réorientation des programmes de logement de l'INVU a largement négligé les secteurs populaires qui n'avaient pas d'autre élection que de continuer à habiter des bidonvilles, des passages et des maison surpeuplées qui étaient éradiqués, mais sans donner une solution viable aux familles pauvres qui reconstruisaient leurs logements précaires.⁹⁷³

Il convient de souligner que la politique de ségrégation urbaine est le résultat évident de l'absence de politiques claires en matière de logement et du manque de financement ; mais cette absence n'est pas le fruit d'une réticence totale de l'INVU car, à partir de 1957, il a proposé une série de solutions fiscales qui visaient à augmenter à la fois ses revenus et ceux des municipalités pour pouvoir faire face non seulement aux programmes de logement, mais aussi à l'urbanisme qui les orientait. Le gouvernement Echandi doit être considéré, entre autres facteurs, comme un tournant historique qui a empêché d'atteindre les objectifs de la planification intégrale du Costa Rica.

3. Les facilités communales et la fonction sociale de la propriété.

Comme il a été démontré dans la section précédente, l'INVU n'a pas été en mesure d'introduire les réformes fiscales dont il avait besoin pour financer ses projets et qui étaient étayées par le principe de la fonction sociale de la propriété. Au cours de ce chapitre, la résistance sociale dont a fait l'objet le Plan Garcés a été présentée comme un contexte fondamental, car il obligeait la municipalité à imposer des restrictions à l'utilisation de la propriété privée pour pouvoir élargir les voies de San José. Les éléments de preuve fournis suggéraient que le Conseil municipal avait adopté une attitude permissive à l'égard des propriétaires de l'Avenida Central et, dans l'intérêt de protéger leurs intérêts économiques, a subventionné la plus-value de leurs biens, compliquant ainsi le financement du plan. Cette attitude de la municipalité explique en partie les paroles de

⁹⁷³ Roberto Blanco Ramos y Jefferson Porras Ramírez. « “Usted no está completo sino tiene casa propia.” El acceso a la vivienda en el área metropolitana de San José: clases medias, urbanizaciones, residenciales y condominios (1950-2011). » *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, Vol. 19, N° 1 (2018): pp. 1-14; Izquierdo, « Pobreza, condiciones de vida... », pp. 199-208.

César Garcés en 1958, lorsqu'il a souligné que l'objectif de son plan avait été dévié : contrôler l'utilisation des sols urbains.

Selon les informations disponibles, rien n'indique qu'un plan d'aménagement ait été mis en œuvre avant 1948. Cela résulte, entre autres raisons, du peu de succès des délégations costaricaines à faire circuler les savoirs des congrès panaméricains d'architecture, au cours desquels ces instruments de planification étaient déjà discutés depuis les années 1920, à partir d'une approche hygiéniste. Ce n'est qu'après le rapport Solow que les principes du zonage et de la réglementation des fractionnements urbains au Costa Rica ont été formellement introduits, ce qui s'est fait comme suit :

« Le contrôle de l'utilisation des sols prend généralement la forme d'une ordonnance de zonage basée sur le plan directeur. L'ordonnance précise les usages autorisés dans les différentes parties de la région métropolitaine, et limite en outre la densité de l'aménagement des bâtiments en précisant la hauteur maximale et la couverture foncière des structures. Il est essentiel qu'une ordonnance de zonage soit préparée pour San José et mise en œuvre à une date rapprochée. ... Il est de la plus haute importance qu'un ensemble de règlements modernes sur les lotissements soit préparé et adopté, qui précisera clairement le type de services publics et d'améliorations aux rues que le constructeur doit fournir, les tailles minimales de lot qui peuvent être utilisées, la densité d'aménagement et d'autres normes nécessaires pour créer des collectivités résidentielles à jour. »⁹⁷⁴

Il convient de souligner que, dans la définition de Solow, les règlements de fractionnement ont été considérés comme fondamentaux pour la planification des zones résidentielles, ce qui étend la problématique de la fonction sociale de la propriété à la planification du logement et de son environnement. Le but de cette section sera donc de poursuivre la façon dont le principe de la fonction sociale de la terre a été introduit dans l'élaboration des « facilités communales », terme qui faisait référence au modèle de l'unité de voisinage.

Les « facilités communales », telles qu'analysées au chapitre 5, permettent de se rapprocher empiriquement de la relation entre le logement et son environnement ; il s'agit

⁹⁷⁴ « Land use control takes generally the form of a zoning ordinance based on the master plan. The ordinance specifies the uses which are permitted in the different parts of the metropolitan area, and limits furthermore the density of building development by specifying the maximum height and land coverage of structures. It is essential that a zoning ordinance be prepared for San José and put into operation at an early date.

... It is of the utmost importance that a set of modern subdivisions regulations be prepared and adopted, which will clearly specify the type of utilities and street improvements to be provided by the builder, the minimum lot sizes which may be used, the density of development and other necessary standards to create up-to-date residential communities. » Solow, *A planning program*, p. 39. Je souligne. Traduction libre.

donc de l'une des expressions locales de la planification intégrale. Leur utilisation, du moins comme catégorie d'analyse, semble en premier lieu limitée à l'étude spécifique de l'unité de voisinage ; cependant, sa présence dans la réglementation, dans d'autres projets de logement de l'INVU, dans le discours du Conseil d'administration et des fonctionnaires du Département de l'urbanisme révèle un processus non seulement d'appropriation, mais de transformation pour le cas concret costaricain.

Une approche préliminaire de l'utilisation empirique de la « facilité communautaire » comme catégorie d'analyse a été réalisée par les architectes Mónica Chaves, Melissa Cubero, Maria A. Boniche et Ana G. López. Dans leur recherche, les auteures ont assimilé ce terme à celui d'espace public, pour effectuer un diagnostic sur son utilisation dans trois projets d'habitation de l'INVU, à savoir l'Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo, la Colonie 15 septembre, les bâtiments multifamiliaux de Calderón Muñoz et les multifamiliaux Luis Alberto Monge entre 1954 et 1986. Les auteures ont en effet démontré la présence de l'utilisation du terme tout au long de la période d'étude par l'INVU et une tension présente entre la qualité-quantité du logement et son environnement.⁹⁷⁵

Bien que l'assimilation ou non du terme de facilité communautaire à celui d'espace public pourrait faire l'objet d'un débat intéressant, je ne me focaliserai pas pour l'instant sur cet aspect. Je considère qu'il suffit de souligner que les facilités communales, en tant que catégorie d'analyse, invitent à une réflexion à ce sujet car, comme l'a démontré Montoya, le développement endogène que l'unité de voisinage a eu en Amérique latine parallèlement à la proposition de Perry, la rend pertinente pour la région et parce qu'elle a circulé à travers les congrès panaméricains d'architecture et plus tard dans le réseau d'entrelacements. Dans cette section, je cherche à approfondir le processus d'appropriation que cette catégorie a connu au Costa Rica et comment elle s'est transformée, à la lumière de la réglementation et des premières unités de voisinage qui ont été construites dans le pays.

Il convient de préciser que les « facilités communales », du moins dans le cas costaricain, comportent une typologie qui conditionne leur utilisation en dehors du domaine de l'unité de voisinage, ce qui est d'intérêt spatial pour la présente section car il se rapproche de son utilisation normative, comme expression de la fonction sociale de la

⁹⁷⁵ Chaves, et.al. "La producción del espacio público...", pp. 38-41.

propriété. Étant donné que l'unité de voisinage est le point de départ pour l'approche construction historique des facilités communales, je présenterai ensuite quel a été le processus d'appropriation de ce modèle de l'unité de voisinage au Costa Rica.

a) L'unité de voisinage au Costa Rica.

Dans le chapitre 5, une brève référence a été faite à la présence précoce du modèle de l'unité de voisinage en Amérique centrale, où les projets les plus anciens remontaient aux années 1930. Selon les informations disponibles, la première mention faite au Costa Rica au sujet de l'unité de voisinage a été réalisée par Anatole Solow en 1948, quand il a recommandé que les zones résidentielles soient planifiées à grande échelle, comme des unités complètes et dotées de facilités communales. La mention suivante a été réalisée en 1951 dans le rapport annuel du Département de logement de la CCSS, faisant référence à la planification de la colonie Las Américas par Anatole Solow. Ayant été l'un des auteurs du manuel *Planning the Neighborhood*, il est fort possible que ce projet ait été élaboré sur le modèle de l'unité de voisinage, mais comme nous ne disposons pas de plus de données, ceci doit être considéré momentanément comme une hypothèse.

La même année, le Département du logement a fourni sa première définition de l'unité de voisinage. Faisant valoir que ses réserves de terrains jusqu'à présent n'avaient pas permis de s'attaquer de manière intégrale au problème du logement, le Département a indiqué qu'il était prévu d'acquérir une propriété suffisamment vaste pour « pouvoir y planifier le développement rationnel et organique d'une unité de voisinage », en la définissant comme suit :

« L'unité de voisinage prévue aura une extension suffisante pour justifier et permettre la construction de tous les bâtiments et locaux nécessaires au développement complet de la vie communautaire, avec ses services d'assistance et ses activités récréatives. Le toit et les murs sûrs ne sont rien de plus que l'environnement physique dans lequel se nourrit un groupe de personnes, en tant qu'entité théorique et abstraite, isolée du monde extérieur, mais comme un noyau familial vivant, pensant et opérant au sein d'une communauté socialement organisée. »⁹⁷⁶

⁹⁷⁶ « La proyectada Unidad Vecinal tendrá la extensión suficiente para justificar y permitir la construcción de todos aquellos edificios y locales que se necesitan para el desarrollo completo de la vida comunal, con sus servicios asistenciales y sus actividades recreativas. Techo y paredes seguras no son más que el ambiente físico en que se abriga un grupo de personas, como entidad teórica y abstracta, aislada del mundo exterior, sino como un núcleo familiar que vive, piensa y opera dentro de una comunidad socialmente organizada. » CCSS, *Memoria Anual 1951*, pp. 186-187. Traduction libre.

Montoya a noté que dans les années 1930, des architectes tels que Wladimiro Acosta, Eugenio Baroffio ou Benito Carrasco ont souligné que le problème du logement devait se concentrer sur la création d'un environnement collectif. Le logement et son environnement étaient donc interprétés comme des instruments civilisationnels de la société. La première définition fournie par le Département de logement de la CCSS a été insérée dans ce courant.⁹⁷⁷

En 1953, deux voies de circulation du modèle de l'unité de voisinage ont été identifiées. La première est restée dans la CCSS dont les définitions étaient enracinées dans le courant hérité des congrès panaméricains d'architecture et maintenue par le réseau d'entrelacements. A cette occasion, le Département du logement a incorporé le principe de « l'unité urbaine »⁹⁷⁸ qui était présent dans l'urbanisme panaméricain depuis les années 1940 comme suit :

« Une citadelle, qui représentait deux ou trois îlots de maisons dans le problème urbain, n'était pas une solution efficace à la congestion de la ville. Il fallait une transplantation, une diminution des problèmes, une création de villes presque complètes, avec les services communaux les plus indispensables... L'unité de voisinage ne prévoit pas le cas isolé d'une famille, au contraire, elle repose sur la capacité maximale d'un groupe social... comprend ce besoin de l'individu et de la collectivité en général... Il réfléchit alors aux besoins du groupe humain : besoins culturels, commerciaux, sociaux, religieux... il est prévu de construire des parcs, des jardins, des bureaux administratifs de l'unité de voisinage, où les voisins sont en contact immédiat avec l'institution qui les gouverne. »⁹⁷⁹

Le terme « services communaux » était un équivalent à celui des facilités communales, de sorte que cette définition témoigne également de l'appropriation de cette catégorie par les institutions costaricaines. Parallèlement, dans sa thèse d'intégration au Collège des ingénieurs, Eduardo Jenkins a consacré une section à l'unité de voisinage. Bien qu'il n'ait pas fourni de définition en soi, selon les données disponibles, Jenkins a

⁹⁷⁷ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », pp. 21-23.

⁹⁷⁸ Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 23.

⁹⁷⁹ « Una ciudadela, que representaba dentro del problema urbano dos o tres manzanas de casas, no era solución efectiva a la congestión de la ciudad. Era necesario un trasplante, un restar problemas, un crear ciudades casi completas, con los servicios comunales más indispensables... La Unidad Vecinal no contempla el caso aislado de una familia, por el contrario, se basa en la capacidad máxima de un grupo social... comprende esta necesidad del individuo y las de la colectividad en general... Piensa entonces en las necesidades del grupo humano: necesidades culturales, comerciales, sociales, religiosas... se planea construir parques, jardines, oficinas de administración de la Unidad Vecinal, donde los vecinos estén en inmediato contacto con la Institución que los gobierna.» CCSS, *Memoria Anual 1951*, p. 307; Bonilla, « Circulación de saberes del urbanismo... », p. 99.

fait la première référence des six principes de Clarence Perry. S'appuyant sur l'école primaire, Jenkins a proposé la taille de la population, la densité, la taille des lots, la largeur des rues, le pourcentage de zones libres, les centres commerciaux et les centres civiques d'une hypothétique unité de voisinage.⁹⁸⁰ En d'autres termes, Jenkins a été l'un des pionniers de la systématisation et de l'adaptation de ce modèle au Costa Rica, aux côtés des auteurs de l'Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo, Jorge Emilio Padilla, Édgar Vargas, Rodrigo Masís, Santiago Crespo et César Garcés.

Un élément fondamental du cas costaricain est que l'unité de voisinage et les facilités communales ont été transformées en principes juridiques, par le biais de la loi organique de l'INVU. Ceci se manifeste dans les articles 4 et 5 de la loi, où on lui désigne comme objectifs d'assurer à la « famille costaricaine un meilleur logement et les éléments connexes », de localiser les espaces publics pour ces éléments ou services communs, de « formuler des plans généraux pour la construction et l'assainissement de logements ou d'unités de voisinage » et de « construire les centres pour les services communaux nécessaires ».⁹⁸¹

Toutefois, la loi organique a clairement établi à l'article 5 b) que l'INVU pouvait orienter la construction de logements par le biais d'unités de voisinage ou d'urbanisations. Cela a ouvert une porte pour l'utilisation généralisée du terme facilité communale sans nécessairement être lié à une unité de voisinage, car les urbanisations devaient avoir ce type de services. La loi n'a pas précisé comment ces facilités communales devaient être planifiées ou matérialisées, de sorte que l'INVU a dû éventuellement régler sur ce point, comme on le verra plus loin.

En ce qui concerne la typologie des facilités communales, Jenkins a avancé une typologie de base, composée d'espaces libres, d'écoles, de centres commerciaux et civiques. Il est important de souligner que pour les espaces libres, Jenkins a recommandé que ces zones soient situées à 10 % de la superficie totale de l'unité de voisinage. Ensuite, en 1956, le rapport des services communaux pour le projet TECHO à Bogota (future ville Kennedy) proposait six types, dont les commerces, les loisirs, les éducatifs, les industriels, les circulatoires et autres. Dans ce cas, les récréations représentaient environ 11 % pour chaque unité de voisinage faisant partie du projet TECHO.⁹⁸²

⁹⁸⁰ Jenkins, « Vivienda popular en Costa Rica », pp. 19-23.

⁹⁸¹ INVU, *Memoria 1954*, pp. 32-34.

⁹⁸² INVU, « Reproducción del informe... », p. 23.

Le rapport « Fréquence d'utilisation des facilités communales » présenté par la délégation du Costa Rica à la Réunion de logement de 1957 incluait une typologie composée de cinq types : commercial, éducatif, services socioculturels, services de salubrité et facilités publiques. Bien que le type récréatif semble avoir été exclu à l'œil nu, celui-ci a été intégré dans les services socioculturels. Cela dit, les terrains de jeu faisaient partie du club ou de la maison communautaire, ce qui a doté les aires de loisirs d'un caractère subordonné. Il faut le souligner, puisque le rapport a été salué lors de la Réunion du logement de 1957 et a mis en évidence un léger biais dans le modèle d'unité de voisinage présenté pour l'Amérique centrale.⁹⁸³

Ce n'est qu'en 1958 qu'il y a eu une systématisation plus claire des facilités communales. Un article publié par Jenkins et Jorge Crespo Villavicencio sur la ville satellite d'Hatillo et l'Unité de voisinage N° 2 a perfectionné les types, en établissant les facilités socio-culturelles et de loisirs, les installations éducatives, les installations médicales sanitaires, les facilités civiques et gouvernementales et enfin les facilités commerciales et industrielles. Dans le premier type, des espaces tels que le théâtre-auditorium, la bibliothèque publique, les églises, les cinémas, les terrains de jeux, les théâtres en plein air, les terrains de sport, les gymnases, les piscines, les lacs et les parcs ont été inclus. Certaines de ces facilités, comme le lac ou les espaces verts, peuvent être très bien appréciées sur le plan de l'avant-projet de la ville satellite (Image VIII.7), qui a été élaboré par Jenkins, Solow et Luis Marcial Philipón, ancien élève du CINVA.⁹⁸⁴

Comment ces installations communales seraient-elles distribuées dans la ville satellite d'Hatillo qui a commencé à être planifiée en 1956 ? Cette année-là, Carazo a expliqué au Conseil d'administration que le Comité central de planification de la ville satellite, dirigé par Solow, a introduit une échelle d'installations communautaires, en fonction du nombre de familles utilisatrices. En 1958, Jenkins et Crespo ont appelé à cette échelle « nucléation progressive ». Comme on l'observe à l'Image VIII.6, chacun des noyaux était accompagné d'une série de services qu'il a initiés avec le groupe familial, qui disposerait d'un espace ouvert pour les jeux pour enfants. Ensuite, quatre groupes familiaux constituaient un « quartier », qui comporterait une « pulpería » ou épicerie, un

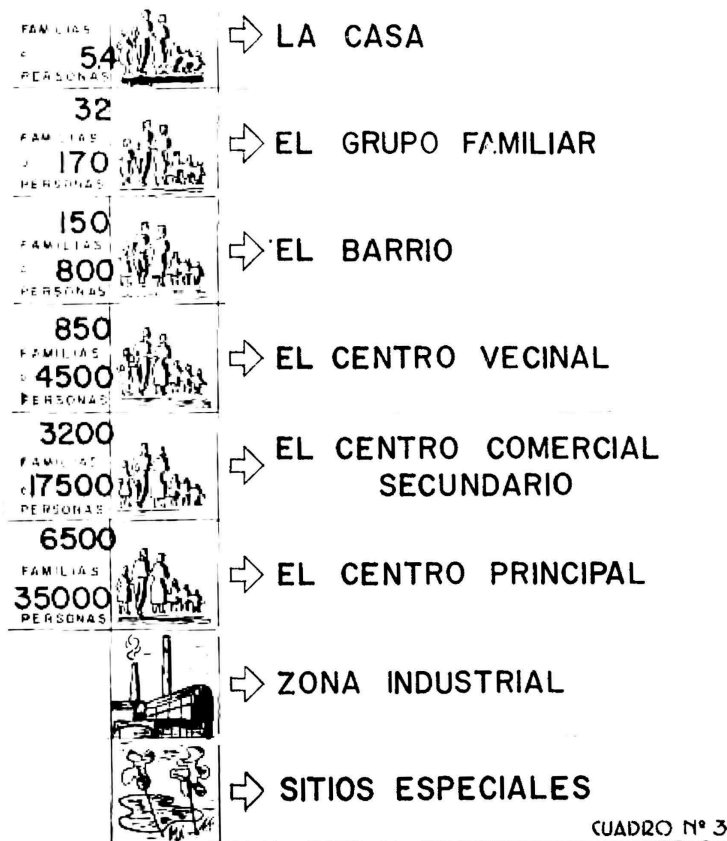
⁹⁸³ Repositorio CEPAL, AC.6/I/DT/18, 11 de noviembre de 1957, Eduardo Jenkins. « Frecuencia de uso de facilidades comunales ». Consultado el 30 de junio del 2021, URL: <https://goo.gl/qKPhW3>; CEPAL, "Informe de la Reunión sobre problemas...", p. 32.

⁹⁸⁴ Eduardo Jenkins y Jorge Crespo V. « Ciudad Satélite de Hatillo y Unidad Vecinal N° 2. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18, (1958), pp. 68-69.

jardin pour enfants, un terrain de jeux pour enfants et un parc de loisirs passif. Entre 5 et 7 quartiers constitueraient une unité de voisinage dont l'élément de cohésion était l'école primaire, accompagnée du centre communal, du terrain de sport, des parcs de loisirs et d'un centre commercial.⁹⁸⁵

**Image VIII.6. Système de nucléation progressive de la ville satellite d'Hatillo.
1958.**

**SISTEMA TENTATIVO DE ORGANIZACION
DE LA CIUDAD SATELITE EN HATILLO-**

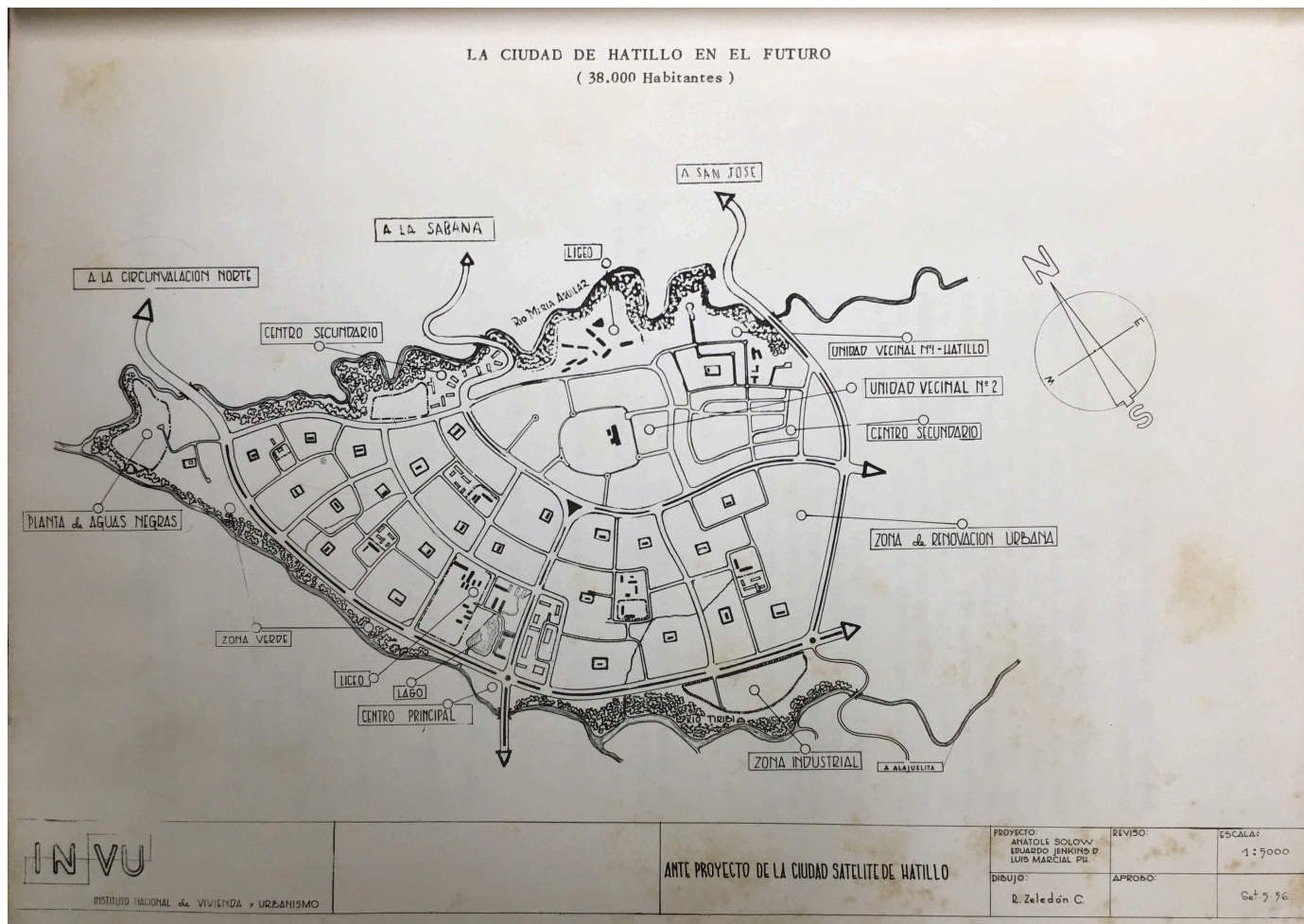


CUADRO N° 3

Source : Jenkins y Crespo, « Ciudad Satélite de Hatillo... », p. 58.

⁹⁸⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 30, Acta N° 196, 31 de julio de 1956, f. 446; Jenkins y Crespo, « Ciudad Satélite de Hatillo... », pp. 57-60; Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, pp. 75-76.

Image VIII.7. Costa Rica. Avant-projet de la ville satellite d'Hatillo. 1956.



Source : INVU. *Proyecto de Ley para...*, s.n.p.

Montoya a précisé que ce principe de nucléation progressive a été utilisé dans d'autres unités de voisinage en Amérique latine, l'un des cas étant l'Ensemble Adolfo Lopez Mateos Nonoalco de Tlatelolco, planifié par Mario Pani. Il a appelé « nucléisation » à la création de

« une structure de communautés urbaines, de quartiers, par la conception urbaine qui les délimite physiquement et les centres communaux de services sociaux (écoles, commerces, clubs, sports amusants) adaptés à leur échelle de regroupement, approvisionnement culturellement et matériellement... en contribuant à créer chez les gens l' « esprit de quartier »... »⁹⁸⁶

Il faut reconnaître que ce processus de synthèse de l'unité de voisinage et des facilités communales costaricaines est le résultat de l'étroite collaboration entre les urbanistes nationaux et étrangers, qui n'a pas été sans controverse. En 1955, Antonio C. Kayanan, les auteurs de l'Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo et le Conseil d'administration de l'INVU ont eu une forte polémique quant à leur conception. Kayanan a insisté sur le fait que l'unité de voisinage pourrait être améliorée, en incorporant des tracés plus organiques adaptés à la topographie naturelle, en utilisant le super-îlot, en incluant plus de sentiers piétons, en exploitant les pentes naturelles, en séparant les fonctions scolaires des activités commerciales du centre civique et en incluant davantage d'espaces verts.⁹⁸⁷

Les architectes et urbanistes costaricains ont défendu le plan initial de l'Unité de voisinage N° 1 car il répondait aux exigences du Département du logement et avait été approuvé par Solow et Garcés ; d'autre part, ils ont attaqué les propositions de Kayanan qui, en ne prenant pas ces considérations, n'avait pas agi de manière scientifique. Le Conseil d'administration a défendu le projet initial, non pas tant s'il répondait mieux ou non aux principes d'urbanisme les plus avancés, mais parce que faire reculer un projet au stade de la conception aurait des conséquences pour l'Institut, affectant son prestige et sa légitimité auprès de l'opinion publique. L'important de cet épisode, comme il a été souligné dans un article antérieur, c'est que les recommandations des experts en assistance technique n'étaient pas toujours adoptées gratuitement, mais faisaient l'objet de discussions et de débats, provoquant un changement fondé sur les particularités de

⁹⁸⁶ «... una estructura de comunidades urbanas, barrios, mediante el diseño urbanístico que los delimita físicamente y los centros comunales de servicios sociales (escuelas, comercios, clubes, deporte diversión) que adecuados a su escala de agrupamiento, abastecida cultural y materialmente... contribuyendo a crear en la gente el 'espíritu de barrio'...» Montoya Pino, « Las unidades vecinales en América... », p. 118-119. Traduction libre.

⁹⁸⁷ Renner a montré que certains de ces principes ont été appliqués au projet de logement Colonia Centroamérica au Guatemala, conçu par Walter Harris.

l'environnement, la culture de la société et les priorités économiques et politiques du gouvernement.⁹⁸⁸

Comme cela a été expliqué au début de ce chapitre, la ville satellite d'Hatillo était un projet basé sur l'approche métropolitaine de la planification intégrale suivie par l'INVU entre 1955 et 1962. C'est à cette époque que la construction de l'unité de voisinage N° 1, née dans le Département de logement, a été achevée et que les Unités de voisinage N° 2, 3 et 4 ont été conçues, cette dernière étant également connue sous le nom de La Verbena. Fait important, entre 1963 et 1972, période de crise du Département d'urbanisme, l'Unité de voisinage N° 5 a à peine été conçue. A partir de 1973 et jusqu'en 1986, les unités voisines restantes, les 6, 7 et 8, ont été conceptualisées. Le développement de la ville satellite a maintenu les bases de l'avant-projet original, mais sans doute, sa forme a changé au fil des ans comme on le voit dans l'Image VIII.9.

Dans la réglementation costaricaine aussi, l'unité de voisinage s'est consolidée. En 1968, le CINVA a produit un manuel intitulé *Proposition sur les normes minimales d'urbanisation pour les pays de l'isthme d'Amérique centrale* qui a inspiré une proposition sur les normes minimales d'urbanisation élaborée par Eduardo Jenkins, Rodrigo Vargas et Eladio Jara. Le manuel fournit une autre définition de l'unité de voisinage qui consistait en

« ... l'ensemble de logements qui accueille environ un millier de familles et qui est doté d'espaces communaux pour les activités quotidiennes ou périodiques des résidents (école, marché, magasins de vin, terrains de jeux, etc.). Cet ensemble de logements ne doit pas être traversé par des voies primaires. »⁹⁸⁹

Le « centre principal » de la nucléation progressive a été rebaptisé Secteur résidentiel composé de cinq unités de voisinage, soit 5000 familles. Ce secteur comprendrait également des écoles secondaires, des zones sportives, un centre commercial civique, des parcs, etc. Ces définitions ont été adoptées directement à partir du manuel du CINVA sans aucune modification⁹⁹⁰. Un aspect important de ce manuel est

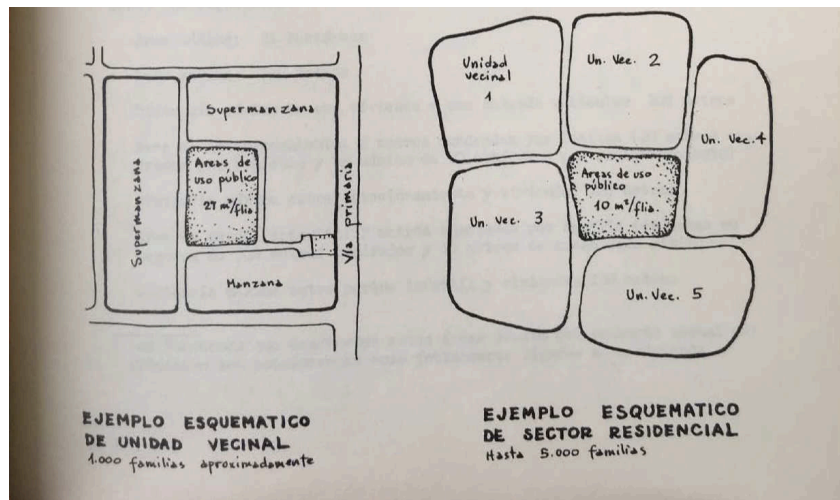
⁹⁸⁸ ANCR, Actas INVU, signatura 28, Acta N° 44, 17 de febrero de 1955, fs. 105-114; Bonilla, « Circulación de saberes del urbanismo... », p. 100-103. Je voudrais utiliser cet espace pour signaler l'erreur contenue dans cet article, car le débat a porté sur la conception de l'Unité de voisinage N° 1 et non sur la N° 2. Cette erreur n'invalide toutefois pas le contenu ou les conclusions tirées dans ce travail.

⁹⁸⁹ « ... el conjunto de viviendas que da cabida a mil familias aproximadamente y que está dotado de espacios comunales para actividades diarias o periódicas de los residentes (escuela, mercado, tiendas de viveres, campos de juego, etc.). Este conjunto habitacional no deberá ser atravesado por vías primarias. » INVU. *Propuesta sobre normas mínimas de urbanización*. (San José, Costa Rica: El Instituto, 1968), p. 5. Traduction libre.

⁹⁹⁰ OEA-OPS-OMS. *Propuesta sobre normas mínimas...*, pp. 11-12.

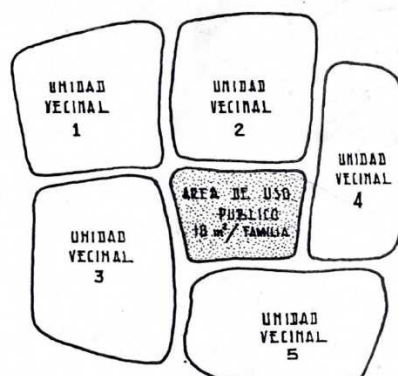
qu'il prévoyait que chaque famille devait fournir 27m² pour les installations communales et 10m² pour le secteur résidentiel comme indiqué à l'Image VIII.8. Il est important de garder ces chiffres à l'esprit, car ils entraîneront ultérieurement plusieurs changements fondamentaux dans la législation costaricaine.

Image VIII.8. Modèle de l'unité de voisinage et le secteur résidentiel proposé par le CINVA et adopté par l'INVU. 1968.



1 ESCUELA 10.000 m²
 1 CAMPO DE JUEGOS 10.000 m²
 PARQUE Y CLUB 5.000 m²

EJEMPLO ESQUEMATICO DE UNIDAD VECINAL
 1.000 FAMILIAS APROXIMADAMENTE



1 COLEGIO SECUNDARIA 20.000 m²
 1 CAMPO DE JUEGOS 20.000 m²
 CENTRO CIVICO - COMERCIAL 10.000 m²

EJEMPLO ESQUEMATICO DE SECTOR RESIDENCIAL
 HASTA 5000 FAMILIAS

Source : AGUNAL, Fond CINVA, Boîte 46, OEA-OPS-OMS. *Propuesta sobre normas mínimas de urbanización para los países del istmo centroamericano.* (Bogotá : CINVA, 1968), p. 9; INVU, *Propuesta sobre normas mínimas...*, s.n.p.

Image VIII.9. Costa Rica. Ville satellite d'Hatillo, San José. 1979.



Source : Vives, *Pioneros de la Arquitectura...*, p. 73.

Ce qui précède a montré que le développement de l'unité de voisinage au Costa Rica était discontinu en période de crise du Département de l'urbanisme, mais son insertion dans le vocabulaire technique et dans sa réglementation est restée constante. Bien qu'il existe de nombreuses études sur Hatillo, il n'existe pas encore de recherches axées sur l'analyse de l'unité de voisinage au Costa Rica, qui devraient tenir compte non seulement de la catégorie des analyses des facilités communales, mais aussi du changement historique et des implications sociales, culturelles, économiques et politiques des six principes de Perry :

1. *La superficie de l'unité de voisinage, calculée en fonction de la population pour laquelle une école doit être destinée, ainsi que sa densité.*
2. *Les limites de l'unité de voisinage, qui seront constituées à partir des principales artères de transit.*
3. *Les espaces ouverts de l'unité de voisinage, constitués de petits parcs et d'espaces de loisirs nécessaires à la population.*
4. *Les sites institutionnels, comme les écoles ou d'autres, qui doivent être regroupés en un point central ou commun.*
5. *Les magasins locaux, regroupés en « quartiers », qui doivent être situés autour de l'unité de voisinage, de préférence aux intersections de la circulation et adjacents à d'autres unités résidentielles.*
6. *Le système interne des rues, qui doit démotiver l'utilisation du transport automobile et promouvoir les déplacements à pied.⁹⁹¹*

Compte tenu de ce contexte, la section suivante analysera le processus d'appropriation des facilités communales au Costa Rica et les discussions suscitées par la fonction sociale de la propriété interne du Conseil d'administration de l'INVU et de l'Assemblée législative.

⁹⁹¹ Brody, « Constructing Professional Knowledge », p. 37.

b) « Minimum minomórum »

La missive que Jenkins a envoyée au Conseil d'administration de l'INVU en 1954, dans laquelle il consultait si l'Institut disposait de pouvoirs suffisants pour réglementer l'utilisation de la propriété privée, avait pour but d'éviter des expériences comme celle du Plan Garcés. Le problème allait au-delà de l'élargissement des voies, car la fonction sociale de la propriété était essentielle, entre autres aspects, pour garantir la dotation en facilités communales et la taille minimale du logement. Lors de la session N° 56 de la commission des affaires gouvernementales et de l'administration de l'Assemblée législative, le 30 septembre 1966, Eduardo Jenkins a souligné l'importance du règlement de fractionnement et d'urbanisation pour la ville,

« Le chapitre IV fait référence au fractionnement et à l'urbanisation, c'est en réalité le plus important, car l'avenir l'est plus que le passé. C'est le règlement d'urbanisation qui contrôle l'avenir, tout un nouveau développement à réaliser, selon le plan de réalisation [aménagement ?] et les prévisions de ce règlement... Celui-ci doit contrôler la conception géométrique ; vous devez dire que les rues d'une urbanisation doivent être réalisées dans le respect du plan de voies. Et en outre, les facilités communales : écoles, parcs, etc., toutes ces zones doivent être cédées gratuitement, par les entreprises, car cela fait partie des exigences qu'elle crée elle-même. »⁹⁹²

La dernière phrase de Jenkins a concentré le cœur de la problématique de la fonction sociale de la propriété, le propriétaire ayant une responsabilité inéluctable de redonner à la société une partie des avantages qu'il obtenait de la vente des maisons ou des lots sur son terrain. Il le faisait par le pourcentage de sa propriété qu'il devait céder gratuitement au gouvernement local pour la construction d'infrastructures de services ou de travaux de développement urbain. Il devient donc nécessaire d'approfondir l'analyse de la discussion des règlements de fractionnement et d'urbanisation ainsi que la réponse politique aux mesures proposées par le Département d'urbanisme.

⁹⁹² « El capítulo IV, se refiere al fraccionamiento y urbanización, en realidad este es el más importante, porque el futuro, lo es más que el pasado. El reglamento de urbanización es el que controla el futuro, todo un nuevo desarrollo pendiente de realizar, de acuerdo con el plan realizador [¿regulador?] y las previsiones de éste reglamento... Este tiene que controlar el diseño geométrico; tiene que decir que las calles de una urbanización deben realizarse respetando el plan vial. Y además las facilidades comunales: escuelas, parques, etc., todas estas áreas deben ser cedidas gratuitamente, por los urbanizadores, porque es parte de las demandas que él mismo está creando. » AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 30 de setiembre de 1966, "Sesión N° 56, Comisión Permanente de Asuntos de Gobierno y Administración", f. 32. Je souligne. Traduction libre.

La discussion des règlements de fractionnement et d'urbanisation ainsi que des dispositions de la loi de Planification urbaine doit être insérée dans un processus de lutte sociale qui remonte au début du XXe siècle. Entre 1880 et 1930, outre le paysan, les pions et les ouvriers agricoles qui ont également joué dans leurs propres luttes contre les exportateurs de café, un secteur d'ouvriers, d'artisans, d'employés et de fonctionnaires a commencé à se former dans les centres urbains et commença à consolider progressivement leur propre identité de groupe et leur conscience à l'égard de leurs problèmes communs : les longues journées et les accidents du travail, le coût élevé des subsistances, les mauvaises conditions de logement, les prix des loyers, le manque de services de base tels que l'eau, entre autres.

Les premiers espaces d'organisation, tels que le Centre Germinal, la Confédération générale des travailleurs et les premiers syndicats, ont accru l'organisation de travailleurs urbains tels que les cordonniers, les boulangers, les typographes, les ébénistes, les charpentiers, les télégraphistes, entre autres, qui ont lancé dans les années 1910 un cycle de mouvements sociaux qui ont poussé le gouvernement à intervenir dans ces problématiques. Comme l'a souligné William Elizondo, l'action du gouvernement a été réactive à ces pressions sociales, mais a progressivement permis de consolider un régime de bien-être libérale, qui consacrait de plus en plus de ressources à la solution de la question sociale.⁹⁹³

Les luttes populaires pour une loi sur la location dans les années 1920 ainsi que l'expérience du mouvement ouvrier accumulée jusqu'alors, ont incité la Confédération générale des travailleurs à former le Parti réformiste, dirigé par Jorge Volio. Dans le programme partisan la réglementation immobilière, la réforme fiscale et le problème du logement occupaient une place importante. Mais c'était le Parti communiste qui a mené une lutte plus intense, sur les conditions de logement comme cela a été souligné à plusieurs reprises tout au long de cette enquête. Botey et Malavassi ont montré que les communistes étaient sensibles à des problèmes tels que la surpopulation dans les habitations des secteurs populaires, le manque de lumière, de ventilation, d'eau potable et de services sanitaires affectant la santé de leurs habitants. Au début des années 1940, il était plausible d'identifier dans ses discours la nécessité de créer dans les quartiers

⁹⁹³ Víctor Hugo Acuña Ortega. *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica: las huelgas de 1920 por la jornada de ocho horas*. (San José, Costa Rica: CENAP-CEPAS, 1986); Elizondo, « El problema de la vivienda... », p. 163; Viales, « El régimen liberal de bienestar... », p. 93.

populaires, les crèches, les terrains de jeux pour enfants, les places dans les quartiers, les salles à manger et les écoles.

Parallèlement à la fondation de l'INVU, les luttes sociales pour le logement et les services publics menées par les conseils progressistes et l'Alliance des femmes costaricaines ont maintenu la pression sociale vers le gouvernement et les municipalités, afin qu'elles interviennent davantage pour résoudre ces problèmes. Selon les contributions de Patricia Alvarenga, les femmes ont fait preuve d'une plus grande prise de conscience de l'importance des espaces et des services qui accompagnent les solutions de logement, telles que les crèches et les écoles. Selon Alvarenga, cela correspondait au renforcement de la revendication et de la libéralisation économique des femmes. C'est pourquoi des espaces ou des facilités communales de ce type leur permettaient d'entrer plus fortement sur le marché du travail et dans les luttes politiques, tout en réduisant les risques physiques et mentaux que les enfants pouvaient subir en l'absence de ce type d'espaces. Les femmes en sont même venues à suggérer la construction de multifamiliaux, car ils répondaient davantage à leurs besoins, étant donné que les projets de logement qui se situaient progressivement plus loin du centre urbain les obligeaient à prendre les transports publics, qui n'étaient pas du tout efficaces.⁹⁹⁴

En ce sens, l'action réglementaire de l'INVU doit être contextualisée comme le résultat du croisement de la question sociale du logement et des services publics qui était cultivée depuis le début du XXe siècle, avec le savoir-faire de l'urbanisme qui a été promu à partir des programmes d'assistance technique et de l'institutionnalisation costaricaine. Le courant réglementaire s'est exprimé dans la création de normes minimales de logement, d'urbanisation et de fractionnements qui étaient intimement liées aux pourcentages qui étaient attribués aux propriétés. Un pourcentage plus ou moins élevé attribué à l'un de ces facteurs impliquait une affectation directe sur l'autre.

En juin 1957, le Conseil d'administration a tenté de réformer le règlement d'urbanisation et de fractionnement de la municipalité de San José, créé à l'origine par Garcés. A cette occasion, il a été proposé que la zone de construction d'un lot ne soit pas inférieure à 40%, ce qui implique que les 60% autres soient destinés à d'autres services complémentaires, tels que les rues, les trottoirs ou les facilités communales.⁹⁹⁵ Un an plus tard, les départements juridiques et d'urbanisme de l'INVU ont cherché à introduire

⁹⁹⁴ Alvarenga, *De vecinos a ciudadanos*, pp. 98-116.

⁹⁹⁵ ANCR, Actas INVU, signatura 32, Acta N° 287, 18 de junio de 1957, fs. 378-379.

comme principe juridique la cession gratuite de 40% de la propriété, étant donné que de nombreux règlements municipaux de l'Aire métropolitaine, tels que ceux de San José, San Pedro ou Guadalupe, n'exigeaient que 5% et laissaient à la discrétion de l'urbaniste de le placer là où mieux lui semblait, même s'il s'agissait d'un terrain à flanc de colline ou sur un réservoir septique. Ces règlements favorisaient les propriétaires et leurs intentions de profit, au détriment des futurs habitants des projets de logement.⁹⁹⁶

Les unités de voisinage d'Hatillo N° 1 et N° 2, selon les informations disponibles, ont été utilisées pour fixer ces minimums, les deux projets de logement répondant ou même dépassant les pourcentages requis.⁹⁹⁷ Ces deux affaires sous-tendent les articles 6 et 8 du premier projet de loi de Planification urbaine soumis en 1958 au Conseil d'administration. En ce qui concerne le premier, Jenkins et Zavaleta, rédacteurs du projet, ont noté que :

« L'Institut national du logement et de l'urbanisme a calculé qu'au moins 25% de la zone urbaine est nécessaire pour fournir les voies de circulation nécessaires (primaires, secondaires et locales). En ce qui concerne les installations communales telles que les écoles et les collèges, les maisons communales, les centres de santé, les parcs et les terrains de jeux, l'INVU a estimé qu'il en fallait 15% pour les accueillir. C'est pourquoi il est proposé de prévoir légalement que tout fractionnement ou urbanisation affecte 40% de la superficie brute à développer à l'usage public. »⁹⁹⁸

Cet article a été discuté au sein du Conseil en raison des conséquences économiques que celui-ci pourrait représenter pour l'entreprise privée. Bien que le pourcentage n'ait pas été critiqué en substance, la volonté d'obliger le propriétaire qui ne pouvait pas céder ces 40% à le payer en argent à la municipalité afin que celle-ci puisse acheter des terrains sur d'autres sites où des facilités communales étaient nécessaires fut débattue fortement. De l'avis du directeur Máximo Quesada Picado, il était gênant de faire payer les propriétaires pour des services qu'il était « de l'obligation de l'État de les fournir ». La mesure compensatoire, qui était en fait intimement liée à la fonction sociale

⁹⁹⁶ INVU, *Memoria 1958*, pp. 145, 168-169.

⁹⁹⁷ Chaves, et.al. « La producción del espacio público... », pp. 123-124; ANCR, Actas INVU, signatura 33, Acta N° 337, 10 diciembre de 1957, f. 347.

⁹⁹⁸ « El Instituto Nacional de Vivienda y Urbanismo ha calculado que se requiere cuando menos un 25% del área urbana para proveer las vías de circulación necesarias (primarias, secundarias y locales). En el referente a facilidades comunales, como escuelas y colegios, casas comunales, centros de salud, parques y campos de juego, el INVU ha estimado que se necesita para acomodarlas, un 15% del terreno a urbanizar. De ahí que se proponga el precepto legal de que todo fraccionamiento o urbanización debe destinar al uso público el 40% del área bruta a desarrollar. » INVU, *Memoria 1958*, p. 144. Traduction libre.

de la propriété, a finalement été maintenue par le Conseil d'administration, mais comme indiqué précédemment, le premier projet de loi de Planification urbaine n'a pas été analysé par l'Assemblée législative.⁹⁹⁹

L'article 8, d'autre part, en plus d'assurer le retrait nécessaire à l'élargissement des voies, protégeait la municipalité de ne pas avoir à indemniser immédiatement le propriétaire. Comme il a été noté dans l'exposé des motifs de ce projet de loi, derrière cette disposition se cache la mauvaise expérience du Plan Garcés :

« La loi en vigueur sur la construction autorise les municipalités à fixer des lignes de construction, c'est-à-dire des retraits des structures par rapport à la ligne centrale des voies publiques. Toutefois, la loi a été interprétée dans le sens où le propriétaire dont la ligne de construction est repoussée a le droit d'exiger le paiement immédiat de la ceinture comprise entre la ligne de construction existante et celle qu'il est envisagé de fixer... Le résultat habituel est que, sauf retrait volontaire du propriétaire, la municipalité n'a pas les ressources nécessaires pour acquérir la ceinture d'extension requise et est forcée de permettre la construction sur la ligne d'origine, de manière à être décrite comme « temporaire » mais qui, au fond, a un caractère quasi permanent. De cette façon, il devient presque impossible d'élargir les rues dans les zones développées. »¹⁰⁰⁰

En complément de ce contrôle, l'article 41 stipulait que tout fractionnement de terrain nécessitait un visa municipal. Sans cette garantie, ni l'imposition directe ni le registre public n'inscriraient la propriété qui ne respecte ni le règlement de fractionnement ni celui d'urbanisation. Selon Jenkins, l'avantage d'une telle mesure était double : le propriétaire s'assurait qu'il ne rencontrerait aucun problème dans la construction, et la municipalité garantirait la fourniture adéquate d'espace, de services et d'espaces publics. L'article en question a été contesté par le directeur Quesada Picado, qui :

« ... a ses doutes quant à l'applicabilité de cet article, car, d'une certaine manière, il constitue une limitation au droit de propriété, puisque personne ne peut être empêché d'acheter ou de vendre un terrain de n'importe quelle dimension, aussi petit soit-il. D'autre part ... il est tout à fait possible que des objections de fond

⁹⁹⁹ ANCR, Actas INVU, signatura 37, Acta N° 544, 14 de diciembre de 1959, fs. 470-473.

¹⁰⁰⁰ « La Ley de Construcciones vigente autoriza a las Municipalidades para fijar líneas de construcción, o sea retiros de las estructuras con respecto a la línea centro de las vías públicas. Sin embargo, se ha interpretado la Ley en el sentido de que el propietario cuya línea de construcción se hace retroceder, tiene derecho de exigir el pago inmediato de la faja comprendida entre la línea de construcción existente y la que se pretende fijar... El desenlace usual es que, salvo que el propietario se retire voluntariamente, la Municipalidad carece de recursos para adquirir la faja de ampliación que se requiere y resulta forzada a permitir que se edifique sobre la línea original, en forma que se describe como "temporal" pero que en el fondo tiene carácter casi permanente. De esta manera se hace casi imposible el ensanche de calles en las áreas desarrolladas. » INVU, *Memoria 1958*, p. 145. Traducción libre.

soient manifestées au conseil de l'Assemblée législative à l'encontre de cet article, ce qui entrave la promulgation de la loi. »¹⁰⁰¹

L'article a été défendu par Zavaleta, qui a souligné que son but était d'arrêter la mauvaise pratique de subdiviser les terrains qui, après tout, pourraient devenir des bidonvilles qui sont « caractérisés par le manque de services de toutes sortes et par l'absence de la zone indispensable à la construction d'un logement décent. » Le Conseil d'administration a demandé que l'article soit reformulé pour concilier les points de vue ; toutefois, les informations disponibles n'ont pas permis de vérifier si ce changement avait été effectué. Toutefois, qu'il ait fait une telle demande démontre une crainte de la commission à l'égard de la tâche d'intervenir dans le régime de propriété privée et, dans une certaine mesure, une inclination à protéger les propriétaires.

Face à l'échec de ce premier projet de loi de Planification urbaine, le Département d'urbanisme, avec l'avis du Département juridique et de l'expert en assistance technique du Point IV, Allen Benjamin¹⁰⁰², ont élaboré une ordonnance type d'urbanisation et de fractionnement pour permettre aux municipalités de mettre à jour leurs règlements respectifs. De toute évidence, les pourcentages destinés à l'espace public ont été repris par leurs proposants :

« La modification la plus importante proposée dans l'ordonnance type concerne les zones que l'urbaniste doit affecter aux services publics, telles que les écoles, les parcs, le stationnement des véhicules et d'autres services communaux, qui demandent dans la réglementation actuelle 5% de la superficie totale hors voies de communication ou rues, estimée à une moyenne de 25% , et qui se propose maintenant d'exiger 15% de la superficie pour les services publics... considérant que c'est le minimum recommandé pour éviter les problèmes futurs pour les municipalités et les organismes chargés de doter les communautés de services publics... »¹⁰⁰³

Encore une fois, l'un des opposants à cette disposition était le directeur Quesada Picado, pour qui ce pourcentage n'était pas approuvable car « l'entrepreneur perd », préoccupation partagée par le président du Conseil, Gonzalo Jiménez. Un autre opposant

¹⁰⁰¹ « ... tiene sus dudas en cuanto a la aplicabilidad de este Artículo, pues, en cierto modo, constituye una limitación al derecho de propiedad, puesto que a nadie se le puede impedir que compre o que venda un terreno de cualesquiera dimensiones, por pequeñas que éstas sean. Por otro lado... es muy posible que en la Asamblea Legislativa se pongan objeciones de fondo a este Artículo, obstaculizándose así la promulgación de la Ley. » ANCR, Actas INVU, signatura 38, Acta N° 577, 12 de abril de 1960, f. 318. Traduction libre.

¹⁰⁰² INVU, *Memoria 1961*, p. 8.

¹⁰⁰³ ANCR, Actas INVU, signatura 42, Acta N° 750, 19 de diciembre de 1961, f. 323.

était le ministre du Travail Franklin Solórzano, car cette disposition désavantageait les entrepreneurs particuliers et la mesure limitait donc l'initiative privée. Efraím Morales, Rodrigo Vargas, Arnoldo Zavaleta et Adolfo Becerril ont tous défendu les pourcentages, car ceux-ci ne menaçaient pas les profits des entrepreneurs et n'excédait pas non plus le rôle de l'Institut. Certes, l'ordonnance type n'avait pas la même force que le projet de loi de Planification urbaine, mais pour ses proposants, c'était pour l'instant le seul moyen d'encourager la mise à jour des règlements de fractionnement et d'urbanisation.¹⁰⁰⁴

La résistance politique de l'Assemblée législative et de certains membres du Conseil d'administration à intervenir dans la propriété privée doit être considérée comme un indicateur de l'importance sociale des facilités communales pour l'environnement de la ville, le logement et la sécurité de ses habitants. En fait, ils étaient si importants que l'un des discours en faveur de la nouvelle loi de Planification Urbaine était intimement lié à la dotation de ce genre de zones pour la ville.

Dans une lettre adressée à Rodrigo Carazo, alors président de l'Assemblée législative, le chef du Département de chirurgie de l'Hôpital national pour enfants, le Dr. Roberto Ortiz Brenes, a expliqué ce qui suit :

« Face au grave problème posé par l'augmentation considérable des accidents chez les enfants dans notre pays, due en grande partie à deux facteurs très importants, le manque d'éducation et le manque de lieux appropriés pour les loisirs des enfants, en tant que médecin à l'Hôpital national pour enfants... Je considère qu'une campagne tendant à la construction de ce type d'installations pourrait être un facteur déterminant dans la diminution des accidents... Si notre pays occupe la première place en natalité, nous avons l'obligation de protéger nos enfants et de ne pas voir avec indifférence comment notre ville grandit sans aucune planification et sans prévoir de zones de loisirs pour les enfants. »¹⁰⁰⁵

La Direction générale de l'éducation physique et des sports du Costa Rica a également appuyé la missive du Dr. Ortiz et a invité les membres de la commission du gouvernement et de l'administration à approuver le projet de loi de Planification urbaine,

¹⁰⁰⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 42, Acta N° 750, 19 de diciembre de 1961, fs. 323-325.

¹⁰⁰⁵ « Ante el grave problema que representa el considerable aumento de los accidentes en niños en nuestro país, atribuible en buena parte a dos factores muy importantes, como lo son la falta de educación y la escasez de lugares apropiados para la recreación infantil, como médico del Hospital Nacional de Niños... Considero que una campaña tendiente a la construcción de este tipo de instalaciones, podría ser factor determinante en la disminución de los accidentes... Si nuestro país ocupa el primer lugar en natalidad, tenemos la obligación de proteger a nuestros niños y no ver con indiferencia cómo nuestra ciudad crece sin planeamiento ninguno y sin prever zonas de recreación para los niños. » AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 10 de octubre de 1966, « Carta de Roberto Ortiz a Rodrigo Carazo », fs. 11-12. Traduction libre.

car il « habiliterait l'INVU à imposer la cession de zones communales dans toute urbanisation qui se fait dans le pays, qui pourraient être destinées à des terrains de sport. »¹⁰⁰⁶

Ceci renvoie aux mots de Jenkins sur l'importance de planifier la ville future.

Selon l'urbaniste, la loi :

« ... est d'ordre, parce qu'il est proposé, d'une part, le pouvoir de réglementer cette matière ; est un projet qui respecte la propriété privée, dans le sens où si elle est affectée, si elle nécessite d'une compensation, mais elle exige effectivement – parce que c'est la seule façon possible de le faire – une obligation des propriétaires à suivre certaines règles de développement..., non pas pour limiter la liberté, mais au contraire pour éviter le chaos... C'est-à-dire que la propriété a une fonction sociale. Cet aspect est ce qui est le moins clairement énoncé dans notre législation, bien que dans la loi sur la Construction, il dit que les municipalités peuvent refuser ou dénier des permis, selon certaines règles, mais cela a été un pouvoir qui a été appliqué très peu. »¹⁰⁰⁷

Peu de temps après avoir prononcé ces mots, Jenkins a récupéré le problème du Plan Garcés pour expliquer dans quelle mesure la nouvelle loi visait à empêcher qu'une telle expérience ne se reproduise. Face à cette explication, le député Jorge Villanueva Badilla a consulté l'urbaniste costaricain si, pendant la période où le propriétaire était invité à construire et au moment de l'élargissement de la voie, la propriété était « séquestrée ». Ce à quoi Jenkins répondit : « ... tout plan d'extension de voies dans les zones bâties est utopique ; alors l'idée se pose, que nous le voulions ou non ; la ville a besoin ou non d'élargir certaines rues. A San José, on s'aperçoit de ce besoin... En outre, une zone de dix pour cent, de la zone à urbaniser, doit être remise à la municipalité pour zonage. » L'adjoint Villanueva a rétorqué : « C'est réglementaire... », ce à quoi Jenkins a statué : « Ici, c'est proposé comme principe juridique »¹⁰⁰⁸.

¹⁰⁰⁶ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 14 de novembre de 1966, « Carta de Rodrigo Pacheco López a la Comisión de Gobierno y Administración », f. 19.

¹⁰⁰⁷ « ... es de ordenamiento, porque se propone que exista, por un lado, el poder de regular esa materia; es proyecto que respeta la propiedad privada, en el sentido de que si ésta se afecta, requiere compensación, pero sí, efectivamente – porque es la única manera posible de hacerlo – obliga a los propietarios a seguir determinadas reglas de desarrollo..., no por limitar la libertad, sino por el contrario, para evitar el caos... Q sea que la propiedad tiene una función social. Este aspecto es lo que menos claramente está establecido en nuestra legislación, aunque en la ley de construcciones, dice que las municipalidades pueden negar o denegar permisos, de acuerdo con ciertas reglas, sin embargo, esa ha sido una facultad que se ha aplicado muy poco. » AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 7 de junio de 1966, « Acta de la Sesión extraordinaria ° 17 », fs. 24-25; Quelques mois plus tard Jenkins réitéra le même position. AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 30 de setiembre de 1966, « Acta de la Sesión 56 », f. 30. Je souligne. Traduction libre.

¹⁰⁰⁸ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 7 de junio de 1966, « Acta de la Sesión extraordinaria ° 17 », f. 26. Je souligne. Traduction libre.

En six mots, Jenkins résumait le cœur de la problématique urbaine costaricaine, puisque la responsabilité de réglementer les lignes de retraite pour l'extension de voies ou pour la construction de facilités communales ayant été laissée aux municipalités, elle avait consolidé cette demande historiquement insatisfaite d'espaces urbains larges et de qualité. Quelques mois plus tard, Jenkins a renforcé son argument en soulignant que les entreprises, déplacées par le profit, ne pouvaient pas simplement recharger dans l'État la capacité de répondre à ces besoins, mais devaient être complétés par ceux qui causaient le développement.¹⁰⁰⁹

En ce qui concerne la prévention des fractionnements susceptibles de générer des bidonvilles, le projet de loi a maintenu la méthode du visa municipal introduite dans le projet de 1958, qui a été contestée par les députés Alfredo Vargas Fernández et Fernando Gutiérrez Benavides parce qu'il n'était pas clair dans quelle mesure le pouvoir du propriétaire de vendre ce qui lui appartenait était limité. Toutefois, ces questions n'ont pas entraîné un rejet catégorique de la part de la Commission, qui s'est plutôt penchée pour louer le projet.¹⁰¹⁰

Selon les informations disponibles, presque toutes les règles qui imposaient une limitation à la propriété (à l'exception des règles financières) ont été approuvées. Cependant, un changement important a été appliqué en ce qui concerne la taille de la zone à réserver pour des installations communales. Bien que la brochure explicative et le projet de loi aient déterminé que cette zone correspondait à au moins 10 % et à 15 % au maximum, le décret-loi 4240 a modifié cette zone en exigeant des entreprises qu'elles ne cèdent que 30 m² par famille, ce qui a ouvert une porte pour que la superficie dédiée aux facilités communales soit mineure, protégeant ainsi l'intérêt privé.¹⁰¹¹ Cela est le résultat du veto présidentiel du président Jose Joaquin Trejos¹⁰¹² qui a obligé l'INVU à recourir aux normes minimales suggérées par le CINVA en 1968, augmentant de 3m² celle fournie par le centre régional.

¹⁰⁰⁹ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 30 de setiembre de 1966, « Acta de la Sesión N° 56 », f. 29.

¹⁰¹⁰ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 7 de octubre de 1966, « Acta de la Sesión N° 60 », f. 35.

¹⁰¹¹ AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 11 de noviembre de 1968, « Decreto-Ley 4240 », f. 330.

¹⁰¹² AAL, Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine, 11 de setiembre de 1968, « Veto presidencial », f. 268.

Selon les informations disponibles, plusieurs tentatives ont été faites pour inverser ce changement et réintroduire les pourcentages. L'un d'eux était le règlement sur le fractionnement et l'urbanisation qui a été approuvé par le Conseil d'administration de l'INVU le 28 mars 1969, qui a établi une échelle de zones, en fonction de la taille du lot et du nombre de familles, les pourcentages variant de 15 à 5 %.¹⁰¹³ Toutefois, ce règlement n'a pas été publié au Journal officiel *La Gaceta* et n'a donc eu aucune force juridique.¹⁰¹⁴ Par la suite, en 1972, la loi N° 4971 a réformé l'article 40, en modifiant la disposition de 30m² par famille pour les pourcentages de zones, qui variaient entre 5 % et 20 %.¹⁰¹⁵

Cependant, à partir des années 1970, on a pu identifier une tendance à assouplir ces pourcentages. En 1973, le Conseil d'administration a soumis à discussion un nouveau règlement de fractionnement et d'urbanisation, fondé sur la thèse selon laquelle il serait aussi large que possible et stimulerait la construction de logements par l'entreprise privée. En effet, le président du conseil, Echandi Zürcher, a reconnu qu'il existait un intérêt particulier de la Chambre des industries et des mutuelles à faire approuver cet instrument. La flexibilité du nouveau règlement a été démontrée par l'inclusion de « normes ordinaires » et de « normes minimales »¹⁰¹⁶ qui sont devenues des instruments de différenciation sociale des projets de logement, car alors que ceux destinés aux classes moyennes ou supérieures restaient 20% de la superficie totale du terrain à céder à la municipalité, dans les normes minimales, ce pourcentage a été contesté par divers membres du Conseil d'administration et des pressions ont été faites pour le réduire.¹⁰¹⁷

Le directeur Eladio Jara a fait valoir que si 20% étaient maintenus, les pauvres étaient les plus durement touchés. Selon le directeur de l'urbanisme Warnes Sequeira, ce pourcentage était contesté par les « particuliers » (les urbanistes privés), et il suggérait donc d'appliquer à sa discrétion les 10m² par famille, afin de favoriser les projets de logement économique. Ces 10m² provenaient des normes minimales du CINVA pour les secteurs résidentiels selon l'Image VIII.7. Mais surtout, il serait accepté que l'urbaniste

¹⁰¹³ INVU. *Reglamento de Fraccionamiento y Urbanización*. (San José, Costa Rica: El Instituto, 1969), pp. 18-21.

¹⁰¹⁴ ANCR, Actas INVU, signatura 77, Acta N° 2404, 28 de mayo de 1973, f. 120.

¹⁰¹⁵ « Ley N° 4971. Reforma Ley de Planificación Urbana, 28 de abril de 1972. » *Sistema Costarricense de Información Jurídica*. Consultado el 25 de junio del 2021. URL: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=33976&nValor3=35828&strTipM=TC

¹⁰¹⁶ ANCR, Actas INVU, signatura 77, Acta N° 2404, 28 de mayo de 1973, fs. 119, 122.

¹⁰¹⁷ ANCR, Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2699, 11 de noviembre de 1975, f. 255.

réserve ou non les zones pour des facilités communales, en l'occurrence celles destinées aux parcs.¹⁰¹⁸ Parmi les membres du Conseil d'administration, c'est le directeur José Bermúdez Durán qui a défendu la thèse de ne pas réduire les zones, car selon lui :

« Il faudrait voir ce que cela signifie ou ce qui se passe si une famille reçoit un mètre de parc de plus et quels avantages seraient obtenus en matière de santé, de développement et d'amélioration. Il y a des choses qui ne peuvent pas être achetées dans des concepts strictement économiques. Pour ces raisons et d'autres, il n'accepte pas de réduire ces pourcentages... ces zones ne doivent pas être données en fonction du dimensionnement de l'urbanisation à mettre en œuvre, mais en raison de la densité donnée. »¹⁰¹⁹

Malgré les recommandations de Bermúdez, Eladio Jara a plutôt encouragé l'investissement des pourcentages d'espaces verts de manière que « les urbanisations de grands lots cèdent 20 % pour les espaces verts et que les développements de petits lots fassent la cession aux mêmes fins, mais de 5 %. » Bien que cela semble à l'œil nu une mesure plus juste, le fait est que l'interprétation de Jara était basée sur la taille des lots individuels, au lieu de prendre l'extension totale du projet de logement. Dans ce cas, l'entrepreneur d'un projet de logement d'intérêt social était autorisé à consacrer 5% de la superficie totale du terrain à des installations communales, ce qui lui fournissait sur place un pourcentage plus élevé de terrains à urbaniser et donc à vendre. Cela signifiait retourner sur plus de 20 ans de réglementation sur les espaces publics.

Le directeur Francisco Cordero a averti qu'il s'agissait d'un pourcentage très faible et que, selon lui, les populations pauvres devraient bénéficier de 20%. La solution proposée par Warnes Sequeira était salomonique : tous les projets de logement minimum autorisés par l'INVU se verront demander 10 % pour « les espaces verts ».¹⁰²⁰ Un aspect pertinent à souligner était ce qui arrivait à ces zones destinées aux installations communales qui étaient transférées à la municipalité. A cet égard, le directeur Carlos Franco Cao l'a illustré comme suit : « Généralement un mois plus tard, cela devient des

¹⁰¹⁸ Selon la réforme de la loi de Planification urbaine de 1972, la zone pour les facilités communales devait être répartie comme suit: un tiers (environ 10m2 par famille) serait utilisé pour les parcs, tandis que les deux autres tiers devaient être utilisés pour d'autres installations communales.

¹⁰¹⁹ « Habría que ver qué significa o qué sucede si a una familia se le da un metro más de parque y qué beneficios se obtendrían en salud, desarrollo y mejoramiento. Hay cosas que no pueden ser compradas en conceptos estrictamente económicos.. Por estas y otras razones él no está de acuerdo en rebajar esos porcentajes... esas áreas no deben darse en función del dimensionamiento de la urbanización que se ejecute, sino en razón de la densidad que se dé. » ANCR, Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2699, 11 de noviembre de 1975, fs. 260-261.

¹⁰²⁰ ANCR, Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2702, 24 de noviembre de 1975, fs. 298-300.

« charrales » ou des fumoirs de marijuana, ou les jeux mécaniques, les clôtures, etc. sont volés. »¹⁰²¹

Ceci est important car certains chercheurs ont abordé la problématique de l'abandon des espaces publics dans les projets de l'INVU. Si l'institution a eu un bon degré de responsabilité dans cette réalité, permettant même à un moment donné aux entrepreneurs privés de livrer les projets avec des « travaux différés », c'est-à-dire non achevés pour réduire les coûts, les municipalités ont joué un rôle prépondérant dans l'abandon de ces espaces publics qui sont devenus des marginaux et sous-utilisés, en évitant que les habitants puissent en faire un usage efficace.¹⁰²² Cela a également influencé le faible degré de participation de la population au processus de conception, ce qui a eu un impact à la fois sur la réception de l'espace public et sur son utilisation et sa perception finale.

Comme on a pu le constater, tout au long de la période considérée, la problématique de la fonction sociale de la propriété a incité le Département de l'urbanisme à établir, par le biais des règlements de fractionnement et d'urbanisme et de la loi de Planification urbaine, des pourcentages fixes que les projets privés et publics devaient céder aux municipalités pour qu'elles soient utilisées comme facilités communales. Par la réglementation, les facilités communales qui étaient à l'origine liées aux unités de voisinage sont convenues d'un mécanisme de démocratisation de l'espace urbain pour tout projet de logement. Dans cette optique, entre 1955 et 1970, la tendance a toujours été de maintenir un pourcentage élevé de zones réservées aux installations communales, qui variait de 10 à 15%. Le projet initial de loi de Planification urbaine prévoyait une norme minimale de 10%.

Un bref interrègne entre 1968 et 1972 a considérablement réduit ces domaines, grâce au veto présidentiel, en vue de favoriser l'entrepreneur privé. Cela a été corrigé par une réforme de la loi, mais a créé une plus grande flexibilité quant aux pourcentages allant de 5% à 20%. En outre, il a été établi qu'environ 10m² par famille soient destinés à des zones de parc, tandis que les 20m² restants seraient utilisés pour d'autres installations communales. A partir de 1972, la pression des chambres commerciales, mutuelles et

¹⁰²¹ ANCR, Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2699, 11 de novembre de 1975, f. 259.

¹⁰²² ANCR, Actas INVU, signatura 93, Acta N° 2795, 26 de octubre de 1976, fs. 122-124; David Araya Díaz. « La estructura urbana: Análisis de la producción del espacio en Hatillo 8. » (Tesis de licenciatura en arquitectura, Universidad de Costa Rica, 2016), pp. 94-95; Chaves, et.al. « La producción del espacio público... », p. 268.

entreprises privées a incité l'INVU à réduire enfin le pourcentage d'installations communales à 10% pour les projets de logement populaire, y compris en ouvrant le porte pour que celui-ci soit appliqué à la discrétion des entrepreneurs. Cette règle a été consolidée à la fin de la période dans le règlement pour le Contrôle national des fractionnements et des urbanisations du Plan GAM 1983.

Si l'on considère que la propriété a une fonction sociale, l'élaboration de ces règles par l'INVU a réussi à appliquer timidement ce principe, puisque tant le Conseil d'administration de l'institution que les pouvoirs exécutif et législatif se sont penchés dans la mesure de leurs possibilités, à affecter le moins possible les entrepreneurs privés. Il convient de dire que, bien qu'en dehors de la période d'étude, l'article 22 de la loi de Planification urbaine qui obligeait les propriétaires à céder la zone de retraite pour étendre les voies de transit, dont ils n'obtiendraient aucune indemnisation, a finalement été abrogée par la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice en 1993. Le vote a été motivé comme suit :

« Cette règle est ouvertement inconstitutionnelle, parce qu'elle est contraire aux articles 9, 45 et 46 de la Constitution politique... Soutenir que les limitations de propriété autorisées par l'article 45 de la Constitution ne sont pas indemnissables revient à investir totalement les concepts constitutionnels sur le droit de propriété: ce que fait la Constitution, c'est de les rendre exceptionnellement possibles, parce que la règle est qu'ils ne le sont pas en raison de l'inviolabilité de la propriété; mais de là à affirmer qu'aucune n'est indemnissable équivaut à violer tous les principes non seulement du droit de propriété, mais de l'équité et de la justice, y compris le principe de l'égalité face aux charges publiques... »¹⁰²³

Le réseau d'entrelacements, rendu possible par les programmes d'assistance technique, a introduit l'INVU dans un processus de circulation des savoirs qui l'a exposé à divers entourages techniques, composés à la fois d'acteurs et d'instruments d'urbanisme. L'un de ces entourages, celui de la planification intégrale, a incité le Département de l'urbanisme à proposer non seulement les projets de développement urbain dont la région métropolitaine ou les autres provinces avaient besoin, mais aussi les

¹⁰²³ « Esta norma es abiertamente inconstitucional, por ser contrario a los artículos 9, 45 y 46 de la Constitución Política... Sostener que las limitaciones a la propiedad permitidas por el artículo 45 de la Constitución no son indemnizables, equivale a invertir totalmente los conceptos constitucionales sobre el derecho de propiedad: lo que la Constitución hace es hacerlas posibles excepcionalmente, porque la regla es que no lo son en virtud de la inviolabilidad de la propiedad; pero de ahí a afirmar que por ser posibles ninguna es indemnizable equivale a violar todos los principios ya no sólo del derecho de propiedad, sino de la equidad y la justicia, entre ellos el principio de igualdad ante las cargas públicas... » « Resolución de la Sala Constitucional N° 06706 – 1993. » Consulté le 1 juillet 2021. URL: <https://nexuspj.poder-judicial.go.cr/document/sen-1-0007-80859>. Traduction libre.

réformes juridiques nécessaires pour introduire la fonction sociale de la propriété au sein de l'institutionnalisation costaricaine.

Entre 1950 et 1980, ils ont encadré le développement du modèle de l'État-providence au Costa Rica, qui, grâce à une institution croissante, a permis d'étendre la couverture des services essentiels tels que l'électricité ou l'eau ; a investi massivement dans les infrastructures; a renforcé les systèmes publics de santé et d'éducation; a provoqué la diversification productive par l'industrie et les services. Malgré les inégalités qui ont persisté tout au long de la période, il est incontestable que l'État costaricain a réussi à doter la population d'une mobilité sociale minimale, ce qui s'est traduit par des niveaux de bien-être plus élevés.

Toutefois, l'État n'a pas été en mesure de traduire le capital de connaissances obtenu grâce à l'expérience des acteurs nationaux et internationaux en une institution robuste consacrée à l'urbanisme en raison, entre autres, d'un cadre constitutionnel désuet qui a empêché de réglementer le régime de propriété privée qui était éminemment libéral. Les secteurs aisés et les grands entrepreneurs immobiliers et de la construction ont été protégés dans ces règles constitutionnelles pour défendre leur patrimoine et non pas taxer en fonction de leurs possibilités. Cela a été permis par les pouvoirs suprêmes, les municipalités et l'INVU. La planification urbaine a donc été l'un des domaines où l'État-providence n'a pratiquement pas pu se consolider, contribuant à accroître au fil du temps une demande historiquement non satisfaite de logements et d'espaces urbains de qualité.

4. Conclusion du chapitre.

Les chapitres 7 et 8 avaient pour but d'analyser comment le Conseil d'administration de l'INVU s'est approprié, modifié ou rejeté le programme d'urbanisme qui a été constitué dans le réseau d'entrelacements. L'ampleur de cet agenda a soutenu la décision d'orienter l'analyse sur le cas de la planification intégrale et de son processus d'institutionnalisation au Costa Rica, en recourant aux cas du Département de l'urbanisme, du Centre civique national et des débats sur la fonction sociale de la propriété.

Les résultats du chapitre 7 ont montré que la période allant de 1948 à 1959 a été l'endroit où les croisements entre le savoir-faire costaricain et celui des experts en

assistance technique internationale ont permis l'introduction des instruments de l'urbanisme, c'est-à-dire des plans d'aménagement, des règlements de zonage, de fractionnement et d'urbanisme, des cartes officielles. Le rapport Solow et le Plan Garcés, qui doivent être considérés comme une unité, n'étaient pas le résultat du travail solitaire des deux architectes, mais de la coopération entre eux et les experts costaricains qui, en plus de connaître l'environnement, avaient accumulé au fil des ans leur propre expérience en matière de logement et de design urbain.

L'INVU, en l'occurrence, était également le fruit de ce croisement puisqu'il a hérité du capital financier et humain du Département de logement de la CCSS qui faisait partie du réseau d'entrelacements au début des années 1950. La loi organique de l'INVU s'est avérée fondée sur cette expérience antérieure et a reçu les contributions d'Ernest Weissmann et de Rafael Picó. Cette loi a en outre institutionnalisé le modèle de l'unité de voisinage et le concept de facilités communales qui a guidé les premiers projets de logements massifs de l'INVU à San José et autres provinces.

Il convient de souligner que les croisements entre les acteurs nationaux et internationaux avaient réussi à consolider une approche focalisée sur le logement dans l'institutionnalisation costaricaine, qui est également le résultat de la trajectoire historique de la question sociale du logement. Au cours de sa première année, l'INVU a maintenu cette approche, ce qui a limité son travail d'urbanisme. Le changement de paradigme a été effectué en 1955, entre autres facteurs, par la collaboration mutuelle d'Eduardo Jenkins et Antonio Cruz Kayanan, la transformation de la Section de l'urbanisme en département. Un an plus tard, la mission d'assistance technique de Solow, d'Edmond Hoben et l'implication de l'ESAPAC et de son directeur, Eric Carlson, dans le domaine de l'urbanisme ont consolidé l'approche métropolitaine de la planification intégrale, s'exprimant dans la réorganisation du Département de l'urbanisme en créant l'OPAM; dans la transformation du projet de l'Unité de voisinage N° 1 d'Hatillo en ville satellite; dans l'élaboration du projet du Centre civique national; la signature de la Convention intermunicipale avec les municipalités de l'aire métropolitaine, entre autres projets.

Cette nouvelle étape du Département de l'urbanisme a été fortement poussée par la participation des fonctionnaires de l'INVU au réseau d'entrelacements, la signature des premiers accords d'assistance technique avec le CINVA et le Point IV et par l'accueil de deux événements internationaux d'une grande importance pour l'isthme centraméricain. Dans ce contexte propice, il a été lancé de proposer une série de réformes juridiques pour

introduire le principe de la fonction sociale de la propriété. L'absence de sa reconnaissance au niveau constitutionnel a fait du Plan Garcés un instrument presque inutilisable et, comme l'a déploré son auteur, n'a pas atteint l'objectif de réglementer la propriété urbaine.

Ces réformes juridiques ont consisté à créer un projet de loi gelant le développement des terres dans le district d'Hatillo, afin que l'INVU puisse exproprier les terres nécessaires sans se soucier de l'effet de la plus-value. Parallèlement, elle a mené des études pour réformer l'impôt territorial et en faire la principale source de revenus de l'Institut et des municipalités qui manquaient de ressources financières stables et croissantes. Le premier projet de loi de Planification urbaine comportant un chapitre consacré à ce point a également été proposé. Ces mesures étaient soutenues par les missions d'assistance technique et les événements internationaux, qui recommandaient ces mesures pour rendre efficaces les projets de développement urbain. Ces mesures ont échoué par la résistance de l'élite, avec le soutien du pouvoir exécutif et de l'Assemblée législative.

Les mesures visant à augmenter les pourcentages que les urbanistes devaient réserver aux facilités communales et à en faire un principe juridique, pour ainsi dépasser le stade des règlements moins respectés par les entrepreneurs immobiliers et de la même municipalité, n'ont pas non plus été couronnées de succès. Le premier projet de loi de Planification urbaine n'ayant pas été discuté à l'Assemblée législative, la première occasion d'inclure cette exigence a été manquée. Les règlements municipaux de fractionnement et d'urbanisation sont donc restés la méthode permettant de doter la ville et les projets de logement des espaces publics pour ses habitants, ce qui s'est avéré insuffisant.

De 1960 à 1972, l'INVU a connu un processus de découplage du réseau d'entrelacements, mais des problèmes politiques et financiers l'ont plongé dans une crise institutionnelle. Le découplage s'est aggravé à partir de 1962, car le flux des missions d'assistance technique s'est arrêté, les événements centraméricains se sont concentrés sur des thèmes spécifiques tels que la normalisation et la coordination modulaire, mettant de côté le principe de la planification intégrale. Bien que les événements internationaux se soient diversifiés, cela a dispersé l'ordre du jour et compliqué le suivi des recommandations. Les travaux d'urbanisme sont au point mort ; les crédits internationaux de l'ALPRO ont aggravé la crise économique institutionnelle et le peu de progrès réalisés

à l'Assemblée législative par le projet de loi de Planification urbaine a empêché la mise à jour de la réglementation.

La nouvelle loi, bien qu'elle ait été adoptée en 1968, a été âprement disputée par le pouvoir exécutif. La grande majorité des règles financières ont été supprimées ; les pourcentages pour les facilités communales ont été remplacés par des valeurs nominales. Pendant cette période, le découplage avec le réseau d'entrelacements s'est encore approfondi, a atomisé l'agenda urbain et est devenu, en grande partie, un processus national. Les réformes de la loi de Planification urbaine ont rétabli les pourcentages pour les facilités communales, mais en même temps que la Direction de l'urbanisme est entrée dans sa phase de planification régionale, les règles pour les fractionnements et l'urbanisation ont été assouplies, motivées essentiellement par les intérêts des entrepreneurs immobiliers. Sur ce point, la Direction de l'urbanisme a collaboré à cette tendance et a fait reculer de près de 20 ans les progrès en matière de facilités communales à la réglementation, en laissant le pourcentage de zones publiques à 10%, légitimé par le Plan GAM de 1982.

L'absence du principe de la fonction sociale de la propriété a empêché le régime de providence de l'État costaricain de s'étendre au domaine de l'urbanisme. L'absence d'espaces urbains et de logements de qualité s'est consolidée en tant que demandes historiquement non satisfaites et a contribué, dans une large mesure, au chaos urbain qui prévaut aujourd'hui dans la Grande Aire métropolitaine de San José. À l'exception de quelques avancées, la planification intégrale s'est transformée en rêve, désir et utopie.

IX. CONCLUSION

En 2010, dans un article publié dans la Revue *Bitácora*, Alain Musset a condamné en quelques mots le dénouement de la circulation des savoirs de la planification urbaine au Costa Rica analysé jusqu'à présent : « La tromperie fondamentale est de penser que les injustices sociales peuvent être éliminées en agissant sur les formes urbaines. »¹⁰²⁴ Les résultats obtenus notamment au chapitre 8 ont révélé que les instruments, les modèles, les recommandations, c'est-à-dire les ressources sociales qui circulaient sur le réseau d'entrelacements, ne pouvaient ni conduire au développement ni améliorer le niveau de vie. Encore moins rendre la ville plus juste et plus égale. La dynamique locale ou régionale elle-même a entravé la matérialisation spatiale ou territoriale de cette mondialisation solidaire que les organisations internationales et leurs programmes d'assistance technique ont durement encouragée.

Déjà au chapitre 1, des indices avaient été avancés à ce sujet. L'internationalisme et le panaméricanisme ont entrepris en parallèle de renforcer une normalisation et une standardisation de la connaissance, motivées par l'idée de coopération mutuelle. Dans le même temps, ces forums ont répondu aux intérêts géopolitiques des puissances qui avaient à la fois le pouvoir économique et militaire d'exercer un contrôle plus ou moins rigoureux de la politique et de l'économie d'une région particulière. Les États-Unis étaient l'une de ces puissances. Et il a clairement influencé l'agenda des Conférences panaméricaines. Pourtant, le panaméricanisme a pu créer une sorte de « communauté globale » car ses préoccupations ne se sont pas limitées à la seule question géopolitique, mais celle-ci s'est beaucoup plus diversifiée, intégrant des thèmes et des problèmes partagés par les pays d'Amérique latine et ceux qu'ils ont essayé de résoudre mutuellement.

Les programmes d'assistance technique allaient de la simple assistance à la préoccupation d'augmenter le niveau de vie des personnes. Le développement a été introduit dans l'ADN de ces programmes qui ont incorporé dans leur méthodologie et leur vocabulaire l'entraide, à travers le modèle du « Service ». Les caractéristiques

¹⁰²⁴ Alain Musset. « El mito de la ciudad justa. Una estafa neoliberal. » *Bitácora urbano territorial*, N° 25 (enero-junio 2015), p. 17.

messianiques et civilisationnelles des programmes d'assistance technique ont été exprimées dans ce domaine : les conseillers ou experts en assistance technique furent considérés comme des prophètes du développement et de l'indépendance économique: les tuteurs pour les enfants opprimés, à qui il fallait apprendre à « manger » ou à « produire ». Le discours d'élévation de la « dignité » de l'individu cache un sentiment pervers de rejet absolu des cultures et traditions de nombreuses sociétés considérées comme « sous-développées » qui s'est associé aux aspirations de nombreux politiciens réformistes et d'autres pas tellement, pour apporter le développement économique supposé à leurs pays. Les limites des programmes d'assistance technique se sont reflétées dans la façon dont ils ont conçu leurs territoires ou régions de travail. Dans le cas de l'Amérique latine, la géopolitique, les différences culturelles et les inégalités économiques de leurs pays ont fragmenté l'unité régionale promue depuis le discours et dans la pratique par l'Union panaméricaine et la CEPALC.

Le réseau d'entrelacements et les entourages créés par les acteurs et leurs ressources reflétaient cette fracture structurelle. L'idéal des urbanistes tels que Solow, Weissmann, Rafael Picó, Luis Lander, entre autres, était un travail articulé entre assistance technique, État et initiative privée. Il s'agissait également de travailler simultanément dans la ville et à la campagne. La planification urbaine exigeait également l'incitation à l'activité industrielle, mais en même temps on demandait que celle-ci contribue en abaissant les coûts des matériaux de construction. Les communautés étaient invitées à faire appel à leur main d'œuvre pour que, par leurs propres efforts, leur vie s'améliore (comme si le logement était la fin de la pauvreté).

La planification urbaine, ses instruments et ses modèles, a voulu englober beaucoup de domaines... mais a accompli peu de choses. D'une certaine manière, l'idéal de la planification intégrale était une « utopie territorialisée », car elle n'avait pas la force nécessaire pour générer les transformations nécessaires pour réaliser tous les projets. En Amérique centrale, c'était plus plausible : l'idéal de la planification intégrale a été pratiquement mis de côté pour favoriser la normalisation et la coordination modulaire promues par le Sous-comité du logement. Cette spécificité, conditionnée dans une large mesure par le projet d'intégration économique centraméricaine, n'a préservé que les approches économiques de la planification urbaine. Sa préoccupation était la quantité de logements. Le besoin urgent de nouvelles unités d'habitation était une réalité, mais il a

également été utilisé comme un facteur de mobilisation électorale. Le nombre et la rapidité de construction des logements assuraient des électeurs.

Mais la limitation de la planification intégrale n'était pas seulement le produit de la restriction de la méthode centraméricaine. C'était aussi de sa propre trajectoire historique d'inégalité économique et raciale, des luttes politiques entre factions politiques, des catastrophes naturelles, de la géopolitique étasunienne. À l'exception de quelques épisodes démocratiques, les institutions centraméricaines de logement et d'urbanisme n'ont pas eu assez de force ou de financement pour réaliser les changements exigés par les villes, leurs régions voisines et la campagne. Le Costa Rica s'est certainement relativement éloigné de cette tendance, mais son expérience reflète également des facteurs structurels d'inégalité, légitimés même par la même constitution politique. Comme le souligne justement Musset, la ville est inégale quand elle ne permet pas à ses habitants de développer pleinement leurs capacités.

Qui provoque cette ville injuste ou inégalitaire ? Les programmes d'assistance technique ? D'une certaine manière, ces programmes ont un degré de responsabilité lorsqu'on considère les effets des prêts internationaux de l'ALPRO qui sont entrés, du moins dans le cas costaricain, par les plateformes d'assistance technique. Certes, les prêts ont généré un cercle financier vicieux, dont l'INVU n'a pas pu se remettre. La réduction des contributions de l'État à son capital, l'impossibilité d'obtenir des ressources par le biais des impôts indirects n'ont fait qu'aggraver la crise lorsque l'INVU a dû réduire ses différents programmes de logement et la planification urbaine pour maintenir à flot ceux financés par les banques multilatérales de développement ou l'USAID. Ceci rappelle également les préjugés sociaux des programmes de rénovation urbaine de la CINVA, qui, au cours de ses premières années, considéraient les communautés comme manquantes d'initiative.

La vision civilisatrice des experts en assistance technique a reproduit ou approfondi les formules d'exclusion sociale. Il suffit de rappeler les recommandations qui exhortaient explicitement les pays à ne pas donner gratuitement les logements. Des solutions égales ou équitables étaient-elles alors recherchées ? Hugo Navarro, délégué panaméen à la Réunion technique de 1956, avait déclaré que l'État panaméen exigerait des citoyens qu'ils acceptent leurs propres engagements économiques et sociaux pour obtenir leur logement. Que se passait-il s'ils n'en pouvaient pas se permettre les loyers ou les frais mensuels de leur logement ? Quelle option avait l'habitant d'un bidonville

qui, pour se rendre au travail, devait sacrifier plusieurs heures par jour ? Pourrait-elle, dans ces conditions, contribuer par son « propre effort » à la construction d'un logement ? L'idée d'équité n'est donc pas exclusive à notre époque.

Certes, l'État a versé son idéologie dans l'espace de la ville. Cependant, il semble prudent de se demander quel État ? L'expérience de l'INVU dans la création d'un cadre normatif régissant la propriété privée, met certainement une nuance aux interprétations hégémoniques. Le croisement des notions d'égalité territoriale qui sont venues des programmes d'assistance technique, avec ceux cultivés au niveau local par des juristes, des économistes, des architectes et des urbanistes, a stimulé tout au long de la période étudiée un courant réformiste presque constant. La fonction sociale de la propriété était la pierre philosophale qui permettrait de transmuter la ville selon les principes de la planification intégrale. Les lois fiscales, les règlements de fractionnement, d'urbanisation et de zonage, les plans d'aménagement, la loi de Planification urbaine. Ces facteurs démontrent la polyvalence des institutions et la coexistence de diverses façons de comprendre la chose publique. D'autant plus dans un environnement autonome, que les politiciens costaricains craignent tant.

L'affrontement total entre deux modèles d'État, l'un de coupe sociale-démocrate qui a nourri l'idéologie de l'Institut au cours de ses premières années de vie et l'autre conservateur, plus enclin à protéger les intérêts privés des élites des affaires, a bouleversé les réformes poussées à introduire la fonction sociale de la propriété. C'est l'une des principales conclusions de cette recherche : la planification urbaine a été un domaine où l'État-providence costaricain n'a pas pu être constitué. Certes, au fil des ans, les programmes de logement se sont révélés remplir, malgré leurs lacunes, une partie des besoins des secteurs populaires, mais plus que tout, des secteurs moyens de la société. Mais cela ne s'est pas produit avec la planification urbaine. Avec cette défaillance structurelle, l'actuel « urbanisme à la carte », pour citer Víctor Delgadillo, ne pourra guère transformer les villes, ou pour le cas qui nous occupe, San José.¹⁰²⁵ Ou si ? Eh bien, cela dépend du point de vue : comme le souligne bien Musset, la ville (néo)libérale est juste car elle reflète « son système social, économique et culturel qui lui revient »¹⁰²⁶.

¹⁰²⁵ Víctor Delgadillo Polanco. « Urbanismo a la carta: teorías, políticas, programas y otras recetas urbanas para ciudades latinoamericanas. » *Cadernos Metrópole*. Vol.16, n.31 (2014): pp. 89-111.

¹⁰²⁶ Musset, « El mito de la ciudad justa. », p. 17.

L'histoire croisée implique également le croisement du chercheur avec son objet d'étude. Il convient de noter que cette recherche est née d'un intérêt initial à analyser la construction historique de modèles et de « bonnes pratiques » qui sont actuellement en vogue tant dans les médias que dans les projets de collectifs urbains. La circulation des savoirs dans les premiers stades de cette enquête a été comprise comme une ou plusieurs voies par lesquelles les acteurs costaricains obtenaient les savoir-faire et les adoptaient pour le milieu costaricain. En ma propre expérience, je voulais aussi comprendre s'il y avait une quelconque nouveauté dans les bus articulés, dans les trains électriques, dans les pistes cyclables, dans les boulevards piétonniers. Ma curiosité, d'une certaine manière, a été satisfaite par la recherche et le contact avec les sources.

Mais analyser la planification urbaine, comme je l'ai signalé au début du chapitre 7, implique d'aller au-delà du plan d'aménagement, des perspectives et des plans d'un projet urbain ou de logement. Aussi des *renders* qui sont devenus à la mode. Il s'agit de le comprendre comme un processus où se croisent des savoirs locaux, des principes universels, des savoirs standardisés, des instruments de travail, des acteurs communaux, nationaux et internationaux ; mais, en outre, c'est aussi le croisement des fantômes, des omissions, des absences et des craintes que l'aménagement du territoire implique. Quelles ont été les craintes, les omissions, les absences qui ont façonné la planification urbaine costaricain ?

En premier lieu, s'éloigner d'une question sociale du logement qui était présente dans l'opinion publique et dans la mentalité des Costaricains depuis le début du XXe siècle. Comme l'ont bien dit plusieurs membres du Conseil d'administration de l'INVU, le but de l'institution était de « faire des maisons ». Tel était le reflet, tout d'abord, d'une sensibilité extraordinaire de certains fonctionnaires de l'INVU au problème du bidonville ; deuxièmement, de prestige social pour l'entité ; troisièmement, pour les gains électoraux qu'il offrait au parti politique au pouvoir. L'optique focalisée sur le logement de l'INVU était une ennemie inconditionnelle de la planification urbaine, même si les deux étaient dans la même dimension. C'était comme un mariage qui venait à moins, sans possibilité de divorce. La planification urbaine était accusée de drainer les ressources du secteur du logement et a été caractérisé comme quelque chose qui ne laisse aucun gain. Pour des acteurs comme Weissmann, Solow et même des diplomates costaricains, le développement était plutôt du « progrès social », lorsque celui-ci était dirigé avec un sentiment d'intégrité.

L'autre fantôme de la planification urbaine était la propriété privée. La même constitution politique, qui n'a cessé d'être saluée pour ses progrès en matière sociale contenus dans le chapitre des Garanties sociales, s'est transformée en un obstacle infranchissable. La planification urbaine exige d'imposer des limites à cette garantie individuelle. La réserve de loi prévue par la Constitution, où le droit d'intervenir dans la propriété incombe au Congrès, s'est avérée insuffisante et a créé des problèmes structurels dans le financement et le coût des logements pour l'INVU. Avoir freiné l'analyse du résultat de l'interaction et de la relation des fonctionnaires de l'Institut dans le réseau d'entrelacements, dans le cadre de ce flux transnational de savoirs et expliquer ainsi les modèles et les projets urbains qui s'en sont inspirés, n'a pas rendu justice aux débats et aux polémiques rencontrés autour du problème de la propriété privée détecté dans l'examen des sources.

C'est pourquoi cette recherche n'a fait qu'un effort pour présenter les projets. Plutôt que de décrire les techniques, instruments ou modèles qui y ont été utilisés, il importait davantage de mettre en valeur les troubles politiques et spatiaux créés dans le pays avec une perspective historique. Un exemple en est les facilités communales et leur parcours institutionnel : si elles ont été conçues dans le modèle de l'unité de voisinage, elles sont devenues une condition fondamentale pour tout projet de logement. Et pourtant, le sens social et environnemental que cette catégorie apportait du modèle de l'unité de voisinage a été réduit à la bataille pour un pourcentage. La qualité de vie peut-elle être réduite à un pourcentage ? Selon les urbanistes et les architectes oui. C'était leur stratégie pour rendre la ville plus accessible, plus sûre et plus « juste ». Mais encore une fois, il semble essentiel d'évaluer ce cadre méthodologique, par rapport à ce que les individus ou les communautés considéraient comme une « facilité » pour eux¹⁰²⁷, ce qui introduit une occasion d'évaluer les possibilités théoriques et méthodologiques des facilités communales en tant que catégorie endogène et équivalente à l'espace public. Si l'histoire mondiale vise à « provincialiser » les pôles de développement économique, politique et du savoir, cela implique aussi de se détacher des concepts ou catégories d'analyses, tels que « espace public ».

¹⁰²⁷ Musset, « El mito de la ciudad justa », p. 16.

Pourquoi souligne-t-on que le terme est endogène ? Car comme l'a montré Ana Patricia Montoya, le développement de l'unité de voisinage en Amérique latine a même précédé les propositions de Clarence Perry qui n'ont vu le jour qu'en 1929. Il s'est certainement répandu à travers des manuels pour la planification de quartier, mais le souci de lier le logement à son environnement existait bien avant qu'il ne soit versé dans le modèle de l'unité de voisinage. Selon les preuves disponibles, les urbanistes et les architectes costaricains n'ont jamais utilisé le mot « espace public ». La « facilité communautaire » prédominait dans leur vocabulaire lorsqu'ils se rapportaient à des lieux tels que les écoles, les parcs, les lacs, les terrains de jeux pour les enfants, etc. Tout au plus, ils ont utilisé la « zone publique » lorsque les voies de circulation ont été incluses. Une évaluation de la faisabilité de la « facilité communautaire » en tant que catégorie d'analyse doit également tenir compte de sa typologie. Celles créées au Costa Rica peuvent donner un indice à ce sujet.

Il faut reconnaître que la recherche n'a pas suffisamment valorisé la voix des secteurs populaires. Ses contributions en tant que force de changement dans le secteur du logement ont été récupérées par plusieurs études d'histoire sociale dont certaines ont été citées tout au long de la recherche. Mais certes, dans le domaine de la planification urbaine, elle apparaît tangentiellement tout au long du plan capitulaire. Ce n'était pas parce qu'elle n'existait pas. Ceci a essentiellement répondu à une décision méthodologique qui a donné la priorité à la perspective des architectes et urbanistes locaux et internationaux, à celle des fonctionnaires et politiciens costaricains qui se sont également impliqués dans la création des politiques urbaines costaricaines. Pourquoi ? Parce que la voix de ces urbanistes et architectes est également depuis longtemps méconnue. Maintenant, connaissant une partie de ses points de vue, il est désormais possible de la confronter à la perspective des secteurs populaires sur les « facilités communales ».

Un aspect important de l'analyse de la circulation des savoirs est l'apport de la méthodologie d'analyse des réseaux pour identifier les degrés de relation et d'interaction entre les acteurs et leurs ressources. La différence entre relation et interaction est fondamentale : la densité du lien renforce les voies de la connaissance, les relations personnelles sont ancrées, le travail coopératif est consolidé. C'est l'une des forces des programmes d'assistance technique : malgré leurs préjugés idéologiques, le principe de solidarité mondiale a motivé l'esprit de coopération entre acteurs et organismes. Comme

l'ont souligné Iriye, Sayward et Marbeau, réduire le travail des organismes internationaux à leurs échecs dans la recherche de la paix mondiale ou du développement économique, annule les possibilités qu'ils ont créées pour démocratiser la connaissance et resserrer les liens de réciprocité entre les nations.

L'analyse des réseaux sociaux se constitue en une radiographie du processus de circulation des savoirs. Déterminer la présence d'un acteur à un congrès ou à un événement international n'implique pas qu'un modèle ou un instrument soit arrivé dans un pays. Ce n'est qu'une première étape : il faut la suivre dans le temps ; déterminer si cette interaction primaire est rendue plus forte par les rencontres entre acteurs et ressources à plusieurs reprises ; si ces relations transcendent les domaines d'un réseau. C'est là que mon analyse a trouvé certaines limites, car bon nombre des relations détectées dans le réseau d'entrelacements conservent un caractère hypothétique. Beaucoup d'entre elles ne peuvent être corroborées à cause du manque de sources. Cependant, celles qui ont pu être vérifiées ont mis en évidence les raisons pour lesquelles la circulation des savoirs était plus dense dans les années 1950, tandis que dans les autres, cela avait tendance à diminuer.

La centralité de plusieurs événements et acteurs dépendait également du corpus de sources et de l'objet d'étude. Plus il y a de congrès ou d'événements intégrés au réseau, plus les indices de centralité varieront. Tout comme la centralité de certains acteurs. Mais, du moins pour le cas qui nous a occupés dans cette enquête, l'analyse des réseaux a confirmé les soupçons qui avaient été détectés, comme la prédominance de Solow dans la planification urbaine costaricain ; mais a également nuancé d'autres, par exemple le poids des experts étasuniens dans la planification urbaine. D'ailleurs, leur participation à l'assistance technique financière mérite d'être explorée plus en détail. Des biais ont également été détectés sur le réseau : des acteurs d'une grande importance pour le pays, comme Eduardo Jenkins ou Gaston Bartorelli, étaient des sommets ou des acteurs insignifiants pour le réseau d'entrelacements, mais essentiels aux programmes du Département du logement ou de l'INVU. Il s'agissait d'une limite des sources et le chercheur qui se penche sur l'analyse des réseaux d'affiliation, doit en tenir compte.

Le contexte dans lequel cette recherche a été menée a coïncidé avec la pandémie de Covid-19. Au cours de la dernière année, le monde a été témoin du drame humain que cette maladie a créé. De même, les effets sur les familles qui ont dû se confiner à leurs studios ou logements avec seulement quelques mètres carrés de superficie ont été

néfastes. Ceux qui pensent au logement minimum n'ont certainement pas envisagé la possibilité d'un confinement prolongé comme celui que nous avons vécu en 2020. La maladie a mis en évidence les faiblesses de nos villes, de la gouvernance mondiale, des organismes internationaux ou régionaux au cours de la dernière année.

Mais aussi, nous avons vu d'énormes manifestations de solidarité comme lorsque toute la société a applaudi les médecins qui, pour nombre d'entre eux, sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions. Nous avons également vu plusieurs gouvernements locaux entreprendre la tâche d'enlever l'espace aux véhicules pour créer des terrasses et permettre aux restaurateurs de se remettre de la crise économique, ou d'établir davantage de pistes cyclables face au cri de ralliement des conducteurs de véhicules. En revanche, j'ai également pu constater le manque d'initiative de la municipalité *Josefina* pour tirer parti de la pandémie et promouvoir des mesures radicales de transformation urbaine. San José reste une ville inégale, car alors que son centre continue de se détériorer, à l'ouest de la capitale de nouveaux gratte-ciel émergent et à l'Est de nouveaux immeubles d'appartements, souvent suite à la destruction de bâtiments patrimoniaux, qui offrent de minuscules studios comme nouvelle tendance de vie pour les jeunes cadres.

Il faut se demander, le plus tôt possible, à qui sert la planification urbaine costaricain contemporain. Pour qui il est juste, et pour qui il ne l'est pas.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages imprimés

ABARCA, Oriester, Jorge Bartels et Juan José Marín. *El Pacífico Central y Sur de Costa Rica. 1821-1950*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Alma Máter, 2010).

ACUÑA Ortega, Víctor Hugo. *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica : las huelgas de 1920 por la jornada de ocho horas*. (San José, Costa Rica : CENAP-CEPAS, 1986).

ACUÑA Ortega, Víctor Hugo et Iván Molina. *Historia económica y social de Costa Rica : de la colonia a la guerra civil de 1948*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Editorial Porvenir, 1991).

ALMANDOZ, Arturo. *Modernización urbana en América Latina. De las grandes aldeas a las metrópolis masificadas*. (Santiago de Chile : Instituto de Estudios Urbanos y Territoriales, Pontificia Universidad Católica de Chile, 2013).

ALTEZOR F., Carlos. *Arquitectura urbana en Costa Rica : exploración histórica 1900-1950*. (Cartago, Costa Rica : Editorial Tecnológica de Costa Rica, 1986).

ALVARENGA Venutolo, Patricia. *De vecinos a ciudadanos: Movimientos comunales y luchas cívicas en la historia contemporánea de Costa Rica*. 1 ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2005).

BANCO de Guatemala. *50 años del edificio del Banco de Guatemala. Edición conmemorativa*. 1º ed. (Ciudad de Guatemala : Departamento de Comunicación y Relaciones Institucionales, 2017).

BORJA, Jordi et.al. *Local y global : la gestión de las ciudades en la era de la información*. (Madrid, España : Taurus, 1998).

BOURDIEU, Pierre. *Science of Science and Reflexivity*. Trad. Richard Nice. (UK, Polity Press, 2004).

BULMER-THOMAS, Víctor. *Studies in the Economics of Central America*. (London : Palgrave Macmillan, 1988).

CARAZO Odio, Rodrigo. *Carazo : tiempo y marcha*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUNED, 1989).

CARVAJAL Alvarado, Guillermo. *La organización del espacio urbano de la ciudad de San José : Temas y problemas a inicios del tercer milenio*. (San José, Costa Rica : Alma Máter, 2005).

CASCANTE Segura, Carlos. *Clientelismo, partidos políticos y servicio exterior en Costa Rica (1940-1990)*. 1ªed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2018).

CASCANTE, Carlos, Marco Méndez, Sergio Moya et Karen Chacón. *Costa Rica y su política exterior. (2013)*. (Heredia, Costa Rica : Escuela de Relaciones Internacionales Universidad Nacional, 2015)

CHAVERRI, Mario Luis et. al. *Proceso de metropolización : caso San José-Costa Rica*. (Heredia y San José : UNA - UCR, 1994).

COHEN, Michael, María Carrizosa et Margarita Gutman (ed). *Urban policy in Latin America. Towards the Sustainable Development Goals*. (London & New York : Routledge, 2020).

COING, Henri. *Rénovation urbaine et changement social : L'îlot n° 4, Paris 13e*. (Paris: FeniXX, 1976).

DÍAZ Arias, David. *Historia del 11 de abril. Juan Santamaría entre el pasado y el presente (1915-2006)*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2006).

..... *La fiesta de la independencia en Costa Rica, 1821-1921*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2007).

----- *Reforma sin alianza, discursos transformados, interés electoral, triunfos dudosos. La nueva interpretación histórica de la década de 1940*. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 7. 1ª ed, 3ª reimp. (San José, Costa Rica : EUCR. 2014).

----- *La era de la centralización : Estado, sociedad e institucionalidad en Costa Rica, 1848-1870*. 1ª ed. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 26. (San José, Costa Rica : EUCR, 2015).

----- *Historia del neoliberalismo en Costa Rica : la aparición en la contienda electoral 1977-1978*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Vicerrectoría de Investigación: Centro de Investigaciones Históricas de América Central, 2019).

DÍAZ, David Iván Molina y Ronny Viales. *La historiografía costarricense en la primera década del siglo XXI : Tendencias, avances e innovaciones*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2014).

DURÁN Segura, Luis. *Cartografías josefinas: ventas ambulantes y espacio público*. (Heredia, Costa Rica : EUNA, 2013).

ESTEBAN Lorente, Juan F. *Tratado de iconografía*. (Madrid : Ediciones ISTMO, 2002).

FALLAS Santana, Carmen. *Élite, política y negocios en Costa Rica, 1849-1859*. 1ªed. (Alajuela, Costa Rica : Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 2004).

------. *Costa Rica frente al filibusterismo. La Guerra de 1856 y 1857 contra William Walker : defensa y fortalecimiento de las instituciones del Estado*. 1ª ed. Serie: Cuadernos de Historia de las Instituciones de Costa Rica, vol. 26. (San José, Costa Rica : EUCR, 2015).

FUMERO, Patricia. *Teatro público y estado en San José 1880-1914 : una aproximación desde la historia social*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 1996).

FURTADO, Celso. *Economic Development in Latin America. Historical background and contemporary problems*. Trad. Suzette Macedo. (Cambridge : Cambridge University Press, 1976).

GUTIÉRREZ, Ramón Jorge Tartarini et Rubens Stagno. *Congresos Panamericanos de Arquitectos 1920-2000. Aportes para su historia*. 1ª ed. (Buenos Aires : CEDODAL, 2007).

HALL, Peter. *Cities of Tomorrow : an intellectual history of urban planning and design since 1880*. (UK : Wiley Blackwell, 2014).

HALL, James. *Dictionary of Subjects and Symbols in Art*. (New York : Harper & Row, 1974)

HOBBSAWM, Eric. *La era del imperio : 1875-1914*. (Buenos Aires : Crítica, 2009).

HUART, Jean-Marc. *Croissance et développement*. (Paris : Éditions Bréal, 2003).

LE CORBUSIER. *Urbanisme*. (Paris : Flammarion, 1994).

LEMISTRE Pujol, Annie. *Dos bronces conmemorativos y una gesta heroica. La estatua de Juan Santamaría y el Monumento Nacional*. (Alajuela, Costa Rica : Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 1981).

LEON, Jorge. et.al. *Historia económica de Costa Rica en el siglo XX*. Tomo 1. Crecimiento y las políticas económicas. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2018).

LEON, Jorge, Nelson Arroyo et Andrea Montero. *Historia económica de Costa Rica en el siglo XXI*. Tomo III : La industria en Costa Rica en el siglo XX. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2018).

MALAVASSI, Rosa et.al. *Proyecto Barrios Costa Rica : Barrio Luján y Barrio México*. (San José, Costa Rica : Ministerio de Cultura y Juventud, Museo de Arte Costarricense, 2010).

MARÍN, Juan José y José Daniel Gil (comp.). *Delito, poder y control en Costa Rica. 1821-2000*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Sociedad Editora Alquimia, 2000).

MARÍN Hernández, Juan José. *Prostitución, honor y cambio cultural en San José de Costa Rica : 1860-1949*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2007).

MASSIERA, Alain. *De la croissance économique au développement durable*. (Paris: Le Harmattan, Série Cours Principaux, Collection L'esprit économique, 2010).

MÉNDEZ, Patricia (ed). *Experiencias de urbanismo y planificación en la Argentina 1909-1955. Biografía de los protagonistas*. 1ª ed. (Buenos Aires, Argentina : CEDODAL, 2012)

MOLINA Jiménez, Iván. *Del legado colonial al modelo agroexportador. Costa Rica (1821-1914)*. 1ª ed, 2ª reimp. (San José, Costa Rica : EUCR, 2014).

------. *Demoperfectocracia: la democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*. 1ª ed. (Heredia, Costa Rica : EUNA, 2005).

------. *Costa Rica (1800-1850) : el legado colonial y la génesis del capitalismo*. (San José, Costa Rica : EUCR, 2007).

------. *Yolanda Oreamuno: del mundo elegante costarricense a la república internacional de las letras (1916-1956)*. (San José, Costa Rica : EUNED, 2020).

MOLINA Jiménez, Iván, et. al. (ed). *Entre dos siglos : la investigación histórica costarricense (1992-2002)*. 1ª ed. (Alajuela, Costa Rica : Museo Histórico Cultural Juan Santamaría, 2003).

MUMFORD, Eric. *The CIAM discourse on urbanism, 1928-1960*. (Cambridge, Massachussets: MIT Press, 2000).

------. *Designing the Modern City. Urbanism since 1850*. (New Haven & London : Yale University Press, 2018)

OBREGÓN Quesada, Clotilde. *Historia de la ingeniería en Costa Rica*. (San José, Costa Rica : Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2005).

OCONTRILLO García, Eduardo. *Cien años de política costarricense, 1902-2002. De Ascención Esquivel a Abel Pacheco*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUNED, 2004).

PARMAR, Inderjeet. *Foundations of the American Century. The Ford, Carnegie, & Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*. (New York : Columbia University Press, 2012).

PEARCE, Adrian J. *The Origins of Bourbon Reform in Spanish South America 1700-1763*. (New York : Palgrave Macmillan, 2014).

PEÑA Rodríguez, Martha. *El programa CINVA y la acción comunal. Construyendo ciudad a través de la participación comunitaria*. (Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Artes, 2010).

PEREZ Brignoli, Héctor. *El laberinto centroamericano: los hilos de la historia*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Vicerrectoría de Investigación – Centro de Investigaciones Históricas de América Central, 2017)

PREBISCH, Raúl. *La cooperación internacional en la política de desarrollo latinoamericana*. (New York : Naciones Unidas-CEPAL, 1954).

QUESADA Avendaño, Florencia. *En el Barrio Amón: arquitectura, familia y sociabilidad del primer residencial de la élite urbana de San José, 1900-1935*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2004).

------. *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*. (Helsinki : Instituto Renvall, 2007).

RENOLIET, Jean-Jacques. *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*. (Paris : Publications de la Sorbonne, Série Internationale 59, 1999).

ROVIRA Mas, Jorge. *Estado y política económica en Costa Rica. 1948-1970*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Editorial Porvenir, 1982).

SALAZAR Mora, Orlando. *El apogeo de la república liberal en Costa Rica 1870-1914*. (San José, Costa Rica : EUCR, 1990).

SANOU Alfaro, Ofelia. *Costa Rica : Guía de arquitectura y paisaje*. (San José y Sevilla : Junta de Andalucía, 2010).

SASSEN, Saskia. *The Global City. New York, London, Tokyo*. (New Jersey : Princeton University Press, 1991).

SEPULVEDA, César. *El Sistema Interamericano : génesis, integración, decadencia*. (México: Editorial Porrúa, 1974).

SOLIS Avendaño, Manuel. *La institucionalidad ajena : los años cuarenta y el fin de siglo*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUCR, 2006)

STANZIANI, Alessandro. *Eurocentrism and the Politics of Global History*. (Switzerland: Springer - Palgrave McMillan, 2018)

TOPALOV, Christian (dir.) *Les divisions de la ville*. (Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2002).

TORRES Rivas, Edelberto. *La piel de Centroamérica : una visión epidérmica de setenta y cinco años de su historia*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : FLACSO, 2007).

UNESCO. *La UNESCO en Guatemala. Una historia de 60 años de cooperación*. (Ciudad de Guatemala : UNESCO, 2010).

VALE, Lawrence J. *Changing Cities 75 Years of Planning Better Futures at MIT*. (United States : School of Architecture and Planning- MIT, 2008).

VARGAS Arias, Claudio. *El liberalismo, la Iglesia y el Estado de Costa Rica* (San José, Costa Rica : Ediciones Guayacán / Alma Mater, 1991).

VARGAS Salas, Luis Paulino. *Costa Rica, 1985-1997 : liberalización y ajuste estructural o la autodestrucción del neoliberalismo*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : EUNED, 2002).

VIALES, Ronny y David Díaz (ed). *Historia global y circulación de saberes en Iberoamérica, siglos XVI-XXI*. (San José, Costa Rica : CIHAC-VINV – UCR, 2018).

VIVES Luque, Ileana. *Pioneros de la Arquitectura Moderna en Costa Rica : trilogía de Arquitectura*. Vol. II. (San José, Costa Rica : Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos, 2018).

VOLIO, Marina. *Jorge Volio y el Partido Comunista*. (San José, Costa Rica : EUNED, 1983).

WASSERMANN, Stanley y Katherine Faust. *Social Network Analysis: methods and applications*. (New York : Cambridge University Press, 1994).

RAMÍREZ Avendaño, Victoria. *Jorge Volio y la revolución viviente*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Ediciones Guayacán, 1989).

RHENAN Segura, Jorge. *La Sociedad de las Naciones y la política centroamericana*. 1ª ed. (San José, Costa Rica : Euroamericana de Ediciones, 1993)

ZAMORA Hernández, Carlos. *La Sabana: Un parque con historia*. (San José, Costa Rica : Ministerio de Cultura y Juventud. Centro de Investigación y Conservación del Patrimonio Cultural, 2009).

ZIMMERMANN, Bénédicte, Claude Didry y Peter Wagner (eds), *Le travail et la nation. Histoire croisée de la France et de l'Allemagne*. (Paris, Ed. MSH, 1999).

Ouvrages électroniques

ALMANDOZ, Arturo. *Modernization, Urbanization and Development in Latin America, 1900s-2000s* (London : Routledge - iBooks, 2015).

BABB, Sarah. *Behind Development Banks. Washington Politics, World Poverty, and the Wealth of Nations*. (Chicago and London : The University of Chicago Press – Kindle, 2009)

BAYLY, Christopher A. *La naissance du monde moderne*. Trad. Michel Cordillot (Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvriers - iBooks, 2007).

BIDART, Claire, Alain Degenne et Michel Grossetti. *La vie en réseau. Dynamique des relations sociales*. (Paris : Presses Universitaires de France - Kindle, 2015).

CHOAY, Françoise. *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*. (Paris : Éditions du Seuil - Kindle, 1996).

COMELIAU, Christian. *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*. (Paris : Éditions du Seuil – Kindle, 2006).

CONRAD, Sebastian. *Una historia global. Una nueva visión para el mundo actual*. Trad. Gonzalo García, 2017. (Barcelona : Crítica – iBooks, 2017).

EDELMAN, Marc. *La lógica del latifundio : la grandes propiedades del noroeste de Costa Rica desde fines del siglo XIX*. Trad. Jeanina Umaña Aguilar. 1^a ed. digital (San José, Costa Rica: EUCCR, 2019).

FIGUERES Ferrer, José. *El Espíritu del 48*, (San José, Costa Rica. EDEL, s.f.). Consulté le 9 août 2020. URL : <https://cldup.com/FRSBD23nff.pdf>

GARCÍA Velázquez, Carlos. *Teorías e historia de la ciudad contemporánea*. (Barcelona : Gustavo Gili - iBooks, 2016).

GRANDIN, Greg. *Empire's Workshop : Latin America, the United States, and the rise of the new imperialism*. (New York : Metropolitan Books - Kindle, 2006).

HANNEMAN, Robert y Mark Riddle. *Introduction to social network methods*. (Riverside, CA: University of California, Riverside, 2005). Consulté le 25 janvier 2021. URL: https://faculty.ucr.edu/~hanneman/nettext/C10_Centrality.html.

HUAYLUPO, Juan A. *Las cooperativas en Costa Rica*. (San José, Costa Rica : Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Costa Rica – Red Universitaria de las América en estudios cooperativos y asociativos, 2003), pp. 54-56. Consulté le 26 août 2020. URL : <https://base.socioeco.org/docs/unpan033284.pdf>

IRIYE, Akira. *Global Community. The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*. (Berkely, Los Angeles, London : University of California Press - Kindle, 2002).

MARBEAU, Michel. *La Société des Nations : Vers un monde multilatéral, 1919-1946*. (Tours, France : Presses universitaires François-Rabelais – Kindle, 2018)

MAUREL, Chloé. « L'Unesco : une plateforme pour les circulations transnationales de savoirs et idées (1945-1980) », *Histoire Politique* 2011/3 (n° 15), p. 42-59. Consulté le 10 juillet 2018. DOI : 10.3917/hp.015.0042

MUSSET, Alain. *Ciudades nómadas del Nuevo Mundo*. (México : Fondo de Cultura Económica - iBooks, 2012).

ROVIRA Mas, Jorge. *Costa Rica en los años '80*. 1^a ed. Digital. (San José, Costa Rica : EUCR, 2020).

SAYWARD, Amy L. *The United Nations in International History*. (London : Bloomsbury - Kindle, 2017).

SLATER, David. *Geopolitics and the Post-colonial. Rethinking North-South Relations*. (UK : Blackwell Publishing - Edición Kindle, 2004).

TREJOS, José Joaquín. *Por esfuerzo propio. Memorias*. Consulté le 14 août 2020. URL : http://www.josejoaquinrejos.com/Libros/Por_Esfuerzo_Propio.epub.

Chapitre dans un ouvrage imprimé

ARDAO, Arturo. « Panamericanismo y latinoamericanismo. » *Antología del pensamiento crítico uruguayo contemporáneo*, Karina Batthyány y Gerardo Caetano (coord). (Buenos Aires : CLACSO, 2018).

BEAUGUITTE, Laurent. « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire : vocabulaire, principes et limites. » *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales*, Rosemonde Letricot, et.al. (Presses Universitaires de Louvain, 2016), pp. 9-24.

BELAUBRE, Christophe. « Bourbon Reforms and Enlightenment in Chiapas, 1758-1808. » *Independence in Central America and Chiapas, 1770-1823*, Aaron Pollack (ed.) Nancy T. Hancock (trad.) (University of Oklahoma Press, 2019), pp. 103-130.

CALDERÓN Hernández, Manuel. « La formación del Estado costarricense. » *Costa Rica, Estado, economía, sociedad y cultura : desde las sociedades autóctonas hasta 1914*, Ana María Botey (coord.) (San José, Costa Rica : EUCR, 2000), pp. 183-213.

ELIZONDO Calderón, William. « El problema de la vivienda : Segregación y pobreza urbana en la primera mitad del siglo XX en Costa Rica. » *Pobreza e historia en Costa Rica : determinantes estructurales y representaciones sociales de la pobreza del siglo XVII a 1950. Colección Nueva Historia. Ronny Viales H. (ed.)* (San José, Costa Rica : EUCR, Posgrado centroamericano en Historia - CIHAC, 2005), pp. 155-169.

FERNÁNDEZ Ramírez, Andrés. « Un edificio emblemático, un patrimonio histórico. » *Metamorfosis 2041 : Hacia una CCSS Centenaria*, Caja Costarricense del Seguro Social. (San José, Costa Rica : CCSS, 2016).

FOLCHI, Mauricio. « Environmentalism of the poor : environmental conflicts and environmental justice. » *Social-ecological Systems of Latin America : Complexities and Challenges*, L.E. Delgado y V.H. Marín (eds.) (Switzerland : Springer Nature, 2019): pp. 95-115.

FUMERO, Patricia. « La ciudad en la aldea : actividades y diversiones urbanas en San José a mediados del siglo XIX. » *Héroes al gusto y libros de moda, sociedad y cambio cultural en Costa Rica (1750-1900)*, Iván Molina y Steven Palmer, eds. (San José, Costa Rica : EUNED, 2004), pp. 113-162.

GUERRA Borges, Alfredo. « Capítulo 1. El desarrollo económico. » *Historia General de Centroamérica. Tomo V : De la posguerra a la crisis*, Héctor Pérez Brignoli (ed.) (San José, Costa Rica : FLACSO – Programa Costa Rica, 1994).

IRIYE, Akira. « Historicizing the Cold War. » *The Oxford Handbook of the Cold War*, Richard Immerman y Petra Goedde (eds) (Oxford : Oxford University Press, 2013-Kindle).

JENKINS Dobles, Eduardo, et.al. « El Centro Cívico de San José. » Kayanan, *Elementos propuestos para...*, pp. 1-7.

----- « Anteproyecto de Centro Cívico para la ciudad de San José. » Kayanan, *Elementos propuestos para...*, pp. 1-8.

MALAVASSI Aguilar, Ana Paulina. « Análisis del discurso : teoría y metodología. » *Teoría y métodos de los estudios regionales y locales*, Ana Paulina Malavassi, Ronny Viales y Susan Chen (eds.). (San José, Costa Rica : Sección de Impresión del SIEDIN, 2008), pp. 93-117.

MARÍN Hernández, Juan José. « La miseria como causa atenuante de la delictividad: el caso de la delincuencia de menores y la cuestión social: 1907-1949. » *Pobreza e historia en Costa Rica : determinantes estructurales y representaciones sociales de la pobreza del siglo XVII a 1950*. Colección Nueva Historia. Ronny Viales H. (ed.) (San José, Costa Rica : EUCR, Posgrado centroamericano en Historia - CIHAC, 2005).

MUSSET, Alain. « De Lênin a Lacoste. Os Arquétipos espaciais de subdesenvolvimento », en *Compreendo a complexidade socioespacial contemporânea. O território como categoria de diálogo interdisciplinar*, María Teresa Franco Ribeiro y Carlos Sanchez Milani (coord.) (Salvador, Brasil : EDUFBA, 2009)

PALMER, Steven. « Salud imperial y educación popular. La Fundación Rockefeller desde una perspectiva centroamericana (1914-1921). » *Educando a Costa Rica. Alfabetización popular, formación docente y género (1880-1950)*. Iván Molina y Steven Palmer (eds.). (San José, Costa Rica : EUNED, 2003).

PEREZ Brignoli, Héctor. « Otra vez la crisis centroamericana » *¿Cuándo pasará el temblor ? Crisis, violencia y paz en la América Latina Contemporánea*, David Díaz y Christina Hatzky (ed). 1ª ed. (San José, Costa Rica : Vicerrectoría de Investigación – Centro de Investigaciones Históricas de América Central, Universidad de Costa Rica, 2019), pp. 133-148.

SANOU, Ofelia « La arquitectura. » *Costa Rica en el siglo XX*, Eugenio Rodríguez Vega, (comp). Volume 2. (San José, Costa Rica : EUNED,2004), pp. 259-320.

SANOU, Ofelia et Florencia Quesada. « Herencia, rupturas y nuevas expresiones arquitectónicas (1841-1870). » *Historia de la Arquitectura en Costa Rica*, Elizabeth Fonseca y José Enrique Garnier (eds.). (San José, Costa Rica : Fundación Museos del Banco Central de Costa Rica, 1998), pp. 152-217.

SERT, Josep Lluís. « The Neighborhood Unit. A Human Measure in City Planning (circa 1953). » *The writings of Josep Lluís Sert*, Eric Mumford (ed.) (New Haven and London : Yale University Press; Cambridge: Harvard Graduate School of Design, 2015), pp. 2-10.

SHIBUSAWA, Naoko. « Chapter 3. Ideology, culture and the Cold War. » *The Oxford Handbook of The Cold War*, Richard H. Immerman and Petra Goedde (eds.). (Oxford : Oxford University Press, 2013).

VEGA Jiménez, Patricia. « De la banca al sofá. La diversificación de los patrones de consumo en Costa Rica (1857-1861). » *Héroes al gusto y libros*, pp. 163-208.

VELJANOSKI, Pavel. « The contribution of Polish urban planners and architects to the post-earthquake reconstruction of Skopje. » *Skopje, City, Architecture and Art of Solidarity*. (Cracovia: Skopje International Cultural Center, 2019), pp. 33-51.

VIALES Hurtado, Ronny. « Entre el constructivismo social, las redes socio-técnicas y los estilos de conocimiento. Bases para el estudio de la historicidad del vínculo entre Ciencia, Tecnología y Sociedad. » *La intersección entre ambiente, ciencia, tecnología y sociedad. Aproximaciones teóricas para su estudio desde la perspectiva CTS*, Ronny Viales (comp.) 1ª ed. Colección Cuadernos del Bicentenario del CIHAC N°2 (San José, Costa Rica : CIHAC, 2017), pp. 39-54.

VINDAS Solano, Sofía. « De la ficción históricamente comprobable: Cuadra Cero, espacio, arquitectura e interpretación simbólica de la historia nacional. » *Cuadra Cero: Stephanie Williams, Daniel Soto Morúa, Gabriela Sáen-Shelby y Sofía Vindas*. 1º ed. (San José, Costa Rica : Museo de Arte y Diseño Contemporáneo, 2018).

VIVES Luque, Ileana. « La transición del ayer al hoy. » *Historia de la Arquitectura...*, pp. 387-461.

WERNER, Michael. « Apports et limites de la triangulation. Le Maghreb dans les relations scientifiques franco-allemandes au XIXe siècle. » *Savoirs d'Allemagne en Afrique du Nord. XVIIIe - XIXe siècle*, Ahcène Abdelfettah, Alain Messaoudi, Daniel Nordmann (eds), (Paris : Bouchène, 2012), pp. 275-286.

WHITEHEAD, Laurence. « State organization in Latin America since 1930. » *The Cambridge History of Latin America. Volume VI : Latin America since 1930. Economy, Society and Politics. Part 2. Politics and Society*, Leslie Bethell (ed.) (Cambridge : Cambridge University Press, 1994), pp. 3-95.

VIALES Hurtado, Ronny. « El régimen liberal de bienestar y la institucionalización de la pobreza en Costa Rica 1870-1930. » *Pobreza e historia e Costa Rica. Determinantes estructurales y representaciones sociales del siglo XVII a 1950*. Ronny Viales H. (ed.) (San José, Costa Rica : EUCR, 2009) : pp. 71-100.

----- « Entre el constructivismo social, las redes sociotécnicas y los estilos de conocimiento. Bases para el estudio de la historicidad del vínculo entre Ciencia, Tecnología y Sociedad ». *La intersección entre ambiente, ciencia, tecnología y sociedad. Aproximaciones teóricas para su estudio desde la perspectiva CTS*, Ronny Viales Hurtado (comp.). Serie Cuadernos del Bicentenario, N° 2 (San José, Costa Rica : CIHAC-UCR, 2017): pp. 39-54.

Rapports imprimés

Banco de Urbanización y Rehabilitación. *Cinco años de labores. 1944-1949*. (Ciudad de Panamá : El Banco, 1949).

CCSS. *Memoria Anual 1951*. (San José, Costa Rica : CCSS, 1951).

CCSS. *Memoria Anual 1953*. (San José, Costa Rica : CCSS, 1953).

CALDERÓN Fournier, Rafael Ángel. *Política internacional de Costa Rica en el Primer Año de la Administración Carazo. Tomo II. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 1º de mayo de 1979*. (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1979).

CIES. *Informe sobre el Problema de la Vivienda de Interés Social en América Latina preparado por la Comisión Ad-hoc para el Estudio del Problema de la Vivienda Económica. (Unión Panamericana - Washington, D.C., 1953)*. (Caracas, Venezuela : Conferencia Interamericana de Seguridad Social - OEA, 1955).

Department of State. *Foreign Service List*. (Washington D.C. : Department of State, 1964).

------. *U.S. Participation in the UN. Report by the President to the Congress for the Year 1964*. International Organization and Conference Series 67. (Washington D.C. : Department of State, 1966) pp. 148-149.

DOMINGUEZ, Rafael. « La Alianza para el Progreso. Aportes para una teoría crítica de la cooperación », *Historia de la Cooperación Internacional desde una perspectiva crítica*, Rafael Domínguez y Gustavo Rodríguez (coord.). (Barranquilla, Colombia : Editorial Uniautónoma, 2017)

ESPINO, Rafaela et Leonard J. Currie. « La vivienda en Costa Rica. » (Massachussets: Technical Cooperation Administration- The Architects Collaborative – Housing and Home Finance, 1951).

EYPSA. *Estudio DRENACA : Informe final para ejecutivos*. (México DF : Litografía Berenfeld, 1979).

FACIO, Gonzalo. *La política internacional de la Administración Oduber. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 12 de mayo de 1975*. Tomo 2. (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1975)

------. *La política internacional en el cuarto año de la Administración Oduber. Parte expositiva general de la Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa el 1º de mayo de 1978*. Volume 1. (San José, Costa Rica : El ministerio, 1978).

Instituto Interamericano de Ciencias Agrícolas y Asociación Latinoamericana de Fitotecnia. *Las Ciencias Agrícolas en América Latina. Progreso y futuro.* (San José, Costa Rica : Imprenta Trejos Hnos., 1967).

INVU. *Primera Memoria 1954. Periodo comprendido entre el 1 de octubre y 31 de diciembre de 1954.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1954).

----- *Memoria 1955.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1955).

----- *Memoria 1956.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1956).

----- *Proyecto de ley para reservas de terrenos en Hatillo.* (San José, Costa Rica : El Instituto, Setiembre de 1957).

----- *Memoria 1958.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1958).

----- *Memoria 1961.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1961), p. 8.

----- *Propuesta sobre normas mínimas de urbanización.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1968).

----- *Reglamento de Fraccionamiento y Urbanización.* (San José, Costa Rica : El Instituto, 1969).

----- *Plan Regional Metropolitano: Gran Área Metropolitana.* (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1983).

International Cooperation Administration. *Point Four in Costa Rica* (Washington D.C. : United States Operations Mission to Costa Rica, 1957).

JENKINS Dobles, Eduardo. « HABITAT : Conferencia de las Naciones Unidas sobre Asentamientos Humanos. » (San José : IFAM, 1976).

----- *Informe preliminar. Proyecto de Renovación Urbana de San José y Centro Cívico Nacional.* (San José, Costa Rica : Ministerio de la Presidencia – Ministerio de Obras Públicas y Transportes, 1978).

JINESTA, Ricardo. *La Operación Panamericana.* (San José, Costa Rica, Imprenta Trejos Hnos., 1960)

KALNINS, Arvids, Fernando Albertazzi et Eduardo Protti. *Proyecto de creación del Distrito Metropolitano.* (San José, Costa Rica : Ministerio de la Presidencia, 1971).

KAYANAN, Antonio C. *Elementos propuestos de una ley básica de planificación en Costa Rica.* (San José, Costa Rica : INVU, 1955).

MAYNE, Alvin (ed.). *Proceedings of the Seminar on the Contribution of Physical Planning to Social and Economic Development in a Regional Framework. May 23-27, 1960, San Juan, Puerto Rico.* (Puerto Rico : ICA-Puerto Rico Planning Board, 1960).

Ministerio de Planificación y Política Económica. *Política de cooperación internacional. Costa Rica 2014-2022*. (San José, Costa Rica : MIDEPLAN, 2014).

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de Argentina. *Primer Congreso Panamericano de la Vivienda Popular. Actas y trabajos*. Tomo 1. 2 al 7 de octubre de 1939. (Buenos Aires : Talleres Gráficos del Ministerio de Obras Públicas, 1940).

MRREE. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores, 1951*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1951).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1953-1954*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1954).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1954-1955*. Volume 1. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1955).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el señor Mario A. Esquivel Ministro de Relaciones Exteriores y Culto. 1955-1956*. Tomo 1. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1956).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1957-1958*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1958).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1962-1963*. Volume I. (San José, Costa Rica : El ministerio, 1963).

------. *Memoria Anual del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1963-1964*. (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1964).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y de Culto presentada a la Asamblea Legislativa por el Licenciado Fernando Lara Bustamante, Ministro de Relaciones Exteriores y de Culto. 1966-1967*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1967).

------. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. 1968-1969*. (San José, Costa Rica : El ministerio, 1969).

------. MRREE. *Memoria anual Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto 1991-1992 presentada a la Asamblea Legislativa el 1° de mayo de 1992 por el Dr. Bernd H. Niehaus Q., Ministro de Relaciones Exteriores y Culto*. Tomo 2. (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1992).

------. *Memoria 1996-1997*. (San José, Costa Rica : El ministerio, 1997).

MORA, José A. *La Organización de los Estados Americanos. Informe presentado por la Unión Panamericana a la Undécima Conferencia Interamericana*. (Washington D.C. : Unión Panamericana, 1959).

NARANJO Villalobos, Fernando. *Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. Memoria Anual 1995-1996. Administración Figueres Olsen.* (San José, Costa Rica : El ministerio, 1996).

NIEHAUS, Benrd. *La política exterior de Costa Rica. 1980-1981.* (San José, Costa Rica : El Ministerio, 1981).

NUHN, Helmut. *Regionalización de Costa Rica para la planificación del desarrollo y la administración.* Oficina de Planificación Nacional y Política Económica. (San José, Costa Rica : División de Planificación y Coordinación Regional, 1974).

OEA. *Informe sobre el Problema de la Vivienda de Interés Social en América Latina preparado por la Comisión Ad Hoc para el Estudio del Problema de la Vivienda Económica.* (Caracas, Venezuela : Secretaría General de la CISS, 1955).

OEA-CIES. *Informe de la Secretaría del Consejo Interamericano Económico y Social sobre la Primera Reunión Técnica Interamericana en vivienda y Planeamiento, OEA-CIES.* (Washington, D.C. : Unión Panamericana, 1958).

OEA-CIES. *Informe final. Segunda Reunión Técnica Interamericana en Vivienda y Planeamiento. Huampaní, Perú. 18 al 26 de noviembre de 1958.* (Washington D.C. : Unión Panamericana, 1959).

Oficial. *Actas del VIº Congreso Panamericano de Arquitectos. Lima 15 de octubre de 1947. Cuzco 25 de octubre de 1947.* (Lima, Perú: Imprenta Santa María, 1953).

OPAM. *Informe sobre un sistema de agua potable para el Área Metropolitana de San José, Costa Rica.* (San José, Costa Rica : El Instituto – Radder & Associates, 1959).

Organización de las Naciones Unidas. *Asistencia técnica para el desarrollo económico disponible por intermedio de las Naciones Unidas y sus Organismos Especializados.* (Nueva York : Departamento de Asuntos Económicos ONU, 1948).

----- *Servicios de la Administración de Asistencia Técnica de las Naciones Unidas y la manera de obtenerlos.* (New York : Administración de Asistencia Técnica ONU, 1951).

Proyecto Estado de la Nación (PEN). *Estado de la nación en desarrollo humano sostenible.* (San José, Costa Rica : Estado de la Nación, 1995).

----- *Decimoséptimo Informe estado de la nación en desarrollo humano sostenible.* (San José, Costa Rica : El Programa, 2011).

Sociedad Central de Arquitectos. *III Congreso Panamericano de Arquitectos. Libro de Actas y Trabajos.* (Buenos Aires, Argentina : La Sociedad, 1927).

Sociedad Interamericana de Planificación. *La Carta de Lima. Mesa redonda de vivienda y planificación. SIAP-IBEC. 20-23 de abril de 1964, Lima, Perú.* (San Juan, Puerto Rico : SIAP, 1964).

SOLÍS Zeledón, Rafael, Elena Ferrer de Beck y Fernando Marín. *Delimitación de la Región Metropolitana de San José*. (San José, Costa Rica : El Instituto, 1971).

SOLOW, Anatole. *Población futura de la Ciudad de Panamá y de la Cuenca del Río Matasnillo*. (Ciudad de Panamá : Banco de Urbanización y Rehabilitación de Panamá, 1946)

----- . *A planning program for the capital of Costa Rica*. (Washington D.C. : Panamerican Union- Division of Labor and Social Affairs, 1948).

----- . *Housing in Guatemala*. (Washington D.C. : Panamerican Union, 1950).

----- . *El problema de la vivienda económica en la América Latina. Informe preparado por el Secretariado Técnico para el uso de los miembros de la Comisión Ad-hoc*. (Washington D.C. : Unión Panamericana, 1953), pp. 18-19.

SOLOW, Anatole y Anne Copperman. *Planning the Neighborhood*. (Chicago : Public Administration Service, 1960).

SRREE. *Memoria de Relaciones Exteriores, Justicia, Gracia, Culto y Beneficencia presentada al Congreso Constitucional por J.R. Argüello de Vars Secretario de Estado en el despacho de esas carteras*. (San José, Costa Rica, Imprenta Nacional, 1926).

SRREE. *Memoria correspondiente al año 1930 presentada al Congreso Constitucional por el Lic. Octavio Beeche Secretario de Estado en los despachos de Relaciones Exteriores, Gracia, Justicia y Culto*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1931).

SRREE. *Memoria de la Secretaría de Relaciones Exteriores, Gracia, Justicia y Culto presentada al Congreso Constitucional por el Licenciado Manuel F. Jiménez Secretario de Estado en el despacho de esas carteras*. (San José, Costa Rica : Imprenta Nacional, 1937).

Unión Panamericana. *Informe final Seminario de Asuntos Sociales, Vivienda y Urbanismo. Resumen de las Discusiones de Mesa Redonda de Vivienda y urbanismo. Quito, Ecuador, Mayo de 1950. San Salvador, El Salvador, Noviembre de 1950. Pôrto Alegre, Brasil, Mayo de 1951*. (Washington D.C. : Departamento de Asuntos Económicos y Sociales – Unión Panamericana, 1952).

Unión Panamericana. *La vivienda de interés social en América Latina. Istmo Centroamericano*. Serie Vivienda y Planeamiento N° 13. (Washington D.C. : División de Vivienda y Planeamiento – Unión Panamericana, 1957).

United Nations. *Technical Assistance for Economic Development. Plan for an expanded co-operative programme through the United Nations and the specialized agencies*. (Lake Success, New York : United Nations, 1949).

VERA, Luis. *Renovación urbana*. Serie Vivienda y Planeamiento N° 10. (Washington D.C. : División de Vivienda y Planeamiento - Unión panamericana, 1955).

WARE, Caroline F. *El servicio social y la vivienda*. Serie. Resúmenes de clase N° 3. (Bogotá : Centro Interamericano de la Vivienda – Servicio de Intercambio Científico, 1953).

Travaux universitaires

ABARCA Zamora, Róger et.al. « San José – Ensanches 1900-1941. Un análisis evolutivo de la ciudad. » (Seminario de Graduación en Historia Urbana, Escuela de Arquitectura - Universidad de Costa Rica, 1990).

ARAYA Díaz, David. « La estructura urbana : Análisis de la producción del espacio en Hatillo 8. » (Tesis de licenciatura en arquitectura, Universidad de Costa Rica, 2016).

ARAYA Villegas, Jimena. « Propuesta de mecanismo de seguimiento a los planes de acción para la implementación de la política de cooperación internacional de Costa Rica en el eje prioritario social. » (Tesis de Maestría en Diplomacia, Universidad de Costa Rica – Instituto de Servicio Exterior Manuel María de Peralta, 2019)

ARGUEDAS Salas, Hernán. « Sugestiones urbanísticas y terminal de autobuses. » (Tesis para grado de Ingeniero - Arquitecto, Universidad de Costa Rica, 1960).

BARRIENTOS Valverde, Jorge. « La ideología anti-comunista en Costa Rica : Guerra Fría, discursos hegemónicos e identidades políticas 1948-1962. » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013).

BONILLA Castro, Alejandro. « El retrato del recuerdo y el olvido: políticas de conciliación, olvido y memorias emblemáticas de la dictadura de Federico Tinoco Granados (1917-1963). » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013).

BOTEY Sobrado, Ana María. « Los actores sociales y la construcción de las políticas de salud del Estado Liberal en Costa Rica (1850-1940). » (Tesis de Doctorado en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013).

BRODY, James. « Constructing Professional Knowledge: The Neighborhood Unit Concept in The Community Builders Handbook. » (PhD Thesis in Regional Planning, Graduate College of the University of Illinois at Urbana-Champaign, 2009).

CARAZO Odio, Rodrigo. « El problema de la vivienda en Costa Rica. » (Tesis de licenciatura en Ciencias Económicas y Sociales, Universidad de Costa Rica, 1955).

CAYLOR, Jimmy Linn. « The United Nations Regional Economic Commissions : Regionalization and Decentralization in the Third World. » (Mémoire de master de Relations internationales, University of Southern California, 1974).

CHAVES Serrano, Mónica, et.al. « La producción del espacio público en proyectos habitacionales en el Cantón de San José : Instituto Nacional de Vivienda y Urbanismo (1954-1986). » (Seminario de Graduación de Licenciatura en Arquitectura, Universidad de Costa Rica, 2019).

DIAZ Arias, David « Social Crises and Struggling Memories : Populism, popular mobilization, violence and memories of Civil War in Costa Rica, 1940-1948 » (PhD. Thesis, Indiana University, 2009).

DRAPER, Joan E. « The San Francisco Civic Center : Architecture, Planning and Politics. » (Ph.D. Thesis in Architecture, University of California, Berkeley, 1979).

GORDIENKO, Eugenio. « Mercados centrales para provincias de Costa Rica ». (Tesis de Licenciatura en Ingeniería Civil, Universidad de Costa Rica, 1955).

GREEN, Lori. « The Changing Patterns of United Nations Technical Assistance : 1941-1983. » (Ph.D. Thesis, New York University, 1984).

GYGER, Hellen E. « The Informal as a Project : Self-Housing in Perú 1954-1986. » (Ph.D. in History Thesis, Columbia University, 2013).

IZQUIERDO Vázquez, Carlos. « Pobreza, condiciones de vida y subjetividad en el casco central de San José. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2016).

JENKINS Dobles, Eduardo. « Vivienda popular en Costa Rica. » (Tesis de incorporación, 1953).

JIMÉNEZ Acuña, Enrique. « Proceso de urbanización y transacciones inmobiliarias en el cantón central de San José, 1950-1974. » (Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad de Costa Rica, 1980).

MALAVASSI Aguilar, Rosa. « La vivienda de madera de los barrios Luján-El Cerrito y Barrio Keith (1910-1955). Un análisis histórico de la imagen urbana y la arquitectura habitacional. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Costa Rica, 2014).

----- . « La construcción social del patrimonio urbano y arquitectónico en la ciudad de San José, Costa Rica. Estrategias para su conocimiento. » (Tesis de doctorado en Arquitectura, Universidad de Sevilla, 2018).

MONTOYA Pino, Ana Patricia. « Las unidades vecinales en América Latina - 1930-1970. Política, bienestar y vivienda como proyecto moderno. » (Tesis de doctorado en Arte y Arquitectura - Universidad Nacional de Colombia, 2014).

MORA Carvajal, Virginia. « Mujer e historia : La obrera urbana en Costa Rica (1892-1930). » (Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad de Costa Rica, 1992).

NAVARRETE Cáliz, Daniela. « Tegucigalpa, laboratoire urbain des modernités au Honduras. XIXe et XXe siècles. » (Thèse de Doctorat en Études Urbains, PSL-EHESS, 2018) pp. 211, 345-346

QUIÑONES Corrales, Wilda. « Aspectos sociológicos de la asistencia técnica internacional en Costa Rica. » (Tesis de Licenciatura en Sociología, Universidad de Costa Rica, 1975).

RAMOS Cebberos de Montezuma, Victoria. « Planeamiento regional y formación profesional en Perú. El caso del Instituto de Planeamiento de Lima-IPL. Orígenes, desarrollo y desarticulación 1961-1984. » (Tesis de Maestría en Planificación urbana y regional, Universidad Nacional de Ingeniería, 2011).

RITTER, Jonathan. « The American Civic Center : Urban Ideals and Compromise on the Ground. » (PhD. Thesis, Institute of Fine Arts – New York University, 2007).

RIVERA Páez, Jorge. « El CINVA : Un modelo de cooperación técnica 1951-1972.» (Tesis de Maestría en Historia, Universidad Nacional de Colombia, 2002).

RODRÍGUEZ Sancho, Javier. « Las políticas sociales en materia de pobreza y su institucionalización en Costa Rica : 1970-1978. Una aproximación histórica al Instituto Mixto de Ayuda Social. (IMAS). » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2012).

SALAZAR Montes, Mario. « Los espectáculos de representación escénico-popular en Costa Rica : Culturas populares y políticas culturales, durante 1960-1990. » (Tesis de Maestría Académica en Historia, Universidad de Costa Rica, 2013).

SOLANO Meza, Natalia. « Pensar, romper, hacer. La Escuela de Arquitectura de la Universidad de Costa Rica, 1962-1974. » (Tesis de doctorado en Arquitectura, Universidad de Porto-Portugal, 2017).

Articles de périodiques imprimés

ABARCA Hernández, Oriester. « El Estado como necesidad racional y el derecho de propiedad en la teoría de Kant. » *Revista Inter Sedes*, Vol. 2 (Nº 2-3, 2001) : pp. 13-30.

ABELES, Marc. « Pour une anthropologie des institutions. » *L'Homme*, tome 35, nº 135. La formule canonique des mythes. (1995) : pp. 65-85.

ACUÑA Ortega, Víctor Hugo. « Centroamérica en las globalizaciones (siglos XVI-XXI). » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, Universidad de Costa Rica, 41 (2015) : p. 13-27.

ALMANDOZ, Arturo. « Modernización urbanística en América Latina. Luminarias extranjeras y cambios disciplinares, 1900-1960. » *Iberoamericana*, Nueva Época, Año 7, Nº 27 (Setiembre de 2007), pp. 59-78.

AMIRAUX, Valérie. « Regards croisés sur l'Islam truc d'Allemagne. Du poids des disciplines aux contraintes de l'objet. » *Le Genre humain*, Nº 42, 1 (2004): pp. 213-236.

ARAYA Pochet, Carlos. « El régimen municipal en la óptica jurídico-constitucional (1949-1999). » *Revista de Historia*, Nº 41 (2000) : pp. 75-90.

AVENDAÑO Flores, Isabel. « El tranvía de San José : un fantasma de la memoria histórica urbana y del patrimonio de Costa Rica. » *PatryTer*, (1), 1(2018) : pp. 44-56.

BADILLA, Patricia et José M. Cerdas A. « Movimientos pro vivienda en San José : una clientela movilizadora (1980-1990). » *Revista de Historia*, Nº 67, (Enero-Junio 2013) : pp. 121-156.

BECERRIL Padua, Martín et César Garcés. « Contribuciones de la CEPAL en los estudios del fenómeno urbano-metropolitano, 1950-1990. » *Revista de Estudios Regionales*, Nº70 (2004) : pp. 149-172.

BIDART, Claire. « En busca del contenido de las redes sociales : los “motivos” de las relaciones. » *Redes - Revista hispana para el análisis de redes sociales*, Vol. 6, Nº 7 (Junio 2009) : pp. 178-202.

BLANCO Ramos, Roberto et Jefferson Porras Ramírez. « “Usted no está completo sino tiene casa propia.” El acceso a la vivienda en el área metropolitana de San José : clases medias, urbanizaciones, residenciales y condominios (1950-2011). » *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, Vol. 19, Nº 1 (2018) : pp. 1-14.

BONILLA, Daniel. « Liberalism and Property in Colombia: Property as Right and Property as a Social Function. » *Fordham Law Review*, Vol. 80, Nº 3 (2011) : pp. 1135-1170.

BONILLA Castro, Alejandro. « Circulación de saberes del urbanismo y redes transnacionales del INVU. » *Revista Reflexiones*, 97, (2) (2018) : pp. 87-106.

BORGATTI, Stephen P. et Martin G. Everett. « Network analysis of 2-mode data. » *Social Networks*, 19 (1997): pp. 243-269.

BORJA, Jordi. « Revolución y contrarrevolución en la ciudad global : las expectativas frustradas por la globalización de nuestras ciudades. » *Revista Eure*, Vol. XXXIII, N° 100 (diciembre 2007) : pp. 35-50.

CALLON, Michel. « Éléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». *L'Année sociologique*, Vol. 36, (1986) : pp. 169-208.

CAMACHO, Luis Eduardo. « Sociedad Interamericana de Planificación, SIAP 50 años. Vida institucional y programática. » *Bitácora*, 11(1) (2007) : pp. 268-284.

CARAZO, Rodrigo. « Breves consideraciones sobre el problema del Urbanismo. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18 (1958) : 9-18.

CASCANTE, Carlos. « Entre la política exterior y la política interna. De la proclama de la neutralidad al Plan de Paz. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, Vol. 13, N° 1 (Febrero-Agosto 2012) : pp. 3-31.

CHARTIER, Roger. « La conscience de la globalité (commentaire) ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001): pp. 119-123.

CHARTON, Hélène. « Gouvernement de l'école et communautés épistémiques au Sénégal. Trajectoires d'acteurs et circulation des normes et des modèles d'éducation en contexte international », *Revue Tiers Monde*, 2015/3 (N° 223) : pp. 49-66.

CHOAY, Françoise. « L'histoire et la méthode en urbanisme ». *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. 25^e année, N. 4, (1970), pp. 1143-1154.

COHEN, Michael. « From Habitat II to Pachamama : a growing agenda and diminishing expectations for Habitat III. » *Environment & Urbanization*, (2015), pp. 35-48.

COLLINS, Harry M. et Robert Evans. « The Third Wave of Science Studies : Studies of Expertise and Experience. » *Social Studies of Science*, 32/2 (April 2002) : pp. 235-296.

CORDERO Quinzacara, Eduardo. « De la propiedad a las propiedades. La evolución de la concepción liberal de la propiedad. » *Revista de Derecho de la Pontificia Universidad Católica de Valparaíso*, XXXI (2° Semestre 2008) : pp. 493-525.

COUDROY DE LILLE, Laurent. « Ildefonso Cerdá. Connaissance et reconnaissance d'un urbaniste. » *Histoire urbaine*, 1, N°1 (2000) : pp. 169-185.

DAVIS, Natalie Zemon. « Decentering History: Local Stories and Cultural Crossings in a Global World. » *History and Theory*, Vol. 50, N° 2 (May 2011) : pp. 188-202.

DAWSON, Ashley et Brent H. Edwards. « Global Cities of the South. » *Social Text* 81, Vol. 22, N° 4, (Winter 2004) : pp. 1-8.

DIAZ Arias, David. « Hegemonía imperial, diplomacia y Guerra Fría : los intelectuales costarricenses y la neutralidad perpetua. » *Diálogos*, Vol. 23, Nº 1 (2019) : pp. 151-179.

DELGADILLO Polanco, Víctor. « Urbanismo a la carta : teorías, políticas, programas y otras recetas urbanas para ciudades latinoamericanas. » *Cadernos Metrópole*. Vol.16, n.31 (2014): pp. 89-111.

DEMIDDEL, Stephane y Leonel Bustamante. « Más que una suma de casas : La unidad vecinal Villa San Pedro Coronel. » *Revista INVI*, Vol. 24, Nº 67 (noviembre 2009) : pp. 127-152.

DRAYTON, Richard et David Motadel, « Discussion : the futures of global history. » *Journal of Global History*, 13 (2018), pp. 1-21.

ESPINOSA Restrepo, León. « El Plan piloto de Cali, 1950. » *Revista Bitácora Urbano Territorial*, Vol. 10, Nº 1 (enero-diciembre 2006) : pp. 222-233.

FERNANDEZ Águeda, Beatriz et Javier Ruiz Sánchez « Circulations et ancrage du survey geddesien dans l'urbanisme espagnol », *Espaces et sociétés* 2016/4 (nº 167), pp. 81-98.

FOURCAUT, Annie. « Le Comité Supérieur d'Aménagement et d'Organisation de la Région Parisienne et les lotissements, de la loi SARRAUT à la remise du Plan PROST (1928-1934). » *Villes en parallèle*, La ville fragmenté. Le lotissements d'hier et d'aujourd'hui, Nº 14, (juin 1989) : pp. 46-57.

----- « Du lotissement au quartier. Le cas de la banlieue parisienne dans l'entre-deux-guerres. » *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, Tome 105, Nº 2 (1993) : pp. 441-457.

FUENMAYOR, Elsa, et. al. « Descripción de las ideas pedagógicas de "Luis Beltrán Prieto Figueroa. » *Orbis : revista de Ciencias Humanas*, Año 5, Nº 13 (2009) : pp. 73-85.

FUMERO, Patricia. « “Se trata de una dictadura *sui generis*”. La Universidad de Costa Rica y la Guerra Civil de 1948. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 23 (1-2) (1997) : pp. 115-142.

GARCIA, María Cristina et Salvador Guerrero. « The National Federation of Town Planning and Housing 1939-1954 : A Network for Town Planners and Architect's in Franco's Spain. » *Journal of Urban History*, Vol. 40(60) (2014) : pp. 1099-1122.

GROSSETTI, Michel. « Reflexiones en torno a la noción de red. » *Redes - Revista hispana para el análisis de redes sociales*, Vol. 12, Nº 25 (Julio 2017) : pp. 85-108.

GRUZINSKI, Serge. « Les mondes mêlés de la Monarchie catholique et autres «connected histories» ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, 2001. pp. 85-117.

GUDMUNDSON, Lowell. « Costa Rica antes del café : la distribución de oficios, la desigualdad en la riqueza y la élite en la economía aldeana de la década de 1840. » *Mesoamérica* 6.10 (1985) : pp. 211-241.

HALL, Carolyn. « La jerarquía urbana de Costa Rica : una consideración de la aplicación de modelos geográficos. » *Revista Geográfica de América Central*. Vol. 1, N° 1 (1974): 25-48.

HARRIS, Richard. « Slipping through the Cracks : The Origins of Aided Self-Help Housing, 1918-1953. » *Housing Studies*, Vol. 14, N° 3 (1999) : pp. 281-309.

HEIN, Carola. « Maurice Rotival : French planning on a world scale (Part I) ». *Planning Perspective*, 17:3 (2002): 247-265.

----- « Maurice Rotival : French planning on a world scale (Part II). » *Planning Perspective*, 17 (2002) : 325-344.

JAJAMOVICH, Guillermo. « América Latina y las asimetrías de poder en abordajes sobre producción y circulación de políticas y teorías urbanas. » *Quid* 16 N°7 (Oct.2017-Nov.2017) : pp. 160-173.

JENKINS, Eduardo et Jorge Crespo V. « Ciudad Satélite de Hatillo y Unidad Vecinal N° 2. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18, (1958), pp. 68-69.

JOHNSON, Donald L. « Origin of the Neighborhood Unit. » *Planning Perspectives*, Vol.7, N° 3 (2002) : pp. 227-245.

KLOTCHKOV, Vladimir. « Brevisima historia de la planificación urbana de San José. » *Ambientico, Revista mensual sobre actualidad ambiental*. N° 99 (diciembre 2001), pp. 4-7.

KOTT, Sandrine « Une « communauté épistémique » du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2008/2 (n° 71) : pp. 26-46

LAPOSTOLLE, Dany. « Les enjeux de la professionnalisation des agents de développement. L'ingénierie territoriale prise en étau entre les conceptions organique et mécaniste du développement territorial », *Géographie, économie, société*, 2011/4 (Vol. 13) : pp. 339-362.

MALAVASSI, Rosa et Alejandro Bonilla. “Los rostros de la Casa Amarilla. Proyectos arquitectónicos e iconografía de la Corte de Justicia Centroamericana. San José, Costa Rica (1907-1919).” *Revista costarricense de política exterior*, Vol. IX, N° 1 (junio 2012) : pp. 7-29.

MARTÍNEZ Esquivel, Ricardo. “Prosopografía y redes sociales : notas metodológicas sobre el estudio de la masonería en Costa Rica.” *Revista de Estudios Históricos de la Masonería Latinoamericana y Caribeña*, Vol. 7, N° 2 (Diciembre 2015 – Abril 2016): pp. 1-27.

MAUREL, Chloé. « La World/Global History. » *Vingtième siècle- Revue d'histoire* (4) (2009), pp. 153-166.

MORA, Josué Pascual. « La filosofía educativa de Luis Beltrán Prieto Figueroa y su aporte a la historia de la educación actual: Análisis de los indicadores de las políticas de inclusión en educación 1998-2006. » *Educere*, Año 12, N° 42 (Julio-Agosto-Setiembre 2008) : pp. 615-624.

MUMFORD, Lewis. « What is a city ? » *Architectural Record* (1937), pp. 59-62.

MUÑOZ Muñoz, Marcela. « Un centro cívico o el réquiem del patrimonio urbano costarricense. » *Revista Arquis*, Vol. 6, N° 1 (2017) : pp. 20-28.

MUSSET, Alain. « El mito de la ciudad justa. Una estafa neoliberal. » *Bitácora urbano territorial*, N° 25 (enero-junio 2015), pp. 11-20.

NOVICK, Alicia. « La ciudad, el urbanismo y los intercambios internacionales. Notas para la discusión » *Revista Iberoamericana de Urbanismo*, Vol. 1, N° 1 (2009) : pp. 4-13.

NÚÑEZ González, José Manuel. « Las posiciones de Rodrigo Facio respecto a la función social de la propiedad. » *Revista Parlamentaria*, Vol. 8, N° 2 (Agosto 2000) : pp. 613-643.

OROZCO Abarca, Sergio. « Delfines, leones y tritones. Fuentes victorianas de hierro en plazas y parques de Costa Rica. (1868-1880). » *Revista Herencias*, Vol. 29, N° 1 (2016) : pp. 95-140.

ORTIZ Ortiz, Eduardo. « Propiedad, empresa e intervención pública en Costa Rica. » *Revista de Ciencias Jurídicas*, N° 35 (1974), pp. 117-203.

PALMER, Steven. « Prolegómenos para toda historia futura de San José, Costa Rica. » *Mesoamérica*, Vol. 17, N° 31 (1996) : pp. 181-213.

PEIXOTO Faria, Teresa de Jesús et Alain Musset. « Justicia, conflictos socioespaciales, resistencia, rescate histórico y construcción de las identidades en las ciudades latinoamericanas. » *Geografares, Revista do Programa de Pos Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia de la UFES*, Vol. I, N° 22, (Julho-Dezembro 2016), pp. 1-5.

POWELSON, John P. et Anatole Solow. « Urban and Rural Development in Latin America. » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 360, Latin America Tomorrow (Jul. 1965) : pp. 48-62.

RAJ, Kapil. « Connexions, croisements, circulations. Le d tour de la cartographie britannique par l'Inde, xviiiie-xixe siècles », *Le Genre humain* N° 42, 1 (2004): pp. 73-98

RAMÍREZ Fonseca, Walter. « El sistema de coordinación de la cooperación internacional en Costa Rica. » *Revista de Relaciones Internacionales* (Heredia), Vol., 40 (1992), pp. 93-96.

RETANA Barboza, Karen. « Arq. Leonardo Silva King. Referente en planificación urbana. » *Habitar*, 96 (mayo 2019) : pp. 32-37.

ROBERTS, Bryan R. « Globalization and Latin American Cities. » *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 29.1(March 2015) : pp. 110-123.

ROCKEFELLER, Nelson. « The meaning of Point Four. » *Popular Economics*, Vol. 2, N° 3 (November 1951), pp. 13-14.

RONCAYOLO, Marcel. « Territoire ». *Territoires* N°1-1983 - Laboratoire de sciences sociales. École Normale Supérieure, 1983.

ROJAS A., Francisco. « Las vinculaciones diplomáticas, económicas y culturales entre Costa Rica y la Unión Soviética : Un bajo perfil. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 12(1) (1986) : pp. 53-68.

----- « Interés nacional y toma de decisiones. El caso de la neutralidad costarricense. » *Anuario de Estudios Centroamericanos*, 11(1) (1985) : pp. 79-97

ROJAS Brenes, Fernando. « IV Congreso de Ingeniería Civil. Ing. Gastón Bartorelli Falugi. » *Revista del Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos (CFIA)*, Año 32, Número 3, (1989) : pp. 17-19.

ROMERO Pérez, Jorge Enrique. « El Instituto de Fomento y Asesoría Municipal. » *Revista de estudios de Administración local y autonómica. Nueva época.* (1973) : pp. 529-542.

SAUNIER, Éric. « La prosopografía: Una nueva vida para la historia de la masonería. » Trad. Yván Pozuelo Andrés. *Revista de Estudios Históricos de la Masonería Latinoamericana y Caribeña*, Vol. 1, N° 1 (Mayo-Noviembre 2009) : pp. 37-43

SAENZ Carbonell, Jorge. « Creación de la carrera Consular (1946). » *Relaciones Internacionales* (Heredia) 56.2 (1997) : pp. 149-154.

SASA Marín, Zuhra. « ¿Cohesión urbana en la ciudad fragmentada ? » *On the w@terfront*, Vol. 52 (April 2017) : 9-69.

SECCI, Claudio « Réceptions et appropriations des sciences humaines par les architectes. Le cas des CIAM et du Team Ten (1928-1962) », *Espaces et sociétés* 2010/2 (n° 142), pp. 17-31.

SPASKOVSKA, Ljubica. « Constructing the 'City of International Solidarity' : Non-Aligned Internationalism, the United Nations and Visions of Development, Modernism and Solidarity, 1955–1975. » *Journal of World History*, Vol. 31, N° 1 (March 2020) : pp. 137-163.

SOLOW, Anatole A. « Housing in Latin America : The Problem of the Urban Low-Income Families. » *The Town Planning Review*, Vol. 38, N°2 (Jul. 1967) : pp. 83-102.

SUBRAHMANYAM, Sanjay. « Du Tage au Gange au XVI^e siècle : une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique. » *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001): pp. 51-84.

SUNKEL, Osvaldo. « Desarrollo e integración regional : ¿otra oportunidad para una promesa incumplida ? » *Revista de la CEPAL*, Número extraordinario (octubre 1998) : pp. 229-241.

TAVARES, María da Conceição et Gerson Gomes. « La CEPAL y la integración económica de América Latina. » *Revista de la CEPAL*, Número extraordinario (octubre 1998): pp. 213-227

TILLY, Charles. « What is good urban history ? » *Journal of Urban History*, Vol. 22, N° 6 (September 1996) : pp. 702-719.

TWICHELL, Allan A. et Anatole Solow. « An Appraisal Technique for Urban Problem Areas as a Basis for Housing Policy of Local Governments. » *Public Health Reports*, Vol. 57, ° 9 (February 1942) : pp. 285-296.

VALENZUELA, Alfonso. « Dispositivos de la globalización: la construcción de grandes proyectos urbanos en Ciudad de México. » *Eure*, Vol. 39, N° 116 (Enero 2013) : pp. 101-118.

VAN DAMME, Stéphane. « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbaines (XVII^e-XIX^e siècles) » *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, N° 12-1 (2005) : pp. 3-15.

VARGAS Vargas, Édgar. « Principios teóricos sobre urbanismo. » *Revista de la Universidad de Costa Rica*, Vol. 18 (1958) : 19-42.

VIALES, Ronny et Patricia Clare. « El Estado, lo transnacional y la construcción de comunidades científicas en la Costa Rica liberal (1870-1930). La construcción de un "régimen de cientificidad". » *Diálogos. Revista Electrónica de Historia*, Vol. 7, N° 1 (Setiembre 2006 - Febrero 2007) : pp. 145-168.

WAGNER, Phillip. « Facilitating planning communication across borders: The International Federation for Housing and Town Planning in the interwar period. » *Planning Perspectives*, 31 :2 (2016) : 299-311.

WERNER, Michael et Bénédicte Zimmermann. « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité. » *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1 (58^e année), pp. 5-36.

WILSON, Daniel C.S. « Arnold Toynbee and the Industrial Revolution: The Science of History, Political Economy and the Machine Past. » *History and Memory*, Vol. 26, N° 2 (Fall/Winter 2014), pp. 133-161.

WONG, R. Bin. « Entre monde et nation : les régions braudéliennes en Asie ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 56^e année, N. 1, (2001) : pp. 5-41.

Articles de périodiques électroniques

ACUÑA, Víctor Hugo. « Costa Rica : la fabrication de Juan Rafael Mora. (XIXe-XXe siècles) » *Caravelle* [En ligne], 104 (2015). Consulté le 14 août 2020. URL : <http://journals.openedition.org/caravelle/1545>.

----- « La invención de la diferencia costarricense, 1810-1870. » *Revista de Historia (UNA- Heredia)* [en ligne], N° 45 (enero-junio 2002) : pp. 191-228. Consulté le 15 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/12397>.

ATWOOD, Rollin. « The United States Point Four Program- A Bilateral approach. » *The Annals of the American Academy of Political Science* [en ligne], Vol. 323, Partnership for Progress : International Technical Co-operation (May 1959) : p. 34. Consulté le 22 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1177/000271625932300106>

AZOCAR, Javiera. « El teatro de lo urbano en Santiago : espacio público a fines de la Colonia. » *Revista de Arquitectura* [en ligne], 16 (21) (2010) : pp. 26-33. Consulté le 15 juin 2021. DOI : [10.5354/0719-5427.2013.27887](https://doi.org/10.5354/0719-5427.2013.27887)

BAHOKEN, Françoise, Laurent Beauguitte y Serge Lhomme. « La visualisation des réseaux. Principes, enjeux et perspectives. » 2013. halshs-00839905, pp. 2-3. Consulté le 1 mai 2021. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00839905>.

BEAUGUITTE, Laurent. « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire : Vocabulaire, principes et limites. » *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales* (France : Presses Universitaires de Louvain, 2016), pp. 15-16 978-2-87558-500-4. halshs-01476090. Consulté le 2 mai 2021. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01476090>

BERNSTEIN, William. « From Paris to New Haven : Maurice Rotival and the long durée of Urban Renewal. » *MSSA Kaplan Prize for Use of MSSA Collections. 10*. Consulté le 20 juin 2021. URL : https://elischolar.library.yale.edu/mssa_collections/10

BOTEY Sobrado, Ana María. « Salud, higiene y comunistas (1933). » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 9, N° 2 (Agosto 2008 - Febrero 2009) : 2-22. Consulté le 21 octobre 2019. URL : DOI [10.15517/DRE.V9I2.6149](https://doi.org/10.15517/DRE.V9I2.6149)

BOWMAN, Kirk S. « ¿Fue el compromiso y consenso de las élites lo que llevó a la consolidación democrática en Costa Rica ? Evidencia de la década de 1950. » *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N° 41 (enero-junio 2000) : pp. 91-127. Consulté le 23 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/1868>

CASTEL, Robert. « La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause », *Esprit*, 2008/8-9 (Août/septembre), pp. 171-190. Consulté le 3 juin 2021. DOI : 10.3917/espri.0808.0171. URL : <https://www.cairn.info/revue-esprit-2008-8-page-171.htm>

CERDAS Albertazzi, José M. « Las luchas contra la empresa ALCOA. Un intento de síntesis interpretativa (1969-1970). » *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N° 75 (Enero-Junio 2017), pp. 77-122. Consulté le 15 septembre 2020. URL : <https://doi.org/10.15359/rh.75.3>.

CHAVEZ Zamora, Randall. « Una leyenda heroica. Historia y memoria pública del movimiento estudiantil costarricense, 1970-2020. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], 21(1) (Enero-junio 2020) : pp. 1-36. Consulté le 15 septembre 2020. URL : DOI [10.15517/DRE.V21I1.37676](https://doi.org/10.15517/DRE.V21I1.37676)

COLLIN, Paul Marc, Yves-Frédéric Livian, Eric Thivant. « VIII. Michel Callon et Bruno Latour. La théorie de l'acteur réseau. » *Les Grands Auteurs en Management de l'innovation et de la créativité*, Thierry Burger-Helmchen et al. (Paris: EMS Éditions, 2016), pp. 57-178. Consulté le 14 decembre 2020. URL: <https://www.cairn.info/les-grands-auteurs-en-management-de-linnovation---page-157.htm>

CULLATHER, Nick. « Research Note : Development ? It's History. » *Diplomatic History* [en ligne], Vol. 24, N° 4 (Fall 2000) : pp. 645-646. Consulté le 18 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1111/0145-2096.00242>

D'ALOLIO Sánchez, Ileana. « El estanco de aguardiente en Costa Rica : Formación del Estado y política fiscal (1821-1837). » *Revista de Historia (UNA-Heredia)* [en ligne], N°69 (Enero-junio 2014) : pp. 75-98. Consulté le 19 août 2020. URL : <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/6515>

DUNNE, Michael. « Kennedy's Alliance for Progress : countering revolution in Latin America : Part I: From the White House to the Charter of Punta del Este. » *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs) [en ligne], Vol. 89, No. 6 (November 2013), pp. 1389-1409. Consulté el 7 juin 2020. URL : <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12080>

ESPAGNE, Michel « La notion de transfert culturel », *Revue Sciences/Lettres* [en ligne], 1 (2013) : 1-9. Consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rs1/219>.

ERB, Claude. « Prelude to Point Four : The Institute of Inter-American Affairs. » *Diplomatic History* [en ligne], Vol. 9, N° 3 (1985) : p. 253. Consulté le 18 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.1985.tb00535.x>

FELDMAN, Sarah. « Do primer congreso panamericano de la vivienda popular (1939) ao seminário de habitação e reforma urbana (1963) : planejamento e habitação na perspectiva da metrópole latino-americana. » *URBANA : Revista Eletrônica do Centro Interdisciplinar de Estudos sobre a Cidade* [en ligne], Vol. 6, no 1 (2014), pp. 129-143. Consulté le 15 mai 2021. URL : <https://doi.org/10.20396/urbana.v6i1.8635295>.

FERNÁNDEZ, Daniela. « Arturo Prins. » *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones estéticas "Mario J. Buschiazio"* [en ligne]. Vol. 49, N° 2 (2019). Consulté le 19 novembre 2020. URL: <http://www.iaa.fadu.uba.ar/ojs/index.php/anales/article/view/322/559>

GIBBONS, William. « The Point Four Program and our responsibilities to underdeveloped areas. » *Review of Social Economy* [en ligne], Vol. 11, N° 1 (March, 1953) : pp. 31-43. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1080/00346765300000003>

GOBAT, Michel. « The Invention of Latin America : A Transnational History of Anti-Imperialism, Democracy and Race. » *American Historical Review* [en ligne], 118, 5, (December 2013) : pp. 1345-1375. Consulté le 17 juin 2020. URL : <https://academic.oup.com/ahr/article-abstract/118/5/1345/17516>

GOEBEL, Anthony. « Ecologismo de los pobres y marginalidad social : vehículos de complementariedad y puentes dialógicos. » *Reflexiones* [en ligne], Vol. 89, N° 1 (2010) : pp. 127-142. Consulté le 22 octobre 2019. URL : DOI [10.15517/RR.V89I1.11580](https://doi.org/10.15517/RR.V89I1.11580)

GOLCHER, Éricka. « La Segunda Guerra Mundial: Participación costarricense en la Organización Panamericana (1936-1944). » *Anuario de Estudios Centroamericanos* [en ligne], Vol. 22(2), (1996) : pp. 91-104. Consulté le 17 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/25661284>

HAYES, Samuel P. « The United States “Point Four” Program. » *The Millbank Memorial Fund Quarterly* [en ligne], Vol. 28, N° 3 (Jul. 1950) : p. 265. Consulté le 24 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/3348136>

HERRERA León, Fabián. « México y el Instituto Internacional de Cooperación Intelectual. » *Tzintzun Revista de Estudios Históricos* [en ligne], N° 49 (Enero-Junio 2009) : pp. 173-176. Consulté le 24 octobre 2019. URL : <http://tzintzun.umich.mx/index.php/TZN/article/view/226>

KRAMMER, Paul A. « Power and Connection : Imperial Histories of the United States in the World. » *The American Historical Review* [en ligne], Vol. 116, N°5 (December 2011) : pp. 1348-1391, 1366. Consulté le 16 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1086/ahr.116.5.1348>

KENNEDY, John F. « Excerpt, 1960 Democratic National Convention, 15 July 1960. » John F. Kennedy Presidential Library and Museum. Consulté le 27 décembre 2020. URL : <https://www.jfklibrary.org/learn/about-jfk/historic-speeches/acceptance-of-democratic-nomination-for-president>

MONTAÑEZ, José Ángel. « La arquitectura moderna y anónima de Josep Lluís Sert. » Consulté le 15 juillet 2021. URL : https://elpais.com/cultura/2019/06/04/actualidad/1559663372_528528.html

REVILLA M., Carlos. « Parque Italia : Una pequeña joya en San José. » *Cambio político*, 3 de junio del 2018. Consulté le 8 avril 2021. URL : <https://cambiopolitico.com/parque-italia-una-pequena-joya-en-san-jose/93901/>.

ROUSTANG, Guy. « Mondialisation et économie solidaire. » *Hermès* [en ligne], 36, 2003, pp. 175-182. Consulté le 20 juin 2020. URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2003-2-page-175.htm>

MACLAY, Kathleen. « Francis Violich, emeritus profesor of city planning and landscape architecture, dies. » *UC Berkeley News*, 07 September 2005. Consulté le 12 avril 2021. URL : https://www.berkeley.edu/news/media/releases/2005/09/07_violich.shtml

MACEKURA, Stephen. « The Point Four Program and U.S. International Development Policy ». *Political Science Quarterly* [en ligne], Vol. 128, N° 1 (2013) : p. 134. Consulté le 10 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/23563372>

MALAVASSI, Ana Paulina « El encuentro de la Fundación Rockefeller con América Central, 1914-1921. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 7, N° 1 (Febrero - Agosto 2006) : pp. 115-149. Consulté le 21 octobre 2019. URL DOI : [10.15517/DRE.V7I1.6186](https://doi.org/10.15517/DRE.V7I1.6186)

MAYA Sotomayor, Teresa. « Estados Unidos y el panamericanismo: el caso de la I Conferencia Internacional Americana (1889-1890). » *Historia Mexicana* [en ligne], Vol. 45, N° 4, Una mirada hacia afuera: México y América Latina, siglos XIX y XX (Abril-Junio 1996): pp. 759-781. Consulté le 15 juin 2020. URL : <https://www.jstor.org/stable/25139019>

MEKLER, Malka. « Conozca el proceso de construcción del nuevo edificio de la Asamblea Legislativa, Costa Rica. » *Revista Construir*, 13 de noviembre del 2020. Consulté le 15 juin 2021. URL : <https://revistaconstruir.com/conozca-el-proceso-de-construccion-del-nuevo-edificio-de-la-asamblea-legislativa-costa-rica/>

MIEVRE, Jacques. « Le solidarisme de León Bourgeois. Naissance et métamorphose d'un concept. » *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 63 (2001), pp. 141-155. Consulté le 01 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/17>

MOLINA Vargas, Silvia Elena. « La violencia política contra los comunistas tras la guerra civil en Costa Rica (1948-1949). » *Cuadernos Intec-ambio sobre Centroamérica y el Caribe* [en ligne], Vol. 15, N° 1 (abril-setiembre 2018), pp. 133-158. Consulté le 20 juillet 2020. URL: DOI [10.15517/C.A..V15I1.32944](https://doi.org/10.15517/C.A..V15I1.32944)

MORGENFELD, Leandro. « La oposición argentina a la organización panamericana impulsada por Estados Unidos (Segunda Conferencia, México, 1901-1902). » *Temas de historia argentina y americana* [en ligne], N° 15 (Julio-Diciembre 2009) : pp. 159-193. Consulté le 21 octobre 2019. URL : <https://repositorio.uca.edu.ar/handle/123456789/7611>

MUÑOZ Guillén, Mercedes. « La Asamblea Nacional Constituyente de 1949 : el discurso anticomunista y la inconstitucionalización del Partido Vanguardia Popular. » *Diálogos Revista Electrónica de Historia* [en ligne], Vol. 9, N°1 (Febrero – Agosto 2008) : 93-111. Consulté el 22 août 2020. URL : DOI [10.15517/DRE.V9I1.6139](https://doi.org/10.15517/DRE.V9I1.6139)

MURPHY, Kevin, Andrei Schlifer et Robert Vishny. « Industrialization and big push ». *Journal of Political Economy* [en ligne], Vol. 97, N° 5 (1989) : 1003-1026. Consulté le 15 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1086/261641>

PALMER, Steven. « Adios laissez-faire : la política social en Costa Rica (1880-1940). » *Revista de Historia de América* [en ligne], N° 124 (enero-junio 1999) : 99-117. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/23800947>

RIST, Gilbert. « Development as a Buzzword. » *Development in Practice* [en ligne], Vol. 17, N° 4/5 (Aug. 2007) : pp. 485-491. Consulté le 17 octobre 2019. URL : <https://doi.org/10.1080/09614520701469328>

RODRIGUEZ Díaz, María. « La Cuarta Conferencia Panamericana de 1910 y la doctrina Monroe en la prensa y diplomacia mexicana. » *Ciencia Nicolatina* [en ligne], N° 71 (Octubre 2017) : p. 47. Consulté le 19 octobre 2019. URL : <https://www.cic.cn.umich.mx/cn/article/view/381>

SCARFI, Juan Pablo. « La emergencia de un imaginario latinoamericanista y antiestadounidense del orden hemisférico: de la Unión Panamericana a la Unión Latinoamericana. (1880-1913). » *Revista Complutense de Historia de América* [en ligne], Vol. 39 (2013) : pp. 81-104. Consulté le 20 octobre 2019. URL : <https://core.ac.uk/download/pdf/38840184.pdf>

VERA, Héctor. « Medición y vida económica. Medidas panamericanas y la lucha por un “lenguaje universal” para el comercio. » *Estudios sociológicos* [en ligne], Vol. 32, N° 95 (mayo-agosto 2014) : pp. 231-260. Consulté le 19 octobre 2019. URL : <https://www.jstor.org/stable/24368100>

WAKEMAN, Rosemery. « Fascinating Les Halles. » *French Politics, Culture & Society*. [en ligne]. Vol. 25, N° 2 (Summer 2007), pp. 46-72. Consulté le 21 février 2018. URL : <http://www.jstor.org/stable/42843501>.

Archive historique de l'UNESCO

- AHUNESCO, Technical Assistance Board. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. « Measures for increasing governments' contributions to technical assistance. » TAB/ Working Paper/20 (28), 22 March 1954.
- AHUNESCO. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. David Owen. « Utilization of Argentine Contribution to the Expanded Programme. » TAB/CM/597, 15 August 1955.
- AHUNESCO. Box TA Programme, Financial Contributions X07-2 TA/F, 1950-1960. David Owen. « Communication from the United States Secretary of State to all American Diplomatic and Consular Offices. » Restricted TAB/CM/604, 2 September 1955.
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Lettre de H. Fraser-Campbell à Arvid Brodersen », 29 avril 1947, s.n.p.
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Conference of Experts on Home and Community Planning », First part, 8 juin 1947.
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « Conference of Experts on Home and Community Planning – Second part » 8 juin 1947.
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « L'UNESCO ET L'URBANISME ».
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, André de Blonay « Lettres aux M. Lesoir et M. Vinck », XR/I4 953, 16 septembre 1947;
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, A. Gabriellson, « Lettre à André de Blonay » 28 octobre 1947.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Le Corbusier, Giedion y Syrkus, « Invitation au VII CIAM », 9 mars 1949.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Jean Thomas, « Congrès Internationaux d'Architecture Moderne » 2646/ADGO/JT.FA, 17 mars 1949.
- AHUNESCO, 71 A OI ICMA Intl. Congresses for Modern Architecture, Charles S. Ascher, « Architecture and Town Planning », X.R. 6495, 1 April, 1948.

- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, André de Blonay, « International Non-Governmental and Semi-Governmental Organisations proposed for consultations arrangements », XR/Note/03087, 20 avril 1948
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Edward J. Carter, « Presence of CIAM in the list of NGOs recognized by Unesco », LBA Memo 130, 26 avril 1948.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, MEMO ALA/193 Berto Lardera « RAPPORT SUR LE 7ème CONGRESS DE C.I.A.M. » 30 Août 1949.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, André de Blonay « Association internationale: “Les Congrès internationaux d’Architecture moderne », XR/NGO/134183, 12 decembre1949.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Le Corbusier, « Lettre au Directeur General Torres Bodet », 5 mai 1950.
- AHUNESCO, 71 A OI I.C.M.A. Intl. Congresses for Modern Architecture, Jaime Torres Bodet, « Association internationale: “Les Congrès internationaux d’Architecture moderne” », XR/NGO/185.254, 26 septembre 1950.
- AHUNESCO, 71 A OI I.F.H.T.P Int. Fed. for Housing and Town Planning, « CONGRESS OF THE “UNION DES VILLES” ».

Bibliothèque numerique des Nations Unies

- E/CN.12 /84, 5 mai 1949, ECOSOC. « Estudio preliminar de las necesidades de ayuda técnica en América Latina. » p. 3. Consulté le 10 octobre 2020. URL : <https://digitallibrary.un.org/record/807721?ln=es>.
- A/8028 – 1971, Asamblea General « La capacidad del sistema de las Naciones Unidas para el desarrollo » en *Resoluciones aprobadas sobre la base de los informes de la Segunda Comisión*. 25º sesión, 15 setiembre -17 diciembre 1970. Consulté le 10 octobre 2020. URL : <https://digitallibrary.un.org/record/201873?ln=es>.
- E/3719/Rev.1., ECOSOC. *Committee on Housing, Building and Planning. Report of the First Session (21 January – 1 February 1963)*. Official Records: Thirty-Six Session Supplement N° 13. (New York: United Nations, 1963), p. 4. Consultado el 14 de marzo del 2021. URL: https://digitallibrary.un.org/record/828478/files/E_3719_Rev-1%26E_C-6_9_Rev-1-EN.pdf
- United Nations. *Report of Habitat: United Nations Conference on Human Settlements. Vancouver, 31 May – 11 June 1976*. (New York: United Nations,

1976), p. 127. Consulté le 15 mars 2021. URL: <https://habitat.scarp.ubc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Report-of-Habitat-UN-1976.pdf>

Archive de documents officiels du Programme de Nations Unies pour le développement

- N°A/42/949, 26 April 1988 « The situation in Central America : Threats to International Peace and Security and Peace Initiatives. Special Programmes of Economic Assistance. Note by the Secretary-General », pp. 7-9. Consulté le 2 mars 2019. URL: <http://web.undp.org/execbrd/archives/sessions/gc/35th-1988/A-42-949.pdf>.

Dépot numérique CEPALC

- Dossier confidentiel, septembre 1953. « Exposición del Excmo. Señor José Figueres, Presidente electo de Costa Rica y comentarios sobre la misma por el Dr. Raúl Prebisch Director Principal de la CEPAL. ». Consulté le 5 octobre 2018. URL : <https://goo.gl/Zns52z>.
- E/CN.12/CCE/SC.4/II/S.S.3, 13 de mayo de 1963, INVU. « Estado actual y perspectivas de los programas de construcción de viviendas ». Consulté le 1 juin 2021. URL: <https://goo.gl/F1jJHx>
- E/CN.12/715/Rev.1, 20 de agosto de 1965, CEPAL. « Informe de la gira de estudio y seminario sobre organización y funciones de los organismos nacionales encargados de la ejecución de programas de vivienda. ». Consulté le 1 juin 2021. URL: <https://goo.gl/RKHw2z>
- AC.6/I/DT/18, 11 de noviembre de 1957, Eduardo Jenkins. « Frecuencia de uso de facilidades comunales ». Consulté le 30 juin del 2021, URL: <https://goo.gl/qKPhW3>
- AC.6/I/DT/14, 10 de noviembre de 1957, Patricio Samper Gnecco. *Normalización y coordinación modular de la industria de la edificación*. (Bogotá, Colombia: CINVA, 1957), p. 6. Consultado le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/vHv6V6>.
- E/C12./CCE/AC.6/2 Rev.1, 30 de octubre de 1957, CEPAL. « Explicación acerca de los fines y naturaleza de la reunión ». Consulté le 28 avril 2021, URL: <https://goo.gl/Uo7UcT>.
- E/CN.12/647/Rev.1, febrero de 1963. ONU. *Informe del Seminario Latinoamericano sobre estadísticas y programas de vivienda. Copenhague, Dinamarca 2 al 15 de septiembre de 1962*. (Nueva York: Naciones Unidas, 1963). Consulté le 15 février 2021. URL: <https://goo.gl/Abghzw>.
- E/CEPAL/CONF.70/L.11/Rev.1., 28 February 1980, CEPAL. « Report on the Latin America Conference on Human Settlements. » Consulté le 23 mars 2021. URL:

https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/19841/S8020302_en.pdf?sequence=3&isAllowed=y

- E/CN.12/CCE/SC.4/28, 30 de noviembre de 1965. ECOSOC. « Informe del seminario sobre programación de vivienda (México D.F., 2 de diciembre de 1963) ». Consulté le 14 février 2021. URL: <https://goo.gl/ayqkg5>.
- ST/CEPAL/Conf. 55/L.5/Rev.1, 21 de agosto de 1975, CEPAL. « Conferencia regional preparatoria para la América Latina sobre los asentamientos humanos. Caracas, 30 de junio al 4 de julio de 1975. Informe del relator. » Consulté le 15 mars 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/21933/S7500356_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- CEPAL/MEX/AH/83, 29 de diciembre de 1981. Sergio Soza. *Un marco metodológico para la planificación de los asentamientos humanos en América Latina*. (México: CEPAL – Centro de las Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos (HABITAT), 1981), Consulté le 16 mars 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/26455/S8100502_es.pdf
- E/CN.12/CCE/361, abril de 1970. CEPAL. « Textos y documentos sobre integración económica latinoamericana. El Mercado Común Centroamericano ». Consulté le 30 avril 2021. URL: <https://goo.gl/XMxnYj>.
- E/CN.12/CCE/AC.6/3, 11 de septiembre de 1957. Carlos Leónidas Acevedo. « El problema de la vivienda en Centroamérica. » Consulté le 30 avril 2021. URL: <https://goo.gl/QEBqHz>
- E/CN.12/CCE/108, 16 de noviembre de 1957. CEPAL. « Informe de la Reunión sobre problemas de vivienda, industrias de la edificación y de materiales de la construcción en Centroamérica y Panamá (San José, Costa Rica, 10 a 16 de noviembre de 1957). » Consulté le 30 avril 2021. URL: <https://goo.gl/opyelw>
- AC.6/I/DT/2, 10 de noviembre de 1957, Jorge Rivera Farfán. *Bosquejo sobre la capacidad de la industria de la edificación en Centro América y Panamá*. (Bogotá, Colombia: CINVA, 1957). Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/eflqLC>.
- E/CN.12/CCE/305, 30 de mayo de 1963, CEPAL. « Informe de la segunda reunión del Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. » Consulté le 1 mai 2021. URL : <http://hdl.handle.net/11362/22742>.
- AC.6/I/DT/16, 11 de noviembre de 1957, Enrique Salaverria. « Ponencia de la delegación salvadoreña sobre normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño. » Consulté le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/m7gfM4>
- AC.6/I/DT/3, 10 de noviembre de 1957. « Normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño. Documento

- presentado por la Delegación de Guatemala. » Consulté le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/zeLerL>
- DNCEPALC, AC.6/I/DT/35, 14 de noviembre de 1957, « Normalización de materiales de construcción, dimensionamiento y coordinación modular del diseño. Documento presentado por la Delegación de Honduras. » Consulté le 1 mai 2021. URL: <https://goo.gl/GHQWTz>
 - SC.4/I/DT/10, 30 de octubre de 1958, CEPAL. « Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. » Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/Phj2tD>
 - ST/SOA/41, 1960, CEPAL. *La vivienda y la industria de materiales de construcción. Programa de integración económica del Istmo Centroamericano.* (Nueva York: Naciones Unidas, 1960). Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/Zgihvc>
 - E/CN.12/CCE/SC.4/10, 15 de agosto de 1961, Álvaro Ortega. « Glosario de términos empleados en arquitectura y construcción en el istmo centroamericano. » Consulté le 3 mai 2021. URL: <https://goo.gl/wQdW6M>
 - E/CN.12/CCE/SC.4/14, agosto 1962, CEPAL. « Informe del Grupo de trabajo sobre coordinación modular en vivienda (San Salvador, El Salvador, 14 a 23 de agosto de 1962). » Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/kZu5YG>.
 - E/CN.12/CCE/305, 30 de mayo de 1963, CEPAL. « Informe de la segunda reunión del Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. »
 - E/CN/CCE/SC.4/4, 31 de octubre de 1958, Alfredo Pinillos Roldán. « Informe del relator ». Consulté le 4 mai 2021, URL: <https://goo.gl/tj1GXa>
 - ST/TAA/J/CENTRAL AMERICA/R.2, 15 de setiembre de 1954, Manuel Bravo, W.H. Cook y Albert Mirles. « Informe sobre la organización de un Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial. » Consulté le 4 mai 2021. URL: <https://goo.gl/vf5aYv>
 - E/CN.12/CCE/178, agosto de 1959. Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial. *Informe del Director al Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano en su VI Reunión.* (Guatemala, 1959). Consulté le 8 mai 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22706/S5900322_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
 - E/CN.12/CCE/274, Diciembre de 1962. « Informe del director del Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial. » Consulté le 8 mai 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22737/S6200154_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y

- E/CN.12/CCE/328, 12 de enero de 1966, « Informe del director del Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial. » Consulté le 8 mai 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/22752/S6600300_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- E/CEPAL/CCE/372/Rev.1, octubre de 1975. CEPAL. « El Sistema Consultivo de Desarrollo Industrial Regional y el Apoyo a los Organismos Regionales de Integración. » Consulté le 9 mai 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/25476/S7500330_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- E/CN.12/CCE/326, CEPAL. « Informe de la Tercera reunión del Subcomité de Vivienda, Edificación y Planeamiento del Istmo Centroamericano. (Guatemala, Guatemala, 6 al 10 de diciembre de 1965). » Consulté le 2 mai 2021. URL: <https://goo.gl/2rdaHr>.
- E/CN.12/CCE/AC.6/5, 1 de noviembre de 1957. CEPAL. « Significación económica de los programas de vivienda en Centroamérica y Panamá. » Consulté le 4 mai 2021. URL: <https://goo.gl/79aC7h>
- E/CN.12/492, agosto de 1958. CEPAL. *Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano, 25 de febrero de 1957 al 10 de junio de 1958. (Ciudad de México: CEPAL, 1958).* Consulté le 5 mai 2021. URL: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/23634/S5800002_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- E/CN.12/CCE/SC.4/19, 7 de mayo de 1963. CEPAL. « Situación actual y nuevos campos de la coordinación regional de los programas de vivienda en el istmo centroamericano. » Consulté le 6 mai 2021. URL: <https://goo.gl/PdPozn>
- CCE/SC.4/II/DI.5, 13 de mayo de 1963. CEPAL. « Algunos aspectos sociales de los programas de vivienda centroamericanos. » Consulté le 5 mai 2021. URL: <https://goo.gl/7xzPsg>
- ECLAC. *Report of the Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 16-20 March 1992).* (UN: ECLAC; 1992). Consulté le 20 janvier 2021. URL: <https://goo.gl/1hh3tF>.
- CEPAL. *Gestión urbana y de vivienda en América Latina. II Reunión regional de ministros y autoridades máximas del sector de la vivienda y el urbanismo de América Latina y el Caribe (MINURVI 2).* (ONU: CEPAL, Santiago de Chile, 1994). Consulté le 20 janvier 2021. URL: <https://goo.gl/vyyqjA>.
- ECLAC. *Report of the Third Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean. (Quito, Ecuador, 16 to 18 November 1994).* (UN: ECLAC, 1994). Consulté le 20 janvier 2021. URL: <https://goo.gl/iTCJiq>.

- ECLAC. *Report of the Fourth Regional Meeting of Ministers and High-Level Authorities of the Housing and Urban Development Sector in Latin America and the Caribbean. (Santiago, Chile, 16-17 November 1995).* (UN: ECLAC, 1996). Consulté le 20 janvier 2021. URL: <https://goo.gl/GBG4CJ>.
- CEPAL. *Informe de la Quinta Reunión regional de ministros y autoridades máximas del sector de la vivienda y el urbanismo de América Latina y el Caribe. (Kingston, Jamaica 12 al 15 de noviembre de 1996).* (ONU: CEPAL, 1997). Consulté le 20 janvier 2021. URL: <https://goo.gl/yD4cQn>.

Bibliothèque nationale du Costa Rica - Journaux

- « Congresos panamericanos de arquitectura y de la tuberculosis en la República Argentina. » *La Tribuna*, 24 de julio de 1927, p. 2.
- « La Junta de la Habitación prepara los trabajos que nuestro delegado presentará al Congreso Panamericano de la Vivienda. » *El Diario de Costa Rica*, 12 de mayo de 1939, pp. 1 y 5.
- « Los CONGRESOS de cualquier clase que sean, jamás han resuelto problema alguno, ni nacional, ni internacionalmente. » *La Tribuna*, 1 de octubre de 1939, pp. 1, 5.
- « Delegación de Costa Rica al Congreso Interamericano de Arquitectura. » *La Tribuna*, 14 de octubre de 1947, p. 3.
- « El martes tomará posesión el nuevo Gobernador de San José. » *Diario de Costa Rica*, 1 de mayo de 1948, p. 5.
- « He aceptado la gobernación con el propósito de colaborar a la obra de bien público que se proyecta. » *Diario de Costa Rica*, 5 de mayo de 1948, pp. 1 y 8.
- « Temas del momento. Un sacrificio. Víctima: la ciudad. » *La prensa libre*, 20 de agosto de 1948, p. 2.
- « La ciudad moderna debe preservar sus parajes verdes. » *La prensa libre*, 21 de agosto de 1948, pp. 1 y 8.
- « Desde hoy disfrutará nuestro país de los beneficios del Punto IV del programa de Truman. » *Diario de Costa Rica*, 12 de enero de 1951, pp. 1-6.
- « Firmado acuerdo sobre el Punto IV. Su fundamento es la cooperación técnica entre los Estados Unidos y Costa Rica. » *La República*, 12 de enero de 1951, pp. 1-5.
- « La ayuda técnica en Costa Rica. » *Diario de Costa Rica*, 2 de marzo de 1951, p. 3.

- « El programa del Punto 4 en Costa Rica puede servir de modelo en el mundo entero. » *La República*, 1 de marzo de 1953, p. 4.
- « Contra las inversiones imperialistas en el país se pronunció Figueres. » *Adelante*, 6 de setiembre de 1953, p. 5.
- « Las inversiones extranjeras no son el camino hacia el desarrollo mundial y hacia la paz. » *Adelante*, 11 de octubre de 1953, p. 2.
- « Poner “acuerdo” al lobo y a las ovejas propone el Sr. Figueres como solución a los problemas internacionales en su Mensaje Inaugural. » *Adelante*, 22 de noviembre de 1953, p. 4,6.
- « Jefe de la Sección de Vivienda y Planeamiento de las N.U. llega hoy. » *La República*, 22 de noviembre de 1953, p. 10.
- CASTRO Vega, Óscar. « Existe ya en Latinoamérica conciencia clara de la gravedad del problema de la vivienda. » *La República*, 24 de noviembre de 1953, p. 15.
- « Banco Central de Costa Rica. Proveeduría avisa. » *La República*, 18 de noviembre de 1955, p. 9.
- « ¿Qué hay detrás de la integración económica de C.A.? » *Adelante*, 28 de enero de 1956, p. 2.
- « Centro yanqui sobre Centroamérica. Eso persiguen las Conferencias Centroamericanas. » *Adelante*, 28 de enero de 1956, p. 3.
- « Allá en Corralillos. » *Diario de Costa Rica*, 29 de julio de 1956, p. 4.
- « Ayuda o saqueo descarado. » *Adelante*, 4 de agosto de 1957, p. 7.
- « Juntas progresistas comienzan a apoyar el plan para la ciudad “satélite” de Hatillo. » *La prensa libre*, 25 de octubre de 1957, p. 3.
- « Reunión sobre proyecto del INVU. » *Diario de Costa Rica*, 26 de octubre de 1957, p. 17.
- « Apoyo al INVU para que constituya una reserva de terrenos en Hatillo. » *La prensa libre*, 26 de octubre de 1957, p. 11.
- « Para la reserva de terrenos de Hatillo del INVU no se perjudicarán los pequeños propietarios, por el contrario: se beneficiarán con la urbanización. » *La prensa libre*, 26 de octubre de 1957, p. 15.
- « Se solidariza con proyecto del INVU Junta Progresista del Barrio Claret. » *Diario de Costa Rica*, 27 de octubre de 1957, p. 35.

- « Publicación del INVU. Análisis del proyecto de ley que reserva terrenos en Hatillo. » *Diario de Costa Rica*, 27 de octubre de 1957, pp. 38-39.
- « Inatendibles las invocaciones para la interdicción de la Propiedad Privada. » *Diario de Costa Rica*, 29 de octubre de 1957, p. 4.
- « Apoyo al proyecto del INVU para reserva de tierras en Hatillo. » *La prensa libre*, 30 de octubre de 1957, p. 6.
- « Sobre el Proyecto de Ley para Reservas de Terrenos en Hatillo presentado por el INVU. » *Diario de Costa Rica*, 30 de octubre de 1957, p. 19.
- « Campo pagado. El precio de vara cuadrada que pagará el INVU es risible y si se empeña en calificarlo legal, estaríamos al borde de una crisis económica sin paralelo en la historia. » *La prensa libre*, 30 de octubre de 1957, p. 9.
- CORDERO, Jorge Luis. « Injusticia comete el INVU. » *Diario de Costa Rica*, 31 de octubre de 1957, p. 11.
- « Por última vez se usó el Palacio Nacional. » *La República*, 11 de enero de 1958, p. 3.
- « No se trasladará todavía la Asamblea Legislativa. » *La República*, 17 de enero de 1958, p. 4.
- MARTÉN, Teodoro. « San José está perdiendo la luz natural. » *La República*, 26 de febrero de 1958, p. 16.
- « Ayer se inició el traslado de la Asamblea Legislativa. » *La República*, 1 de marzo de 1958.
- « El Ministro de Obras Públicas se enfrenta a la Public Roads. » *Adelante*, 30 de marzo de 1958.
- « Mutilación e irrespeto sacrílegos será la demolición del Sagrario. » *Diario de Costa Rica*, 15 de abril de 1958, p. 2.
- « Demolición del Congreso deja saldo de heridos. » *Diario de Costa Rica*, 15 de abril de 1958, p. 8.
- « La ciudad capital se moderniza. » *La República*, 16 de abril de 1958, p. 1.
- « Del viejo Palacio Nacional, donde hace cien años se reunía la sociedad costarricense, ya nada queda... » *La prensa libre*, 17 de abril de 1958, p. 5.
- « Sigue la estafa de la Carretera Panamericana contra los sagrados intereses de los costarricenses. » *Adelante*, 15 de junio de 1958, p. 3.
- « Toda propiedad pagará impuesto territorial. » *La República*, 15 de diciembre de 1959, p. 19.

- « Hay que comenzar por arriba. » *La República*, 16 de diciembre de 1959, p. 6.
- « Aprobado impuesto territorial. » *La República*, 18 de diciembre de 1959, p. 5.
- « Son inmorales las nuevas exacciones sino se generaliza la tributación. » *La República*, 19 de diciembre de 1959, p. 6.
- « Campo pagado. El Partido Liberación Nacional frente al aumento del impuesto territorial propuesto por el gobierno. » *La República*, 20 de diciembre de 1959, p. 6.
- « Hondas contradicciones dificultan integración económica en Centroamérica. » *Adelante*, 21 de febrero de 1960, pp. 1 y 7.
- « Entraña grave peligro para Costa Rica la llamada integración económica Centroamericana. » *Adelante*, 28 de febrero de 1960, p. 7.
- MORA Valverde, Eduardo. « Problemas de la América Latina. Banco Mundial y Fondo Monetario Internacional. » *Adelante*, 29 de mayo de 1960, p. 3.
- ----- . « Problemas de la América Latina. Las condiciones del Fondo Monetario. » *Adelante*, 5 de junio de 1960, p. 3
- « El pueblo hablará el Primero de mayo en las calles de San José. » *Adelante*, 29 de abril de 1962, p. 16.
- « Habla don Alfredo González Flores. Niego rotundamente que las inversiones extranjeras sean una bendición. » *Libertad*, 5 de enero de 1963, pp. 3 y 4.
- « ¿Qué le van a decir al pueblo después del engaño? » *Libertad*, 23 de marzo de 1963, p. 2.
- FALLAS, Carlos Luis. « El prestigio de Costa Rica. » *Libertad*, 23 de marzo de 1963, p. 2.
- MANUEL Mora V., Carlos Luis Fallas y Arnoldo Ferreto. « La reunión de Presidentes y la Declaración de Centroamérica. » *Libertad*, 6 de abril de 1963, p. 3.
- FERRETO S., Arnoldo. « Proyecto de Ley de Planificación. Agencia de inversiones de capital extranjero para la entrega “planificada” de la economía nacional. » *Adelante*, 16 de junio de 1962, pp. 6 y 13.
- « Campo pagado. Becas para estudiantes pobres. » *Libertad*, 30 de marzo de 1963, p. 2.
- « El famoso informe de Prebisch. » *Libertad*, 13 de julio de 1963, p. 6.

- VENEGAS, Alberto. « La economía esta semana. » *Libertad*, 5 de enero de 1963, p. 4.
- ----- . « La economía esta semana. » *Libertad*, 8 de junio de 1963, p. 6;
- ----- . « La economía esta semana. » *Libertad*, 20 de julio de 1963, p. 8.
- « Vanguardia Popular denuncia peligros de la Integración Económica Centroamericana. » *Adelante*, 29 de julio de 1962, pp. 14 y 15.
- « La Alianza para el Progreso ha fracasado. » *Libertad*, 7 de setiembre de 1963, p. 6.
- « Nuestra posición. Frente común contra la política neoliberal. » *Adelante*, 29 enero – 4 febrero de 1988, p. 4.

Archive nationale du Costa Rica – Fond Comptes rendus du Conseil d’administration de l’INVU.

- Actas INVU, signatura 27, Acta N° 8, 15 de octubre de 1954.
- Actas INVU, signatura 27, Acta N° 23, 7 de diciembre de 1954.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 34, 11 de enero de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 37, 20 de enero de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 41, 3 de febrero de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 43, 15 de febrero de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 50, 3 de marzo de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 56, 24 de marzo de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 57, 29 de marzo de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 59, 5 de abril de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 60, 6 de abril de 1955.
- Actas INVU, signatura 28, Acta N° 82, 14 de junio de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 85, 23 de junio de 1955.

- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 87, 30 de junio de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 113, 29 de setiembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 120, 25 de octubre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 125, 10 noviembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 127, 17 noviembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 132, 6 de diciembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 137, 22 diciembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 138, 27 de diciembre de 1955.
- Actas INVU, signatura 29, Acta N° 141, 10 de enero de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 152, 16 de febrero de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 155, 28 de febrero de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 166, 12 de abril de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 174, 10 de mayo de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 182, 12 de junio de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 191, 12 de julio de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 194, 24 de julio de 1956.
- Actas INVU, signatura 30, Acta N° 196, 31 de julio de 1956.
- Actas INVU, signatura 31, Acta N° 204, 30 de agosto de 1956.
- Actas INVU, signatura 31, Acta N°225, 15 de noviembre de 1956.
- Actas INVU, signatura 31, Acta N° 238, 27 diciembre de 1956.
- Actas INVU, signatura 32, Acta N° 246, 23 de enero de 1957.
- Actas INVU, signatura 32, Acta N° 258, 5 de marzo de 1957.
- Actas INVU, signatura 32, Acta N° 287, 18 de junio de 1957.
- Actas INVU, signatura 32, Acta N° 299, 26 de julio de 1957.
- Actas INVU, signatura 33, Acta N° 325, 29 de octubre de 1957.

- Actas INVU, signatura 33, Acta N° 334, 28 de noviembre de 1957.
- Actas INVU, signatura 33, Acta N° 337, 10 diciembre de 1957.
- Actas INVU, signatura 34, Actas N° 389-394, mayo-julio de 1959.
- Actas INVU, signatura 34, Acta N° 395, 3 de julio de 1958.
- Actas INVU, signatura 35, Acta N° 415, 11 de setiembre de 1958.
- Actas INVU, signatura 35, Acta N° 427, 23 de octubre de 1958.
- Actas INVU, signatura 36, Acta N° 455, 3 de febrero de 1959.
- Actas INVU, signatura 36, Acta N° 461, 24 de febrero de 1959.
- Actas INVU, signatura 36, Acta N° 470, 24 de marzo de 1959.
- Actas INVU, signatura 36, Acta N° 482, 7 de mayo de 1959.
- Actas INVU, signatura 36, Acta N° 486, 21 de mayo de 1959.
- Actas INVU, signatura 37, Acta N° 510, 13 de agosto de 1959.
- Actas INVU, signatura 37, Acta N° 544, 14 de diciembre de 1959.
- Actas INVU, signatura 38, Acta N° 556, 28 de enero de 1960.
- Actas INVU, signatura 38, Acta N° 575, 5 de abril de 1960.
- Actas INVU, signatura 38, Acta N° 577, 12 de abril de 1960.
- Actas INVU, signatura 41, Acta N° 701, 11 de julio de 1961.
- Actas INVU, signatura 42, Acta N° 741, 21 noviembre de 1961.
- Actas INVU, signatura 42, Acta N° 750, 19 de diciembre de 1961.
- Actas INVU, signatura 47, Acta N° 1110, 31 de agosto de 1964.
- Actas INVU, signatura 47, Acta N° 1122, 30 de setiembre de 1964.
- Actas INVU, signatura 48, Acta N° 1189, 9 de marzo de 1965.
- Actas INVU, signatura 49, Acta N° 1281, 25 de octubre de 1965.
- Actas INVU, signatura 51, Acta N° 1401, 12 de agosto de 1966.
- Actas INVU, signatura 56, Acta N° 1816, 23 de mayo de 1969.

- Actas INVU, signatura 56, Acta N° 1801, 18 de abril de 1969.
- Actas INVU, signatura 63, Acta N° 2071, 9 de febrero de 1971.
- Actas INVU, signatura 64, Acta N° 2080, 2 de marzo de 1971.
- Actas INVU, signatura 64, Acta N° 2092, 4 de abril de 1971.
- Actas INVU, signatura 65, Acta N°2105, 3 de mayo de 1971.
- Actas INVU, signatura 65, Acta N° 2114, 25 de mayo de 1971.
- Actas INVU, signatura 65, Acta N° 2125, 21 de junio de 1971.
- Actas INVU, signatura 71, Acta 2250, 8 de mayo de 1972.
- Actas INVU, signatura 71, Acta N° 2272, 26 de junio de 1972.
- Actas INVU, signatura 71, Acta N° 2264, 6 de junio de 1972.
- Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2275, 3 de julio de 1972.
- Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2285, 31 de julio de 1972.
- Actas INVU, signatura 72, Acta N° 2294, 22 de agosto de 1972.
- Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2308, 18 de setiembre de 1972.
- Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2317, 17 de octubre de 1972.
- Actas INVU, signatura 73, Acta N° 2321, 26 de octubre de 1972.
- Actas INVU, signatura 74, Acta N° 2322, 1 de noviembre de 1972.
- Actas INVU, signatura 74, Acta N° 2327, 9 de noviembre de 1972.
- Actas INVU, signatura 75, Acta N° 2346, 2 de enero de 1973.
- Actas INVU, signatura 77, Acta N° 2404, 28 de mayo de 1973.
- Actas INVU, signatura 78, Acta N° 2425, 23 de julio de 1973.
- Actas INVU, signatura 83, Acta N° 2541, 7 de mayo de 1974.
- Actas INVU, signatura 88, Acta N° 2666, 15 de julio de 1975.
- Actas INVU, signatura 88, Acta N° 2668, 22 de julio de 1975.
- Actas INVU, signatura 88, Acta N° 2672, 5 agosto de 1975.

- Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2699, 11 de noviembre de 1975.
- Actas INVU, signatura 89, Acta N° 2702, 24 de noviembre de 1975.
- Actas INVU, signatura 91, Acta N° 2748, 3 de mayo de 1976.
- Actas INVU, signatura 92, Acta N° 2763, 5 de julio de 1976.
- Actas INVU, signatura 92, Acta N°2763, 5 de julio de 1976.
- Actas INVU, signatura 93, Acta N° 2793, 19 de octubre de 1976.
- Actas INVU, signatura 93, Acta N° 2795, 26 de octubre de 1976.
- Actas INVU, signatura 95, Acta N° 2858, 21 de junio de 1977.
- Actas INVU, signatura 96, Acta N° 2861, 5 de julio de 1977.
- Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2926, 13 marzo de 1978.
- Actas INVU, signatura 98, Acta N° 2927, 14 de marzo de 1978.
- Actas INVU, signatura 103, Acta N° 3061, 16 de julio de 1979.
- Actas INVU, signatura 106, Acta N° 3113, 28 de enero de 1980.
- Actas INVU, signatura 124, Acta N° 3723, 14 de mayo de 1986.

Archive nationale du Costa Rica – Fond Municipal – Comptes rendus de la Municipalité du San José.

- Municipal, signatura 11434, Acta N° 74, 31 de agosto de 1949.
- Municipal, signatura 11436, Acta N° 74, 18 de noviembre de 1949.
- Municipal, signatura 11436, Acta N° 1, 6 de diciembre de 1949.
- Municipal, signatura 11436, Acta N° 2, 13 de diciembre de 1949.
- Municipal, signatura 11441, Acta N° 45, 3 de octubre de 1950.
- Municipal, signatura 11442, Acta N° 55, 21 de noviembre de 1950.
- Municipal, signatura 11445, Acta N° 64, 26 de enero de 1951.
- Municipal, signatura 11445, Acta N° 65, 30 de enero de 1951.
- Municipal, signatura 11445, Acta N° 66, 6 de febrero de 1951.

- Municipal, signatura 11446, Acta N° 72, 27 de marzo de 1951.
- Municipal, signatura 11446, Acta N° 73, 3 de abril de 1951.
- Municipal, signatura 11447, Acta N° 87, 19 de julio de 1951.
- Municipal, signatura 11447, Acta N° 89, 31 de julio de 1951.
- Municipal, signatura 11449, Acta N° 109, 18 de diciembre de 1951.
- Municipal, signatura 11449, Acta N° 111, 3 de enero de 1951.
- Municipal, signatura 11452, Acta N° 115, 5 de febrero de 1952.
- Municipal, signatura 11452, Acta N° 116, 12 de febrero de 1952.
- Municipal, signatura 11452, Acta N° 120, 4 de marzo de 1952.
- Municipal, signatura 11458, Acta N° 164, 7 de enero de 1953.
- Municipal, signatura 11463, Acta N° 169, 30 de enero de 1953.
- Municipal, signatura 11471, Acta N° 25, 25 de mayo de 1954.

Archive nationale du Costa Rica – Fond Plans et Cartes

- ANCR, Mapas y planos, N° 4623.
- ANCR, Mapas y planos, N° 3875.
- ANCR, Mapas y planos, N° 51389.

Archive nationale du Costa Rica – Fond présidence de la République

- Presidencia, signatura 388
- Presidencia, signatura 419

Archive nationale du Costa Rica – Fond ministère des Affaires Étrangères

- MRREE, signatura 8328, 5 noviembre 1971. Gonzalo Facio. « Carta a Douglas Oliden, Representante Regional PNUD », N° 1771-AT, pp.1-2
- MRREE, signatura 8448, 25 mayo 1967, Jaime Renart. « Carta del Representante Regional del PNUD al Lic. Alberto Di Mare, Ministro de Planificación. » R/3-1376.

- MRREE, signatura 8542, 24 abril 1969, « Reestructuración del Departamento de Asuntos Económicos y Asistencia Técnica ».
- MRREE, signatura 8702, « Datos y hechos del programa de cooperación técnica OEA ».

Archive de l'Assemblée législative du Costa Rica – Dossiers législatives.

- Dossier N° 2085, Loi N° 4240 de Planification urbaine.
- Dossier N° 2970, Loi N° 4255 Construction des bâtiments de la Bibliothèque et Musée National.

Archive General de l'Université national de Colombie (AGUNAL). Fond CINVA.

- N° 458 – Correspondencia.

Boite 4

- ESCOBAR, Margarita. *Catálogo de los trabajos realizados por los becarios del CINVA, 1952-1965.* (Bogotá, Colombia: Biblioteca CINVA, 1965).

Boite 46

- OEA-OPS-OMS. *Propuesta sobre normas mínimas de urbanización para los países del istmo centroamericano.* (Bogotá: CINVA, 1968).
- Dossier 8, INVU. « Reproducción del informe para Servicios Comunes del “PROYECTO TECHO” – Preparado en CINVA 1954. » (San José, Costa Rica: El Instituto, 1956).
- Dossier 9, CARLSON, Eric. « Tema VI: Liderato en planeamiento ». *Seminario de técnicos y funcionarios en planeamiento urbano.* Serie: Enseñanza 9-F. (Bogotá, Colombia: CINVA – Unión Panamericana, 1958).

Boite 53.

- CARLSON, Eric. *Monografías básicas de documentación sobre la vivienda en América Latina. A. Resúmenes cronológicos de legislación sobre vivienda.* (Bogotá, Colombia: Servicio de Intercambio Científico y Documentación – CINVA, 1959).

Boite 60

- Dossier 5. VEGA-CHRISTIE, David. « Concepto general de vivienda. », s.f.

Boite 151

- VARGAS, Rodrigo y Leonardo Silva. « Barrios de tugurios y su erradicación. » (Trabajo final Curso Regular de Vivienda, CINVA, 1954).
- CINVA. *Siloé. El proceso de desarrollo comunal aplicado a un proyecto de rehabilitación urbana*. Serie: Trabajos de clase N° 6. (Bogotá: Servicio de Intercambio Científico – CINVA, 1958)
- CINVA. *Proyecto de rehabilitación urbana. Barrio Bello Horizonte – Bogotá, Colombia*. Serie: Trabajos de clase N° 7. (Bogotá: Servicio de Intercambio Científico – CINVA, 1958).

Boite 212

- GARCÉS, César y René Eyheralde F. *Informe de la misión para realizar un cursillo de demostración de la máquina CINVA-RAM en el Instituto Nacional de la Vivienda de México y visitar algunos países centroamericanos*. Misiones de Asesoría N°4. (Bogotá, Colombia: CINVA, 1958).
- GARCÉS Vernaza, César. *Informe del Seminario sobre Financiamiento de la Vivienda y Servicios Públicos en América Latina*. (Bogotá, CINVA: Servicio de Intercambio Científico y Documentación, 1959).

Communications dans un congrès

FERNÁNDEZ Águeda, Beatriz. « León Jaussely et le plan de liaisons de Barcelone. Vers un urbanisme scientifique. » *Inventer le Grand Paris. Relectures des travaux de la Commission d'extension de Paris. Rapport et concours 1911-1919*. Actes du colloque des 5 et 6 décembre 2013, Corinne Jacquand, Florence Bourillon, Frédéric Bertrand (eds) (Paris : Cité de l'Architecture et du Patrimoine Paris, Bordeaux, éditions Bière, 2016), pp. 333-354.

BULST, Neithard. « Objet et méthode de la prosopographie. » *L'état moderne et les élites, XIIIe - XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*. Actes du colloque international CNRS-Paris I, 16 - 19 octobre 1991, Jean Philippe Genet et Günther Lottes (comp.). (Paris : Université Paris I, 1996), pp. 467-482.

TARCHÓPULOS, Doris. « La unidad vecinal : objeto de investigación de Josep Lluís Sert. » *Libro de actas correspondiente al I Congreso Internacional de Vivienda Colectiva Sostenible, Barcelona 25 al 27 de febrero del 2014*. (Barcelona : Escuela Técnica Superior de Arquitectura, 2014), pp. 132-137.

Sites webs consultés

Architects. Consulté le 13 avril 2021. URL : <http://architectuul.com/architect/ernest-weissmann>

« Bibliothèque nationale du Costa Rica ». URL : <http://www.sinabi.go.cr/biblioteca%20digital/mapas/Mapas%20y%20planos%20de%20San%20Jose.aspx#.YKVP3S80lpR>

Castenagro, Marta. « El día histórico. Elías Jiménez Rojas. » *La Nación*, 27 de setiembre de 1981, p. 2B. Consulté le 4 janvier 2021. URL : <http://repositorio.sibdi.ucr.ac.cr:8080/jspui/bitstream/123456789/14810/1/JRE001.pdf>.

« El Gran Hotel Costa Rica ». Consulté le 4 janvier 2021. URL: [http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_\[4\]_Anexo4.CronologiaFotografica.pdf](http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_[4]_Anexo4.CronologiaFotografica.pdf)

« Gran Hotel Costa Rica, San José : levantamiento general de información. » Consulté le 4 janvier 2021. URL : [http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_\[3\]_Anexo3.TablaCronologicaNarrativa.pdf](http://www.icomoscr.org/doc/defensas/HOTELCOSTARICA_[3]_Anexo3.TablaCronologicaNarrativa.pdf)

« Antiguo Aeropuerto. » Consulté le 4 janvier 2021. URL : <http://www.mac.go.cr/instalaciones.php>.

« État civil du Costa Rica ». Consulté le 23 décembre 2020. URL : https://www.consulta.tse.go.cr/consulta_persona/menu.htm

« Diccionario Biográfico de Chile ». Consulté le 4 avril 2021. URL : <https://diccionariobiograficodechile.blogspot.com/2017/01/409-ewertz-eyheramendy.html>

« Leonard J. Currie Slide Collection. » Consulté le 7 avril 2021. URL : <https://blogs.lt.vt.edu/currieslides/costa-rica/>

« Historic Pittsburgh. » Consulté le 12 avril 2021. URL : <https://historicpittsburgh.org/islandora/object/pitt%3AUS-QQS-mss906/viewer>.

University Libraries, Virginia Tech, Blacksburg, Virginia. Consulté le 29 avril 2021. URL: https://library.artstor.org/asset/SS37059_37059_41063822.

« Andfer. Blog de Andrés Fernández. » Consulté le 5 juin 2021. URL : <http://andferblog.blogspot.com/2010/01/el-palacio-nacional-en-imagenes.html>

« Fotos Antiguas de Costa Rica y su Historia. » Facebook. Consulté le 5 juin 2021. URL : <https://www.facebook.com/photo?fbid=10215188632549425&set=g.294658687678343>

« Diccionario RAE. » Consulté le 10 juin 2021. URL: <https://dle.rae.es/trifulca?m=form>
<http://web2andresm.blogspot.com/2015/08/la-biblioteca-nacional-de-costa-rica.html>.

« Rutas Naturbanas. » Consulté le 15 juin 2021. URL : <https://rutasnaturbanas.org/lapropuesta>

« Ciudad Gobierno ahorrará \$387,8 millones al Estado. » Consulté le 15 juin 2021. URL : <https://www.presidencia.go.cr/comunicados/2021/05/ciudad-gobierno-ahorrara-3578-millones-al-estado/>

Sistema Costarricense de Información Jurídica. Consulté le 2 juin 2021. URL: <http://www.pgrweb.go.cr/scij/>

MIT Institute Archives & Special Collections, News Office, AC0069, « Bemis Conference », Saturday 2 May 1953. Consulté le 19 janvier 2021. URL: https://libraries.mit.edu/app/dissemination/DIPonline/AC0069_NewReleases/NewsRelease_1950/AC0069_1953/AC0069_195305_022.pdf

Charte des Nations Unies. Consulté le 26 octobre 2019. URL : <https://www.un.org/es/sections/un-charter/chapter-ix/index.html>

Leo Seltzer. « Premiers pas. » (New York: A Department of Social Affairs, 1947). Consulté le 23 octobre 2019. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=J1jnvbilnBA>

« Exposition panaméricaine ». *Bibliothèque de l'Université Cornell*. Collections numériques. Consulté le 13 novembre 2019. URL: <https://digital.library.cornell.edu/catalog/ss:19343638>

Wikicommons. Consulté le 13 novembre 2019. URL : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/a/a4/Pan_American_Union_3c_1940_issue_U.S_stamp.jpg

Mystic Stamp Company. Consulté le 13 novembre 2019. URL : <https://www.mysticstamp.com/Products/United-States/895/USA/>

« Corpus digital de mensajes presidenciales de Costa Rica, INIL-UCR. » Consulté le 27 juillet 2020. URL : <https://sites.google.com/site/mensajepresidencialcr/>

« Foreign Aid Explorer ». Consulté le 3 janvier 2021. URL: <https://explorer.usaid.gov/cd>

« Rendición de cuentas. Memorias de las instituciones públicas. » Consulté le 30 juillet 2020. URL: <http://www.asamblea.go.cr/sd/memoriasgobierno/forms/allitems.aspx>

ANNEXES

Tableau A.1. Normative sur l'assistance et coopération technique au Costa Rica. 1950-2010.

Date	N° loi-décret	Division gouvernementale ou loi crée	Portefeuille affecté
1950-07-21	Décret N° 45	Conseil national de coordination de l'assistance technique	MRREE
1951-06-12	Loi N° 1302	Réglementation des bourses accordées par les organismes internationaux	Pouvoir exécutive
1951-09-21	Décret N° 6	Comité des normes et de l'assistance technique industrielle	Ministère de l'Agriculture et de l'industrie
1951-10-09	Décret N° 8	Règlement du Comité des normes et de l'assistance technique industrielle	Ministère de l'Agriculture et de l'industrie
1953-03-04	Décret N° 7	Section des organismes internationaux	MRREE
1953-11-26	Loi N° 1698	Loi sur les normes industrielles	Ministère de l'Agriculture et de l'industrie
1954-10-15	Loi N° 1810	Licences de formation des fonctionnaires	Gouvernement de la République
1962-07-16	Loi N° 3008	Direction générale des affaires étrangères	MRREE
1963-01-31	Loi N° 3087	Département de la productivité et de l'efficacité administrative	OFIPLAN
1964-02-12	Décret N° 4	Section de l'assistance technique du département de la productivité et de l'efficacité administrative	OFIPLAN
1969-06-12	Décret N°10	Département des affaires économiques et de l'assistance technique	MRREE
1970-04-24	Décret N° 78	Comité des normes et de l'assistance technique industrielle	Ministère de l'Industrie et du commerce
1973-11-14	Décret N° 3370	Direction générale de l'assistance technique	MRREE/OFIPLAN
1974-05-02	Loi N° 5525	Système national de planification	OFIPLAN
1978-10-31	Décret N° 9287	Comité de coordination de la coopération technique internationale	OFIPLAN/MRREE
1980-08-02	Décret N° 11741	Commission des négociations internationales bilatérales	Pouvoir exécutive
1982-01-11	Décret N° 13264-RE	Commission des bourses du MRREE	MRREE
1990-03-09	Décret N° 19561	Direction de la politique étrangère / Bureau des bourses	MRREE

1996-08-05	Décret N° 25487-RE	Commission nationale du programme de bourses à l'étranger	MRREE
1999-10-11	Décret N° 28177	Création du Conseil consultatif de coopération internationale	MRREE/MIDEPLAN
2006-0707	Décret N° 33206	Création du Bureau de coopération internationale	MIDEPLAN
2008-11-12	Décret N° 35056	Conseil technique de la coopération internationale / Système de liaisons de la coopération internationale / Comité technique national de la CTPD et de la triangulation	MRREE/MIDEPLAN
2009-05-18	Décret N° 35294	Supprime la Commission nationale du programme de bourses à l'étranger	MRREE/MIDEPLAN
2010-01-08	Décret N° 35777	Définition des directions internes et externes de la coopération internationale	MRREE/MIDEPLAN
Source : Alejandro Bonilla Castro. <i>Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995</i> . 2020.			

Tableau A.2. Costa Rica. Acteurs politiques et sociaux impliqués dans la gérance des bourses des gouvernements et des organismes internationaux. 1980-2010.

Année	Division gouvernementale	Membres
1950	Conseil national de coordination de l'assistance technique	MRREE
1951	Comité des normes et de l'assistance technique industrielle	Directeur et un fonctionnaire de la Direction des industries. Directeur de l'agriculture et de l'élevage. Trois représentants de la Chambre des industries.
1953/1954	Section des organismes internationaux / Département	MRREE
1962	Direction générale des affaires étrangères	MRREE
1964	Section de l'assistance technique du département de la productivité et de l'efficacité administrative	OFIPLAN
1968/1969	Département des affaires économiques et de l'assistance technique	MRREE
1973	Direction générale de l'assistance technique	MRREE / OFIPLAN
1978	Comité de coordination de la coopération technique internationale	(Président) : Vice-ministre du RREE ou son représentant. (Vice-président) : directeur adjoint de l'OFIPLAN ou son représentant. Directeur général de la politique étrangère, MRREE. (Organe consultatif) : CONICIT.
1980	Commission des négociations internationales bilatérales	(Président) : Vice-ministre du RREE ou son représentant. (Vice-président) : vice-ministre ou directeur adjoint de l'OFIPLAN. Vice-président de l'économie, de l'industrie et du commerce. Vice-ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. Représentant du secteur privé.
1982	Commission des bourses du MRREE	(Président) : Représentant du cabinet du ministre du RREE. (Vice-président) : fonctionnaire du ministère de l'éducation publique (MEP). Représentant du Conseil national des recteurs (CONARE). Chef de la direction générale de la politique étrangère, MRREE. Chef du bureau d'information sur les bourses, MRREE.
1996	Commission nationale du programme de bourses à l'étranger	Président d'honneur) : Ministre du RREE. (Président exécutif) : Directeur de la coopération internationale, MRREE. (Secrétaire) : Chef du Bureau des bourses, MRREE. Représentant du Président de la République. Représentant du MEP. Représentant du MCJD. Représentant du CONARE. (Conseillers) : Directeur des bourses de la Maison présidentielle. Représentant du ministère des Sciences et de la technologie (MICIT). Représentant de l'Institut national d'apprentissage (INA).

		Secrétaire exécutif de la Commission nationale des prêts à l'éducation (CONAPE).
1999	Conseil consultatif de coopération internationale	(Président) : Ministre ou vice-ministre du RREE. Ministre ou vice-ministre de MIDEPLAN. Directeur de la coopération internationale MRREE. Directeur général du MIDEPLAN.
2008	Conseil technique de la coopération internationale	Coordinateur : ministre du MIDEPLAN ou son représentant Ministre du RREE ou son représentant. Le directeur de la coopération internationale du MRREE. Le Coordinateur de la direction de coopération internationale de MIDEPLAN. Des fonctionnaires techniques des deux ministères pourront être convoqués, selon les sujets à traiter.
Source : Alejandro Bonilla Castro. <i>Base de données des projets d'assistance technique au Costa Rica, 1950-1995</i> . 2020.		

Tableau A.3. Délégations costaricaines de la CCSS et de l'INVU qui ont participé à des événements internationaux liés à l'urbanisme (1953-1986).

Activité	Délégués	Date	Ville	Pays
Conférence interaméricaine sur la sécurité sociale. Ve Réunion. Problème de logement d'intérêt social	Gastón Bartorelli Falugi	14-23 septembre 1953	Washington DC	États-Unis
Conférence interaméricaine sur les investissements	Rodrigo Carazo Odio, Fidel Tristán Castro, Rodrigo Sotela Montagué, Mario Phillips Sáenz, Rufino Gil Pacheco, Agustín Gutiérrez Chamberlain, Guillermo Masís Diviási, José A. Cabezas, Jorge Hazera, Edmond Woodbridge Mangel, Mariano Cortés, Fernando Macaya Lahnman, Fernando Pinto Echeverría, Jorge Lang, Clarence Martín, Álvaro González Alvarado	27 février – 3 mars 1955	Nouvelle Orléans	États-Unis
Première réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification	Rodrigo Carazo Odio, Rodrigo Vargas Salas, Thais Navarro Coto, Otto Starke Jiménez	26 novembre - 7 décembre 1956	Bogotá	Colombie
Réunion sur les problèmes du logement, des industries du bâtiment et des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama	Rodrigo Carazo Odio, Gastón Bartorelli Falugi, Antidio Cabal González, Ángel Coronas, Jorge Crespo Villavicencio, Jorge Fernández Acuña, Eduardo Jenkins Dobles, Luis Marcial Philipón, Leonardo Silva King, Rodrigo Vargas Salas, Eduardo Zúñiga Chavarria	10-16 novembre 1957	San José	Costa Rica
Première réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification de l'isthme centraméricain	Rodrigo Carazo Odio, Porfirio Morera Batres, Carlos Yglesias, Rodrigo Vargas Salas, Efraim Morales Albán, Fernando Rojas, Rafael Esquivel, Carlos Saborio Alvarado	28-31 octobre 1958	San José	Costa Rica
Deuxième réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification	Rodrigo Carazo Odio, Luis Marcial Philipón	18-28 novembre 1958	Huampaní	Pérou
Séminaire sur le financement du logement et des services publics en Amérique latine	Efraim Morales Albán, Eduardo Zúñiga Chavarria	6-30 avril 1959	Bogotá	Colombie
Séminaire international sur la contribution de la planification physique au développement social et économique au niveau régional	Eduardo Jenkins Dobles y Efraim Morales Albán	1960	N/d	Porto Rico
Vie Congrès mondial de la planification du logement	Eduardo Jenkins Dobles y Efraim Morales Albán	1960	N/d	N/d
Réunion du groupe de travail sur la coordination modulaire du logement en Amérique centrale	Rodrigo Vargas Salas	14-23 août 1962	San Salvador	Le Salvador
Séminaire latino-américain sur les statistiques et les programmes de logement	Rodrigo Vargas Salas, Rodrigo Bolaños Sánchez	2-25 septembre 1962	Copenhague	Danemark
Première réunion du comité du logement, de la construction et de la planification, ECOSOC	Pbro. Benjamín Núñez Vargas y Eduardo Jenkins Dobles	21 janvier - 1 février 1963	New York	États-Unis
Conférence sur les systèmes mutualistes d'épargne et de crédit	Adolfo Becerril Delgado, Guido Bonilla Brenes	1963	Lima	Pérou
Deuxième réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification de l'isthme centraméricain	Carlos Alberto Paniagua Vargas, Eladio Jara Jiménez	13-19 mai 1963	San Salvador	Le Salvador
Séminaire sur la programmation du logement	Adolfo Becerril Delgado	2-7 décembre 1963	Mexico	Mexique
Tournée d'étude et séminaire sur l'organisation et les fonctions des organismes nationaux chargés de la mise en œuvre des programmes de logement	Humberto Pacheco Coto	30 août - 19 septembre 1964	Copenhague, Oslo et Stockholm	Danemark, Norvège et Suède
Séminaire d'évaluation des projets	Ana Irene Garbanzo de la Peña	1965	Guatemala	Guatemala
Troisième réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification de l'isthme centraméricain	Humberto Pacheco Coto, Eduardo Zúñiga Chavarria, Álvaro Hernández	6-10 décembre de 1965	Guatemala	Guatemala
Vie Congrès interaméricain de planification	Eduardo Jenkins Dobles	6-12 novembre 1966	Caracas	Venezuela
Séminaire interrégional sur le logement rural et les services communaux	Eladio Jara Jiménez	1967	Maracay	Venezuela
Séminaire sur le logement improvisée	Eduardo Jenkins Dobles, Guido Bonilla Brenes	27-31 octobre 1969	Washington DC	États-Unis
VIIIe Conférence interaméricaine d'épargne et de prêt	N/d	N/d	Managua	Nicaragua
Séminaire de planification des lots	Otto Starke Jiménez, Warnes Sequeira Ramirez	10 mars 1971	Washington DC	États-Unis

Séminaire sur le logement	Guido Bonilla Brenes	7-12 juin 1971	Madrid	Espagne
Séminaire sur la conservation de l'environnement physique en Amérique centrale	Leonardo Silva King	25-30 juillet 1971	Antigua	Guatemala
Séminaire sur les coopératives de logement	Rolando Coward Lord	30 août - 9 octobre 1971	Port d'Espagne	Trinité-et-Tobago
Séminaire de construction bon marché résistant aux tremblements de terre et aux ouragans	Rodrigo Vargas Salas	1-19 novembre 1971		Yougoslavie
X Conférence annuelle sur l'épargne et le prêt	Eladio Jara Jiménez	23-28 janvier 1972	Lima	Pérou
XXIIe Conférence annuelle latino-américaine sur « Les déterminants de la politique publique de la croissance urbaine dans les petits pays d'Amérique latine »	Eduardo Jenkins Dobles, Leonardo Silva King	14-26 février 1972	U. Gainesville, Florida	États-Unis
Séminaire régional sur le problème du logement en Amérique centrale	Guido Bonilla Brenes	21-25 février 1972	Guatemala	Guatemala
Séminaire régional sur les politiques de développement, de contrôle et d'utilisation des sols urbains	Fernando Calderón Kikut	5 juin - 1 juillet 1972	Mexico	Mexique
Séminaire régional sur les politiques de développement, de contrôle et d'utilisation des sols urbains	Eladio Jara Jiménez, Guido Bonilla Brenes, Eduardo Jenkins Dobles	1972	N/d	N/d
Exposition et rencontre du logement	Eduardo Jenkins Dobles, Jorge Crespo Villavicencio	3-17 septembre 1972	Santiago	Chili
XII Convention UPADI	Warnes Sequeira Ramírez	1972	Lima	Pérou
Réunion régionale de la FPAA en Amérique centrale et dans les Caraïbes	Javier Bolaños Quesada	11-14 avril 1973	Panama	Panama
Deuxième conférence régionale annuelle sur le logement et le développement urbain	Eladio Jara Jiménez, Javier Bolaños Quesada	88 - 22 juin 1973	Guatemala	Guatemala
Symposium latino-américain sur la rationalisation de la construction	José Bermúdez Durán y Otto Starke Jiménez	23-28 septembre 1973	Caracas	Venezuela
Quatrième Congrès interaméricain du logement rural	José Bermúdez Durán	28 octobre - 2 novembre 1973	Mexico	Mexique
Dialogue sur la population et les tendances écologiques	Warnes Sequeira Ramírez	9 - 13 décembre 1974	Virginia	États-Unis
Symposium international sur l'écologie	Warnes Sequeira Ramírez y José Bermúdez Durán	24 - 26 février 1975	San José	Costa Rica
XIIIe Conférence interaméricaine d'épargne et de prêt	Alejandro Montero Herra, José Luis Naranjo Madrigal y Edwin Chacón Solano	13-17 avril 1975	Buenos Aires	Argentine
Séminaire sur la politique et le gouvernement urbain	Leonardo Silva King	19-23 mai 1975	Buenos Aires	Argentine
Conférence régionale préparatoire pour l'Amérique latine sur les établissements humains	Omar Aguilar, Álvaro Hernández, Eladio Jara Jiménez	30 juin - 4 juillet 1975	Caracas	Venezuela
Réunion préparatoire sur les établissements humains	Eladio Jara Jiménez	25-30 août 1975	New York	États-Unis
XVe Congrès panaméricain des architectes	Mario Fernández Guardia y Rodolfo Sancho Rojas	7 - 13 décembre 1975	Mexico	Mexique
Comité préparatoire de la Conférence des Nations unies sur les établissements humains	Eladio Jara Jiménez	10-23 janvier 1976	New York	États-Unis
Comité préparatoire sur les établissements humains en Amérique centrale	Eladio Jara Jiménez	Avril 1976	San Salvador	Le Salvador
HABITAT-I	Eladio Jara Jiménez, José Bermúdez Durán., Eduardo Jenkins Dobles, Juan Lugari	31 mai - 11 juin 1976	Vancouver	Canada
4e Conférence COPVIDU	Luis Rodolfo Araya Ramírez	15-22 septembre 1976	Tegucigalpa	Honduras
Conférence régionale d'Amérique latine sur les établissements humains	Eladio Jara Jiménez	13-17 septembre 1976	Mexico	Mexique
Réunion du système économique latino-américain	Eladio Jara Jiménez	1977	Quito	Équateur
Premier séminaire national sur le logement populaire	Eduardo Zúñiga Chavarría	17 mai 1977	San José	Costa Rica
Réunion préparatoire de la COPVIDU	José Francisco Camacho Marín	22 juillet 1977	Managua	Nicaragua
5e Conférence COPVIDU	Warnes Sequeira Ramírez, José Francisco Camacho Marín	9-14 octobre 1977	Managua	Nicaragua
Réunion du système économique latino-américain	José Francisco Camacho Marín	1-3 juin 1978	Quito	Équateur

XIIIe Congrès de l'Union internationale des architectes	José Bermúdez Durán	23-27 octobre 1978	Mexico	Mexique
Réunion latino-américaine et caribéenne de la Fondation des Nations unies pour le financement et le fonctionnement administratif des établissements humains	José María Borbón Arias	26 novembre - 2 décembre 1978	Mexico	Mexique
Forum technique du Comité d'action sur le logement et les bâtiments d'intérêt social	Rodolfo Sancho Rojas, José Francisco Camacho Marín	1979	N/d	N/d
Réunion sur les établissements humains	José María Borbón Arias	8 août 1979	Mexico	Mexique
Réunion d'experts en constructions antisismiques à bon marché	N/d	13-17 août 1979	Université pontificale catholique du Pérou	Pérou
7e Conférence COPVIDU	José María Borbón Arias	4-7 septembre 1979	Panama	Panama
Conférence de l'Amérique latine sur les établissements humains	Jorge Carballo Wedel, Víctor Bonesana, Hilda D. de Creco, José Santos Delcore Alvarado, Juan Francisco Montealegre Martín, Carlos Marcelo Sankilevich	7-10 novembre 1979	Mexico	Mexique
VIIe Congrès interaméricain du logement	Rodrigo Vargas Salas, Leonardo Silva King	25-29 novembre 1979	Panama	Panama
Forum technique CAVEIS-SELA	Zuleyka Salom Rodríguez	3-6 mars 1980	Managua	Nicaragua
21e Réunion de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement	Juan Francisco Montealegre Martín, José Santos Delcore Alvarado	14-16 avril 1980	N/d	Brésil
Séminaire de planification écologique	Óscar García Córdoba	1980	N/d	Mexique
Colloque international sur le financement du logement à bon marché	Clara Zomer Rezler	5-9 juillet 1982	Mexico	Mexique
Séminaire sur les programmes de prêts pour l'amélioration du logement	Luis Fernando Castro Jiménez	23-25 février 1983	Panama	Panama
Séminaire latino-américain sur les constructions sismes résistantes de terre	Lourdes Huaranga Yepes	24-27 mai 1983	Lima	Pérou
31e session régulière sur la politique foncière urbaine	Zuleyka Salom Rodríguez	9 août - 16 septembre 1983	Taipei	Taiwan
VIIIe Congrès interaméricain du logement	José Manuel Agüero Echeverría	23 novembre 1983	Saint-Domingue	République dominicaine
Réunion sur le logement et la santé - OPS	Clara Zomer Rezler	12-17 décembre 1983	Lima	Pérou
I Congrès national du logement et de l'urbanisme	N/d	25-27 janvier 1984	San José	Costa Rica
Symposium Rencontre pour le logement	Mario Velázquez Bonilla	15-17 février 1984	Mexico	Mexique
20e session du Comité des établissements humains	Clara Zomer Rezler	29 mars - 6 avril 1984	Lima	Pérou
Première Assemblée de l'Organisation pour le logement et le développement des établissements humains (OLAVI)	Clara Zomer Rezler	2-4 juillet 1984	Quito	Équateur
Forum interaméricain pour l'architecture	Adrián Benavides Murillo	11-14 décembre 1986	Nouvelle Orléans	États-Unis
Source : ANCR, Actas INVU, 1954-1986 ; INVU, <i>Memorias</i> 1954-1986.				

Tableau A.4. Costa Rica. Experts de mission d'assistance technique internationale affectés à des projets d'urbanisme et de logement. (1948-1986).

Nom	Profession	Organisme ou pays	Pays d'origine	Années	Institution
Anatole A. Solow	Architecte	UnP / OEA	Suisse	1948-1951, 1953, 1956	MSJ, CCSS, INVU
César Garcés Vernaza	Urbaniste	UnP / OEA / CINVA	Colombie	1949-1953, 1956, 1958	MSJ, CCSS, INVU
Leonard J. Currie	Architecte	Point IV	États-Unis	1952	N/d
Carl Eric Carlson	Administrateur	ONU	Suède	1954 - 1956	ESAPAC
Guillermina Llanusa	Travailleur social	ONU	N/d	1953	CCSS
Fernando Romero	Pédagogue	OEA	N/d	1953	CCSS
Carlos Guillén	Pédagogue	OEA	N/d	1953	CCSS
José Antonio Mayobre	N/d	ONU	Venezuela	1953	CCSS
Rafael Picó Santiago	Architecte	Conseil de planification de Porto Rico	Porto Rico	1953- 1954	CCSS, INVU
Ernest Weissmann	Urbaniste	ONU	Yougoslavie	1953	CCSS, INVU
Antonio Serrano Langlois	Économiste	Banque centrale du Salvador	Le Salvador	1953	CCSS
Maurice Rotival	Urbaniste	ONU	France	1954	ESAPAC
Antonio Cruz Kayanan	Urbaniste	ONU	Philippines	1954- 1955	INVU
Paul Foster	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1956-1957	MSJ, INVU
Edmond H. Hoben	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1955-1958	INVU
Sakari Sariola	Sociologue	ONU	Finland	1956-1958	UCR, INVU
Jacob Ben Lightman	Travailleur social	Point IV	États-Unis	1959	INVU
Francis M. Diamond	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1957-1962	INVU
Luis Lander	Urbaniste	ONU	Venezuela	1957-1958	INVU
Ronald C. Kephart	N/d	Point IV	États-Unis	1957	INVU
René Eyheralde Frías	Architecte	OEA / CINVA	Chili	1958	INVU
Francisco Schuschny	Ingénieur	OEA / CINVA	N/d	1957	INVU
Kenneth E. Bell	N/d	Point IV	États-Unis	1959	INVU
Jack D. Gordon	Entrepreneur	Point IV	États-Unis	1960	INVU
Berenice Montgomery	Travailleur social	Point IV	États-Unis	1960	INVU

William Penn Mott Jr.	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1959-1960	INVU
Allen Benjamin	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1960	INVU
Raymond Gordon	Travailleur social	Point IV	États-Unis	1960	INVU
William Goodman	Urbaniste	Point IV	États-Unis	1961-1962	INVU
Cecil Morgan	N/d	Point IV	États-Unis	1961	INVU
Murray Silberman	Ingénieur	Point IV	États-Unis	1962	INVU
Wyman Stone	N/d	Point IV	États-Unis	1964	INVU
Arvids Kalnins	N/d	ONU	N/d	1969	INVU, Presidencia
Carlos Luzuriaga	Architecte	OEA	N/d	1974	INVU
Alfredo Johnson Iterino	Architecte	OEA	Chili	1971-1972	INVU
Andrés Donoso Larraín	Ingénieur	OEA	Chili	1971	INVU
Eneas Masa	N/d	BID	N/d	1972	INVU
Jesús Silva Herzog	Économiste	INFONAVIT	Mexique	1974	INVU
Roque González E.	Architecte	Coopération mexicaine	Mexique	1975	INVU
Arturo Pérez Estrada	Architecte	Coopération mexicaine	Mexique	1976	INVU
Peter José Schweizer	Architecte	OEA	Brésil	1976-1977, 1985	INVU
Jorge Correa	Ingénieur	Gouvernement Venezuela	Venezuela	1979	INVU
Erik Vittrup Christensen	Architecte	ONU	Danemark	2003	INVU

Sources : ANCR, Actas INVU, 1954-2003 ; INVU, *Memorias institucionales*, 1954-1986 ; CCSS, *Memorias institucionales*, 1952-1953 ; ANCR, Municipal, 11434, Acta 30, 12 novembre de 1948 ; ANCR, Municipal, 11434, Acta 74, 31 agosto de 1949, fs. 78-83 ; ANCR, Municipal, 11436, Acta 1, 6 de diciembre de 1949, fs. 308-309 ; ANCR, Municipal, 11471, Acta 25, 25 de mayo de 1954, fs. 20-21 ; Jorge Rivera Páez. « El CINVA : Un modelo de cooperación técnica 1951-1972. » (Tesis de Maestría en Historia, Universidad Nacional de Colombia, 2002), p. 80 ; AGUNAL, Fond CINVA, Boite 212, César Garcés y René Eyheralde. *Informe de la misión para realizar un cursillo de demostración de la máquina CINVA-RAM en el Instituto Nacional de la Vivienda de México y visitar algunos países centroamericanos*. Serie : Misiones de Asesoría N°4 (Bogotá, Colombia: Centro Interamericano de Vivienda y Planeamiento Urbano, 1958).

Tableau A.5. Amérique latine. Nombre de recommandations émises lors des événements du réseau d'entrelacement, par type d'événement et par année. (1953-1976).

Type			Année										Total
			1953	1956	1957	1958*	1959	1962	1963 [†]	1965	1975	1976	
Centre	Recommandation	Plan. Physique	0	0	4	7		0	2	0			13
		Logement b. social	2	2	1	3		0	1	0			9
		Part. communale	1	1	0	1		0	1	0			4
		Assist. Technique	1	8	5	17		0	12	8			51
		Industrie	1	2	10	2		3	9	0			27
		Financement	1	2	2	4		0	2	1			12
		Rôle État	1	3	1	3		0	3	0			11
Total recommandation événements centraux			7	18	23	37		3	30	9			127
Périphérie	Recommandation	Plan. Physique					0	1	0		5	18	24
		Logement b. social					0	1	6		7	13	27
		Part. communale					0	0	0		2	7	9
		Assist. Technique					4	2	4		7	37	54
		Industrie					0	0	0		0	2	2
		Financement					0	0	2		2	2	6
		Rôle État					0	1	2		6	23	32
Total recommandation événements périphériques							4	5	14		29	102	154

* Il comprend les recommandations de la Première réunion du Sous-comité du logement, de la construction et de la planification et de la Deuxième réunion technique interaméricaine sur le logement et la planification.
[†] La tournée d'études et le séminaire sur l'organisation et les fonctions des organismes nationaux de 1964 n'ont donné aucune recommandation.

Source : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme* 2020.

Tableau A.6. Amérique centrale. Nombre de recommandations émises lors des événements du réseau d'entrelacements, par an. (1957-1965).

Recommandation	Année				
	1957	1958	1962	1963	1965
Plan. Physique	4	0	0	2	0
Logement b. social	1	0	0	1	0
Part. communal	0	0	0	1	0
Assist. Technique	5	2	0	12	8
Industrie	10	1	3	9	1
Financement	2	0	0	2	0
Rôle État	1	0	0	3	0

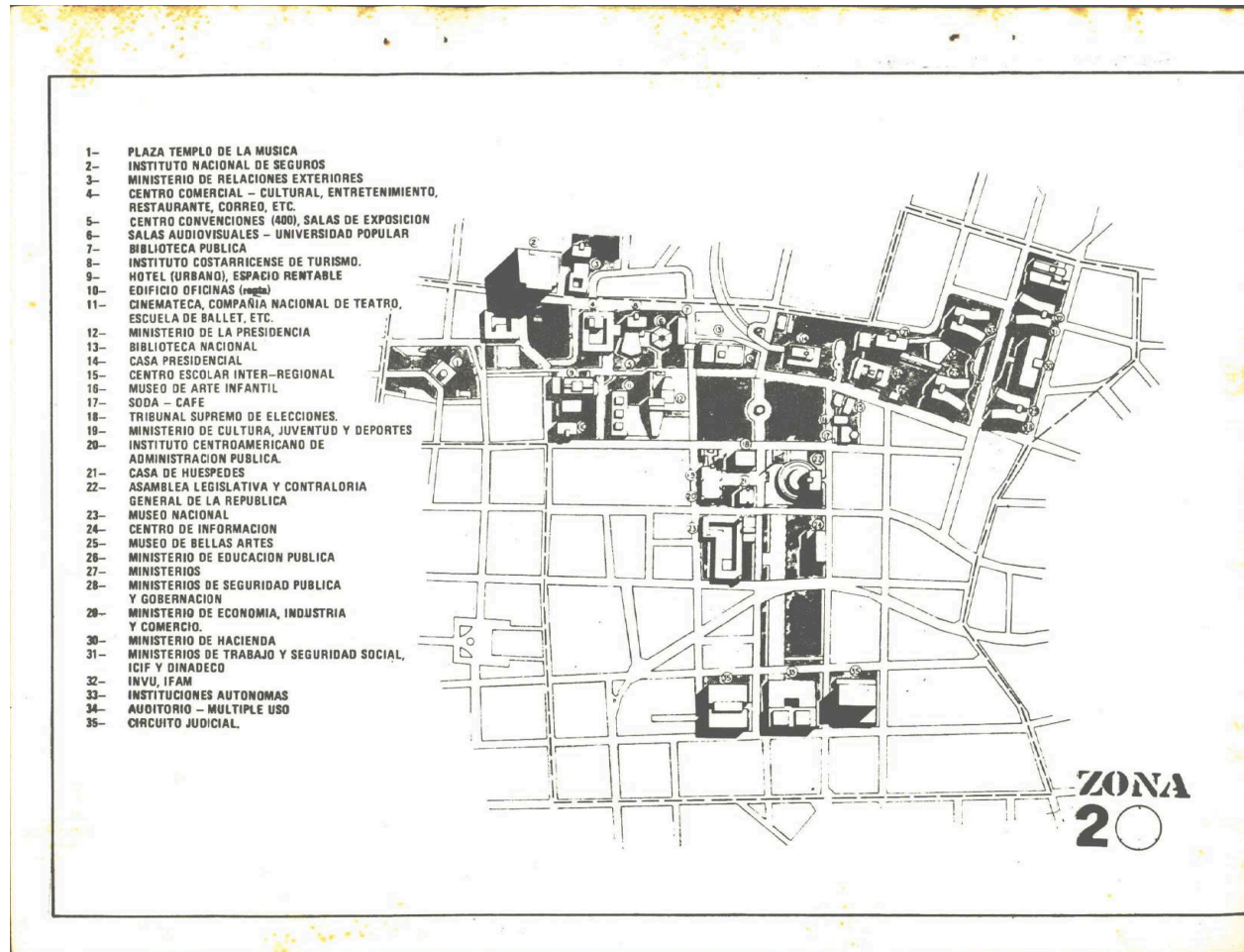
Source : Bonilla C., *Réseau d'affiliation d'urbanisme* 2020.

Image A.1. Zone 1. Parc urbain du fleuve Torres.



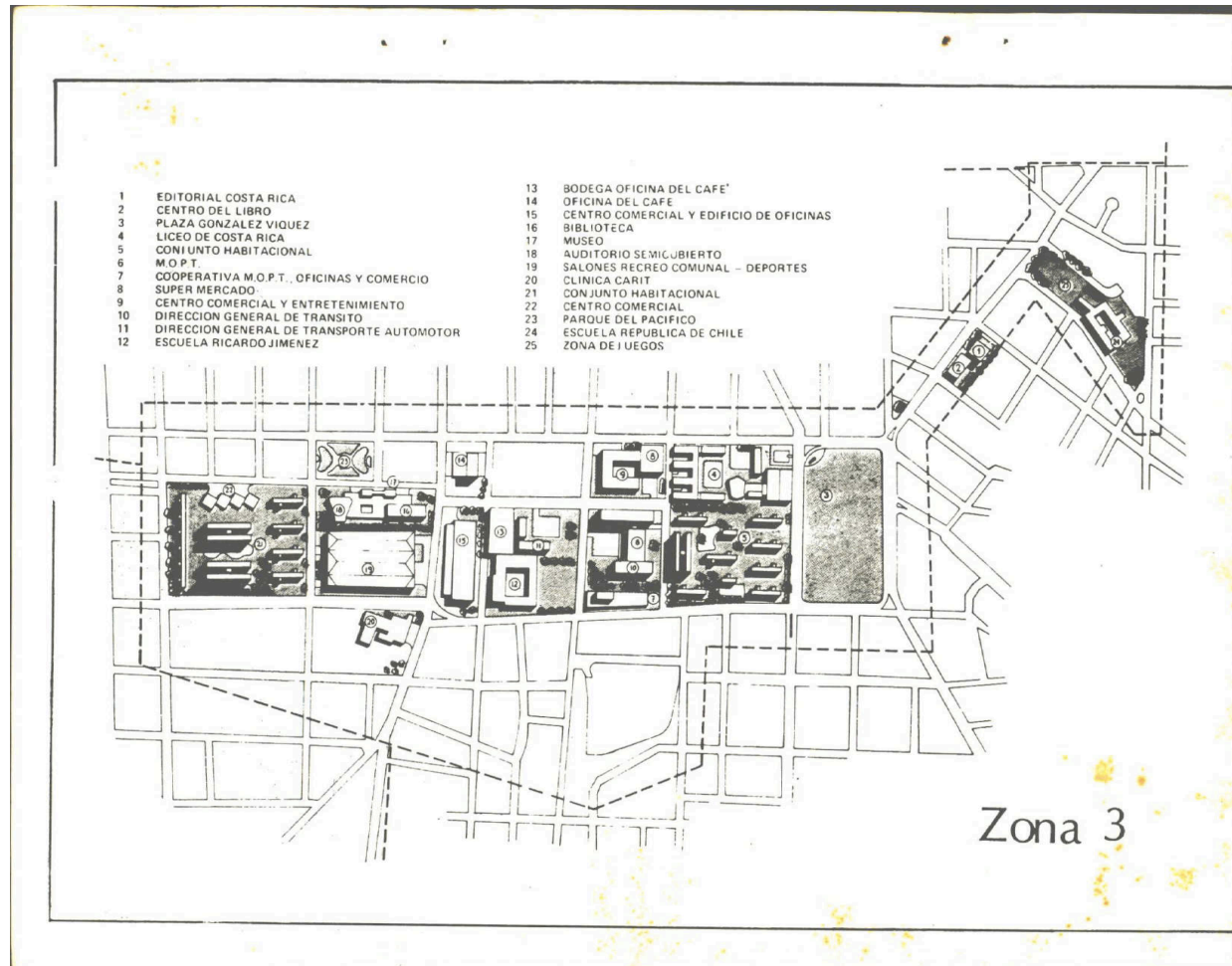
Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.2. Zone 2. Centre civique national.



Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.3. Zone 3. Rénovation d'habitation, Place González Víquez.



Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.4. Zone 4. Développement intégrale des Quartiers du Sud.



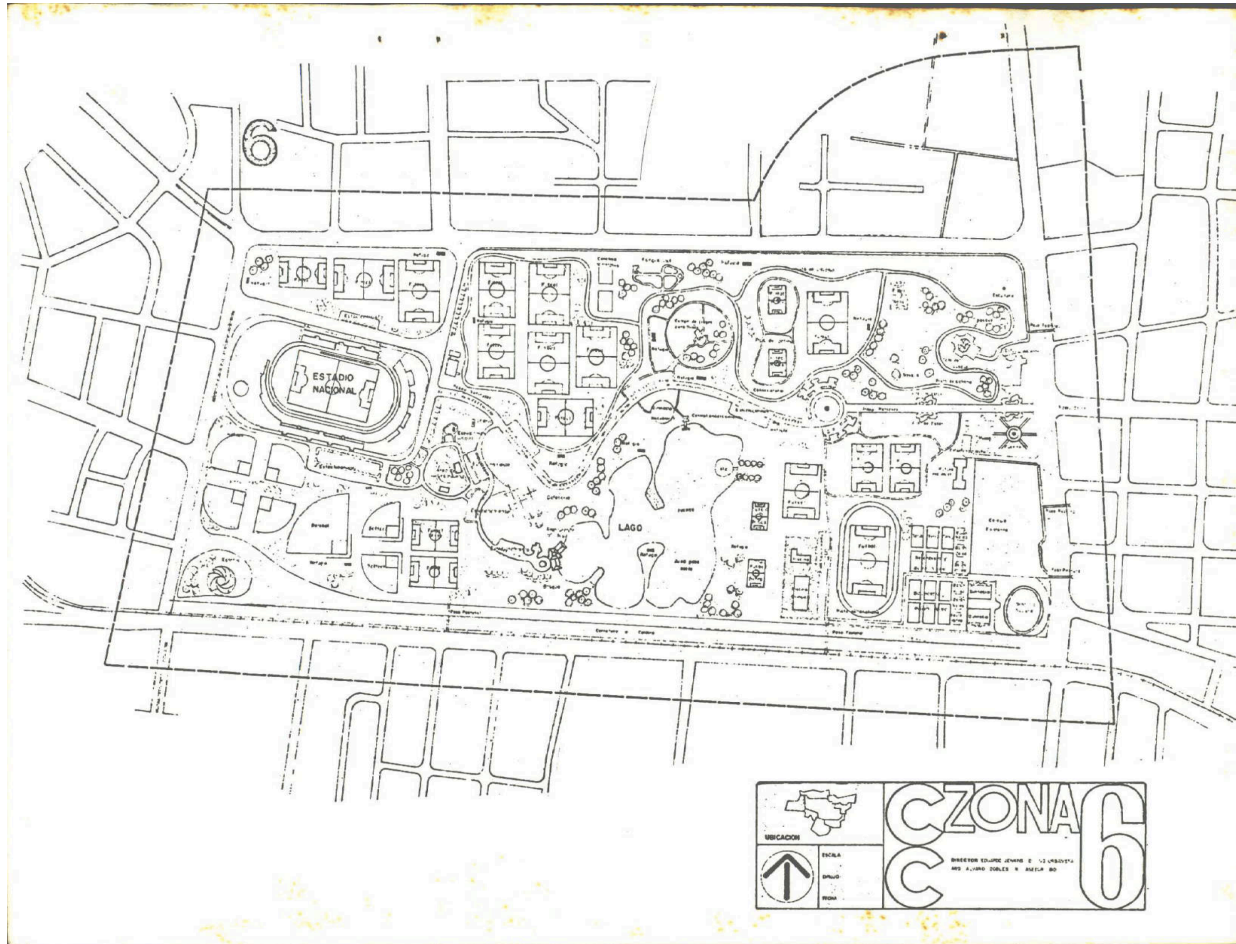
Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.5. Zone 5. Centres administratifs et marché.



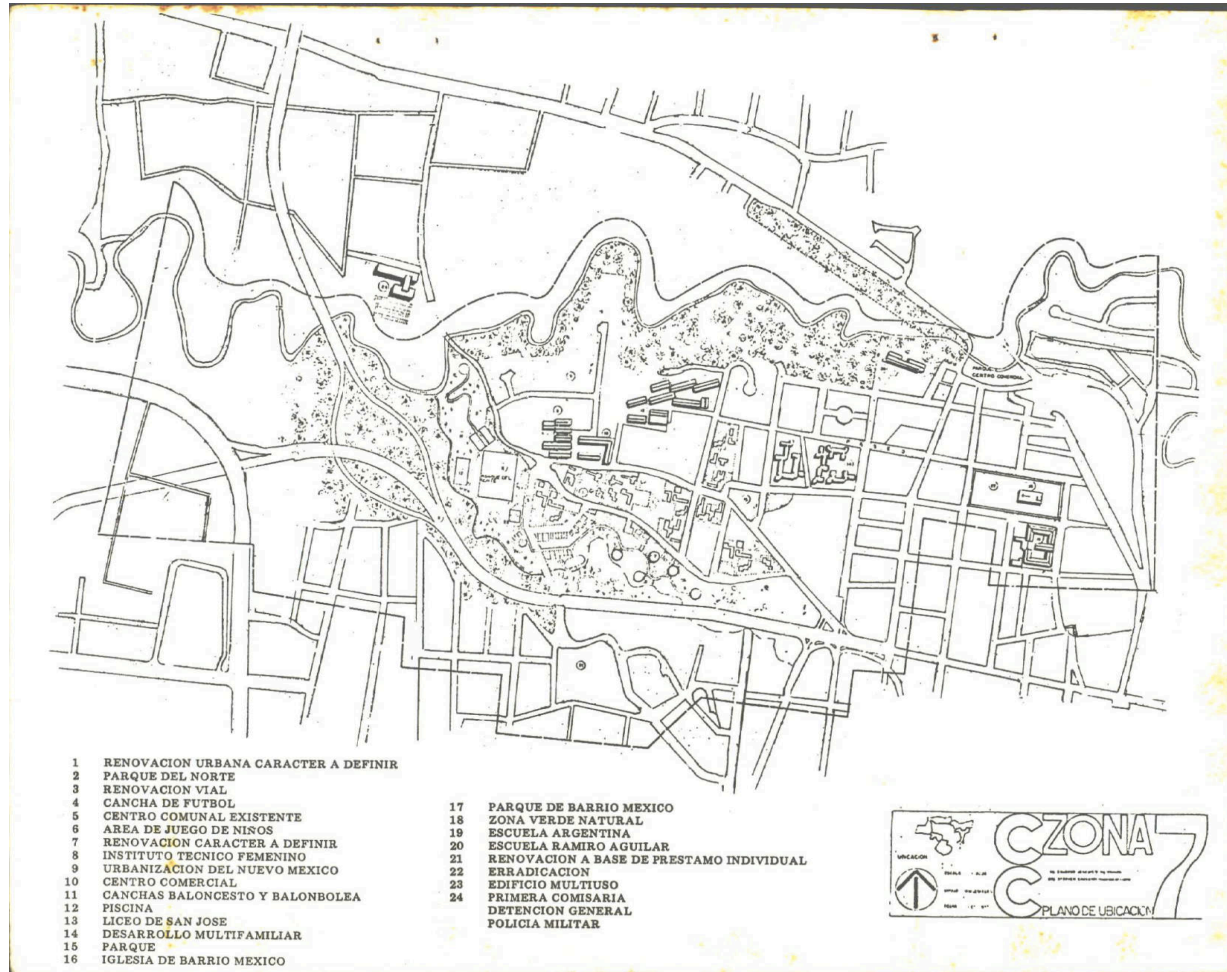
Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.6. Zone 6. Parc métropolitain La Sabana.



Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

Image A.7. Zone 7. Rénovation intégrale Nord-Ouest San José.



Source : Jenkins, *Informe preliminar. Proyecto*, s.n.p.

